



RAPPORT
DU
CONSEIL DE SECURITE

16 juin 1971-15 juin 1972

ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-SEPTIEME SESSION

SUPPLEMENT N° 2 (A/8702)

NATIONS UNIES

RAPPORT
DU
CONSEIL DE SECURITE

16 juin 1971 - 15 juin 1972

ASSEMBLEE GENERALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-SEPTIEME SESSION
SUPPLEMENT N° 2 (A/8702)



NATIONS UNIES
New York, 1972

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<i>Pages</i>
INTRODUCTION	1
 PREMIERE PARTIE Questions examinées par le Conseil de sécurité en tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales	
<i>Chapitres</i>	
1. — PLAINTÉ DU SÉNÉGAL	2
A. — Communications adressées au Conseil de sécurité et demande de réunion	2
B. — Examen de la question de la 1569 ^e à la 1572 ^e séance (12 au 15 juillet 1971)	2
C. — Rapports et communications reçus entre le 15 juillet et le 29 septembre 1971	5
D. — Reprise de l'examen de la question à la 1586 ^e séance et de la 1599 ^e à la 1601 ^e séance (29 septembre et 23-24 novembre 1971)	
E. — Communications ultérieures	10
2. — PLAINTÉ DE LA GUINÉE	10
A. — Examen de la question à la 1573 ^e et à la 1576 ^e séance (3 et 26 août 1971)	10
B. — Rapports et communications adressés au Conseil	11
C. — Poursuite de l'examen de la question à la 1586 ^e et à la 1603 ^e séance (29 septembre et 30 novembre 1971)	12
3. — LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT	14
A. — Communications, rapports du Secrétaire général et délibérations du Conseil au sujet de l'observation du cessez-le-feu	14
B. — Question du traitement des populations civiles dans les territoires occupés par Israël et questions connexes	21
C. — La situation à Jérusalem et dans les Lieux saints ainsi que dans les environs	22
D. — Déclarations générales et autres questions portées à l'attention du Conseil de sécurité en rapport avec la situation au Moyen-Orient	27
E. — Activités du représentant spécial du Secrétaire général au Moyen- Orient	29
4. — LA SITUATION EN NAMIBIE	30
A. — Communications adressées au Conseil de sécurité et demande de convocation du Conseil	30
B. — Examen de la question de la 1583 ^e à la 1585 ^e , de la 1587 ^e à la 1589 ^e , de la 1593 ^e à la 1595 ^e et aux 1597 ^e et 1598 ^e séances (27 septembre-20 octobre 1971)	31
C. — Communications ultérieures	42
5. — PLAINTÉ DE LA ZAMBIE	43
A. — Communications au Conseil de sécurité et demande de convocation du Conseil	43
B. — Examen de la question de la 1590 ^e à la 1592 ^e séance (8-12 octo- bre 1971)	43

TABLE DES MATIERES (suite)

<i>Chapitres</i>	<i>Pages</i>
6. — QUESTION RELATIVE À LA SITUATION EN RHODÉSIE DU SUD	47
A. — Communications adressées au Conseil de sécurité et demande de réunion	47
B. — Examen de la question par le Conseil à ses 1602 ^e à 1605 ^e , 1609 ^e , 1622 ^e et 1623 ^e séances (25 et 30 novembre, 2, 8, 29 et 30 décembre 1971)	48
C. — Autres communications adressées au Conseil	57
D. — Examen de la situation lors des réunions que le Conseil a tenues hors du Siège	57
E. — Demande de réunion et examen par le Conseil de la situation en Rhodésie du Sud et des rapports du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité (S/10229 et Add.1 et 2 et S/10408) à ses 1640 ^e à 1642 ^e et 1645 ^e séances (16-25 et 28 février 1972)	57
F. — Rapports et communications reçus ultérieurement	62
7. — LA SITUATION DANS LE SOUS-CONTINENT INDO-PAKISTANAIS	64
A. — Rapports et communications adressés au Conseil de sécurité entre le 20 juillet et le 4 décembre 1971	64
B. — Demande de réunion et examen de la question de la 1606 ^e à la 1608 ^e séance (4-6 décembre 1971)	65
C. — Rapports et communications présentés au Conseil de sécurité du 7 au 12 décembre 1971	74
D. — Examen de la question à la 1611 ^e séance et de la 1613 ^e à la 1621 ^e séance (12-21 décembre 1971)	74
E. — Rapports et communications reçus entre le 21 décembre 1971 et le 15 juin 1972	85
8. — QUESTION RELATIVE AUX ÎLES ABOU-MOUSSA, DE LA GRANDE-TUMB ET DE LA PETITE-TUMB	87
9. — LA QUESTION DE CHYPRE	89
A. — Communications et rapports reçus entre le 16 juin et le 13 décembre 1971	89
B. — Examen de la question aux 1612 ^e et 1613 ^e séances (13 décembre 1971)	90
C. — Communications et rapports reçus entre le 13 décembre 1971 et le 15 juin 1972	92
D. — Examen de la question par le Conseil à ses 1646 ^e et 1647 ^e séances (15 juin 1972)	94
10. — EXAMEN DES QUESTIONS RELATIVES À L'AFRIQUE DONT LE CONSEIL DE SÉCURITÉ EST ACTUELLEMENT SAISI ET APPLICATION DES RÉSOLUTIONS PERTINENTES DU CONSEIL	98
A. — Demande de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) relative à la tenue de séances du Conseil dans une capitale africaine	98
B. — Séances tenues par le Conseil de sécurité à Addis-Abéba du 28 janvier au 4 février 1972	102
C. — Autres communications	120

DEUXIEME PARTIE

Autres questions examinées par le Conseil

11. — ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES	121
A. — Candidature de Bahreïn	121
B. — Candidature du Qatar	121
C. — Candidature de l'Oman	121
D. — Candidature des Emirats arabes unis	122

TABLE DES MATIERES (*suite*)

<i>Chapitres</i>	<i>Pages</i>
12. — RECOMMANDATION EN VUE DE LA NOMINATION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES	122
13. — QUESTIONS RELATIVES À LA TENUE DE RÉUNIONS DU CONSEIL HORS DU SIÈGE	122

TROISIEME PARTIE

Le Comité d'état-major

14. — TRAVAUX DU COMITÉ D'ÉTAT-MAJOR	123
--	-----

QUATRIEME PARTIE

Questions portées à l'attention du Conseil de sécurité mais n'ayant pas été examinées par le Conseil pendant la période considérée

15. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LA QUESTION DU CONFLIT RACIAL EN AFRIQUE DU SUD RÉSULTANT DE LA POLITIQUE D' "APARTHEID" DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE	124
16. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES ADMINISTRÉS PAR LE PORTUGAL	126
17. — COMMUNICATION DE MALTE	126
18. — COMMUNICATIONS ÉMANANT DE LA RÉPUBLIQUE KHMÈRE	126
19. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LE VIET-NAM	127
20. — COMMUNICATIONS ÉMANANT DU LAOS	129
21. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LE STATUT D'OKINAWA	130
22. — RAPPORTS SUR LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ILES DU PACIFIQUE, DÉSIGNÉ COMME ZONE STRATÉGIQUE	130
23. — COMMUNICATION CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES	131
24. — COMMUNICATION CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA POLOGNE	131
25. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE L'IRAN ET L'IRAK	132
26. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE L'OMAN ET LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE POPULAIRE DU YÉMEN	132
27. — COMMUNICATIONS CONCERNANT LE DÉSARMEMENT	133
28. — COMMUNICATION CONCERNANT LA SITUATION CRÉÉE PAR LA MULTIPLICATION DES CAS DE DÉTOURNEMENTS D'AVIONS COMMERCIAUX	134
29. — COMMUNICATIONS CONCERNANT L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION SUR LE RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE	134
30. — COMMUNICATIONS RELATIVES À LA PRATIQUE SUIVIE POUR LA DISTRIBUTION DES DOCUMENTS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ	135
31. — COMMUNICATION CONCERNANT LA RÉOLUTION 2787 (XXVI) DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	136

APPENDICES

I. — Membres du Conseil de sécurité en 1971 et 1972	137
II. — Représentants, représentants adjoints, représentants suppléants et représentants par intérim accrédités auprès du Conseil de sécurité	137
III. — Présidents du Conseil de sécurité	138
IV. — Séances tenues par le Conseil de sécurité entre le 16 juin 1971 et le 15 juin 1972	138
V. — Résolutions adoptées par le Conseil de sécurité au cours de la période allant du 16 juin 1971 au 15 juin 1972	142
VI. — Réunions d'organes subsidiaires du Conseil de sécurité au cours de la période allant du 16 juin 1971 au 15 juin 1972	143
VII. — Comité d'état-major : représentants, présidents et secrétaires principaux	143

INTRODUCTION

1. Le Conseil de sécurité soumet le présent rapport¹ à l'Assemblée générale en application du paragraphe 3 de l'Article 24 et du paragraphe 1 de l'Article 15 de la Charte.

2. Ce rapport est essentiellement un résumé, un guide qui ne reflète que les grandes lignes des débats. Il ne prétend donc pas remplacer les procès-verbaux du Conseil de sécurité, qui constituent le seul compte rendu complet de ses délibérations, le seul qui fasse autorité.

3. En ce qui concerne la composition du Conseil de sécurité pendant la période considérée, on se rappellera qu'à sa 1993^e séance plénière, le 23 novembre 1971, l'Assemblée générale a élu comme membres non permanents du Conseil de sécurité la Guinée, l'Inde, le Panama, le Soudan et la Yougoslavie aux sièges devenus vacants à la suite de l'expiration, le 31 décembre 1971, du mandat du Burundi, du Nicaragua, de la Pologne, de la République arabe syrienne et de la Sierra Leone.

4. Au sujet de la représentation de la Chine, on se souviendra qu'à sa 1976^e séance plénière, le 25 octobre 1971, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2758 (XXVI), conçue comme suit :

"L'Assemblée générale,

"Rappelant les principes de la Charte des Nations Unies,

"Considérant que le rétablissement des droits légitimes de la République populaire de Chine est indispensable à la sauvegarde de la Charte des Nations Unies et à la cause que l'Organisation doit servir conformément à la Charte,

"Reconnaissant que les représentants du Gouvernement de la République populaire de Chine sont les seuls représentants légitimes de la Chine à l'Organisation des Nations Unies et que la République populaire de Chine est un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité,

"Décide le rétablissement de la République populaire de Chine dans tous ses droits et la reconnaissance des représentants de son gouvernement comme les seuls représentants légitimes de la Chine à l'Organisation des Nations Unies, ainsi que l'expulsion immédiate des représentants de Tchang Kaï-chek du siège qu'ils occupent illégalement à l'Organisation des Nations Unies et dans tous les organismes qui s'y rattachent."

5. Le Secrétaire général a communiqué le texte de cette résolution au Conseil de sécurité le 26 octobre 1971 (S/10378). Le 2 novembre, en application de l'article 15 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général a soumis au Conseil un rapport concernant la présentation de lettres de créance (S/10382) dans lequel il lui faisait savoir qu'il avait reçu un télégramme, daté du 2 novembre 1971, par lequel le Ministre par intérim des affaires étrangères de la République populaire de Chine indiquait que M. Huang Hua et M. Chen Chu avaient été nommés, respectivement, représentant et représentant adjoint de la République populaire de Chine au Conseil de sécurité. Le 23 novembre, à la 1599^e séance, la première tenue par le Conseil après l'adoption de la résolution 2758 (XXVI) de l'Assemblée générale, le Président et les membres du Conseil ont souhaité la bienvenue aux représentants de la Chine.

6. Il convient donc de tenir compte des faits susmentionnés lorsqu'il est fait état des représentants de la Chine dans le présent rapport.

7. La période sur laquelle porte le présent rapport va du 16 juin 1971 au 15 juin 1972. Pendant cette période, le Conseil a tenu 79 séances.

¹ Ce rapport est le vingt-septième rapport annuel du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale. Les rapports précédents ont été publiés sous les cotes A/93, A/366, A/620, A/945, A/1361, A/1873, A/2167, A/2437, A/2712, A/2935, A/3157, A/3648, A/3901, A/4190, A/4494, A/4867, A/5202, A/5502, A/5802, A/6002, A/6302, A/6702, A/7202, A/7602, A/8002 et A/8402.

Première partie

QUESTIONS EXAMINEES PAR LE CONSEIL DE SECURITE EN TANT QU'ORGANE RESPONSABLE DU MAINTIEN DE LA PAIX ET DE LA SECURITE INTERNATIONALES

Chapitre premier

PLAINTES DU SENEGAL

A. — COMMUNICATIONS ADRESSÉES AU CONSEIL DE SÉCURITÉ ET DEMANDE DE RÉUNION

8. Dans une lettre datée du 6 juillet (S/10251), le représentant du Sénégal s'est plaint de violations de l'intégrité territoriale de son pays qu'avaient commises les forces armées régulières portugaises basées en Guinée (Bissau) et qui avaient entraîné des morts et des blessés et causé des dommages. Il signalait notamment la pose de mines antivéhicule et antichar, une attaque contre un village sénégalais et le survol du territoire sénégalais par des avions à réaction portugais. Compte tenu de ces incidents et de ceux qu'il avait mentionnés dans deux lettres adressées précédemment au Conseil, datées du 27 avril et du 16 juin (S/10182 et S/10227), le représentant du Sénégal demandait la convocation d'urgence du Conseil de sécurité.

9. Dans une lettre datée du 10 juillet adressée au Président du Conseil (S/10255), le représentant du Portugal a réfuté les accusations sénégalaises et déploré que le Sénégal ait demandé la convocation du Conseil sans avoir tenté d'établir par des contacts directs avec le Portugal la vérité des faits. Affirmant que le Sénégal ne fournissait pas suffisamment de preuves de ce qu'il avançait, il ajoutait que le Portugal ne cessait d'être victime d'agressions commises grâce aux moyens que les autorités sénégalaises mettaient à la disposition du Partido Africano da independencia da Guiné e Cabo Verde (PAIGC), groupement subversif organisé sur le territoire sénégalais qui préparait des attaques armées contre la Guinée (Bissau) et était responsable de tous les problèmes qui se posaient dans les zones frontalières respectives.

10. La demande de convocation présentée par le Sénégal a été appuyée par 37 Etats africains, qui, dans une lettre datée du 12 juillet adressée au Président du Conseil (S/10259 et Add.1 et 2), ont demandé au Conseil de prendre les mesures qui s'imposaient pour que le Portugal se conforme aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale en mettant fin à ses agressions caractérisées et en accordant l'autodétermination et l'indépendance à ses colonies conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale.

B. — EXAMEN DE LA QUESTION DE LA 1569^e À LA 1572^e SÉANCE (12 AU 15 JUILLET 1971)

11. A sa 1569^e séance, le 12 juillet, le Conseil de sécurité a décidé d'inscrire la question à son ordre du

jour et il a consacré à son examen quatre séances, du 12 au 15 juillet. Sur leur demande, le Président a invité le Ministre des affaires étrangères du Sénégal et les représentants de la Guinée, du Mali, du Soudan, de la Mauritanie, de Maurice, du Togo et de la Zambie à participer aux débats sans droit de vote.

12. A la même séance, le Ministre des affaires étrangères du Sénégal a dit que les derniers actes d'agression commis par les troupes portugaises s'inscrivaient dans une suite déjà longue de violations de l'intégrité territoriale de son pays et étaient étroitement liés à la répression que le Portugal exerçait contre les mouvements nationalistes établis en Guinée (Bissau). Il a ensuite donné le détail des divers incidents qui s'étaient produits depuis avril 1963 et a affirmé que la violence portugaise s'était accrue et qu'elle avait pris une nouvelle forme : la pose de mines antichar et antipersonnel sur le territoire sénégalais. Tous les Etats africains étaient convaincus que le Portugal ne pouvait supporter le poids écrasant de sa politique coloniale d'oppression que grâce à l'appui qu'il recevait de ses alliés de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN). Le Ministre des affaires étrangères du Sénégal a fait observer qu'en dépit de toutes les agressions commises contre son pays le Gouvernement sénégalais avait proposé un plan de paix susceptible de mettre un terme à la lutte armée qui opposait le Portugal et les nationalistes en Guinée (Bissau) et qui prévoyait notamment un cessez-le-feu inconditionnel suivi d'une période d'autonomie interne pour la Guinée (Bissau) et, finalement, de l'indépendance accordée après négociations dans le cadre d'une communauté lusitano-africaine. Le mouvement de libération avait approuvé la proposition, mais le Portugal n'y avait pas donné suite. Le Gouvernement sénégalais demandait maintenant au Conseil de sécurité de prendre des mesures efficaces contre le Portugal conformément au paragraphe 3 de la résolution 273 (1969) du 9 décembre 1969.

13. Le représentant de la Guinée a rappelé qu'en novembre 1970 la Guinée avait été victime d'une agression portugaise et il a déclaré que le Portugal était en train de préparer une nouvelle invasion de son pays. Il a accusé le Portugal, dans ses efforts pour perpétuer le colonialisme sur le continent africain, de recourir à l'emploi de bombes incendiaires, de napalm et de défoliants. Le représentant de la Guinée estimait tout à fait insuffisant que le Conseil adopte une autre

résolution condamnant le Portugal et il a exprimé l'espoir que le Conseil prendrait des mesures efficaces pour mettre fin aux violences caractérisées de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Sénégal.

14. A la 1570^e séance, le 13 juillet, le représentant du Mali a fait observer qu'indépendamment de l'aspect purement militaire de la plainte du Sénégal il était clair que le Portugal, conformément à son désir de maintenir sa domination coloniale, visait à créer en Afrique des zones entières où la dictature et l'arbitraire empêcheraient l'évolution politique, économique et sociale des populations autochtones. Il a appelé l'attention sur la résolution adoptée le 8 décembre par le Conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), qui déclarait que la présence des colonialistes portugais sur le continent africain était une menace sérieuse à la paix et à la sécurité des Etats africains indépendants et il a ajouté que le Conseil de sécurité devait relever avec fermeté le défi lancé par le Portugal.

15. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que dans la lutte contre les mouvements de libération nationale en Afrique le colonialisme portugais s'était allié aux racistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie et bénéficiait de la protection et du soutien de ses alliés impérialistes de l'OTAN. En commettant des actes d'agression contre le Sénégal, le Portugal violait de façon flagrante l'une des dispositions fondamentales de la Charte et de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale, qui stipulait que les Etats Membres devaient s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale de tout Etat. Le colonialisme, le racisme et l'*apartheid* ne sauraient être considérés comme des affaires intérieures, relevant uniquement du Portugal, de la République sud-africaine et de la Rhodésie; ils représentaient, au contraire, une source constante et dangereuse de conflits aigus, de guerre et de tensions internationales, un défi à toute l'Afrique indépendante et à toute l'humanité éprise de progrès et devaient donc être éliminés. Aussi le Gouvernement soviétique avait-il pour politique fondamentale de donner un appui constant aux peuples qui luttèrent pour assurer leur libération nationale en s'affranchissant du colonialisme et du racisme. Le représentant de l'Union soviétique invitait instamment le Conseil de sécurité, en tant qu'organe de l'ONU ayant la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, à prendre sans tarder des mesures énergiques contre le Portugal.

16. Le représentant du Soudan, parlant en sa qualité de président en exercice du Conseil des ministres de l'OUA, a appelé l'attention sur la résolution que cette organisation avait adoptée à propos de la décolonisation et dans laquelle elle dénonçait les puissances de l'OTAN pour l'assistance qu'elles donnaient au Portugal dans sa guerre de répression contre les peuples africains et condamnait fermement les violations constantes et flagrantes de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Sénégal par l'incursion des troupes régulières portugaises et, notamment, la pose des mines.

17. Le représentant de la République arabe syrienne a fait observer que les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité en 1963, 1965 et 1969, condamnant les violations par le Portugal de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Sénégal, n'avaient fait que redoubler l'arrogance et le mépris du Portugal

envers la communauté internationale. Par sa résolution du 9 décembre 1969, le Conseil avait menacé le Portugal d'appliquer à son égard des mesures appropriées au cas où ses actes d'agression contre le Sénégal se répèteraient. N'était-il pas grand temps que le Conseil commence à appliquer ces mesures et entreprenne une action énergique pour isoler l'agresseur ?

18. Le représentant de la Pologne a dit que le caractère agressif de la politique coloniale du Portugal en Afrique était particulièrement clair depuis quelque temps et qu'il s'était manifesté par d'importantes tentatives faites pour rétablir et consolider la domination coloniale portugaise en Angola, au Mozambique et en Guinée (Bissau). Pour ce faire, le Portugal avait largement recours à la force armée et à l'application de projets économiques importants et donnait fausement l'espoir que des plans de réforme constitutionnelle seraient mis en œuvre. Les peuples sous domination portugaise avaient le droit d'obtenir la liberté et l'indépendance immédiatement. La délégation polonaise estimait que le Conseil devait condamner les autorités portugaises et prendre toutes les mesures nécessaires pour faire en sorte que leurs actes d'agression ne se renouvelent pas.

19. Le représentant de la Mauritanie a souligné que, face aux agressions répétées du Portugal contre les Etats africains indépendants, le Conseil de sécurité était tenu de prendre des mesures énergiques afin de faire cesser cette menace constante qui pesait sur la paix et la sécurité en Afrique.

20. Le représentant du Burundi a déclaré que les plaintes que le Sénégal et d'autres Etats africains voisins avaient déposées contre le Portugal étaient corroborées par diverses sources indépendantes, notamment une mission d'enquête de la Commission des droits de l'homme qui avait été accueillie par des bombardements. Il a fait observer que, pendant longtemps, les accusations lancées contre le Portugal, tant au Conseil de sécurité que dans d'autres organes de l'ONU, n'avaient pas été réfutées. En l'occurrence, même le Portugal n'avait pas le courage de se défendre. Pourtant, il s'obstinait à suivre une politique d'annexion. Le défi qu'il lançait à l'Organisation des Nations Unies devait être relevé. Il fallait le rappeler à l'ordre et lui intimer de respecter l'inviolabilité des frontières et la liberté et l'égalité des hommes.

21. A la 1571^e séance, le 14 juillet, les représentants de Maurice, du Togo et de la Zambie ont appelé l'attention sur le fait que la politique coloniale du Portugal en Angola, au Mozambique et dans la Guinée (Bissau) posait une menace constante à la sécurité des pays africains voisins indépendants : Congo, Guinée, Sénégal, Tanzanie, Zaïre et Zambie. Ces pays estimaient qu'il ne suffisait pas de condamner le Portugal et chacun d'entre eux demandait au Conseil de prendre des mesures énergiques et efficaces contre le Portugal en vertu des dispositions pertinentes de la Charte. Le représentant de la Zambie a également déploré que les puissances de l'OTAN aient choisi Lisbonne comme lieu de réunion de leur Conseil des Ministres en juin 1970, car cela semblait signifier qu'elles octroyaient un certificat de respectabilité au colonialisme portugais et à sa politique d'exploitation en Afrique.

22. Le représentant de la Belgique a déclaré que les propositions faites par le Sénégal en vue d'un règlement des problèmes qui se posaient entre ce pays et le Portugal étaient concrètes et réalistes et il a exprimé

l'espoir qu'un dialogue pourrait s'instaurer qui permettrait de résoudre ces problèmes par la négociation. Il était convaincu que c'était la voie à suivre, car le recours à la violence n'avait jamais permis de régler les différends.

23. Le représentant de la Sierra Leone a déclaré que le Sénégal, comme tous les autres membres de l'OUA, avait l'obligation morale d'aider les mouvements de libération en Afrique. Après l'adoption par l'OUA d'une résolution visant à accroître l'aide accordée aux mouvements de libération en Afrique, le Portugal avait intensifié ses actes d'agression. Il avait également bravé l'ONU en bombardant la Casamance alors que le Groupe d'experts nommé par la Commission des droits de l'homme y effectuait une mission d'enquête. Le Gouvernement sierra-léonien estimait que ces faits suffisaient à prouver l'hostilité du Portugal. Toutefois, pour satisfaire ceux qui pourraient encore avoir des doutes en la matière, il demandait instamment qu'une mission spéciale du Conseil soit envoyée sur place pour enquêter sur les plaintes déposées par le Sénégal.

24. A la 1572^e séance, le 15 juillet, le représentant du Japon a dit que la première mesure que le Conseil devait prendre était de faire une enquête sur les faits. Il a rappelé à ce propos le précédent établi l'année dernière par la Mission spéciale que le Conseil avait envoyée en Guinée et il s'est prononcé en faveur de la création immédiate d'une mission analogue chargée d'enquêter sur les plaintes du Sénégal. La mission, a-t-il précisé, devrait être dotée d'un mandat large et jouir de la liberté et de l'indépendance nécessaires, avec la pleine coopération des autorités intéressées.

25. Le représentant de l'Argentine a évoqué les plaintes antérieures du Sénégal contre le Portugal et a déclaré que le Conseil ne se trouvait pas en présence d'un cas nouveau ou isolé mais qu'il s'agissait plutôt d'une répétition dangereuse des événements. Il regrettait que le Portugal n'ait pas jugé bon de se faire représenter pendant les débats et se soit contenté d'adresser une lettre au Président du Conseil. Il était difficile de croire, comme le suggérait cette lettre, que le PAIGC était responsable des incidents qui s'étaient produits. Selon le représentant de l'Argentine, toute mesure adoptée par le Conseil devrait viser à éviter le renouvellement des événements qui avaient motivé la plainte.

26. Le représentant de la Somalie, citant un rapport du Groupe spécial d'experts de la Commission des droits de l'homme daté du 2 février 1971 (E/CN.4/1050), a indiqué que le Groupe s'était beaucoup déplacé dans la région de la Casamance au Sénégal et qu'il avait vu plusieurs villages frontaliers sénégalais qui avaient été détruits par des bombardements. Il estimait que le Conseil de sécurité devait faire pleinement usage des pouvoirs d'enquête que lui conférait l'Article 34 de la Charte pour que des mesures efficaces puissent être prises sur une base solide et bien informée en vue de préserver la paix dans la région. Il a ensuite présenté un projet de résolution, au nom du Burundi, du Japon, de la République arabe syrienne (S/10266), de la Sierra Leone et de la Somalie, dont le texte était le suivant :

"Le Conseil de sécurité,

"Prenant acte des plaintes du Sénégal contre le Portugal contenues dans les documents S/10182 et S/10251,

"Prenant acte de la lettre du chargé d'affaires a. i. du Portugal,

"Ayant entendu la déclaration du Ministre des affaires étrangères du Sénégal,

"Ayant présent à l'esprit que tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies doivent s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat ou de toute manière incompatible avec les buts des Nations Unies,

"Conscient de ce qu'il a la responsabilité de prendre des mesures collectives efficaces pour prévenir et éliminer les menaces à la paix et à la sécurité internationales et réprimer tout acte d'agression,

"Inquiet de la situation de plus en plus grave créée par les actes de violence perpétrés par les troupes portugaises contre le Sénégal depuis l'adoption de la résolution 273 (1969) du Conseil de sécurité, en date du 9 décembre 1969,

"Vivement ému par la pose répétée de mines sur le territoire sénégalais,

"Profondément inquiet de ce que des incidents de cette nature, en portant atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du Sénégal, risquent de compromettre la paix et la sécurité internationales,

"Ayant présentes à l'esprit ses résolutions 178 (1963) du 24 avril 1963, 204 (1965) du 19 mai 1965 et 273 (1969) du 9 décembre 1969,

"Ayant pris note du rapport du Groupe spécial d'experts de la Commission des droits de l'homme sur les actes de violence portugais commis en territoire sénégalais,

"Constatant que le Portugal ne s'est pas conformé aux dispositions du paragraphe 2 de la résolution 273 (1969),

"1. Demande au Gouvernement portugais la cessation immédiate de tous actes de violence et de destruction sur le territoire sénégalais et le respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de la sécurité du Sénégal;

"2. Condamne les actes de violence et de destruction perpétrés depuis 1963 par les forces portugaises de Guinée (Bissau) contre les populations et les villages du Sénégal;

"3. Condamne la pose illégale sur le territoire sénégalais de mines antichar et antipersonnel;

"4. Prie le Président du Conseil de sécurité et le Secrétaire général d'envoyer d'urgence sur place une mission spéciale composée de membres du Conseil, assistés de leurs experts militaires, pour faire une enquête sur les faits portés à la connaissance du Conseil, examiner la situation à la frontière de la Guinée (Bissau) et du Sénégal et faire rapport au Conseil en formulant toute recommandation en vue de garantir la paix et la sécurité dans cette région."

27. Le représentant de la Chine², appuyant le projet de résolution, a déclaré que même s'il n'y avait aucune raison de douter de la bonne foi avec laquelle le Ministre sénégalais des affaires étrangères avait présenté son cas, il était néanmoins judicieux et utile d'envoyer sur place une mission spéciale chargée d'enquêter sur les faits.

² Voir Introduction, par. 4 à 6.

28. Le Président, parlant en sa qualité de représentant de la France, a dit que le projet de résolution semblait aller au-devant de ce que l'on considérait comme le devoir du Conseil et faire face aux besoins de la situation. C'était la quatrième fois, depuis cinq ans, que le Conseil était saisi d'une plainte du Sénégal relative à des incursions en territoire sénégalais et à des bombardements de villages. Outre ces incursions, le Conseil devait maintenant s'occuper d'incidents liés à la pose de mines dont l'explosion avait fait des victimes parmi les fonctionnaires, les militaires et la population civile. La multiplication de ces incidents créait une menace pour la sécurité des communications et troublait la sécurité intérieure de toute la région de la Casamance. La France croyait connaître le remède à ces troubles, dont l'origine était malheureusement claire : la reconnaissance du droit des peuples à l'autodétermination. Il fallait donc souhaiter que le Portugal comprît que les liens de l'amitié étaient plus solides que les contraintes. En invoquant l'aide du Conseil, le Sénégal avait résisté à la tentation facile de la riposte et montré qu'il préférait la voie légale et pacifique pour assurer la protection de sa population et de son territoire. Le Conseil devait donc soutenir le Sénégal et lui donner l'assurance que sa souveraineté et son intégrité territoriale seraient respectées. La délégation française approuvait l'envoi d'une mission dans cette région et était en mesure de voter pour le projet de résolution, qui semblait concorder avec le devoir du Conseil.

29. Le représentant de l'Italie a indiqué que sa délégation avait décidé d'appuyer le projet de résolution dans son ensemble, malgré la perplexité qu'avait soulevée le paragraphe 2 du dispositif, qui contenait un jugement fondé sur le rapport d'un groupe d'experts dont la nomination et le mandat ne découlaient pas d'une décision du Conseil de sécurité.

30. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que son gouvernement regrettait vivement la persistance des actes de violence mais que certains aspects du projet de résolution ne laissaient pas de l'inquiéter un peu. Au sixième alinéa du préambule, dans lequel les auteurs s'étaient efforcés de traduire la vive émotion éprouvée par le Conseil du fait de la pose répétée de mines sur le territoire sénégalais, ainsi qu'aux paragraphes 1 et 2 du dispositif, figuraient des affirmations de culpabilité alors que la mission spéciale n'avait même pas encore commencé son enquête. En conséquence, et bien qu'il appuyât la proposition du paragraphe 4 du dispositif tendant à envoyer une mission spéciale dans la région, le Gouvernement des Etats-Unis s'abstiendrait lors du vote sur l'ensemble du projet de résolution. Le représentant des Etats-Unis demandait un vote séparé sur le paragraphe 4 du dispositif.

Décision : *A la 1572^e séance, le 15 juillet 1971, le paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution des cinq puissances (S/10266) a été adopté à l'unanimité. Le Conseil a ensuite adopté l'ensemble du projet de résolution par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions (Etats-Unis d'Amérique et Royaume-Uni), en tant que résolution 294 (1971).*

31. En expliquant le vote de sa délégation, le représentant du Royaume-Uni a rappelé que lorsque le Conseil s'était réuni en décembre 1969 pour examiner les plaintes du Sénégal contre le Portugal, ce dernier n'avait pas contesté les plaintes, ce qui avait permis à la délégation britannique d'appuyer la résolution 273 (1969). En revanche, pour la plainte actuellement à

l'examen, la délégation britannique s'était abstenue lors du vote sur la résolution du fait que, en l'absence de toute enquête, le paragraphe 2 du dispositif et certaines autres parties de la résolution allaient trop loin en condamnant le Portugal alors que celui-ci avait rejeté toute responsabilité des incidents et que par conséquent des doutes planaient quant à ce qui s'était réellement passé.

C. — RAPPORTS ET COMMUNICATIONS REÇUS ENTRE LE 15 JUILLET ET LE 29 SEPTEMBRE 1971

32. Le texte de la résolution 294 (1971) a été communiqué aux Gouvernements portugais et sénégalais.

33. En application du paragraphe 4 de cette résolution, le Président du Conseil de sécurité et le Secrétaire général ont annoncé, le 21 juillet (S/10274), que la mission spéciale du Conseil de sécurité serait composée des représentants du Nicaragua (Président), de la Belgique, du Burundi, du Japon, de la Pologne et de la République arabe syrienne, qui seraient assistés par leurs experts militaires.

34. En réponse à une lettre adressée par le Président de la Mission spéciale aux Gouvernements portugais et sénégalais pour les prier d'accorder à la Mission toutes les facilités nécessaires, le Gouvernement portugais, par une lettre datée du 24 juillet (S/10284), a déclaré que le territoire portugais continuait d'être attaqué par des groupes armés qui faisaient incursion à partir du Sénégal. Etant donné que le Portugal avait été injustement condamné sans qu'aucune preuve ait été fournie à l'appui des accusations du Sénégal, il ne pouvait collaborer avec la Mission, dans la mesure où cela présupposerait qu'il acceptait une condamnation qu'en fait il rejetait. Le Gouvernement portugais ajoutait dans sa lettre que, pour prouver le désir du Portugal d'arriver à une solution qui soit à la fois juste et équitable, il réitérait sa proposition tendant à créer une commission chargée du contrôle de la frontière lusitano-sénégalaise, qui se composerait d'un représentant du Portugal et d'un représentant du Sénégal et qui serait présidée par une personne en l'impartialité de qui les deux pays pourraient avoir foi.

35. Le 16 septembre, la Mission spéciale a présenté son rapport (S/10308) au Conseil de sécurité. Dans ce rapport, la Mission exposait dans le détail ses enquêtes dans la région frontalière, y compris ses enquêtes sur les incidents qui s'étaient produits entre le 25 et le 30 juillet — pendant son séjour au Sénégal —, et elle relatait ses consultations avec les autorités sénégalaises et son entretien avec le secrétaire général du PAIGC. Elle exprimait sa gratitude au Gouvernement sénégalais pour sa coopération mais déplorait le manque de coopération du Gouvernement portugais, qui l'avait empêchée de s'acquitter pleinement de son mandat. Dans ses conclusions, la Mission déclarait qu'il était évident qu'un principe strictement observé de la politique étrangère de la République du Sénégal était d'éviter de sa part tout engagement avec les forces portugaises autre que pour la défense même du territoire sénégalais; les attaques armées répétées contre le Sénégal provoquaient des pertes en vies humaines et des dégâts matériels considérables, créaient un climat d'insécurité et constituaient une menace à la paix et à la sécurité dans la région. Toutes les traces d'actes de violence et de destruction que la Mission avaient relevés elle-même se situaient le long de la frontière entre le Sénégal et la Guinée (Bissau), zone dans laquelle

le PAIGC ne se livrait à aucune activité militaire. La Mission avait relevé les indices propres à désigner comme responsables les autorités portugaises en Guinée (Bissau).

36. Se fondant sur la résolution 294 (1971), ainsi que sur ses propres conclusions, la Mission spéciale recommandait au Conseil de sécurité d'assurer les conditions essentielles pour l'élimination des causes de la tension dans la région et pour l'établissement d'une atmosphère de confiance, de paix et de sécurité, à savoir : en ce qui concernait le Sénégal, le respect de sa souveraineté et de son intégrité territoriale et la cessation immédiate des actes de violence et de destruction contre son territoire et ses populations; en ce qui concernait la Guinée (Bissau), le respect du principe de l'autodétermination et de l'indépendance et l'exercice, sans plus tarder, du droit qui en découlait. La Mission spéciale recommandait en conséquence au Conseil de sécurité d'entreprendre toutes démarches et de prendre toutes initiatives propres à amener le Portugal à respecter et à appliquer pleinement les recommandations énoncées ci-dessus. Elle recommandait en outre que le Conseil de sécurité reste saisi du problème et prie le Président du Conseil et le Secrétaire général de suivre la situation. Elle recommandait enfin que le Secrétaire général fasse rapport au Conseil de sécurité dans les délais appropriés et au plus tard dans les six mois.

37. Par une lettre datée du 29 septembre et adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10343), le Ministre portugais des affaires étrangères a rejeté catégoriquement les conclusions auxquelles était parvenue la Mission spéciale et qui, selon lui, ajoutait-il, étaient en contradiction totale avec les faits établis par la Mission au Sénégal ainsi qu'avec les paroles du secrétaire général du PAIGC, lequel ne cachait pas que son mouvement se livrait à des actes de violence contre les populations portugaises. Les autorités de Guinée portugaise ne faisaient qu'exercer le droit de légitime défense garanti par l'Article 51 de la Charte. Le Portugal restait prêt à rechercher une formule qui permette d'établir un climat de détente. Le Ministre des affaires étrangères réitérait la proposition de son gouvernement de créer une commission chargée du contrôle de la frontière et indiquait que, lors d'une réunion entre les Ministres portugais et sénégalais des affaires étrangères, un accord avait été mis au point en vue de la création d'une telle commission; le Sénégal n'avait toutefois pas donné suite à ce qui avait été décidé.

D. — REPRISE DE L'EXAMEN DE LA QUESTION À LA 1586^e SÉANCE ET DE LA 1599^e À LA 1601^e SÉANCE (29 SEPTEMBRE ET 23-24 NOVEMBRE 1971)

38. Le Conseil de sécurité a examiné le rapport de la Mission spéciale à sa 1586^e séance et de sa 1599^e à sa 1601^e séances, tenues entre le 29 septembre et le 24 novembre. Le Ministre des affaires étrangères du Sénégal et les représentants de la Guinée, du Mali, du Soudan, de la Mauritanie, de Maurice, du Togo et de la Zambie ont été invités à participer à la discussion.

39. A la 1586^e séance, le 29 septembre, le représentant du Nicaragua a présenté le rapport en sa qualité de président de la Mission spéciale et a déclaré que la Mission pouvait être considérée comme l'une des plus importantes, qui aient été constituées par le Conseil, du fait qu'elle avait été la première à être

habilitée à formuler des recommandations en vue de garantir la paix et la sécurité dans la région. Il a remercié les autorités sénégalaises de leur coopération et des facilités qu'elles avaient accordées à la Mission et il a exprimé le regret que la Mission n'ait pas été invitée par le Gouvernement portugais à visiter la Guinée (Bissau).

40. Le représentant du Sénégal a déclaré que c'était parce qu'il avait foi en l'Organisation des Nations Unies que le Gouvernement sénégalais s'était adressé au Conseil de sécurité, organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le Gouvernement sénégalais se félicitait du rapport de la Mission et exprimait le vœu que les recommandations de la Mission recevraient une application satisfaisante. Le but du Gouvernement sénégalais était moins la répression des agressions que subissent ses populations que la cessation immédiate et définitive de ces actes. Il pensait que, pour résoudre les problèmes qui se posaient en Guinée (Bissau), il était essentiel que le droit à l'autodétermination soit rendu aux populations de ce territoire.

41. Le représentant de la Somalie a déclaré que les conclusions et les recommandations de la Mission spéciale revêtaient incontestablement une grande importance pour le Conseil. Le rapport avait éclairci un certain nombre de faits importants et montrait nettement que la situation tout entière résultait du refus persistant du Portugal de reconnaître aux peuples africains sous sa domination leur droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance. Le représentant de la Somalie faisait observer que c'était la troisième fois que le Conseil avait dû condamner le Portugal et lui lancer un appel pour qu'il cesse de violer l'intégrité territoriale sénégalaise; toutefois, il était vain de multiplier les condamnations et les appels tant que le Portugal n'acquerrait pas la conviction que le Conseil était décidé à prendre des mesures coercitives. En conséquence, le représentant de la Somalie suggérait que le Conseil réaffirme le droit du peuple de la Guinée (Bissau) à l'autodétermination et à l'indépendance et demande aux Etats de mettre l'embargo sur les expéditions d'armements à destination du Portugal aussi longtemps que dureraient les guerres coloniales en Afrique.

42. Le représentant de la Sierra Leone a déclaré que les conclusions de la Mission spéciale ne permettaient plus de douter que des unités des forces armées portugaises stationnées en Guinée (Bissau) passaient fréquemment la frontière du Sénégal pour y faire des incursions, piller, incendier et tuer. Etant donné qu'on n'arrivait pas à forcer le Portugal à se conformer à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et aux déclarations pertinentes de l'ONU, la délégation sierra-léonienne n'aurait aucune hésitation à appuyer une résolution entérinant les recommandations de la Mission spéciale.

43. Le représentant de l'URSS a noté avec satisfaction que le Conseil de sécurité avait repris la pratique d'envoyer sur place des missions investies de larges pouvoirs et composées de représentants des membres du Conseil, aux fins d'entreprendre des enquêtes; on pouvait y voir un retour aux méthodes de travail rationnelles envisagées, pour le Conseil, dans la Charte ainsi que dans le règlement intérieur du Conseil. Il fallait espérer que le Conseil continuerait d'appliquer cette pratique, car elle était de nature à élargir son rôle en matière de renforcement de la sécurité internationale et à faciliter la solution des problèmes que pose le maintien de la paix.

44. Le représentant de la France a, lui, aussi, estimé que cette pratique était extrêmement intéressante et qu'elle pouvait avoir des effets bénéfiques pour les Nations Unies et pour le prestige du Conseil de sécurité, bien que la composition et l'équilibre des missions puissent varier d'une mission à l'autre, chaque cas étant spécifique.

45. Par une lettre datée du 15 novembre et adressée au Président du Conseil (S/10388), le représentant du Sénégal s'est plaint de nouveaux événements survenus à la frontière entre le Sénégal et la Guinée (Bissau), le 30 octobre et dans la nuit du 3 au 4 novembre 1971.

46. A la 1599^e séance, le 23 novembre, le représentant du Sénégal a tenu à marquer l'expression de la reconnaissance de son gouvernement aux membres de la Mission spéciale pour l'objectivité et l'impartialité avec lesquelles ils s'étaient acquittés de leur tâche. Quant à la lettre du Portugal datée du 29 septembre, le représentant du Sénégal a affirmé qu'elle avait pour but de créer une diversion en faisant croire que le Sénégal avait saisi le Conseil du différend après avoir trouvé un terrain d'entente avec le Portugal. De fait, il n'y avait eu qu'une seule rencontre entre le Ministre sénégalais des affaires étrangères et le Ministre portugais des affaires étrangères, sur la demande de ce dernier; cette rencontre avait eu lieu en mai 1971 mais elle n'avait abouti à aucune décision positive. Après avoir évoqué de nouveaux incidents récents liés à des explosions de mines, le représentant du Sénégal a exprimé l'opinion que le Conseil ne pouvait examiner d'autres mesures à prendre contre le Portugal sans s'attaquer aux causes profondes de l'insécurité chronique dans la région.

47. Le représentant de la Somalie a déclaré que, en ce qui concernait le maintien de la paix, le rôle du Conseil de sécurité prenait une importance particulière lorsque l'objet de l'agression était un Etat pacifique et relativement petit. Etant saisi des conclusions de la Mission spéciale, le Conseil n'avait d'autre choix que de faire savoir aux autorités portugaises que tout nouvel acte d'agression contre le Sénégal ou contre tout autre Etat africain limitrophe d'un territoire occupé par le Portugal entraînerait l'application de mesures coercitives appropriées à la situation. Le Conseil devait justifier la foi qu'un petit pays avait placée en son autorité et appuyer de tout le poids de son autorité morale et politique chaque effort de l'Organisation des Nations Unies pour obtenir l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale au territoire de la Guinée (Bissau) et aux autres territoires occupés par les Portugais en Afrique.

48. Le représentant du Burundi a présenté un projet de résolution (S/10385) qui avait pour auteurs le Burundi, la Sierra Leone et la Somalie et qui était essentiellement fondé sur les éléments principaux du rapport de la Mission spéciale. Les auteurs auraient préféré présenter un projet de résolution rédigé dans des termes plus forts mais ils avaient été obligés de l'édulcorer afin qu'il puisse recueillir l'assentiment de tous les membres. Le texte du projet de résolution était le suivant :

"Le Conseil de sécurité,

"Considérant les plaintes de la République du Sénégal contre le Portugal contenues dans les documents S/10182 du 27 avril 1971 et S/10251 du 6 juillet 1971,

"Rappelant ses résolutions 178 (1963) du 24 avril 1963, 204 (1965) du 19 mai 1965 et 273 (1969) du 9 décembre 1969,

"Ayant examiné le rapport de la Mission spéciale du Conseil de sécurité créée conformément à la résolution 294 (1971), du 15 juillet 1971,

"Profondément préoccupé par le climat d'insécurité et d'instabilité, lourd d'une menace contre la paix et la sécurité de la région,

"Affirmant la nécessité d'assurer les conditions essentielles pour l'élimination des causes de tension dans la région et pour l'établissement d'une atmosphère de confiance, de paix et de sécurité, comme la Mission spéciale l'a recommandé dans son rapport,

"1. Prend note avec satisfaction des recommandations de la Mission spéciale du Conseil de sécurité créée conformément à la résolution 294 (1971) qui figurent au paragraphe 128 de son rapport (S/10308);

"2. Réaffirme les dispositions de sa résolution 294 (1971) condamnant les actes de violence et de destruction perpétrés depuis 1963 par les forces portugaises de Guinée (Bissau) contre les populations et les villages du Sénégal;

"3. Déploie vivement l'absence de coopération du Gouvernement portugais avec la Mission spéciale, qui a empêché la Mission spéciale de s'acquitter pleinement du mandat qui lui était confié aux termes du paragraphe 4 de la résolution 294 (1971);

"4. Demande au Gouvernement du Portugal de prendre toutes les mesures nécessaires pour que :

"a) La souveraineté et l'intégrité territoriale du Sénégal soient pleinement respectées;

"b) Les actes de violence et de destruction contre le territoire et le peuple du Sénégal cessent immédiatement, en vue de contribuer à la sauvegarde de la paix et de la sécurité dans la région;

"5. Demande au Gouvernement du Portugal de respecter pleinement le droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple de la Guinée (Bissau);

"6. Demande au Gouvernement du Portugal de prendre les mesures nécessaires, en tenant pleinement compte de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, pour que ce droit inaliénable du peuple de la Guinée (Bissau) soit exercé sans plus tarder.

"7. Prie le Président du Conseil de sécurité et le Secrétaire général de suivre cette question et de faire rapport au Conseil de sécurité sur l'application de la présente résolution dans les délais appropriés et au plus tard dans six mois;

"8. Déclare que, si le Portugal n'applique pas les dispositions de la présente résolution, le Conseil de sécurité se réunira pour examiner les initiatives et les mesures que la situation exige;

"9. Décide de rester saisi de la question."

49. A la 1600^e séance, le 24 novembre, le représentant de la République arabe syrienne a déclaré que le rapport de la Mission avait clairement établi la responsabilité des autorités coloniales portugaises en Guinée (Bissau) dans les attaques perpétrées contre le Sénégal. Les tentatives des Portugais pour attribuer ces actes au mouvement de libération nationale étaient mensongères et hypocrites, puisque ce mouvement

concentrait ses attaques contre la présence coloniale portugaise dans les centres urbains, et non dans la région frontalière.

50. Le représentant du Japon a fait observer que les recommandations contenues dans le rapport étaient raisonnables et que si on les appliquait intégralement, elles élimineraient les causes de tension dans la région et créeraient une atmosphère de confiance, de paix et de sécurité. Il a estimé que le projet de résolution était une mesure constructive en vue d'un règlement pacifique satisfaisant de problèmes en cause.

51. Le représentant de l'Argentine a déclaré qu'il fallait estimer à sa juste valeur le travail très efficace accompli par la Mission spéciale et a proposé d'insérer dans le projet de résolution un paragraphe indiquant que le Conseil appréciait cet effort. Il a également demandé que les auteurs du projet donnent des éclaircissements sur le rapport d'exécution qui était demandé au paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution.

52. Le représentant de l'URSS a déclaré que l'impérialisme et le colonialisme internationaux faisaient des efforts délibérés pour placer le Portugal et l'Afrique du Sud au premier rang de la lutte contre les mouvements africains de libération nationale. En soutenant le Portugal, ils s'efforçaient d'empêcher la décolonisation de l'Afrique australe et de garder sur le continent africain une tête de pont colonialiste et raciste contre l'indépendance africaine. La Mission spéciale avait conclu que les actes d'oppression et de destruction commis par les troupes portugaises résultaient d'une situation particulière qui avait été créée par les colonialistes portugais de Guinée (Bissau) et qui était contraire à la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Son rapport constituait une preuve supplémentaire du fait que la souveraineté et l'intégrité territoriale du Sénégal faisaient l'objet de violations constantes de la part du Portugal.

53. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déploré le manque de coopération du Portugal avec la Mission spéciale. Une enquête plus approfondie aurait permis à celle-ci de recueillir une impression plus complète de la situation et de mieux aider le Conseil à apporter une contribution constructive à la solution du problème. La Mission avait pris le soin de faire remarquer qu'une bonne partie des témoignages ne reposait que sur la bonne foi de leurs auteurs et qu'il avait été impossible d'attribuer la responsabilité des incidents relatifs aux minages. Elle avait énoncé ses conclusions avec toute la prudence nécessaire étant donné qu'il n'y avait pas, dans de nombreux cas, de preuves tangibles. A propos du projet de résolution, le représentant des Etats-Unis a fait observer que nul effort n'avait été fait dans la rédaction de ce document pour voir au-delà de difficultés dont personne ne niait qu'elles avaient compliqué la tâche de la Mission spéciale; et le projet de résolution ne tenait pas compte non plus du rôle que jouait dans la tension aux frontières l'existence de "sanctuaires" où se réfugiaient les groupes rebelles. La délégation des Etats-Unis était favorable à la constitution d'une commission que pourraient accepter toutes les parties et qui serait chargée d'enquêter sur les incidents de frontière et d'adresser à leur sujet un rapport périodique au Conseil de sécurité. Bien que cette proposition ne semblât pas devoir obtenir un appui suffisant, il semblait à la délégation des Etats-Unis que c'était là le genre de mesure sup-

plémentaire qui serait conforme aux recommandations de la Mission.

54. Le Président, prenant la parole en tant que représentant de la Pologne a déclaré que la première conclusion d'ensemble à tirer du rapport de la Mission spéciale était que l'attitude du Portugal avait été entièrement négative. Avant même que la Mission ne commençât son travail, le Portugal avait rejeté d'avance toute conclusion à laquelle elle pourrait parvenir. Le moins que pût faire le Conseil était de faire savoir au Portugal qu'il condamnait ses actes d'agression répétés contre le Sénégal, de faire en sorte que le bastion colonial portugais en Guinée (Bissau) soit éliminé, de garantir le droit de la population de cette région à l'autodétermination et à l'indépendance ainsi que le droit des peuples voisins à la sécurité et au respect de leur intégrité territoriale et, enfin, de convaincre le Portugal que le Conseil était résolu à atteindre ces objectifs.

55. En réponse au représentant de l'Argentine, qui avait demandé des éclaircissements sur le paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution, le représentant du Burundi a précisé que les auteurs envisageaient un rapport commun du Président du Conseil de sécurité et du Secrétaire général.

56. A la 1601^e séance, le 24 novembre, le représentant du Burundi a donné lecture d'un texte révisé des paragraphes 4 et 6 du dispositif du projet de résolution des trois puissances (S/10395), dont les auteurs étaient convenus au cours d'entretiens avec d'autres membres du Conseil. En tant que porte-parole des auteurs, le représentant du Burundi a également accepté l'insertion au dispositif d'un nouveau paragraphe 1, proposé par le représentant de l'Argentine.

57. Le représentant de la Belgique s'est félicité de l'esprit de compromis manifesté par les auteurs. Sa délégation aurait préféré que le projet de résolution se limitât à tirer des conclusions du rapport de la Mission spéciale. C'est pour cette raison qu'elle faisait quelques réserves quant à l'énoncé du paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution révisé. Toutefois, son pays étant attaché aux principes de l'autodétermination et de l'indépendance pour le peuple de la Guinée (Bissau) et de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Sénégal, sa délégation voterait pour le projet de résolution sous sa forme modifiée.

58. Le représentant de la France a déclaré que le moyen de mettre fin à l'insécurité qui régnait dans la région était de donner au peuple de la Guinée (Bissau) la possibilité de choisir son propre destin. Bien qu'imparfait, le projet de résolution sous sa forme modifiée semblait rendre exactement compte de la situation et recommander la bonne voie, et sa délégation l'appuierait.

59. Le représentant du Nicaragua a estimé que le projet de résolution révisé reproduisait en termes généraux les conclusions auxquelles la Mission spéciale était parvenue et que le texte faisait ressortir les recommandations que les six membres de la Mission avaient adoptées à l'unanimité. En conséquence, il voterait pour le projet.

60. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'à certains égards le projet de résolution révisé semblait aller au-delà des conclusions prudentes de la Mission spéciale, et à cet égard il aurait préféré que l'alinéa b du paragraphe 5 du dispositif mentionnât tous les actes

de violence et de destruction commis contre le territoire et le peuple du Sénégal, quels qu'en fussent les auteurs. Néanmoins, étant donné les modifications acceptées à l'origine par les auteurs en ce qui concernait ce paragraphe, et étant donné que le projet de résolution, sous sa forme modifiée, pouvait dans l'ensemble être accepté par sa délégation, il voterait pour le projet.

Décision : *A la 1601^e séance, le 24 novembre 1971, le projet de résolution des trois puissances (S/10395), sous sa forme modifiée, a été adopté par 14 voix contre zéro, avec une abstention (Etats-Unis d'Amérique), en tant que résolution 302 (1971).*

61. Le texte de la résolution est le suivant :

"Le Conseil de sécurité,

"Considérant les plaintes du Sénégal contre le Portugal contenues dans les documents S/10182 et S/10251,

"Rappelant ses résolutions 178 (1963) du 24 avril 1963, 204 (1965) du 19 mai 1965 et 273 (1969) du 9 décembre 1969,

"Ayant examiné le rapport de la Mission spéciale du Conseil de sécurité créée conformément à la résolution 294 (1971) du 15 juillet 1971,

"Profondément préoccupé par le climat d'insécurité et d'instabilité, lourd d'une menace contre la paix et la sécurité de la région,

"Affirmant la nécessité d'assurer les conditions essentielles pour l'élimination des causes de tension dans la région et pour l'établissement d'une atmosphère de confiance, de paix et de sécurité, comme la Mission spéciale l'a recommandé dans son rapport,

"1. Sait gré à la Mission spéciale du Conseil de sécurité créée conformément à la résolution 294 (1971) du travail qu'elle a accompli;

"2. Prend note avec satisfaction des recommandations de la Mission spéciale qui figurent au paragraphe 128 de son rapport;

"3. Réaffirme les dispositions de sa résolution 294 (1971) condamnant les actes de violence et de destruction perpétrés depuis 1963 par les forces portugaises de Guinée (Bissau) contre les populations et les villages du Sénégal;

"4. Déploie vivement l'absence de coopération du Gouvernement portugais avec la Mission spéciale, qui a empêché celle-ci de s'acquitter pleinement du mandat qui lui était confié aux termes du paragraphe 4 de la résolution 294 (1971);

"5. Demande au Gouvernement portugais de prendre immédiatement des mesures effectives :

"a) Pour que la souveraineté et l'intégrité territoriale du Sénégal soient pleinement respectées;

"b) Pour empêcher les actes de violence et de destruction contre le territoire et le peuple de Sénégal, en vue de contribuer à la sauvegarde de la paix et de la sécurité dans la région;

"6. Demande au Gouvernement portugais de respecter pleinement le droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple de la Guinée (Bissau);

"7. Demande au Gouvernement portugais de prendre sans plus tarder les mesures nécessaires pour que ce droit inaliénable du peuple de la Guinée (Bissau) soit exercé;

"8. Prie le Président du Conseil de sécurité et le Secrétaire général de suivre cette question et de faire rapport au Conseil sur l'application de la présente résolution dans les délais appropriés et au plus tard dans six mois;

"9. Déclare que, si le Portugal n'applique pas les dispositions de la présente résolution, le Conseil de sécurité se réunira pour examiner les initiatives et les mesures que la situation exige;

"10. Décide de rester saisi de la question."

62. Prenant la parole après le vote, le représentant de la Chine a déclaré que, étant donné l'attitude de défi immuable des colonialistes portugais, le Conseil ne devait se faire aucune illusion quant au résultat effectif de la résolution qu'il venait d'adopter. Le représentant de la Chine s'est demandé qui pouvait affirmer que cette résolution ne subirait pas le même sort que les nombreuses autres qui l'avaient précédée, et auxquelles les autorités portugaises n'avaient opposé que mépris, résistance et mauvaise volonté totale. Il a ajouté que son gouvernement appuyait fermement le combat juste des peuples de la Guinée (Bissau), de l'Angola et du Mozambique pour leur droit à l'indépendance nationale et à la souveraineté.

63. Pour expliquer son vote, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que sa déclaration aurait pu appuyer la quasi-totalité du projet de résolution sous sa forme modifiée. Toutefois, certains termes, surtout dans le paragraphe 3, et certaines omissions, avaient suscité des réserves de sa part, et elle s'était donc abstenue lors du vote sur l'ensemble du projet de résolution sous sa forme modifiée.

64. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a estimé que la résolution qui venait d'être adoptée manquait de force et a fait observer que le projet original avait été affaibli au cours des consultations, qui en avaient fait disparaître toute mention de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Néanmoins, comme les auteurs avaient accepté les modifications, sa délégation avait jugé possible de voter pour la résolution.

65. Le représentant de l'Italie a déclaré que la résolution était entièrement fondée sur le rapport de la Mission spéciale et avait accordé la place qui leur revenait aux deux points établis par le rapport, à savoir que la volonté de paix du Sénégal ne faisait aucun doute, et que les actes de violence et de destruction qui avaient eu lieu étaient attribuables aux forces portugaises de Guinée (Bissau) et résultaient de la situation anachronique qui régnait dans ce territoire.

66. Le représentant de la République arabe syrienne a déploré qu'à la suite de la modification du paragraphe 7 il ne fût plus fait mention des modalités selon lesquelles la Guinée (Bissau) pouvait exercer son droit à l'autodétermination. Cependant, sa délégation avait voté pour le projet de résolution révisé, du fait que le paragraphe 1 consignait les recommandations de la Mission spéciale, qui avait demandé que soit appliqué à la Guinée (Bissau) le principe de l'autodétermination et de l'indépendance, lequel était défini dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale.

67. Le représentant du Sénégal a dit sa gratitude aux membres du Conseil pour l'appui qu'ils avaient donné à son pays et a déclaré que, bien que son gouvernement eût préféré une attitude plus ferme, il comprenait la nécessité de tenir compte des diverses considérations exprimées par différents membres du Conseil.

Sa délégation n'avait pas voulu céder sur la question de la condamnation du Portugal, lequel était de toute évidence responsable des actes commis dans la région qui avaient été condamnés.

E. — COMMUNICATIONS ULTÉRIEURES

68. En application de la résolution 302 (1971), le Secrétaire général a publié le 24 mai 1972 un rapport (S/10662 et Corr.1) dans lequel il déclarait que, dès l'adoption de la résolution, il en avait communiqué le texte par télégramme au Ministre des affaires étrangères du Portugal et avait informé le Ministre des affaires étrangères du Sénégal de son adoption. Depuis lors, ni lui ni le Président du Conseil de sécurité n'avaient reçu de communication concernant la résolution. Après avoir examiné la question avec le Président du Conseil de sécurité, le Secrétaire général présentait maintenant le rapport demandé.

69. Par une lettre en date du 1^{er} juin adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10672/Rev.1), le représentant du Sénégal a déposé une plainte au sujet de sérieux incidents de frontière survenus le 26 mai entre le Sénégal et la Guinée (Bissau). Il déclarait

qu'à la suite d'un différend concernant la propriété de champs de riz des bandes armées dirigées par des auxiliaires de l'armée portugaise, avaient dans un premier temps menacé, puis attaqué, le village sénégalais en question. Au cours de l'accrochage qui avait suivi avec une unité de l'armée sénégalaise, six soldats sénégalais avaient été tués et cinq autres blessés. En représailles, le Gouvernement sénégalais était intervenu dans la nuit du 30 au 31 mai, et c'était la première fois qu'un soldat sénégalais avait franchi la frontière séparant le Sénégal de la Guinée (Bissau).

70. Dans une lettre datée du 6 juin, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10682), le représentant du Portugal a répondu en affirmant qu'une enquête avait prouvé que le premier coup avait été tiré le 28 mai par un membre des forces armées sénégalaises sur un pacifique villageois qui travaillait en territoire portugais. Cet incident avait été suivi les 30 et 31 mai par des incursions de troupes sénégalaises en territoire portugais et de coups de feu venant de l'autre côté de la frontière. Le représentant du Portugal assurait qu'à aucun moment les forces armées portugaises n'étaient intervenues.

Chapitre 2

PLAINTÉ DE LA GUINÉE

A. — EXAMEN DE LA QUESTION À LA 1573^e ET À LA 1576^e SÉANCE (3 ET 26 AOÛT 1971)

71. Dans une lettre datée du 3 août 1971 (S/10280), le représentant de la Guinée indiquait que les services de sécurité de son gouvernement avaient capté des conversations échangées entre des unités de marine étrangères et deux autres unités de l'état-major de l'armée coloniale portugaise faisant état d'une agression militaire imminente contre la République de Guinée par le Portugal, notamment d'attaques contre les principaux points de la frontière avec la Guinée (Bissau) et contre Conakry, la capitale, probablement en vue de libérer des mercenaires et d'autres personnes impliquées dans l'agression du 22 novembre 1970 contre la Guinée. Le représentant demandait que le Conseil de sécurité se réunisse immédiatement pour examiner la menace imminente qui pesait sur la paix et la sécurité internationales.

72. Le Conseil de sécurité a inscrit cette plainte à l'ordre du jour de sa 1573^e séance, tenue le 3 août. Le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité le représentant de la Guinée à participer aux débats sans droit de vote.

73. Le représentant de la Guinée a indiqué que le Portugal poursuivait une politique d'agression contre la Guinée depuis plus de 12 ans. Il a rappelé que la Mission spéciale envoyée en Guinée en application de la résolution 289 (1970) du Conseil de sécurité en date du 22 novembre 1970 avait relevé des preuves irréfutables des actes d'agression du Portugal et que, sur la base de son rapport, le Conseil de sécurité, par sa résolution 290 (1970) du 8 décembre 1970, avait fermement condamné le Portugal pour son invasion de la République de Guinée. Le Portugal avait reproché à la Guinée d'aider les mouvements de libération, mais l'ONU avait reconnu la légitimité de la lutte des peuples

soumis à l'oppression coloniale portugaise. Le véritable problème venait de ce que la Guinée avait une frontière commune avec l'enclave coloniale de la Guinée (Bissau) que le Portugal était décidé à maintenir sous sa domination au mépris de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale. Devant l'agression qui se préparait contre le pays, le Gouvernement guinéen avait décidé de demander que des mesures préventives soient prises. Le représentant de la Guinée espérait que le Conseil de sécurité prendrait toutes les mesures nécessaires pour aider la Guinée à préserver son intégrité territoriale.

74. Le représentant de la République arabe syrienne a dit que la menace d'une attaque imminente du Portugal contre la Guinée devait être prise sérieusement en considération eu égard aux actes d'agression continus du Portugal contre la Guinée et le Sénégal. Il a fait remarquer que lors des événements du 28 novembre 1970, le Conseil de sécurité avait décidé, par sa résolution 290 (1970), de demeurer saisi de la question.

75. Le représentant de la Somalie a souligné la nécessité d'enquêter de façon impartiale sur les faits. Il a indiqué qu'après s'être consultés les membres afro-asiatiques du Conseil avaient conclu que la situation justifiait une décision immédiate du Conseil. Au nom du Burundi, de la République arabe syrienne, de la Sierra Leone et de la Somalie, il a présenté le projet de résolution suivant (S/10281) :

"Le Conseil de sécurité,

"Prenant acte de la lettre adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la Guinée,

"Ayant entendu la déclaration du représentant de la Guinée,

"Ayant présent à l'esprit que tous les Etats Membres de l'Organisation doivent s'abstenir, dans leurs

relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat ou de toute manière incompatible avec les buts des Nations Unies,

"Rappelant les résolutions 289 (1970) et 290 (1970) du Conseil de sécurité,

"1. Exige que l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la République de Guinée soient respectées;

"2. Décide d'envoyer un représentant spécial du Conseil de sécurité en République de Guinée afin d'avoir des consultations avec les autorités et de faire rapport sur la situation immédiatement;

"3. Décide que ce représentant spécial sera nommé après consultation entre le Président du Conseil de sécurité et le Secrétaire général;

"4. Décide de maintenir la question inscrite à son ordre du jour."

76. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a rappelé que le Conseil avait déjà fréquemment été appelé à examiner la question des agressions du Portugal contre plusieurs Etats africains et qu'en novembre 1970 une mission composée de cinq membres du Conseil avait été envoyée immédiatement dans la région pour enquêter sur une agression de ce genre. Sur la base du rapport de cette mission, le Conseil avait averti le Portugal que, si des attaques armées contre des Etats africains indépendants se reproduisaient, le Conseil de sécurité envisagerait immédiatement des dispositions ou des mesures efficaces appropriées, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies. Les actes les plus récents du Portugal montraient que les colonialistes ne voulaient pas laisser en paix les Etats africains indépendants voisins de leurs colonies, dans lesquelles ils s'efforçaient de réprimer les mouvements de libération nationale par des guerres coloniales menées avec le soutien des autres forces impérialistes.

77. Après une brève suspension de séance, le représentant de la Somalie a donné lecture des modifications qu'il avait été convenu, à l'issue de consultations, d'apporter au projet de résolution des quatre puissances (S/10281). Les changements consistaient à supprimer le quatrième alinéa du préambule, à remplacer le mot *"Exige"* par le mot *"affirme"* au premier paragraphe du dispositif, à remplacer les mots *"un représentant spécial"* par les mots *"une mission spécialement composée de trois membres"* au paragraphe 2 du dispositif et à remplacer les mots *"ce représentant spécial"* par les mots *"cette mission spéciale"* au paragraphe 3 du dispositif.

Décision : *A la 1753^e séance, le 3 août 1971, le projet de résolution des quatre puissances (S/10281) a été adopté à l'unanimité en tant que résolution 295 (1971).*

78. Dans une lettre datée du 4 août (S/10283), le représentant de la Guinée demandait au Président du Conseil de surseoir à l'envoi de la Mission spéciale. Cependant, dans une lettre datée du 12 août (S/10287), il indiquait que son gouvernement était prêt à recevoir et à aider la Mission.

79. A la 1576^e séance, le 26 août, le Président du Conseil de sécurité a donné lecture de la déclaration

suivante qui exprimait le consensus du Conseil et qui a été approuvée sans objection :

"De l'avis général du Conseil de sécurité, la Mission spéciale prévue par la résolution 295 (1971) devrait se composer de deux membres du Conseil et non de trois. Elle se rendra à Conakry pour procéder à des consultations avec le Gouvernement de la République de Guinée au sujet de sa plainte et elle fera rapport au Conseil aussitôt que possible."

80. Dans une note présentée le 26 août (S/10299), le Président du Conseil de sécurité et le Secrétaire général indiquaient qu'en application de la résolution 295 (1971) du Conseil de sécurité, et conformément au consensus adopté par le Conseil à sa 1576^e séance, la Mission spéciale se composerait de l'Argentine et de la République arabe syrienne.

B. — RAPPORTS ET COMMUNICATIONS ADRESSÉS AU

81. Le 13 septembre, le Secrétaire général a publié une note (S/10180/Add.1) reproduisant les passages essentiels des réponses de huit gouvernements à sa note du 18 décembre 1970 par laquelle il avait transmis le texte de la résolution 290 (1970) et demandé des renseignements sur l'application de cette résolution.

82. Le 14 septembre, la Mission spéciale du Conseil de sécurité en République de Guinée créée en application de la résolution 295 (1971) a présenté son rapport (S/10309). Après un rappel des circonstances qui avaient abouti à sa création, la Mission spéciale indiquait que, peu après son arrivée à Conakry le 30 août, elle avait rencontré des délégations de hauts fonctionnaires guinéens dirigées par le Président de la République de Guinée, qui lui avait exposé en détail les plaintes de son pays contre le Portugal et les autres faits pertinents. La Mission avait obtenu des précisions supplémentaires sur des questions soulevées dans la première plainte que la Guinée avait adressée au Conseil de sécurité et, sur l'invitation du Gouvernement guinéen, elle s'était rendue dans la ville de Kindia. D'après le rapport, la Mission avait reçu communication d'une carte et d'autres documents concernant les accusations de la Guinée contre le Portugal, et on lui avait montré un lot d'uniformes militaires identiques à ceux de l'armée guinéenne mais confectionnés en Guinée (Bissau) et portant l'inscription PAIGC. La Mission avait été informée que les attaquants avaient l'intention d'utiliser ces uniformes pour semer la confusion dans les rangs guinéens. Les comptes rendus sténographiques des trois réunions que la Mission spéciale avait tenues avec des représentants du Gouvernement de la République de Guinée, ainsi que les documents qui lui avaient été communiqués, étaient reproduits dans le rapport de la Mission.

83. Dans une lettre datée du 29 septembre (S/10344) et adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant du Portugal déclarait qu'il était clair, au vu du rapport de la Mission spéciale, que celle-ci n'avait rien trouvé qui confirmât l'accusation de la Guinée concernant une agression militaire imminente par le Portugal et que le rapport montrait seulement que les conversations sur lesquelles la Guinée fondait sa plainte avaient eu lieu entre deux ressortissants guinéens. Le représentant du Portugal exprimait le regret que l'on ait demandé au Conseil de sécurité de se réunir d'urgence sur la base de renseignements aussi vagues et aussi fallacieux.

C. — POURSUITE DE L'EXAMEN DE LA QUESTION À LA 1586^e ET À LA 1603^e SÉANCE (29 SEPTEMBRE ET 30 NOVEMBRE 1971)

84. A la 1586^e séance, le 29 septembre, le représentant de la République arabe syrienne, présentant le rapport de la Mission spéciale au Conseil, a déclaré que la Mission spéciale avait eu des consultations très franches avec le Gouvernement de la République de Guinée et a exprimé la profonde reconnaissance de la Mission pour le concours que lui avaient accordé le Président et le Gouvernement de la Guinée; il a formulé l'espoir que le Conseil étudierait le rapport avec le plus grand soin.

85. Le représentant de la Guinée a déclaré que le rapport de la Mission spéciale était par lui-même le compte rendu très fidèle des constatations des faits qui témoignaient de la menace persistante que le Portugal faisait peser sur la sécurité de la Guinée. Il a demandé que le Conseil de sécurité assure à son gouvernement la sécurité dont la Guinée avait besoin pour se développer en étudiant d'une façon pratique les voies et moyens de faire appliquer la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, qui garantit le droit à l'autodétermination à tous les peuples, et particulièrement aux peuples africains, résolution que le Portugal refusait systématiquement d'appliquer. Il a prié le Conseil de sécurité de tirer les conclusions nécessaires du rapport de la Mission spéciale et de se pencher sur la nécessité d'appliquer au Portugal les sanctions indispensables afin de l'obliger à se conformer aux résolutions pertinentes déjà adoptées par le Conseil.

86. Le représentant du Burundi a affirmé que le Portugal continuait à commettre des actes de provocation contre les pays qui étaient encore sous sa domination coloniale et contre les Etats africains indépendants voisins parce qu'il voulait maintenir les peuples de la région dans une psychose permanente de guerre.

87. Le représentant de la Somalie a noté que le rapport de la Mission spéciale se limitait aux faits, qu'il ne contenait ni évaluations, ni accusations, ni recommandations, et que celles-ci devaient donc être formulées par les membres du Conseil de sécurité. Il a souligné que, si l'ONU ne se décidait pas à agir en ce qui concernait les territoires coloniaux portugais en Afrique, la paix et la sécurité de la région se trouveraient toujours menacées.

88. Le représentant du Nicaragua a indiqué que sa délégation partageait le point de vue selon lequel les missions spéciales et les missions d'enquête, d'investigation et d'information comme celle qui venait de se rendre en République de Guinée étaient importantes, et il a dit que le Conseil de sécurité devait en désigner chaque fois que cela était nécessaire pour sauvegarder la paix et la sécurité dans une région du monde.

89. De l'avis du représentant de la Sierra Leone, le rapport contenait des preuves abondantes qu'il y avait à l'extérieur de la Guinée certains éléments, dont le Portugal, qui voulaient provoquer un changement dans le Gouvernement de la Guinée et qui, pour la deuxième fois, avaient essayé de tramer une invasion organisée de la Guinée. Seule l'action rapide du Gouvernement guinéen, qui avait saisi le Conseil de ces plans, avait permis d'éviter cette invasion.

90. Le représentant de la République arabe syrienne a fait observer que le rapport ne contenait pas de conclusions, évaluations ou recommandations parce

que les membres de la Mission spéciale avaient décidé que leur rôle était consultatif et que leur tâche consistait à faire rapport sur tous les renseignements et éléments de preuve communiqués par le Gouvernement guinéen.

91. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a pris note avec satisfaction des renseignements dont le Conseil de sécurité était saisi par la Mission spéciale du Conseil. Il a noté avec satisfaction le rétablissement de la pratique consistant à créer des missions du Conseil de sécurité chargées de s'acquitter de tâches concernant directement et immédiatement le maintien et le renforcement de la paix, qui incombent au Conseil de sécurité. Il a également déclaré que le Conseil devait étudier sérieusement les mesures pratiques à prendre pour assurer la paix et la sécurité en Afrique et prévenir les abus de ceux qui, comme le Portugal, refusaient de renoncer à leurs rêves du passé colonial.

92. Dans une lettre datée du 19 novembre et adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10393), le représentant de la Côte d'Ivoire a dit qu'il semblait, d'après leurs déclarations aux membres de la Mission spéciale, que les hauts responsables guinéens accusaient la Côte d'Ivoire d'avoir participé aux complots visant à renverser le régime guinéen, notamment en tolérant sur son territoire l'installation de camps d'entraînement à la subversion et de bases de départ de commandos, ainsi que la présence de mercenaires le long de la frontière ivoiro-guinéenne. Dans sa lettre, le représentant de la Côte d'Ivoire rejetait catégoriquement ces accusations comme dénuées de tout fondement et déclarait que la Côte d'Ivoire était prête à recevoir toute mission que le Conseil de sécurité voudrait envoyer pour faire toute la lumière sur ces allégations.

93. A la 1603^e séance, le 30 novembre, le Président du Conseil de sécurité a fait, au nom du Conseil et avec l'autorisation de ses membres, la déclaration de consensus suivante :

"On se souviendra que, le 3 août 1971, le Conseil de sécurité a décidé d'envoyer une mission spéciale en République de Guinée. La Mission spéciale, composée de M. l'ambassadeur George J. Tomeh, représentant de la Syrie, et de M. le ministre Julio César Carasales, représentant adjoint de l'Argentine, est restée en Guinée du 30 août au 2 septembre 1971 et a eu des consultations approfondies avec des représentants du Gouvernement guinéen.

"Au cours de ces consultations, les autorités guinéennes ont coopéré pleinement avec la Mission spéciale et lui ont accordé toutes les facilités nécessaires pour lui permettre de mener à bien sa tâche.

"De retour à New York, la Mission spéciale a, conformément à son mandat, présenté son rapport au Conseil de sécurité; ce rapport a été publié sous la cote S/10309. Le Conseil a commencé l'examen du rapport de la Mission spéciale à sa 1586^e séance, le 29 septembre 1971.

"Il ressort de ce rapport que l'on continue à s'inquiéter en Guinée de la possibilité que se renouvellent des actes dirigés contre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique du pays, tels que ceux qui ont conduit aux événements de novembre 1970. A cet égard, le Gouvernement guinéen a exprimé l'avis que le Conseil de sécurité devrait prendre des mesures pour empêcher le Portugal de violer l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la Guinée.

“Il est évident également que le fait que le Portugal n’applique pas à la Guinée (Bissau) le principe de l’autodétermination et notamment le droit à l’indépendance a un effet perturbateur sur la situation dans la région.

“Le Conseil de sécurité ayant pris acte avec satisfaction du rapport de la Mission spéciale, ainsi que des représentations faites par le Gouvernement guinéen, réaffirme la teneur du paragraphe 1 de sa résolution 295 (1971) qui affirme que l’intégrité territoriale et l’indépendance politique de la République de Guinée doivent être respectées.”

94. Le représentant des Etats-Unis d’Amérique a dit que le libellé du consensus relatif à la Guinée (Bissau) était conforme à l’opinion de son gouvernement selon laquelle l’exercice du droit à l’autodétermination pouvait entraîner diverses conséquences, y compris l’indépendance.

95. Le représentant de l’Argentine s’est félicité de la rapidité avec laquelle le Conseil avait agi au sujet de la plainte de la Guinée. Il a déclaré qu’on retrouvait dans le consensus l’esprit du rapport de la Mission spéciale et a réaffirmé sa conviction que le maintien de situations coloniales tendrait toujours à engendrer des conflits anachroniques.

96. Le représentant de la Chine a dit que le Gouvernement et le peuple chinois ressentaient la plus grande indignation devant l’acte d’agression manifeste perpétré contre la Guinée par le Portugal et le condamnaient dans les termes les plus vigoureux. Le Gouvernement et le peuple chinois félicitaient chaleureusement le peuple guinéen de son esprit révolutionnaire qui l’amenait à s’élever contre la force brutale, à maintenir son unité et à résister à l’ennemi dans le cadre d’efforts concertés. Des faits innombrables prouvaient que la politique colonialiste des autorités portugaises constituait une menace pour la souveraineté et la sécurité des Etats indépendants africains, un défi au droit des peuples africains à l’indépendance nationale et une grave violation de l’esprit de la Charte des Nations Unies. Dans leurs actes d’agression, les colonialistes portugais bénéficiaient de l’appui et de la complicité d’autres impérialistes. Leur objectif était non seulement de renverser le Gouvernement de la République de Guinée, mais aussi de réprimer les mouvements de libération nationale qui se développaient vigoureusement en Afrique. Le Gouvernement de la République de Guinée avait irréfutablement démontré, avec de nombreuses preuves à l’appui, que les colonialistes portugais avaient récemment mis au point avec l’aide des impérialistes un nouveau plan d’invasion de la Guinée, et il exigeait que le Conseil de sécurité prenne les mesures nécessaires pour empêcher que de nouvelles invasions importantes ne se produisent. La délégation chinoise appuyait sans réserve la juste exigence du Gouvernement guinéen.

97. Le représentant de la Somalie a estimé que le consensus auquel était parvenu le Conseil n’allait pas suffisamment loin. Néanmoins, sa délégation l’avait appuyé parce qu’il représentait l’accord de base minimum auquel pouvaient parvenir les membres du Conseil au sujet de la menace constante d’agression portugaise qui pesait sur la Guinée du fait que le Portugal opprimait les peuples africains placés sous sa domination.

98. Le représentant du Royaume-Uni a fait observer que son gouvernement appuyait sans réserve le principe de l’autodétermination, y compris le droit à l’indépendance, pour tous les territoires non autonomes, mais qu’il considérait que la responsabilité de l’application de ce principe et le choix du moment où il devait être appliqué étaient du ressort de la Puissance administrante.

99. Le représentant du Burundi a dit que, pour les pays africains, sécurité et décolonisation étaient étroitement liées. Les récents événements examinés par le Conseil reflétaient l’insécurité générale dans la région due au maintien de la domination portugaise. Pour parvenir à faire respecter la souveraineté et l’indépendance de tous les Etats de la région, le Conseil devait contribuer à l’élimination totale de la présence portugaise en Guinée (Bissau).

100. Le représentant de la Sierra Leone a souligné qu’une étude approfondie du rapport de la Mission spéciale et d’autres rapports concernant les relations entre la Guinée et le Portugal montraient que, depuis 1961, il y avait eu constamment des interventions armées du Portugal contre la Guinée. C’est pourquoi le Conseil devait prendre contre le Portugal des mesures appropriées.

101. Le représentant de l’Union des Républiques socialistes soviétiques fait observer que la politique impérialiste agressive du Portugal à l’égard de la Guinée et d’autres Etats africains faisait apparaître très clairement que tant qu’un seul régime colonialiste subsisterait en Afrique, avec ses forces et ses bases militaires, l’indépendance politique et la sécurité de l’Afrique seraient constamment menacées. Le Portugal n’avait manifestement tenu aucun compte de l’avertissement lancé par le Conseil dans sa résolution 290 (1970) et coordonnait son action avec celle des impérialistes, des colonialistes et des racistes dans la poursuite de leurs politiques dirigées contre les Etats africains indépendants. La délégation soviétique estime indispensable que le Conseil de sécurité prenne toutes les mesures nécessaires pour protéger l’indépendance politique et l’intégrité territoriale de la Guinée, ainsi que d’autres pays africains, contre les menées agressives des colonialistes portugais.

102. Le Président, parlant en tant que représentant de la Pologne, a déclaré que seules l’élimination définitive du colonialisme et du racisme portugais en Afrique et l’accession à l’indépendance de tous les peuples colonisés pouvaient créer les conditions nécessaires à l’instauration de conditions de paix et de sécurité dans la région.

103. Le représentant de la Guinée, rappelant les circonstances qui avaient amené son gouvernement à formuler sa plainte, a souligné le respect de son gouvernement pour le Conseil de sécurité et sa confiance dans cet organe, sentiments qui, malheureusement, n’étaient pas partagés par le Portugal. Il a prié instamment le Conseil de sécurité d’adopter des mesures concrètes pour empêcher le Portugal de violer une nouvelle fois les dispositions de la Charte des Nations Unies en lançant contre la Guinée des opérations militaires hostiles depuis l’un des territoires sous sa domination. Il a dit que, si les déclarations faites par la Guinée devant le Conseil et sa Mission spéciale étaient mises en doute, le Conseil devait décider de procéder à une enquête en Guinée (Bissau).

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

A. — COMMUNICATIONS, RAPPORTS DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ET DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL AU SUJET DE L'OBSERVATION DU CESSEZ-LE-FEU

1. — *Plaintes de la Jordanie et d'Israël*

104. Au cours de la période considérée, aucune plainte n'a été reçue de la Jordanie ou d'Israël au sujet de violations du cessez-le-feu dans cette région, et le Conseil de sécurité n'a donc pas tenu de réunion portant sur cette question.

2. — *Rapports du Secrétaire général concernant le secteur du canal de Suez*

105. En ce qui concerne la situation dans ce secteur, aucune plainte n'a été présentée au Conseil de sécurité par l'Égypte ou Israël au sujet de violations du cessez-le-feu. Cependant, le Secrétaire général a continué à publier des renseignements supplémentaires fondés sur les rapports qu'il a reçus du chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve en Palestine (ONUST). Il ressortait de ces rapports (S/7930/Add.1227, 1230, 1232, 1235, 1238, 1244, 1250, 1252, 1256, 1257, 1259, 1262, 1264, 1268, 1270, 1277, 1281, 1286, 1289, 1292, 1294 et Corr.1, 1300, 1307, 1311, 1314, 1315, 1319, 1321, 1325, 1329, 1331, 1334, 1337, 1341, 1344, 1348, 1351, 1353, 1363, 1368, 1375, 1378, 1381, 1386, 1388, 1390, 1393, 1397, 1400, 1407, 1414, 1416, 1422, 1426, 1437, 1441, 1451, 1459, 1504, 1515, 1524, 1539, 1596, 1598, 1605, 1620, 1626, 1631 et 1633) que des avions à réaction tant égyptiens qu'israéliens avaient survolé le secteur. Parfois ces avions avaient survolé les positions de la partie adverse, et l'ONUST a été saisi à ce sujet d'accusations et de contre-accusations concernant des violations du cessez-le-feu.

106. Dans les renseignements supplémentaires datés du 8 mai 1972 (S/7930/Add.1596), le Chef d'état-major de l'ONUST a déclaré avoir reçu une plainte d'Israël, qui n'avait pas été confirmée par les observateurs militaires de l'ONU, selon laquelle un navire égyptien s'était approché de la côte à proximité de la ligne du cessez-le-feu.

3. — *Plaintes d'Israël et du Liban*

a) *Communications adressées au Conseil entre le 16 juin 1971 et le 25 février 1972 et demandes de réunion du Conseil*

107. Dans des lettres datées des 16 et 23 juin, du 1^{er} juillet, du 10 août et des 4 et 20 septembre 1971 (S/10226, S/10235, S/10247, S/10286, S/10305 et S/10329), le Liban a soumis des plaintes, selon lesquelles les forces israéliennes avaient, à plusieurs reprises, utilisé des pièces d'artillerie et des mortiers pour bombarder des villages frontaliers dans le sud du Liban et avaient traversé la frontière à plusieurs endroits en vue de détruire des maisons, des cultures et des biens civils libanais. De nombreux civils avaient été tués, blessés ou enlevés. Le Liban accusait Israël d'avoir enfreint, par ses attaques, la Charte des Nations Unies et la Convention d'armistice et de chercher à saper tous les efforts tendant à instaurer une paix juste et durable au Moyen-Orient. Il protestait contre la violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du

Liban par Israël et contre le mépris dont ce dernier pays faisait preuve envers la Charte des Nations Unies et les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

108. Dans des lettres datées des 21 et 30 juin, du 12 août et des 7 et 24 septembre (S/10231, S/10244, S/10289, S/10307 et S/10335), Israël s'est plaint à son tour que des groupes de terroristes en provenance du territoire libanais avaient attaqué en plusieurs occasions des installations civiles et des villages en territoire israélien, faisant des victimes parmi la population et causant des dommages matériels. On savait que les bases à partir desquelles ces actes d'agression étaient commis contre Israël étaient situées en territoire libanais et que ces actes avaient eu lieu au su et avec le consentement du Gouvernement libanais, comme il ressortait de plusieurs articles de presse et de déclarations officielles faites au Liban. Israël, qui avait le droit de défendre et de protéger son territoire et ses citoyens, poursuivait une politique qui se fondait sur l'observation réciproque du cessez-le-feu, ce qui imposait au Liban l'obligation de prévenir toute attaque armée contre Israël à partir de son territoire.

109. Dans une lettre datée du 11 janvier 1972 (S/10502), le Liban a affirmé que les 10 et 11 janvier des forces israéliennes avaient pénétré à deux reprises en territoire libanais et avaient détruit plusieurs maisons, et que l'artillerie israélienne avait démoli d'autres maisons et blessé des citoyens libanais. Israël a répondu aux accusations du Liban par des lettres datées des 12 et 13 janvier (S/10505 et S/10507) en déclarant qu'au cours des dernières semaines il y avait eu une intensification sensible des actes de terrorisme dirigés contre Israël à partir du territoire libanais. Il citait un certain nombre d'incidents qui avaient eu lieu entre le 10 décembre 1971 et le 11 janvier 1972, au cours desquels des installations civiles avaient été attaquées depuis le territoire libanais. Israël ne pouvait accepter ces actes d'agression armée commis contre son territoire et sa population et se voyait dans l'obligation de prendre toutes les mesures nécessaires de légitime défense, et le Gouvernement libanais était tenu de mettre immédiatement fin à de telles attaques armées, faute de quoi il serait tenu responsable de violations du droit international, de la Charte des Nations Unies et du cessez-le-feu de 1967.

110. Dans une lettre datée du 14 janvier (S/10508), le Liban a allégué qu'un détachement de commandos israéliens avait pénétré dans le village de Kafra, situé à 9 kilomètres à l'intérieur du territoire libanais, et avait détruit quatre maisons. Il ajoutait que, selon des rapports dignes de foi, Israël se livrait à d'importants préparatifs militaires sur la frontière libanaise et menaçait de lancer contre le Liban méridional des opérations militaires de grande envergure, mettant ainsi en danger la paix et la sécurité non seulement au Liban, mais également au Moyen-Orient tout entier.

111. Dans une autre lettre datée du 14 janvier (S/10509), le Liban a informé le Président du Conseil de sécurité qu'Israël avait remis aux représentants du Liban à la Commission mixte d'armistice libano-israélienne un "avertissement sévère" aux termes duquel, si les activités terroristes dirigées depuis le Liban contre Israël ne cessaient pas, Israël pourrait demeurer en permanence dans la région sous une forme ou

sous une autre, ce qui pourrait amener les habitants libanais à la quitter. Le Liban protestait contre les menaces d'Israël, qui mettaient sérieusement en danger la paix et la sécurité internationales, et estimait que si Israël persistait dans cette voie, il devait porter toute la responsabilité de ses actes. Si Israël ne renonçait pas immédiatement à mettre ses menaces à exécution, le Conseil de sécurité serait tenu d'assumer ses responsabilités.

112. Dans une lettre datée du 24 février (S/10543), Israël a allégué que deux civils israéliens avaient été tués par une roquette tirée par un commando de terroristes qui avait pénétré en Israël en provenance du territoire libanais, et il a réaffirmé que le Liban avait le devoir de mettre fin à ces attaques armées lancées à partir de son territoire.

113. Dans une lettre datée du 25 février (S/10546), le Liban s'est plaint auprès du Président du Conseil des actes d'aggression persistants qu'Israël commettait contre le territoire libanais et a déclaré que ces actes avaient abouti à une attaque aérienne et terrestre de grande envergure lancée dans la matinée de ce même jour. Eu égard à la gravité extrême de la situation, qui mettait en danger la paix et la sécurité du Liban, le représentant de ce pays demandait la convocation d'urgence du Conseil de sécurité.

114. Dans une lettre datée du 25 février (S/10550), Israël, après s'être référé à la plainte communiquée au Conseil le 24 février (S/10543) concernant des attaques lancées par des terroristes contre ses villages à partir du territoire libanais, a déclaré que le jour précédent trois terroristes avaient pénétré en Israël en provenance du territoire libanais. Au cours d'un échange de coups de feu avec une patrouille israélienne, huit Israéliens avaient été blessés dont un mortellement. Face à ces attaques de terroristes, qui avaient revendiqué la responsabilité d'une autre attaque, Israël s'était vu contraint de prendre, le 25 février, des mesures de légitime défense contre les camps de terroristes. Devant la gravité de ces attaques, le représentant d'Israël demandait la convocation d'urgence du Conseil de sécurité.

b) Examen de la question aux 1643^e et 1644^e séances (26 et 27 février 1972)

115. A sa 1643^e séance, le 26 février 1972, le Conseil a inscrit les plaintes du Liban (S/10546) et d'Israël (S/10550) à son ordre du jour, faisant figurer chacune d'elles séparément sous le titre "La situation au Moyen-Orient". Les représentants du Liban et d'Israël, puis ceux de la République arabe syrienne et de l'Arabie Saoudite, ont été invités, sur leur demande, à participer aux délibérations sans droit de vote.

116. Le représentant du Liban a affirmé que le 25 février, un détachement israélien composé de 60 chars et auto-mitrailleuses avait traversé la frontière, sous une forte couverture aérienne et avait attaqué plusieurs villages libanais. Entre-temps, l'aviation israélienne avait bombardé d'autres villages libanais, semant la mort et la destruction. Le même jour, Israël avait remis au Liban, par l'intermédiaire de la Commission mixte d'armistice, un avertissement dans lequel il indiquait que l'action de ses forces était dirigée contre des terroristes qui étaient venus du Liban et y étaient retournés, et qu'il continuerait ses incursions au Liban si les activités terroristes ne cessaient pas. Le représentant du Liban a déclaré qu'outre les attaques terrestres et

aériennes, des bulldozers israéliens étaient en train d'ouvrir des routes à l'intérieur du territoire libanais, frayant ainsi la voie à de nouvelles opérations militaires. Après avoir rappelé les précédentes résolutions du Conseil condamnant Israël pour ses attaques contre le Liban en 1968, 1969 et 1970, il a déclaré que le Liban avait espéré que ces résolutions empêcheraient Israël de se livrer à de nouvelles attaques. Cependant, Israël n'en avait pas tenu compte et avait défié l'autorité du Conseil. Le représentant du Liban a nié les allégations d'Israël selon lesquelles les incidents qui s'étaient produits en territoire occupé par Israël avaient leur source au Liban, et il a ajouté que si Israël n'avait pas paralysé la Commission mixte d'armistice, les observateurs internationaux auraient été en mesure de déterminer l'origine de ces incidents. Dans ces conditions, la délégation libanaise demandait au Conseil de prendre contre Israël des mesures positives et décisives de nature à empêcher ce pays de poursuivre ses actes d'agression contre le Liban, et en particulier d'appliquer les sanctions appropriées prévues au Chapitre VII de la Charte.

117. Le représentant d'Israël a déclaré que depuis longtemps et contrairement à ses obligations internationales, à la Charte des Nations Unies et au cessez-le-feu établi par le Conseil de sécurité, le Liban avait autorisé les organisations terroristes à établir sur son territoire des bases à partir desquelles elles pouvaient se livrer à des attaques contre Israël, causer des dommages matériels et faire des victimes parmi la population. Le Gouvernement libanais, qui avait conclu un accord avec les organisations terroristes, n'avait pas mis fin à leurs activités et leur avait, au contraire, accordé son soutien. Le Gouvernement israélien avait porté à l'attention du Conseil des centaines d'attaques de terroristes dirigées à partir du territoire libanais contre des villes, des villages, des civils et du personnel militaire israéliens. Cependant, le Conseil n'avait rien fait pour faire comprendre au Liban qu'il ne pouvait coopérer avec les terroristes et, en même temps, demander à Israël de s'abstenir de protéger ses citoyens et ses biens. A la fin de janvier, Israël avait également attiré l'attention du Conseil sur de nouveaux actes de terreur, et à la fin de février, ces actes avaient causé la mort de deux civils. A peu près à la même époque, lors d'un incident entre la police frontalière israélienne et des terroristes, huit hommes avaient été blessés, et deux d'entre eux étaient morts de leurs blessures. Pour protéger ses citoyens, Israël avait pris des mesures qui n'étaient dirigées que contre les terroristes et leurs campements, et ses forces étaient rentrées dans leurs bases après l'opération. Tant que le Liban ne voudrait pas ou ne pourrait pas empêcher les attaques contre Israël à partir de son territoire, il ne pourrait se plaindre d'aucune action de légitime défense. Le représentant d'Israël a conclu qu'aucune résolution du Conseil ne devait encourager ni reconforter le Liban, et qu'il fallait lui demander de mettre fin à toutes les activités terroristes dirigées contre Israël depuis son territoire.

118. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que la nouvelle attaque et plusieurs autres actes d'agression perpétrés contre le Liban n'étaient que quelques-unes des nombreuses tentatives faites par Israël pour contrarier les efforts entrepris en vue d'un règlement pacifique. Il fallait noter que la dernière attaque avait eu lieu le jour même où le représentant spécial du Secrétaire général

se trouvait en Israël pour y avoir des entretiens avec les dirigeants de ce pays au sujet d'un règlement au Moyen-Orient. Par cette attaque, Israël avait bafoué les résolutions dans lesquelles le Conseil de sécurité avait condamné Israël pour son agression contre le Liban et l'avait averti que si ces actes d'agression se répétaient de nouvelles mesures seraient prises conformément à la Charte. Dans l'intérêt de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil devait condamner et punir Israël en vertu des dispositions de la Charte, y compris le Chapitre VII.

119. Le représentant de l'Arabie Saoudite a déclaré que le Liban était un petit pays qui n'avait jamais commis d'agression dans les temps modernes. C'étaient les Palestiniens, frustrés, qui, en tentant de reconquérir leur pays, devaient malheureusement tuer ceux qui leur avaient volé leur patrie. Comme les victimes étaient tombées sur le territoire israélien, une action préméditée avait été lancée contre le Liban de manière à poursuivre les soi-disant coupables. Après avoir rappelé la futilité des résolutions du Conseil de sécurité appelant des sanctions, le représentant de l'Arabie Saoudite a noté qu'il n'y avait qu'un moyen d'empêcher Israël de poursuivre sa politique agressive : c'était que les Etats-Unis cessent de lui livrer des armes.

120. Le représentant de la France a dit que depuis l'attaque israélienne contre l'aéroport international de Beyrouth en 1968, le Conseil avait adopté cinq résolutions condamnant l'intervention militaire d'Israël au Liban. Cependant, la nouvelle attaque, de par son envergure et sa violence, dépassait ce qui s'était passé jusqu'alors, et les menaces proférées le 14 janvier mettaient en danger l'intégrité territoriale du Liban. Le Liban faisait certainement tout son possible pour contrôler les activités des fedayin, et on ne pouvait le tenir responsable de ce qui se passait en territoire israélien. Si Israël avait fourni à la Commission mixte d'armistice et aux observateurs de l'ONU les moyens de remplir leur mission, il aurait été plus facile d'établir les faits. Le Gouvernement français avait informé Israël qu'il était opposé aux représailles contre un Etat quel qu'il soit et il estimait que le Conseil devait considérer le Liban comme une victime de mesures de représailles et lui fournir l'assistance nécessaire.

121. Le représentant de la Yougoslavie a déclaré que le Conseil devait envisager la situation avec le plus grand sérieux et prendre des mesures efficaces pour prévenir la répétition des attaques israéliennes contre le Liban.

122. Le représentant du Japon a rappelé la proposition faite par le Secrétaire général le 18 août 1969 à Israël et au Liban et tendant à faire stationner des observateurs de l'ONU de part et d'autre de la frontière pour surveiller et maintenir le cessez-le-feu ordonné par le Conseil de sécurité et améliorer la situation dans le secteur israélo-libanais. Si cette proposition avait été acceptée, elle aurait empêché les tragiques incidents frontaliers de se reproduire.

123. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que sa délégation déplorait les actes meurtriers et le terrorisme des éléments fedayin en Israël. Cependant, son gouvernement estimait que l'action militaire de grande envergure entreprise par les forces terrestres et aériennes israéliennes contre le Liban était injustifiable. Sa délégation espérait qu'Israël ne répéterait plus de telles actions. Pour mettre fin à ces incidents, le mieux était d'appuyer de part et d'autre la mission

de M. Jarring et de régler les problèmes du Moyen-Orient conformément à la résolution 242 (1967).

124. Le représentant de l'Italie a dit que sa délégation avait été navrée d'apprendre les faits relatés dans la plainte du Liban, à cause des pertes infligées à ce pays par les attaques israéliennes et parce qu'une opération militaire avait été entreprise au moment où le représentant spécial du Secrétaire général tentait avec les parties intéressées de reprendre sa mission de paix. Par ailleurs, la délégation italienne déplorait tout acte de violence, quelle que soit son origine, et appuierait toute décision du Conseil tendant à empêcher que des événements aussi tragiques ne se reproduisent.

125. Le représentant de la Belgique a dit que son gouvernement avait lancé un appel à tous les pays du Moyen-Orient pour qu'ils observent le cessez-le-feu, et demandait à nouveau qu'on respecte l'intégrité territoriale et la souveraineté de tous les Etats de la région. Après avoir rappelé que le Conseil avait à plusieurs reprises exhorté Israël à ne plus diriger d'attaques contre le Liban, il a prié instamment Israël de s'abstenir de toute nouvelle attaque. Il a également demandé au Liban d'empêcher les Palestiniens de profiter de l'hospitalité qui leur était offerte pour entreprendre des attaques à l'intérieur du territoire israélien. Etant donné la gravité de la situation dans la région, le représentant de la Belgique estimait que l'organe de contrôle international établi par la Convention d'armistice de 1949 devait pouvoir fonctionner sans délai avec la participation d'Israël.

126. Le représentant de la Chine a déclaré que l'agression armée caractérisée et de grande envergure lancée par Israël contre le Liban constituait une grave violation de la Charte des Nations Unies. Le Gouvernement et le peuple chinois éprouvaient une profonde indignation devant cette nouvelle agression armée caractérisée lancée par les sionistes israéliens contre le Liban. La délégation chinoise soutenait que le Conseil de sécurité devait condamner très sévèrement les actes d'agression commis par Israël et inviter ce pays à mettre fin immédiatement à son agression armée contre le Liban, à retirer toutes ses forces armées du territoire libanais et à s'abstenir de se livrer à d'autres actes d'agression de cette nature.

127. Le représentant de la Somalie a dit que le Conseil devait décider immédiatement de demander à Israël de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban et de s'abstenir de toute action militaire contre ce pays. Ce n'est qu'après avoir adopté une telle résolution que le Conseil devrait enquêter sur le bien-fondé des affirmations et des plaintes des deux parties.

128. A la 1644^e séance, le 27 février, le représentant du Liban a dit qu'il avait demandé à nouveau que le Conseil se réunisse d'urgence parce que Israël avait lancé une nouvelle attaque à grande échelle contre le Liban. Bien que, techniquement, les forces israéliennes se soient retirées pendant quelques instants au-delà des frontières libanaises, Israël poursuivait son agression et, avec son aviation et son artillerie, bombardait certaines parties du sud et du sud-est du Liban. Des unités des forces israéliennes avaient de nouveau franchi la frontière et avaient été prises à partie par les forces libanaises. Au cours de cette agression, 10 personnes avaient été tuées et 30 blessées, pour la plupart des enfants, et un grand nombre de maisons avaient été détruites. En outre, prise de panique, la population de

la région avait abandonné ses foyers pour gagner les régions centrales et septentrionales du pays. Rappelant que le 14 janvier il avait informé le Conseil de l'avertissement adressé par Israël aux autorités libanaises par l'intermédiaire de la Commission mixte d'armistice, le représentant du Liban a déclaré que puisque le Conseil avait averti à maintes reprises Israël que l'on prendrait de nouvelles mesures s'il poursuivait son agression contre le Liban, il incombait au Conseil de les prendre pour contraindre l'envahisseur à retirer ses forces du territoire libanais et pour prévenir toute future agression.

129. Le représentant de l'Argentine a déclaré que l'attaque israélienne contre le Liban était disproportionnée, tant par son ampleur que par sa durée, et qu'elle constituait, au lieu d'un acte de légitime défense, une expédition punitive incompatible avec les principes de la Charte. Les nouvelles concernant la poursuite des attaques étaient alarmantes car les obus tirés par l'aviation ou l'artillerie ne faisaient pas de distinction entre les fedayin et de paisibles citoyens. Dans une période de crise aussi difficile, il était évident que le temps ne travaillait pas en faveur de la paix et ne facilitait pas les efforts de M. Jarring, dont la présence en Israël avait été saluée par des hostilités. De l'avis de la délégation argentine, le Conseil devait demander à Israël de cesser ses opérations militaires sur le territoire libanais et de retirer ses forces immédiatement.

130. Le représentant de la Guinée a estimé que la situation explosive au Moyen-Orient était la conséquence directe de l'occupation par Israël de territoires arabes. Le moins que le Conseil puisse faire était d'exiger qu'Israël mette fin immédiatement à son agression contre le Liban et retire ses troupes. Dans une étape ultérieure, le Conseil devrait envisager d'imposer des sanctions à Israël conformément aux dispositions du Chapitre VII de la Charte.

131. Le représentant d'Israël a indiqué que les troupes israéliennes s'étaient retirées du Liban le jour précédent. Cependant, des terroristes basés au Liban avaient ouvert le feu à nouveau le matin même contre des troupes israéliennes situées hors du territoire libanais, obligeant les forces israéliennes à riposter et à exercer leur droit de légitime défense en entrant en action contre les bases terroristes au Liban. Contrairement à certaines insinuations, les effectifs engagés par Israël étaient en rapport avec le grand nombre de terroristes auxquels ils avaient à faire, et leur importance motivée par la nature du terrain. Le représentant d'Israël a déploré que les combats aient pu provoquer des pertes parmi les civils, ce qui selon lui, était inévitable en dépit des précautions prises par les forces israéliennes. Il a réaffirmé que le Liban avait l'obligation de mettre fin aux activités des organisations terroristes sur son propre territoire. Le Liban n'était pas invité à favoriser les intérêts israéliens, mais il avait l'obligation, en sa qualité de Membre de l'Organisation des Nations Unies, d'empêcher que son territoire soit utilisé par les forces irrégulières ou toute autre force pour commettre une agression contre un autre Etat Membre.

132. Le représentant de l'URSS a dit que, contrairement à ce que le représentant d'Israël avait indiqué à la séance précédente, l'agression contre le Liban n'avait pas pris fin. En fait, cette invasion constituait l'acte le plus flagrant d'agression commis par Israël depuis 1967. Après avoir rappelé la nécessité de condamner cette nouvelle agression et d'exiger le retrait

des forces israéliennes, le représentant de l'URSS a noté que la majorité du Conseil avait rejeté et condamné la politique de représailles. Il importait que le Conseil, non seulement condamne l'agresseur mais rejette l'argument des représailles, comme il l'avait fait dans le cas des attaques portugaises contre la Guinée. En outre, le Conseil serait fondé également à imposer des sanctions et même à envisager l'expulsion des Nations Unies d'Israël, qui était un agresseur et violait les dispositions de la Charte.

133. Le représentant de l'Italie a présenté un projet de résolution ayant pour auteurs la Belgique, la France, l'Italie et le Royaume-Uni (S/10552), qui se lisait comme suit :

"Le Conseil de sécurité,

"Déplorant toutes les actions qui ont entraîné la mort d'innocents,

"Exige qu'Israël renonce immédiatement et s'abstienne de toute action militaire terrestre et aérienne contre le Liban et retire immédiatement toutes ses forces militaires du territoire libanais."

En présentant le projet de résolution, le représentant de l'Italie a déclaré que ses auteurs estimaient que c'était le minimum que le Conseil puisse faire à ce stade. Puisqu'il fallait agir rapidement pour que prennent fin les affrontements militaires, ils espéraient que les membres du Conseil s'abstiendraient de présenter des amendements afin qu'il soit possible de passer promptement au vote.

134. Le représentant de l'Inde a déclaré que les débats au Conseil sur le conflit du Moyen-Orient avaient toujours eu pour point de départ la résolution 242 (1967) qui était jusqu'ici inappliquée, bien qu'elle contienne des indications sur la façon de résoudre les problèmes. Nul ne songeait à s'opposer à ce qu'Israël prenne des mesures sur son propre territoire mais lorsque ce pays prétendait avoir le droit de s'attaquer au Liban ou à tout autre Etat pour maintenir sa mainmise sur des territoires qui ne lui appartiennent pas, il était clairement dans son tort. Tel était le problème moral devant lequel se trouvait le Conseil. Celui-ci devait non seulement donner immédiatement suite à la plainte dont il était saisi mais décider des moyens de donner effet à la résolution 242 (1967).

135. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que son pays suivait avec une profonde inquiétude les événements à la frontière libanaise et ne pouvait approuver les attaques prolongées et étendues effectuées par Israël. Son pays appuyait l'indépendance politique et l'intégrité territoriale du Liban et considérait que le Conseil devait exiger le retrait immédiat des forces israéliennes. En même temps, la délégation des Etats-Unis déplorait les pertes en vies humaines subies des deux côtés et estimait que les attaques lancées par des éléments de guérilla infiltrés ne pouvaient que retarder l'avènement de la paix. Si le Liban ne prenait pas des mesures plus efficaces pour fermer ses frontières, Israël se verrait encore obligé d'exercer son droit de légitime défense en prenant de nouvelles mesures de représailles. Les Etats-Unis demandaient instamment aux parties de coopérer et d'avoir fréquemment recours au mécanisme international prévu pour l'échange de renseignements et l'organisation de consultations en vue de mettre fin aux attaques et aux actes de terrorisme au-delà des frontières. Préoccupée par la perte de vies innocentes, la délégation des Etats-Unis proposait d'inclure les mots

“de part et d’autre” dans le préambule du projet de résolution, qui se lirait alors comme suit : “Déplorant toutes les actions qui ont entraîné la mort d’innocents de part et d’autre.”

136. A la suite des déclarations faites par les représentants du Royaume-Uni et de la France, le représentant des Etats-Unis d’Amérique a indiqué qu’il n’insisterait pas pour le maintien de son amendement.

137. Le représentant de la Chine a déclaré que l’alinéa du préambule donnait l’impression qu’une confusion était faite entre l’agression et la victime de l’agression. Sa délégation proposait que l’agression d’Israël soit condamnée dans l’alinéa du préambule, sinon, que cet alinéa soit supprimé.

138. Le représentant de la Somalie a dit que le projet de résolution n’était pas formulé dans les termes qu’exigeait la situation. Le projet de résolution devrait faire expressément référence à la vie de civils innocents, et la délégation somalie proposait de le modifier dans ce sens. D’autre part, il avait été déclaré à maintes reprises que l’histoire des relations entre Israël et le Liban était abondamment illustrée par les violations du territoire libanais qu’Israël avait commises au mépris total du droit international et de la Charte des Nations Unies. Israël devrait donc se voir imposer les sanctions prévues par la Charte. Le représentant de la Somalie ne demandait pas des sanctions à ce stade, mais il estimait qu’il ne fallait pas les exclure car elles constituaient l’une des mesures que le Conseil pourrait prendre si Israël continuait à violer le territoire de ses voisins.

139. Après une suspension de séance, le Président, parlant en sa qualité de représentant du Soudan, a déclaré que la communauté internationale avait toujours condamné les actes d’agression commis par Israël contre le Liban et considéré ces actes comme une violation de la Charte. Le Conseil devait trancher sans plus hésiter et prendre des mesures punitives contre Israël conformément aux dispositions de la Charte.

140. Le représentant de l’Italie a dit qu’après avoir eu des consultations, les auteurs du projet de résolution étaient parvenus à la conclusion qu’il leur serait difficile de consentir à la suppression du préambule. Toutefois, ils avaient accepté que l’alinéa du préambule et le paragraphe du dispositif soient mis aux voix séparément.

Décisions : A la 1644^e séance, le 27 février 1972, l’alinéa du préambule du projet de résolution (S/10552) a été mis aux voix. Il y a eu 8 voix pour, 4 contre (Chine, Guinée, Soudan, Yougoslavie) et 3 abstentions (Inde, Somalie et Union des Républiques socialistes soviétiques). N’ayant pas obtenu la majorité requise, le préambule n’a pas été adopté. Le dispositif du projet de résolution a été adopté à l’unanimité en tant que résolution 313 (1972).

141. Après le vote, le représentant des Etats-Unis d’Amérique a dit qu’en votant pour la résolution il n’approuvait nullement les actes ayant provoqué l’action d’Israël.

142. Le représentant de l’Argentine a dit qu’il avait voté pour le préambule parce qu’il était étroitement lié au dispositif.

143. Le représentant de l’URSS a dit que sa délégation s’était élevée contre l’égalité de traitement réservée à l’agresseur et aux victimes. Il était favorable à la poursuite de l’examen de la question afin que des mesures plus sévères puissent être prises contre Israël.

144. Le représentant de la Somalie a déclaré que le préambule était ambigu et ne portait pas sur la question que posent les attaques lancées contre la population libanaise.

145. Le représentant de la Guinée a également déclaré que le préambule avait été libellé en termes ambigus et que sa délégation ne voulait pas que l’agresseur soit mis sur le même pied que les victimes.

146. De même, selon le représentant de la Yougoslavie, le préambule établissait une confusion entre les victimes et l’agresseur; c’était pourquoi sa délégation avait voté contre.

147. Le représentant du Liban a remercié les membres du Conseil, notamment les auteurs de la résolution, d’avoir adopté la résolution à l’unanimité. Il estimait, étant donné que cette résolution n’était qu’une mesure provisoire, que le Conseil devait étudier la question plus avant et prendre les mesures que le Liban avait demandées.

148. Le représentant d’Israël a regretté que la résolution du Conseil n’ait pas mentionné les causes profondes de la situation, à savoir que le Liban n’avait pas mis fin aux attaques terroristes contre Israël. Concernant le préambule, il était navrant, aux yeux de la délégation israélienne, qu’il n’ait pas été adopté.

c) *Consensus des membres du Conseil de sécurité*

149. Un consensus des membres du Conseil de sécurité a été publié le 19 avril (S/10611) qui se lit comme suit :

“Le Président du Conseil de sécurité a eu des consultations avec les membres du Conseil à la suite de la demande formulée par le représentant permanent du Liban tendant à ce que le Conseil de sécurité prenne les mesures nécessaires pour affecter des observateurs de l’ONU supplémentaires dans le secteur Israël-Liban; cette demande, qui a été communiquée au Président du Conseil de sécurité, figure dans l’annexe 1 au memorandum du Président daté du 31 mars 1972 et adressé au Secrétaire général, ainsi qu’au paragraphe 1 du memorandum ci-joint du 4 avril 1972 adressé au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général. Le Président du Conseil de sécurité a également informé le Secrétaire général et a eu des consultations avec lui. A titre exceptionnel, il a été jugé qu’une réunion officielle du Conseil de sécurité n’était pas nécessaire en la circonstance.

“Pendant ces consultations, les membres du Conseil de sécurité ont abouti, sans objection, à un consensus sur les mesures à prendre en réponse à la demande du Gouvernement libanais, et ils ont invité le Secrétaire général à prendre les mesures décrites dans son memorandum susmentionné. Ils ont en outre invité le Secrétaire général à consulter les autorités libanaises quant à l’application de ces mesures.

“Ils ont également invité le Secrétaire général à faire rapport périodiquement au Conseil de sécurité et, à cette occasion, à faire connaître ses vues quant à la nécessité de maintenir lesdites mesures et quant à leur ampleur.”

150. Au cours des consultations relatives à la question susmentionnée, la délégation chinoise avait fait la déclaration ci-après, qui avait été distribuée dans une note du Président du Conseil de sécurité (S/10612) :

"a) Le Gouvernement et le peuple chinois soutiennent fermement le Liban et les autres pays arabes dans leur résistance à l'agression et dans leur défense de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de leurs Etats respectifs, et ils soutiennent fermement le peuple palestinien dans sa juste lutte pour recouvrer ses droits nationaux; b) en raison de l'exclusion illégale de la République populaire de Chine de l'Organisation des Nations Unies pendant une longue période, le Gouvernement chinois n'est pas en mesure de se faire une idée suffisamment claire de tous les détails de certaines résolutions adoptées par le Conseil de sécurité dans le passé. En conséquence, il nous est pour le moment très difficile de porter un jugement global sur l'Accord d'armistice libano-israélien de 1949. Cependant, de l'avis du Gouvernement chinois, ledit accord d'armistice a été signé dans des circonstances défavorables pour le peuple arabe et le peuple palestinien, et ses dispositions n'établissaient aucune distinction entre l'agresseur et la victime de l'agression, pas plus qu'elles ne mentionnaient la question des droits nationaux du peuple palestinien. Le Gouvernement chinois fait des réserves à cet égard; c) la délégation chinoise soutient que, pour prévenir l'agression israélienne, il faut essentiellement renforcer les pays qui sont victimes de cette agression et consolider l'unité des pays arabes; le renforcement du mécanisme d'observation de l'ONU ne constitue pas une méthode efficace pour prévenir l'agression israélienne. Si la majorité des membres du Conseil de sécurité décident d'accéder à la demande formulée à cette fin par le Gouvernement libanais, la délégation chinoise ne s'y opposera pas."

151. Dans le mémorandum du Secrétaire général du 4 avril, publié en annexe au document où est énoncé le consensus du Conseil de sécurité, il est indiqué que, le 29 mars, le Président du Conseil avait reçu du Liban une demande tendant à ce que le Conseil de sécurité prenne les mesures nécessaires, en raison des agressions répétées d'Israël contre le Liban, pour augmenter le nombre des observateurs dans le secteur Israël-Liban, sur la base de la Convention d'armistice de 1949. Le 31 mars, le Président du Conseil avait informé le Secrétaire général que les membres du Conseil avaient estimé qu'il convenait de répondre à la demande du Liban et que, en attendant que le Conseil prenne une décision définitive, il avait demandé au Secrétaire général de déterminer le nombre des observateurs supplémentaires qui seraient nécessaires dans le secteur Israël-Liban. En conséquence, le Secrétaire général avait demandé au chef d'état-major de l'ONUST de lui faire des recommandations au sujet des arrangements à prendre à cet égard et avait bien précisé que l'intervention requise du Chef d'état-major était de caractère préliminaire et n'avait pour but que de fournir des renseignements au Conseil avant qu'une décision définitive soit prise en la matière. Le 3 avril, le Chef d'état-major de l'ONUST avait fait savoir au Secrétaire général que le Liban avait proposé la création de trois postes d'observation à Naqoura, Bent Jbail et Marjayoun. A ce propos, le Chef d'état-major avait proposé de prévoir au stade initial 14 observateurs supplémentaires, outre les sept déjà présents et de recruter huit autres observateurs si cela était nécessaire. Il avait en outre indiqué qu'il serait possible d'établir les postes d'observation proposés à bref délai en prélevant tout le personnel et tout le matériel nécessaires sur les ressources de l'ONUST. Il avait souligné que les postes

d'observation proposés devaient être considérés comme assurant une présence limitée des Nations Unies d'un côté de la ligne, ce qui permettrait d'observer la situation dans une certaine mesure seulement et d'obtenir des informations de l'ONUST un peu plus rapidement que ce n'était possible alors.

d) *Communications et rapports ultérieurs*

152. Le 13 mars, le Président du Conseil de sécurité a fait distribuer un télégramme daté du 6 mars (S/10563) émanant du Ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande, où celui-ci accusait Israël d'avoir commis une agression caractérisée contre les Etats arabes voisins, en violation du droit international et de la Charte des Nations Unies, et où il condamnait ces actes qui mettaient en péril la paix et la sécurité des populations de la région. Il était temps, ajoutait le Ministre, de prendre des mesures efficaces en conformité avec la Charte des Nations Unies pour empêcher Israël de commettre de nouveaux crimes.

153. Dans un rapport daté du 25 avril (S/10617) sur l'application du consensus du Conseil de sécurité du 19 avril, le Secrétaire général a indiqué qu'il avait donné ordre au Chef d'état-major de l'ONUST d'appliquer les arrangements envisagés dans son mémorandum du 4 avril annexé au document publié sous la cote S/10611. Le Chef d'état-major lui avait fait savoir, à la suite des entretiens qu'il avait eus avec les autorités militaires libanaises entre le 20 et le 22 avril, que les emplacements des postes d'observation envisagés avaient été choisis et qu'un accord complet avait été réalisé concernant les divers arrangements visant à assurer le déroulement des activités de la Commission mixte d'armistice israélo-libanaise.

154. En outre, bien qu'ils soient situés à une certaine distance de la ligne de démarcation de l'armistice, les deux nouveaux postes d'observation à El-Khiam et à Maroun Er-Ras, appelés PO Khiam et PO Ras respectivement, étaient implantés sur des hauteurs et permettaient de procéder à une observation étendue de divers tronçons de cette ligne. Le poste existant de l'ONUST à Naqoura, désigné sous le nom de PO Naq, deviendrait le troisième poste d'observation. Le 24 avril, les trois postes d'observation étaient devenus opérationnels et le Chef d'état-major avait informé les autorités israéliennes des dispositions prises concernant leur emplacement et leur date initiale d'ouverture.

155. Le Secrétaire général a noté que les effectifs des observateurs étaient portés de 7 à 21 et qu'ils étaient prélevés sur les effectifs de l'ONUST et que les fournitures et le matériel nécessaires étaient également prélevés sur les stocks de l'ONUST. Il a également noté que le convoi logistique venant du siège de l'ONUST à Jérusalem avait franchi sans encombre et sans retard les points de contrôle israélien et libanais dans les premières heures du 24 avril. A compter du 25 avril, le Secrétaire général ferait distribuer les renseignements pertinents établis à partir des rapports des observateurs et ferait périodiquement rapport au Conseil de sécurité quant à la nécessité de maintenir les mesures ci-dessus et quant à leur étendue.

156. En conséquence, depuis le 25 avril, le Secrétaire général a commencé de publier des rapports sur les incidents survenus dans le secteur Israël-Liban, qui font partie des renseignements supplémentaires communiqués sur la situation dans le secteur Israël-Syrie et dans le secteur du canal de Suez. Dans ces rapports

(S/7930/Add.1582, 1584, 1585, 1587, 1588 et 1593), les observateurs affectés aux nouveaux postes d'observation dans le secteur Israël-Liban, ont transmis des plaintes du Liban selon lesquelles un certain nombre de militaires israéliens auraient traversé et retraversé les frontières les 25, 26 et 28 avril. Ils ont également signalé des vols épisodiquement effectués par des avions israéliens qui avaient traversé la ligne de démarcation de l'armistice pendant de brèves périodes. Dans les renseignements supplémentaires datés du 26 avril (S/7930/Add.1583), le Secrétaire général a communiqué la liste des nouveaux postes d'observation dans le secteur Israël-Liban ainsi que les listes mises à jour des postes d'observation et des centres de contrôle tant dans le secteur de Suez que dans le secteur Israël-Syrie.

157. Pendant le mois de mai et jusqu'au 15 juin 1972, les observateurs du secteur Israël-Liban ont soumis des rapports (S/7930/Add.1595 à 1601, 1603 et 1604, 1610 et 1611, 1613 à 1622, 1624 à 1628, 1630, 1632 et 1633) concernant diverses activités aériennes et terrestres, et ont transmis des plaintes formulées par le Liban au sujet des violations de l'espace aérien et des eaux territoriales du Liban, et du passage en territoire libanais de forces israéliennes. Les observateurs ont signalé que des avions à réaction israéliens avaient fréquemment effectué des vols au-dessus du territoire libanais, dont certains au-dessus de la ville de Beyrouth. A la fin de la période considérée, les autorités libanaises se sont plaintes, et les faits ont été confirmés par les observateurs, de ce que des bâtiments de guerre israéliens avaient pénétré dans les eaux territoriales libanaises et y avaient stationné pendant une durée de deux à trois heures avant de regagner les eaux territoriales israéliennes. Le Liban s'est également plaint de ce que des militaires israéliens avaient fréquemment traversé les frontières pour des missions de patrouille et d'observation. Dans d'autres occasions, des Israéliens avaient traversé la frontière avec des camions et des bulldozers pour creuser des positions en territoire libanais. Ils s'étaient retirés en transportant de la terre en territoire israélien. Certaines de ces plaintes n'avaient pas été confirmées par les observateurs pour la raison, mentionnée dans les rapports, que le lieu des incidents visés dans ces plaintes était situé hors du champ d'observation des postes d'observation.

158. Dans un rapport daté du 5 juin (S/7930/Add.1624), il était indiqué que le Liban s'était plaint de ce qu'un civil libanais avait été trouvé mort le 3 juin près de la frontière sud et qu'à 10 mètres du corps on avait retrouvé une grenade à main de fabrication israélienne et relevé des traces d'un véhicule en direction de la frontière. Toutefois, la plainte libanaise n'avait pas été confirmée par les observateurs de l'ONU car le lieu des incidents visés dans la plainte se trouvait hors du champ d'observation des postes d'observation.

159. Dans une lettre datée du 5 juin (S/10679), le Liban se plaignait de ce que, à cette date, 11 avions militaires israéliens avaient violé l'espace aérien libanais et survolé des villes situées dans le sud du Liban. Dans cette lettre, l'attention était attirée sur les nombreuses plaintes de même nature que le Liban avait précédemment adressées à l'ONUST et qui avaient été signalées dans les renseignements supplémentaires publiés par le Secrétaire général depuis le 26 avril. Israël, était-il indiqué, avait intensifié ses violations de l'espace aérien libanais et poursuivait sa campagne de menaces

contre le Liban, ce contre quoi le Gouvernement libanais protestait vigoureusement.

4. — *Plaintes d'Israël et de la République arabe syrienne*

Communications adressées au Conseil et rapports du Secrétaire général sur le respect du cessez-le-feu du 16 juin 1971 au 15 juin 1972

160. Durant la période couverte par le présent rapport, le Secrétaire général a continué de distribuer des renseignements supplémentaires contenant les rapports qu'il avait reçus du Chef d'état-major de l'ONUST sur la situation concernant le cessez-le-feu dans le secteur Israël-Syrie (S/7930/Add.1223 à 1226, 1228, 1229, 1231, 1233, 1234, 1236, 1237, 1239 à 1243, 1245 à 1249, 1251, 1253 à 1255, 1258, 1260, 1261, 1263, 1265 à 1267, 1269, 1271 à 1276, 1278 à 1280, 1282 à 1285, 1287, 1288, 1290, 1291, 1293, 1295 à 1299, 1301 à 1306, 1308 à 1310, 1312, 1313, 1316 à 1318, 1320 et Corr.1, 1322 à 1324, 1326 à 1328, 1330, 1332, 1333, 1335, 1336, 1338 à 1340, 1342, 1343, 1345 à 1347, 1349, 1350 et Corr.1, 1354 à 1362, 1364 à 1367, 1369 à 1374, 1376, 1377, 1379, 1380, 1382 à 1385, 1387, 1389, 1391, 1392, 1394 à 1396, 1398, 1399, 1401 à 1405 et Corr.1, 1406, 1408 à 1413, 1415, 1417 à 1421, 1423 à 1425, 1427 à 1436, 1438 à 1440, 1442 à 1450, 1452 à 1458, 1460 à 1503, 1505 à 1514, 1516 à 1523, 1525 à 1532 et Corr.1, 1533 à 1538, 1540 à 1582, 1584 à 1592, 1594, 1596 à 1615, 1618 à 1623, 1625 à 1634). Ces rapports avaient trait à des incidents au cours desquels des tirs de chars d'artillerie et d'armes automatiques et individuelles avaient été échangés. Ils concernaient également quelques activités aériennes, signalant dans la plupart des cas que des avions à réaction israéliens avaient franchi la ligne de cessez-le-feu pour attaquer les positions militaires syriennes et que, dans certaines occasions, les forces syriennes avaient répondu par des tirs antiaériens. Ces rapports du Chef d'état-major reproduisaient les plaintes reçues d'Israël et de la République arabe syrienne par le Président de la Commission mixte d'armistice israélo-syrienne concernant des violations du cessez-le-feu. Dans leurs plaintes, les parties demandaient que l'on prenne les mesures nécessaires pour éviter de futures violations.

161. Dans les renseignements supplémentaires publiés à la fin du mois de juin et au début du mois de juillet 1971 (S/7930/Add.1240, 1241, 1242, 1243, 1245 et 1246), le Chef d'état-major indiquait dans ses rapports que les forces israéliennes avaient franchi les limites des localités avancées défendues et que, après avoir pénétré sur le territoire syrien, sur 800 à 1 000 mètres, elles avaient retraversé la ligne du cessez-le-feu. Dans des renseignements supplémentaires datés du 22 juillet (S/7930/Add.1273), le Chef d'état-major a signalé que l'officier de liaison des forces israéliennes avait contesté l'exactitude des rapports. A la suite des enquêtes de vérification effectuées par l'ONUST à la suite de la plainte israélienne, la conclusion générale a été que si les témoignages recueillis et les documents examinés confirmaient l'exactitude des rapports des observateurs, aucune preuve matérielle des incursions signalées n'avait pu être découverte.

162. Dans une lettre datée du 17 janvier 1972 (S/10511), Israël a déclaré que depuis le 1^{er} janvier 1972, 11 violations du cessez-le-feu avaient été commises à partir du territoire syrien, entraînant la mort

de deux civils, et qu'au cours de l'année 1971, on avait compté 149 violations du cessez-le-feu commises à partir du territoire syrien, dont des bombardements, des coups de feu, la pose de mines, et des intrusions aériennes dont le Gouvernement syrien portait l'entière responsabilité en raison du soutien qu'il apportait aux organisations terroristes.

163. Dans une lettre datée du 21 janvier (S/10518), la République arabe syrienne a répondu que c'était un fait bien connu que les forces israéliennes avaient en 1971 commis 1 491 violations du cessez-le-feu, toutes confirmées par les observateurs militaires de l'ONU. Concernant les affirmations d'Israël selon lesquelles depuis le 1^{er} janvier 1972 la République arabe syrienne aurait commis 11 violations du cessez-le-feu, la République arabe syrienne indiquait que les rapports envoyés par le Chef d'état-major entre le 3 et le 20 janvier 1972 avaient établi que les forces israéliennes avaient continuellement violé le cessez-le-feu et que les plaintes reçues d'Israël par l'ONUST n'avaient pas été confirmées par les observateurs de l'ONU, tandis que les plaintes reçues de la République arabe syrienne l'avaient été.

B. — QUESTION DU TRAITEMENT DES POPULATIONS CIVILES DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS PAR ISRAËL ET QUESTIONS CONNEXES

Communications adressées au Conseil du 16 juin 1971 au 15 juin 1972

164. Dans une lettre datée du 17 juin 1971 (S/10228), Israël, après s'être référé à sa lettre du 10 juin (S/10220) et à la réponse de la République arabe syrienne du 15 juin (S/10224), a déclaré que la réponse de cette dernière reflétait la lutte que menait ce gouvernement contre le droit du peuple juif à l'égalité avec les autres nations. La République arabe syrienne avait rejeté la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, qui demandait que la paix soit faite avec Israël, et avait refusé de participer aux efforts déployés à cet égard sous les auspices du représentant spécial du Secrétaire général. Se référant à des citations tirées de la résolution 9 (XXVII) de la Commission des droits de l'homme que la République arabe syrienne avait utilisées dans sa lettre, et qui affirmaient que des violations des droits de l'homme s'étaient produites dans le territoire contrôlé par Israël, Israël soulignait que la majorité des membres de la Commission avaient refusé d'appuyer cette résolution et que seuls les représentants des Etats arabes, musulmans et soviétiques et leurs partisans traditionnels avaient voté en sa faveur. Ce type de résolutions, ajoutait Israël, montrait clairement qu'il était impossible de résoudre de façon équitable et effective le problème du Moyen-Orient au moyen de résolutions de l'ONU auxquelles toutes les parties au conflit n'avaient pas donné leur accord.

165. Dans des lettres datées du 21 et du 25 juin (S/10232 et S/10238 et Corr.1), la République arabe syrienne a déclaré qu'Israël défiait l'Organisation mondiale, rejetant et violant un certain nombre de résolutions adoptées par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale sur divers aspects du conflit israélo-arabe. Israël a répondu le 23 juin (S/10234) que la Syrie avait toujours essayé d'utiliser des résolutions unilatérales afin d'éviter l'obligation de chercher un règlement au conflit du Moyen-Orient en négociant avec Israël.

166. Par une lettre datée du 25 juin (S/10256), l'Irak a transmis le texte d'une interview, parue dans le magazine français *Témoignage chrétien*, accordée par un professeur israélien qui protestait contre les politiques pratiquées à l'égard des Arabes dans les territoires occupés et en particulier contre les punitions collectives, la destruction de maisons, les mauvais traitements infligés aux prisonniers et les internements administratifs. Dans une lettre datée du 21 juillet (S/10271), Israël a répondu que l'interview en question était un tissu de mensonges et de semi-vérités et que ledit professeur était réputé être le porte-parole d'une poignée de partisans déclarés de la belligérance arabe contre Israël. L'Irak a rejeté les arguments d'Israël dans une lettre datée du 30 juillet (S/10278), dans laquelle il déclarait que, comme Israël était incapable de réfuter les accusations précises portées contre lui, il avait recours à l'attaque personnelle.

167. Dans une lettre datée du 20 juillet (S/10270) concernant les activités du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme de la population des territoires occupés, Israël a déclaré que le Comité continuait de servir d'instrument de la propagande arabe et de moyen de diffuser des contrevérités sur la situation dans les territoires tenus par Israël. La lettre citait des extraits d'une déclaration que le Ministre des affaires étrangères d'Israël avait prononcée devant la Knesset et selon laquelle le Comité rassemblait de faux témoignages sur les sévices qu'Israël faisait censément subir à ses habitants arabes, mais que les personnes qui par centaines visitaient Israël étaient les meilleurs témoins de la situation réelle.

168. Dans des lettres datées du 25 août 1971 et du 5 janvier 1972 (S/10300 et S/10495), la République arabe syrienne a attiré l'attention du Secrétaire général sur la politique expansionniste d'Israël et a cité une déclaration publiée dans un article de l'agence télégraphique juive selon laquelle la population israélienne des hauteurs de Golan compterait environ 15 000 personnes d'ici sept ans. Dans les lettres étaient citées également plusieurs déclarations censément officielles, comme preuve qu'Israël suivait une politique expansionniste et annexionniste en créant de nouvelles colonies dans les territoires occupés en violation des résolutions de l'ONU.

169. Dans une lettre datée du 16 août (S/10293), l'Egypte s'est plainte de ce que la situation de Gaza s'aggravait à la suite des mesures d'expulsion prises par Israël et de la destruction de maisons à laquelle il se livrait afin de dépeupler la région, en violation de la Convention de Genève de 1949. Devant la gravité de la situation, l'Egypte demandait à l'Organisation des Nations Unies de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin aux atteintes qu'Israël portait au droit, à la morale et à la paix et à la sécurité internationales.

170. Dans une lettre datée du 19 août (S/10295), Israël a répondu que, à la suite de la campagne de terreur entretenue par l'Egypte et d'autres Etats arabes, il y avait eu de nombreux actes de violence qui avaient causé la mort de nombreux habitants de la région. Dans ces conditions, Israël avait été obligé de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et la sûreté des habitants. Ces mesures avaient nécessité la construction de routes d'accès à l'intérieur des camps de réfugiés et dans certains cas la démolition de quelques habitations. Toutefois, les personnes évacuées avaient été relogées et avaient reçu une indem-

nité au titre des dépenses qu'elles avaient dû effectuer lors de leur déménagement dans de nouveaux logements.

171. Par une lettre datée du 18 septembre (S/10328), l'Egypte a transmis le texte d'un télégramme adressé au Secrétaire général par le Comité exécutif de l'Organisation pour la libération de la Palestine dans lequel celui-ci protestait contre les mesures prises par Israël à Gaza sous prétexte de sécurité et d'urbanisation, et demandait qu'on fasse en sorte qu'Israël mette fin au transfert forcé de la population et au massacre de personnes innocentes. Il demandait encore que l'ONU envoie un comité pour enquêter sur la situation de Gaza et ordonne à Israël de cesser immédiatement sa politique de terreur et d'oppression contre la population du territoire.

172. Par une lettre datée du 3 janvier 1972 (S/10496), l'Irak a transmis une pétition signée par des Arabes palestiniens en exil, par laquelle ceux-ci demandaient instamment au Secrétaire général de persévérer dans l'application de la résolution 194 (III) de l'Assemblée générale du 11 décembre 1948.

173. Dans des lettres datées du 15 et du 29 mars, du 6 avril, du 23 mai et du 12 juin (S/10565, S/10582, S/10590, S/10663 et S/10694), l'Egypte a accusé Israël d'avoir, en violation des dispositions de la Convention de Genève de 1949, de plusieurs résolutions du Conseil de sécurité et des obligations qui lui incombait conformément au droit international, expulsé des milliers de citoyens égyptiens habitant le Sinaï et de les avoir transférés dans d'autres régions. Israël avait également détruit de nombreuses maisons et avait exproprié des terres dans la région de Rafah. Israël était également accusé dans la lettre de poursuivre une politique systématique et préméditée en vue de dépeupler les territoires occupés de façon qu'ils correspondent aux plans expansionnistes et à les annexer par la suite. A cette fin, Israël avait renforcé son contrôle militaire sur la bande de Gaza et y avait créé de nombreuses colonies juives. La population palestinienne avait été déplacée et expulsée et avait été remplacée par des immigrants juifs. Etant donné les graves violations de la Charte des Nations Unies commises par Israël et son mépris total des résolutions des Nations Unies, il fallait que l'Organisation prenne les mesures appropriées pour faire respecter la Charte et les résolutions pertinentes.

174. Dans des lettres datées du 21 mars, du 3 avril, du 30 mai et du 15 juin (S/10570, S/10587, S/10667 et S/10700), Israël a rejeté les accusations de l'Egypte et a répété que la politique d'Israël et ses actes dans les régions de Gaza et du Sinaï avaient visé de tout temps à assurer la sûreté, le bien-être et la sécurité des habitants, conformément à la résolution 237 (1967) du Conseil de sécurité. Les mesures qu'Israël avait appliquées conformément à ses obligations internationales avaient été rendues nécessaires par la campagne de terrorisme menée dans le dessein de bouleverser la vie civile normale.

175. Dans une lettre datée du 14 avril (S/10598), la Jordanie a accusé Israël d'avoir pris de nouvelles mesures pour expulser par la force des territoires occupés 14 habitants arabes qui étaient récemment arrivés sur la rive orientale. Ces déplacements, continuait la lettre, étaient faits en violation flagrante de l'article 49 de la Convention de Genève du 12 août 1949, et des mesures efficaces conforme à la Charte des Nations Unies s'imposaient pour mettre fin à pareille politique.

176. Dans une lettre datée du 20 avril (S/10614), l'Egypte a déclaré que, selon un communiqué militaire israélien publié dans la presse, des troupes israéliennes avaient ouvert le feu sur des prisonniers de guerre égyptiens, tuant l'un d'entre eux. Rappelant que la troisième Convention de Genève avait établi que la puissance détentrice était responsable du traitement qui était appliqué aux prisonniers de guerre, l'Egypte a protesté contre cette nouvelle infraction à la Convention susmentionnée et a prié le Secrétaire général d'enquêter sur les conditions dans lesquelles ces incidents étaient survenus ainsi que sur celles dans lesquelles les prisonniers de guerre égyptiens étaient détenus, et de faire en sorte qu'Israël respecte totalement les dispositions de la troisième Convention de Genève de 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre.

177. Dans une lettre datée du 2 mai (S/10628), Israël a répondu qu'au cours d'une fouille à la recherche d'armes dissimulées dans le camp de prisonniers de guerre, les prisonniers avaient attaqué la police militaire, blessant deux officiers israéliens puis avaient incendié leurs quartiers et essayé de s'échapper. Après qu'ils eurent refusé d'obéir à la police militaire, des coups de semonce avaient été tirés en l'air. Une balle avait ricoché contre un mur et atteint l'un des prisonniers qui devait mourir par la suite. Les autorités avaient créé une commission chargée d'enquêter sur l'incident, qui avait été porté à la connaissance du Comité international de la Croix-Rouge. Après avoir signalé que des représentants de la Croix-Rouge rendaient visite régulièrement aux prisonniers de guerre et qu'il ressortait clairement de leurs rapports qu'Israël respectait les dispositions de la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, Israël a souligné que l'échange entre l'Egypte et Israël de tous les prisonniers de guerre serait la solution la plus humaine à ce problème et il a proposé de nouveau à l'Egypte de donner son accord.

178. Dans une lettre datée du 13 juin (S/10698), la République arabe syrienne a déclaré que, afin de justifier ses opérations militaires contre les Etats arabes, notamment la Syrie, Israël se servait de la situation des Juifs en Syrie pour excuser son intervention. Selon une déclaration officielle récente, Israël sauverait les Juifs de Syrie par une action méthodique et hardie. Il fallait replacer cela, ajoutait la lettre, dans la campagne mondiale qui cherchait à amener les Juifs à émigrer en Israël en raison de prétendues persécutions et d'antisémitisme. Après avoir rejeté les accusations selon lesquelles les Juifs de la République arabe syrienne avaient des cartes d'identité spéciales et avoir signalé que tous les citoyens syriens possédaient des cartes précisant leurs croyances religieuses, la République arabe syrienne a accusé à son tour Israël d'affecter un numéro spécial aux Arabes y résidant pour les identifier comme Arabes et a dit que pour quatre Juifs syriens emprisonnés en Syrie il y avait 4 000 Arabes pourrissant dans les prisons israéliennes. Dans la lettre, il était aussi rappelé que depuis 1967 l'Assemblée générale et certains de ses organes avaient condamné Israël sept fois pour des violations des droits de l'homme des Arabes.

C. — LA SITUATION À JÉRUSALEM ET DANS LES LIEUX SAINTS AINSI QUE DANS LES ENVIRONS

1. — *Rapport du Secrétaire général*

179. Se référant de nouveau à ses rapports du 18 février et du 20 avril 1971, établis conformément

aux résolutions 252 (1968), 267 (1969) et 271 (1969) du Conseil de sécurité et à la résolution 2254 (ES-V) de l'Assemblée générale concernant Jérusalem, le Secrétaire général a publié le 20 août un rapport (S/10124/Add.2) où étaient reproduites les nouvelles communications qu'il avait échangées avec le représentant d'Israël au sujet des locaux de l'ONU à Government House, à Jérusalem. Dans une note datée du 18 août, en réponse à une note du Secrétaire général en date du 12 avril dans laquelle celui-ci réitérait sa demande de restitution sans réserve à l'ONU du reste de ses installations à Government House, le représentant d'Israël avait déclaré qu'aucun changement n'était envisagé en ce qui concernait la situation qui résultait de l'échange de lettres de juillet et août 1967. Le lendemain, dans une note adressée au représentant d'Israël, le Secrétaire général avait indiqué qu'il croyait comprendre que la note du représentant signifiait que le Gouvernement d'Israël avait déjà cessé tous travaux de construction et autres dans l'enceinte des installations de l'Organisation des Nations Unies à Government House et s'abstiendrait de reprendre ces travaux jusqu'à ce que le différend qui apparaissait dans l'échange de lettres de 1967 eût été réglé de façon satisfaisante. Au cas où cette interprétation se révélerait incorrecte, le Secrétaire général réaffirmait qu'un moyen de régler tout différend qui pourrait surgir consisterait à avoir recours à la procédure de règlement définie dans la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies.

2. — *Demande de réunion du Conseil et examen de la question de la 1579^e à la 1582^e séance (16-25 septembre 1971)*

180. Dans une lettre datée du 13 septembre (S/10313), le représentant de la Jordanie a demandé que le Conseil de sécurité se réunisse d'urgence pour examiner les mesures illégales prises par Israël à Jérusalem au mépris des résolutions 252 (1968), 267 (1969) et 271 (1969) du Conseil. Il alléguait que, contrairement à ces résolutions et en dépit de protestations locales et internationales, Israël avait continué à prendre illégalement et unilatéralement des mesures tendant à modifier le caractère de la ville et de ses environs. Il ajoutait que la situation créée par les mesures illégales d'Israël constituait une menace directe pour le caractère de Jérusalem, la vie de sa population et la paix et la sécurité internationales.

181. A sa 1579^e séance, le 16 septembre, le Conseil de sécurité a inscrit à son ordre du jour la lettre de la Jordanie en date du 13 septembre 1971. Sur la demande du représentant de la République arabe syrienne, il a également inscrit à son ordre du jour les rapports du Secrétaire général sur l'application des résolutions du Conseil de sécurité relatives à la question de Jérusalem. Les représentants de la Jordanie, de l'Egypte et d'Israël, puis ceux du Mali, du Maroc, de l'Arabie Saoudite, du Liban et de la Tunisie ont été invités à participer aux délibérations sans droit de vote.

182. Le représentant de la Jordanie a déclaré que les mesures prises par Israël à Jérusalem étaient destinées à modifier le statut et le caractère de la Ville sainte et visaient par ailleurs à empêcher la conclusion d'un règlement juste et pacifique du conflit du Moyen-Orient, Israël espérant que les lignes du cessez-le-feu deviendraient finalement ses nouvelles frontières. Israël envisageait une nouvelle législation à l'effet de reculer les limites de Jérusalem de façon à englober trois villes

et 27 villages arabes en plus des zones qui avaient déjà été annexées unilatéralement et illégalement en juin 1967. En outre, on avait signalé qu'Israël cherchait à promulguer une loi tendant à limiter les Lieux saints musulmans à la zone allant d'Haram Esh-Sharif aux mosquées et Al-Aqsa de la Coupole du Rocher, en violation de l'article 49 de la quatrième Convention de Genève de 1949 et de l'article 12 du Pacte des Nations Unies sur les droits politiques et civiques. Dans maintes résolutions, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité avaient déploré les mesures d'annexion et avaient demandé à Israël de rapporter ces mesures et de s'abstenir de prendre toute décision qui modifierait le statut de Jérusalem. Cependant, Israël n'avait montré que du mépris pour ces résolutions et continuait à refuser de fournir au Secrétaire général des détails ou des renseignements satisfaisants sur le "plan directeur de Jérusalem", qui prévoyait entre autres choses des modifications concernant les locaux de l'ONU à Government House. La détermination d'Israël de judaïser la Jérusalem arabe ressortait de mesures législatives, fiscales et urbaines qui imposaient à la ville un caractère de plus en plus particulier aux dépens de la population non juive. Comme Israël faisait fi des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, celui-ci devait recourir aux sanctions qu'il jugerait utiles au titre du Chapitre VII de la Charte pour assurer qu'Israël respecte ces résolutions.

183. A la 1580^e séance, le 16 décembre, le représentant d'Israël a dit que la plainte jordanienne était une manœuvre destinée à détourner l'attention de ses difficultés internes. La Jordanie, qui avait envahi Jérusalem en 1948 et s'était emparée de son secteur oriental, tentait maintenant d'entraver le droit de la ville à une existence et à un développement normaux. L'Assemblée générale et le Conseil de sécurité avaient fait preuve d'un manque d'intérêt surprenant à l'égard du bien-être de Jérusalem à des époques fort pénibles et critiques. Maintenant que la ville était unie, on mobilisait le Conseil de sécurité pour essayer de ralentir tout progrès et d'entraver tout développement à Jérusalem. En ce qui concernait les travaux de construction dans la ville, le représentant d'Israël notait que la planification était un élément normal et indispensable du développement de n'importe quelle ville. Les travaux, dans le secteur oriental de Jérusalem, comprenaient la suppression des taudis, la reconstruction du quartier juif, du campus de l'université hébraïque et de l'hôpital Hadassah ainsi que la construction de nouveaux logements pour les résidents arabes et juifs qui avaient vécu jusque-là dans des taudis. En vue de loger la population croissante de la ville, des terrains appartenant tant à des Juifs qu'à des Arabes avaient été acquis et les propriétaires des terres, Arabes et Juifs, avaient été totalement indemnisés. Contrairement aux accusations jordanienes, il n'y avait pas de "plan directeur". Cependant, compte tenu de l'intérêt manifesté par le monde entier pour cette ville, le maire de Jérusalem avait invité un groupe international de personnalités éminentes à constituer un conseil consultatif qui aiderait la municipalité de Jérusalem. Le représentant d'Israël a conclu que les autorités de son pays avaient assuré et continueraient d'assurer l'inviolabilité des Lieux saints, la liberté d'accès à ces lieux et la juridiction des différences communautés religieuses sur ces lieux.

184. Aux 1580^e et 1581^e séances, les 16 et 17 septembre, les représentants de l'Egypte, de l'Arabie

Saoudite, du Liban, de la Tunisie et du Maroc ont pris part à la discussion et ont appuyé la plainte jordanienne. Ils ont affirmé qu'Israël défiait toutes les résolutions précédentes du Conseil et lui ont demandé de rapporter toutes les mesures destinées à modifier le caractère des Lieux saints; ils ont déclaré que le Conseil devait mettre fin au défi d'Israël et prendre toutes les nouvelles mesures nécessaires à la mise en œuvre de ses résolutions, y compris l'application des dispositions du Chapitre VII de la Charte. Le représentant du Maroc a exprimé l'espoir que le Conseil déciderait d'envoyer un représentant ou une mission pour déterminer si Israël respectait les résolutions adoptées au sujet de Jérusalem. Le représentant de l'Arabie Saoudite a rappelé que le Conseil, lorsqu'il traitait du problème de Jérusalem, ne devait pas oublier que, quelles que soient les affirmations d'Israël, des centaines de millions de personnes dans le monde arabe ou musulman n'accepteraient pas que 2 millions de sionistes exercent leur souveraineté sur Jérusalem.

185. Le représentant du Mali a noté que la question de Jérusalem n'était qu'un des nombreux aspects du conflit au Moyen-Orient et a déclaré que toute mesure allant à l'encontre des résolutions pertinentes des Nations Unies entraverait les négociations en vue d'un règlement pacifique.

186. Exerçant son droit de réponse, le représentant de la République arabe syrienne a déclaré que la véritable question dont était saisi le Conseil était la plainte jordanienne et le rapport du Secrétaire général sur Jérusalem. Depuis 1967, l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité avaient adopté cinq résolutions relatives à la Ville sainte. Aucune de ces résolutions n'avait été respectée par Israël. Le Conseil devait donc trouver un moyen de mettre fin à ce défi d'Israël.

187. A la 1582^e séance, le 25 septembre, le représentant de l'URSS a déclaré que les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale, qui condamnaient l'annexion par Israël de la partie arabe de Jérusalem, étaient conformes au principe du droit international qui se fondait sur l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre. Ce principe était également à la base de la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. Le défi d'Israël et l'attitude négative que ce pays adoptait à l'égard des résolutions des Nations Unies faisaient ressortir sa politique expansionniste et agressive à l'égard du monde arabe. Les mesures prises par Israël à Jérusalem — expulsion d'habitants arabes, destruction de maisons arabes, installation d'Israéliens dans le quartier arabe — étaient destinées à modifier le caractère arabe de la Vieille Ville. Il était clair que les plans d'Israël visaient à entraver le règlement politique pacifique envisagé dans la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. Par conséquent, le Conseil était tenu de prendre des décisions plus décisives pour obliger Israël à respecter la volonté de la communauté internationale. Le représentant de l'URSS estimait que la demande tendant à appliquer les dispositions du Chapitre VII de la Charte à Israël était justifiable et appuyait la requête des Etats arabes tendant à envoyer une mission spéciale à Jérusalem.

188. Le représentant de la Belgique a déclaré qu'à un moment où les chances d'aboutir à une solution négociée demeuraient réelles, il était souhaitable d'éviter toute discussion qui risquerait de compromettre les tentatives faites à cet égard. Après avoir noté qu'Israël n'avait pas respecté les dispositions de la Convention

de Genève de 1949, il a exprimé l'espoir que le Conseil adopterait une résolution qui demanderait à Israël de rapporter les mesures tendant à modifier le statut de Jérusalem et il a suggéré que le Secrétaire général présente un rapport indiquant dans quelle mesure les dispositions prises par Israël enfreignaient les résolutions précédentes du Conseil et les Conventions de La Haye sur le droit de la guerre.

189. Le représentant de la France a déclaré que la nouvelle plainte de la Jordanie était la conséquence logique de la dernière résolution [267 (1969)] du Conseil de sécurité en date du 3 juillet 1969, qui avait été précédée par la résolution 252 (1968) du 21 mai 1968. Israël n'avait jamais appliqué les dispositions de ces résolutions; en conséquence, le Conseil se trouvait une fois de plus en face du même problème. Depuis l'occupation de la partie arabe de Jérusalem, Israël avait suivi une politique destinée à intégrer définitivement la ville arabe dans une Jérusalem administrativement unifiée. La politique israélienne de fait accompli intensifierait la rancœur des parties intéressées, aggraverait la tension au Moyen-Orient et compromettrait les chances d'arriver à un règlement pacifique.

190. Le représentant de l'Argentine a déclaré que la préoccupation de la communauté mondiale au sujet de Jérusalem était pleinement justifiée, étant donné l'importance historique que la ville présentait pour les trois religions. Tant que le statut de la ville ne serait pas défini sur la base du respect des intérêts historiques et religieux, aucune innovation ne devrait y avoir lieu. Israël devait conformer sa conduite aux dispositions des résolutions des Nations Unies, et le Conseil de sécurité devait réaffirmer sa position au sujet de Jérusalem.

191. Le représentant de la Pologne a déclaré que l'évolution de la situation à Jérusalem faisait ressortir un élément de la politique agressive d'Israël qui se fondait sur l'occupation militaire et visait à créer des faits accomplis. Il a prié instamment le Conseil d'étudier la situation dans le contexte de son illégalité au regard des principes du droit international, compte tenu de l'attitude d'Israël et des activités entreprises par ce pays au mépris de la volonté de la communauté internationale. Le Conseil devait non seulement réaffirmer ses résolutions précédentes en la matière, mais également envisager toutes les mesures nécessaires pour assurer leur application.

192. Le représentant de l'Italie a dit que l'avenir de Jérusalem devait être déterminé conformément aux résolutions pertinentes des Nations Unies et non par des actes unilatéraux. Les mesures prises par Israël dans la partie occupée de Jérusalem n'étaient pas conformes aux dispositions du droit international et des Conventions de Genève de 1949.

193. Le représentant de la Somalie a fait observer que les mesures administratives et législatives prises par Israël à Jérusalem allaient à l'encontre de nombreuses résolutions des Nations Unies et avaient sans aucun doute entravé le règlement politique du problème du Moyen-Orient. Le Conseil avait l'obligation d'adopter des mesures plus efficaces. Pour permettre à l'ONU de mieux assumer ses responsabilités à cet égard, le représentant de la Somalie a présenté le projet de résolution suivant (S/10337) :

"Le Conseil de sécurité,

"Rappelant ses résolutions 252 (1968) et 267 (1969) et les résolutions antérieures 2253 (ES-V)

et 2254 (ES-V) de l'Assemblée générale, en date du mois de juillet 1967, relatives aux mesures et dispositions prises par Israël pour modifier le statut de la partie de Jérusalem occupée par les Israéliens,

"Ayant examiné la lettre du représentant permanent de la Jordanie sur la situation à Jérusalem (S/10313) et les rapports du Secrétaire général (S/8052, S/8146, S/9149 et Add.1, S/9537 et S/10124 et Add.1 et 2), et ayant entendu les déclarations des parties intéressées,

"Réaffirmant le principe que l'acquisition d'un territoire par une conquête militaire est inadmissible,

"Notant avec inquiétude qu'Israël se refuse à se conformer aux résolutions susmentionnées,

"Notant également avec inquiétude que depuis l'adoption des résolutions susmentionnées Israël a pris de nouvelles mesures en vue de modifier le statut et le caractère de la partie occupée de Jérusalem,

"1. Réaffirme les résolutions 252 (1968) et 267 (1969) du Conseil de sécurité;

"2. Déploie qu'Israël n'ait pas respecté les résolutions précédemment adoptées par l'Organisation des Nations Unies au sujet des mesures et dispositions prises par Israël en vue de modifier le statut de la ville de Jérusalem;

"3. Confirme de la façon la plus explicite que toutes les dispositions législatives et administratives prises par Israël en vue de modifier le statut de la ville de Jérusalem, y compris l'expropriation de terres et de biens immeubles, le transfert de populations et la législation visant à incorporer la partie occupée, sont totalement nulles et non avenues et ne peuvent modifier le statut de la ville;

"4. Invite instamment Israël à ne prendre dans la partie occupée de Jérusalem aucune autre mesure pouvant viser à modifier le statut de la ville ou portant préjudice aux droits des habitants et aux intérêts de la communauté internationale, ou à une paix juste et durable;

"5. Prie le Secrétaire général, en consultation avec le Président du Conseil de sécurité et en utilisant les moyens qu'il juge appropriés, y compris l'envoi d'un représentant ou d'une mission, de faire rapport au Conseil de sécurité en temps opportun, et en tout cas dans les 60 jours, sur l'application de la présente résolution."

194. Le représentant de la République arabe syrienne a présenté quatre amendements (S/10338/Rev.1) au projet de résolution somali. Il a proposé d'ajouter à la première ligne du paragraphe 4 du dispositif le texte suivant après le mot "Israël" : "à rapporter toutes les mesures et dispositions précédentes et . . .". Au paragraphe 5, les mots "qu'il juge appropriés" seraient remplacés par les mots "qu'ils jugeront appropriés". Au même paragraphe, il a suggéré que le Secrétaire général présente un rapport dans les 30 jours et non dans les 60 jours. Enfin, il a proposé d'ajouter au dispositif un nouveau paragraphe ainsi conçu :

"6. Décide que le Conseil de sécurité se réunira de nouveau sans délai pour examiner le rapport dont il est question au paragraphe 5 du dispositif et pour envisager quelles autres dispositions devraient être prises en vertu de la Charte"

195. Le représentant de la République arabe syrienne a noté qu'au Conseil maints orateurs avaient exprimé leur opposition aux violations par Israël du droit international et de diverses résolutions des Nations Unies. Cette opposition devait se traduire par une résolution plus conforme aux obligations du Conseil, et dans laquelle celui-ci devait demander aux Etats Membres de reconnaître l'illégalité des actes commis par Israël à Jérusalem et de s'abstenir de tout appui à Israël. La mesure finale serait l'application de sanctions conformément au chapitre VII de la Charte.

196. Prenant la parole en qualité de représentant du Japon, le Président du Conseil a déclaré que la résolution 242 (1967) insistait clairement sur l'inadmissibilité de l'acquisition de territoires par la guerre, principe qui s'appliquait à la situation à Jérusalem. La délégation du Japon déplorait le refus d'Israël de fournir au Secrétaire général des renseignements détaillés sur le "plan directeur" et réaffirmait la position du Gouvernement japonais quant à l'opportunité de créer un régime international pour la ville de Jérusalem. La délégation japonaise se prononçait en faveur du projet de résolution présenté par la Somalie et souscrivait à l'idée de désigner une mission d'enquête qui ferait rapport au Conseil sur la situation à Jérusalem.

197. Le représentant du Burundi a déclaré que le statut de Jérusalem imposait le respect à toutes les parties et que celles-ci ne devaient rien faire qui risque de contribuer à aggraver la situation dans la région. La délégation burundaise estimait que le Conseil avait la responsabilité d'établir un climat favorable à la prière et à la méditation dans la Ville sainte et que l'Organisation des Nations Unies devait envisager des moyens de convaincre Israël de revenir sur ses décisions concernant la ville, notamment sur les mesures d'annexion qui pourraient devenir irréversibles.

198. Le représentant de la Sierra Leone a déclaré qu'aux yeux de son gouvernement la paix au Moyen-Orient ne pouvait être instaurée que si Israël se retirait des territoires occupés, conformément à la résolution 242 (1967). Confiant en sa puissance militaire, Israël avait refusé un règlement pacifique et avait continué à défier la volonté de la communauté internationale. En outre, il avait pris des mesures tendant à modifier le statut de la Ville sainte, sans tenir compte des sentiments des chrétiens et musulmans du monde entier. Si cette politique ne cessait pas, elle risquait d'entraîner une intensification des hostilités dans la région.

199. A la suite des appels lancés par les représentants de la France et des Etats-Unis d'Amérique, auxquels se sont joints ensuite les représentants du Royaume-Uni, de la Somalie et de l'Italie, le représentant de la République arabe syrienne a retiré trois de ses amendements au projet de résolution somali et a demandé que l'on mette son premier amendement aux voix. Le représentant de l'URSS a demandé que l'on mette séparément aux voix le paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution.

Décisions : *A la 1582^e séance, le 25 septembre 1971, le premier amendement de la République arabe syrienne (S/10338/Rev.1) a été adopté par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions (Etats-Unis d'Amérique et Nicaragua).*

Le paragraphe 5 du projet de résolution somali (S/10337) a été adopté par 12 voix contre zéro, avec 3 abstentions (Pologne, République arabe syrienne et Union des Républiques socialistes soviétiques).

L'ensemble du projet de résolution, tel qu'il avait été amendé, a été adopté par 14 voix contre zéro, avec une abstention (République arabe syrienne) en tant que résolution 298 (1971).

200. A la suite du vote, le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'il avait voté pour la résolution, parce qu'elle était conforme à la position adoptée par son gouvernement en ce qui concerne Jérusalem. Il a exprimé l'espoir qu'Israël tiendrait compte de l'appel qui lui était lancé dans la résolution et coopérerait pleinement avec le Secrétaire général dans l'accomplissement de son mandat.

201. Le représentant de la Jordanie a dit que si Israël persistait dans son refus de se conformer aux décisions du Conseil, il ne resterait plus qu'à appliquer les dispositions du Chapitre VII de la Charte.

202. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a indiqué qu'il avait appuyé la résolution parce qu'il était temps de réaffirmer la préoccupation de son gouvernement, selon lequel rien ne devait être fait à Jérusalem qui puisse porter préjudice à un règlement définitif et pacifique.

203. Le représentant d'Israël a déclaré que la résolution qui venait d'être adoptée ne tenait nullement compte des droits fondamentaux d'Israël et visait à rompre l'unité naturelle de la ville. Par-dessus tout, elle reflétait les vues des Etats qui étaient hostiles à l'indépendance d'Israël.

204. Le représentant de la République arabe syrienne a déclaré que sa délégation s'était abstenue car, tout en approuvant certains éléments constructifs du projet, elle estimait que le Conseil aurait dû se fonder sur les paragraphes 6 et 7 du dispositif de sa résolution 267 (1969), qu'il avait adoptée à l'unanimité.

3. — *Rapports et communications ultérieurs*

205. Dans un rapport du 19 novembre (S/10392) soumis comme suite à la résolution 298 (1971) du Conseil en date du 25 septembre 1971 relative à Jérusalem, le Secrétaire général a déclaré qu'en application de cette résolution il avait eu des consultations avec le Président du Conseil de sécurité au sujet de la mise en œuvre de la résolution et avait par la suite avisé Israël de son intention de désigner une mission, composée de trois membres du Conseil de sécurité, qui l'aiderait à faire rapport au Conseil comme il était demandé. Le 1^{er} octobre, il avait indiqué au Ministre des affaires étrangères d'Israël qu'il envisageait de nommer comme membres de la mission les représentants de l'Argentine, de l'Italie et de la Sierra Leone, dont les gouvernements avaient fait savoir qu'ils étaient disposés à faire partie de la mission. Il avait rappelé à Israël qu'aux termes de la résolution, il disposait d'un délai de 60 jours pour faire rapport au Conseil et qu'il était donc tenu de le faire d'ici à la fin de cette période. N'ayant reçu aucune réponse d'Israël, le Secrétaire général avait à nouveau, le 28 octobre, appelé son attention sur le fait qu'il lui saurait gré de lui communiquer ses observations dès que possible. Le 15 novembre, le représentant d'Israël avait transmis une lettre faisant connaître les vues de son gouvernement au sujet du paragraphe 4 de la résolution 298 (1971) sans toutefois aborder la question de la réponse d'Israël à la proposition concernant l'envoi d'une mission dans le cadre de cette résolution. Le 16 novembre, le Secrétaire général avait à nouveau adressé une lettre au représentant d'Israël dans la-

quelle, après avoir rappelé que la réponse d'Israël ne faisait pas allusion à la question d'une mission, il avait déclaré que, le délai qui lui avait été fixé pour faire rapport venant à expiration le 24 novembre, il se voyait obligé de soumettre son rapport au Conseil de sécurité sans prendre d'autres dispositions pour faire entrer en action la mission de trois membres. En conséquence, il avait fait savoir au Conseil que depuis septembre 1967 il n'avait disposé d'aucun moyen d'obtenir les renseignements de première main dont il avait besoin pour établir le rapport que le Conseil lui avait demandé dans sa résolution 298 (1971). Après avoir attentivement examiné cette dernière, le Secrétaire général et le Président du Conseil de sécurité avaient conclu que le mieux était de nommer une mission de trois membres du Conseil de sécurité qui devrait évidemment bénéficier de la coopération d'Israël. Toutefois, Israël n'avait pas indiqué qu'il avait l'intention de se conformer aux dispositions de la résolution. Etant donné qu'Israël n'avait pas respecté la décision du Conseil de sécurité, le Secrétaire général n'avait pas été en mesure de s'acquitter du mandat qui lui était conféré en vertu de la résolution 298 (1971).

206. Le Secrétaire général avait annexé à son rapport des copies des lettres échangées avec le Gouvernement israélien. Dans sa lettre du 15 novembre, Israël a réaffirmé sa position quant à la disposition de la résolution 298 (1971) l'invitant "à rapporter toutes les mesures et dispositions précédentes" tendant à modifier le statut de Jérusalem. Il estimait que le rétablissement du statut d'avant 1967 impliquerait que l'on renonce à l'unité, à la paix et au caractère sacré de la ville pour revenir aux divisions et aux conflits, et qu'il était inconcevable que la majorité des membres du Conseil puissent vouloir rétablir cette situation. Quant à l'idée qu'Israël préparait une action ayant pour objet de supprimer le caractère hétérogène de la population, Israël a indiqué que l'on ne pensait pas que les proportions des différents groupes ethniques de population dans la ville allaient changer. Pour ce qui était des intérêts de la communauté internationale, Israël a réaffirmé que la protection des Lieux saints était assurée par la loi et que chacun pouvait accéder librement aux Lieux saints des trois grandes religions et y prier.

207. Dans une lettre datée du 20 janvier 1972 (S/10517), le représentant de la Jordanie a transmis une déclaration de la mission jordanienne au sujet de la lettre d'Israël en date du 15 Novembre 1971. En réponse à la déclaration d'Israël selon laquelle la restauration du statut de la ville existant avant 1967 impliquerait le rétablissement d'une ligne de démarcation militaire, la Jordanie déclarait que la ligne de démarcation et les autres arrangements qui en découlaient étaient la conséquence de l'agression israélienne. Contrairement aux assertions d'Israël concernant la question de la population, il avait été prouvé que ce qu'on appelait la nouvelle Jérusalem avait été antérieurement une ville en forte majorité arabe, actuellement occupée et spoliée par Israël en violation de toutes les conventions internationales et des résolutions des Nations Unies. Ayant fait observer que le problème de Jérusalem faisait partie intégrante du problème consistant à mettre fin à l'occupation par Israël de tous les territoires arabes, la Jordanie repoussait l'affirmation d'Israël selon laquelle tous les citoyens de Jérusalem avaient voix au chapitre pour l'administration de la ville et ajoutait qu'Israël en avait déporté le maire dûment élu. En ce qui concernait les lois adoptées par

Israël pour assurer la protection des Lieux saints, aucune partie ne pouvait s'arroger le privilège de remanier un ensemble de règles portant sur 2 000 ans d'histoire, de traditions et de droits. En conclusion, la Jordanie affirmait que quelque effort que fasse Israël pour justifier l'annexion de la ville, les mesures qu'il avait prises pour modifier son statut étaient contraires à toutes les conventions internationales ainsi qu'aux résolutions des Nations Unies et à la Charte. En conséquence, il incombait au Conseil de sécurité d'assumer ses responsabilités et de veiller à ce que soit garantie à tous la possibilité de vivre en liberté, en paix, dans la dignité et l'harmonie.

D. — DÉCLARATIONS GÉNÉRALES ET AUTRES QUESTIONS PORTÉES À L'ATTENTION DU CONSEIL DE SÉCURITÉ EN RAPPORT AVEC LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

208. Dans une lettre du 13 juillet 1971 (S/10272), le représentant de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à New York a transmis le texte des résolutions adoptées par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à sa huitième session, tenue à Addis-Abéba du 21 au 23 juin 1971. Dans une de ces résolutions, l'OUA demandait le retrait immédiat des forces armées israéliennes de tous les territoires arabes et exprimait son appui total aux efforts déployés par le représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en vue d'appliquer la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité. Elle demandait également à Israël d'apporter une réponse positive à l'initiative prise par le représentant spécial le 8 février 1971.

209. Dans une lettre du 13 août (S/10290), le représentant de la République arabe syrienne a fait état de la décision qu'aurait prise la Banque internationale pour la reconstruction et le développement d'accorder à Israël un prêt de 30 millions de dollars pour développer son réseau routier et a déclaré que le prêt en question était choquant du fait qu'Israël ne tenait compte d'aucune des résolutions des Nations Unies adoptées au sujet du conflit israélo-arabe. Outre les biens immobiliers situés en Palestine arabe, représentant plus de 2 milliards de dollars, dont Israël s'était emparé par la force en 1948, des milliards de dollars américains avaient afflué dans ce pays, faisant accéder les colons à un statut privilégié par rapport à celui des autres habitants de la région. Même après l'agression de 1967, l'assistance militaire et économique des Etats-Unis s'était élevée à des milliards de dollars malgré les sévères condamnations prononcées contre Israël par l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées.

210. Dans une lettre datée du 24 août (S/10297), le représentant d'Israël a appelé l'attention du Conseil de sécurité sur la déclaration commune faite à Damas le 20 août par les présidents de l'Egypte, de la République arabe syrienne et de la République arabe libyenne à l'occasion de la signature par les trois Etats de la Constitution de la Fédération des Républiques arabes. Cette déclaration, reflet d'une politique fondée sur le refus de faire la paix avec Israël, constituait une violation de la Charte des Nations Unies et faisait fi de l'obligation de parvenir à un règlement pacifique du conflit israélo-arabe conformément à la résolution 242 (1967).

211. Dans une lettre datée du 8 octobre (S/10362), Israël a transmis le texte d'une lettre qu'il avait adressée le 30 septembre à l'Organisation de l'aviation

civile internationale (OACI), dans laquelle il était déclaré qu'entre le 23 août et le 3 septembre 1971 on avait enregistré deux incidents où un terroriste arabe avait essayé de provoquer la destruction en vol d'un aéronef appartenant à El Al, la compagnie nationale d'aviation d'Israël. Le Gouvernement israélien était certain que d'autres actes de sabotage étaient envisagés, et par conséquent, il insistait auprès de l'OACI pour qu'elle prenne toutes les mesures nécessaires afin d'empêcher que ne se produisent à nouveau des actes de violence contre l'aviation civile internationale qui compromettraient la sécurité des personnes et des biens et porteraient gravement atteinte au fonctionnement des services aériens internationaux.

212. Dans une lettre du 11 mai 1972 (S/10639), Israël a fait savoir au Secrétaire général que le 8 mai 1972, des éléments armés de l'organisation terroriste appelée "Septembre noir" s'étaient emparés d'un avion civil de la compagnie belge Sabena au cours d'un vol qui le menait de Belgique en Israël et qu'après l'avoir fait atterrir à l'aéroport de Lod (Israël), les pirates de l'air avaient menacé de faire sauter l'avion avec tous ses passagers et son équipage dans le cas où Israël ne libérerait pas des membres d'organisations terroristes arabes détenus en Israël. Le jour suivant, une unité des forces israéliennes avait pu se rendre maîtresse de l'avion et libérer tous les passagers, mais au cours de l'action deux pirates avaient été abattus et deux autres faits prisonniers. Israël notait que la réaction des gouvernements arabes et des moyens d'information arabes prouvait qu'ils appuyaient les pirates de l'air et que les organisations terroristes continuaient non seulement à jouir du soutien des gouvernements arabes mais maintenaient des bases sur leur territoire, où ils bénéficiaient d'une aide et d'une formation militaires. Cet acte de piraterie aérienne témoignait de la nature criminelle des activités des organisations terroristes ainsi que de la responsabilité des gouvernements arabes.

213. Dans une lettre du 31 mai (S/10668), Israël a informé le Président du Conseil de sécurité que, le jour précédent, une attaque armée avait été perpétrée à l'aéroport de Lod, lorsque trois hommes, arrivés par le vol d'Air France en provenance de Rome, avaient pénétré dans la salle d'attente de l'aéroport et avaient ouvert le feu au hasard sur la foule, tuant 25 personnes et en blessant 70. Deux des assaillants avaient été tués et le troisième, qui avait été capturé, avait déclaré que lui-même et ses compagnons étaient des ressortissants japonais recrutés pour commettre ce crime par le Front populaire pour la libération de la Palestine, qui avait peu après revendiqué la responsabilité de ce massacre. Israël faisait observer qu'il avait déjà appelé l'attention du Conseil sur la responsabilité des gouvernements des pays arabes, en particulier du Liban, en ce qui concernait les opérations criminelles montées par les organisations terroristes arabes, lesquelles, d'après Israël, avaient leur siège à Beyrouth, où elles bénéficiaient de l'appui du Liban et d'autres pays arabes. En conclusion, Israël demandait que les gouvernements arabes, et spécialement celui du Liban, mettent immédiatement fin aux activités de ces organisations.

214. Dans une autre lettre, datée du 31 mai (S/10671), le représentant d'Israël a transmis des extraits d'une déclaration prononcée devant la Knesset par le Premier Ministre israélien à l'occasion de l'incident survenu à l'aéroport de Lod. Dans sa déclaration, après avoir déploré les faits et exprimé ses condoléances à ceux qui en avaient souffert, le Premier Ministre

rappelait que des dizaines d'incidents aériens avaient eu lieu depuis la catastrophe de la Swissair deux ans plus tôt, et insistait sur la responsabilité du Liban, qui abritait et appuyait les organisations terroristes responsables. Elle déclarait qu'Israël ne serait pas le seul Etat visé par les terroristes et lançait un appel à tous les gouvernements et à toutes les compagnies d'aviation pour qu'ils apportent leur concours et prennent les mesures nécessaires pour empêcher que les détournements d'avions ne se multiplient.

215. Dans une lettre du 31 mai (S/10670), le Liban a déclaré qu'en attribuant la responsabilité de l'incident survenu à l'aéroport à une organisation palestinienne ayant son quartier général à Beyrouth, Israël cherchait à engager la responsabilité du Liban dans cet incident. Cependant, son gouvernement reprochait tous les actes de violence contre des civils innocents et n'était nullement impliqué dans cette affaire. En conséquence, les accusations formulées par Israël devaient être rejetées comme non fondées.

216. Dans une lettre du 1^{er} juin (S/10673), Israël a répondu que le Liban n'avait pas démenti que c'était sur son sol que se trouvait le siège de l'organisation auteur de l'incident de l'aéroport de Lod et a réaffirmé que le Liban était entièrement responsable, du fait qu'il donnait asile à des organisations qui s'étaient lancées dans le massacre de civils innocents et qu'il n'avait pas mis un terme à leurs activités, au mépris de ses obligations internationales.

217. Dans une lettre du 2 juin (S/10675), Israël a appelé l'attention du Conseil sur une allocution du Premier Ministre égyptien diffusée par la radio du Caire dans laquelle, selon cette lettre, il avait approuvé officiellement les actes commis à l'aéroport de Lod, indiquant ainsi que son gouvernement appuyait les activités des organisations terroristes arabes. Rappelant le rôle de l'Egypte dans les opérations effectuées par ces organisations, Israël déclarait que ce pays, dans sa collusion avec lesdites organisations, aux activités desquelles il s'associait sans réserve, s'enfonçait plus avant dans la voie du crime et qu'en conséquence sa responsabilité était évidente. Dans une réponse datée du 8 juin (S/10688), l'Egypte a dit qu'Israël cherchait à rejeter la responsabilité de l'incident sur un certain nombre de gouvernements. Ses déclarations officielles et ses menaces de représailles avaient pour objectifs de renforcer l'agression contre le peuple palestinien et de servir ses desseins agressifs et expansionnistes à l'encontre des Etats arabes de la région. Compte tenu de ces déclarations, Israël devait être tenu responsable des graves conséquences de toute mesure qu'il pourrait prendre.

218. Dans une lettre du 2 juin (S/10677/Rev.1), le représentant du Liban a transmis le texte d'une déclaration faite par le Président du Liban au sujet de l'incident de Lod, dans laquelle il déclarait que son pays n'était pas responsable et demandait comment le Liban pourrait être responsable des agissements de commandos étrangers transportés en Israël par une compagnie étrangère à partir d'une capitale étrangère. Le fait qu'un communiqué avait été publié à Beyrouth par une organisation palestinienne revendiquant la responsabilité de l'incident démontrait simplement que Beyrouth était un centre de diffusion de l'information. Toutefois, de nouvelles mesures avaient été prises pour empêcher le Liban de diffuser des renseignements pour cette organisation. Se référant à la déclaration du Président du Liban dans une lettre datée du 6 juin (S/10683), Israël s'est plaint que le sud-est du Liban

était devenu une base pour 5 000 membres d'organisations terroristes et que Beyrouth était le siège de ces organisations, où les attaques étaient conçues et organisées et d'où elles étaient dirigées, y compris le massacre à l'aéroport de Lod. En prétendant que le territoire libanais ne jouait aucun rôle dans l'incident, le Liban cherchait donc à donner une fausse interprétation des faits et à éluder l'obligation de mettre fin aux opérations terroristes. Israël citait ensuite des déclarations qui avaient été faites en 1969 par l'ancien Président du Liban et en janvier 1972 par le Premier Ministre du Liban et qui, d'après Israël, indiquaient que le Liban appuyait la guerre terroriste contre Israël. En invoquant le problème des réfugiés pour excuser les opérations terroristes dirigées contre Israël, le Liban cherchait un prétexte pour justifier l'appui qu'il apportait aux activités terroristes. Dans une réponse datée du 8 juin (S/10689 et Corr.1), le Liban a repoussé les accusations d'Israël et a déclaré que ce dernier avait délibérément déformé les déclarations faites par l'ancien Président du Liban et par son Premier Ministre. Dans une lettre du 9 juin (S/10690), Israël, répondant aux lettres de l'Egypte et du Liban en date du 8 juin (S/10688 et S/10689 et Corr.1), a déclaré qu'aucun de ces pays n'avait nié que des civils innocents avaient été massacrés à l'aéroport de Lod par des organisations terroristes arabes opérant à partir du Liban. Ces deux pays continuaient à appuyer les organisations terroristes et n'avaient pas mis un terme à leurs activités. En fait, depuis la conclusion de l'accord de 1969 entre le Liban et lesdites organisations, 548 attaques avaient été perpétrées à partir du territoire libanais, faisant 44 morts et 190 blessés israéliens. De plus, 73 civils avaient été tués et près de 90 avaient été blessés au cours d'attaques terroristes arabes organisées du Liban et dirigées contre l'aviation internationale.

219. Dans une lettre du 12 juin (S/10695), le Liban a déclaré qu'Israël avait une fois de plus essayé sans succès de l'impliquer dans l'incident de l'aéroport, mais que ces accusations contre le Liban avaient été à maintes reprises écartées par le Conseil de sécurité. Par contre, depuis l'attaque de l'aéroport de Beyrouth en 1968 par Israël, ce pays avait commis des centaines d'actes d'agression et avait notamment violé l'espace aérien libanais et ses eaux territoriales, bombardé son territoire et effectué des raids sur ses villages. A la suite de ces actes, 42 civils et 4 militaires libanais avaient été tués, 128 civils et 16 militaires blessés et 45 civils et 11 militaires enlevés. Au lieu de formuler des accusations mensongères contre le Liban, Israël devait appliquer les résolutions des Nations Unies visant à établir dans la région une paix fondée sur la justice. Dans une réponse datée du 13 juin (S/10696), Israël a fait observer que le Liban avait énuméré les mesures de légitime défense qu'Israël avait appliquées afin de mettre un terme aux attaques terroristes, mais n'avait pris, de son côté, aucune disposition contre les organisations terroristes et ne s'était pas acquitté de l'obligation qui lui incombait sur le plan international de prendre lesdites dispositions. Le Liban devait se rendre compte qu'ils étaient de son devoir de mettre immédiatement et effectivement fin à cette situation.

220. Dans une lettre du 6 juin (S/10684), le représentant de la République arabe libyenne a transmis au Secrétaire général le texte d'un mémorandum publié par l'Organisation pour la libération de la Palestine au sujet de l'incident survenu à l'aéroport de Lydda. Cet

incident, était-il indiqué, devait être envisagé comme un aspect du conflit qui était né de l'usurpation de la terre de Palestine et du déni des droits nationaux du peuple palestinien. La tension existant dans la région était le résultat direct de la violence introduite et pratiquée par le mouvement sioniste et, plus tard, par l'Etat d'Israël, à laquelle les Palestiniens avaient répondu par la résistance armée. Les actes de violence que le mouvement sioniste et Israël avaient commis avant et après la création de l'Etat d'Israël avaient fait des centaines de victimes civiles innocentes et visaient à consolider les gains d'agressions antérieures et à pénétrer plus avant à l'intérieur du monde arabe. Par conséquent, aucun Etat arabe ne pouvait être tenu responsable de l'incident de l'aéroport; la responsabilité en incombait au mouvement sioniste et à Israël. Tout en déplorant la mort d'innocents, les auteurs du mémorandum rappelaient que le Moyen-Orient était en état de guerre et que, comme dans tout théâtre de guerre, les voyageurs qui s'y rendaient le faisaient à leurs risques et périls.

221. Dans une lettre du 8 juin (S/10687), Israël a déclaré que l'Organisation pour la libération de la Palestine était le principal groupe terroriste arabe qui se livrait ouvertement à une campagne d'assassinats dirigée contre des civils. Bien que le monde civilisé ait été horrifié par l'attaque commise à l'aéroport de Lod, on s'était réjoui de cette attaque dans les Etats arabes et l'on avait essayé de blanchir ce crime. La communication du mémorandum par la Libye était un nouvel exemple de la responsabilité arabe en la matière. Dans une réponse datée du 12 juin (S/10697), la République arabe libyenne a réaffirmé qu'Israël était responsable du recours continu à la violence dans la région et a déclaré que la politique de la Libye était de soutenir la juste lutte menée par le peuple de Palestine pour recouvrer ses droits nationaux.

222. Par une lettre du 26 mai (S/10665 et Add.1), les représentants de l'Afghanistan, de l'Algérie, de l'Arabie Saoudite, de Bahreïn, de l'Egypte, des Emirats arabes unis, de la Guinée, de l'Indonésie, de l'Iran, de la Jordanie, du Koweït, du Liban, de la Malaisie, du Mali, du Maroc, de la Mauritanie, du Niger, de l'Oman, du Pakistan, du Qatar, de la République arabe libyenne, de la République arabe syrienne, de la Sierra Leone, de la Somalie, du Soudan, de la Tunisie et du Yémen ont transmis au Secrétaire général le texte d'une résolution sur le problème du Moyen-Orient qui avait été adoptée à la troisième Conférence islamique. La résolution condamnait Israël pour l'agression qu'il avait perpétrée en 1967 contre les pays arabes et pour ses violations de la Charte des Nations Unies, insistait pour qu'Israël se retire de tous les territoires arabes occupés et priait les membres permanents du Conseil de sécurité de prendre toutes les mesures voulues pour qu'Israël se retire de ces territoires et de s'abstenir de lui fournir tout soutien militaire ou économique afin qu'il ne persiste plus à refuser de se retirer.

E. — ACTIVITÉS DU REPRÉSENTANT SPÉCIAL DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL AU MOYEN-ORIENT

a) Rapport du Secrétaire général

223. Dans un rapport en date du 30 novembre 1971 (S/10403), qui a également été présenté à l'Assemblée générale, le Secrétaire général a fait un exposé complet des activités poursuivies par son représentant spécial, M. Jarring, depuis janvier 1971.

224. Il a reproduit, dans ce rapport, les détails des discussions tenues par le représentant spécial avec les parties, des aide-mémoire soumis à l'Egypte et à Israël par le représentant spécial le 8 février 1971 et des réponses de ces gouvernements, qui figuraient déjà dans des rapports présentés au Conseil de sécurité au début de 1971 et qui étaient décrits dans le rapport précédent du Conseil.

225. Le Secrétaire général a ensuite rappelé que, dans son rapport du 5 mars 1971 (S/10070/Add.2), il avait noté avec satisfaction la réponse positive donnée par l'Egypte et fait appel à Israël pour lui demander de répondre favorablement à l'initiative de M. Jarring. Il avait également fait appel aux deux parties pour leur demander de continuer à observer le cessez-le-feu et de maintenir le calme qui régnait dans la région depuis août 1970. En réponse à cet appel, Israël avait une fois de plus déclaré qu'il était disposé à continuer d'observer le cessez-le-feu sur la base de la réciprocité. Le 7 mars, le Président de l'Egypte avait déclaré que son pays ne se considérait plus comme engagé à cesser le feu.

226. Ultérieurement, les conversations menées sous les auspices de M. Jarring s'étaient arrêtées. L'Ambassadeur avait, en conséquence, rejoint son poste d'ambassadeur de Suède à Moscou, le 25 mars 1971.

227. M. Jarring était revenu au Siège du 5 au 12 mai et du 21 septembre au 27 octobre 1971, mais il s'était trouvé dans l'impossibilité de poursuivre activement sa mission.

228. Dans son rapport, le Secrétaire général a noté que, pendant ce temps, la recherche d'un accord entre les parties avait fait l'objet de deux initiatives distinctes : premièrement, un effort des Etats-Unis d'Amérique pour aboutir à un accord provisoire prévoyant la réouverture du canal de Suez, effort qui n'avait jusqu'alors donné aucun résultat positif; deuxièmement, une mission d'enquête menée par certains chefs d'Etat africains au nom de l'OUA, qui était toujours en cours. Le fait que ces initiatives se poursuivaient fournissait à M. Jarring une raison supplémentaire de ne pas prendre d'initiative personnelle.

229. Le Secrétaire général a conclu son rapport en déclarant que les derniers événements ne faisaient que rendre plus actuelles ses vues sur la situation au Moyen-Orient, telles qu'il les avait exprimées dans l'introduction à son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation pour la période 1970/71. Il a estimé que les organes compétents de l'ONU devaient à nouveau examiner la situation et trouver le moyen de permettre à M. Jarring de progresser dans sa mission.

b) Autres communications

230. Par une lettre en date du 9 décembre 1971 (S/10438), le représentant d'Israël a communiqué au Secrétaire général le texte de la réponse israélienne aux propositions faites par la Commission des Dix de l'OUA en ce qui concerne la situation au Moyen-Orient. Dans cette réponse, Israël acceptait de reprendre les négociations sans conditions préalables sous les auspices de M. Jarring dans le cadre de la résolution 242 (1967), acceptait que des frontières sûres et reconnues soient définies par des négociations entre les parties et énoncées dans l'accord de paix, et convenait que d'autres arrangements visant à assurer la sécurité de ces frontières devaient être négociés. Israël acceptait également que les conditions du retrait sur

les frontières négociées et convenues soient énoncées dans le traité de paix. Conformément à la résolution 242 (1967), la liberté de navigation sur toutes les voies d'eau internationales, telles que le canal de Suez et le détroit de Tiran, pour tous les navires et pour toutes les cargaisons, y compris ceux d'Israël, serait prévue dans l'accord de paix.

231. Par une lettre en date du 10 décembre (S/10443), adressée au Secrétaire général, le représentant de l'Egypte a communiqué le texte d'un mémorandum communiqué par son gouvernement au Président du Sous-Comité des quatre chefs d'Etats africains en réponse aux propositions faites par la Commission de l'OUA. Dans ce mémorandum, l'Egypte déclarait qu'elle acceptait de procéder à des négociations indirectes sous les auspices de M. Jarring en vue de l'application, dans sa totalité, de la résolution 242

(1967) du Conseil de sécurité et de l'application des propositions que M. Jarring avait pris l'initiative de formuler le 8 février 1971 en faveur de la conclusion d'un accord de paix. D'autre part, l'Egypte était prête à prendre les dispositions nécessaires en vue de la réouverture du canal dès qu'Israël procéderait à la première étape du retrait de ses troupes. L'Egypte acceptait que des frontières sûres et reconnues soient définies dans l'accord de paix, sous réserve que les forces israéliennes évacuent tous les territoires arabes et se retirent sur les lignes en vigueur avant juin 1967. En outre, elle acceptait, comme garanties de paix, les garanties de l'Organisation des Nations Unies, la création de zones démilitarisées de part et d'autre des frontières et la présence de forces internationales en certains points stratégiques, notamment Charm El-Cheikh.

Chapitre 4

LA SITUATION EN NAMIBIE

A. — COMMUNICATIONS ADRESSÉES AU CONSEIL DE SÉCURITÉ ET DEMANDE DE CONVOCATION DU CONSEIL

232. Dans une lettre datée du 22 juin 1971 (S/10240) adressée au Président du Conseil de sécurité, le représentant de la Finlande a communiqué le texte d'une déclaration faite le jour même par le Gouvernement finlandais, qui se félicitait de l'avis consultatif émis par la Cour internationale de Justice le 21 juin 1971 conformément à la résolution 284 (1970), adoptée par le Conseil de sécurité sur l'initiative de la Finlande. Le Gouvernement finlandais était convaincu que l'avis consultatif réglait véritablement le problème juridique soulevé par la question de Namibie et jouerait un rôle important lorsque le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale examineraient la question de Namibie à l'avenir.

233. Dans une note datée du 16 juillet (S/10267), le Secrétaire général a communiqué aux membres du Conseil de sécurité le texte de l'avis consultatif émis par la Cour internationale de Justice le 21 juin 1971 en réponse à la demande figurant dans la résolution 284 (1970) adoptée par le Conseil de sécurité le 29 juillet 1970. La Cour, en réponse à la question "Quelles sont les conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie, nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité?", a déclaré :

"Par 13 voix contre 2,

"1) Que, la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie étant illégale, l'Afrique du Sud a l'obligation de retirer immédiatement son administration de la Namibie et de cesser ainsi d'occuper le territoire;

"Par 11 voix contre 4,

"2) Que les Etats Membres des Nations Unies ont l'obligation de reconnaître l'illégalité de la présence de l'Afrique du Sud en Namibie et le défaut de validité des mesures prises par elle au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne, et de s'abstenir de tous actes et en particulier de toutes relations avec le Gouvernement sud-africain qui impliqueraient la reconnaissance de la légalité de cette présence et

de cette administration, ou qui constitueraient une aide ou une assistance à cet égard;

"3) Qu'il incombe aux Etats qui ne sont pas membres des Nations Unies de prêter leur assistance, dans les limites du sous-paragraphe 2 ci-dessus, à l'action entreprise par les Nations Unies en ce qui concerne la Namibie."

234. Dans une lettre datée du 13 juillet (S/10272) adressée au Président du Conseil de sécurité, le Secrétaire exécutif de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à New York a communiqué les textes de résolutions adoptées le 23 juin 1971 par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement à sa huitième session, tenue à Addis-Abéba. Dans la résolution relative à la Namibie, la Conférence prenait note avec approbation de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice et demandait la convocation d'une session spéciale du Conseil de sécurité pour discuter des voies et moyens à utiliser pour appliquer les décisions antérieures des Nations Unies, compte tenu dudit avis.

235. Dans une lettre datée du 30 juillet (S/10277), le Secrétaire général a informé le Président du Conseil de sécurité qu'il avait reçu une lettre datée du 12 juillet du Ministre des affaires étrangères du Soudan, en sa qualité de président du Conseil des ministres de l'OUA, lui demandant qu'une réunion du Conseil de sécurité soit convoquée le 27 septembre pour examiner la question de Namibie à la lumière de l'avis consultatif.

236. Le 12 août, le Secrétaire général a présenté un rapport (S/10288) conformément à la résolution 283 (1970) du Conseil de sécurité qui l'avait prié d'entreprendre une étude détaillée de tous les traités multilatéraux auxquels l'Afrique du Sud était partie et qui pourraient être considérés comme s'appliquant, soit directement, soit par le jeu des dispositions pertinentes du droit international, au territoire de la Namibie.

237. Par des lettres datées du 2 et du 10 septembre (S/10303 et S/10312), le Président par intérim du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a

communiqué au Conseil de sécurité le texte d'un consensus adopté par le Comité spécial le 2 septembre, dans lequel le Comité spécial exprimait ses vives préoccupations devant la situation extrêmement dangereuse qui existait en Namibie et qui résultait du défi persistant que l'Afrique du Sud opposait à l'autorité des Nations Unies; condamnait la politique de l'Afrique du Sud en Namibie ainsi que le soutien qu'elle recevait de la part de ses alliés, dans la poursuite de cette politique, et demandait aux gouvernements intéressés de retirer immédiatement leur soutien.

238. Dans une lettre, datée du 17 septembre (S/10325), adressée au Président du Conseil de sécurité, les représentants de 37 Etats africains Membres des Nations Unies demandaient la convocation du Conseil le 27 septembre pour discuter des voies et moyens à utiliser pour appliquer les décisions antérieures des Nations Unies, compte tenu de l'obligation juridique imposée à la communauté mondiale par la décision de la Cour internationale de Justice. Ils déclaraient faire cette requête en application de la résolution adoptée par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à sa huitième session.

239. Le Sous-Comité *ad hoc* pour la Namibie a présenté, le 23 septembre, un rapport (S/10330 et Corr.1 et Add.1) décrivant ses activités lors de 17 séances, tenues entre le 21 août 1970 et le 23 septembre 1971, pendant lesquelles il avait étudié les mesures qu'il pourrait recommander au Conseil de sécurité conformément à son mandat, tel qu'il est établi au paragraphe 14 de la résolution 283 (1970) du Conseil de sécurité, en tenant compte de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice. L'essentiel des réponses reçues de 40 Etats conformément à la demande de renseignements qui figure au paragraphe 13 de ladite résolution était annexé au rapport. La partie A du rapport contenait un certain nombre de propositions ayant fait l'objet d'un accord au sein du Comité; on trouvait dans la partie B un certain nombre de propositions présentées par le Burundi, la Sierra Leone et la Somalie ainsi que la République arabe syrienne sur lesquelles le Sous-Comité n'était pas parvenu à un accord; et la partie C renfermait une proposition présentée par l'Italie et les Etats-Unis sur laquelle le Sous-Comité n'était pas parvenu non plus à un accord. Les propositions figurant dans les parties A et B du rapport touchaient aux aspects politiques, économiques, juridiques, militaires et autres relatifs à la question de Namibie. La partie C avait trait à une invitation faite à l'Afrique du Sud d'engager immédiatement des discussions avec le Secrétaire général ou un organe approprié des Nations Unies en vue de permettre au peuple namibien d'exercer son droit à l'autodétermination.

240. Par une lettre datée du 23 septembre (S/10331), le Président de la 9^e séance de la Réunion commune du Comité spécial de l'*apartheid*, du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, a communiqué le texte d'un consensus adopté le 13 septembre.

241. Dans une lettre datée du 30 septembre (S/10346) adressée au Président du Conseil de sécurité, les représentants du Burundi, de la Sierra Leone et de la Somalie demandaient qu'à l'occasion des réunions que le Conseil devait tenir au sujet de la question de

Namibie, le Conseil adresse à M. Nujoma, président de la SWAPO (South West Africa People's Organization), l'invitation prévue par l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité.

242. Par une lettre datée du 6 octobre (S/10356), le Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie a communiqué au Conseil de sécurité le texte d'une lettre datée du 3 septembre 1971 adressée à son avoué à Londres par le chef Clemens Kapuuo de la Namibie. Ce dernier se plaignait du fait que les ressources minérales naturelles de la Namibie soient exploitées par des sociétés étrangères au su et avec l'aveu du Gouvernement sud-africain et au détriment de la population autochtone du territoire.

B. — EXAMEN DE LA QUESTION DE LA 1583^e À LA 1585^e, DE LA 1587^e À LA 1589^e, DE LA 1593^e À LA 1595^e ET AUX 1597^e ET 1598^e SÉANCES (27 SEPTEMBRE – 20 OCTOBRE 1971)

243. A sa 1583^e séance, le 27 septembre, le Conseil de sécurité a inscrit à son ordre du jour la demande qui lui avait été adressée par le Sous-Comité *ad hoc* pour la Namibie ainsi que le rapport de ce dernier et a invité S. E. Moktar Ould Daddah, président de la Mauritanie, à prendre la parole devant le Conseil en sa qualité de président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA.

244. M. Ould Daddah a déclaré que l'OUA se félicitait des conclusions auxquelles était parvenue la Cour internationale de Justice dans son avis consultatif en déclarant de façon catégorique que la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie était illégale et que l'Afrique du Sud avait l'obligation de retirer immédiatement son administration de la Namibie et de cesser d'occuper le territoire. C'était pourquoi l'OUA avait demandé au Conseil de sécurité d'appliquer les dispositions pertinentes du Chapitre VII pour faire en sorte que l'Afrique du Sud se retire immédiatement de la Namibie. Il a déclaré ensuite que le Conseil de sécurité, en consultation avec le peuple namibien et l'OUA, et avec l'assistance du Secrétaire général, devait créer les conditions qui permettraient au territoire d'accéder à l'indépendance. En outre, il conviendrait d'appeler la communauté internationale à appliquer des sanctions politiques, militaires et économiques appropriées contre l'Afrique du Sud. L'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et la Cour internationale de Justice s'étaient tous prononcés sans équivoque sur la question et il était temps que le Conseil assume ses responsabilités et assure le respect des objectifs et des décisions des Nations Unies.

245. A la 1584^e séance, le 27 septembre, un débat de procédure s'est engagé concernant la demande faite par l'Afrique du Sud de participer à la discussion du Conseil sur la question relative au Sud-Ouest africain, inscrite à son ordre du jour. La décision du Président qu'en dépit des termes inexacts employés par l'Afrique du Sud il conviendrait d'adresser une invitation à l'Afrique du Sud, puisque dans l'avis consultatif de la Cour étaient employés les termes "Namibie (Sud-Ouest africain)", n'a soulevé aucune objection.

246. Le Président, avec l'assentiment du Conseil, a alors invité les représentants de l'Ethiopie, de l'Afrique du Sud, du Soudan, du Libéria et de la Guyane à participer à la discussion sans droit de vote. Par la suite, les représentants du Tchad, du Nigéria,

du Sénégal, de Maurice, de l'Arabie Saoudite, de l'Inde et de l'Ouganda ont été également invités. A la suite d'une décision du Conseil des Nations Unies pour la Namibie demandant que son président participe à la discussion, le Conseil de sécurité a invité ce dernier conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire.

247. Le représentant du Burundi, en tant que président du Sous-Comité *ad hoc* pour la Namibie, a alors présenté le rapport du Sous-Comité en déclarant que les recommandations qui y figuraient avaient été élaborées compte tenu de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice. Il était indispensable que les Etats Membres cessent d'essayer d'interpréter cet avis de la façon la plus favorable à leurs intérêts respectifs. Faillir à une telle obligation de protéger l'intégrité de la Cour équivaldrait à porter une grave atteinte au prestige même des Nations Unies.

248. Le représentant du Nigéria, prenant la parole en sa qualité de président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, a dit que la Cour internationale de Justice avait rejeté à jamais l'affirmation de l'Afrique du Sud selon laquelle elle aurait le moindre statut à faire valoir dans ce territoire et qu'elle avait confirmé le statut international de la Namibie et la responsabilité des Nations Unies envers le territoire et sa population. La Cour avait ainsi reconnu le Conseil pour la Namibie comme gouvernement en droit de la Namibie. Les documents d'identité et de voyage que le Conseil pouvait délivrer aux Namibiens étaient reconnus par plus de 70 gouvernements. Le Commissaire par intérim pour la Namibie avait établi un bureau régional à Lusaka pour délivrer les documents de voyage et ce bureau se verrait sous peu octroyer de nouvelles fonctions pour pouvoir agir en tant que source de renseignements. Le Conseil avait assurément les pouvoirs juridiques d'une entité souveraine à l'égard de la Namibie, mais il ne pouvait exercer son pouvoir à l'intérieur du territoire. La condition *sine qua non* du succès de toute mesure qu'adopterait le Conseil de sécurité était donc qu'il soit mis fin à l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud. Il faudrait pour cela exercer la pression la plus forte possible sur ce pays, y compris l'application des dispositions du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies s'il y avait lieu. Une fois que l'Afrique du Sud se serait retirée du territoire, le Conseil pour la Namibie recevrait les fonds et les ressources dont il aurait besoin pour l'administration du territoire et qui seraient inscrits au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies.

249. Le représentant de l'Afrique du Sud dit qu'il était impossible à son gouvernement d'accepter l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice. La question fondamentale était de savoir s'il y avait dans la Charte des clauses autorisant l'Assemblée générale à mettre fin au droit de l'Afrique du Sud d'administrer le territoire. L'Assemblée avait le droit d'engager des débats et de faire des recommandations mais non pas de prendre de décisions exécutoires ni d'agir de manière directe. La Cour avait éludé la question et avait manqué d'indiquer quelle était la disposition de la Charte qui aurait pu autoriser l'Assemblée à prendre des mesures tendant à mettre fin au mandat. En outre, la Cour avait déclaré que, si le Conseil de sécurité en avait l'intention, toute décision qu'il pourrait prendre aurait un caractère obligatoire aux termes de l'Article 25. La Cour avait adopté cette position sans

avancer aucun argument qui aurait pu l'étayer. Les incidences découlant de la tentative faite par la Cour pour attribuer à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité des pouvoirs qu'on a jamais eu l'intention de leur attribuer dans la Charte, étaient d'une portée immense. Il découlait de l'avis de la Cour que, simplement en invoquant l'Article 10 de la Charte, l'Assemblée générale pourrait obliger les Etats à lui présenter des rapports et à accepter sa surveillance concernant toute question que l'Assemblée déciderait de discuter et qu'elle pourrait même abroger ou modifier des droits territoriaux. D'après l'interprétation de la Cour, le Conseil de sécurité serait doté de pouvoirs encore plus étendus. Les activités du Conseil de sécurité ne se borneraient plus à l'examen de situations constituant une menace à la paix ou risquant de mettre la paix en danger, il suffirait désormais au Conseil pour intervenir d'estimer qu'une situation pourrait mener à une rupture de la paix. En condamnant la politique de l'Afrique du Sud, la Cour avait un but nettement politique plutôt que juridique et l'avis cherchait à conférer à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité des pouvoirs qui dépassaient de loin ceux qu'avaient acceptés les auteurs de la Charte chaque fois que les deux tiers des Membres de l'Organisation voudraient imposer leur volonté à un Etat donné ou à un certain groupe d'Etats. Le Sud-Ouest africain connaissait la paix, la prospérité et le progrès et rien dans la situation qui y régnait ne pouvait constituer la moindre menace à la paix et à la sécurité internationales. L'Afrique du Sud faisait des efforts systématiques pour amener la population du Sud-Ouest africain à l'autonomie. Ce processus se poursuivrait jusqu'au stade de la pleine autodétermination. A ce sujet, lorsque l'Afrique du Sud avait proposé d'organiser un plébiscite pour savoir si la population souhaitait que le territoire continue d'être administré par l'Afrique du Sud ou si elle désirait être dorénavant administrée par l'Organisation des Nations Unies, elle s'était heurtée au refus de la Cour internationale qui avait invoqué les prétextes les plus fallacieux. Sur le plan économique, dans le territoire, le revenu par habitant était l'un des plus élevés en Afrique, et l'Afrique du Sud avait établi une infrastructure solide. Les ressources en eau du territoire étaient médiocres et en une vingtaine d'années l'Afrique du Sud avait dépensé 114 millions de dollars pour remédier à cette situation. Le coût de l'énergie électrique était relativement élevé dans le Sud-Ouest africain et il n'existait aucun gisement de charbon exploitable. C'est pourquoi l'Afrique du Sud et le Portugal avaient entrepris la première phase d'un projet qui permettrait d'utiliser les eaux du fleuve Kunene comme source d'énergie. Les salaires de la population non blanche supportaient bien la comparaison avec les salaires offerts dans d'autres pays africains et, dans de nombreux cas, étaient considérablement plus élevés, notamment dans le cas des travailleurs non qualifiés. Pour ce qui était du domaine de l'éducation, on mettait l'accent sur l'importance des cultures africaines et les normes étaient les mêmes au Sud-Ouest africain que pour les Blancs d'Afrique du Sud. Il existait 156 hôpitaux et cliniques dans le Sud-Ouest africain. Les non-Blancs admis dans les hôpitaux étaient soignés entièrement gratuitement. En tant que gage de la bonne foi de son gouvernement, M. Muller invitait à nouveau le Secrétaire général ou son représentant à se rendre dans le territoire et à voir par lui-même la situation qui y existait.

250. Le représentant de la Somalie a déclaré que l'avis consultatif représentait un point de départ à partir duquel le Conseil de sécurité devait prendre des mesures positives pour affirmer son autorité sur la Namibie. Il était établi sur le plan politique que l'Organisation des Nations Unies était directement responsable de la Namibie. Sur le plan politique également, il était établi que le droit de présence de l'Afrique du Sud en Namibie n'était plus valide; sa présence continue constituait donc une occupation illégale du territoire. Le Conseil de sécurité devait enjoindre l'Afrique du Sud de se retirer de la Namibie. Il devait également l'inviter à engager immédiatement des discussions avec le Secrétaire général ou avec tout autre intermédiaire approprié des Nations Unies sur les mesures à prendre pour le retrait de l'Afrique du Sud afin de faciliter le transfert de l'administration à la population. Le Conseil de sécurité devait également déclarer que tout nouveau refus du régime raciste sud-africain de se retirer constituerait, entre autres, un acte d'agression contre le territoire de la Namibie et une menace à la paix et à la sécurité internationales au sens du Chapitre VII de la Charte. Le Conseil devait aussi reconnaître la légitimité de la lutte du peuple de Namibie contre l'occupation illégale de son territoire et devait par conséquent soit réaffirmer sa résolution 282 (1970) concernant l'embargo sur les armements contre l'Afrique du Sud à propos de la Namibie, soit demander directement à tous les Etats de s'abstenir de fournir des armes ou du matériel militaire au régime raciste d'Afrique du Sud.

251. Le représentant de la Guyane a dit que, à la lumière de l'avis de la Cour internationale de Justice, le Conseil de sécurité devait immédiatement inviter le Gouvernement sud-africain à engager des discussions avec le Secrétaire général afin de prendre des dispositions pour son retrait ordonné et inconditionnel de la Namibie. Néanmoins, le Conseil de sécurité devait envisager la possibilité d'un refus continu d'agir de cette façon et examiner les moyens qu'il pourrait légitimement employer conformément à la Charte pour s'assurer l'obéissance de l'Afrique du Sud. Le Conseil de sécurité pourrait imposer l'obligation juridique aux Etats de respecter les décisions et règlements pris par le Conseil pour la Namibie concernant toutes les questions relatives à l'administration du territoire, notamment les règlements intéressant l'organisation de l'ensemble des activités commerciales, industrielles ou d'investissement, les règlements sur les concessions et les privilèges en Namibie et ceux relatifs à la juridiction maritime de la Namibie et à son plateau continental. Le représentant de la Guyane estimait également que le moment était venu de nommer un commissaire pour la Namibie à plein temps.

252. A la 1585^e séance, le 28 septembre, le représentant du Libéria a déclaré que l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et la Cour internationale de Justice avaient décidé qu'étant donné la dissolution de la Société des Nations l'Organisation des Nations Unies était l'instrument compétent pour appliquer les obligations du mandat. L'Organisation des Nations Unies avait par conséquent pour devoir de prendre des mesures visant à obliger l'Afrique du Sud à respecter ses obligations internationales concernant la Namibie. Cependant, diverses influences extérieures avaient encouragé l'Afrique du Sud à garder une attitude de défi et ces encouragements venaient avant tout des grandes puissances qui avaient fourni une assistance économique

au régime sud-africain. Ainsi, lorsque le Conseil traitait de la situation en Namibie, son efficacité était minée par des Membres importants des Nations Unies en violation des obligations qui leur avaient été conférées par l'Article 25 de la Charte. Le Secrétaire général devait faire rassembler, pour les porter ensuite à la connaissance des Etats Membres, toutes les données et renseignements relatifs aux intérêts étrangers économiques, financiers et autres opérant en Namibie qui avantageaient les sociétés et le Gouvernement sud-africains et lésaient les intérêts de la population de la Namibie. La présence illégale et continue de l'Afrique du Sud en Namibie constituait une agression au sens de l'Article 39 de la Charte et le Conseil pourrait donc prendre les mesures prévues à l'Article 41.

253. Le représentant de la Sierra Leone a déclaré que, puisque selon l'avis de la Cour internationale de Justice, le mandat avait juridiquement pris fin et que la présence de l'Afrique du Sud en Namibie était illégale, l'Afrique du Sud avait l'obligation de s'en retirer immédiatement; il incombait donc aux Membres des Nations Unies de reconnaître l'illégalité de la présence de l'Afrique du Sud et la nullité des actes accomplis au nom ou au sujet du territoire; et, de même, les Etats non membres devaient appuyer les mesures prises par l'Organisation au sujet de la Namibie. L'Afrique du Sud ne pouvait pas ne pas reconnaître l'Article 93 de la Charte des Nations Unies en vertu duquel tous les Membres des Nations Unies sont *ipso facto* parties au Statut de la Cour internationale de Justice. Contrairement à certains articles de presse, inspirés, par l'Afrique du Sud, qui donnaient une impression favorable de la situation existant en Namibie, il était vrai que le système de l'*apartheid* était importé en Namibie et que les tribus étaient contraintes à vivre dans une zone à part. La véritable intention de l'Afrique du Sud était de maintenir indéfiniment son autorité sur ce territoire et d'organiser un plébiscite à sa façon pour donner l'impression que les Namibiens souhaitaient rester unis à l'Afrique du Sud. L'idée d'un plébiscite était acceptable en tant que condition préalable à l'indépendance, mais il ne pouvait y avoir de plébiscite tant que l'Afrique du Sud administrerait le territoire. Des élections libres signifiaient des partis politiques libres et des programmes exposés en dehors de toute pression ainsi que la mise en liberté des prisonniers politiques.

254. A la 1587^e séance, le 30 septembre, le Président a attiré l'attention du Conseil sur une lettre émanant des représentants du Burundi, de la Sierra Leone et de la Somalie (S/10346) demandant au Conseil d'inviter le Président de la SWAPO, M. Sam Nujoma, conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil. Le Conseil a accédé à cette requête.

255. Le représentant de l'Ethiopie a dit que l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice devait être pour le Conseil de sécurité l'occasion de prendre des mesures efficaces pour mettre fin à l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud. Le statut international de la Namibie une fois établi, il incombait à l'Organisation des Nations Unies d'aider le peuple namibien à accéder à la liberté et à l'indépendance. Il était évident que l'Afrique du Sud ne serait pas en mesure de défier l'autorité des Nations Unies et l'opinion publique mondiale si elle ne comptait pas sur les énormes avantages économiques qu'elle tirait de

l'aide de certaines des grandes puissances. Quant à matérialiser l'idée d'un plébiscite qui serait préparé et organisé par les organes de répression du régime sud-africain, cela reviendrait à singer le processus démocratique d'autodétermination. Si l'Afrique du Sud désirait réellement reconnaître que la situation devait changer en Namibie, elle devait mettre fin volontairement à son occupation illégale. Dans le cas contraire, le Conseil de sécurité se voyait dans l'obligation d'adopter les mesures appropriées pour l'y contraindre.

256. Le représentant du Nigéria a déclaré qu'étant donné l'avis émis par la Cour le Gouvernement nigérian avait espéré que les membres du Conseil s'attaqueraient vigoureusement au problème que posait l'attitude de défi constant de l'Afrique du Sud. Malheureusement, le rapport du Sous-Comité sur la Namibie ne donnait aucune raison d'être optimiste. Il révélait que quatre membres permanents n'avaient eu aucune difficulté à souscrire à des déclarations pieuses mais que, dès qu'on en arrivait à des propositions concrètes, ils ne pouvaient y souscrire. Apparemment, on se préoccupait davantage des bénéfices tirés des investissements faits en Namibie que du bien-être de la population autochtone. Personne ne saurait prendre au sérieux les allégations de l'Afrique du Sud selon lesquelles le peuple de Namibie avançait vers l'autonomie. Si l'Afrique du Sud envisageait sérieusement l'idée d'organiser un plébiscite, elle devrait permettre aux Nations Unies de l'organiser, retirer ses forces armées du territoire de façon qu'il ne puisse y avoir aucune intimidation de la population, permettre le retour de tous les exilés politiques namibiens dans leur foyer et autoriser les représentants des Nations Unies à se déplacer librement dans le territoire pour surveiller le plébiscite. Faute de cela, la tâche du Conseil de sécurité serait claire: éliminer l'Afrique du Sud de la Namibie, même s'il devenait nécessaire de recourir aux dispositions du Chapitre VII de la Charte.

257. Le représentant de Maurice a déclaré que la décision de la Cour internationale de Justice ne laissait subsister aucune équivoque. La présence de l'Afrique du Sud en Namibie était illégale. Le cas de la Namibie constituait un défi direct à l'autorité même des Nations Unies. Le Conseil devrait prendre toutes mesures nécessaires pour que les Nations Unies puissent s'acquitter de leur responsabilité envers la Namibie et expulser l'Afrique du Sud du territoire, y compris les mesures prévues au Chapitre VII de la Charte.

258. A la 1588^e séance, le 5 octobre, le représentant de la France a déclaré que dans l'avis consultatif qu'elle avait émis, la Cour internationale de Justice avait énoncé un certain nombre de considérations d'ordre général sur les compétences de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité auxquelles la délégation française devait refuser de s'associer. La délégation française rejetait catégoriquement la conception selon laquelle l'Assemblée pouvait prendre des décisions contraignantes pour les Etats à la seule condition qu'elle se maintienne dans le cadre des questions relevant de sa compétence, ou que le Conseil de sécurité puisse prendre pour tous les Etats des décisions contraignantes en dehors du cadre du Chapitre VII de la Charte. Au-delà des polémiques juridiques sur la persistance du mandat ou sa révocation par l'Assemblée générale, il restait que le concept de mandat avait été répudié en pratique par les deux parties. Néanmoins,

l'Afrique du Sud continuait à avoir l'obligation de négocier de bonne foi avec les Nations Unies l'établissement d'un régime international permettant aux populations intéressées de choisir librement leur destin. C'était une obligation à laquelle le Gouvernement français n'entendait pas que l'Afrique du Sud puisse se dérober. Si l'Afrique du Sud manquait à son obligation stricte de négocier avec les Nations Unies un nouveau régime international pour le Sud-Ouest africain, la France en tirerait les conséquences quant à l'illégalité d'une administration qui se maintiendrait dans de telles conditions.

259. Le représentant du Tchad a dit que l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice confirmait le statut international de la Namibie et la responsabilité des Nations Unies envers le territoire et sa population. Divers intérêts étrangers avaient encouragé l'Afrique du Sud à garder une attitude de défi à l'égard des Nations Unies, y compris des puissances auxquelles incombaient des responsabilités particulières pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Tous les Etats, Membres ou non membres de l'Organisation des Nations Unies, devraient respecter les résolutions des Nations Unies concernant la Namibie conformément à l'avis consultatif de la Cour. Il faudrait tenir compte de la façon dont les Etats non membres respectaient leurs obligations à l'égard de la Namibie lors de l'examen de leur demande d'admission aux Nations Unies. Il fallait mettre fin à la présence de l'Afrique du Sud en Namibie et à cet égard prendre des décisions ayant force exécutoire.

260. Le représentant du Soudan a dit que l'Afrique demandait au Conseil de sécurité de prendre des mesures décisives. L'Afrique demandait notamment aux grandes puissances occidentales de mettre fin à toutes les activités et relations politiques, militaires, diplomatiques et économiques qui pourraient permettre à l'Afrique du Sud de poursuivre son occupation illégale de la Namibie ou prêter à sa présence dans ce territoire un semblant de légalité. Dans la déclaration faite par le Ministre des affaires étrangères de l'Afrique du Sud, celui-ci avait non seulement contesté la légalité de la décision de la Cour mais également mis en doute son intégrité. Il s'était efforcé de broser un tableau impressionnant des progrès réalisés en matière de développement économique, mais il n'avait pas jugé bon de mentionner que les deux tiers de la Namibie étaient constitués par des zones de police. Il n'avait pas parlé non plus du système de travail sous contrat qui constituait une forme d'esclavage. En matière d'éducation, la politique de Pretoria tendait à exclure les non-Blancs des postes de direction et des emplois spécialisés. Les dépenses moyennes pour chaque enfant blanc étaient 11 fois plus élevées que celles prévues pour chaque enfant africain. Le Conseil devrait faire sien l'avis de la Cour dans sa totalité, réaffirmer ses décisions passées et prendre des mesures pour obliger tous les Etats à appliquer les résolutions pertinentes des Nations Unies, à s'acquitter de leurs responsabilités à l'égard du peuple de la Namibie et à refuser à l'Afrique du Sud toute assistance lui permettant de continuer son agression. Le Conseil devrait également prendre toutes les mesures nécessaires prévues au Chapitre VII de la Charte.

261. Conformément à la décision prise antérieurement par le Conseil, le Président a invité M. Nujoma à prendre place à la table du Conseil et à faire une déclara-

ration devant le Conseil, en vertu de l'article 39 du règlement intérieur.

262. M. Nujoma a dit que la Cour internationale de Justice avait rendu un arrêt qui ne pouvait prêter à aucune équivoque en déclarant que la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie était illégale et que l'Afrique du Sud avait l'obligation de se retirer du territoire immédiatement. C'était au Conseil de sécurité qu'il appartenait d'assumer ses responsabilités en prenant des mesures immédiates et concrètes en vertu du Chapitre VII de la Charte. Seules les grandes puissances occidentales, qui voulaient que leurs agents en Afrique du Sud continuent à leur fournir une main-d'œuvre à bon marché permettant à leurs investisseurs de réaliser d'énormes bénéfices, contestaient qu'il y ait là une situation appelant de la part du Conseil de sécurité une action conforme aux dispositions du Chapitre VII de la Charte. Contrairement à ce que le Ministre des affaires étrangères d'Afrique du Sud avait prétendu, la majorité des Africains ne bénéficiaient ni financièrement ni matériellement du développement économique de la Namibie. Tout en Namibie, comme en Afrique du Sud, visait à donner des avantages à la population blanche. Parler d'autonomie pour les peuples d'Afrique du Sud, comme l'avait fait le représentant de l'Afrique du Sud, était une grossière dérision du concept de l'autodétermination et un euphémisme recouvrant l'*apartheid* ou les bantoustans. Quant à l'affirmation selon laquelle le revenu par habitant dans le territoire était parmi les plus élevés d'Afrique, elle n'avait pas de sens étant donné l'ampleur de la disparité existant entre les revenus. Il n'y avait également aucune vérité dans l'assertion selon laquelle le système d'éducation dans le territoire était conforme aux méthodes modernes d'enseignement en Afrique : l'éducation d'un enfant noir visait à le préparer à jouer un rôle subalterne. L'éducation bantoue ne pouvait certainement pas préparer les Namibiens à tenir les rênes d'un gouvernement moderne lorsque la Namibie deviendrait indépendante. La SWAPO, au cours des 10 années de sa brève existence, avait formé plus de Namibiens que ne l'avait fait l'Afrique du Sud au cours des 50 dernières années, M. Nujoma tenait à déclarer, au nom du peuple de Namibie, que, si le Conseil de sécurité ne prenait pas de mesures décisives pour assurer le retrait de l'Afrique du Sud du territoire, les Namibiens n'auraient d'autre possibilité que de poursuivre la lutte armée et de l'intensifier.

263. Pour le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, le fond du problème était que, bien que les Nations Unies aient depuis longtemps dénoncé le caractère illégal de la conquête de la Namibie par l'Afrique du Sud et aient invité celle-ci à se retirer du territoire, bien que la Cour internationale de Justice ait confirmé les décisions prises antérieurement par les Nations Unies et demandé que l'Afrique du Sud se retire de la Namibie, l'Afrique du Sud, loin de se retirer, avait étendu l'*apartheid* à la Namibie par des méthodes de terreur de masse et des répressions cruelles. Pour appliquer sa politique, l'Afrique du Sud s'appuyait sur le soutien économique, politique et militaire de ses alliés de l'OTAN, et notamment du Royaume-Uni et des Etats-Unis, ainsi que des milieux financiers liés aux monopoles impérialistes internationaux. Des décisions importantes des Nations Unies relatives à l'embargo sur les armes et sur le matériel militaire à destination de l'Afrique du Sud étaient violées. Tant que les puissances occidentales et leurs monopoles accorderaient leur soutien à l'Afrique du

Sud, l'Organisation des Nations Unies pourrait difficilement obtenir un changement dans la situation coloniale de la Namibie. Le Conseil de sécurité, de la manière la plus nette possible, devait condamner l'assistance fournie et exiger qu'il soit mis fin à toute collaboration avec le régime. Ces derniers temps, l'Afrique du Sud avait eu recours à toutes sortes de manœuvres politiques pour renforcer sa domination sur la Namibie et pour tromper l'opinion publique mondiale en répandant l'idée fausse de l'organisation d'un plébiscite ou d'un prétendu dialogue pacifique. Le Gouvernement de l'URSS appuyait catégoriquement la demande tendant à l'octroi immédiat de l'indépendance à la Namibie, le retrait des forces militaires, des forces de police et d'administration sud-africaines de son territoire et la cessation immédiate de toute présence sud-africaine en Namibie. L'Union soviétique était prête, de concert avec les autres pays, à rechercher les mesures efficaces susceptibles d'être prises par le Conseil en vue d'assurer l'indépendance de la Namibie.

264. A la 1589^e séance, le 6 octobre, le représentant du Royaume-Uni a dit que, tout en reconnaissant que l'Afrique du Sud s'était soustraite aux obligations morales qui découlaient de son mandat, le Gouvernement du Royaume-Uni soulevait néanmoins certaines objections d'ordre juridique au sujet de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice. L'assertion de la Cour affirmant que certaines résolutions adoptées par le Conseil de sécurité avaient un caractère obligatoire était hautement contestable sur le plan juridique. Le Conseil ne pouvait prendre de décision de caractère obligatoire qu'après avoir fait constaté qu'une situation relevait de l'Article 39 de la Charte. Il n'y avait pas eu de constatation de ce genre au sujet de la Namibie. Concernant les pouvoirs conférés à l'Assemblée générale, ceux-ci se limitaient, à certaines exceptions près, au pouvoir de recommandation. L'Assemblée générale n'avait pas les pouvoirs nécessaires pour révoquer un mandat. Ainsi, le Gouvernement du Royaume-Uni ne pouvait accepter les arguments avancés par la Cour pour soutenir la validité de la résolution 2145 (XXI) adoptée par l'Assemblée générale. Le Gouvernement du Royaume-Uni était toutefois tout à fait d'accord sur l'importance que revêtaient l'unité et l'intégrité territoriales de la Namibie et déplorait toute mesure qui aurait pour but de les détruire contrairement aux vœux de la population. Mais l'Afrique du Sud administrait en fait le territoire et, en conséquence, le réalisme imposait de constater que c'était seulement au moyen de négociations avec le Gouvernement sud-africain qu'un progrès quelconque pourrait être fait en vue du bien-être de la population du territoire. Le but essentiel de toute discussion devait être de faire en sorte que le peuple de Namibie puisse exercer son droit à la libre détermination. Le Conseil devrait explorer toute possibilité permettant d'éviter que l'on s'engage sur une voie risquant de mener à un affrontement.

265. Le représentant de l'Afrique du Sud a affirmé que contrairement à ce que certains orateurs avaient déclaré, l'Afrique du Sud ne réclamait pas et n'avait jamais réclamé la possession du territoire. Son but, dans le territoire, n'était pas de s'agrandir ou de s'enrichir mais de guider les populations du Sud-Ouest africain sur la route de l'autodétermination conformément à leurs vœux. L'Afrique du Sud avait promis l'indépendance aux populations si c'était ce qu'elles souhaitaient.

266. Le représentant du Japon a dit que, si la délégation japonaise n'était pas entièrement d'accord sur tous les arguments sur lesquels était fondé l'avis consultatif émis par la Cour internationale de Justice, elle n'avait aucun doute touchant la justesse des conclusions de la Cour, et le Conseil devrait les respecter en formulant les voies et moyens d'appliquer les résolutions qu'il avait adoptées. Le Japon ne reconnaissait pas l'autorité de l'Afrique du Sud sur la Namibie et estimait que la présence continue de ce pays en Namibie était illégale. Le Gouvernement japonais estimait en outre que les Nations Unies avaient une responsabilité directe à l'égard de la Namibie jusqu'au moment où le peuple de la Namibie pourrait accéder à l'indépendance. Le Japon n'avait aucune représentation diplomatique ou consulaire en Namibie, n'y avait jamais fait d'investissement et avait activement appuyé l'idée de créer un Fonds des Nations Unies pour la Namibie. La délégation japonaise appuyait nombre d'idées exprimées dans le rapport établi par le Sous-Comité *ad hoc* et reconnaissait avant tout l'importance de l'embargo sur les armes concernant la Namibie. La délégation japonaise était également en faveur de la proposition visant à inviter l'Afrique du Sud à entamer immédiatement des discussions avec le Secrétaire général ou un organe approprié des Nations Unies en vue de permettre au peuple du territoire d'exercer son droit à la libre détermination.

267. Le représentant de l'Italie a déclaré que, dans la mesure où l'on s'accordait à considérer comme illégale la présence de l'Afrique du Sud en Namibie, les aspects juridiques de cette question n'étaient plus d'une importance capitale. Sur la question principale, l'avis consultatif de la Cour était fondé; toutefois, l'Italie ne partageait pas l'interprétation très large que la Cour avait donnée des Articles 24 et 25 de la Charte, et estimait que c'était au Conseil de sécurité et à lui seul de décider quand ses résolutions avaient un caractère obligatoire. Le comportement de l'Afrique du Sud constituait une violation flagrante des obligations découlant du mandat. Les Nations Unies devaient examiner soigneusement les conséquences de leur action future tant à court terme qu'à long terme. Pour le présent, le Conseil devrait agir sur la base des suggestions contenues dans la partie A, par. 18, du rapport du Sous-Comité *ad hoc* pour la Namibie.

268. Le représentant de l'Arabie Saoudite a déclaré que cela avait été une grave erreur de l'Assemblée générale de mettre fin au mandat de l'Afrique du Sud sur le Sud-Ouest africain, rompant ainsi le lien juridique qui reliait le Sud-Ouest africain aux Nations Unies. En fait, les Nations Unies laissaient les mains libres à l'Afrique du Sud concernant la Namibie. Le représentant de l'Arabie Saoudite a suggéré d'engager des négociations avec l'Afrique du Sud en vue de placer la Namibie sous l'autorité du Conseil de tutelle, l'Afrique du Sud étant Puissance administrante et priée à ce titre de soumettre des rapports périodiques au Conseil de tutelle. Il a également suggéré que l'Afrique du Sud émette des bons reposant sur une parité avec l'or et utilise les sommes ainsi obtenues pour accélérer le développement économique de la Namibie. La Namibie serait alors capable de se constituer en une entité politique viable, et son droit à l'autodétermination pourrait être exercé avec le concours et sous le contrôle des Nations Unies.

269. Pour le représentant de la Somalie, le thème des déclarations faites dans le passé par les représentants de l'Afrique du Sud était que l'Afrique du Sud

souhaitait appliquer le principe de l'autodétermination à la Namibie dans le contexte des unités multinationales existantes. La population de la Namibie voulait être considérée comme une seule unité politique, sans distinction de couleur, de religion ou d'idéologie. Le représentant de la Somalie espérait que le représentant de l'Afrique du Sud expliquerait comment son gouvernement concevait le terme "autodétermination". Il aimerait également savoir comment la France et le Royaume-Uni interprétaient ce concept.

270. Le représentant de la France a fait observer que le Gouvernement français avait démontré comment il concevait la libre détermination dans les territoires que la France avait autrefois administrés. La France concevait la libre détermination dans le cadre national d'un territoire, et non fragmentée au niveau de petites entités.

271. A la 1593^e séance, le 13 octobre, le représentant du Royaume-Uni, répondant à la question posée par le représentant de la Somalie, a déclaré que le Gouvernement du Royaume-Uni considérait qu'en ce qui concernait le peuple de la Namibie, c'était dans un cadre national à l'échelon du territoire et non sur une base partielle que s'appliquait l'autodétermination.

272. Le représentant de la Pologne a déclaré que, pour le Gouvernement polonais, les décisions politiques fondamentales au sujet de la Namibie étaient contenues dans la résolution 1514 (XV), la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Elles avaient été précisées dans la résolution 2145 (XXI), qui mettait fin au mandat de l'Afrique du Sud. Elles avaient été confirmées dans les résolutions 264 (1969), 269 (1969) et 276 (1970) du Conseil de sécurité, ordonnant à la République sud-africaine de retirer son administration de la Namibie et déclarant illégale la présence des autorités sud-africaines en Namibie. L'avis consultatif de la Cour internationale de Justice avait confirmé la nécessité absolue d'une action politique déterminée contre le Gouvernement de l'Afrique du Sud pour assurer le retrait de son administration de la Namibie. Le Conseil de sécurité ne saurait se contenter de s'efforcer de persuader, d'exhorter ou de proposer un dialogue: des mesures concrètes devaient être prises pour répondre au défi lancé par l'Afrique du Sud en Namibie.

273. Le représentant de l'Argentine a dit qu'il n'appartenait pas au Conseil de sécurité de juger sur le plan juridique l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice. Bien que l'avis formulé par la Cour n'ait pas un caractère obligatoire, nul ne saurait contester les répercussions juridiques et morales qu'il avait. La position de l'Argentine concernant la Namibie était en tous points conforme à l'avis émis par la Cour; l'Argentine avait également appuyé l'initiative visant à constituer un fonds des Nations Unies pour la Namibie. A son avis, la partie A du rapport établi par le Sous-Comité *ad hoc* pour la Namibie contenait des propositions que le Conseil pouvait appliquer immédiatement, mais les propositions contenues dans la partie B devaient faire l'objet d'un examen approfondi. Le représentant de l'Argentine s'est déclaré intéressé par l'idée émise par le représentant de la France que l'Afrique du Sud était dans l'obligation de négocier avec les Nations Unies un nouveau régime international pour la Namibie. L'Afrique du Sud devrait démontrer sa bonne foi en négociant un accord de tutelle pour la Namibie qui devrait permettre au peuple de la Namibie d'accéder à l'autonomie et à l'indépendance dans un délai fixé. On pourrait éventuellement tenir

compte, dans la rédaction de cet accord, de la proposition faite par l'Afrique du Sud d'organiser un plébiscite, sous réserve que celui-ci soit contrôlé par les Nations Unies.

274. Le représentant de la République arabe syrienne a déclaré que la question n'était pas celle des pouvoirs respectifs de l'Assemblée générale ou du Conseil de sécurité mais la politique raciste de l'*apartheid* appliquée par la force en Namibie. L'indépendance de la Namibie devait rester l'objectif premier des Nations Unies. Les Etats Membres étaient tenus en droit de reconnaître l'illégalité de la présence de l'Afrique du Sud en Namibie et devaient donc s'abstenir de tout acte présupposant la reconnaissance de la légalité de cette présence ou prêtant soutien et assistance à cette présence et à cette administration. Le mouvement de libération nationale en Namibie était en droit de mener la lutte par tous les moyens dont il disposait pour parvenir à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV). Tous les Etats devaient appliquer scrupuleusement l'embargo sur les armes et s'abstenir de fournir des armes ou du matériel militaire à l'Afrique du Sud. Le Conseil devait déclarer que tout nouveau refus de l'Afrique du Sud de se retirer de Namibie constituerait un acte d'agression et une menace à la paix et à la sécurité internationales aux termes du Chapitre VII de la Charte. Le Conseil devait tirer de l'avis consultatif de la Cour la conclusion que ses résolutions étaient obligatoires et avaient force exécutoire tant en ce qui concernait l'Afrique du Sud que pour ce qui était des obligations que ces résolutions imposaient aux Etats. C'était au Conseil qu'il appartenait de décider de toute nouvelle mesure à prendre à la suite des décisions qu'il avait déjà prises au sujet de la question de la Namibie.

275. Le représentant de la France a suggéré que le Conseil invite l'Afrique du Sud à se mettre en rapport avec le Secrétaire général en vue de négocier un accord établissant un régime international provisoire permettant à la population intéressée d'exercer, dans un délai raisonnable, ses droits à l'autodétermination. Toute résolution dans ce sens pourrait faire état, dans le libellé du texte, de l'idée que l'autodétermination comprend la possibilité d'accéder à l'indépendance. Le fondement juridique de telles négociations serait constitué par les dispositions du Pacte de la Société des Nations, de la Charte des Nations Unies et des résolutions votées en 1946 sur le passage du mandat à la tutelle.

276. A la 1594^e séance, le 14 octobre, le représentant de l'Afrique du Sud a déclaré qu'en ce qui concernait le principe de l'autodétermination, l'Afrique du Sud considérait que chaque nation devait avoir le droit de déterminer son propre avenir, et il a défini le terme "nation" comme groupe ayant sa langue propre, la conscience de former une entité distincte et le désir de conserver son identité. Une nation qui n'avait pas encore décidé de son avenir ne devait pas se voir refuser ce droit simplement parce qu'elle se trouvait sur le même territoire qu'une autre nation ou que d'autres nations. Elle devait pouvoir choisir l'indépendance complète ou former une union politique ou une fédération avec une autre nation ou d'autres nations qui y consentiraient. Parallèlement, si une nation ne souhaitait pas s'unir à d'autres, elle ne saurait y être contrainte.

277. Le représentant du Libéria a déclaré que l'opinion du Gouvernement libérien était que tous les Etats mandataires au titre du Pacte de la Société des Nations avaient assumé des obligations juridiques concernant

les territoires sous mandat et pas seulement des obligations morales comme l'avait prétendu le représentant du Royaume-Uni. La compétence de l'Assemblée pour ce qui était de mettre fin au mandat sur le Sud-Ouest africain reposait sur deux critères : y avait-il eu violation par l'Afrique du Sud des obligations découlant du mandat, et dans l'affirmative, l'Assemblée avait-elle le pouvoir de mettre effectivement fin au mandat ? Sur le premier point, il ne semblait pas y avoir de doute : l'Afrique du Sud avait enfreint ses obligations. De l'avis du Libéria, ces violations constituaient la base sur laquelle on s'était fondé pour révoquer le mandat, bien qu'un tel pouvoir n'ait pas été expressément spécifié dans le Pacte de la Société des Nations. Les Nations Unies, en tant que successeur de la Société des Nations, avaient acquis les pouvoirs de leur prédécesseur.

278. Le représentant de la Belgique a déclaré que la délégation belge partageait les conclusions de la Cour internationale de Justice mais avait des réserves à formuler sur certains points. De l'avis de la délégation belge, le Conseil de sécurité ne pouvait adopter de décision obligatoire pour tous les Etats Membres que lorsqu'il avait, conformément au Chapitre VII de la Charte, constaté une menace contre la paix ou une rupture de la paix ou lorsqu'un acte d'agression avait été commis. Le Conseil de sécurité n'avait pas pris de décision de ce genre concernant la Namibie. Le représentant de la Belgique espérait que des pourparlers s'engageraient entre les Nations Unies et l'Afrique du Sud qui serviraient les objectifs des Nations Unies.

279. Le représentant de la France a déclaré que si la libre détermination s'était exercée pour les pays africains dans le cadre des tribus, on aurait actuellement non pas une ou deux vingtaines mais une multitude de nations. L'histoire récente de l'Afrique a consisté à surmonter les différences tribales en vue de développer un sentiment national. Le cadre laissé par la colonisation, si artificiel soit-il, a permis de créer des Etats et, à partir des Etats, de susciter l'éveil d'un sentiment national, qui se développera inévitablement en Namibie si l'on donne aux Namibiens la possibilité de se faire entendre.

280. Le représentant de la Somalie a constaté que la déclaration faite par le représentant de l'Afrique du Sud montrait combien différente était la manière dont ce pays envisageait l'autodétermination lorsqu'il s'agissait de la population non blanche de l'Afrique du Sud et du Sud-Ouest africain. En Afrique du Sud, un Blanc devenait automatiquement membre d'une unité politique unique alors qu'on faisait comprendre aux Noirs qu'ils étaient différents les uns des autres, qu'ils appartenaient à des tribus et que chaque tribu devrait se développer séparément. L'Afrique du Sud s'était engagée dans une politique qui visait à maintenir les populations namibiennes dans des réserves tribales pour leur imposer un développement conçu dans le cadre tribal.

281. A la 1595^e séance, le 15 octobre, le représentant du Burundi a déclaré que la politique de Pretoria en Namibie était une réplique servile de l'*apartheid* en Afrique du Sud. Les dirigeants du régime sud-africain craignaient que l'indépendance de la Namibie ne les force à évacuer le territoire. Mais cette crainte était sans fondement. L'Afrique était disposée à fournir des assurances et des garanties car la loi du talion lui répugnait. Sa magnanimité ne trouvait de meilleure illustration que dans le Manifeste de Lusaka et dans

les initiatives politiques et diplomatiques prises récemment par des dirigeants africains en vue d'un règlement pacifique. Abstraction faite de l'obligation morale et politique qui leur incombait, les Européens, ne serait-ce que par simple prévoyance, devraient réviser leur alliance avec l'Afrique du Sud. Une Afrique totalement indépendante, loin de se replier sur elle-même, nouerait des liens de coopération et de solidarité avec tous les pays; aussi bien avec ceux du monde socialiste qu'avec ceux du monde capitaliste, y compris l'Afrique du Sud. Le Gouvernement sud-africain cherchait à tromper l'opinion mondiale et à fausser la nature du problème. Pour le peuple namibien, indépendamment du mandat ou du régime de tutelle, l'accession à l'autodétermination et à l'indépendance était un droit fondamental et inaliénable.

282. Le représentant de l'Ouganda a déclaré qu'en raison d'intérêts établis certaines puissances qui appuyaient l'Afrique du Sud avaient refusé de reconnaître que la Namibie devrait être libre et le Royaume-Uni avait même rejeté l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice. L'Ouganda avait accepté l'avis de la Cour et appuierait toutes les mesures tendant à libérer la Namibie si elles ne comprenaient pas un dialogue avec le régime sud-africain. Il ne saurait y avoir de dialogue à propos de la Namibie car cela reviendrait à accepter l'*apartheid*, le pillage des ressources de la Namibie par des étrangers et le déni du droit du peuple namibien à l'autodétermination. En tant qu'autorité suprême de l'Organisation des Nations Unies, le Conseil devrait prendre des mesures immédiates pour mettre un terme à la mainmise de l'Afrique du Sud sur la Namibie.

283. Le représentant de l'Inde a déclaré que le Conseil devrait, en premier lieu, accepter et faire sien l'avis consultatif de la Cour et adresser un appel à l'Afrique du Sud pour l'inviter à mettre immédiatement fin à son occupation illégale de la Namibie. Tous les Etats, qu'ils soient ou non Membres de l'Organisation des Nations Unies, devraient reconnaître l'illégalité de la présence de l'Afrique du Sud en Namibie et prendre toutes les mesures qui s'imposent. Les dispositions du Chapitre VII de la Charte devraient être appliquées et tous les Etats étaient tenus de le faire, y compris les membres permanents du Conseil de sécurité ainsi que les Etats non membres de l'Organisation des Nations Unies. D'après l'Inde, l'affirmation de l'Afrique du Sud selon laquelle son droit à administrer le territoire était né non pas du Mandat mais d'une conquête militaire et le fait qu'elle continuait à occuper la Namibie plaçaient l'Afrique du Sud dans la situation d'un agresseur perpétuel. De plus, par une déclaration formelle, le Conseil de sécurité devrait placer la Namibie sous la responsabilité du Conseil de tutelle de façon à l'administrer par l'intermédiaire du Conseil des Nations Unies pour la Namibie. Si l'Afrique du Sud refusait de se retirer, le Conseil pourrait alors prendre toutes les mesures nécessaires en application des dispositions du Chapitre VII de la Charte pour l'y contraindre.

284. Le représentant de l'URSS a déclaré que la notion d'autodétermination devait être liée au droit incontestable de tout peuple, quel qu'il soit, de déterminer son propre avenir, y compris le droit de créer un état souverain et de choisir un régime social et politique conforme à la volonté du peuple et à ses aspirations librement exprimées. Ce droit ne saurait être dénié au peuple namibien. Le Conseil ne devrait pas être détourné de son objectif, qui était de mettre

au point des moyens permettant de mettre en exécution ses propres décisions et celles d'autres organes de l'ONU concernant la Namibie.

285. Le représentant de l'Argentine a dit que sa délégation ne saurait accepter la définition sud-africaine de l'autodétermination, selon laquelle cette dernière était liée à la notion de nation. L'intégrité territoriale de la Namibie devait être maintenue et l'Afrique du Sud ne pouvait se soustraire à la responsabilité qu'elle avait de préserver le territoire, tel qu'elle l'avait reçu au titre du mandat.

286. Le représentant de la Somalie a dit que les problèmes de l'Afrique australe relevaient de la responsabilité de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies et non pas seulement des Etats africains et asiatiques. L'ONU devrait chercher à créer des conditions qui permettraient au peuple namibien d'exercer ses droits. Le Conseil avait rejeté l'idée de la fragmentation du territoire et le déni du droit qu'avait le peuple namibien de former une unité politique unique dans le cadre national. Le représentant de la Somalie a ensuite présenté un projet de résolution ayant pour coauteurs le Burundi, la République arabe syrienne, la Sierra Leone et la Somalie (S/10372) et dont le texte était libellé comme suit :

"Le Conseil de sécurité,

"Réaffirmant le droit inaliénable du peuple namibien à la liberté et à l'indépendance reconnu dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale du 14 décembre 1960,

"Reconnaissant que l'Organisation des Nations Unies a la responsabilité directe de la Namibie depuis l'adoption de la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale, et que les Etats devraient entretenir toutes relations avec la Namibie ou la concernant d'une manière conforme à cette responsabilité,

"Réaffirmant ses résolutions 264 (1969), 276 (1970) et 283 (1970),

"Rappelant sa résolution 284 (1970) par laquelle le Conseil a demandé à la Cour internationale de Justice un avis consultatif sur la question suivante :

"Quelles sont les conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie, nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité?",

"Gravement préoccupé devant le refus du Gouvernement sud-africain de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité concernant la Namibie,

"Prenant note de sa résolution 282 (1970) du 23 juillet 1970 relative à l'embargo sur les armements à l'encontre du Gouvernement sud-africain et de l'importance de cette résolution en ce qui concerne le territoire de la Namibie,

"Reconnaissant la légitimité du mouvement du peuple namibien contre l'occupation illégale de son territoire par les autorités sud-africaines et son droit à l'autodétermination et à l'indépendance,

"Ayant entendu les déclarations faites par la délégation de l'Organisation de l'unité africaine, menée par le Président de la Mauritanie,

"Prenant acte de la déclaration du Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie,

"Ayant examiné le rapport du Sous-Comité ad hoc pour la Namibie (S/10330),

"1. Réaffirme que le territoire de la Namibie relève de la responsabilité directe de l'Organisation

des Nations Unies et que cette responsabilité comporte l'obligation d'appuyer et de promouvoir les droits du peuple namibien conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

"2. *Réaffirme* l'unité nationale et l'intégrité territoriale de la Namibie;

"3. *Condamne* toutes mesures prises par le Gouvernement sud-africain en vue de détruire cette unité et cette intégrité territoriale, par exemple au moyen de la création de foyers nationaux;

"4. *Déclare* que la continuation de la présence illégale de l'Afrique du Sud en Namibie constitue un acte illicite sur le plan international et une violation des obligations internationales et que l'Afrique du Sud devra continuer de répondre devant la communauté internationale de toutes violations de ses obligations internationales ou des droits du peuple du territoire de la Namibie;

"5. *Prend note* de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, et en particulier des conclusions suivantes :

"1) Que, la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie étant illégale, l'Afrique du Sud a l'obligation de retirer immédiatement son administration de la Namibie et de cesser ainsi d'occuper le territoire;

"2) Que les Etats Membres des Nations Unies ont l'obligation de reconnaître l'illégalité de la présence de l'Afrique du Sud en Namibie et le défaut de validité des mesures prises par elle au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne, et de s'abstenir de tous actes et en particulier de toutes relations avec le Gouvernement sud-africain qui impliqueraient la reconnaissance de la légalité de cette présence et de cette administration, ou qui constitueraient une aide ou une assistance à cet égard;

"3) Qu'il incombe aux Etats qui ne sont pas membres des Nations Unies de prêter leur assistance, dans les limites du sous-paragraphe 2 ci-dessus, à l'action entreprise par les Nations Unies en ce qui concerne la Namibie";

"6. *Déclare* que toutes les questions touchant les droits du peuple namibien intéressent directement tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies et qu'il s'ensuit que ces derniers doivent tenir compte de ce fait dans leurs relations avec le Gouvernement sud-africain et en particulier dans toutes relations qui impliqueraient la reconnaissance de la légalité de cette présence et de cette administration illégales ou qui constitueraient une aide ou une assistance à cet égard;

"7. *Demande encore une fois* à l'Afrique du Sud de se retirer du territoire de la Namibie;

"8. *Déclare* que tout nouveau refus du Gouvernement sud-africain de se retirer de Namibie pourrait créer des conditions nuisibles au maintien de la paix et de la sécurité dans la région;

"9. *Réaffirme* les dispositions, et en particulier les paragraphes 1 à 8 et 11, de sa résolution 283 (1970);

"10. *Demande* à tous les Etats, dans l'exercice de leurs responsabilités à l'égard de la Namibie et sous réserve des cas définis dans les paragraphes 122 et 125 de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice :

"a) De s'abstenir d'établir des relations conventionnelles avec l'Afrique du Sud dans tous les cas où le Gouvernement sud-africain prétend agir au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne;

"b) De s'abstenir d'invoquer ou d'appliquer les traités ou dispositions des traités conclus par l'Afrique du Sud au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne qui nécessitent une collaboration intergouvernementale active;

"c) D'examiner leurs traités bilatéraux avec l'Afrique du Sud pour s'assurer qu'ils ne sont pas incompatibles avec les paragraphes 5 et 6 ci-dessus;

"d) De s'abstenir d'accréditer auprès de l'Afrique du Sud des missions diplomatiques ou spéciales dont la juridiction s'étendrait au territoire de la Namibie;

"e) De s'abstenir d'envoyer des agents consulaires en Namibie et de rappeler ceux qui s'y trouveraient déjà;

"f) De s'abstenir d'entretenir avec l'Afrique du Sud agissant au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne des relations de caractère économique ou autre qui seraient de nature à affirmer l'autorité de l'Afrique du Sud sur le territoire;

"11. *Déclare* que les licences, droits, titres ou contrats relatifs à la Namibie qui auront été adjugés à des particuliers ou à des sociétés par l'Afrique du Sud après l'adoption de la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale ne pourront être protégés ou repris à leur compte par les Etats dont relèvent ces particuliers ou sociétés dans le cas de revendications formulées par un futur gouvernement légitime de la Namibie;

"12. *Prie* le Sous-Comité *ad hoc* pour la Namibie de poursuivre l'examen de la question de Namibie conformément au mandat qui lui a été confié dans les paragraphes 14 et 15 de la résolution 283 (1970) du Conseil de sécurité et, en particulier, en tenant compte de la nécessité de prendre des dispositions pour protéger efficacement les intérêts namibiens à l'échelon international et d'étudier des mesures appropriées pour que l'Organisation des Nations Unies puisse s'acquitter de ses responsabilités à l'égard de la Namibie;

"13. *Demande* que le Sous-Comité *ad hoc* pour la Namibie examine les traités multilatéraux pour faire en sorte que les Etats ne deviennent pas parties à des accords qui reconnaissent l'autorité de l'Afrique du Sud sur la Namibie;

"14. *Demande* à tous les Etats de soutenir et défendre les droits du peuple namibien et à cette fin d'appliquer intégralement les dispositions de la présente résolution;

"15. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport périodiquement sur l'application des dispositions du paragraphe 10 ci-dessus."

287. Le représentant de la République arabe syrienne a déclaré que, dans un esprit de compromis et afin d'obtenir l'approbation unanime du Conseil, les auteurs n'avaient pas mentionné dans leur texte tous les facteurs et toutes les mesures pratiques qu'ils auraient voulu y faire figurer. Ils avaient cependant estimé que certains éléments devraient être soulignés et l'orateur a appelé tout particulièrement l'attention du Conseil sur les paragraphes 3, 4, 7 et 14.

288. Le représentant de l'Argentine a suggéré un certain nombre de modifications au projet de résolution

commun, notamment pour prendre note avec satisfaction de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice ainsi que pour inviter l'Afrique du Sud à engager immédiatement des discussions avec le Secrétaire général ou avec l'organe approprié des Nations Unies, en vue d'établir un nouveau régime international pour la Namibie conformément au Chapitre XII de la Charte et d'assurer la création de conditions qui permettraient au peuple namibien d'exercer son droit à l'autodétermination, tel qu'il est énoncé dans la résolution 2625 (XXV).

289. Le représentant de l'Italie a dit que l'expression "concernant la question particulière de Namibie" devrait être insérée dans l'expression de remerciements concernant l'avis consultatif de la Cour, car un certain nombre de délégations avaient exprimé des réserves au sujet de certaines parties dudit avis.

290. A la 1597^e séance, le 9 octobre, le représentant de la Somalie a présenté un projet de résolution révisé (S/10372/Rev.1) où figuraient, selon lui, la plupart des suggestions faites par le représentant de l'Argentine, à l'exception de celle tendant à inviter l'Afrique du Sud à engager des discussions avec le Secrétaire général de façon à permettre à l'Organisation des Nations Unies d'assumer aussitôt que possible la responsabilité de l'administration du territoire de la Namibie. Le groupe afro-asiatique, qui avait sa propre conception quant à la nature des dispositions nécessaires qui devraient être prises pour que cette autodétermination puisse être exercée de façon appropriée et adéquate, a trouvé que cette suggestion ne s'accorderait pas avec le sens général du projet de résolution, bien qu'il ne la désapprouve pas en principe, quant au fond.

291. Le représentant de l'Argentine a dit que, quelle que soit la décision prise par le Conseil de sécurité, la porte devrait toujours être laissée ouverte à certaine forme de négociation capable d'aboutir à l'objectif ultime de l'indépendance de la Namibie. En conséquence, l'Argentine s'occupait de rédiger un projet de résolution supplémentaire qui rendrait la négociation possible mais ne serait en aucune façon incompatible avec le projet de résolution des quatre puissances.

292. A la 1598^e séance, le 20 octobre, le représentant de la Somalie a dit que les auteurs du projet de résolution des quatre puissances avaient accepté de modifier le paragraphe 6 du texte révisé (S/10372/Rev.1) en remplaçant l'expression "*Faisant sienne l'opinion de la Cour*" par "*Partage l'avis de la Cour*".

293. Le représentant de la France a déclaré que sa délégation ne pourrait voter pour un projet de résolution qui acceptait implicitement les conclusions de la Cour et qu'elle s'abstiendrait pour cette raison.

294. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a dit que sa délégation voterait pour le projet de résolution des quatre puissances et l'appuierait, mais que son vote ne devrait pas être interprété comme constituant un changement de position quelconque eu égard aux résolutions antérieures sur lesquelles elle s'était abstenue. Le terme "mouvement" figurant au septième alinéa du préambule était pris par sa délégation dans un sens pacifique et ne signifiait pas qu'elle appuyait le fait que tel ou tel groupe namibien particulier représentait le territoire. Concernant le paragraphe 10 du dispositif, le Gouvernement des Etats-Unis estimait que les Etats étaient libres de prendre des mesures

appropriées pour protéger leurs propres ressortissants et pour aider le peuple namibien.

295. Le représentant du Royaume-Uni a dit que sa délégation s'abstiendrait de voter sur le projet de résolution révisé, étant donné que les principes sur lesquels les propositions y contenues étaient fondées étaient inacceptables.

Décision : A la 1598^e séance tenue le 20 octobre 1971, le projet de résolution des quatre puissances (S/10372/Rev.1), tel qu'il avait été modifié, a été adopté par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions (France et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), en tant que résolution 301 (1971).

296. La résolution est ainsi conçue :

"Le Conseil de sécurité,

"Réaffirmant le droit inaliénable du peuple namibien à la liberté et à l'indépendance, tel qu'il a été reconnu dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960,

"Reconnaissant que l'Organisation des Nations Unies a la responsabilité directe de la Namibie depuis l'adoption de la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale, en date du 27 octobre 1966, et que les Etats devraient entretenir toutes relations avec la Namibie ou la concernant d'une manière conforme à cette responsabilité,

"Réaffirmant les dispositions de ses résolutions 264 (1969) du 20 mars 1969, 276 (1970) du 30 janvier 1970 et 283 (1970) du 29 juillet 1970,

"Rappelant sa résolution 284 (1970) du 29 juillet 1970, dans laquelle il a demandé à la Cour internationale de Justice un avis consultatif sur la question suivante :

"Quelles sont les conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie, nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité?",

"Gravement préoccupé devant le refus du Gouvernement sud-africain de se conformer aux résolutions du Conseil de sécurité concernant la Namibie,

"Rappelant sa résolution 282 (1970) du 23 juillet 1970, relative à l'embargo sur les armements à l'encontre du Gouvernement sud-africain, et soulignant l'importance de cette résolution en ce qui concerne le territoire de la Namibie,

"Reconnaissant la légitimité du mouvement du peuple namibien contre l'occupation illégale de son territoire par les autorités sud-africaines et son droit à l'autodétermination et à l'indépendance,

"Prenant note des déclarations faites par la délégation de l'Organisation de l'unité africaine, conduite par le Président de la Mauritanie en sa qualité de président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de cette organisation,

"Prenant note en outre de la déclaration du Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie,

"Ayant entendu les déclarations faites par la délégation du Gouvernement sud-africain,

"Ayant examiné le rapport du Sous-Comité ad hoc pour la Namibie,

"1. Réaffirme que le territoire de la Namibie relève de la responsabilité directe de l'Organisation des Nations Unies et que cette responsabilité comporte l'obligation d'appuyer et de promouvoir les

droits du peuple namibien conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

"2. *Réaffirme* l'unité nationale et l'intégrité territoriale de la Namibie;

"3. *Condamne* toutes mesures prises par le Gouvernement sud-africain en vue de détruire cette unité et cette intégrité territoriale, par exemple la création de bantoustans;

"4. *Déclare* que la continuation de la présence illégale de l'Afrique du Sud en Namibie constitue un acte illicite sur le plan international et une violation des obligations internationales et que l'Afrique du Sud devra continuer de répondre devant la communauté internationale de toutes violations de ces obligations internationales ou des droits du peuple du territoire de la Namibie;

"5. *Prend note avec satisfaction* de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice en date du 21 juin 1971;

"6. *Partage* l'avis de la Cour tel qu'il figure au paragraphe 133 de l'avis consultatif, à l'effet :

"1) Que, la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie étant illégale, l'Afrique du Sud a l'obligation de retirer immédiatement son administration de la Namibie et de cesser ainsi d'occuper le territoire;

"2) Que les Etats Membres des Nations Unies ont l'obligation de reconnaître l'illégalité de la présence de l'Afrique du Sud en Namibie et le défaut de validité des mesures prises par elle au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne, et de s'abstenir de tous actes et en particulier de toutes relations avec le Gouvernement sud-africain qui impliqueraient la reconnaissance de la légalité de cette présence et de cette administration, ou qui constitueraient une aide ou une assistance à cet égard;

"3) Qu'il incombe aux Etats qui ne sont pas membres des Nations Unies de prêter leur assistance, dans les limites du sous-paragraphe 2 ci-dessus, à l'action entreprise par les Nations Unies en ce qui concerne la Namibie";

"7. *Déclare* que toutes les questions touchant les droits du peuple namibien intéressent directement tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies et qu'il s'ensuit que ces derniers doivent tenir compte de ce fait dans leurs relations avec le Gouvernement sud-africain, en particulier dans toutes relations qui impliqueraient la reconnaissance de la légalité de cette présence et de cette administration illégales ou qui constitueraient une aide ou une assistance à cet égard;

"8. *Demande encore une fois* à l'Afrique du Sud de se retirer du territoire de la Namibie;

"9. *Déclare* que tout nouveau refus du Gouvernement sud-africain de se retirer de Namibie pourrait créer des conditions nuisibles au maintien de la paix et de la sécurité dans la région;

"10. *Réaffirme* les dispositions de la résolution 283 (1970), en particulier les paragraphes 1 à 8 et 11;

"11. *Demande* à tous les Etats, dans l'exercice de leurs responsabilités à l'égard de la Namibie et sous réserve des cas définis dans les paragraphes 122 et 125 de l'avis consultatif du 21 juin 1971 :

"a) De s'abstenir d'établir des relations conventionnelles avec l'Afrique du Sud dans tous les cas où le Gouvernement sud-africain prétend agir au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne;

"b) De s'abstenir d'invoquer ou d'appliquer les traités ou dispositions des traités conclus par l'Afrique du Sud au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne qui nécessitent une collaboration intergouvernementale active;

"c) D'examiner leurs traités bilatéraux avec l'Afrique du Sud pour s'assurer qu'ils ne sont pas incompatibles avec les paragraphes 5 et 6 ci-dessus;

"d) De s'abstenir d'accréditer auprès de l'Afrique du Sud des missions diplomatiques ou spéciales dont la juridiction s'étendrait au territoire de la Namibie;

"e) De s'abstenir d'envoyer des agents consulaires en Namibie et de rappeler ceux qui s'y trouveraient déjà;

"f) De s'abstenir d'entretenir avec l'Afrique du Sud agissant au nom de la Namibie ou en ce qui la concerne des relations de caractère économique ou autre qui seraient de nature à affirmer l'autorité de l'Afrique du Sud sur le territoire;

"12. *Déclare* que les licences, droits, titres ou contrats relatifs à la Namibie qui auront été adjugés à des particuliers ou à des sociétés par l'Afrique du Sud après l'adoption de la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale ne pourront être protégés ou repris à leur compte par les Etats dont relèvent ces particuliers ou sociétés dans le cas de revendications formulées par un futur gouvernement légitime de la Namibie;

"13. *Prie* le Sous-Comité *ad hoc* pour la Namibie de continuer à s'acquitter des tâches qui lui ont été confiées au titre des paragraphes 14 et 15 de la résolution 283 (1970) du Conseil de sécurité et, en particulier, en tenant compte de la nécessité de prendre des dispositions pour protéger efficacement les intérêts namibiens à l'échelon international, d'étudier des mesures appropriées pour que l'Organisation des Nations Unies puisse s'acquitter de ses responsabilités à l'égard de la Namibie;

"14. *Demande* au Sous-Comité *ad hoc* pour la Namibie d'examiner tous les traités et accords qui sont en contradiction avec les dispositions de la présente résolution afin de déterminer si des Etats ont conclu des accords qui reconnaissent l'autorité de l'Afrique du Sud sur la Namibie, et de faire périodiquement rapport à ce sujet;

"15. *Demande* à tous les Etats de soutenir et défendre les droits du peuple namibien et à cette fin d'appliquer intégralement les dispositions de la présente résolution;

"16. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport périodiquement sur l'application des dispositions de la présente résolution."

297. Expliquant son vote, le représentant de la Belgique a déclaré que, bien que sa délégation ait voté pour le projet de résolution, elle estimait qu'il ne convenait pas de donner au paragraphe 12 un effet rétroactif. En conséquence, la Belgique ne pourrait appliquer la disposition qui y était énoncée qu'en ce qui concerne l'avenir.

298. Le représentant de l'Argentine a alors présenté le projet de résolution suivant (S/10376) :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné plus avant la question de Namibie,

"Reconnaissant la responsabilité et l'obligation particulières de l'Organisation des Nations Unies à l'égard du peuple et du territoire de la Namibie,

"Réaffirmant une fois de plus le droit inaliénable et imprescriptible du peuple namibien à l'autodétermination et à l'indépendance,

"Réaffirmant également l'unité nationale et l'intégrité territoriale de la Namibie,

"1. Invite le Secrétaire général, agissant au nom de l'Organisation des Nations Unies, à prendre dès que possible toutes les mesures nécessaires, et notamment à se mettre en rapport avec toutes les parties intéressées, en vue d'établir les conditions nécessaires pour permettre au peuple de ce territoire d'exercer, librement et dans l'observation rigoureuse des principes de l'égalité des hommes, son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies;

"2. Prie le Secrétaire général de faire rapport au Conseil de sécurité sur l'application de la présente résolution."

Il a ensuite expliqué que les mesures énoncées dans le projet de résolution n'étaient pas incompatibles avec celles définies dans la résolution que le Conseil venait d'adopter. Sa délégation estimait qu'il importait d'étudier tous les moyens propres à assurer l'indépendance future et l'unité de la Namibie et de donner à ceux qui étaient responsables de l'administration du territoire la possibilité de prouver la pureté de leurs intentions.

299. Le représentant de la Sierra Leone a proposé de remanier le premier alinéa du préambule de manière à lire : *"Ayant examiné plus avant la question de Namibie et sans préjuger les mesures à prendre concernant d'autres résolutions du Conseil de sécurité"*.

300. Le représentant de la Somalie a dit qu'on devrait modifier le paragraphe 2 du dispositif en fixant une date pour la présentation du rapport du Secrétaire général.

301. Le représentant de l'URSS a déclaré que, comme le projet de résolution argentin ne mentionnait aucune résolution antérieure des Nations Unies, on pouvait se demander sur quelle base le Secrétaire général devrait se fonder pour agir. Il estimait que ce texte appelait une réflexion et des consultations attentives. Il a insisté pour qu'on laisse aux membres du Conseil le temps d'informer leurs gouvernements et d'en recevoir les instructions nécessaires.

302. Le représentant de la République arabe syrienne a émis l'opinion qu'il conviendrait d'ajouter un nouveau paragraphe par lequel le Conseil lancerait un appel au Gouvernement sud-africain pour lui demander de coopérer pleinement avec le Secrétaire général à l'occasion des contacts qu'il s'appropriait à engager.

303. Le 22 octobre, le représentant de l'Argentine a présenté le texte révisé du projet de résolution de sa délégation (S/10376/Rev.1), qui était libellé comme suit :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné plus avant la question de Namibie et sans préjudice des autres résolutions adoptées en la matière par le Conseil de sécurité,

"Reconnaissant les responsabilités et les obligations particulières de l'Organisation des Nations Unies à l'égard du peuple et du territoire de la Namibie,

"Réaffirmant une fois de plus le droit inaliénable et imprescriptible du peuple namibien à la libre détermination et à l'indépendance,

"Réaffirmant également l'unité nationale et l'intégrité territoriale de la Namibie,

"1. Invite le Secrétaire général, agissant au nom de l'Organisation des Nations Unies, à se mettre en rapport dès que possible avec toutes les parties intéressées en vue d'établir les conditions nécessaires pour permettre au peuple namibien d'exercer, librement et dans l'observation rigoureuse des principes de l'égalité des hommes, son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies;

"2. Exhorte le Gouvernement sud-africain à coopérer pleinement avec le Secrétaire général dans l'application de la présente résolution;

"3. Prie le Secrétaire général de faire rapport au Conseil de sécurité avant le 30 avril 1971 sur l'application de la présente résolution."

304. Le Conseil de sécurité a poursuivi l'examen de la question de Namibie au cours des réunions qu'il a tenues à Addis-Abéba du 28 janvier au 4 février 1972. On trouvera au chapitre 10 de la section B ci-après un compte rendu de ces débats et des décisions prises par le Conseil à cette occasion.

C. — COMMUNICATIONS ULTÉRIEURES

305. Par une lettre datée du 27 octobre (S/10379) adressée au Président du Conseil de sécurité, le Président par intérim du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a transmis le texte d'une pétition écrite concernant la question de Namibie.

306. Dans un télégramme daté du 12 novembre (S/10389), qui était adressé au Président du Conseil de sécurité et qui a été distribué sur instructions de ce dernier, le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande déclarait que son gouvernement accueillait avec satisfaction et appuyait la résolution 301 (1971) du Conseil de sécurité, et que, conformément à l'obligation des Etats non membres mentionnés dans l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, il continuerait d'œuvrer pour que soient intégralement observées les mesures adoptées par le Conseil de sécurité et par l'Assemblée générale concernant la Namibie.

307. Par une lettre datée du 24 janvier 1972 (S/10522), le Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie a transmis le texte d'une déclaration relative à la grève des travailleurs qui avait lieu en Namibie à cette époque, que le Conseil des Nations Unies pour la Namibie l'avait autorisé à publier.

308. Par une lettre datée du 24 janvier (S/10527), le Secrétaire général a transmis au Président du Conseil de sécurité le texte de la résolution 2871 (XXVI) relative à la question de la Namibie, que l'Assemblée générale avait adoptée à sa vingt-sixième session.

309. Dans une lettre datée du 8 mai adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10635), le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation

en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux appelait l'attention du Conseil sur un consensus relatif à la question de Namibie que le Comité spécial avait adopté à Addis-Abéba, le 27 avril, et

dans lequel il avait exprimé l'espoir que le Conseil de sécurité prendrait des mesures efficaces conformément à la Charte pour faire en sorte que l'Afrique du Sud se conforme à la demande que le Conseil lui avait faite de se retirer de la Namibie.

Chapitre 5

PLAINTÉ DE LA ZAMBIE

A. — COMMUNICATIONS AU CONSEIL DE SÉCURITÉ ET DEMANDE DE CONVOCATION DU CONSEIL

310. Par une lettre datée du 6 octobre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10352), le représentant de la Zambie a demandé que le Conseil de sécurité soit convoqué pour examiner une série d'incidents et de violations de l'espace aérien et de l'intégrité territoriale de la Zambie par des forces du Gouvernement sud-africain. Il était indiqué dans la lettre que des incidents s'étaient produits depuis un certain temps dans la zone frontière entre la Zambie et le territoire international de la Namibie, où l'Afrique du Sud maintenait illégalement des forces armées et des forces de police pour réprimer les mouvements de libération namibiens. Plus précisément, c'était à partir de cette zone de la Namibie, la bande de Caprivi, que, selon la lettre, ces forces étaient entrées le 5 octobre en territoire zambien.

311. Par une lettre datée du 7 octobre (S/10364), les représentants de 47 Etats Membres ont appuyé la demande de convocation du Conseil de sécurité présentée par la Zambie en soulignant que la dernière incursion armée des autorités sud-africaines représentait une menace pour la paix et la sécurité de la région. A leur avis, les incidents confirmaient aussi les dires des Etats africains indépendants selon lesquels il ne pouvait y avoir de distinction entre les armes destinées à la répression interne et celles destinées à des offensives. Il appartenait donc au Conseil de sécurité de prendre immédiatement des mesures pour mettre fin à l'occupation illégale de la Namibie et à la violation de l'intégrité territoriale d'un Etat Membre.

312. Par une lettre datée du 11 octobre, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10368), le représentant du Lesotho a indiqué, au nom de son gouvernement, qu'il appuyait la demande de convocation du Conseil présentée par la Zambie, qui était fondée sur la conviction que le Conseil était responsable du maintien de la paix dans la région et qu'il lui appartenait de garantir l'intégrité territoriale des Etats Membres.

B. — EXAMEN DE LA QUESTION DE LA 1590^e À LA 1592^e SÉANCE (8-12 OCTOBRE 1971)

313. A la 1590^e séance, le 8 octobre, le Conseil de sécurité a décidé, sans objection, d'inscrire la plainte présentée par la Zambie à son ordre du jour. Le Président a invité, avec l'assentiment du Conseil, les représentants de la Zambie, de la République-Unie de Tanzanie, du Nigéria, de l'Afrique du Sud, du Kenya et de la Guinée, sur leur demande, à participer à la discussion sans droit de vote. Ultérieurement, des invitations analogues ont été adressées aux représentants de la Yougoslavie, de l'Inde et du Pakistan.

314. Le représentant de la Zambie a dit que le Conseil se réunissait pour examiner une série de violations préméditées de l'espace aérien et de l'intégrité territoriale de son pays par les forces armées de l'Afrique du Sud, qui avaient créé une situation grave dans la région. Le 5 octobre, des unités de l'armée sud-africaine étaient entrées en territoire zambien à bord de vedettes rapides et d'hélicoptères, soi-disant pour poursuivre des combattants de la liberté, et avaient passé un certain temps en Zambie à effectuer de vaines recherches avant de retourner sur leurs bases militaires de la bande de Caprivi. Les intentions agressives de l'Afrique du Sud étaient manifestes depuis 1968, époque où le Premier Ministre de l'Afrique du Sud avait dit que son pays "frapperait si fort la Zambie qu'elle ne l'oublierait jamais". Des journaux sud-africains pro-*apartheid* avaient récemment mentionné que M. Vorster avait dit, lors d'une convention du parti au pouvoir, auquel il appartient, que son gouvernement poursuivrait les combattants de la liberté "jusqu'au bout, jusqu'à Lusaka". Le représentant de la Zambie a souligné que l'incident en question n'était pas le premier; l'Afrique du Sud avait systématiquement violé l'intégrité territoriale de la Zambie. Il a cité 24 violations de la souveraineté de son pays commises par l'Afrique du Sud entre le 26 octobre 1968 et le 5 octobre 1971. La Zambie avait été victime de ces actes d'agression, a-t-il déclaré, parce qu'elle se trouvait avoir une frontière commune avec le territoire international de la Namibie, qui était gouverné par le régime minoritaire illégal, qu'elle adhérait au principe du non-racisme, qu'elle était opposée à un dialogue avec l'Afrique du Sud, qu'elle était convaincue que les peuples d'Afrique australe avaient droit à la libre détermination, qu'elle se dressait contre la suprématie blanche et qu'en tant que Membre fidèle de l'Organisation des Nations Unies, elle respectait ses engagements en vertu de l'Article 25 de la Charte. Le représentant de la Zambie a souligné que son gouvernement n'était aucunement responsable des activités entreprises en Namibie par les combattants de la liberté qui opposaient une résistance à l'oppression sud-africaine. De plus, l'Afrique du Sud s'était ingérée dans les affaires intérieures de la Zambie en finançant l'opposition au gouvernement. N'ayant pas réussi à porter de cette manière un coup mortel à l'unité de la Zambie, elle s'était engagée dans des actions militaires. La Zambie désirait la paix et la stabilité sur ses frontières mais il était irréaliste de parler de paix avec l'Afrique du Sud tant que le problème de l'*apartheid* n'était pas résolu. C'était contre la Zambie qu'il y avait eu agression et le représentant de ce pays espérait que le Conseil ferait une distinction entre l'auteur et la victime de cette agression. Si le Conseil décidait d'envoyer une mission d'enquête en Zambie, le gouvernement de ce pays se ferait un plaisir de l'accueillir

et de lui accorder une assistance, étant entendu qu'il serait également permis à la mission d'entrer en Namibie, afin qu'elle puisse présenter un rapport équilibré.

315. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie a dit que la déclaration du représentant de la Zambie avait clairement montré que les violations du territoire de ce dernier pays avaient été commises en application d'un plan établi par l'Afrique du Sud et les autorités coloniales de Lisbonne. La dernière agression n'était pas une surprise car on ne pouvait s'attendre qu'un régime qui soumettait la majorité de sa population à une répression systématique respecte les normes devant régir les relations internationales. L'attaque contre la Zambie s'inscrivait dans le cadre d'un processus continu et on ne ferait que durcir l'affrontement si l'on n'agissait pas promptement. Certains membres permanents du Conseil, alliés aux régimes racistes et colonialistes d'Afrique, étaient restés apathiques lorsque des dirigeants africains les avaient avertis de l'imminence d'un conflit armé. L'incursion en Zambie devait fournir au Conseil l'occasion de revoir sa position à l'égard de l'Afrique australe. Il n'était plus temps de se contenter de demi-mesures ou de résolutions ambiguës. Le représentant de la Tanzanie lançait en particulier un appel aux Etats-Unis, au Royaume-Uni et à la France, alliés de l'Afrique du Sud, pour qu'ils renoncent à fournir une assistance aux agresseurs. Continuer à approvisionner les régimes racistes en armes constituait une violation de la résolution sur l'embargo adoptée par le Conseil et, de plus, équivalait à aider directement le régime de l'*apartheid*. L'Afrique du Sud, a soutenu le représentant de la Tanzanie, voulait détourner l'attention d'une situation intérieure troublée et, par conséquent, recherchait à l'extérieur des ennemis problématiques. Il a réaffirmé que sa délégation appuyait la Zambie et a prié instamment le Conseil d'exiger que l'intégrité territoriale de la Zambie soit pleinement respectée.

316. Le représentant de l'Afrique du Sud a dit que des incidents s'étaient effectivement produits les 4 et 5 octobre dans la bande de Caprivi, près de la frontière zambienne. Le 4 octobre, un véhicule où se trouvaient des policiers sud-africains avait sauté sur une mine et quatre de ses occupants avaient été grièvement blessés. Le lendemain, une autre mine avait tué un policier sud-africain enquêtant sur ce premier incident. On avait retrouvé la trace de quatre personnes venues du territoire zambien et retournées sur ce territoire. Le Premier Ministre d'Afrique du Sud avait prévenu à maintes reprises les intéressés qu'aucun pays ne pouvait tolérer de telles actions hostiles contre son territoire ou les territoires qu'il contrôlait. En conséquence, des forces de la police sud-africaine avaient suivi cette trace mais elles n'avaient pas franchi la frontière zambienne. Auparavant, des franchissements non autorisés et non délibérés de l'espace aérien et de la frontière, imputables aux deux parties, s'étaient produits dans la région. Le Premier Ministre a ajouté qu'entre novembre 1969 et juillet 1971 la Zambie avait violé 12 fois l'espace aérien du Sud-Ouest africain; cependant, les pouvoirs publics de ce territoire continuaient à permettre aux Zambiens de franchir la frontière sans passeport pour recevoir des soins à l'hôpital. Les infiltrations de bandes armées venues de Zambie, qui franchissaient la frontière pour causer des destructions, représentaient des incidents bien plus graves. Cinq mines avaient explosé en 1971. Le Gouvernement sud-africain avait demandé à la Zambie de

prendre des mesures pour empêcher ces incursions mais il n'avait pas obtenu de réponse. Ce gouvernement était tenu de protéger les habitants de l'Afrique du Sud et du Sud-Ouest africain contre les actes de terrorisme et ne tolérerait donc pas de telles activités.

317. Le représentant du Burundi a dit que les menaces proférées par l'Afrique du Sud à l'encontre de la Zambie, à un moment où le Conseil était saisi du problème de la Namibie, illustraient son mépris insupportable envers l'ONU. Prétendre que les explosions de mines avaient eu pour auteurs des Namibiens hébergés en Zambie n'était qu'un autre prétexte pour ses appétits annexionnistes. En dépit de la tyrannie, les Namibiens avaient en fait réussi à mener leur action à l'intérieur même du Territoire. Le Conseil avait déjà été saisi de cas analogues d'agression commis par l'Afrique du Sud et devait continuer à défendre les principes de justice et de liberté.

318. Le représentant du Kenya a dit que sa délégation considérait toute agression commise par l'Afrique du Sud contre n'importe quel Etat africain comme une agression commise contre le Kenya lui-même; ce pays condamnait donc l'attaque et comptait que le Conseil prendrait des mesures rigoureuses contre le régime sud-africain. La délégation kényenne estimait que continuer à appuyer l'Afrique du Sud, comme le faisaient les membres du Conseil qui avaient été à l'avant-garde de la colonisation de l'Afrique, mettait en péril l'indépendance des pays africains. Le représentant du Kenya a rappelé au Conseil que celui-ci avait récemment été saisi de plaintes relatives à une agression commise par le Portugal contre la Guinée et le Sénégal. L'axe Rhodésie-Portugal-Afrique du Sud menaçait la paix en Afrique et l'existence même de l'ONU. Le Conseil devait donc prendre des mesures décisives contre l'Afrique du Sud, qui considérerait l'inaction comme un blanc-seing pour de nouvelles agressions. Le Gouvernement kényen demandait au Conseil de condamner l'agression contre la Zambie et d'exiger que l'Afrique du Sud présente des excuses et s'engage à respecter l'intégrité territoriale de la Zambie et de tous les autres Etats indépendants d'Afrique australe.

319. Le représentant du Nigéria a dit que le Premier Ministre d'Afrique du Sud avait confirmé que son gouvernement avait l'intention d'étendre à la Zambie, en poursuivant les combattants de la liberté, la guerre qui sévissait à l'intérieur de la Namibie. L'Afrique du Sud ne disposait d'aucune preuve attestant que la Zambie avait eu quoi que ce soit à voir avec la pose des mines, qui avait servi de prétexte à l'attaque. Le Conseil n'ayant pas pris de mesures énergiques contre l'Afrique du Sud, ce pays estimait que rien ne le retenait de commettre des agressions. Il se pouvait, a dit le représentant du Nigéria, que les Etats africains soient militairement faibles, mais le jour viendrait où ils contre-attaqueraient. L'Afrique du Sud menaçait militairement la sécurité des nations africaines. Si le Conseil n'assumait pas ses responsabilités, il était probable que l'Afrique du Sud déclencherait une guerre raciale. Il appartenait donc au Conseil de préserver l'intégrité territoriale de tous les Etats Membres et de faire en sorte que l'administration sud-africaine se retire du Territoire de la Namibie.

320. Le représentant de la Sierra Leone a dit que sa délégation concluait des explications fournies par le Ministre des affaires étrangères d'Afrique du Sud que ce pays avait admis avoir violé l'intégrité terri-

toriale de la Zambie à la suite de provocations de terroristes opérant dans le "Sud-Ouest africain", mais non en Zambie. En ce qui concerne les mines en question, il aurait été utile que l'Afrique du Sud précise leur position exacte, ainsi que leur nombre et leur origine, parce qu'il semblait à la délégation de la Sierra Leone qu'elles avaient été posées par les Sud-Africains eux-mêmes. Quant à l'enquête sur les franchissements de frontière, le représentant de la Sierra Leone a fait observer qu'il n'était guère possible d'identifier des empreintes de pas sur un sol dur. En conclusion, il a déclaré que le Conseil devait mettre l'Afrique du Sud en demeure de ne plus violer l'intégrité territoriale de la Zambie et de se retirer de Namibie.

321. Le représentant de la Somalie a souligné que la politique raciale de l'Afrique du Sud constituait une menace pour la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats africains et pour la paix dans l'ensemble de la région. L'Organisation des Nations Unies devait traiter le problème de l'Afrique australe dans le cadre d'un programme concerté d'action. Le Secrétaire général avait parlé des facteurs communs dont l'effet se faisait sentir en Afrique australe et avait demandé aux dirigeants africains de donner à la communauté internationale une orientation quant à la manière de résoudre les problèmes de la région. Une solution avait été formulée dans le Manifeste de Lusaka mais l'Afrique du Sud l'avait rejetée; la situation continuait donc à se détériorer. Les renseignements dont on disposait montraient que les forces sud-africaines étaient entrées en Zambie sur l'ordre direct du Premier Ministre. Le fait que l'Afrique du Sud avait implanté en Namibie des forces policières et militaires importantes n'était pas un secret. Le représentant de la Somalie a rappelé que le Conseil de sécurité avait adopté au cours de ces trois dernières années six résolutions qui affirmaient toutes l'illégalité de la présence de l'Afrique du Sud en Namibie; pourtant, l'Afrique du Sud avait continué à utiliser le Territoire pour menacer la Zambie. L'Afrique du Sud essayait de punir la Zambie à cause de l'échec de sa propre politique et d'exercer des pressions sur ce pays pour qu'il abandonne sa politique indépendante. Il convenait que le Conseil fournisse une assistance à la Zambie, victime de la politique agressive du régime sud-africain, qu'il condamne l'Afrique du Sud pour ses violations de la souveraineté de la Zambie et qu'il fasse en sorte qu'elle renonce à de telles actions.

322. Le représentant de la République arabe syrienne a dit qu'avec la plainte de la Zambie le Conseil se trouvait aux prises avec le phénomène de l'impérialisme et du colonialisme, condamné à maintes reprises par l'ONU. Les arguments du représentant de l'Afrique du Sud ne reposaient sur rien, si ce n'est sur l'*apartheid*, le pouvoir que ce pays exerçait illégalement en Namibie et la coopération qu'il pratiquait avec la Rhodésie et le Portugal, toutes choses qui avaient été déjà condamnées par le Conseil. Il était donc demandé au Conseil de veiller à ce que ses propres résolutions soient appliquées, afin de donner un sens à la Charte. Le représentant de la République arabe syrienne a présenté ensuite un projet de résolution (S/10365) dont les auteurs étaient le Burundi, la République arabe syrienne, la Sierra Leone et la Somalie, et dont le texte était le suivant :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant reçu la lettre du représentant permanent

de la Zambie reproduite dans le document S/10352 ainsi que la lettre de 46 Etats Membres publiée sous la cote S/10364,

"Prenant note de la déclaration faite par le représentant permanent de la Zambie à la 1590^e séance concernant des violations de la souveraineté, de l'espace aérien et de l'intégrité territoriale de la Zambie par l'Afrique du Sud,

"Tenant compte de la menace à la paix et à la sécurité internationales que constituent les violations de la souveraineté et de l'intégrité territoriale d'un Etat,

"Gravement préoccupé de ce que des violations de cette nature compromettent sérieusement l'indépendance, la paix et la stabilité d'Etats africains indépendants voisins,

"Conscient de sa responsabilité aux termes des paragraphes 1 et 2 de l'Article 24 de la Charte des Nations Unies,

"1. Condamne les violations de la souveraineté, de l'espace aérien et de l'intégrité territoriale de la Zambie par l'Afrique du Sud;

"2. Déclare que ces violations sont contraires à la Charte des Nations Unies;

"3. Fait appel à l'Afrique du Sud pour qu'elle respecte pleinement la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Zambie et cesse immédiatement de les violer;

"4. Déclare en outre qu'au cas où l'Afrique du Sud refuserait de se conformer à la présente résolution, le Conseil de sécurité se réunira de nouveau pour examiner d'autres mesures ou actions appropriées conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies."

323. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit que la Zambie avait mis le Conseil au courant de faits relatifs à l'agression permanente perpétrée par les racistes sud-africains. L'incursion du 5 octobre n'était pas niée mais, en fait, admise par le Premier Ministre d'Afrique du Sud. Il était clair que l'Afrique du Sud utilisait le Territoire de la Namibie pour des actes d'agression contre la Zambie et d'autres territoires africains. Elle avait construit des bases militaires, des terrains d'aviation et un système de missiles dans la zone de Caprivi et les utilisait pour organiser des activités subversives contre la Zambie. Bien que la puissance militaire et économique de l'Afrique du Sud fût impressionnante, ce pays ne pourrait s'opposer au Conseil de sécurité s'il était isolé et ne recevait aucune aide des pays occidentaux dont les intérêts en Afrique du Sud étaient notoires. Il fallait que le Conseil exige que les principaux partenaires de l'Afrique du Sud cessent d'appuyer le régime raciste. L'Union soviétique souscrivait aux décisions prises par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité au sujet des problèmes qui se posaient en Afrique du Sud et les appliquait intégralement, comme tous les Etats devraient le faire. Il fallait que le Conseil aborde très sérieusement la question de la nécessité de mettre un terme à l'agression sud-africaine. Il fallait qu'il condamne cette agression et prenne des mesures concrètes pour empêcher que de tels actes se renouvellent.

324. Le représentant de la Pologne a rappelé que le Conseil avait examiné une série de questions ayant toutes des éléments communs inscrites à son ordre du jour par des Etats africains. L'agression des forces

racistes se poursuivait, les attaques revêtaient un caractère systématique et étaient étendues de manière à menacer une vaste région, et les racistes recevaient une assistance économique, militaire et politique de certains pays occidentaux. Conformément à sa position, qui était connue, la Pologne appuierait toutes mesures concrètes, efficaces et immédiates visant à mettre un terme à ces actes d'agression.

325. Le représentant de la Zambie a dit que la déclaration faite par le Ministre des affaires étrangères d'Afrique du Sud confirmait les accusations lancées par la Zambie en ce qui concerne les intentions agressives de l'Afrique du Sud. Il a réaffirmé que la Zambie continuerait à donner asile aux réfugiés fuyant l'oppression sud-africaine.

326. A la 1591^e séance, le 11 octobre, le représentant de la Guinée a déclaré que l'attaque contre la Zambie, survenant à un moment où le Conseil examinait la question de l'occupation illégale de la Namibie par l'Afrique du Sud, infligeait une insulte à l'Organisation des Nations Unies. L'Afrique du Sud, comme le Portugal, recourait à des menaces et à une pression économique, ainsi qu'à l'agression, contre des Etats africains indépendants qui appuyaient les combattants de la liberté, par mesure de représailles et en vue d'instaurer son impérialisme économique et politique. Le représentant de la Guinée a noté que des avions sud-africains survolaient fréquemment le territoire zambien et que le Premier Ministre d'Afrique du Sud avait menacé d'envahir la Zambie. Le Conseil devait prendre des mesures concrètes pour rendre matériellement impossible à l'Afrique du Sud d'attaquer ses voisins africains. Il importait également que le Conseil mette un terme à l'occupation de la Namibie, ce territoire étant utilisé comme base pour lancer de telles attaques.

327. Le représentant de la Yougoslavie a rappelé au Conseil que sa délégation avait soutenu à maintes reprises que les derniers bastions du colonialisme et de l'*apartheid* en Afrique australe constituaient une source d'instabilité et menaçaient la paix dans la région. Le Premier Ministre d'Afrique du Sud avait donné à ses forces armées l'ordre de lancer des expéditions punitives contre Lusaka. Les menaces proférées par l'Afrique du Sud et les démonstrations de puissance militaire auxquelles elle se livrait étaient le fruit de l'attitude conciliante de certaines grandes puissances, laquelle expliquait aussi l'incapacité de l'ONU à s'occuper efficacement de la question de l'*apartheid* et du colonialisme. Il fallait que le Conseil exige que l'Afrique du Sud cesse cette agression et, si elle ne s'inclinait pas, qu'il prenne d'autres mesures conformes à la Charte, car il était clair que la paix ne saurait être assurée en Afrique tant que le colonialisme et l'*apartheid* y persisteraient.

328. Le représentant de l'Inde a dit qu'il était temps que le Conseil envisage globalement ce qui se passait en Afrique australe car il n'avait pas été capable, jusqu'à présent, de prendre des mesures pour réduire les possibilités d'action des régimes racistes de Pretoria, de Salisbury et de Lisbonne, bien que l'ONU dans son ensemble soit vivement indignée par leur politique inhumaine. Les raisons de cette inaction étaient bien connues et l'Organisation devait se rendre compte que son attitude rendait encore plus fragile la paix dans la région et avait des répercussions néfastes sur le développement de pays africains indépendants. La Zambie, en particulier, était la cible de l'Afrique

du Sud parce qu'elle s'opposait à l'*apartheid* et aux tentatives visant à diviser les pays africains. L'Assemblée générale ayant déjà reconnu la légitimité de la lutte des combattants de la liberté, le Conseil devait lui aussi accepter ce principe en déclarant que la lutte contre le colonialisme était licite. Le représentant de l'Inde a suggéré au Conseil de suivre régulièrement l'évolution des problèmes de l'Afrique australe et de se réunir tous les trois mois pour examiner l'efficacité des sanctions économiques et des autres mesures restrictives qu'il avait arrêtées.

329. Le représentant du Pakistan a dit que la Zambie et d'autres Etats africains indépendants étaient constamment soumis à des pressions par l'alliance Salisbury-Pretoria-Lisbonne. L'Afrique du Sud avait invoqué le droit de poursuivre sans désespérer les soi-disant terroristes qui luttaien pour la liberté et combattaient un adversaire de l'ONU. En conséquence, l'Organisation était moralement tenue de les protéger contre la répression. Faute d'une action efficace du Conseil, la situation en Afrique australe se détériorait. L'incursion en Zambie n'était qu'un élément d'un processus continu.

330. Le représentant de la Somalie a indiqué au Conseil que l'on procédait à des consultations à propos du texte du projet de résolution. Comme la situation était tendue sur la frontière zambienne, une prompt adoption de la résolution serait utile.

331. A la 1592^e séance, le 12 octobre, le représentant de la Somalie a présenté un texte révisé du projet de résolution (S/10365/Rev.1), dont les auteurs étaient le Burundi, la Sierra Leone et la Somalie. Il a expliqué que le nouveau texte était le fruit de consultations entre les Etats africains et les membres du Conseil. Encore que le projet initial n'eût prévu, semblait-il, que les mesures minimales requises, ce nouveau texte ne transigeait sur aucun principe.

Décision : A la 1592^e séance, le 12 octobre 1971, le projet de résolution révisé a été adopté à l'unanimité en tant que résolution 300 (1971). Sa teneur était la suivante :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant reçu la lettre du représentant de la Zambie reproduite dans le document S/10352 ainsi que la lettre de 47 Etats Membres publiée sous la cote S/10364,

"Prenant note de la déclaration du représentant de la Zambie concernant des violations de la souveraineté, de l'espace aérien et de l'intégrité territoriale de la Zambie par l'Afrique du Sud,

"Prenant note de la déclaration du Ministre des affaires étrangères de la République sud-africaine,

"Ayant présent à l'esprit que tous les Etats Membres doivent s'abstenir dans leurs relations de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat,

"Conscient de ce qu'il a la responsabilité de prendre des mesures collectives efficaces pour prévenir et éliminer les menaces à la paix et à la sécurité,

"Préoccupé par la situation qui règne aux frontières de la Zambie et de la Namibie, au voisinage de la bande de Caprivi,

"1. *Réaffirme* que toute violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale d'un Etat Membre est contraire à la Charte des Nations Unies;

"2. *Fait appel* à l'Afrique du Sud pour qu'elle respecte pleinement la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Zambie;

"3. *Déclare en outre* que, au cas où l'Afrique du Sud violerait la souveraineté ou l'intégrité territoriale de la Zambie, le Conseil de sécurité se réunira de nouveau pour examiner plus avant la situation conformément aux dispositions pertinentes de la Charte."

332. Dans le cadre des déclarations qui ont suivi le vote, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a fait observer que ce qui avait été dit au Conseil au sujet des incidents en cause avait laissé certaines questions en suspens; toutefois, il était clair que des tensions subsistaient et que l'on appréhendait toujours de futurs incidents. Ces incidents causaient une préoccupation particulière parce qu'ils s'étaient produits dans la zone du Territoire international de la Namibie. A cet égard, la délégation des Etats-Unis réaffirmait qu'elle appuyait la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale et la conclusion de la Cour internationale de Justice sur ce point. Il convenait que toutes les parties veillent à ce que les tensions ne soient pas exacerbées par des franchissements non autorisés et contraires à la Charte de frontières internationales par des forces irrégulières. Le représentant des Etats-Unis regrettait que la résolution n'ait pas été plus précise à ce propos.

333. Le représentant de l'Italie a dit que sa délégation avait noté que les questions soulevées par un

certain nombre d'incidents antérieurs avaient été traitées par les parties au moyen d'échanges de notes, conformément à l'Article 33 de la Charte. Il a remercié les auteurs d'avoir élaboré une nouvelle version de leur projet mais a dit que sa délégation aurait préféré un texte plus concis, en accord avec les renseignements communiqués au Conseil. La délégation italienne avait voté en faveur de la résolution à cause du risque d'accroissement de la tension dû au malaise qui régnait dans la région.

334. Le représentant de la France a dit que la résolution avait atteint l'objectif de fermeté souhaité et qu'elle témoignait de l'intérêt que le Conseil portait à la Zambie. En l'adoptant, le Conseil avait souligné qu'il était résolu à préserver la souveraineté et l'intégrité territoriale d'un Etat Membre.

335. Le représentant de la Zambie a dit qu'en adoptant un texte où l'on se contentait de réprimander en termes modérés l'Afrique du Sud le Conseil avait commis une injustice à l'égard de la Zambie. Toutefois, la délégation zambienne, dans un esprit de coopération, a accueilli favorablement ce texte. Certains membres du Conseil, estimait-il, avaient tendance à protéger les régimes racistes. Les petits Etats espéraient que le Conseil serait capable de les protéger contre l'agression, mais que restait-il maintenant de cet espoir? Néanmoins, la Zambie avait remporté une victoire le jour où 47 Etats Membres avaient appuyé sa plainte. Suivant son interprétation de la résolution, au cas où de nouvelles agressions se produiraient, le Conseil envisagerait d'autres mesures, sans exclure la possibilité de recourir à celles que prévoyait le Chapitre VII de la Charte.

Chapitre 6

QUESTION RELATIVE A LA SITUATION EN RHODESIE DU SUD

A. — COMMUNICATIONS ADRESSÉES AU CONSEIL DE SÉCURITÉ ET DEMANDE DE RÉUNION

336. Par une lettre datée du 15 juin 1971 (S/10225), dans laquelle étaient rappelées les conditions particulières relatives à la situation géographique de la Zambie, telles qu'elles avaient été dûment reconnues par les termes des résolutions 253 (1968) et 277 (1970) du Conseil de sécurité relatives à l'application des sanctions contre la Rhodésie du Sud, le représentant de la Zambie a demandé au Secrétaire général d'informer les membres du Conseil de sécurité des difficultés qu'avaient entraînées pour la Zambie les actions des autorités portugaises. D'après la lettre, le Portugal avait refusé le passage à divers produits destinés à être importés en Zambie et les gardait dans les ports maritimes de Beira, Nacala et Lourenço Marques au Mozambique et de Lobito en Angola. Parmi les marchandises ainsi immobilisées se trouvait du maïs, produit d'une importance vitale du fait qu'il constituait la base de l'alimentation de la population de la Zambie. Pour remplacer les marchandises immobilisées par le Portugal, la Zambie devait importer des quantités supplémentaires, en leur faisant emprunter des itinéraires non habituels, et cela à un coût beaucoup plus élevé que le coût normal. En outre, d'autres importations, notamment des fournitures médicales, des véhicules à moteur et des denrées alimentaires périssables, avaient subi des retards considérables en raison de l'attitude des autorités des ports placés sous le con-

trôle du Portugal. La Zambie ne pouvait guère se permettre de perdre davantage de devises étrangères. Malheureusement, et c'était la conclusion de la lettre, la Zambie ne recevait aucune assistance du type envisagé par le Conseil dans ses résolutions.

337. Le 13 juillet, un deuxième additif (S/10229/Add.2) au quatrième rapport du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité a été publié; y figuraient trois nouvelles annexes donnant des statistiques sur les importations de tous produits en provenance de la Rhodésie du Sud, les exportations de tous produits vers la Rhodésie du Sud et le commerce des produits, toutes ces statistiques concernant l'année 1970.

338. Dans quatre lettres adressées entre le 2 juillet et le 6 octobre au Président du Conseil de sécurité (S/10249 et Corr.1, S/10298, S/10312 et S/10355), le Président ou le Président par intérim du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux ont porté à l'attention du Conseil de sécurité le texte de trois résolutions et de deux expressions de consensus relatifs à la situation en Rhodésie du Sud, adoptés par le Comité spécial lors de séances tenues le 2 juillet, le 24 août, le 9 septembre et le 6 octobre respectivement.

339. Le 8 novembre, le représentant de la Haute-Volta a, en sa qualité de président du Groupe africain auprès de l'Organisation des Nations Unies, communi-

qué le texte d'une déclaration (S/10385) adoptée par le Groupe à la suite de sa réunion du 5 novembre concernant la décision qu'avait prise le Congrès des Etats-Unis, le 4 novembre, de permettre l'importation aux Etats-Unis de minerai de chrome en provenance de la Rhodésie du Sud, en violation de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité. D'après cette déclaration, le Groupe africain déplorait profondément cette décision qui, si elle était appliquée, saperait les bases de la responsabilité de l'Etat pour ce qui était des sanctions obligatoires imposées par le Conseil de sécurité, et il demandait au Secrétaire général d'user de ses bons offices pour appeler l'attention des Etats-Unis sur les effets de toute violation de ces sanctions.

340. Dans une lettre datée du 24 novembre (S/10396), le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a demandé au Président de réunir le Conseil de sécurité le 25 novembre, ou à un moment ultérieur aussi rapproché de cette date que possible, pour qu'il puisse faire une déclaration sur les entretiens récents que le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth de son gouvernement venait de mener à Salisbury.

B. — EXAMEN DE LA QUESTION PAR LE CONSEIL À SES 1602^e À 1605^e, 1609^e, 1622^e ET 1623^e SÉANCES (25 ET 30 NOVEMBRE, 2, 8, 29 ET 30 DÉCEMBRE 1971)

341. A sa 1602^e séance, le 25 novembre, le Conseil de sécurité a inscrit à son ordre du jour la lettre du Royaume-Uni ainsi que le quatrième rapport du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité, et il les a examinés lors de sept séances qui se sont tenues entre le 25 novembre et le 30 décembre, séances au cours desquelles les représentants de l'Arabie Saoudite, de la République-Unie de Tanzanie, du Kenya, de la Zambie, du Ghana, de l'Ouganda, du Nigéria, de l'Algérie et de l'Inde ont été conviés, sur leur demande, à participer aux débats sans droit de vote.

342. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'étant donné que le règlement du problème de la Rhodésie du Sud, bien qu'incombant en premier ressort au Gouvernement britannique, était à bon droit un sujet de préoccupation constante pour la communauté mondiale, le Gouvernement britannique estimait juste et approprié d'informer le Conseil de sécurité des tous derniers événements au moment même où le Secrétaire aux affaires étrangères en informait la Chambre des communes. Le représentant du Royaume-Uni a souligné que l'accord sur certaines propositions auquel on avait abouti ne représentait qu'une première étape et qu'aucune modification de la situation actuelle n'interviendrait tant que la population de la Rhodésie dans son ensemble n'aurait pas eu la possibilité pleine et entière d'indiquer si elle acceptait ces propositions. Il a brièvement exposé l'évolution des événements en Rhodésie du Sud, notamment depuis que la colonie avait obtenu la pleine autonomie interne en 1923, faisant valoir que la situation de la Rhodésie n'était pas une situation coloniale ordinaire, au sens que l'on pouvait qualifier de classique. La Grande-Bretagne n'avait jamais administré la Rhodésie directement par une présence physique, et l'emploi de la force à la suite de la déclaration illégale de l'indépendance en 1965 n'aurait été ni possible ni souhaitable. Le représentant du Royaume-Uni a dit que les sanctions obligatoires de l'ONU, que son gouvernement avait deman-

dées et qu'il appuyait pleinement, n'avaient pas, quoi qu'elles ne fussent pas sans effet, forcé le régime de Smith à capituler et à accepter un règlement imposé. La situation des Africains de Rhodésie s'était détériorée au point que le climat était de plus en plus semblable à celui de l'*apartheid* en Afrique du Sud. C'était pour renverser cette dégradation que le Gouvernement britannique considérait comme une obligation, ainsi que l'avait réaffirmé le Conseil de sécurité dans sa résolution 288 (1970), de trouver une solution conforme aux cinq principes que le Gouvernement britannique avait toujours suivis comme lignes générales et que le représentant du Royaume-Uni allait énoncer à nouveau au Conseil. Le texte des propositions en vue d'un règlement, qui avaient fait l'objet d'un accord entre le Secrétaire aux affaires étrangères du Royaume-Uni et M. Smith le 24 novembre à Salisbury et qui avaient été acceptées par le Cabinet britannique, serait communiqué à tous les membres du Conseil de sécurité. Néanmoins, le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne a décrit en détail ces propositions et expliqué de quelle façon elles correspondaient aux cinq principes dont il avait parlé. Il y avait tout d'abord le test "d'acceptabilité", soit les procédures qu'allait appliquer une commission placée sous la présidence de lord Pearce pour s'enquérir directement auprès de toutes les couches de la population de la Rhodésie de leurs vues sur l'acceptabilité des propositions. Les dispositions constitutionnelles, qui constituaient le cœur même de ces propositions, étaient capitales pour ce qui était du principe d'une évolution sans entrave vers le gouvernement par la majorité et représentaient un changement d'orientation net par rapport à l'état actuel des choses tel qu'il se trouvait reflété dans la Constitution de 1969. Autre élément très important, la nouvelle déclaration des droits protégerait les droits et libertés fondamentaux de l'individu et donnerait le droit de saisir la Haute Cour en réparation d'un préjudice à toute personne alléguant une violation des dispositions de cette déclaration. Les autres éléments principaux avaient trait à l'amendement de la Constitution et à certaines dispositions clefs de la loi électorale. Il y avait en outre des dispositions prévoyant la révision de la législation actuelle par une commission indépendante qui examinerait le problème de la discrimination raciale ainsi que d'autres problèmes ayant des incidences directes sur le statut et les droits des Africains. Les propositions contenaient également des dispositions importantes concernant la propriété foncière et le développement, et prévoyaient notamment un programme de développement bénéficiant d'une assistance du Gouvernement britannique et visant à accroître les possibilités d'emploi et d'éducation des Africains. En conclusion, le représentant du Royaume-Uni a souligné que l'acceptation des propositions par la population de la Rhodésie du Sud dans son ensemble était une condition indispensable à la mise en œuvre générale et qu'il faudrait attendre quelques mois avant d'en être assuré. Si la population ne les acceptait pas, les propositions auraient été faites pour rien. Si elle les acceptait, et une fois le Gouvernement britannique parfaitement certain que le Gouvernement rhodésien avait promulgué la législation voulue et pris les mesures nécessaires pour donner effet à ces propositions, on pourrait passer alors au stade final, à savoir, accorder l'indépendance juridique à la Rhodésie du Sud et lever les sanctions. Les propositions offraient aux Africains de Rhodésie l'occasion d'accéder à la liberté politique, d'être responsables de leur propre destin et de jouer

un rôle complet et, en définitive, décisif dans une société multiraciale. Il appartenait à la population rhodésienne dans son ensemble de dire si ces propositions lui convenaient et tant que le Royaume-Uni ne connaîtrait pas son opinion, il ne changerait pas sa politique à l'égard du régime actuel de la Rhodésie du Sud.

343. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit qu'il se sentait obligé de faire observer que les entretiens engagés par le Secrétaire britannique aux affaires étrangères à Salisbury avaient été menés avec un régime illégal et raciste qui avait déjà été condamné comme tel par l'Organisation des Nations Unies, et qu'ils avaient débouché sur un accord conclu à l'insu et sans la participation du peuple du Zimbabwe, contrairement aux appels contenus dans la résolution 2652 (XXV) de l'Assemblée générale et aux résolutions adoptées récemment par l'Assemblée à sa vingt-sixième session. Il a regretté que le Conseil se soit réuni avant que les membres aient pu recevoir et étudier le texte de l'accord. Néanmoins, la signification essentielle de cet accord était clairement de maintenir, pour une période indéterminée, l'ordre racial que existait en Rhodésie du Sud. Le Royaume-Uni, a-t-il dit, allait s'efforcer d'imposer l'accord Home-Smith à la population du Zimbabwe et de lui dorer la pilule par des promesses de programme d'éducation à long terme destiné à préparer les Africains à l'indépendance. Cela faisait longtemps que cette thèse colonialiste avait été condamnée, et les représentants de nombreux pays africains, Membres de l'Organisation des Nations Unies l'avaient amplement réfutée. Il était intéressant de noter, a ajouté le représentant de l'Union soviétique, que la visite qu'avait rendue le Secrétaire britannique aux affaires étrangères aux racistes de Rhodésie du Sud avait coïncidé avec la décision qu'avait prise le Congrès des Etats-Unis de rapporter l'embargo sur les achats de chrome de Rhodésie du Sud par les monopoles américains. Il était absolument évident que l'on se trouvait en présence de tentatives visant à porter secours au régime illégal de la Rhodésie du Sud. Le Gouvernement britannique ne faisait pas seulement fi des demandes de la population autochtone du Zimbabwe qui ne voulait pas d'indépendance avant que ne soit établi le gouvernement de la majorité; il faisait également fi des demandes de toute l'Afrique et de l'opinion publique mondiale tout entière ainsi que des décisions de l'Organisation des Nations Unies. Il cherchait à rendre légitime le régime illégal et raciste, contrairement aux principes contenus dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, poursuivant ses desseins en collaboration avec les Etats-Unis en vue de renforcer et de conserver en Afrique australe, avec le système colonial portugais et le système raciste de l'Afrique du Sud, un bastion du colonialisme, de l'impérialisme et du racisme. Se référant aux articles de presse selon lesquels M. Joshua Nkomo, dirigeant du Zimbabwe African People's Union (ZAPU), et M. N. Sithole, dirigeant du Zimbabwe African National Union (ZANU), auraient remis des mémoires à sir Alec Douglas-Home, le représentant de l'Union soviétique a demandé instamment au représentant du Royaume-Uni de communiquer au Conseil le texte complet de ces documents. Il a proposé également que MM. Nkomo et Sithole soient invités à prendre la parole devant le Conseil et à donner leur point de vue sur l'accord Home-Smith.

344. Le représentant du Burundi a déclaré qu'il se demandait si le système électoral qui avait été proposé n'était pas trop compliqué pour que la popula-

tion de la Rhodésie puisse se prononcer à son propos dans la mesure où on lui avait toujours refusé l'accès à l'indépendance sous prétexte qu'elle n'avait pas le niveau d'instruction nécessaire pour participer à un référendum. Il a demandé pourquoi le chef du régime rebelle cherchait à exercer des pouvoirs discrétionnaires en ce qui concerne l'élargissement des détenus politiques et des personnes frappées d'interdiction et le rapatriement des exilés. Il a demandé en outre au représentant du Royaume-Uni de lui expliquer quelles étaient les garanties qui assuraient que les fonds d'assistance au développement des Africains, promis par le Gouvernement britannique, ne seraient pas consacrés à d'autres objectifs et quelle serait la durée du régime rebelle et celle du système transitoire prévues par les propositions convenues.

345. Le représentant de l'Arabie Saoudite, après avoir énuméré les faits qui à son avis militaient contre un règlement facile de la question rhodésienne, a fait observer que même les sanctions n'avaient pas réussi à abattre le régime rebelle. Il a ensuite passé en revue d'autres solutions possibles, les rejetant les unes après les autres comme peu pratiques et purement théoriques. Il a déclaré qu'il était peu réaliste de s'attendre que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité s'unissent pour appliquer de l'extérieur la force à l'encontre de la Rhodésie du Sud ou aident à créer une armée africaine dans ce but. Il a mentionné la possibilité de fomenter une rébellion à l'intérieur de la Rhodésie du Sud ou la possibilité pour les pays africains et asiatiques, aidés de leurs amis, de boycotter les marchandises des pays qui effectuaient des échanges commerciaux avec la Rhodésie du Sud.

346. Le représentant de la République arabe syrienne s'est enquis du temps que le Royaume-Uni estimait nécessaire pour réaliser la parité, et a demandé comment le Gouvernement britannique entendait s'acquitter de ses responsabilités comme Puissance administrante, si le test d'acceptabilité se révélait négatif.

347. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a nié qu'il y ait une collusion quelconque entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni à propos de la Rhodésie du Sud, ajoutant que la décision du Congrès des Etats-Unis n'était pas appuyée par le Gouvernement des Etats-Unis mais soulevait une certaine inquiétude quant à l'efficacité des sanctions. Les Etats-Unis n'achetaient pas alors de minerai de chrome en provenance de la Rhodésie du Sud et n'avaient pas encore violé les sanctions, mais d'autres pays le faisaient.

348. Le représentant de la Somalie a fait sienne la proposition tendant à inviter les dirigeants des deux principaux partis politiques africains en Rhodésie du Sud à présenter leur point de vue au Conseil. Il a demandé si le Royaume-Uni prévoyait de mener une campagne intensive d'information du public avant d'entreprendre le test d'acceptabilité, et si les deux partis politiques actuellement proscrits, le ZAPU et le ZANU, seraient autorisés à y participer. En outre, il a demandé qui garantirait les garanties de la nouvelle Constitution et si le Royaume-Uni envisageait une participation des Nations Unies lors du déroulement des opérations du test d'acceptabilité.

349. A la 1603^e séance, le 30 novembre, le représentant de la République-Unie de Tanzanie a réitéré le point de vue de son gouvernement, exprimé en 1965 par le Président de son pays, selon lequel c'était le Royaume-Uni qui était en dernier ressort responsable de la Rhodésie du Sud et des agissements du gouvernement de ce pays. Le Royaume-Uni avait décidé de

légaliser l'usurpation de pouvoir perpétrée par le régime rebelle minoritaire du territoire. L'interprétation que donnait le Royaume-Uni des événements qui avaient provoqué la situation actuelle était, au mieux, une excuse de sa propre passivité et, au pire, une justification maladroite de sa perfidie, de ses doubles mesures et de sa prétendue impuissance à agir ou à influencer sur les événements. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie a déclaré que les Africains du Zimbabwe avaient, par leur mouvement de libération, dénoncé par avance toute proposition d'indépendance qui ne serait pas fondée sur le principe du gouvernement par la majorité, principe qui avait été réaffirmé de manière écrasante lors du vote par l'Assemblée générale de sa résolution 2769 (XXVI). Le représentant de la République-Unie de Tanzanie a contesté ce qu'avait prétendu le Royaume-Uni, à savoir que les nouvelles propositions pour un règlement étaient fondées sur les cinq principes que le Royaume-Uni avait lui-même énoncés, en déclarant que ni la Tanzanie ni l'Afrique ni même le reste de la communauté internationale n'avaient jamais accepté ces principes comme la base d'un accord. En effet, a-t-il dit, ce prétendu règlement était un règlement en faveur de l'oppression et de la domination blanches en Rhodésie du Sud et constituait une négation manifeste des principes de la liberté, de l'égalité entre les hommes, de la justice et de la démocratie.

350. Le représentant de la Somalie a demandé qu'on lui précise si le Royaume-Uni avait l'intention de faire paraître le texte des déclarations faites à sir Alec Douglas-Home par les dirigeants politiques africains lors des entretiens de Salisbury et si, au cas où le Royaume-Uni aurait encore l'intention de procéder au test d'acceptabilité, il en garantirait le déroulement de façon complète, libre et équitable en éliminant l'appareil d'un Etat policier qui empêchait toutes activités politiques des Africains dans le territoire. Il a aussi proposé que le nouveau projet de déclaration de droits fasse l'objet d'un examen et d'une évaluation approfondis par les experts juridiques de l'ONU.

351. Par une lettre datée du 1^{er} décembre (S/10405), le représentant du Royaume-Uni a transmis au Président du Conseil de sécurité le texte d'un livre blanc intitulé "Rhodésie : propositions pour un règlement", que le secrétaire aux affaires étrangères avait présenté au Parlement le 26 novembre. Il contenait le texte des propositions dont le représentant du Royaume-Uni avait parlé à la 1602^e séance, le 25 novembre.

352. A la 1604^e séance, le 2 décembre, le représentant de la Somalie a déclaré que les propositions sur lesquelles le Royaume-Uni et le régime de Smith s'étaient mis d'accord n'étaient pas conformes aux objectifs proclamés par les Nations Unies en ce qui concerne la Rhodésie du Sud; ceux-ci prévoyaient que la population tout entière déterminerait son propre avenir sur la base de l'égalité. De plus, sous la rubrique "la Constitution", les propositions devaient s'inscrire dans le cadre de la Constitution de 1969, que non seulement l'ONU mais aussi le Royaume-Uni avaient dénoncée et qu'ils avaient refusé de considérer comme légale. En outre, les propositions maintenaient des listes électorales séparées et n'abordaient pas la question des qualifications des candidats, ce qui était une omission importante vu que, selon la Constitution existante, quiconque avait été détenu ou frappé d'interdiction pendant six mois ou davantage ne pouvait être candidat dans les cinq années suivantes, ce qui éliminerait de la

vie politique la majorité des dirigeants africains. En conséquence, le représentant de la Somalie a prié vivement le Royaume-Uni d'abandonner les propositions et de continuer plutôt à travailler de concert avec la communauté mondiale sur la base des objectifs et des décisions déjà arrêtés par l'ONU. Cependant, dans la mesure où le Royaume-Uni avait l'intention de procéder au test d'acceptabilité, le représentant de la Somalie allait faire certaines propositions constituant une deuxième manière d'aborder le problème afin de faire en sorte que les consultations avec la population de Rhodésie du Sud soient valables et pleinement comprises. Il proposait d'abord que la période fixée pour le test soit assez longue pour permettre à la population africaine, en grande partie illettrée, de comprendre les propositions grâce à une campagne approfondie d'éducation; deuxièmement, que, durant cette période, l'appareil policier soit supprimé, la responsabilité du maintien de l'ordre public étant confiée au Royaume-Uni, et que les activités politiques normales, y compris l'activité politique des Africains, soient autorisées; troisièmement, que tous les prisonniers politiques, les détenus et les personnes frappées d'interdiction en Rhodésie du Sud soient libérés afin qu'ils puissent participer à la campagne d'éducation; quatrièmement, que la première contribution du Royaume-Uni au titre de l'aide au développement soit immédiatement et expressément affectée à des activités d'éducation des adultes visant à leur expliquer les problèmes politiques impliqués par le règlement; et enfin, que le Royaume-Uni prévoie une équipe d'observateurs des Nations Unies qui viendrait surveiller les préparatifs du test et sa mise en œuvre.

353. Le Président s'est référé aux consultations qui avaient eu lieu au sujet de la proposition faite par le représentant de l'URSS, et appuyée par le représentant de la Somalie, tendant à inviter MM. Joshua Nkomo et N. Sithole à venir devant le Conseil pour exposer leurs vues sur les propositions concernant la Rhodésie du Sud.

Décision : *A la 1604^e séance, le 2 décembre 1971, le Président a annoncé qu'en l'absence d'objection le Conseil avait décidé d'inviter M. Joshua Nkomo et M. N. Sithole.*

354. Le représentant de l'Arabie Saoudite a suggéré que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) envisage d'instituer un programme éducatif portant sur les droits de l'homme et destiné à l'ensemble des habitants de la Rhodésie du Sud ou que l'Organisation des Nations Unies crée un fonds visant à encourager un programme de désobéissance civile et de boycottage dans le territoire.

355. A la 1605^e séance, le même jour, le représentant de la Zambie, après avoir rappelé l'évolution de la situation en Rhodésie du Sud depuis avril 1964, date à laquelle M. Ian Smith était devenu Premier Ministre, a souligné qu'il ne devait pas y avoir d'indépendance pour la Rhodésie du Sud avant l'instauration du gouvernement par la majorité. Un groupe d'éminents économistes et experts en droit constitutionnel provenant de diverses universités avaient estimé qu'on pourrait réaliser au plus tôt la parité au Parlement rhodésien en 2026 et le gouvernement par la majorité en 2035. En conséquence, la délégation zambienne était parvenue à la conclusion que les nouvelles propositions repoussaient indéfiniment le gouvernement par la majorité en Rhodésie du Sud. Le représentant de la Zambie a déclaré que dans des messages transmis clandestinement depuis le territoire, M. Nkomo et

M. Sithole avaient demandé à sa délégation de faire savoir au Conseil qu'ils rejetaient totalement l'accord anglo-rhodésien.

356. Le représentant du Ghana a dit que la responsabilité pour ce qui était de trouver une solution au problème de la Rhodésie du Sud appartenait à l'Organisation des Nations Unies tout autant qu'au Royaume-Uni, fait qui avait été confirmé par plusieurs résolutions adoptées sur la question par l'ONU depuis 1961, y compris celle qui avait institué des sanctions contre le territoire. Le Royaume-Uni, cependant, prétendait qu'il avait fondé les propositions Home-Smith sur les cinq principes qu'il avait lui-même arrêtés et que ni l'ONU ni l'OUA ne pouvaient accepter. Le représentant du Ghana a contesté l'affirmation du Royaume-Uni selon laquelle il ne pouvait utiliser la force contre le régime rebelle de la Rhodésie du Sud, alors qu'il avait employé ce moyen dans plusieurs de ses anciennes colonies. La délégation ghanéenne redoutait que les nouvelles propositions n'aient pour effet non seulement de diminuer les espoirs du peuple du Zimbabwe, mais aussi d'entraîner frustration et désespoir et de constituer ainsi une invitation à la violence et à la révolution. En conséquence, le représentant du Ghana a fait appel à l'Organisation des Nations Unies pour qu'elle maintienne et renforce les sanctions, les étende au Portugal et à l'Afrique du Sud et rejette toute indépendance pour la Rhodésie du Sud qui ne reposerait pas sur la règle du gouvernement par la majorité. S'il en était autrement, l'Organisation des Nations Unies se trouverait en présence d'un autre régime minoritaire d'*apartheid*.

357. Le représentant du Kenya a dit que les nouvelles propositions pour un règlement étaient absolument inacceptables pour son gouvernement et constituaient une trahison honteuse du peuple du Zimbabwe en même temps qu'une violation flagrante des résolutions de l'Organisation des Nations Unies de même que des principes et des obligations de la Charte. Le représentant du Kenya a cité diverses résolutions adoptées par le Conseil de sécurité auxquelles le Royaume-Uni avait volontairement souscrit et qui le liaient donc au titre de l'Article 25 de la Charte. Les négociations menées par le Royaume-Uni avec le régime rebelle en Rhodésie du Sud s'étaient tenues sans que soient pris en considération les principes établis par les résolutions du Conseil et par celles de l'Assemblée générale. La délégation kényenne estimait donc que les nouvelles propositions non seulement violaient les résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies mais encore qu'elles n'avaient aucun rapport avec elles.

358. Le représentant du Royaume-Uni a répondu à certaines des questions posées par diverse délégations et a dit qu'il attendait toujours les instructions de son gouvernement à propos des autres. Il a confirmé que son gouvernement avait l'intention d'entreprendre l'exécution du test d'acceptabilité mais il a dit qu'il était impossible de répondre à la question hypothétique de savoir ce que ferait le Royaume-Uni si les propositions étaient rejetées. Il a cité 97 représentants africains, dont M. Joshua Nkomo, qui avaient eu des entretiens avec le secrétaire britannique aux affaires étrangères lors de son séjour à Salisbury. Les communications écrites ou autres qui avaient été reçues au cours de ces entretiens étaient confidentielles et ne pouvaient être mises à la disposition du Conseil sans le consentement de ceux qui les avaient remises. En ce qui concerne les garanties relatives aux fonds de développement que le Royaume-Uni devait fournir, le repré-

sentant du Royaume-Uni a répondu que des consultations générales auraient lieu avec les Rhodésiens avant que les programmes en question ne soient choisis ou que des fonds leur soient affectés. Pour ce qui était de la suggestion tendant à ce que des juristes du Secrétariat comparent la déclaration des droits proposée avec des instruments pertinents des Nations Unies, le représentant du Royaume-Uni a dit que cela dépendrait du résultat des consultations ordinaires entre les membres et des instructions ultérieures du Gouvernement britannique. De l'avis du représentant du Royaume-Uni, un tel examen aurait plus de sens, à supposer qu'il soit entrepris, s'il comprenait une comparaison entre les dispositions concernant la protection des droits de l'homme telles qu'elles apparaissaient dans les systèmes juridiques des Etats Membres plutôt que s'il traitait uniquement d'une situation idéale.

359. Le 3 décembre, le Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité a soumis un rapport intérimaire (S/10408) au Conseil de sécurité concernant la question des importations de minerai de chrome de Rhodésie du Sud. Les membres africains du Comité lui avaient demandé d'examiner le fait que la législation adoptée par le Congrès des Etats-Unis permettrait la reprise des importations de chrome rhodésien aux Etats-Unis après le 1^{er} janvier 1972, fait qui risquerait de saper l'efficacité des sanctions de l'Organisation des Nations Unies. Le représentant des Etats-Unis avait assuré les membres du Comité que les quantités de minerai de chrome susceptibles d'être importées seraient insignifiantes comparées aux quantités de minerai qui étaient importées en contrebande par d'autres pays. Il avait réaffirmé que les sanctions avaient été scrupuleusement observées par les Etats-Unis et que, de toute façon, indépendamment de toute législation, les Etats-Unis ne pouvaient avoir commis de violation des sanctions tant que du minerai de chrome de Rhodésie du Sud n'avait pas été effectivement importé aux Etats-Unis. Le Comité avait décidé de soumettre un rapport au Conseil, en tant que question urgente, et de recommander, entre autres choses, que le Conseil demande à tous les Etats de ne pas adopter ou de ne pas mettre en application de législation et de ne prendre aucune autre mesure qui pourrait permettre l'importation de produits sud-rhodésiens, minerai de cuivre y compris, relevant des obligations imposées par la résolution 253 (1968).

360. A sa 1609^e séance, le 8 décembre, le Conseil de sécurité a poursuivi l'examen de la question et a fait figurer le rapport intérimaire du Comité comme alinéa d'un point de son ordre du jour.

361. Le représentant de la Chine a déclaré que le nœud de la question était la lutte du peuple du Zimbabwe contre la domination colonialiste étrangère et pour son indépendance nationale. Les autorités colonialistes de la Rhodésie du Sud, avec la complicité et l'appui de l'impérialisme, du colonialisme et du néo-colonialisme, s'étaient déchaînées pour imposer leur domination fasciste de type sud-africain au peuple du Zimbabwe et avaient intensifié les mesures de répression contre la lutte que menait le peuple du Zimbabwe pour son indépendance nationale. Elles avaient accru leur collusion militaire, politique et économique avec les colonialistes d'Afrique du Sud et du Portugal, mettant à exécution leurs menaces à l'égard des pays africains et tramant contre eux diverses machinations subversives et agressives, menaçant ainsi gravement les Etats et les peuples africains indépendants. La prétendue proposition de règlement de la question de la Rho-

désie du Sud que le Gouvernement britannique avait combinée de concert avec les autorités colonialistes du régime de Smith était une véritable imposture. Son but était de légaliser la domination fasciste et raciste des colonialistes de Ian Smith sur le peuple du Zimbabwe et de permettre aux colonialistes et aux néo-colonialistes d'annuler ouvertement les "sanctions" prises contre les autorités colonialistes de la Rhodésie du Sud. La délégation chinoise soutenait que la seule solution de la question de la Rhodésie du Sud était d'assurer au peuple du Zimbabwe son indépendance nationale. Le Gouvernement et le peuple chinois rejetaient totalement le stratagème combiné par le Gouvernement britannique et les autorités colonialistes de la Rhodésie du Sud et appuyaient fermement le peuple du Zimbabwe et les autres pays et peuples africains dans leur juste lutte contre la domination colonialiste en Rhodésie du Sud et pour leur indépendance nationale.

362. Le Président, parlant en tant que représentant de la Sierra Leone, a déploré le fait que les arrangements constitutionnels proposés reposaient sur la Constitution illégale de 1969. Il a exprimé l'incertitude de sa délégation quant à la sincérité des intentions des dirigeants rebelles d'appliquer les propositions. En particulier, la délégation de la Sierra Leone était inquiète au sujet des promesses de progrès des Africains en matière d'éducation, des amendements au *Land Tenure Act* (Loi sur le régime foncier), de la suppression de la discrimination raciale, et des garanties contre toute modification régressive de la Constitution. Elle regrettait également que les propositions pour un règlement aient été négociées sans la participation active des dirigeants africains du Zimbabwe. Le Président a pressé le Royaume-Uni d'appliquer les propositions faites par le représentant de l'URSS afin de faciliter la venue de MM. Nkomo et Sithole devant le Conseil.

363. Dans une note datée du 23 décembre (S/10470), le Président du Conseil de sécurité a signalé qu'à la suite de la décision du Conseil d'inviter MM. Nkomo et Sithole à se présenter devant lui conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire, il avait adressé une note au représentant du Royaume-Uni, le 2 décembre, exprimant l'espoir que le Royaume-Uni, en tant qu'Autorité administrante du territoire, prendrait les mesures nécessaires pour qu'il soit donné suite à cette décision. Dans sa réponse, le représentant du Royaume-Uni avait dit que M. Nkomo était détenu et que M. Sithole purgeait une peine de prison en Rhodésie; dans ces conditions, son gouvernement déplorait de ne pas être en mesure de prier les autorités rhodésiennes de laisser soit M. Nkomo soit M. Sithole se rendre à New York.

364. A la 1622^e séance, le 29 décembre, le représentant de la Somalie a expliqué le contenu d'un document de travail qui avait été rédigé par sa délégation et distribué officieusement et qui, espérait-il, formerait la base d'un projet de résolution. Dans son préambule, le texte proposé prévoyait que le Conseil prendrait note du fait que les propositions pour un règlement n'avaient pas été négociées en consultation avec les dirigeants accrédités de la population de la Rhodésie du Sud. Aux termes des paragraphes du dispositif, le Conseil : 1) déciderait que les modalités de ces propositions ne remplissaient pas les conditions requises pour faire en sorte que toute la population de la Rhodésie du Sud soit en mesure d'exercer dans la liberté et l'égalité son droit à l'autodétermination; 2) rejeterait les "propositions pour un règlement" étant donné que celles-ci

ne reconnaissent pas les droits inaliénables de la majorité de la population de la Rhodésie du Sud; 3) considérerait que le principe du suffrage universel des adultes pour toute la population de la Rhodésie du Sud sans distinction de couleur ou de race, devait constituer la base de tout arrangement constitutionnel et politique concernant le territoire; 4) prierait instamment le Royaume-Uni, conformément au paragraphe 3 ci-dessus, de n'accorder aucune reconnaissance, sous quelque forme que ce soit, à un Etat indépendant de Rhodésie du Sud qui ne serait pas fondé sur le principe du gouvernement par la majorité ou sur la volonté de la majorité exprimée au moyen du suffrage universel des adultes; 5) adresserait un appel au Royaume-Uni pour qu'il veuille à ce que toute consultation ayant pour objet de connaître les vœux de la population de la Rhodésie en ce qui concerne son avenir politique applique la procédure du référendum au scrutin secret, chaque personne disposant d'une voix, sans distinction fondée sur la race, la couleur, l'éducation, la fortune ou le revenu; 6) adresserait en outre un appel au Royaume-Uni pour qu'il facilite la participation d'une équipe d'observateurs des Nations Unies aux préparatifs et à la réalisation de toute consultation destinée à connaître les vœux de la population de la Rhodésie du Sud en ce qui concerne son avenir politique; 7) déciderait de poursuivre l'application de sanctions politiques, diplomatiques et économiques contre la Rhodésie du Sud tant qu'il n'aurait pas été mis fin à l'existence du régime rebelle dans ce territoire; 8) prierait le Gouvernement du Royaume-Uni de ne transférer en aucun cas à sa colonie de la Rhodésie du Sud, telle qu'elle était gouvernée actuellement, aucun des pouvoirs ou attributs de la souveraineté, mais au contraire de favoriser l'accès de ce pays à l'indépendance par un système démocratique de gouvernement conforme aux aspirations de la majorité de la population.

365. Lors de l'explication de chaque paragraphe du projet, le représentant de la Somalie a dit qu'il recommandait de rejeter complètement les propositions pour un certain nombre de raisons. D'après des renseignements reçus à titre privé on savait qu MM. Nkomo et Sithole avaient rejeté les termes du règlement; l'accord qui avait été négocié avec la minorité blanche uniquement, à l'exclusion de la majorité noire, ne mettrait pas fin au régime rebelle; et le règlement ne permettrait pas au peuple de la Rhodésie du Sud d'exercer son droit à l'autodétermination. La délégation somalienne estimait donc que l'octroi de l'indépendance à la Rhodésie du Sud dans ces conditions serait un défi à l'Organisation des Nations Unies, à l'Organisation de l'unité africaine et à l'opinion publique mondiale et, surtout, qu'il irait à l'encontre des intérêts de la majorité en Rhodésie du Sud.

366. Le représentant de l'Argentine, rappelant la responsabilité première qui incombait au Royaume-Uni en ce qui concerne la Rhodésie du Sud, a exprimé la satisfaction de sa délégation devant les efforts que déployait le Royaume-Uni pour négocier un règlement de la situation créée par le régime illégal de Smith, et en utilisant le test d'acceptabilité, pour s'assurer que le règlement ne soit pas imposé à la population du territoire. Toutefois, sa délégation soulevait des objections de fond en ce qui concerne le système proposé de vote et de représentation, lequel ne reposait pas sur l'égalité des droits, et en ce qui concerne la longue période indéterminée qui serait nécessaire pour que l'on parvienne à la parité selon les termes de l'accord.

367. Le représentant de l'URSS, commentant la réponse du Royaume-Uni au sujet de l'invitation de MM. Nkomo et Sithole, a dit que ce n'était pas une explication mais tout simplement l'exposé du refus du Gouvernement britannique d'appliquer une décision du Conseil de sécurité. Le représentant de l'URSS a rappelé au Conseil que le Royaume-Uni avait également refusé de mettre à la disposition du Conseil les mémoires remis au secrétaire britannique aux affaires étrangères par les deux dirigeants africains, et il s'est demandé si l'attitude du Royaume-Uni était un signe d'impuissance politique ou la marque d'une solidarité raciste et coloniale avec le régime illégal de la Rhodésie du Sud. Il a insisté pour que le Conseil exige que le Royaume-Uni respecte ses décisions et les applique, en particulier celle qui concernait l'invitation du Conseil adressée à MM. Nkomo et Sithole.

368. Le représentant de la République arabe syrienne a dit que sa délégation estimait que la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale avait adéquatement exposé les conditions et les modalités nécessaires pour accorder l'indépendance aux représentants légitimes des peuples coloniaux; pour cette raison, elle appuyait pleinement le document de travail soumis par le représentant de la Somalie. La délégation de la République arabe syrienne regrettait également que le Royaume-Uni, membre permanent du Conseil, n'applique pas la décision prise d'inviter MM. Nkomo et Sithole.

369. Le représentant du Nicaragua, rappelant la résolution 288 (1970) du Conseil de sécurité et la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, a exprimé l'espoir que le Royaume-Uni poursuivrait ses efforts en vue de contribuer à une solution conforme aux principes de la Charte et à la volonté du peuple de la Rhodésie du Sud.

370. Le représentant du Japon a déclaré que sa délégation estimait que c'était en premier lieu au Royaume-Uni qu'il appartenait de trouver une solution équitable à la question rhodésienne et qu'elle avait toujours appuyé le principe du gouvernement par la majorité dans le territoire. Elle ne pouvait cependant admettre le recours à la force par le Royaume-Uni pour faire tomber le régime Smith. Les propositions pour un règlement suscitaient chez elle des réserves, car elles ne garantissaient pas le gouvernement par la majorité dans un avenir proche, la bonne foi du régime en place ou d'un régime analogue qui lui succéderait étant la seule garantie de leur mise en œuvre. Néanmoins, ces propositions, si elles étaient intégralement appliquées, présenteraient l'avantage de contribuer à améliorer la situation de la population africaine. Soulignant qu'il importait que le test d'acceptabilité soit mené avec impartialité, le représentant du Japon a appuyé la proposition présentée par le représentant de la Somalie concernant la participation d'observateurs des Nations Unies à la réalisation de ce test.

371. A la 1623^e séance, le 30 décembre, le représentant de la Pologne a rappelé que la question de la Rhodésie du Sud mettait en cause des principes et des décisions de l'ONU revêtant un caractère fondamental; mais la politique que la Puissance administrante avait constamment et délibérément suivie s'opposait aux exigences de l'ONU et était contraire aux intérêts du peuple du Zimbabwe. Il y avait tout d'abord le principe du droit à l'autodétermination et à l'indépendance, énoncé dans la Charte des Nations Unies, élaboré par

l'Assemblée générale et réaffirmé par le Conseil de sécurité dans ses résolutions; or, l'Assemblée générale, par sa résolution 2877 (XXVI), les représentants des Etats africains au Conseil et les dirigeants africains du peuple du Zimbabwe eux-mêmes avaient déjà rejeté les propositions de règlement élaborées par le Royaume-Uni et le régime Smith comme constituant une violation de ce droit du peuple du Zimbabwe. Au lieu d'avoir des entretiens avec les représentants de cinq millions de personnes, le Royaume-Uni avait consulté uniquement le régime rebelle, en vue de lui reconnaître ouvertement un statut indépendant. Les sanctions imposées par l'ONU étaient restées sans effet parce que d'emblée d'importantes violations avaient été commises délibérément, ce que l'on venait maintenant invoquer pour justifier leur abolition. Enfin, le représentant de la Pologne a souligné que le Royaume-Uni avait au premier chef la responsabilité de permettre à la population de la Rhodésie du Sud d'aboutir à l'autodétermination et à l'indépendance mais que les propositions de règlement étaient contraires à cet objectif. Compte tenu de ces considérations, la délégation polonaise était disposée à appuyer le projet de résolution figurant dans le document de travail soumis par la délégation somalie.

372. Le représentant de l'Italie a dit que son pays avait soutenu inconditionnellement les mesures prises par le Conseil de sécurité pour mettre fin au régime de Salisbury, mais que, bien que les sanctions aient donné certains résultats, elles n'avaient pas encore permis au Conseil d'atteindre cet objectif. A son avis, les sanctions avaient peut-être pour effet de s'opposer à l'objectif désiré, l'indépendance nationale et l'autodétermination du territoire, plutôt que d'y contribuer, du fait qu'elles coupaient le peuple rhodésien de tout contact avec le monde extérieur. Les nouvelles propositions, quels que soient leurs défauts, permettraient peut-être d'améliorer la situation des Africains et de les amener à l'autodétermination en leur faisant prendre conscience de leurs droits fondamentaux. Il fallait espérer que le Royaume-Uni prendrait des dispositions pour associer plus étroitement les Nations Unies au test d'acceptabilité prévu.

373. Le représentant de la France a dit que les nouvelles propositions, en dépit de certaines insuffisances, avaient le mérite de fin au *statu quo* et d'offrir au peuple de la Rhodésie la possibilité de mettre en marche le mécanisme qui pouvait, et devait, transformer leurs institutions. L'important était donc d'attendre les résultats du test d'acceptabilité au lieu de porter un jugement *a priori*. C'était en fonction de ces idées que la délégation française se prononcerait au moment du vote sur le projet de résolution qui serait présenté sur la question.

374. Le représentant de l'Ouganda a présenté des observations sur divers points des propositions pour un règlement dont il estimait qu'elles étaient inapplicables, sans intérêt, insuffisamment sûres et par ailleurs préjudiciables aux intérêts de la majorité de la population de la Rhodésie du Sud. Quant au test d'acceptabilité prévu, le seul utilisé jusqu'alors dans toute l'histoire coloniale du Royaume-Uni ayant été celui du suffrage universel, la délégation ougandaise ne comprenait pas pourquoi la Rhodésie du Sud ferait exception à cette procédure. Le régime qui avait violé la Constitution et adopté des lois discriminatoires devait maintenant juger de l'application de la Déclaration des

droits. Rien ne garantissait au Conseil de sécurité que les dispositions prévues sur ce point dans les propositions seraient fidèlement respectées. Par ailleurs, la délégation ougandaise ne pouvait comprendre pourquoi le Royaume-Uni refusait de recourir à la force contre la Rhodésie du Sud, après l'avoir fait dans plusieurs de ses anciennes colonies. Le représentant de l'Ouganda a exhorté le Royaume-Uni à céder aux instances de son Parlement, de l'opinion publique et du Conseil de sécurité en acceptant de modifier les propositions afin de rendre impossible une légitimation de la rébellion.

375. Le représentant du Nigéria a dit qu'après avoir étudié attentivement les nouvelles propositions son gouvernement était parvenu à la conclusion que rien ne militait en leur faveur et qu'elles revenaient à une approbation par le Gouvernement britannique de l'asservissement perpétuel de la population noire de la Rhodésie du Sud par la minorité blanche. Le Ministre des affaires étrangères du Nigéria avait dénoncé les propositions de règlement et exposé certaines contre-propositions qui permettraient de résoudre la question rhodésienne. L'ONU ne devait pas se faire la complice du Gouvernement britannique lorsque celui-ci essayait d'abandonner le peuple du Zimbabwe à un esclavage perpétuel. Si le Royaume-Uni ne voulait pas faire appel à la force contre la Rhodésie du Sud, du moins ne devait-il pas accumuler les obstacles devant la population du Zimbabwe en prêtant aide et assistance au régime illégal de Ian Smith.

376. Le représentant de l'Inde a dit qu'au cours des ans la question du Zimbabwe avait été examinée à partir d'un certain nombre de faux postulats, à savoir que le Royaume-Uni était responsable de l'administration de la Rhodésie du Sud mais n'avait ni l'appareil administratif ni le pouvoir nécessaire pour faire appliquer ses décisions; que l'on ne pouvait attendre d'aucun Gouvernement britannique qu'il utilisât la force contre des gens de la même race; et les sanctions pouvaient abattre le régime Smith même sans être étendues à l'Afrique du Sud, au Sud-Ouest africain et aux colonies portugaises. On cherchait maintenant une solution définitive de la question par le biais des nouvelles propositions que la Grande-Bretagne était décidée à imposer, sans tenir compte de ce que pourrait décider le Conseil. Le test d'acceptabilité proposé ne permettrait pas vraiment à la population de la Rhodésie du Sud d'exprimer ses désirs tant que de nombreuses lois qui restreignaient ses activités politiques restaient en vigueur. C'est pourquoi les Nations Unies ne devaient pas s'associer à cette entreprise. Selon la délégation indienne, les sanctions devaient être renforcées et appliquées obligatoirement par tous, ne serait-ce que pour montrer au régime Smith que l'opinion internationale était décidée à ne prendre aucune part à une reconnaissance de ce régime.

377. A propos de la position du Royaume-Uni au sujet de l'invitation adressée par le Conseil de sécurité à MM. Nkomo et Sithole, le représentant du Burundi a dit que le fait que le Royaume-Uni ait été incapable de les faire venir à New York jetait un doute sur sa capacité, en tant que Puissance administrante, d'atteindre l'objectif ultime qu'était l'indépendance du peuple du Zimbabwe.

378. Le représentant de l'Algérie a indiqué que, en dépit des importantes obligations qui revenaient au

Royaume-Uni en tant que Puissance administrante, la responsabilité première et dernière de la solution à apporter au problème de la Rhodésie devait être attribuée au Conseil de sécurité. Les nouvelles propositions devaient donc être examinées à la lumière des recommandations antérieures du Conseil. L'extrême complexité de ces propositions, les lacunes qui permettaient de tourner leurs dispositions et le fait que les négociations avaient eu lieu uniquement avec la minorité, la majorité et ses dirigeants en ayant été exclus, étaient des raisons suffisantes pour les rejeter. La délégation algérienne déniait par avance toute validité à une décision prise par le Gouvernement britannique à partir d'un test d'acceptabilité qui ne reposerait pas sur un référendum donnant à chacun une voix et intéressant toute la population de la Rhodésie du Sud. En tant que représentant de l'un des trois pays que l'OUA avait chargés de suivre les débats sur la Rhodésie du Sud au Conseil de sécurité, la délégation algérienne demandait au Conseil de rejeter l'accord anglo-rhodésien comme non conforme aux principes qu'il avait définis.

379. Le représentant de la Belgique a indiqué que la stricte application par son gouvernement des décisions du Conseil sur la Rhodésie du Sud s'était traduite par la perte d'importants marchés. La délégation belge se réjouissait de l'initiative prise par le Royaume-Uni, qui introduirait un nouvel élément dans une situation politique qui se trouvait par ailleurs dans l'impasse. Cependant, le Conseil de sécurité ne devrait pas s'arroger le droit de dicter ou d'imposer un mode de règlement politique sans tenir compte de la Puissance administrante; il devrait plutôt suivre de près la mise en application du test d'acceptabilité. La délégation belge était favorable à une certaine participation des Nations Unies à la réalisation de ce test, de même qu'à l'audition des représentants du ZAPU et du ZANU par le Conseil. Quant au projet de résolution qui allait être présenté, la délégation belge s'abstiendrait à son sujet, estimant qu'il serait prématuré d'émettre un jugement sur un règlement qui était encore à l'état de projet.

380. Résumant la position de sa délégation, le représentant du Royaume-Uni a dit que de nombreuses délégations recherchaient une solution idéale mais que son gouvernement était obligé de tenir compte des dures réalités de la situation. Il ne considérerait pas qu'il soit nécessaire ou même souhaitable que le Conseil adopte des résolutions avant que les résultats du test d'acceptabilité soient connus et il estimait que le projet de résolution qu'allait proposer le représentant de la Somalie était loin d'être applicable en pratique. C'est pourquoi il a demandé au Conseil d'aborder le problème en partant de six considérations, à savoir : que la situation des Africains en Rhodésie du Sud n'était pas encore aussi dramatique qu'en Afrique du Sud mais qu'elle risquait de s'aggraver jusqu'à un véritable *apartheid*; que, sauf intervention militaire, le Royaume-Uni, même avec l'appui des Nations Unies, ne pouvait imposer matériellement sa volonté; qu'un règlement concerté était la seule façon d'éviter le danger; que certains éléments des propositions convenues pouvaient évidemment prêter à discussion mais que, si elles étaient acceptées, elles entraîneraient un changement d'orientation bienvenu; et enfin, que le dernier mot sur ces propositions devait appartenir aux Rhodésiens eux-mêmes, qui feraient connaître leurs vues grâce à des consultations.

381. Le représentant de l'URSS a dit qu'aucun des orateurs qui avaient participé aux débats sur la question n'avait soutenu le marché colonialiste conclu entre le Gouvernement britannique et les racistes de la Rhodésie du Sud. Ce que le peuple du Zimbabwe voulait, c'était son indépendance; c'était là une réalité, qui n'exigeait aucun sondage d'opinions. Le Conseil devait donc étudier le projet de résolution qu'allait présenter le représentant de la Somalie et tenter de parvenir à une décision en l'adoptant, évitant ainsi de se dérober devant la question ou de sembler donner sa caution au marchandage entre les racistes et leurs protecteurs.

382. Le représentant de la Chine a dit qu'il ne pensait pas que le Conseil devait surseoir à une décision sur la question de la Rhodésie du Sud ni attendre les résultats d'une expérience telle que le test d'acceptabilité. Etant donné que la question mettait en cause les intérêts fondamentaux de cinq millions d'habitants du Zimbabwe, le Conseil de sécurité était en droit de l'examiner et de prendre des décisions en la matière et ne pouvait déléguer ses responsabilités ni au Royaume-Uni ni à Ian Smith. Le Conseil devait poursuivre ses débats et ne pas se soustraire à ses responsabilités politiques et morales envers le peuple du Zimbabwe. Le représentant de la Chine a dit qu'à l'intérieur le régime raciste de Rhodésie dirigé par Ian Smith exerçait une domination tout à fait fasciste et appliquait une politique barbare de discrimination raciale et qu'à l'extérieur, de concert avec le régime blanc et colonialiste d'Afrique du Sud et les dirigeants coloniaux portugais, il réprimait le mouvement de libération nationale du peuple d'Afrique australe. Peu de temps auparavant, le Gouvernement britannique avait ouvertement recommencé à vendre des armes à l'Afrique du Sud, au mépris de l'opposition du peuple africain et du monde entier ainsi que de la résolution des Nations Unies relative aux sanctions. En outre, le Gouvernement britannique avait conclu ouvertement un prétendu "accord" avec les autorités réactionnaires de Rhodésie du Sud. C'était là une nouvelle mesure prise par le Gouvernement britannique pour préserver ses intérêts coloniaux en Afrique australe et pour soutenir le régime blanc et raciste de Rhodésie, et il s'agissait en l'occurrence d'une grave provocation pour les 5 millions d'Africains du Zimbabwe et la population d'autres pays africains. Refusant de tenir compte de l'opposition de la majorité écrasante des Etats Membres de l'ONU, le Gouvernement des Etats-Unis avait, au vu et au su de tous, ratifié une loi visant à approuver les importations de chrome rhodésien. Les actes des autorités réactionnaires de Rhodésie avaient reçu l'appui du Gouvernement des Etats-Unis. Le représentant de la Chine a ajouté que le Gouvernement et le peuple chinois étaient profondément convaincus que l'héroïque peuple du Zimbabwe, avec la solidarité et l'appui des peuples du monde entier et des pays épris de justice, surmonterait toutes les difficultés et tous les obstacles, réduirait à néant tous les stratagèmes et toutes les supercheries du colonialisme et du néo-colonialisme et finirait par accéder à une véritable indépendance nationale.

383. Le représentant de la Somalie a alors présenté un projet de résolution (S/10489), déposé également par les délégations du Burundi, de la République arabe syrienne et de la Sierra Leone et qui était fondé sur le document de travail déjà distribué par la délégation somalienne. Le texte était conçu comme suit :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné les "propositions pour un règlement" sur lesquelles le Gouvernement du Royaume-Uni et le régime rebelle de la Rhodésie du Sud se sont mis d'accord en ce qui concerne l'avenir politique et constitutionnel du Territoire,

"Ayant noté que ces propositions n'ont pas fait l'objet de négociations en consultation avec les responsables politiques autorisés de la majorité de la population de la Rhodésie du Sud,

"Notant la résolution 2877 (XXVI) de l'Assemblée générale,

"Réaffirmant la résolution 288 (1970) du Conseil de sécurité, en date du 17 novembre 1970, et notamment le paragraphe 2 du dispositif, dans lequel le Conseil a demandé au "Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en tant que Puissance administrante dans l'exercice de sa responsabilité, de prendre d'urgence des mesures effectives pour mettre un terme à la rébellion illégale en Rhodésie du Sud et pour permettre au peuple d'exercer son droit à l'autodétermination conformément à la Charte des Nations Unies et en conformité des objectifs de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960",

"Tenant compte des conditions nécessaires pour permettre la libre expression du droit d'autodétermination,

"Rappelant la résolution 202 (1965) du Conseil de sécurité, en date du 6 mai 1965, dans laquelle le Conseil a fait siennes les demandes adressées par l'Assemblée générale au Royaume-Uni pour obtenir :

"a) La mise en liberté de tous les prisonniers politiques, détenus et personnes assignées à résidence,

*"b) L'abrogation de toute législation répressive ou discriminatoire et en particulier du *Law and Order (Maintenance) Act* et du *Land Apportionment Act*,*

"c) La levée de toutes les restrictions qui entravent l'activité politique et l'établissement de la pleine liberté démocratique et de l'égalité des droits politiques,

"Reconnaissant, sans préjudice du rôle qui revient au premier chef à la Puissance administrante, les responsabilités particulières qu'assume l'Organisation des Nations Unies à l'égard de la population de la Rhodésie du Sud pour lui permettre de jouir de ses droits inaliénables,

"1. Décide que les modalités de ces propositions ne remplissent pas les conditions nécessaires pour assurer que toute la population de la Rhodésie du Sud soit en mesure d'exercer dans la liberté et l'égalité son droit à l'autodétermination;

"2. Rejette les "propositions pour un règlement" étant donné qu'elles ne garantissent pas les droits inaliénables de la majorité de la population de la Rhodésie du Sud;

"3. Considère que le principe du suffrage universel des adultes pour toute la population de la Rhodésie du Sud sans distinction de couleur ou de race doit constituer la base de tout arrangement constitutionnel et politique concernant le Territoire;

"4. *Prie instamment* le Royaume-Uni, conformément au paragraphe 3 ci-dessus, de n'accorder aucune reconnaissance, sous quelque forme que ce soit, à un Etat indépendant de Rhodésie du Sud qui n'est pas fondé sur la décision de la majorité ou sur la volonté de la majorité, telle qu'elle s'exprime par le suffrage universel des adultes;

"5. *Adresse un appel* au Royaume-Uni pour qu'il veille à ce que, dans toute consultation ayant pour objet de connaître les vœux de la population de la Rhodésie du Sud en ce qui concerne son avenir politique, la procédure suivie soit celle du référendum au scrutin secret, chaque personne disposant d'une voix, sans distinction fondée sur la race, la couleur ou l'éducation, la fortune ou le revenu;

"6. *Adresse en outre un appel* au Royaume-Uni pour que, après avoir assuré des conditions permettant à toute la population de la Rhodésie du Sud d'exercer librement et dans l'égalité son droit à l'autodétermination sur la base des paragraphes 3 et 5 ci-dessus, il facilite la participation d'une équipe d'observateurs des Nations Unies aux préparatifs et à la réalisation de toute consultation destinée à connaître les vœux de la population de la Rhodésie du Sud en ce qui concerne son avenir politique;

"7. *Décide* de poursuivre l'application de sanctions politiques, diplomatiques et économiques contre la Rhodésie du Sud tant qu'il n'aura pas été mis fin à l'autorité du régime rebelle dans ce territoire;

"8. *Prie* le Gouvernement du Royaume-Uni de ne transférer en aucun cas à sa colonie de la Rhodésie du Sud, telle qu'elle est gouvernée actuellement, aucun des pouvoirs ou attributs de la souveraineté, mais au contraire de favoriser l'accès de ce pays à l'indépendance par un système démocratique de gouvernement conforme aux aspirations de la majorité de la population."

384. Après une suspension de séance, le représentant de la Somalie a demandé qu'un vote séparé ait lieu sur les deuxième et cinquième alinéas du préambule et sur les paragraphes 3, 4 et 5 du dispositif du projet de résolution.

385. Avant que le Conseil passe au vote, le représentant de la Chine a dit que sa délégation voterait pour le projet de résolution, bien qu'il ne contienne pas de condamnation de la tromperie que constituait le prétendu accord entre le Royaume-Uni et le régime rebelle ni des violations ouvertes des sanctions à l'encontre de la Rhodésie du Sud perpétrées par le Royaume-Uni et les Etats-Unis non plus que de la collusion entre l'Afrique du Sud et le Portugal et le régime raciste.

Décisions : *A la 1623^e séance, le 30 décembre 1971, le projet de résolution des quatre puissances (S/10489) a été mis aux voix :*

Le deuxième alinéa du préambule a été adopté par 10 voix contre zéro, avec 5 abstentions (Belgique, Etats-Unis, France, Italie et Royaume-Uni);

Le cinquième alinéa du préambule a été adopté par 14 voix contre zéro, avec une abstention (Royaume-Uni);

Le paragraphe 3 du dispositif a été adopté par 14 voix contre zéro, avec une abstention (Royaume-Uni);

Les paragraphes 4 et 5 du dispositif ont été adoptés chacun par 10 voix contre zéro, avec 5 abstentions (Belgique, Etats-Unis, France, Italie et Royaume-Uni);

Le vote sur le projet de résolution dans son ensemble a donné les résultats suivants: 9 voix pour, une voix contre (Royaume-Uni) et 5 abstentions (Belgique, Etats-Unis, France, Italie et Japon). Le projet de résolution n'a pas été adopté en raison du vote négatif d'un des membres permanents du Conseil de sécurité.

386. Après le vote, le représentant du Japon a déclaré que la délégation japonaise s'était abstenue sur l'ensemble du projet de résolution parce qu'elle ne pensait pas, en dépit des réserves et des doutes sérieux qu'elle formulait sur ce qu'on appelait les propositions pour un règlement, que le Conseil de sécurité devait les rejeter avant de s'être assuré des vœux du peuple du Zimbabwe. Elle partageait néanmoins pleinement les idées contenues dans le projet de résolution et elle appuyait le principe du suffrage universel des adultes et celui du gouvernement par la majorité pour le Zimbabwe.

387. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a relevé que l'Organisation des Nations Unies examinait la question de la Rhodésie du Sud depuis six ans et qu'elle avait approuvé un programme de sanctions que les Etats-Unis avaient fidèlement respecté alors que le Royaume-Uni, la Puissance administrante, s'était efforcé de négocier le statut futur du territoire. Il ne convenait pas, de l'avis de la délégation des Etats-Unis, que le Conseil porte un jugement négatif sur les propositions en vue d'un règlement avant de connaître les résultats du test d'acceptabilité : telle était la raison pour laquelle elle s'était vue dans l'obligation de s'abstenir sur l'ensemble du projet de résolution. Elle avait appuyé les deux paragraphes qui avaient fait l'objet d'un vote séparé parce qu'ils énonçaient des principes que les Etats-Unis approuvaient, comme ils appuyaient également les droits de la population de la Rhodésie du Sud à l'autodétermination.

388. Le représentant de la France a dit que la délégation française avait appuyé le paragraphe 3 parce que celui-ci réaffirmait le principe du suffrage universel comme étant à la base de l'ordre constitutionnel en Rhodésie du Sud. Elle s'était abstenue, en revanche, sur les paragraphes 4 et 5 et sur l'ensemble du projet de résolution car, malgré les réserves que lui inspirait le projet de règlement, il lui semblait que l'accord offrait une chance de mettre fin à un *statu quo* déplorable et d'introduire le mouvement dans une situation bloquée.

389. Le représentant de la Belgique a indiqué que son pays était fermement attaché au principe du suffrage universel des adultes sans distinction de couleur et de race et qu'il formulait l'espoir que ce principe entrerait dans la pratique constitutionnelle de tous les Etats Membres. En conséquence, la délégation belge avait voté pour le paragraphe 3 mais elle s'était abstenue sur les paragraphes 4 et 5 et sur l'ensemble du projet de résolution parce qu'elle persistait à croire qu'il appartenait à la Puissance administrante de déterminer le mode de scrutin ou la procédure la plus appropriée à retenir pour l'accession de la Rhodésie du Sud à l'indépendance.

390. Le représentant de la République arabe syrienne a relevé une contradiction dans les résultats du vote en ce sens que tous les membres du Conseil s'étaient déclarés partisans du droit à l'autodétermina-

tion mais que certains n'avaient pas appuyé les mesures pratiques nécessaires pour appliquer ce principe. Par ailleurs, par son vote négatif, le Royaume-Uni appuyait le régime minoritaire de Ian Smith et la suppression des droits de 4 à 5 millions d'Africains.

391. Le représentant de l'Italie a déclaré, pour expliquer pour quelles raisons la délégation italienne s'était abstenue sur le paragraphe 4, que ce n'était pas parce qu'elle n'approuvait pas le principe qui y était énoncé mais parce qu'à son avis le test d'acceptabilité, qui bien entendu ne suppléait pas à l'exercice de l'autodétermination, offrait à la population africaine de la Rhodésie du Sud une occasion de prendre conscience de ses droits fondamentaux et de faire entendre sa voix sur des questions intéressant son avenir.

392. Le représentant de l'URSS a dit que les abstentions équivalaient à s'opposer à la liberté et à l'indépendance de 5 millions d'habitants du Zimbabwe et à l'élimination du continent africain des derniers vestiges du colonialisme et du racisme. Le point de vue des deux tiers des membres du Conseil, partisans de la justice et de l'égalité parmi les peuples, ne l'emportait pas en raison du veto injuste utilisé par le Royaume-Uni pour défendre le régime raciste. Le représentant de l'URSS a instamment prié le Conseil de sécurité de poursuivre l'examen de la question de la Rhodésie du Sud au début de l'année à venir.

393. Le représentant de la Somalie a longuement parlé des modalités d'application de ce qu'on appelait le test d'acceptabilité et a dit que les gouvernements qui s'étaient abstenus avaient écarté toute idée de voir restaurer des conditions politiques normales ou de permettre à la population de voter dans un référendum au scrutin secret. Ils n'avaient pas davantage examiné une autre option au cas où le peuple de la Rhodésie du Sud rejetterait les propositions. Le représentant de la Somalie a lui aussi demandé instamment au Conseil de ne pas abandonner l'examen de ce problème et d'en examiner au contraire tous les aspects.

394. Le représentant du Burundi a déclaré que ce n'était pas des résolutions qui parviendraient à résoudre le problème mais la volonté du peuple du Zimbabwe et la coopération authentique du Royaume-Uni.

395. Le Président, prenant la parole en tant que représentant de la Sierra Leone, a déclaré que le gouvernement de son pays était résolu à contribuer à l'élimination du colonialisme sous toutes ses manifestations dans tout le continent africain. Il ne fallait pas permettre que le contrôle politique du Zimbabwe demeure de façon permanente entre les mains de quelques colonisateurs blancs qui avaient dépouillé 5 millions d'habitants noirs de leur dignité et de leur fierté. Il dépendait de la volonté de la communauté internationale que cet état de choses se perpétue ou non.

C. — AUTRES COMMUNICATIONS ADRESSÉES AU CONSEIL

396. Par une lettre datée du 6 décembre (S/10427) adressée au Secrétaire général, le représentant de l'URSS a transmis le texte d'un communiqué de l'agence Tass en date du 3 décembre indiquant que le Gouvernement britannique avait annoncé qu'un accord avait été conclu en vue de "régler le conflit constitutionnel" entre Londres et Salisbury.

397. Par une lettre datée du 29 décembre (S/10481) adressée au Secrétaire général, le représentant du Nigéria a fait tenir le texte d'une déclaration

sur la Rhodésie faite le 23 décembre par le Commissaire aux affaires extérieures du Nigéria et relative aux propositions convenues pour un règlement.

398. Par une lettre datée du 17 janvier 1972 (S/10520) adressée au Président du Conseil de sécurité, le Secrétaire général a communiqué le texte de la résolution 2796 (XXVI) que l'Assemblée générale avait adoptée le 10 décembre 1971 et au paragraphe 12 de laquelle elle appelait l'attention du Conseil de sécurité sur la nécessité d'élargir la portée des sanctions à l'encontre de la Rhodésie du Sud et de prendre des sanctions à l'encontre de l'Afrique du Sud et du Portugal, dont les gouvernements persistaient à refuser d'appliquer les décisions obligatoires du Conseil.

399. Par une note datée du 31 janvier (S/10530), le Secrétaire général a communiqué au Président du Conseil de sécurité le texte de la résolution 2877 (XXVI), adoptée par l'Assemblée générale le 20 décembre 1971, et il a appelé l'attention sur le paragraphe 3 de cette résolution aux termes duquel l'Assemblée invitait le Conseil de sécurité à envisager de prendre des mesures appropriées afin de permettre au peuple du Zimbabwe d'exercer librement son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance sans plus tarder.

D. — EXAMEN DE LA SITUATION LORS DES RÉUNIONS QUE LE CONSEIL A TENUES HORS DU SIÈGE

400. Le Conseil de sécurité a de nouveau examiné la question relative à la situation en Rhodésie du Sud durant les réunions qu'ils a tenues à Addis-Abéba du 28 janvier au 4 février 1972. Pour le compte rendu de ces travaux, voir le chapitre 10, section B, ci-après.

E. — DEMANDE DE RÉUNION ET EXAMEN PAR LE CONSEIL DE LA SITUATION EN RHODÉSIE DU SUD ET DES RAPPORTS DU COMITÉ CRÉÉ EN APPLICATION DE LA RÉOLUTION 253 (1968) DU CONSEIL DE SÉCURITÉ (S/10229 ET ADD. 1 ET 2 ET S/10408) À SES 1640^e À 1642^e ET 1645^e SÉANCES (16-25 ET 28 FÉVRIER 1972)

401. Par une lettre datée du 15 février (S/10540), les représentants de la Guinée, de la Somalie et du Soudan ont demandé à ce que le Conseil se réunisse pour reprendre l'examen de la question de la Rhodésie du Sud et à ce qu'il invite, conformément à l'article 39, M. Abel Muzorewa, président de l'African National Council of Zimbabwe, à faire une déclaration au Conseil.

402. A la 1640^e séance, le 16 février, la lettre émanant des trois représentants a été inscrite à l'ordre du jour du Conseil ainsi que le quatrième rapport (S/10229 et Add. 1 et 2) et le rapport intérimaire (S/10408) du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité. Le Conseil a décidé sans opposition d'adresser une invitation à M. Abel Muzorewa comme il en avait été prié ainsi que d'inviter le représentant de l'Arabie Saoudite, sur sa demande, à participer aux débats sans droit de vote.

403. Dans la déclaration qu'il a prononcée devant le Conseil à cette séance, M. Muzorewa a dit que l'African National Council (ANC), seul organe en Rhodésie qui ait le droit de représenter la majorité de la population rhodésienne, était une organisation apolitique et non partisane qui s'était spontanément cons-

tituée en décembre 1971 pour expliquer et exposer les propositions en vue d'un règlement qui avaient fait l'objet d'un accord entre sir Alec Douglas-Home et M. Ian Smith et pour coordonner les efforts déployés pour rejeter lesdites propositions. M. Muzorewa a déclaré que la majorité de la population africaine, malgré tous les actes d'intimidation qu'elle subissait de la part de ses employeurs, du gouvernement, de la police, des commissaires de district et du Gouvernement britannique, s'élevait complètement contre les propositions, ce qui avait entraîné, d'après les renseignements dont l'ANC disposait, la mort de 31 personnes, la détention de 250 et l'arrestation de 1 000 autres dans diverses parties du territoire depuis l'arrivée de la Commission Pearce, contrairement aux indications données par les autorités rhodésiennes selon lesquelles il n'y aurait eu que quatre détentions et 14 décès. L'ANC rejetait les propositions pour la raison essentielle qu'elles avaient été négociées et conclues sans que le peuple africain soit consulté, par le truchement des dirigeants de son choix, et sans sa participation active, et qu'elles tendaient à légaliser la déclaration unilatérale d'indépendance et la constitution républicaine illégale de 1969, ce que ne saurait accepter l'ANC. Au surplus, a fait remarquer M. Muzorewa, la mise en œuvre des propositions présupposait la bonne foi et l'honorabilité de M. Smith et de son parti du Front de Rhodésie mais l'histoire de la Rhodésie du Sud n'était qu'un long bilan, triste et sordide, de trahisons et de promesses non tenues. M. Muzorewa a demandé à l'ONU de voir dans le refus que l'ANC opposait aux propositions une manifestation authentique des sentiments du peuple africain en Rhodésie du Sud et il a lancé un appel au Conseil de sécurité le priant d'insister auprès du Gouvernement britannique pour que celui-ci respecte les principes énoncés dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale et de maintenir le programme de sanctions à l'égard de la Rhodésie du Sud, programme qui, malgré les violations, amenait progressivement l'économie du territoire à marquer le pas. Il a également demandé au Conseil d'intensifier les sanctions en imposant un blocus aux ports portugais de Beira et de Lorenzo Marques, sans lesquels le régime rebelle se serait depuis longtemps écroulé. Il a déclaré que l'ANC voulait une solution pacifique pour le pays et était prêt à s'asseoir à une table de conférence et à participer à l'élaboration d'une constitution qui soit acceptable à tous les Africains et Blancs du territoire qui n'étaient pas partisans du racisme. L'ANC estimait que les Blancs qui ne voulaient pas vivre sous un gouvernement de la majorité en Rhodésie du Sud pouvaient quitter le pays et M. Muzorewa a proposé de faciliter leur rapatriement en utilisant les 50 millions de livres sterling que le Royaume-Uni avait promis de consacrer au développement des Africains.

404. En réponse à certaines questions posées par le représentant de la Somalie, M. Muzorewa a indiqué que les Africains avaient accepté les sanctions comme prix de leur liberté et qu'il ne fallait donc pas les atténuer sous prétexte d'aider les Africains. Comme il était prévu à l'origine, elles frappaient les agriculteurs, les exploitants de mines, les importateurs et les exportateurs, dont aucun n'était Africain. Il a nié que des Africains intimidaient leurs compatriotes pour les amener à rejeter les propositions et il a fait savoir au Conseil que l'ANC n'avait accès, pour expliquer son point de vue à la population, ni à la radio ni à la télévision.

405. Le représentant de l'URSS a dit que la déclaration de M. Muzorewa ainsi que les renseignements communiqués au Conseil lors de ses réunions en Afrique par les représentants du ZANU et du ZAPU, ne permettaient nullement de douter que les Africains du Zimbabwe rejetaient catégoriquement et unanimement les propositions convenues qui, à leur avis, ne présentaient manifestement de l'intérêt que pour les racistes de Rhodésie du Sud et les monopoles impérialistes du Royaume-Uni, puisque leur application signifierait la légalisation du régime rebelle et la révocation des sanctions prises par le Conseil de sécurité contre le territoire. En conséquence, la délégation soviétique ne voyait pas pourquoi le Royaume-Uni ne respecterait pas ses engagements en renonçant immédiatement aux propositions et en rappelant la Commission Pearce, puis en donnant suite aux propositions avancées par les Africains, qui comprenaient des mesures concernant le progrès politique et constitutionnel par l'intermédiaire d'entretiens ou par la convocation d'une conférence constitutionnelle avec la participation des représentants véritables du peuple du Zimbabwe.

406. Le représentant de la Yougoslavie a dit qu'il se félicitait que le Conseil ait repris l'examen de la question en raison des derniers événements, notamment en ce qui concerne les violations des sanctions, et que M. Muzorewa, qui avait confirmé qu'il fallait maintenir les sanctions, ait apporté dans sa déclaration de nouvelles précisions sur la lutte du peuple du Zimbabwe. Il espérait que le Conseil persuaderait les Etats-Unis de rapporter leur décision d'importer de nouveau du chrome de Rhodésie du Sud et il a suggéré la possibilité d'étendre automatiquement les sanctions à ceux qui les violaient.

407. Le représentant du Royaume-Uni a remarqué que M. Muzorewa défendait vigoureusement la cause de l'ANC, mais qu'il ne parlait pas nécessairement au nom de tous les Africains de la Rhodésie du Sud. Il a instamment invité le Conseil à ne pas souscrire à l'hypothèse que les Africains de Rhodésie avaient unanimement rejeté les propositions. Il a répété que le Conseil devrait différer son jugement sur les propositions jusqu'à ce qu'il ait connaissance des résultats du test d'acceptabilité mené par la Commission Pearce.

408. En réponse à une autre question posée par le représentant de la Somalie, M. Muzorewa a indiqué que près de 99 p. 100 des Africains du Zimbabwe rejetaient les propositions, quoiqu'un chef et un membre du Parlement au moins aient annoncé qu'ils les acceptaient.

409. Le représentant de l'Arabie Saoudite s'est déclaré convaincu de ce que l'économie étant plus forte que la politique, les sanctions n'entraîneraient jamais la chute du régime rebelle. Il a également remarqué que le Royaume-Uni et ses alliés n'étaient pas disposés à agir de l'extérieur par la force contre le régime et qu'il ne convenait pas que l'Organisation des Nations Unies, qui était un instrument de paix, le fasse; il a fait savoir au Conseil de sécurité que si ce dernier ne trouvait pas un autre moyen plus efficace pour résoudre la situation, ses efforts se réduiraient pour toujours à un exercice de pure rhétorique et de vaine propagande.

410. A la 1641^e séance, le 24 février, le représentant de la Somalie a présenté un projet de résolution (S/10541) ayant aussi pour auteurs la Guinée, la Somalie et le Soudan. En vertu des paragraphes du

dispositif de ce projet, le Conseil de sécurité : 1) déciderait que les sanctions actuelles contre la Rhodésie du Sud demeurerait pleinement en vigueur jusqu'à ce qu'une solution permettant à toutes les populations de la Rhodésie du Sud d'exercer librement et également leur droit à l'autodétermination soit appliquée; 2) prierait instamment tous les Etats d'appliquer pleinement toutes les résolutions du Conseil de sécurité concernant la Rhodésie du Sud, conformément à leurs obligations aux termes de l'Article 25 de la Charte, et déplorerait l'attitude des Etats qui avaient continué à fournir une assistance morale, politique et économique au régime illégal; 3) déclarerait que toute législation adoptée ou toute mesure prise par un Etat Membre en vue d'autoriser l'importation en provenance de Rhodésie du Sud de tout produit visé par notamment le minerai par la résolution 253 (1968), notamment le minerai de chrome, affaiblirait l'efficacité des sanctions et serait contraire aux obligations des Etats Membres; 4) demanderait à tous les Etats de ne pas adopter ou de ne pas mettre en application de législation et de ne prendre aucune autre mesure qui autoriserait l'importation en provenance de Rhodésie du Sud de produits visés par les obligations imposées par la résolution 253 (1968), notamment le minerai de chrome; 5) appellerait l'attention de tous les Etats sur la nécessité de redoubler de vigilance dans l'application des dispositions de la résolution 253 (1968) et, en conséquence, leur demande de prendre des mesures plus efficaces afin d'assurer l'application intégrale des sanctions; 6) prierait le Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité d'intensifier ses efforts en vue de promouvoir l'application des sanctions, compte tenu de ses décisions touchant les travaux futurs qui figurent à la section IX de son troisième rapport (S/9844); 7) prierait le Secrétaire général d'apporter au Comité toute l'assistance voulue dans l'accomplissement de sa tâche.

411. Le représentant de la Somalie a instamment invité le Conseil à ne pas se laisser détourner par les propositions Home-Smith de la tâche importante consistant à maintenir et à renforcer la portée et l'efficacité des sanctions internationales prises contre le régime rebelle de la Rhodésie du Sud. A son avis, il faudrait élargir le mandat du Comité afin d'en faire un organe efficace qui recueillerait, trierait et analyserait tous les rapports faisant état de violations connues ou présumées des sanctions, quelle qu'en soit la source. M. Muzorewa s'était associé à l'avis de la majorité du Conseil, à savoir que les Nations Unies devaient continuer à exercer des pressions afin de maintenir l'isolement international du régime illégal et de l'obliger à lutter pour sa survie économique. La responsabilité en incombait au Conseil de sécurité qui devait faire porter immédiatement son attention sur les recommandations contenues dans le rapport intérimaire du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité concernant une loi récente des Etats-Unis qui permettrait l'importation de minerai de chrome en provenance de la Rhodésie du Sud à partir du 1^{er} janvier 1972. Le projet de résolution des trois puissances, a-t-il expliqué, s'appuyait principalement sur ces recommandations.

412. Le représentant de la France a exprimé l'opinion que le projet de résolution était, dans l'ensemble, bien composé et bien pensé. Il a posé certaines questions et fait des remarques au sujet du deuxième

alinéa du préambule et des deux premiers paragraphes du dispositif. Il a rappelé que l'objectif des sanctions arrêtées dans la résolution 253 (1968) était de mettre fin au régime illégal de M. Smith. Il avait l'impression qu'en se référant non plus à cet objectif mais à l'exercice du droit à l'autodétermination, dans le nouveau texte, on risquait d'enlever quelque souplesse à l'action du Conseil. Il a dit qu'il conviendrait plutôt d'inviter instamment les Etats à appliquer toutes les résolutions obligatoires de Conseil de sécurité ou de se référer expressément aux résolutions adoptées en application du Chapitre VII, car manifestement, l'Article 25 de la Charte ne pouvait s'appliquer à des résolutions qui n'avaient pas été adoptées dans ce cadre.

413. Le représentant de la Chine a passé en revue les résultats auxquels avaient abouti les réunions du Conseil de sécurité en Afrique et a indiqué que son gouvernement appuyait la résolution de l'OUA invitant le Conseil de sécurité, non seulement à renforcer le programme de sanctions, mais également à en étendre l'application au Portugal et à l'Afrique du Sud. Il a également déclaré que le Conseil devrait vigoureusement condamner le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique pour avoir promulgué une loi qui permettrait de violer les sanctions et demander au Comité des sanctions d'effectuer des enquêtes approfondies sur tous les cas de violation portés à sa connaissance. La délégation chinoise appuierait le projet de résolution des trois puissances.

414. Le représentant de la Yougoslavie a dit que le projet de résolution dont le Conseil était saisi traitait de la question des sanctions et de leur violation de manière spécifique, décisive et constructive, et qu'il devrait être adopté. Il a indiqué trois raisons pour lesquelles sa délégation était en faveur du projet de résolution : en premier lieu, les violations actuelles des sanctions n'étaient en rien une raison de les relâcher; en second lieu, contrairement aux allégations du régime rebelle et de ses amis, la déclaration de M. Muzorewa avait démontré de manière concluante que ce n'était pas uniquement la majorité africaine qui souffrait des sanctions; et, en troisième lieu, le Conseil ne devait pas considérer comme définitive et irréversible une décision prise par un organe gouvernemental, aussi élevé soit-il, tendant à violer les sanctions.

415. Le représentant de l'Inde a dit qu'il serait à son avis souhaitable d'apporter quelques améliorations au libellé du projet de résolution, en particulier aux trois premiers paragraphes du dispositif. Il a noté que si les Etats-Unis avaient pris ouvertement des mesures susceptibles de se traduire par une violation des sanctions, celles-ci avaient été violées à maintes autres reprises comme le prouvaient les statistiques du Gouvernement rhodésien qui faisaient état de la coopération directe ou indirecte de nombreux gouvernements. Le représentant de l'Inde était donc d'avis que le Conseil devrait examiner la question de manière bien plus approfondie, renforcer et élargir les sanctions, rendre publiques les violations et ne ménager aucun effort pour découvrir les fuites et les empêcher. Il a suggéré qu'il serait peut-être nécessaire également d'améliorer le mécanisme ou les méthodes de travail du Comité des sanctions.

416. A la 1642^e séance, le 25 février, le représentant de l'URSS, se référant aux deux rapports du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité (S/10229 et Add.1 et 2 et S/10408), a dit que le Conseil se trouvait en présence

d'une situation nouvelle depuis que les Etats-Unis s'étaient joints au Portugal et à l'Afrique du Sud pour violer ouvertement les sanctions. Ces deux pays, de même que le Royaume-Uni, qui était principalement et directement responsable de la situation en Rhodésie du Sud, et les Etats-Unis et un certain nombre de ses alliés de l'OTAN, accordaient une aide extérieure au régime raciste rebelle. La délégation soviétique appuyait les recommandations figurant dans le rapport intérimaire du Comité. Attirant l'attention du Conseil sur les résolutions 2765 (XXVI) et 2796 (XXVI) de l'Assemblée générale ainsi que sur la résolution 277 (1970) du Conseil, le représentant de l'Union soviétique a demandé au Conseil d'élargir la portée des sanctions contre le régime raciste et d'appliquer de strictes sanctions contre le Portugal et l'Afrique du Sud, conformément aux dispositions de la résolution 2796 (XXVI) de l'Assemblée générale.

417. Le représentant de la Somalie a officiellement présenté le texte révisé du projet de résolution des trois puissances (S/10541/Rev.1 et Corr.1), qui avait été modifié à l'issue de consultations supplémentaires et qui était conçu comme suit :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné les faits récents concernant la question de la Rhodésie du Sud,

"Rappelant ses résolutions 216 (1965) du 12 novembre 1965, 217 (1965) du 20 novembre 1965, 221 (1966) du 9 avril 1966, 232 (1966) du 16 décembre 1966, 253 (1968) du 29 mai 1968, 277 (1970) du 18 mars 1970 et 288 (1970) du 17 novembre 1970,

"Gravement préoccupé par le fait que certains Etats ne se sont pas conformés aux dispositions de la résolution 253 (1968), contrairement à leurs obligations aux termes de l'Article 25 de la Charte des Nations Unies,

"Tenant compte du quatrième rapport du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité (S/10229) et de son rapport intérimaire du 3 décembre 1971 (S/10408),

"Agissant conformément aux décisions précédentes du Conseil de sécurité sur la Rhodésie du Sud, prises en vertu du Chapitre VII de la Charte,

"1. Réaffirme sa décision suivant laquelle les sanctions actuelles contre la Rhodésie du Sud demeureront pleinement en vigueur jusqu'à ce que les buts et objectifs énoncés dans la résolution 253 (1968) soient complètement atteints;

"2. Prie instamment tous les Etats d'appliquer pleinement toutes les résolutions du Conseil de sécurité établissant des sanctions contre la Rhodésie du Sud, conformément à leurs obligations aux termes de l'Article 25 et de l'Article 2, paragraphe 6, de la Charte, et déplore l'attitude des Etats qui ont continué à fournir une assistance morale, politique et économique au régime illégal;

"3. Déclare que toute législation adoptée ou toute mesure prise par tout Etat en vue d'autoriser, directement ou indirectement, l'importation en provenance de Rhodésie du Sud de tout produit visé par les obligations imposées par la résolution 253 (1968), y compris le minerai de chrome, compromettrait les sanctions et serait contraire aux obligations des Etats;

"4. Demande à tous les Etats de s'abstenir de prendre toute mesure qui, d'une manière quelconque, autoriserait ou faciliterait l'importation en provenance de Rhodésie du Sud de produits visés par les obligations imposées par la résolution 253 (1968), y compris le minerai de chrome;

"5. Appelle l'attention de tous les Etats sur la nécessité de redoubler de vigilance dans l'application des dispositions de la résolution 253 (1968) et, en conséquence, leur demande de prendre des mesures plus efficaces afin d'assurer l'application intégrale des sanctions;

"6. Prie le Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité de se réunir d'urgence afin d'examiner les moyens de nature à assurer l'application des sanctions et de présenter au Conseil de sécurité, le 15 avril 1972 au plus tard, un rapport contenant des recommandations à cet égard ainsi que toutes suggestions que le Comité pourrait souhaiter formuler en ce qui concerne son mandat et toutes autres mesures visant à assurer l'efficacité de ses travaux;

"7. Prie le Secrétaire général d'apporter au Comité toute l'assistance voulue dans l'accomplissement de sa tâche."

Le représentant de la Somalie a ensuite attiré l'attention sur un article de presse d'après lequel le dirigeant du régime rebelle aurait prétendu qu'une fois que le Royaume-Uni aurait avisé l'Organisation des Nations Unies qu'il avait légalisé la situation en Rhodésie du Sud, les sanctions qui avaient été adoptées par les Nations Unies à l'instigation du Royaume-Uni tomberaient automatiquement. La délégation somalie et l'Afrique tout entière ne pouvaient accepter ce point de vue. Les Nations Unies avaient la responsabilité de mettre fin au régime illégal et de faire en sorte que la population du territoire puisse jouir de son droit à l'autodétermination et à l'indépendance conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale.

418. Le Président, s'adressant au Conseil en tant que représentant du Soudan, a lu le texte d'une déclaration adressée au Conseil de sécurité par le Conseil des Ministres de l'OUA, dans laquelle celui-ci exprimait son appui total à M. Abel Muzorewa, président de l'African National Council ainsi que son espoir de voir le Conseil de sécurité, et en particulier ses membres permanents, réexaminer la question de la Rhodésie du Sud sur la base du projet de résolution publié sous la cote S/10606, auquel le Royaume-Uni avait opposé son veto le 4 février 1972 (voir chap. 10, par. B). Il a ajouté que le rapport du Comité des sanctions indiquait qu'il était urgent d'assurer l'application des sanctions par l'Afrique du Sud et le Portugal et révélait également que d'autres pays continuaient à avoir des rapports commerciaux avec la Rhodésie du Sud. Moralement et légalement, le Conseil était obligé de veiller à ce que les sanctions restent en vigueur jusqu'à ce que la population de la Rhodésie du Sud puisse exercer librement son droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Le projet des trois puissances avait pour objet d'affirmer cette résolution.

419. A la 1645^e séance, le 28 février, le représentant de la Belgique a indiqué que sa délégation se proposait de voter en faveur du projet de résolution révisé, et que ce vote affirmatif avait été rendu possible par l'esprit de conciliation dont avaient fait preuve les auteurs du projet. A son avis, le nouveau texte

marquait un progrès incontestable par rapport au texte original, car il renvoyait expressément à la résolution 253 (1968) du Conseil, par laquelle avaient été arrêtées les sanctions contre la Rhodésie du Sud.

420. Le représentant du Japon a réaffirmé que son gouvernement croyait fermement au droit inaliénable du peuple de la Rhodésie du Sud à l'autodétermination et à l'indépendance, et qu'il appuyait pleinement les résolutions obligatoires — y compris les sanctions — adoptées au titre du Chapitre VII de la Charte, que le Japon s'était efforcé d'appliquer fidèlement. Comme le projet de résolution révisé était entièrement conforme à la responsabilité du Conseil qui avait pour mission d'être à l'écoute de tous les événements susceptibles de saper l'efficacité des sanctions, il constituerait essentiellement un rappel opportun aux Etats des obligations que leur imposait la Charte.

421. Le représentant de la France a remercié les auteurs d'avoir retenu ses suggestions concernant le projet de résolution qui, à son avis, allait de ce fait obtenir un appui plus général et gagner en efficacité. La délégation française lui donnerait son appui.

422. Le représentant de la Yougoslavie a exprimé l'opinion que le projet de résolution devrait être adopté à l'unanimité parce qu'il traitait de façon efficace et directe de la situation à l'étude et montrait que le Conseil tenait à rester saisi du problème jusqu'au moment où le peuple du Zimbabwe aurait obtenu le droit à l'autodétermination et à l'indépendance. En réaffirmant la politique du Conseil à l'égard des sanctions et en rappelant toutes les autres décisions du Conseil, le projet de résolution soulignait que le Conseil restait fermement sur sa position bien définie à l'égard de la question de la Rhodésie du Sud en général.

423. Dans une déclaration concernant la position de son gouvernement sur la question du chrome rhodésien, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que la décision de reprendre les importations de chrome rhodésien avait été rendue nécessaire par des considérations touchant vraiment la sécurité nationale des Etats-Unis. Il a déclaré que, alors que du minerai rhodésien avait été exporté en quantité vers d'autres pays, les Etats-Unis avaient toujours scrupuleusement observé les sanctions, au point d'acheter du chrome dans d'autres pays à un prix presque deux fois plus élevé que le prix appliqué avant les sanctions. Le représentant des Etats-Unis a souligné en outre que les importations aux Etats-Unis de produits stratégiques en provenance de la Rhodésie du Sud avant les sanctions ne représentaient à l'époque que 2 p. 100 du total des exportations de ces produits originaires du territoire. Les exportations de ces produits auraient atteint un niveau pratiquement aussi élevé en 1968-1971 qu'en 1965 alors qu'aucun de ces produits n'avait été importé aux Etats-Unis; il était donc évident que quelqu'un d'autre avait acheté lesdits produits à la Rhodésie du Sud, en violation du programme de sanctions. Le représentant des Etats-Unis a suggéré que le Comité des sanctions soit invité à rassembler les rapports périodiques des gouvernements concernant leurs importations de matériaux stratégiques de toute provenance, et qu'il soit autorisé à soumettre à des analyses chimiques les échantillons de cargaisons douteuses. La délégation des Etats-Unis s'abstiendrait lors du vote sur le projet de résolution parce qu'il contenait des éléments affectant des lois qui devaient être mises en vigueur selon la Constitution des Etats-Unis.

424. Le représentant de l'Italie a fait état de la contribution de son pays en ce qui concerne l'application et la mise en œuvre des sanctions contre la Rhodésie du Sud. Il a pris note avec satisfaction des modifications apportées par les coauteurs au projet de résolution révisé, modifications qui avaient rendu le texte plus conforme aux résolutions antérieures du Conseil.

425. Le représentant de l'URSS, citant des articles parus dans la presse des Etats-Unis, a dit que les Etats-Unis disposaient de stocks de chrome suffisants et n'avaient pas besoin d'en importer davantage. Par ailleurs, les Etats-Unis n'importaient chaque année que 50 p. 100 du chrome dont ils avaient besoin de l'Union soviétique, et s'ils ne souhaitent plus continuer à agir de la sorte, ils pouvaient accroître leurs stocks en important des quantités supplémentaires de minerai de pays autres que la Rhodésie du Sud. Citant un article qui indiquait que 25 000 tonnes de chrome rhodésien étaient en train d'être embarquées au Mozambique à bord d'un navire argentin qui devait se rendre aux Etats-Unis, le représentant de l'URSS a déclaré que la décision prise par les Etats-Unis d'importer du chrome rhodésien était une violation délibérée des sanctions du Conseil de sécurité, perpétrée avec l'aide du Portugal. Le Conseil devrait exiger l'entière application de ses décisions, comme le prévoyaient les dispositions du projet de résolution des trois puissances.

426. Le représentant de l'Argentine a déclaré que son gouvernement était en train de faire une enquête de sa propre initiative au sujet des accusations contenues dans l'article publié par la presse irlandaise à propos des activités du navire argentin en question. Pour l'instant, l'origine de sa cargaison de minerai n'avait pas été établie de façon formelle. S'il se confirmait que la cargaison était originaire de la Rhodésie du Sud, le Gouvernement argentin envisagerait d'instituer les amendes qui s'imposaient conformément à la législation argentine en la matière. La délégation argentine voterait en faveur du projet de résolution dont le Conseil était saisi.

427. Le représentant de la Somalie a demandé que le paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution soit mis aux voix séparément.

Décisions : *A la 1645^e séance, le 28 février 1972, le Conseil de sécurité s'est prononcé comme suit sur le projet de résolution révisé des trois puissances (S/10541/Rev.1 et Corr.1) :*

Le paragraphe 1 du dispositif a été adopté par 14 voix contre zéro, avec une abstention (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) :

Le projet de résolution dans son ensemble a été adopté par 13 voix contre zéro avec 2 abstentions (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Etats-Unis d'Amérique), en tant que résolution 314 (1972).

428. Après le vote, le représentant du Royaume-Uni a expliqué que sa délégation ne s'était pas opposée au projet de résolution parce que, contrairement au projet de résolution précédent qui avait été soumis à Addis-Abéba, il ne cherchait pas à imposer de directives à son gouvernement dans l'exercice de ses responsabilités. Sa délégation s'était néanmoins abstenue lors du vote parce qu'elle ne croyait pas que des résolutions portant sur un aspect quelconque de la question rhodésienne fussent nécessaires à ce stade.

429. Le représentant de la Somalie a exprimé la satisfaction de sa délégation devant l'adoption du projet de résolution des trois puissances. Attirant l'attention en particulier sur les dispositions du paragraphe 2 de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité, il a exhorté le Conseil à continuer à rester activement saisi de la question et à ne pas en négliger les aspects politiques.

F. — RAPPORTS ET COMMUNICATIONS REÇUS ULTÉRIEUREMENT

430. Par une lettre datée du 3 mars, adressée au Secrétaire général (S/10556), le représentant de la Chine a transmis le texte d'un article publié par le *Quotidien du peuple* et intitulé "Curieuses rumeurs, viles calomnies". L'auteur de cet article faisait remarquer que les révisionnistes soviétiques avaient récemment répandu, par leur appareil de propagande, des rumeurs calomnieuses accusant la Chine d'importer du chrome de Rhodésie. Ils avaient même été jusqu'à alléguer que la Chine et une prétendue "délégation de la Rhodésie" avaient "signé" récemment un traité à Pékin en vue d'accroître les importations rhodésiennes vers la Chine. Le Gouvernement et le peuple chinois n'avaient jamais cessé d'appuyer les peuples africains dans leur juste lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme et ils avaient toujours appuyé le peuple du Zimbabwe dans sa juste lutte contre la domination colonialiste et la discrimination raciale et pour l'indépendance nationale. Depuis longtemps, le Gouvernement chinois avait déclaré solennellement ce qui suit : "Afin d'appuyer la juste lutte légitime du peuple du Zimbabwe, le Gouvernement chinois s'est toujours abstenu d'établir des relations diplomatiques avec le régime blanc raciste rhodésien et, il y a longtemps déjà, a rompu toutes relations économiques et commerciales, directes ou indirectes, avec ce régime." De plus, la délégation chinoise a explicitement déclaré que "le Conseil de sécurité devrait renforcer et élargir les sanctions contre le régime raciste de la Rhodésie et adopter également des sanctions contre l'Afrique du Sud et les autorités portugaises colonialistes". Le Gouvernement chinois ne s'était jamais écarté de cette prise de position solennelle. Les machinations auxquelles se livraient les faiseurs de rumeurs qu'étaient les révisionnistes soviétiques pour saper l'amitié entre le peuple chinois et les peuples africains ne pouvaient que révéler davantage leur caractère hideux de socio-impérialistes.

431. A propos de la distribution d'une lettre du représentant de la République populaire de Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies à laquelle était joint un article paru dans le *Quotidien du peuple*, le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a adressé au Secrétaire général une lettre datée du 9 mars 1972 (S/10559) dans laquelle il déclarait que la décision de la mission de la Chine de faire distribuer comme document de l'Organisation des Nations Unies l'article du *Quotidien du peuple* qui contenait des calomnies antisoviétiques ne pouvait être considérée que comme une tentative visant à dissimuler le point essentiel de la question. Le point essentiel était le fait que récemment un certain nombre de périodiques étrangers avaient publié des articles sur le commerce de la Chine avec la Rhodésie du Sud. Ces articles avaient été reproduits dans la presse soviétique. Il s'agissait d'extraits de périodiques africains et autres périodiques étrangers. La principale source de ces éléments d'information sur le commerce de la Chine avec

la Rhodésie du Sud était bien connue. Le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies avait fourni des renseignements à ce sujet, à savoir un article paru dans le numéro du 14 février 1972 de l'hebdomadaire sénégalais *Afrique Nouvelle* (S/AC.15/INF.13) sous le titre "La Chine populaire a une drôle de politique africaine" et un article paru le 25 février dans le journal anglais *Daily Express* (S/AC.15/INF.14) et intitulé "Comment Pékin fait du commerce avec Smith". Le journal nigérian *Sunday Post*, dans un article du 23 janvier 1972 intitulé "La Chine fait du commerce avec les racistes", avait également fait état d'échanges commerciaux de la Chine avec la Rhodésie du Sud. C'étaient précisément ces articles qui, comme indiqué plus haut, avaient été reproduits dans la presse soviétique, avec mention de leurs sources. Etant donné ce qui précède, la tentative de la propagande chinoise d'attribuer la paternité de ces informations aux organes de la presse soviétique était dénuée de tout fondement et ne témoignait que de l'attitude antisoviétique des dirigeants de Pékin et de la mauvaise foi des procédés qu'ils utilisaient. L'attaque calomnieuse lancée par la mission permanente de la Chine ne pouvait qu'être condamnée vigoureusement par tous ceux qui se souciaient du succès des travaux de l'Organisation des Nations Unies.

432. Dans une lettre datée du 21 mars, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10571), le Président du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité a appelé l'attention sur la situation créée par les divergences de vues entre les membres du Comité sur une proposition visant à remplacer le système actuel où les membres du Comité assuraient à tour de rôle la présidence du Comité pendant un mois par une présidence d'un an.

433. Dans une note publiée le 29 mars (S/10578), le Président du Conseil de sécurité a déclaré qu'au cours de consultations entre les membres du Conseil à propos de la présidence du Comité, certaines délégations avaient exprimé des réserves sur la proposition visant à instaurer une présidence d'un an, mais que, s'efforçant d'arriver à un compromis sur la question, plusieurs d'entre elles avaient proposé d'élire également deux vice-présidents chargés d'aider le Président. En conséquence, le Président du Conseil de sécurité a annoncé qu'aucune autre proposition n'ayant été présentée et aucune demande de réunion formulée, il convenait de considérer comme établi le système précité d'élection des membres du Bureau du Comité.

434. Le 29 mars, le Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité a présenté un deuxième rapport intérimaire (S/10580). Ayant reçu des renseignements complémentaires du représentant de l'Argentine concernant le navire battant pavillon argentin, le *Santos Vega*, et les mesures prises par le Gouvernement argentin, ainsi que confirmation du représentant des Etats-Unis que ledit navire avait commencé à décharger une cargaison de minerai de chrome rhodésien dans le port de Burnside (Louisiane), le Comité avait décidé de prier le Secrétaire général d'envoyer une note à tous les gouvernements les priant de prévenir les compagnies de navigation de leur pays de ne pas participer à des transactions comportant des expéditions de minerai de chrome de Rhodésie du Sud et de renvoyer le cas au Conseil de sécurité comme question urgente.

435. Le 10 avril, dans un troisième rapport intérimaire (S/10593), le Comité a déclaré qu'il avait

examiné un autre cas, impliquant un navire grec, l'*Agios Giorgios*, et que le représentant des Etats-Unis avait confirmé que ledit navire avait déchargé du minerai de chrome rhodésien dans le port américain de Burnside (Louisiane) le 4 avril 1972. D'après le rapport, le Comité avait décidé dans ces conditions de prier le Secrétaire général de demander au Gouvernement grec de lui communiquer tous les renseignements pertinents sur la question et d'appeler l'attention spéciale du Conseil de sécurité sur cette affaire en tant que question urgente.

436. Des notes ont été publiées par le Président du Conseil de sécurité les 13 et 27 avril (S/10597 et S/10622), indiquant que le Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité sollicitait le rapport de la date limite de remise du rapport demandé dans la résolution 314 (1972), prévue pour le 15 avril.

437. Le 9 mai, le Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité a présenté un rapport spécial (S/10632) conformément aux dispositions du paragraphe 6 de la résolution 314 (1972) du Conseil de sécurité. Il était déclaré dans le rapport qu'au cours de 38 séances tenues entre le 13 mars et le 8 mai, le Comité avait examiné, entre autres, quatre listes de propositions concrètes, dont deux présentées conjointement par les délégations de la Guinée, de la Somalie et du Soudan, une par l'URSS et une autre par la Chine.

438. Parmi les recommandations au Conseil de sécurité adoptées par le Comité sur les moyens d'assurer l'application des sanctions et l'efficacité des travaux du Comité, celui-ci suggérait qu'il lui serait utile de recevoir de façon continue davantage de renseignements sur les cas de violations présumées, émanant d'un nombre plus grand d'Etats Membres, des organisations intergouvernementales, des institutions spécialisées et de son propre secrétariat. Le Comité se réunirait au moins deux fois par mois et, dans les cas urgents, à la demande de l'un quelconque de ses membres. Comme il est indispensable de tenir régulièrement informée la communauté internationale, le Comité devrait examiner à la fin de chaque séance la question de la publication d'un bulletin de presse concernant ses travaux et les problèmes qui présentent un intérêt particulier, y compris les cas où l'on a pu établir ou prévenir une violation de sanctions. Le Comité a également recommandé, compte tenu du refus manifeste de l'Afrique du Sud et du Portugal de coopérer avec le Conseil de sécurité pour appliquer les sanctions, de considérer de prime abord comme douteux les renseignements provenant de l'Afrique du Sud et des territoires du Mozambique et de l'Angola administrés par le Portugal relatifs aux produits et aux marchandises qui sont également produits en Rhodésie du Sud. Le Secrétaire général serait invité à présenter plus fréquemment, si possible tous les trois mois, des rapports sur l'application des résolutions 253 (1968) et 277 (1970) du Conseil de sécurité; le Comité lui-même s'efforcerait de présenter des rapports trimestriels au Conseil sous réserve de revoir au bout d'un an l'utilité de cette pratique, ainsi que des rapports intérimaires le cas échéant. Le Comité demanderait également au Secrétaire général de mettre à sa disposition des conseils d'experts sur le rôle des compagnies d'assurance en ce qui concerne l'assurance des cargaisons en provenance et à destination de la Rhodésie du Sud. Le Comité notait que la délégation

du Royaume-Uni avait formulé une réserve générale à l'égard de toutes les recommandations, suggestions et propositions figurant dans l'ensemble du rapport.

439. Aux termes des propositions supplémentaires, sur lesquelles plusieurs délégations avaient exprimé des réserves, le Conseil de sécurité aurait été prié : a) de réaffirmer les droits inaliénables du peuple de la Rhodésie du Sud à la liberté et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale; b) de demander aux Etats qui continuaient d'entretenir des relations quelles qu'elles soient avec la Rhodésie du Sud d'y mettre fin immédiatement et de condamner les Etats qui persistaient à contrevenir aux résolutions; c) d'examiner d'urgence le type de mesures à prendre contre l'Afrique du Sud et le Portugal, étant donné leur refus d'appliquer les sanctions et de coopérer avec le Conseil de sécurité; et d) de demander à tous les Etats de prendre contre le régime illégal de la Rhodésie du Sud les mesures supplémentaires prévues à l'Article 41 de la Charte, conformément aux dispositions des résolutions 253 (1968) et 277 (1970) du Conseil de sécurité.

440. Par une lettre datée du 8 mai, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10634), le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a communiqué le texte d'une résolution sur la question de la Rhodésie du Sud adoptée par le Comité spécial le 27 avril.

441. Par une lettre datée du 23 mai, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10656), le représentant du Royaume-Uni a communiqué le texte d'une déclaration faite le jour même à la Chambre des Communes britannique par le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et aux affaires du Commonwealth, sir Alec Douglas-Home, ainsi qu'un exemplaire du rapport de la Commission chargée d'enquêter sur l'opinion publique en Rhodésie présidée par lord Pearce. Dans cette déclaration, le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères avait informé la Chambre des communes que la Commission Pearce, qui avait été chargée de déterminer si l'ensemble de la population rhodésienne trouvait les propositions en vue d'un règlement acceptables, était parvenue à la conclusion que la grande majorité des personnes qui avaient exprimé leur opinion à la Commission comprenait suffisamment la teneur et les implications des propositions pour les juger. Elle avait également conclu que la grande majorité des Européens estimait ces propositions acceptables, mais que la majorité des Africains les rejetait. La Commission avait donc conclu que l'ensemble de la population rhodésienne ne considérait pas lesdites propositions comme une base acceptable pour l'indépendance. Le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères avait ajouté que, bien que les propositions n'aient pas été acceptées, elles représentaient néanmoins une tentative sincère pour trouver une solution raisonnable et juste aux problèmes sociaux et politiques particuliers de la Rhodésie. Il avait exprimé l'espoir que la majorité des Rhodésiens, tant Africains qu'Européens, pourraient décider malgré tout de se consulter et d'œuvrer ensemble à un changement politique méthodique. Le Gouvernement du Royaume-Uni estimait que l'on créerait le climat le plus favorable à des discussions constructives en maintenant la situation actuelle, y compris l'application des sanctions.

LA SITUATION DANS LE SOUS-CONTINENT INDO-PAKISTANAIS

A. — RAPPORTS ET COMMUNICATIONS ADRESSÉS AU CONSEIL DE SÉCURITÉ ENTRE LE 20 JUILLET ET LE 4 DÉCEMBRE 1971

442. Dans une lettre datée du 20 juillet 1971 (S/10273), le représentant de l'Inde, répondant à une lettre du représentant du Pakistan en date du 10 mai (S/10193), a déclaré que les faits exposés dans sa lettre précédente du 8 avril (S/10171) avaient établi sans ambiguïté la culpabilité du Pakistan et indiqué les motifs que ce dernier avait eus de détourner et de détruire un avion indien, ce qui non seulement intensifiait la politique d'affrontement pratiquée par le Gouvernement pakistanais, mais aussi compromettait la sécurité de l'aviation civile dans le sous-continent. Afin d'éviter que le Pakistan organise d'autres détournements pour servir ses propres fins politiques, l'Inde avait mis fin au survol du territoire pakistanais par ses propres aéronefs et retiré l'autorisation de survoler son propre territoire qu'elle avait accordée à titre spécial et provisoire en 1966 aux aéronefs militaires et civils pakistanais. Si le Pakistan réclamait une reprise prochaine de ses vols au-dessus de l'Inde, c'était aux fins de maintenir et de consolider la domination militaire qu'il exerçait sur le peuple du Bengale oriental, contrairement aux vues exprimées par ce peuple. Le Gouvernement indien souhaitait la normalisation des relations avec le Pakistan et espérait que le Gouvernement pakistanais accepterait de normaliser ses relations avec l'Inde, qu'il créerait des conditions permettant la sécurité des voyages aériens dans le sous-continent et qu'il cesserait de menacer la paix en terrorisant le peuple du Bengale oriental.

443. Dans une lettre datée du 2 septembre (S/10304), le représentant du Pakistan a répondu à la lettre du représentant de l'Inde (S/10273) et exprimé le profond regret de son gouvernement de ce que l'Inde continuât, pour justifier l'interdiction arbitraire et contraire au droit qu'elle opposait au survol de son territoire par des aéronefs pakistanais, de s'appuyer sur des considérations qui n'avaient aucun rapport avec le différend. Le Pakistan n'avait aucune responsabilité dans le détournement par la force d'un aéronef indien et la destruction de l'appareil. La situation au Pakistan oriental était étrangère au différend faisant l'objet de la discussion et, en introduisant ce problème, l'Inde avait illustré clairement son ingérence flagrante et hostile dans les affaires intérieures du Pakistan. C'était un fait bien établi que la part active prise par l'Inde dans cette affaire était responsable de l'aggravation de la situation dans la partie orientale du Pakistan.

444. Dans des lettres datées respectivement des 29 octobre (S/10380), 4 novembre (S/10383) et 16 novembre (S/10390), le représentant du Pakistan a appelé l'attention du Conseil de sécurité sur certains faits qu'il exposait comme suit : premièrement, de graves violations des frontières et de l'espace aérien pakistanais commises par les forces armées indiennes; deuxièmement, l'accumulation par l'Inde de troupes et de blindés le long des frontières du Pakistan et le renforcement de ses effectifs militaires dans l'Etat de Jammu et Cachemire, en violation de l'accord énoncé dans la résolution de la Commission des Nations Unies

pour l'Inde et le Pakistan datée du 13 août 1948 et de l'accord du 27 novembre 1949 entre l'Inde et le Pakistan concernant l'établissement d'une ligne de cessez-le-feu; troisièmement, deux attaques importantes contre des localités du Pakistan oriental lancées par les forces armées indiennes, attaques qui, d'après la lettre, devaient être considérées dans le contexte de l'évolution alarmante de la situation telle qu'elle se traduisait notamment par les faits suivants : a) le Premier Ministre de l'Inde avait reconnu, dans des déclarations rapportées par la presse, que l'objectif de l'Inde était d'obtenir la sécession du Pakistan oriental; b) l'Inde avait reçu de source étrangère d'importantes livraisons d'armes et de matériel militaire; c) l'Inde avait beaucoup accru son assistance militaire aux forces insurrectionnelles qui opéraient à partir de bases indiennes et qui organisaient des incursions armées sur le territoire du Pakistan oriental.

445. Dans un rapport daté du 3 décembre (S/10410), le Secrétaire général a constaté que la situation s'était encore gravement détériorée et a saisi officiellement le Conseil d'un compte rendu des efforts qu'il avait déployés en ce qui concerne ce problème et dont il avait tenu le Président du Conseil de sécurité au courant. A son avis, c'étaient les parties elles-mêmes ou les membres du Conseil de sécurité qui étaient le mieux placés pour prendre une initiative à ce sujet au Conseil. Figuraient dans son rapport les textes des documents suivants sur la question :

a) Son mémorandum du 20 juillet 1971 adressé au Président du Conseil, dans lequel, après avoir exposé les événements antérieurs et les considérations qui l'avaient poussé à agir, il déclarait que la portée des incidences politiques de cette question était si grande qu'il n'était pas lui-même en mesure de suggérer l'adoption de mesures précises avant que les membres du Conseil de sécurité aient pris note du problème. Il croyait cependant que, étant donné la longue expérience qu'elle avait des activités de maintien de la paix et les divers moyens de conciliation et de persuasion dont elle disposait, l'Organisation des Nations Unies devait être en mesure — et avait le devoir — de jouer un rôle plus concret pour essayer d'atténuer les effets de la tragédie humaine déjà survenue et d'empêcher une nouvelle aggravation de la situation. Il estimait que le Conseil de sécurité était bien placé pour examiner la situation dans le sous-continent avec la plus grande attention et le plus grand soin et pour parvenir à des conclusions concertées quant aux mesures à prendre. Le Secrétaire général avait pour objectif principal de donner l'occasion d'une discussion et d'en fournir les bases et d'exprimer son vif souci de voir explorer tous les moyens susceptibles de régler cette tragique situation.

b) Des extraits de l'introduction à son rapport annuel à l'Assemblée générale datée de septembre 1971 (A/8401/Add.1, p. 73 à 77), par lesquels il avait appelé l'attention de l'Assemblée générale sur ce problème.

c) Les messages identiques datés du 20 octobre qu'il avait adressés au Premier Ministre de l'Inde et au Président du Pakistan, pour offrir ses bons offices dans la situation potentiellement dangereuse qui s'était créée entre les deux pays (ces textes avaient été com-

muniqués au Président du Conseil par lettre confidentielle datée du même jour).

d) La réponse du Président du Pakistan, datée du 22 octobre, acceptant avec satisfaction son offre de bons offices.

e) La réponse du Premier Ministre de l'Inde en date du 16 novembre 1971 dans laquelle le Premier Ministre déclarait que le fond du problème résidait dans le sort des 75 millions d'habitants du Bengale oriental et dans leurs droits inaliénables, que le problème du Bengale oriental ne pouvait être résolu que par la voie de négociations pacifiques entre les dirigeants militaires du Pakistan occidental et les dirigeants élus et acceptés du Bengale oriental et que seule une telle solution pouvait normaliser la situation dans cette région, endiguer le courant de réfugiés vers l'Inde et permettre à ceux qui s'y trouvaient actuellement de rentrer chez eux, et que l'offre de bons offices du Secrétaire général pouvait jouer un rôle important dans cette situation.

f) Sa réponse au Premier Ministre de l'Inde, datée du 22 novembre, dans laquelle il expliquait quelles avaient été ses intentions lorsqu'il avait offert ses bons offices et concluait avec regret qu'il ne semblait pas que les conditions pour leur exercice fussent réunies.

g) Une autre lettre du Président du Pakistan, datée du 23 novembre, où ce dernier se plaignait d'attaques importantes par les forces armées indiennes contre diverses localités et où il invitait le Secrétaire général à prendre une initiative personnelle.

h) Sa réponse du 26 novembre au Président du Pakistan, où il déclarait qu'il était arrivé à la conclusion que, pour le moment, dans la limite des pouvoirs que lui conférait la Charte, il avait fait tout ce qu'il pouvait utilement et valablement faire dans les circonstances d'alors.

i) Un message du Président du Pakistan, daté du 29 novembre, le priant d'examiner la possibilité de placer un détachement d'observateurs des Nations Unies du côté pakistanaise de la frontière du Pakistan oriental.

j) Son message confidentiel en date du 29 novembre, adressé au Président du Conseil de sécurité, dans lequel il l'informait de la demande du Pakistan et exprimait l'opinion que le Conseil devrait examiner avec la plus grande attention la situation qui existait dans le sous-continent.

k) Sa réponse au Président du Pakistan, datée du même jour, dans laquelle il joignait en annexe une copie de sa lettre au Président du Conseil.

446. Dans un additif au rapport ci-dessus, daté du 4 décembre (S/10410/Add.1), le Secrétaire général a annoncé la réception de deux autres messages : un message verbal communiqué par le Premier Ministre de l'Inde le 3 décembre et un message écrit du Président du Pakistan, daté du même jour. Chacun des messages signalait un élargissement du conflit armé entre les deux pays et accusait l'autre Etat de se livrer à des actes d'agression.

B. — DEMANDE DE RÉUNION ET EXAMEN DE LA QUESTION DE LA 1606^e À LA 1608^e SÉANCE (4-6 DÉCEMBRE 1971)

447. Dans une lettre datée du 4 décembre (S/10411), les représentants de l'Argentine, de la Belgique, du Burundi, de l'Italie, des Etats-Unis d'Amérique, du Japon, du Nicaragua, du Royaume-Uni

et de la Somalie ont demandé une réunion d'urgence du Conseil afin d'examiner la détérioration récente de la situation qui avait conduit à des engagements entre les forces armées de l'Inde et du Pakistan.

448. Dans des rapports datés des 4, 5 et 6 décembre (S/10412 et Add.1 et 2), le Secrétaire général a fait connaître aux membres du Conseil les derniers renseignements reçus du chef du Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan (UNMOGIP) concernant la situation le long de la ligne du cessez-le-feu dans l'Etat de Jammu et Cachemire.

449. Par une lettre datée du 4 décembre 1971, le représentant de la Tunisie a appuyé la demande de convocation du Conseil.

450. Dans une lettre datée du 4 décembre (S/10415), le représentant de l'Inde a transmis copie d'une lettre (de la même date) émanant du juge Abu Sayud Choudhury, par laquelle ce dernier demandait à être autorisé à faire une déclaration devant le Conseil au nom du peuple et du Gouvernement du Bangladesh et qu'il avait signée "le chef de la délégation du Bangla Desh auprès de l'Organisation des Nations Unies".

451. Le 4 décembre, à sa 1606^e séance, le Conseil a inscrit cette question à son ordre du jour. Avec l'assentiment du Conseil, le Président a invité les représentants de l'Inde et du Pakistan à participer au débat sans droit de vote. Répondant à une proposition de l'Union soviétique tendant à inviter un représentant du Bangladesh à participer à la discussion, le Président a décidé, sans qu'il y ait objection, que le Conseil remettrait à plus tard l'examen de cette question.

452. Le représentant de la Chine s'est fermement opposé à la proposition soviétique visant à inviter le représentant du soi-disant "Bangladesh". A son avis, cela correspondrait à demander au Conseil de sécurité de s'ingérer directement dans les affaires intérieures d'un Etat souverain.

453. Le représentant de l'URSS a insisté pour que les représentants du Bangladesh soient invités à participer à la discussion de la question au Conseil. Il a fait observer que les tentatives visant à empêcher que les représentants du Bangladesh fussent invités ne pouvaient pas contribuer à une discussion fructueuse de la question. Les représentants du Bangladesh parlaient au nom de la population du Pakistan oriental, qui comptait 75 millions de personnes; ceux qui s'efforçaient d'empêcher qu'ils fussent invités en utilisant le terme de "rebelle" pour les qualifier oubliaient intentionnellement qu'il existait également le concept de forces de libération nationale et de mouvements de libération nationale qui avaient été reconnus par l'Organisation des Nations Unies.

454. Ouvrant le débat sur la question, le représentant du Pakistan a déclaré que l'Inde avait non seulement déclenché une agression contre le territoire du Pakistan mais qu'elle avait encore ouvertement exigé que le Pakistan se démembre lui-même. La situation dont le Conseil de sécurité était saisi n'intéressait pas uniquement le Pakistan mais concernait tous les Etats menacés d'être envahis par des voisins rapaces plus grands et plus puissants. Si le Conseil ne s'opposait pas à cette agression, la Charte des Nations Unies volerait en éclats. Depuis le 21 novembre, la province orientale du Pakistan faisait l'objet d'une attaque massive de la part de troupes, de chars et d'avions des forces armées de l'Inde. L'attaque indienne n'avait

pas été provoquée; elle avait eu lieu sur une grande échelle et avait été coordonnée. Pour bien comprendre la nature des hostilités, il était bon de connaître les détails des affrontements qui avaient précédé et qui avaient culminé par une guerre de grande envergure le 3 décembre. Le représentant du Pakistan a décrit ces événements en détail et déclaré que le Pakistan avait été victime d'actes de sabotage, de subversion et de terrorisme commis par des bandes armées mises sur pied par l'Inde. Ces actes comportaient des incursions au Pakistan de bandes opérant depuis le territoire indien; même les considérations les plus élémentaires touchant la sécurité intérieure du Pakistan exigeaient que ces bandes soient capturées ou expulsées du Pakistan. A aucun moment et en aucun lieu, les forces armées du Pakistan stationnées dans la partie orientale du pays n'avaient pris de mesures autres que celles qui étaient nécessaires pour préserver les frontières de l'Etat et maintenir la sécurité intérieure du Pakistan. La prétention de l'Inde selon laquelle ses attaques contre le Pakistan étaient justifiées parce qu'elles soutenaient les forces insurgées au Pakistan était tout aussi futile et dénuée de fondement. Ces forces avaient été organisées, appuyées et dirigées par l'Inde. La situation qui était portée devant le Conseil était celle d'une rupture de la paix, alors que la crise interne du Pakistan n'était pas du ressort du Conseil. Un principe essentiel au maintien de la paix était qu'aucune considération d'ordre politique, économique, stratégique, social ou idéologique ne devait être invoquée par aucun Etat pour justifier son ingérence dans les affaires intérieures d'un autre Etat, de même qu'aucune de ces considérations ne devait servir de prétexte à une agression directe ou indirecte. Comme le montrait une énumération des principaux actes d'intervention de l'Inde, son ingérence et son rôle interventionniste dans les affaires du Pakistan avaient été manifestes. Un seul résultat de la crise intérieure du Pakistan était véritablement international par sa nature : c'était le grand nombre de personnes qui avaient quitté le Pakistan oriental et qui se trouvaient en territoire indien. Ce problème n'aurait été un problème politique que si le Pakistan avait refusé à ces personnes déplacées le droit de rentrer chez elles, de retrouver leurs biens et de vivre dans leur propre pays dans la sécurité et l'honneur. Etant donné que le Pakistan, loin de leur refuser ce droit, souhaitait ardemment les accueillir à nouveau, il se félicitait de l'aide des Nations Unies pour faciliter leur rapatriement volontaire et désirait vivement prendre aussi rapidement que possible, des mesures pour assurer leur réadaptation. Il s'agissait donc là d'un problème purement humanitaire. En empêchant le retour des personnes déplacées vers le Pakistan tel qu'il était constitué, l'Inde essayait de lier le sort de ces innombrables êtres humains au démembrement du Pakistan. Il n'y aurait jamais de paix réelle entre l'Inde et le Pakistan tant que le différend relatif au statut de l'Etat de Jammu et Cachemire ne serait pas réglé. Le très vif souci du Pakistan d'éviter le déclenchement des hostilités ressortait à l'évidence de la réponse affirmative qu'avait faite le Gouvernement pakistanais à toutes les propositions susceptibles d'apporter un règlement pacifique de la situation. Il appartenait au Conseil de sécurité de trouver les moyens d'amener l'Inde à cesser sa guerre d'agression. Seuls des moyens conçus par le Conseil de sécurité et conformes à l'indépendance, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du Pakistan, ainsi qu'au principe de la non-ingérence dans

les affaires intérieures d'un Etat Membre auraient l'appui et la coopération du Pakistan.

455. Au sujet de la proposition du représentant de l'URSS tendant à inviter un représentant du Bangladesh, le représentant du Pakistan a dit que la proposition visant à inviter les représentants d'une prétendue entité à prendre la parole devant le Conseil de sécurité n'avait l'air anodin qu'au premier abord, parce qu'en fait elle signifierait que, d'un seul coup, en accueillant ces prétendus représentants, le Conseil de sécurité porterait un coup mortel à l'intégrité territoriale d'un Etat Membre et démantèlerait le Pakistan.

456. Le représentant de l'Inde a dit que le problème dont le Conseil était saisi avait une longue histoire et était essentiellement un problème entre le Pakistan occidental et la population du Bangladesh. C'est pourquoi, sans la participation du peuple du Bangladesh, il était impossible de placer les faits dans la bonne perspective. Le représentant du Pakistan ne s'était pas arrêté sur ce point, assimilant à des réfugiés ou à des rebelles des personnes qui étaient au contraire les représentants élus d'une population de 75 millions d'habitants. Il était essentiel que les représentants du Bangladesh soient présents. Le représentant de l'Inde a donné lecture au Conseil d'un passage du rapport du Secrétaire général daté du 4 décembre 1971 (S/10412) et duquel il ressortait que les observateurs militaires de l'Organisation des Nations Unies avaient signalé diverses activités militaires des forces armées pakistanaises. Ce n'était pas l'Inde qui divisait le Pakistan; c'était le Pakistan lui-même qui se divisait et, dans le processus, se livrait à une agression contre l'Inde. Le premier stade du problème avait été marqué par l'élection du cheik Mujibur Rahman sur la base d'un programme en six points et par le fait que son parti avait obtenu 167 des 300 sièges du Parlement. Par la suite, le cheik avait été emprisonné et l'armée pakistanaise avait commencé à massacrer hommes, femmes et enfants. On ne pouvait oublier que c'est ainsi qu'avaient commencé les choses. Dix millions de personnes étaient venues se réfugier en Inde, ce qui constituait une espèce d'agression. Il en résultait que l'Inde était forcée d'imposer des efforts à sa structure sociale, de ruiner ses finances, d'abandonner une partie de son territoire pour y accueillir les réfugiés, de fermer ses écoles et ses hôpitaux et de démanteler son administration, ce qui n'était guère différent des conséquences d'une agression du type classique qui aurait résulté d'une déclaration de guerre. Le Pakistan prétendait que l'Inde était entrée en territoire pakistanais après le 21 novembre. L'Inde ne le niait pas. Elle n'avait pas eu le choix. L'armée pakistanaise avait placé ses canons sur la frontière et bombardé des populations civiles indiennes. Le Pakistan avait reçu 890 plaintes de violations de frontière depuis le 25 mars précédent et toutes avaient été rejetées. Le Pakistan avait continué de bombarder des villages indiens et de tuer des civils; l'Inde avait donc finalement décidé de faire taire les canons pakistanais et de sauver ses civils. Tout cela était arrivé parce qu'après avoir échoué complètement dans ses efforts pour réprimer la rebellion du Bengale, comme l'appelait le Pakistan, ce dernier pays avait invité l'Inde à coopérer avec lui pour réprimer et punir les Bengalis, et l'Inde avait refusé. Alors, le Pakistan avait fait de grands efforts pour internationaliser le problème, pour le transformer en un différend indo-pakistanais. Le Gouvernement pakistanais espérait qu'une fois que ce dernier objectif

aurait été atteint, on oublierait ce que son armée faisait au Pakistan oriental. L'Inde ne pouvait plus accepter de nouveaux réfugiés; la situation était intolérable. Le Bangladesh deviendrait certainement indépendant, parce que l'esprit de 75 millions de personnes ne pouvait être écrasé. On avait beaucoup parlé d'un cessez-le-feu, mais cette mesure libérerait les soldats pakistanais pour qu'ils puissent se livrer à des actes de violence et tuer des civils à Dacca, à Chittagong et ailleurs. Le représentant de l'Inde souhaitait avertir très sérieusement le Conseil de sécurité que son pays ne serait pas partie à une solution qui signifierait la continuation de l'oppression de la population du Pakistan oriental. C'était le Pakistan qui avait envenimé la situation militaire, d'abord sur le front oriental en attaquant des villages indiens, puis sur le front occidental en lançant des attaques aériennes contre des aérodromes indiens. En l'occurrence, l'Inde n'était guidée par absolument rien d'autre que les motifs et les intentions les plus purs : faire cesser les souffrances de la population du Bengale oriental. La question du cessez-le-feu se posait non pas entre l'Inde et le Pakistan mais entre l'armée pakistanaise et le peuple du Bangladesh. Le Conseil devrait entendre les représentants du Bangladesh avant de poursuivre ses débats.

457. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a dit qu'un état d'hostilités ouvertes régnait entre l'Inde et le Pakistan, ce qui constituait une grave menace à la paix et à la stabilité de l'Asie. Il était temps que l'ONU agisse pour préserver la paix. Le but des Etats-Unis en Asie du Sud avait été d'établir une structure de paix et de stabilité dans laquelle les grands problèmes économiques et sociaux de la région pourraient être abordés. Les Etats-Unis avaient exercé de grands efforts en Asie du Sud pour soulager les souffrances humaines causées par la crise actuelle et pour prévenir la guerre. Ils avaient proposé que l'Inde et le Pakistan retirent leurs forces militaires de leurs frontières. Le Pakistan avait accepté cette proposition. Il était regrettable que l'Inde ne l'ait pas fait. Il n'y avait aucune justification aux violations répétées des frontières du Pakistan oriental. Les Etats-Unis demandaient à l'Organisation des Nations Unies de se joindre à eux pour demander à l'Inde et au Pakistan de mettre un terme à leur affrontement militaire en acceptant un cessez-le-feu immédiat et un retrait immédiat de leurs forces du territoire de l'autre. A plusieurs reprises, le Secrétaire général avait offert ses bons offices pour contribuer à la solution des problèmes de l'Asie du Sud. Il était regrettable que l'Inde n'ait pas accueilli favorablement ses initiatives. Il était temps que l'Inde se joignît au Pakistan pour accepter l'offre du Secrétaire général d'aider à la réconciliation qui devait commencer. Le représentant des Etats-Unis a conclu en déposant le projet de résolution suivant (S/10416) :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant entendu les déclarations des représentants de l'Inde et du Pakistan,

"Convaincu que les hostilités le long de la frontière indo-pakistanaise constituent une menace immédiate à la paix et à la sécurité internationales,

"1. Demande aux Gouvernements de l'Inde et du Pakistan de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'une cessation immédiate des hostilités;

"2. Demande le retrait immédiat des forces armées qui se trouvent sur chacun des territoires

vers leur propre côté des frontières indo-pakistanaises;

"3. Autorise le Secrétaire général, à la demande du Gouvernement de l'Inde ou du Gouvernement du Pakistan, à placer des observateurs le long des frontières indo-pakistanaïses en vue de faire rapport sur l'application du cessez-le-feu et le retrait des troupes, en faisant appel selon que de besoin au personnel de l'UNMOGIP;

"4. Demande aux Gouvernements de l'Inde et du Pakistan et autres intéressés de ne négliger aucun effort en vue de créer un climat propice au retour volontaire des réfugiés au Pakistan oriental;

"5. Demande à tous les Etats de s'abstenir de toute action qui mettrait en danger la paix dans la région;

"6. Invite les Gouvernements de l'Inde et du Pakistan à répondre affirmativement à la proposition de bons offices faite par le Secrétaire général en vue d'assurer et de maintenir la paix dans le sous-continent;

"7. Prie le Secrétaire général de faire rapport dès que possible au Conseil de sécurité sur l'application de la présente résolution."

458. Le représentant de l'Italie a dit que son gouvernement avait suivi les événements dans le sous-continent indien avec une angoisse croissante. Il a parlé des efforts qu'il avait déployés pour résoudre le problème, en tant que Président du Conseil de sécurité pendant le mois d'août, et il a ajouté que, malheureusement, la situation se détériorait très vite. L'Italie souhaitait que les gouvernements intéressés s'entendent, dans un premier temps, sur un cessez-le-feu immédiat, la cessation des activités militaires et le désengagement.

459. Le représentant de la Somalie a invité le Conseil à exiger un cessez-le-feu immédiat, le retrait immédiat des forces indiennes et pakistanaïses sur leurs territoires respectifs et le respect scrupuleux, par chacun des deux Etats, de l'intégrité territoriale de l'autre.

460. Le représentant de la France a dit qu'une guerre civile avait été transformée en une guerre entre nations. Il fallait d'abord arrêter les combats et alléger les souffrances des populations intéressées, puis s'attaquer aux causes de la crise, avec le consentement des parties, afin de parvenir à un règlement juste et pacifique par la négociation.

461. Le représentant du Japon a dit que le Conseil devait prendre des mesures en vue d'assurer immédiatement le cessez-le-feu et la cessation de toutes les activités militaires indiennes et pakistanaïses. Il devait réaffirmer la résolution qui venait d'être adoptée par la Troisième Commission de l'Assemblée générale, avec un vote positif à la fois de l'Inde et du Pakistan, et qui avait pour but de créer des conditions favorables au rapatriement librement consenti et rapide des millions de réfugiés dans leurs foyers au Pakistan oriental.

462. Le représentant de la Chine a dit que le Gouvernement indien avait ouvertement envoyé des troupes pour envahir le Pakistan oriental, créant ainsi un vaste conflit armé et aggravant la tension dans le sous-continent indo-pakistanaïse et dans l'Asie tout entière. Le représentant de la Chine a dit que la question du Pakistan oriental était une affaire purement intérieure du Pakistan dans laquelle personne n'avait le droit d'intervenir. Le Gouvernement indien soutenait qu'il n'avait envoyé de troupes au Pakistan oriental

qu'en "légitime défense". Seuls les gangsters raisonnaient de la sorte. Selon ce raisonnement du Gouvernement indien, la souveraineté et l'intégrité territoriale des divers pays ne bénéficieraient d'aucune garantie. Les faits indiquaient que c'était l'Inde qui avait commis une agression contre le Pakistan et non pas le Pakistan qui avait "menacé la sécurité de l'Inde". Le Gouvernement indien prétendait également que la raison pour laquelle il avait envoyé des troupes d'invasion au Pakistan oriental était d'aider les réfugiés du Pakistan oriental à retourner dans leur patrie. Si cela était vrai, le Gouvernement indien ne pourrait-il pas estimer qu'il a le droit d'envahir la Chine sous prétexte qu'il existe en Inde un certain nombre de "réfugiés" du Tibet? Le Gouvernement et le peuple chinois appuyaient résolument le Pakistan dans sa juste lutte contre l'agression indienne. Il convenait également de souligner que l'agression indienne avait été lancée avec l'appui de l'impérialisme social.

463. Le représentant de la République arabe syrienne a dit qu'il fallait que les opérations militaires cessent immédiatement et que les troupes se retirent sans délai, sous la surveillance de l'ONU. L'unité et l'intégrité territoriale du Pakistan devaient être respectées; mais le Pakistan devait immédiatement prendre un ensemble de mesures efficaces afin d'assurer le respect absolu du droit des réfugiés à retourner chez eux librement et dans des conditions de paix. Les mesures d'amnistie générale décrétées par le Pakistan devaient être appliquées effectivement et intégralement. Un appui international massif serait accordé à l'Inde pour alléger sa charge et faciliter le rapatriement des réfugiés.

464. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit que parler d'impérialisme social était faire le jeu des impérialistes. La situation au Pakistan oriental était le résultat des actes commis par les autorités militaires pakistanaïses. Le recours à la force et à la terreur contre les habitants du Pakistan oriental avait contraint des millions de personnes à quitter leur patrie, à abandonner leurs biens et leurs terres, à fuir vers un pays voisin, l'Inde, et à devenir des réfugiés politiques. Cet afflux massif d'étrangers — 10 millions de personnes environ — représentait la population de tout un pays, en fait 88 Etats Membres de l'ONU avaient moins d'habitants. Le respect des résultats des élections de décembre 1970 aurait permis de trouver une solution politique pacifique à la crise du Pakistan oriental. Alors que la Ligue Awami avait remporté la majorité absolue des sièges à ces élections, les autorités pakistanaïses l'avaient empêché de participer au gouvernement. C'était ainsi que le problème avait commencé. Le représentant du Pakistan avait reconnu officiellement qu'une crise intérieure grave sévissait dans son pays et que cette crise avait pris un caractère international. Certains se demandaient si le Conseil de sécurité devait s'attaquer aux causes profondes de la crise, puisque cela pouvait constituer une ingérence dans les affaires intérieures du Pakistan. Or il était évident qu'aux termes de la Charte, le Conseil avait le droit d'examiner les causes d'une situation dangereuse, constituant une menace pour la paix et la sécurité. Il fallait aboutir rapidement à un règlement politique au Pakistan oriental afin de permettre aux réfugiés de regagner leurs foyers dans un climat de paix et de sécurité.

465. Le représentant de la Belgique a demandé instamment à l'Inde et au Pakistan de cesser immé-

diatement les hostilités. Il a dit qu'il était du devoir du Conseil de faire taire les armes rapidement.

466. Le représentant du Burundi s'est déclaré en faveur de mesures d'urgence qui mettraient d'abord un terme à la guerre, afin de permettre ensuite de rechercher une solution d'ensemble.

467. Le représentant de la Pologne a dit qu'on ne pouvait éliminer la cause du conflit et rétablir la paix que par un règlement politique au Pakistan oriental, un règlement qui tiendrait compte de la volonté du peuple du Bengale oriental.

468. Le représentant de l'Argentine a appuyé les propositions en vue d'une décision concernant un cessez-le-feu immédiat, qui constituerait un premier pas vers une solution d'ensemble, à la recherche de laquelle l'Inde et le Pakistan devraient participer.

469. Le représentant du Nicaragua a exprimé l'espoir que l'Inde et le Pakistan accepteraient la médiation pacifique proposée par le Conseil de sécurité afin d'éviter les souffrances d'une guerre cruelle.

470. Le représentant du Royaume-Uni a dit que le Conseil devait exercer son influence pour rétablir la paix, mettre fin aux combats et alléger les souffrances des populations. Il considérait que l'unanimité était indispensable pour parvenir à une solution satisfaisante.

471. Le représentant du Pakistan a dit qu'il n'avait jamais nié que le Pakistan traversait une crise intérieure. Toutefois, dans cette crise, son voisin avait trouvé un puissant moyen de mettre à exécution son projet de démembrer le Pakistan. Quant aux personnes déplacées, il s'agissait d'un problème international mais non politique, car le Pakistan ne leur avait jamais refusé le droit de retour. Ce n'était que du point de vue humanitaire que le problème des réfugiés était international.

472. Le Président, parlant en sa qualité de représentant de la Sierra Leone, a dit qu'il était soucieux de voir immédiatement cesser les hostilités.

473. Après une brève suspension de séance, le représentant de l'URSS a présenté le projet de résolution suivant (S/10418) :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la lettre de neuf membres du Conseil de sécurité (S/10411) et le rapport du Secrétaire général (S/10410),

"Demande un règlement politique au Pakistan oriental qui résulterait inévitablement en une cessation des hostilités,

"Adresse un appel au Gouvernement pakistanaïse pour qu'il prenne des mesures afin que les forces pakistanaïses au Pakistan oriental mettent fin à tous les actes de violence qui ont conduit à une détérioration de la situation."

474. Le représentant de l'Inde a dit que la principale préoccupation exprimée au cours du débat avait été de mettre immédiatement fin aux combats, ce qui était compréhensible, encore que peu réaliste. Cela n'empêcherait pas l'armée pakistanaïse de poursuivre sa politique d'oppression et de contraindre de nouveaux réfugiés à fuir en Inde; or, l'Inde ne pouvait pas en accueillir davantage. Le représentant de l'Inde regrettait que le Conseil de sécurité prit des décisions sans consulter le peuple directement intéressé. Elle se réservait le droit de prendre toutes les mesures appropriées

et nécessaires pour protéger sa sécurité et se défendre contre une agression du Pakistan.

475. Le représentant de la Somalie a présenté le projet de résolution ci-après, ayant pour auteurs l'Argentine, le Burundi, le Nicaragua, la Sierra Leone et la Somalie (S/10419) :

"Le Conseil de sécurité,

"Prenant note du rapport du Secrétaire général en date du 3 décembre 1971 (S/10410, S/10410/Add.1),

"Ayant entendu les déclarations faites par les représentants de l'Inde et du Pakistan,

"Gravement préoccupé par le déclenchement des hostilités le long des frontières de l'Inde et du Pakistan,

"Convaincu que les hostilités le long de la frontière indo-pakistanaise constituent une menace immédiate à la paix et à la sécurité internationales,

"Reconnaissant la nécessité de traiter de façon adéquate à un stade ultérieur, dans le cadre de la Charte, des questions qui ont donné lieu aux hostilités,

"Reconnaissant en outre la nécessité de prendre des mesures préliminaires pour amener une cessation immédiate des hostilités et un retrait des forces armées vers leur propre côté des frontières indo-pakistanaises,

"1. Demande au Gouvernement indien et au Gouvernement pakistanais de prendre sans délai toutes les mesures en vue d'un cessez-le-feu immédiat et du retrait de leurs forces armées se trouvant sur le territoire de l'autre vers leur propre côté des frontières indo-pakistanaïses;

"2. Prie le Secrétaire général de tenir le Conseil rapidement et régulièrement informé de la situation."

476. Le Conseil de sécurité a ensuite voté sur le projet de résolution des Etats-Unis (S/10416).

Décision : *A la 1606^e séance, le 4 décembre 1971, le projet de résolution des Etats-Unis a reçu 11 voix contre 2 (Pologne et Union des Républiques socialistes soviétiques), avec 2 abstentions (France et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). Il a été rejeté en raison du vote négatif d'un membre permanent du Conseil de sécurité.*

477. Prenant la parole pour expliquer son vote, le représentant de la Chine a dit qu'il avait voté pour le projet de résolution, bien que celui-ci ne condamnât pas l'agression armée que l'Inde, avec l'aide de l'Union soviétique, avait lancée contre le Pakistan et qu'il n'exprimât pas de soutien à la juste lutte du Pakistan contre l'agression. La Chine formulait en outre des réserves de principe quant à la pratique consistant à envoyer des observateurs de l'ONU dans une zone de conflit.

478. Le représentant de la République arabe syrienne a dit que, tout en étant loin d'être parfait, le projet de résolution liait les trois principaux aspects de la question : solution du problème des réfugiés, cessez-le-feu et retrait immédiat des forces armées.

479. Le représentant de l'URSS a rejeté les accusations formulées contre son pays et a fait observer qu'en fait, deux seulement des membres permanents du Conseil de sécurité avaient voté pour le projet de résolution des Etats-Unis.

480. Le représentant de l'Italie a présenté le projet de résolution ci-après (S/10417), ayant pour auteurs la Belgique, l'Italie et le Japon :

"Le Conseil de sécurité,

"Prenant note du rapport du Secrétaire général (S/10410 et Add.1 et S/10412) en date des 3 et 4 décembre 1971,

"Ayant entendu les déclarations des représentants de l'Inde et du Pakistan,

"Gravement préoccupé par les hostilités qui ont éclaté entre l'Inde et le Pakistan et qui constituent une menace immédiate à la paix et à la sécurité internationales,

"Conscient de la responsabilité qui lui incombe en vertu des dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies,

"1. Demande aux gouvernements intéressés d'ordonner sans délai, en tant que première mesure, un cessez-le-feu immédiat et la cessation de toutes activités militaires;

"2. Prie instamment les gouvernements intéressés, conformément aux principes envisagés dans la Charte des Nations Unies, d'intensifier leurs efforts afin de créer les conditions nécessaires au rapatriement rapide et volontaire des millions de réfugiés dans leurs foyers;

"3. Demande à tous les Etats de coopérer pleinement avec le Secrétaire général en vue de prêter assistance à ces réfugiés et de soulager leur détresse;

"4. Prie le Secrétaire général de tenir le Conseil rapidement et régulièrement informé de la situation;

"5. Décide de suivre la situation de près et de se réunir à nouveau dès que cela sera nécessaire."

481. Au début de la 1607^e séance du Conseil de sécurité, le 5 décembre, le Président, avec le consentement du Conseil, a invité les représentants de la Tunisie et de l'Arabie Saoudite, sur leur demande, à participer au débat sans droits de vote.

482. Le représentant de l'URSS a soulevé la question de la possibilité d'adresser une invitation à un représentant du Bangladesh. Les représentants de la Chine, de l'Inde, du Pakistan, de la Pologne, de l'Argentine, de l'Italie et de l'URSS ont participé au débat qui a suivi. Le représentant de la Chine a dit qu'il s'agissait d'une question de fond et non de procédure, que l'Union soviétique cherchait à rendre le Conseil de sécurité complice de son dessein et que cet acte qui tendait à renverser et à démembrer un Etat souverain était entièrement contraire à la Charte des Nations Unies et décidément inadmissible. Le représentant de l'Inde a dit que le Bangladesh était l'un des principaux intéressés au problème et il a demandé que son représentant soit entendu conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire. Le représentant du Pakistan a dit qu'une telle invitation serait contraire non seulement aux dispositions fondamentales de la Charte, mais aussi à l'article 39, qui s'appliquait à des particuliers et non à des personnes prétendant représenter un gouvernement non membre. Le représentant de la Pologne s'est déclaré en faveur d'une invitation qui serait adressée en vertu de l'article 39, considérant qu'il fallait entendre toutes les parties à un conflit. Le représentant de l'Argentine a demandé si la proposition soviétique visait à inviter une personne ou le représentant d'un gouvernement. Le représentant de l'Italie a proposé de tenir d'autres consultations sur cette question. Le représentant de l'URSS a répondu

au représentant de l'Argentine que la délégation soviétique avait proposé d'inviter le représentant du Bangladesh comme personne qualifiée en ce qui concerne la question examinée; c'est pourquoi il s'était référé à l'article 39. En réponse à l'intervention du représentant de la Chine, il a déclaré que cette intervention visait à détourner l'attention du Conseil de la cause fondamentale et principale du conflit qui avait éclaté dans la péninsule indienne, à dissimuler une dictature terroriste, les souffrances et la mort de millions et de millions d'habitants du Pakistan oriental. Le représentant de l'Union soviétique a souligné que nul mieux que les représentants du Bangladesh ne pouvait informer le Conseil de ce qui se passait dans le pays. Les priver du droit de prendre la parole au Conseil équivalait à prendre parti pour ceux qui avaient obligé des millions de personnes à quitter le Pakistan oriental. Le Président a ajourné le débat pour permettre de nouvelles consultations.

483. Le représentant de la Chine a présenté le projet de résolution ci-après (S/10421) :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant entendu les déclarations des représentants du Pakistan et de l'Inde,

"Notant en particulier que l'Inde a lancé des attaques de grande envergure contre le Pakistan, compromettant ainsi gravement la paix dans le sous-continent indo-pakistanaï,

"Condamnant énergiquement les actes du Gouvernement indien visant à créer un soi-disant "Bangladesh" et ses actes de subversion, de démembrement et d'agression commis contre le Pakistan,

"Demande au Gouvernement indien de retirer immédiatement et sans condition ses forces armées et le personnel armé envoyés par lui du territoire pakistanaï et demande au Gouvernement pakistanaï de retirer les forces armées qu'il a envoyées sur le territoire indien en vue de contre-attaquer,

"Demande à l'Inde et au Pakistan de cesser les hostilités et de se retirer respectivement de la frontière internationale entre l'Inde et le Pakistan et de se désengager de façon à créer les conditions d'un règlement pacifique des différends entre l'Inde et le Pakistan,

"Demande à tous les Etats de soutenir le peuple pakistanaï dans la juste lutte qu'il mène pour résister à l'agression indienne,

"Prie le Secrétaire général de présenter au Conseil de sécurité, dès que possible, un rapport sur l'application de la présente résolution."

Expliquant le texte, le représentant de la Chine s'est fermement opposé à la proposition visant à demander seulement un cessez-le-feu sans mentionner le retrait des troupes. Exiger le cessez-le-feu sans exiger le retrait des forces armées indiennes revenait, en fait, à se faire complice de l'agression, à l'encourager et à reconnaître qu'il était légal que les forces armées de l'agresseur indien demeurent sur le territoire pakistanaï. Les conséquences en seraient extrêmement graves et dangereuses.

484. Le représentant de la Tunisie a déclaré qu'il était profondément regrettable que le Conseil n'ait pas pu adopter une décision rapide concernant un cessez-le-feu immédiat et qu'il n'ait donc pas été en mesure une fois de plus d'exercer ses pouvoirs; néanmoins, sa délégation exprimait l'espoir qu'il pourrait

bientôt lancer un appel urgent aux parties intéressées pour un arrêt des combats, tout en continuant à examiner la question en détail et en prenant des décisions quant au fond. Le représentant de la Tunisie a ajouté que le rapatriement librement consenti des réfugiés était la meilleure et même la seule solution.

485. Le représentant de l'Arabie Saoudite a proposé que les pays d'Asie, frères de l'Inde et du Pakistan, s'occupent de la question par l'intermédiaire de l'ONU, et plus particulièrement du Secrétaire général.

486. Le représentant de l'URSS a souligné que la principale cause du conflit militaire était l'attitude du Gouvernement pakistanaï à l'égard de la population du Pakistan oriental. Il était faux de prétendre que l'Inde avait inspiré la lutte de cette population contre les autorités pakistanaïes. C'était le Pakistan et non l'Inde qui avait commencé les opérations militaires afin de détourner l'attention de son incapacité à faire face à sa grave crise intérieure. Si l'on exigeait une cessation des hostilités, il fallait exiger aussi que le Pakistan élimine la cause principale du conflit. La position de l'Union soviétique sur cette question avait été exposée dans une déclaration de l'agence Tass du 5 décembre (S/10422).

487. Le représentant du Pakistan a demandé s'il était justifié que l'Inde ait constitué des bases pour les guérilleros, qu'elle les ait équipés, formés puis envoyés commettre des actes de sabotage et de destruction au Pakistan oriental, ou encore que les forces armées indiennes aient lancé contre le Pakistan le 21 novembre une attaque de grande envergure en de nombreux points de la frontière, ce que l'Inde avait d'ailleurs reconnu. Le Pakistan désirait vivement reprendre les réfugiés dans des conditions de sécurité, qui pourraient être garanties par l'ONU. On avait beaucoup parlé de la nécessité de parvenir à un règlement politique au Pakistan. Le Pakistan recherchait un tel règlement, mais celui-ci ne conviendrait pas à l'Inde, qui souhaitait le démembrement du Pakistan. L'une des raisons pour lesquelles l'Inde avait choisi ce moment pour lancer une agression contre le Pakistan était qu'elle voulait désorganiser le calendrier établi par le Président du Pakistan pour la mise en place d'un gouvernement représentatif au Pakistan, qui devait intervenir entre le 20 et le 27 décembre. Le Conseil n'avait pas affaire à une situation ou à un différend ordinaire mais à un état de guerre. Il était impossible d'envisager le retour des réfugiés tant que la paix internationale n'était pas assurée. Pour donner des résultats, toute proposition de règlement du conflit devait assurer la cessation des actes d'infiltration et d'agression indirecte commis par l'Inde. Le projet de résolution des Etats-Unis ne condamnait pas l'Inde pour son agression et ne lui demandait pas de renoncer à ses efforts visant à démembrer le Pakistan; mais le Pakistan acceptait de coopérer avec le Conseil sur la base de ce texte qui n'avait pas réuni moins de 11 voix. Telle était l'attitude du Pakistan, alors que le représentant de l'Inde avait dit qu'il n'y avait aucune possibilité de cessez-le-feu et qu'il avait averti le Conseil de sécurité que son gouvernement poursuivrait son agression contre le Pakistan.

488. Le représentant de l'Inde a dit que la liste des incidents qui s'étaient produits sur le front du Bengale le 7 novembre confirmait l'agression perpétrée par l'armée pakistanaïe. L'Inde ne tolérerait ni intru-

sion ni agression de la part de cette armée qui, si elle continuait à agir ainsi, devrait en supporter les conséquences. Un article paru dans une revue américaine avait décrit la situation au Pakistan oriental — massacres, horreurs, pillage. Il importait de ne pas oublier qu'au moment des élections personne ne réclamait l'indépendance. Cette exigence n'avait été formulée que lorsque l'opération militaire avait eu lieu. Le Gouvernement des Etats-Unis continuait à éviter le problème fondamental et à faire preuve d'une injustice criante en s'efforçant d'attribuer à l'Inde la responsabilité principale du conflit. Pour que l'intervention du Conseil de sécurité ait la moindre chance de rétablir la paix entre l'Inde et le Pakistan, les Etats-Unis et l'ONU devaient reconnaître le problème fondamental au Pakistan oriental et s'y attaquer. L'Inde proposait de traiter avec indifférence tous les propos tenus par la Chine car ils n'apportaient rien de nouveau. Il était extraordinaire qu'un pays qui était supposé représenter les forces révolutionnaires adoptât une telle attitude. Il n'appartenait pas à l'Inde d'accepter ou de rejeter un cessez-le-feu; la décision appartenait au Gouvernement du Bangladesh puisque son peuple luttait pour sa liberté et pour sa vie.

489. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a dit que le sous-continent traversait une crise grave qui nécessitait des mesures d'urgence. Il y avait eu des invasions massives dans l'est et des invasions moins importantes dans l'ouest et il fallait assurer un cessez-le-feu et le retrait des forces armées. Le Conseil n'avait pas le temps de porter des jugements moraux. Il devait faire cesser la guerre. Il était faux de dire que les Etats-Unis favorisaient telle ou telle partie; il était exact de dire qu'ils insistaient pour que les forces d'invasion retournent à leurs frontières. Ce n'était pas le moment de résoudre une fois pour toutes cette question complexe dans son ensemble. Le Conseil devait avant tout arrêter la guerre.

490. Le représentant de l'Argentine a présenté un projet de résolution (S/10423) qui remplaçait et rendait sans objet deux projets précédents (S/10417 et S/10419). Le texte de cette résolution ayant pour auteurs l'Argentine, la Belgique, le Burundi, l'Italie, le Japon, le Nicaragua, la Sierra Leone et la Somalie était le suivant :

"Le Conseil de sécurité,

"Prenant note des rapports du Secrétaire général (S/10410 et Add.1 et S/10412) en date des 3 et 4 décembre 1971,

"Ayant entendu les déclarations des représentants de l'Inde et du Pakistan,

"Gravement préoccupé par les hostilités qui ont éclaté entre l'Inde et le Pakistan et qui constituent une menace immédiate à la paix et à la sécurité internationales,

"Reconnaissant la nécessité de traiter de façon adéquate à un stade ultérieur, dans le cadre de la Charte des Nations Unies, des questions qui ont donné lieu aux hostilités,

"Convaincu qu'une solution politique rapide serait nécessaire pour la restauration de conditions de normalité dans la région du conflit et pour le retour des réfugiés dans leurs foyers,

"Ayant présentes à l'esprit les dispositions de la Charte des Nations Unies en particulier celles qui sont énoncées au paragraphe 4 de l'Article 2,

"Rappelant la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale, en particulier ses paragraphes 4, 5 et 6,

"Reconnaissant en outre la nécessité de prendre immédiatement des mesures pour amener une cessation immédiate des hostilités et un retrait des forces armées vers leur propre côté des frontières indo-pakistanaïses,

"Conscient de la responsabilité qui lui incombe en vertu des dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies,

"1. Demande au Gouvernement indien et au Gouvernement pakistanais de prendre sans délai toutes les mesures en vue d'un cessez-le-feu immédiat et du retrait de leurs forces armées se trouvant sur le territoire de l'autre vers leur propre côté des frontières indo-pakistanaïses;

"2. Demande instamment que soient intensifiés les efforts déployés en vue de créer rapidement et conformément aux principes de la Charte les conditions nécessaires au retour volontaire des réfugiés du Pakistan oriental dans leurs foyers;

"3. Demande à tous les Etats de coopérer pleinement avec le Secrétaire général en vue de prêter assistance à ces réfugiés et soulager leur détresse;

"4. Prie le Secrétaire général de tenir le Conseil rapidement et régulièrement informé de l'application de la présente résolution;

"5. Décide de suivre la situation de près et de se réunir à nouveau dès que cela sera nécessaire."

Il a précisé que ce texte visait simultanément à assurer immédiatement le cessez-le-feu et le retrait des troupes d'une part, et à créer des conditions qui rendraient possible le retour des réfugiés dans leurs foyers, d'autre part.

491. Le Président a rappelé que le Conseil était saisi du projet de résolution de l'URSS (S/10418), du projet chinois (S/10421) et du projet des huit puissances (S/10423). Il a invité le Conseil à passer au vote sur le projet de l'URSS.

Décision : *A la 1607^e séance, le 5 décembre 1971, le projet de résolution de l'URSS (S/10418) n'a pas été adopté; les voix se sont réparties comme suit : 2 voix pour (Pologne et Union des Républiques socialistes soviétiques), une voix contre (Chine) et 12 abstentions.*

492. Prenant la parole pour expliquer son vote, le représentant de la Belgique a dit qu'il n'avait pas pu voter pour le projet de résolution de l'URSS parce que le Conseil ne ferait pas son devoir à cette heure tragique s'il dissociait le conflit politique au Pakistan oriental du conflit armé ouvert.

493. Le représentant de la Chine a dit qu'il avait voté contre le projet de résolution de l'URSS parce que celui-ci aurait constitué une ingérence directe dans les affaires intérieures d'un Etat Membre. Le Gouvernement indien avait lancé son agression armée contre le Pakistan avec la complicité et la protection de l'Union soviétique. Il a, en outre, fait remarquer que, ce faisant, le Gouvernement soviétique cherchait à dominer le sous-continent indo-pakistanaïse et l'océan Indien et à étendre son domaine d'influence dans la lutte pour l'hégémonie mondiale qu'il mène avec une autre superpuissance. Il avait eu recours exactement aux mêmes tactiques à propos de la question du Moyen-Orient. Le représentant de la Chine a également cité l'occupation armée de la Tchécoslovaquie par l'Union soviétique et le complot tramé par celle-ci pour ren-

verser le gouvernement légal d'un pays africain, ce qui prouvait bien que les agissements de l'Union soviétique dans le sous-continent indo-pakistanaïen constituaient précisément une continuation et une prolongation de cette même politique.

494. Le Président a ensuite mis aux voix le projet de résolution des huit puissances (S/10423).

Décision : *A la 1607^e séance, le 5 décembre 1971, le projet de résolution présenté par l'Argentine, la Belgique, le Burundi, l'Italie, le Japon, le Nicaragua, la Sierra Leone et la Somalie a reçu 11 voix; il y a eu 2 voix contre (Pologne et Union des Républiques socialistes soviétiques) et 2 abstentions (France et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). Il n'a pas été adopté en raison du vote négatif d'un membre permanent du Conseil de sécurité.*

495. Prenant la parole pour expliquer son vote, le représentant de la France a dit que sa délégation s'était abstenue parce qu'elle ne voulait pas voter contre un texte qui avait l'approbation d'un grand nombre de membres du Conseil et pouvait servir de base à une solution. Néanmoins, elle ne voulait pas voter pour une résolution manifestement vouée à l'échec en raison du dissentiment de l'un des principaux intéressés. Il y avait parmi les membres du Conseil un sentiment commun — qui pourrait finalement servir de base à un accord —, à savoir qu'il fallait arrêter les hostilités et qu'en même temps il fallait encourager une solution politique qui permettrait le retour libre et volontaire de tous les réfugiés. Le Conseil devrait s'ajourner pour poursuivre des consultations et reprendre le débat le plus tôt possible pour parvenir à un accord car l'affaire était urgente.

496. Le représentant du Royaume-Uni a souligné de nouveau la futilité des textes non viables et a dit que tant qu'il y avait un espoir d'adopter une résolution à l'unanimité, c'était vers ce but qu'il fallait tendre. Il appuyait la proposition du représentant de la France concernant un ajournement en vue de nouvelles consultations.

497. Le représentant de la Pologne a dit que des appels qui ne tiendraient pas compte des causes profondes de la détérioration de la situation entre l'Inde et le Pakistan ne faciliteraient pas la solution du conflit. La Pologne n'avait pas pu voter pour le projet de résolution des huit puissances parce qu'il mettait sur le même plan l'Inde et le Pakistan. La Pologne avait voté pour le projet de résolution de l'URSS parce qu'il s'attaquait à la base du problème.

498. Le représentant de l'Italie a présenté alors le projet de résolution ci-après (S/10425), dont les auteurs étaient la Belgique, l'Italie, le Japon, le Nicaragua, la Sierra Leone et la Tunisie:

"Le Conseil de sécurité,

"Gravement préoccupé par les hostilités qui ont éclaté entre l'Inde et le Pakistan et qui constituent une menace immédiate à la paix et à la sécurité internationales,

"1. Demande d'urgence aux gouvernements intéressés, en tant que première mesure, un cessez-le-feu immédiat;

"2. Prie le Secrétaire général de tenir le Conseil rapidement et régulièrement informé de l'application de la présente résolution;

"3. Décide de continuer à discuter des mesures ultérieures à prendre pour rétablir la paix dans la région."

499. Prenant la parole pour une explication de vote, le représentant de la Chine a déclaré que sa délégation avait voté en faveur du projet de résolution des huit puissances bien que ce projet n'ait pas condamné les agresseurs, ce qui revenait à refuser de voir la réalité en face. Le paragraphe relatif à la nécessité de trouver rapidement une solution politique ne devait pas être interprété comme constituant une ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat souverain quelconque.

500. Le représentant de l'URSS s'est prononcé en faveur de la poursuite des consultations. Répondant à des critiques adressées antérieurement à l'Union soviétique par le représentant de la Chine, il a dit que cette déclaration intentionnellement calomnieuse avait eu pour objet de masquer le fait évident que la délégation chinoise défendait l'injustice, la violence et la terreur, et d'essayer de masquer l'idée que, pour elle, plus il y avait de troubles, de désordres, de violences, de terrorisme, mieux cela valait. Il est regrettable que le représentant de la Chine ait rappelé les événements de 1968 en Tchécoslovaquie. C'est là une attitude honteuse de la part de la Chine et des représentants de ce pays. Si les pays socialistes, y compris l'Union soviétique, n'avaient tendu une main fraternelle et secourable au parti communiste et au peuple de la Tchécoslovaquie, ce pays aurait succombé à l'impérialisme et à la réaction. Or, c'est justement là le but poursuivi par la Chine, pour qui plus la situation est mauvaise, mieux cela vaut.

501. Le Président a levé la séance pour permettre de poursuivre les consultations, et a fait remarquer que le Conseil demeurait saisi de deux projets de résolution: le projet chinois (S/10421) et le projet des six puissances (S/10425).

502. Au début de la 1608^e séance du Conseil de sécurité, le 6 décembre, le représentant de la Tunisie a annoncé que son gouvernement se retirait de la liste des auteurs du projet de résolution figurant sous la cote S/10425, pour des raisons de procédure et afin de faciliter les travaux du Conseil.

503. Le représentant du Nicaragua a déclaré que si le Conseil de sécurité était paralysé à cause d'un veto, l'Assemblée générale pourrait prendre les mesures nécessaires. Ni le Conseil ni l'Assemblée ne pouvaient rester inactifs pendant que des milliers de personnes étaient en train de mourir.

504. Le représentant de la France a expliqué que la délégation française et celle du Royaume-Uni avaient préparé un projet de résolution basé sur des textes précédemment présentés par d'autres délégations, mais qu'elles avaient décidé de ne pas le présenter, compte tenu du résultat des consultations qu'elles avaient eues.

505. Le représentant de l'URSS a déclaré que le projet de résolution des cinq (précédemment six) puissances dont le Conseil était saisi (S/10425) ne pouvait donner satisfaction, parce qu'il ne mentionnait pas le fait qu'un cessez-le-feu était indissolublement lié à la réalisation d'un règlement politique au Pakistan oriental. En conséquence, l'URSS présentait des amendements (S/10426/Rev.1) où était reconnue l'existence d'un lien organique entre un cessez-le-feu et un règlement politique au Pakistan oriental.

506. Le représentant de l'Italie, au nom des auteurs, a retiré le projet de résolution des cinq puissances (S/10425), parce que la situation s'était transformée radicalement et que le projet de résolution était désormais sans objet.

507. Le représentant de l'Inde a donné lecture de la déclaration faite devant le Parlement par le Premier Ministre de l'Inde, qui avait annoncé que l'Inde reconnaissait la République populaire du Bangladesh. La reconnaissance du Bangladesh avait placé les relations de l'Inde et du Bangladesh dans un contexte juridique, politique et constitutionnel complètement différent. Il a déclaré que l'Inde ne se rangeait pas dans la même catégorie que le Pakistan et qu'elle ne saurait accepter aucune décision ou résolution qui mettrait les deux nations sur le même plan et n'aborderait pas les causes fondamentales du problème dans le sous-continent.

508. Le représentant du Pakistan a demandé si le fait que le cheikh Mujibur Rahman n'ait pas réussi à devenir le leader de la majorité à l'Assemblée nationale du Pakistan justifiait que l'Inde encourage une lutte armée interne et lance une attaque militaire contre le Pakistan. La situation qui régnait en fait dans le sous-continent indo-pakistanaï était le résultat des efforts de subversion de l'Inde, laquelle avait apporté son soutien à une sécession armée et s'était livrée à une intervention et à une agression armées. La question était de savoir si le Conseil légitimerait cette prétendue réalité, perpétuerait l'occupation et garantirait les fruits de l'agression, en approuvant le recours illégal à la force.

509. Le représentant de la Chine a réaffirmé qu'il s'opposait fermement à la proposition du représentant de l'Union soviétique tendant à inviter le représentant du "Bangladesh" à participer à la réunion. Il a dit que les militaristes japonais, en 1931, avaient mené contre la Chine une guerre non déclarée et qu'ils avaient occupé les quatre provinces du nord-est de la Chine puis proclamé le régime fantoche dit "Mandchoukouo". Il a dit que l'Inde, avec la complicité et l'appui de l'Union soviétique et après avoir lancé une guerre d'agression non déclarée contre le Pakistan, avait créé le régime du soi-disant Bangladesh en vue de démembrer le Pakistan et d'occuper le Pakistan oriental. Le communiqué de l'agence Tass du 5 décembre constituait une confession spontanée d'où il ressortait que soudainement les "frontières de sécurité" de l'Union soviétique s'étendaient au sous-continent indo-pakistanaï et à l'océan Indien. Ce que l'Union soviétique cherchait aujourd'hui c'était de créer un grand empire, celui dont avaient rêvé les vieux tsars mais qu'ils n'avaient pu constituer, un grand empire qui s'étendrait sur l'ensemble du continent eurasiatique.

510. Le représentant de la Somalie a déclaré que le principe du retrait des troupes ennemies du territoire d'un autre pays ne saurait faire l'objet de négociations. La tragédie qui avait frappé le Pakistan oriental était un problème qui intéressait au premier chef le Gouvernement et le peuple du Pakistan. Il n'appartenait à aucun autre Etat d'imposer une solution politique au Pakistan oriental par des moyens militaires. Le moment était venu de porter la question devant l'Assemblée générale, comme le prévoyait la résolution 377 A (V) de l'Assemblée générale, en date du 3 novembre 1950. Le représentant de la Somalie a présenté un projet de résolution dont les auteurs étaient l'Argentine, le Burundi, le Japon, le Nicaragua, la Sierra Leone et la Somalie. Le texte de ce projet (S/10429) était le suivant :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la question inscrite à son ordre du jour, publié sous la cote S/Agenda/1606,

"Tenant compte du fait que l'absence d'unanimité parmi les membres permanents du Conseil de sécurité aux 1606^e et 1607^e séances a empêché le Conseil de s'acquitter de sa responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales,

"Décide de porter la question figurant dans le document S/Agenda/1606 devant l'Assemblée générale, à sa vingt-sixième session, comme prévu dans la résolution 377 A (V) de l'Assemblée générale en date du 3 novembre 1950."

511. Les représentants de l'Argentine et du Burundi ont tous les deux déclaré qu'ils étaient favorables à l'idée de porter la question devant l'Assemblée générale.

512. Le représentant de l'URSS a répondu aux remarques précédentes du représentant de la Chine en déclarant que l'héroïque armée soviétique avait libéré la Mandchourie des militaristes japonais et que la déclaration du représentant chinois selon laquelle l'URSS envisagerait d'exercer sa domination sur la péninsule indo-pakistanaï était l'invention monstrueuse d'un calomniateur. Il a également présenté le projet de résolution suivant (S/10428) :

"Le Conseil de sécurité,

"Gravement préoccupé par les hostilités qui ont éclaté entre l'Inde et le Pakistan et qui constituent une menace immédiate à la paix et à la sécurité internationales,

"1. Demande d'urgence à toutes les parties intéressées, en tant que première mesure, un cessez-le-feu immédiat et l'arrêt de tous les actes d'hostilité;

"2. Demande au Gouvernement pakistanaï de prendre en même temps des mesures efficaces en vue d'un règlement politique au Pakistan oriental, en reconnaissant immédiatement la volonté de la population du Pakistan oriental telle qu'elle s'est exprimée aux élections de décembre 1970;

"3. Déclare que les dispositions des paragraphes 1 et 2 du dispositif de la présente résolution forment un tout;

"4. Prie le Secrétaire général de tenir le Conseil rapidement et régulièrement informé de l'application de la présente résolution;

"5. Décide de continuer à discuter des mesures ultérieures à prendre pour établir la paix dans la région."

513. Les représentants des Etats-Unis d'Amérique et du Nicaragua ont appuyé la proposition tendant à porter la question devant l'Assemblée générale.

514. Le représentant de la Pologne a appuyé le projet de résolution de l'URSS (S/10428), parce qu'il s'attaquait à la racine du mal en vue de le guérir.

515. Le représentant de l'Arabie Saoudite a déclaré que la solution d'un conflit interne quelconque devait dépendre de la population du pays considéré et non de l'invasion armée de troupes d'un Etat sur le territoire d'un autre en vue d'appuyer des éléments rebelles qui pourraient servir ses propres intérêts nationaux. Le Conseil devait prendre des mesures d'urgence pour éviter que les peuples de l'Inde et du Pakistan ne deviennent les victimes du conflit entre deux géants, l'URSS et la Chine. Porter la question devant l'Assemblée générale ne serait guère le moyen de trouver une solution rapide, d'autant plus que c'était le Conseil de sécurité qui avait le mandat nécessaire pour agir.

516. Le représentant du Pakistan a rappelé les principes selon lesquels aucune solution politique ne saurait être trouvée tant qu'un pays était contraint de faire face à une invasion, le cessez-le-feu devant s'accompagner du retrait des forces considérées.

517. Le représentant de l'Inde a souligné que le Bangladesh était une réalité et que la sécurité nationale de l'Inde était en jeu dans cette affaire.

518. Le représentant du Japon a appuyé la proposition tendant à porter la question devant l'Assemblée générale, parce que le Conseil de sécurité se trouvait dans une impasse et que l'Organisation des Nations Unies devait prendre d'urgence des mesures efficaces.

519. Le Président a annoncé que les projets de résolution de la Chine et de l'URSS (S/10421 et S/10428) ne seraient pas mis immédiatement aux voix et il a proposé au Conseil de voter sur le projet de résolution des six puissances (S/10429).

520. Le représentant de l'URSS a dit qu'il estimait que l'on n'était pas fondé à porter la question devant l'Assemblée générale tant du point de vue du fond que du point de vue de la procédure. Seule une décision allant dans le sens du projet de résolution que l'URSS avait présenté permettrait de parvenir à un règlement véritable dans la péninsule indo-pakistanaise, mais la délégation soviétique ne souhaitait pas pour le moment demander un vote immédiat sur ce projet.

521. Le représentant de la Belgique a déclaré qu'il n'y avait pas d'autre choix que de porter la question devant l'Assemblée générale.

522. Le représentant de la France a déclaré que la proposition tendant à porter la question devant l'Assemblée générale ne ferait qu'entraîner de nouveaux retards et de nouvelles polémiques. La France ne serait pas en mesure d'appuyer le projet de résolution, mais elle ne s'opposerait pas à son adoption.

523. Le représentant de l'Italie a appuyé la proposition tendant à porter la question devant l'Assemblée générale.

Décision : *A la 1608^e séance, le 6 décembre 1971, le projet de résolution des six puissances (S/10429) a été adopté par 11 voix contre zéro, avec 4 abstentions (France, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Union des Républiques socialistes soviétiques), en tant que résolution 303 (1971).*

524. Prenant la parole pour expliquer son vote, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que sa délégation s'était abstenue parce qu'elle doutait que des débats devant l'Assemblée générale permettent de réaliser des progrès sur la voie de la réconciliation et de la paix.

C. — RAPPORTS ET COMMUNICATIONS PRÉSENTÉS AU CONSEIL DE SÉCURITÉ DU 7 AU 12 DÉCEMBRE 1971

525. Dans une série de rapports (S/10432 et Add.1 à 11), le Secrétaire général a continué d'informer le Conseil sur la situation qui régnait le long de la ligne du cessez-le-feu au Cachemire. Le Secrétaire général a également publié un rapport (S/10433) sur les efforts qu'il avait entrepris en vue d'évacuer les fonctionnaires des Nations Unies et d'autres fonctionnaires internationaux de Dacca parce qu'il éprouvait des craintes au sujet de leur sécurité.

526. Dans une lettre datée du 9 décembre adressée au Secrétaire général (S/10440), le représentant du

Pakistan a déclaré que le Gouvernement pakistanais avait décidé d'accepter l'appel en vue d'un cessez-le-feu immédiat et du retrait des troupes exprimé dans la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 7 décembre, bien que cette résolution n'ait pas fait état de l'agression indienne contre le Pakistan.

D. — EXAMEN DE LA QUESTION À LA 1611^e SÉANCE ET DE LA 1613^e À LA 1621^e SÉANCE (12-21 DÉCEMBRE 1971)

527. En réponse à une lettre du représentant des Etats-Unis datée du 12 décembre (S/10444), le Conseil a repris l'examen de la question à sa 1611^e séance, le 12 décembre. En demandant la réunion du Conseil, le représentant des Etats-Unis s'est référé à la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale par laquelle celle-ci avait demandé à l'Inde et au Pakistan de retirer leurs troupes du territoire de l'autre, et a dit que, le Pakistan ayant accepté de se conformer à la résolution mais l'Inde ne l'ayant pas fait, le Conseil avait le devoir de mettre fin d'urgence à la menace qui en résultait pour la paix mondiale.

528. Au cours de la séance, une réponse de l'Inde datée du 12 décembre (S/10445) à la communication du Secrétaire général qui transmettait la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale a été distribuée aux membres du Conseil. La lettre récapitulait les vues de l'Inde et déclarait qu'il y aurait un cessez-le-feu et que l'Inde retirerait ses forces sur son propre territoire si le Pakistan retirait ses forces du Bangladesh et parvenait à un règlement pacifique avec les ressortissants du Bangladesh. L'Inde espérait que l'ONU établirait une distinction entre l'agresseur et ses victimes et examinerait une fois de plus la situation telle qu'elle existait réellement.

529. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré qu'il avait demandé au Conseil de sécurité de se réunir à nouveau parce qu'il était indispensable qu'il s'occupe promptement et efficacement de la menace à la paix et à la sécurité qui existait dans le sous-continent. Il a donné lecture d'une déclaration du Gouvernement des Etats-Unis, en date du 12 décembre, où il était pris note de ce que, le 7 décembre, l'Assemblée générale, par 104 voix contre 11, avec 10 abstentions, avait invité l'Inde et le Pakistan à instaurer immédiatement un cessez-le-feu et à retirer leurs troupes sur leurs territoires respectifs. Le Pakistan avait accepté de se conformer à cette résolution. L'Inde avait refusé. Etant donné que l'Inde ne tenait pas compte de l'opinion mondiale exprimée par une majorité aussi écrasante, les Etats-Unis portaient à nouveau la question devant le Conseil de sécurité. Le représentant des Etats-Unis a passé en revue la politique des Etats-Unis sur cette question et a déclaré que l'Inde ne tenait aucun compte de l'opinion mondiale exprimée par l'Assemblée générale en continuant de préférer recourir à la force plutôt qu'à des moyens pacifiques. Le Pakistan avait accepté la résolution de l'Assemblée générale et c'était la responsabilité du Conseil que d'exiger que l'Inde s'y conforme immédiatement. Le Conseil devait également insister pour que l'Inde donne de façon claire et non équivoque l'assurance qu'elle n'avait pas l'intention d'annexer une portion du territoire pakistanais ou de modifier le *statu quo* au Cachemire, contrairement aux résolutions de l'Organisation des Nations Unies. Le représentant des Etats-Unis a conclu en présentant le projet de résolution suivant (S/10446) :

"Le Conseil de sécurité,

"Prenant note des rapports du Secrétaire général en date des 3 et 4 décembre 1971 et de la résolution 303 (1971) du Conseil de sécurité en date du 6 décembre 1971,

"Prenant note de la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale en date du 7 décembre 1971, adoptée par 104 voix contre 11 avec 10 abstentions,

"Notant également que le Gouvernement pakistanais a accepté le cessez-le-feu et le retrait des forces armées comme il était indiqué dans la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale, et que l'Inde ne l'a pas fait,

"Gravement préoccupé par la continuation des hostilités entre l'Inde et le Pakistan, qui constitue une menace immédiate à la paix et à la sécurité internationales,

"Reconnaissant la nécessité de traiter de façon adéquate à un stade ultérieur, dans le cadre de la Charte des Nations Unies, des questions qui ont donné lieu aux hostilités,

"Convaincu qu'une solution politique rapide serait nécessaire pour le rétablissement de conditions de normalité dans la région du conflit et pour le retour des réfugiés dans leurs foyers,

"Ayant présentes à l'esprit les dispositions de la Charte, en particulier celles qui sont énoncées au paragraphe 4 de l'Article 2,

"Rappelant la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale, notamment ses paragraphes 4, 5 et 6,

"Reconnaissant en outre la nécessité de prendre immédiatement des mesures pour amener une cessation immédiate des hostilités entre l'Inde et le Pakistan et un retrait de leurs forces armées vers leur propre côté des frontières indo-pakistanaïses,

"Ayant présents à l'esprit les buts et principes de la Charte et les responsabilités qui lui incombent en vertu des dispositions pertinentes de la Charte,

"1. Demande au Gouvernement indien d'accepter sans délai le cessez-le-feu et le retrait des forces armées comme il est indiqué dans la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale;

"2. Demande aux Gouvernements indien et pakistanais de prendre sans délai toutes les mesures en vue d'un cessez-le-feu immédiat et du retrait de leurs forces armées se trouvant sur le territoire de l'autre pays vers leur propre côté des frontières indo-pakistanaïses;

"3. Demande instamment que soient intensifiés les efforts déployés en vue de créer rapidement et conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies les conditions nécessaires au retour volontaire des réfugiés du Pakistan oriental dans leurs foyers;

"4. Demande à tous les Etats de coopérer pleinement avec le Secrétaire général en vue de prêter assistance à ces réfugiés et de soulager leur détresse;

"5. Demande à toutes les parties intéressées de prendre toutes les mesures et précautions possibles pour protéger la vie et le bien-être de la population civile dans la région;

"6. Prie le Secrétaire général de le tenir rapidement et régulièrement informé de l'application de la présente résolution;

"7. Décide de rester saisi de la question et de se réunir à nouveau selon que les circonstances l'exigent."

530. Le Ministre des affaires extérieures de l'Inde a présenté en détail les vues de son pays sur les événements qui avaient conduit à la crise et a déclaré qu'il importait que le Conseil en prît note dans sa recherche d'une solution constructive au conflit. Il a déclaré que c'était après les attaques massives et les provocations militaires du Pakistan contre l'Inde que cette dernière avait décidé de faire pénétrer ses troupes au Bangladesh et de repousser l'agression pakistanaïse à l'ouest. La reconnaissance du Bangladesh par l'Inde était nécessaire pour offrir une base appropriée à la présence des forces armées indiennes et pour indiquer clairement que l'entrée de ces forces sur le territoire du Bangladesh n'avait nullement pour motif la recherche d'un agrandissement territorial. Il était clairement et officiellement entendu entre l'Inde et le Gouvernement du Bangladesh que les forces armées indiennes ne demeureraient sur le territoire du Bangladesh qu'aussi longtemps que le peuple et le Gouvernement du Bangladesh le souhaiteraient et accepteraient leur présence. L'appel de l'Assemblée générale à un cessez-le-feu et à un retrait des troupes aurait dû être adressé au Gouvernement pakistanais. L'Inde n'avait pas déclaré ni commencé la guerre et elle n'avait rien fait pour créer les conditions qui avaient entraîné le déplorable conflit actuel, dû à un refus délibéré et systématique de tenir compte des aspirations des 75 millions d'habitants de ce pays, qui faisaient autrefois partie du Pakistan. Ce n'était pas l'Inde qui s'était livrée à la répression, au génocide et aux brutalités qui avaient servi de tremplin au mouvement de libération du Bangladesh, entraînant la décision du peuple de cette région de créer une nation libre et indépendante; l'Inde n'avait aucune responsabilité dans la longue période de neuf mois pendant laquelle un règlement politique raisonnable aurait pu être mis sur pied avec les dirigeants et la population du Bangladesh. L'Inde avait désormais reconnu le nouvel Etat du Bangladesh. Dans ces conditions, il n'était pas réaliste d'inviter l'Inde à accepter un cessez-le-feu sans même entendre le représentant du Bangladesh. L'Inde espérait sérieusement que l'ONU examinerait une fois de plus la situation de façon réaliste, de façon que l'on puisse faire disparaître les causes fondamentales du conflit et restaurer la paix. L'Inde pourrait coopérer avec l'ONU dans tout effort réaliste visant à s'attaquer aux causes essentielles du problème; mais on ne saurait la détourner de sa tâche essentielle qui était pour elle d'assurer sa propre intégrité territoriale et sa sécurité. Si le Conseil de sécurité souhaitait assurer la paix et la sécurité en résolvant la crise actuelle, il devrait prendre en considération la lutte couronnée de succès des 75 millions d'habitants du Bangladesh qui voulaient voir reconnus leurs droits à la liberté et à l'indépendance. Toute proposition ou résolution du Conseil serait vaine et inefficace si elle ne prenait pas en considération l'existence du Gouvernement du Bangladesh, créé par la volonté démocratique de sa population et si elle ne tenait pas compte de ce que ce gouvernement exerçait effectivement son contrôle sur le territoire. Le représentant de l'Inde a conclu en donnant lecture de la lettre du 12 décembre adressée par le Gouvernement indien au Secrétaire général (S/10445).

531. Le Premier Ministre adjoint et Ministre des affaires étrangères du Pakistan a déclaré que son pays

luttait pour une cause qui intéressait tous les Etats et que tout Etat avait le droit de demeurer indépendant, souverain et libre et de ne pas être démembré par une plus grande puissance. Cette situation constituait un défi à l'Organisation des Nations Unies. Le premier principe en jeu était celui selon lequel un Etat souverain et indépendant, ayant tiré son existence de sa propre volonté, ne devait pas être démembré par la force; le second principe était que l'ONU était responsable de la paix dans le monde. Un autre principe fondamental et invariable du droit international était celui de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays; or, tout ce qu'avait dit le Ministre des affaires étrangères de l'Inde concernait les affaires intérieures du Pakistan. Le problème fondamental n'était pas, comme le prétendait l'Inde, une question d'autodétermination. Si l'Inde croyait au principe de l'autodétermination, le peuple du Cachemire aurait, après 24 ans, été autorisé à décider s'il souhaitait être rattaché à l'Inde ou au Pakistan, mais le droit à l'autodétermination avait toujours été refusé au peuple du Cachemire. Le 7 décembre, l'Assemblée générale avait décidé, par un vote à une majorité écrasante sur la question d'un référendum international, que le Pakistan ne constituait qu'un seul pays et devait le rester. Le Pakistan n'entretenait pas de relations diplomatiques avec certains pays qui avaient voté en sa faveur, parce qu'il s'agissait d'une question de principe. Si le Pakistan était démembré, les germes du démembrement pourraient pousser ailleurs. Si le Bangladesh était imposé au Pakistan par la force, on rencontrerait bientôt partout d'autres Bangladesh en Afrique, en Asie et en Europe. Il convenait de se demander pourquoi l'Inde avait renoncé à ses principes de non-alignement le 9 août 1971 lorsqu'elle avait signé un traité avec l'URSS. L'avantage était évident pour l'URSS, qui souhaitait la signature d'un pacte de sécurité asiatique. Mais quelle était la contrepartie pour l'Inde ? La contrepartie consistait dans le démembrement du Pakistan. Les difficultés sur le sous-continent avaient commencé réellement à partir de la conclusion du traité et le Pakistan avait dû faire face à une Inde qui avait avec elle le pouvoir, le prestige, le courage, les ressources, la technologie et les armes de l'URSS. Le Pakistan souhaitait remercier tous les pays qui appuyaient la cause de la justice. Le Pakistan devrait se voir accorder la chance de décider de ses propres affaires, de son système social et de son évolution.

532. A la 1613^e séance, le 13 décembre, le représentant de l'URSS a proposé qu'un représentant du Bangladesh soit entendu par le Conseil, conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire. Un débat s'est tenu sur cette question, au cours duquel le Président du Conseil et les représentants de l'Argentine, de l'URSS, de l'Inde, de la Pologne, du Pakistan et de la Chine ont participé. Le Président a décidé, sans opposition, qu'il ne pouvait autoriser la participation aux débats de représentants d'un Etat qui, à son avis, ne satisfaisait pas encore aux critères indispensables pour une reconnaissance. Le Président a offert de mettre aux voix une proposition du représentant de l'URSS tendant à ce que le juge Abu Sayud Choudhury soit invité en tant que personne privée compétente, conformément à l'article 39; mais le représentant de l'URSS n'ayant pas insisté pour qu'on procède à un vote, le Président a considéré que cette proposition avait été retirée.

533. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a présenté une version révisée de son projet de résolution (S/10446/Rev.1), dont le texte était le suivant :

"Le Conseil de sécurité,

"Prenant note des rapports du Secrétaire général en date des 3 et 4 décembre 1971 et de la résolution 303 (1971) du Conseil de sécurité en date du 6 décembre 1971,

"Prenant note de la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale en date du 7 décembre 1971, adoptée par 104 voix contre 11, avec 10 abstentions,

"Prenant note en outre du fait que le Gouvernement pakistanais a accepté le cessez-le-feu et le retrait des forces armées comme il était indiqué dans la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale, ainsi que de la lettre du Gouvernement indien contenue dans le document S/10445,

"Regrettant que le Gouvernement indien n'ait pas encore accepté le cessez-le-feu immédiat et sans condition et le retrait prévus dans la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale,

"Gravement préoccupé par la continuation des hostilités entre l'Inde et le Pakistan, qui constitue une menace immédiate à la paix et à la sécurité internationales,

"Reconnaissant la nécessité de traiter de façon adéquate à un stade ultérieur, dans le cadre de la Charte des Nations Unies, des questions qui ont donné lieu aux hostilités,

"Convaincu qu'une solution politique rapide serait nécessaire pour le rétablissement de conditions de normalité dans la région du conflit et pour le retour des réfugiés dans leurs foyers,

"Ayant présentes à l'esprit les dispositions de la Charte, en particulier celles qui sont énoncées au paragraphe 4 de l'Article 2,

"Rappelant la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale, notamment ses paragraphes 4, 5 et 6,

"Reconnaissant en outre la nécessité de prendre immédiatement des mesures pour amener une cessation immédiate des hostilités entre l'Inde et le Pakistan et un retrait de leurs forces armées vers leur propre côté des frontières indo-pakistanaïses,

"Ayant présents à l'esprit les buts et principes de la Charte et les responsabilités qui lui incombent en vertu des dispositions pertinentes de la Charte,

"1. Demande aux Gouvernements indien et pakistanais de prendre sans délai toutes les mesures en vue d'un cessez-le-feu immédiat et du retrait de leurs forces armées se trouvant sur le territoire de l'autre pays vers leur propre côté des frontières indo-pakistanaïses;

"2. Demande instamment que soient intensifiés les efforts déployés en vue de créer rapidement et conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies les conditions nécessaires au retour volontaire des réfugiés du Pakistan oriental dans leurs foyers;

"3. Demande à tous les Etats de coopérer pleinement avec le Secrétaire général en vue de prêter assistance à ces réfugiés et de soulager leur détresse;

"4. Demande à toutes les parties intéressées de prendre toutes les mesures et précautions possibles

pour protéger la vie et le bien-être de la population civile dans la région;

"5. *Prie* le Secrétaire général de le tenir rapidement et régulièrement informé de l'application de la présente résolution;

"6. *Décide* de rester saisi de la question et de se réunir à nouveau selon que les circonstances l'exigent."

534. Le représentant du Nicaragua a appuyé le projet de résolution révisé des Etats-Unis (S/10446/Rev.1), car il estimait que ce texte représentait le minimum de ce que le Conseil devait faire pour remplir le mandat dont la Charte l'avait investi.

535. Le représentant de l'URSS a déclaré que la situation qu'avaient créée au Pakistan oriental les actes antidémocratiques et les actes de violence commis par les autorités pakistanaïses à l'encontre de la population locale expliquait au premier chef que l'aggravation de la tension entre l'Inde et le Pakistan ait conduit à un conflit armé. L'Inde n'avait pas voulu la guerre. Le conflit militaire lui avait été imposé par l'évolution tragique des événements au Pakistan oriental. Les causes profondes du conflit résidaient dans les actes de violence et de répression commis par le Pakistan à l'encontre de la population du Pakistan oriental ainsi que dans les mesures qu'il avait prises par la suite contre l'Inde. L'URSS demandait avec insistance, depuis que le problème s'était posé, qu'interviennent un cessez-le-feu simultané, la cessation des hostilités et un règlement politique. La nouvelle proposition des Etats-Unis écartait cette question fondamentale et était donc totalement inacceptable. La position de la Chine consistait à attiser le conflit indo-pakistanaïse et à chercher ainsi à atteindre ses objectifs expansionnistes et chauvins de grande puissance.

536. Le représentant de la Pologne a dit que son pays appuierait toute solution réaliste, équitable et durable du conflit dont il souhaitait qu'il soit résolu conformément aux vœux expressément formulés par la population du Pakistan oriental.

537. Le Ministre des affaires extérieures de l'Inde a déclaré que son pays ne nourrissait pas de desseins sur le territoire, la souveraineté ou l'intégrité de l'un quelconque de ses voisins. Si la majorité de la population d'un pays était opprimée par une minorité agissante, comme c'était le cas au Bangladesh, la majorité avait le droit inaliénable de renverser la tyrannie des dirigeants de la minorité et de décider de son propre destin conformément aux vœux de ceux qui la composaient. L'Inde n'avait pas commencé les hostilités et était disposée à y mettre fin si le Pakistan était également disposé à agir de même et à éliminer les causes profondes du conflit. Le peuple du Bangladesh devait être partie à tout accord de cessez-le-feu ou de retrait des troupes. La souveraineté de l'Etat du Bangladesh était une réalité visible pour tous. Ce n'était pas l'Inde qui avait cherché à démembrer le Pakistan; c'était le régime oppresseur du Pakistan occidental qui avait démembré le Pakistan par ses actes. L'Inde n'avait nullement l'intention d'acquérir une portion quelconque du territoire du Pakistan occidental ou du Bangladesh. Si le Pakistan cessait de menacer la sécurité de l'Inde, celle-ci serait heureuse d'examiner toute proposition raisonnable tendant à un cessez-le-feu et à des retraits de troupes mutuels qui suivraient un règlement politique dans l'est acceptable pour les représentants élus du Bangladesh. L'Inde était peinée et surprise de constater que le Gouvernement des

Etats-Unis répartissait les blâmes sans vérifier l'exactitude des faits et attribuait à l'Inde la responsabilité principale de la situation et non pas au Pakistan à qui elle incombait entièrement. Le projet de résolution des Etats-Unis (S/10446/Rev.1) était partial. Toute résolution qui ne reconnaîtrait pas l'existence du Bangladesh ne pourrait être efficace et n'aurait aucune valeur pratique. Afin de faire face efficacement à la situation, le Conseil devrait tenir compte du droit du peuple du Bangladesh à être entendu lors de tout examen du problème; du droit de ce peuple à être partie à tout accord de cessez-le-feu qui pourrait être proposé; et de la nécessité d'une solution politique au Bangladesh conformément aux vœux de la population tels qu'ils avaient été exprimés par ses représentants élus en décembre 1970. Si ces trois éléments essentiels étaient acceptés comme un tout, l'Inde était convaincue qu'il serait possible de parvenir à un cessez-le-feu sans plus de retard et de prévoir par des consultations appropriées le retrait des forces armées pakistanaïses et indiennes du Bangladesh, ainsi que le retrait mutuel de ces forces des territoires indien et pakistanaïse.

538. Le Président a mis au vote le projet de résolution des Etats-Unis (S/10446/Rev.1).

Décision : *A la 1613^e séance, le 13 décembre 1971, le projet de résolution des Etats-Unis a recueilli 11 voix contre 2 (Pologne et Union des Républiques socialistes soviétiques) et 2 abstentions (France et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). Il n'a pas été adopté en raison du vote négatif d'un membre permanent du Conseil de sécurité.*

539. Prenant la parole pour une explication de vote, le représentant de la Somalie a indiqué qu'il avait voté pour le projet de résolution révisé des Etats-Unis, parce que celui-ci reflétait presque entièrement le texte des projets de résolution que la Somalie avait présentés tant au Conseil qu'à l'Assemblée générale. Le projet révisé des Etats-Unis abordait de façon positive le problème, étant donné qu'il n'infligeait de blâme à personne ni ne préjugait les questions, mais reconnaissait l'impérieuse nécessité d'apporter une solution politique à la situation existant entre le Gouvernement pakistanaïse et le Pakistan oriental, d'une part, et entre le Pakistan et l'Inde, d'autre part.

540. Le représentant de la Belgique a dit qu'il avait appuyé le projet de résolution car celui-ci avait pour objectif de mettre fin sans retard aux combats; sa délégation aurait toutefois préféré un texte moins ambitieux et plus réaliste qui se serait borné pour l'instant à prévoir une cessation immédiate des hostilités et à demander le respect des Conventions de Genève.

541. Le représentant de la Chine a dit que bien qu'il ait voté pour le projet de résolution révisé, ce texte était fort loin de donner toute satisfaction, car il n'établissait pas de distinction entre l'agresseur et la victime de l'agression. Il a également dit que le libellé des alinéas 6 et 7 du préambule ne devait à aucun moment et dans aucune circonstance être erronément interprété comme un prétexte pour intervenir dans les affaires intérieures du Pakistan.

542. Le représentant de la France a dit qu'il s'était abstenu parce que le projet n'était acceptable ni pour le Conseil ni pour les parties.

543. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que sa délégation ne voyait pas d'avantage, sur le plan

pratique, à appuyer des projets de résolution n'ayant aucune chance de réussir, et il a demandé avec insistance que l'on poursuive les efforts en vue de trouver une formule acceptable pour tous les intéressés.

544. Le représentant du Japon a dit qu'il avait voté pour le projet de résolution parce qu'il était essentiellement le même que ceux que le Japon avait présentés au Conseil et à l'Assemblée générale. Le Conseil devrait continuer à rechercher une formule qui soit acceptable pour toutes les parties intéressées.

545. Le représentant de la République arabe syrienne a dit qu'il avait voté pour le projet de résolution révisé car sa délégation considérait que les sixième et septième alinéas du préambule soulignaient la nécessité d'une solution politique rapide, tandis que le deuxième alinéa du préambule demandait avec insistance que soient créées les conditions nécessaires au retour des réfugiés.

546. Le représentant de l'Argentine a dit qu'il avait voté pour le projet de résolution car les objectifs en étaient de rétablir la paix dans la région sur la base des trois points suivants : cessez-le-feu, retrait des troupes et création des conditions nécessaires au retour des réfugiés. L'Argentine continuerait à appuyer tout projet de résolution qui permettrait de résoudre le problème dont le Conseil était saisi et d'aplanir les différends existant entre l'Inde et le Pakistan.

547. Exerçant son droit de réponse, le Premier Ministre adjoint et Ministre des affaires étrangères du Pakistan a déclaré qu'après avoir commis cyniquement une agression contre le Pakistan, avoir attaqué son intégrité territoriale et son indépendance politique, avoir défié ouvertement et sans vergogne l'Organisation des Nations Unies et ignoré l'appel pressant lancé par 104 Etats Membres, l'Inde s'efforçait de donner l'image de la raison. Si on la dépouillait de tout son verbiage et de toute sa papelardise, toute l'argumentation indienne revenait à dire que l'Inde avait le droit d'envahir le Pakistan afin de provoquer le règlement du problème des réfugiés. Même si l'on écartait le principe selon lequel il n'était rien qui puisse justifier l'invasion, il n'en restait pas moins qu'en réalité l'agression armée avait aggravé plutôt qu'allégé le problème angoissant, sur le plan humanitaire, qui se posait au Pakistan oriental; l'agression avait entraîné des destructions et des ravages bien plus considérables que ceux provoqués par la guerre civile; elle avait infligé à l'infrastructure du Pakistan oriental des dommages qui ne seraient pas réparés avant plusieurs décennies, et elle avait transformé une calamité en catastrophe. L'invasion indienne constituait une injustice humaine très grave qu'il importait de corriger. Elle pouvait être corrigée par la volonté collective de la communauté mondiale. Le problème actuel s'éclairait dans le contexte du passé de l'Inde, celle-ci ayant commis agression sur agression et ayant malencontreusement tendance à recourir aux armes en vue d'établir son hégémonie sur l'Asie du Sud. Si elle n'avait pas suivi cette politique, aucun problème intérieur du Pakistan, aussi aigu fût-il, n'aurait pu déclencher une violente explosion. L'Inde soutenait que le Pakistan avait préparé la guerre afin de détourner l'attention de la crise de régime qu'il traversait. S'il en était ainsi, le Pakistan n'aurait pas formulé ou accepté toutes les propositions qui auraient permis d'éviter les hostilités, comme en attestaient les initiatives qu'il avait prises ou appuyées au cours des cinq mois précédents. La situation actuelle appelait les mesures impératives

suivantes : tout d'abord, un cessez-le-feu; deuxièmement, le retrait du territoire pakistanais des forces indiennes et autres forces armées qui avaient pénétré dans le Pakistan à partir de l'Inde; troisièmement, le stationnement d'observateurs de l'ONU pour superviser le cessez-le-feu et le retrait des troupes; et quatrièmement, l'étude de moyens permettant de s'assurer que les Conventions de Genève relatives aux conflits armés étaient scrupuleusement respectées et qu'il n'y aurait pas de représailles au Pakistan oriental. Le retrait des forces constituait une obligation de réciprocité; les forces pakistanaises auraient aussi à se retirer simultanément du territoire indien. Dans le respect du concept d'un seul Pakistan uni, le Gouvernement pakistanais était disposé à n'épargner aucun effort en vue de trouver une solution pacifique.

548. Le représentant de l'Italie a dit qu'il avait voté pour le projet de résolution (S/10446/Rev.1) surtout parce que celui-ci englobait toutes les dispositions contenues dans le projet de résolution des huit puissances (S/10423) dont l'Italie avait été l'un des auteurs, ainsi que de la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale. Prévoyant quelle serait l'issue du vote sur le projet de résolution des Etats-Unis, l'Italie et le Japon avaient décidé de présenter un projet de résolution qui avait été distribué plus tôt. Le représentant de l'Italie a expliqué que ce projet avait déjà été révisé sur la base de consultations mais que ses auteurs accueilleraient favorablement les autres opinions et suggestions que formuleraient les membres du Conseil et les parties intéressées; il a donné ensuite lecture du texte du projet de résolution révisé (S/10451), qui était ainsi conçu :

"Le Conseil de sécurité,

"Prenant note des rapports du Secrétaire général en date des 3 et 4 décembre 1971 et de la résolution 303 (1971) du Conseil de sécurité en date du 6 décembre 1971,

"Ayant présents à l'esprit les buts et principes de la Charte et les responsabilités qui lui incombent en vertu des dispositions pertinentes de la Charte,

"Prenant note de la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale en date du 7 décembre 1971,

"Prenant note avec satisfaction de la réponse du Gouvernement pakistanais à la lettre du Secrétaire général concernant la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale, contenue dans le document S/10440,

"Prenant note en outre de la réponse du Gouvernement indien, contenue dans le document S/10445,

"Gravement préoccupé par la continuation des hostilités entre l'Inde et le Pakistan, qui constitue une menace immédiate à la paix et à la sécurité internationales,

"Reconnaissant la nécessité de traiter également, dans le cadre de la Charte des Nations Unies, des questions qui ont donné lieu à ces hostilités,

"Reconnaissant qu'une solution durable doit être fondée sur un règlement politique au Pakistan qui respecte les droits et les intérêts de sa population,

"Rappelant la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale, notamment ses paragraphes 4, 5 et 6,

"Reconnaissant en outre la nécessité de prendre immédiatement des mesures pour amener une ces-

sation immédiate des hostilités et le retrait de toutes les forces armées,

"1. *Demande* à tous les Etats Membres de s'abstenir, conformément aux obligations qui leur incombent en vertu de la Charte des Nations Unies, de toute action ou menace d'action de nature à aggraver la situation existant dans le sous-continent indo-pakistanaï ou à mettre en danger la paix internationale;

"2. *Demande* à toutes les parties intéressées de prendre sans délai, dans un premier temps, toutes les mesures voulues pour amener un cessez-le-feu immédiat et la cessation de toutes les hostilités;

"3. *Prie instamment* l'Inde comme le Pakistan d'entreprendre des opérations de désengagement et de retrait de manière à mettre fin à l'affrontement et à rétablir les conditions normales dans la région du conflit;

"4. *Demande* que soient prises immédiatement des mesures visant à parvenir à un règlement politique d'ensemble;

"5. *Demande* à tous les Etats de coopérer pleinement avec le Secrétaire général en vue de prêter assistance aux réfugiés du Pakistan oriental et de soulager leur détresse;

"6. *Demande* à toutes les parties intéressées de prendre toutes les mesures et précautions possibles pour protéger la vie et le bien-être de la population civile dans la région et assurer le respect intégral des Conventions de Genève;

"7. *Décide* de désigner, avec le consentement de l'Inde et du Pakistan, un comité composé (de trois membres) du Conseil de sécurité, qui soit chargé de les aider dans leurs efforts en vue de rétablir des conditions de normalité dans la région du conflit ainsi que de parvenir à une réconciliation conformément aux principes de la Charte et en accord avec les résolutions précitées et de faire rapport au Conseil;"

Le représentant de l'Italie a alors appelé l'attention sur le fait que, bien qu'ils aient introduit les mots "trois membres" au paragraphe 7 du dispositif, les auteurs du projet de résolution ne considéraient pas ce texte comme définitif et ils envisageaient d'insérer les noms des membres du Conseil de sécurité ou toute autre formulation que le Conseil voudrait peut-être arrêter en vue de la création du Comité. La formulation actuelle ne faisait que consigner l'intention des auteurs. Le représentant de l'Italie a ensuite poursuivi la lecture du projet de résolution ainsi conçu :

"8. *Prie* le Secrétaire général de le tenir rapidement et régulièrement informé de l'application de la présente résolution;

"9. *Décide* de rester saisi de la question et de se réunir à nouveau selon que les circonstances l'exigent."

549. Par une note verbale datée du 13 décembre, adressée au Secrétaire général (S/10452), le représentant du Pakistan a appelé l'attention sur ce qu'il qualifiait de grave violation par l'Inde de la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, du 12 août 1949.

550. Au débat de la 1614^e séance, le 14 décembre, le représentant du Royaume-Uni a déposé une motion tendant à suspendre la séance afin que des consultations puissent se poursuivre. La motion a été approuvée. La séance a repris dans l'après-midi du 15 décembre.

551. Au début de la reprise de la séance, le Président a lancé un appel au Conseil afin qu'une décision positive soit prise aussitôt que possible, car la situation se dégradait dans le subcontinent et des vies innocentes étaient perdues.

552. Le Premier Ministre adjoint et Ministre des affaires étrangères du Pakistan a déclaré que l'heure était venue de dire la vérité. Il avait espéré que le Conseil de sécurité agirait selon les principes et mettrait fin à l'agression qui avait été froidement et brutalement commise contre la population de son pays. Mais le Conseil de sécurité avait refusé de faire justice au Pakistan. Le Premier Ministre adjoint ne repartirait pas du Conseil avec un acte de capitulation et ne serait pas partie à la légalisation de l'agression. Le Conseil de sécurité avait échoué lamentablement. Il avait atermoyé et tergiversé par des discours, en attendant la chute de Dacca. La pire forme d'agression avait été commise, l'agression pure et simple. L'excuse suivante était invoquée: "Nous avons des réfugiés, aussi nous faut-il envahir un autre pays." Le Pakistan avait été disposé à reprendre les réfugiés. Si la population indienne pouvait s'accroître de 13 millions d'habitants par an, l'Inde aurait fort bien pu, dès lors, attendre encore un peu de temps, avec toute l'aide et l'assistance qu'elle recevait pour les réfugiés, jusqu'à ce qu'un gouvernement civil fût constitué au Pakistan en vue de négocier leur retour. Toutefois, l'Inde s'était servie du problème des réfugiés comme d'un prétexte pour envahir et démembrer le Pakistan. Les Etats-Unis avaient été critiqués pour avoir appuyé la position du Pakistan, laquelle avait été appuyée par 104 Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies. Les Etats-Unis avaient agi conformément à leurs traditions en appuyant le Pakistan en tant qu'Etat indépendant et jouissant de son intégrité et de son unité sur le plan national. Le Pakistan était également reconnaissant à l'égard de la République populaire de Chine pour la position qu'elle avait prise, ainsi qu'à l'égard des pays du tiers monde pour l'appui qu'ils avaient apporté à sa juste cause. Mais le Conseil de sécurité avait été bloqué par le veto. Le Premier Ministre adjoint estimait qu'il était futile d'assister à d'autres séances du Conseil et il rentrait dans son pays. Il ne boycottait pas le Conseil, mais il n'allait pas être partie à la légalisation de l'agression et de l'occupation militaire du territoire d'un Etat Membre de l'ONU. Il a ensuite quitté la salle du Conseil.

553. Le représentant de la Tunisie a déclaré que son gouvernement déplorait toute ingérence étrangère dans les affaires intérieures du Pakistan. L'Assemblée générale avait voté à une majorité écrasante pour la cessation des hostilités, l'évacuation des troupes et la conclusion d'un règlement pacifique, et il convenait de prendre des mesures pour mettre en œuvre cette résolution. Tel était le devoir de l'Organisation des Nations Unies et du Conseil de sécurité.

554. Au début de la 1615^e séance, le 15 décembre, le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité le représentant de Ceylan, sur sa demande, à participer à la discussion sans droit de vote.

555. Le Conseil était saisi d'un projet de résolution (S/10453) et de sa révision (S/10453/Rev.1) distribués le jour précédent par le représentant de la Pologne. Le texte de la version révisée était ainsi conçu :

"Le Conseil de sécurité,

Gravement préoccupé par le conflit militaire dans le sous-continent indien, qui constitue une menace immédiate à la paix et à la sécurité internationales,

"Ayant entendu les déclarations du Ministre des affaires étrangères de l'Inde et du Vice-Premier Ministre du Pakistan,

"Décide ce qui suit :

"1. Dans la zone orientale du conflit, les pouvoirs seront transférés pacifiquement aux représentants de la population, légalement élus en décembre 1970;

"2. Dès qu'aura commencé le processus de transfert des pouvoirs, il sera mis fin aux actions militaires dans tous les secteurs et un cessez-le-feu initial prendra effet pour une période de 72 heures;

"3. Dès le début de la période initiale de cessez-le-feu, les forces armées pakistanaïses commenceront à se retirer vers les emplacements fixés à l'avance dans la zone orientale du conflit en vue d'être évacuées de cette zone;

"4. De même, tout le personnel civil du Pakistan occidental et les autres personnes souhaitant retourner au Pakistan occidental, ainsi que tout le personnel civil du Pakistan oriental et les autres personnes se trouvant au Pakistan occidental souhaitant retourner dans leurs foyers, se verront accorder la possibilité de le faire sous la supervision de l'Organisation des Nations Unies, avec la garantie, de la part de toutes les autorités compétentes intéressées, que nul ne fera l'objet de mesures de répression;

"5. Dès qu'auront commencé, dans la période de 72 heures, le retrait des troupes pakistanaïses et leur concentration à cette fin, le cessez-le-feu deviendra permanent. Les forces armées indiennes se retireront du Pakistan oriental. Ce retrait de troupes débutera sur consultations avec les autorités nouvellement constituées, mises en place à la suite du transfert des pouvoirs aux représentants légalement élus de la population;

"6. Reconnaisant le principe selon lequel ni l'une ni l'autre des deux parties au conflit ne doit conserver de territoires acquis par le recours à la force, les Gouvernements de l'Inde et du Pakistan entameront immédiatement des négociations, par l'intermédiaire de représentants appropriés de leurs forces armées, afin que ce principe soit appliqué le plus rapidement possible sur le théâtre occidental des opérations militaires."

556. Le représentant de la Chine a déclaré qu'avec l'appui du Gouvernement soviétique, le Gouvernement indien avait commis ouvertement une agression contre le Pakistan et porté un grave coup à la paix dans le sous-continent indo-pakistanaïse. Les conditions préalablement nécessaires au rétablissement de la paix étaient un cessez-le-feu immédiat par l'Inde et le Pakistan et le retrait de leurs forces armées respectives sur leurs propres territoires. Au Conseil de sécurité, le représentant de l'Union soviétique avait opposé déraisonnablement son veto à deux projets de résolution contenant ces dispositions. Le problème avait été renvoyé à l'Assemblée générale et 104 pays s'y étaient déclarés en faveur d'une résolution demandant le cessez-le-feu et le retrait des troupes. Le 13 décembre, le représentant de l'Union soviétique au Conseil avait à nouveau opposé son veto à un projet de résolution qui était con-

forme à la volonté des 104 pays. A trois reprises, l'URSS avait abusé de manière flagrante de son droit de veto, au mépris de toutes les conséquences que cela comportait, car le but évident qu'elle poursuivait était de gagner du temps afin de protéger l'Inde qui procédait à l'occupation du Pakistan oriental. Le représentant de la Chine s'est étonné d'une conduite aussi brutale de la part de l'Union soviétique et a dit qu'en introduisant un loup sous son propre toit le Gouvernement indien aurait finalement à souffrir les lourdes conséquences d'avoir démembré un autre pays. Le représentant de la Chine s'est référé au projet de résolution de la Pologne (S/10453/Rev.1), en disant que ce projet, dans son essence un projet de résolution soviétique, aboutirait au démembrement du Pakistan et à la légalisation de ce démembrement, ce à quoi la Chine était fermement opposée. Le Conseil de sécurité devait respecter la souveraineté, l'indépendance, l'unité nationale et l'intégrité territoriale du Pakistan, et la Chine s'opposerait à toute résolution qui viserait à s'immiscer dans les affaires intérieures du Pakistan.

557. Le représentant de Sri Lanka a déclaré que la cessation des hostilités était la première condition indispensable à la recherche d'un règlement de la situation régnant dans le sous-continent. Il fallait simultanément que s'engagent des négociations entre le Gouvernement et les dirigeants reconnus du Pakistan oriental. La mesure à prendre ensuite serait le retrait des forces armées des deux pays sur leurs territoires respectifs. Il était indispensable d'arriver à une solution politique plutôt que militaire, conformément aux termes de la Charte.

558. Le représentant de l'URSS a dit que le représentant de la Chine s'efforçait de détourner l'attention de l'ONU et du Conseil de sécurité en substituant à la réalité des faits des inventions et des calomnies dirigées contre l'Union soviétique. La Chine ne se préoccupait pas des souffrances et du sort de millions de personnes; son seul intérêt était d'exploiter la situation en vue de renforcer sa position dans l'Asie de l'Est et dans le sous-continent indien. Les représentants du Pakistan et de la Chine n'ont pas analysé la situation; ils n'ont pas proposé de solution et ils se sont élevés contre les propositions concrètes qui ont été faites en vue d'un règlement politique. Cette attitude s'est traduite par le vote du représentant de la Chine qui s'est prononcé contre le projet de résolution soviétique. Il a insisté sur le "veto soviétique" mais a passé sous silence son propre veto contre le projet de résolution soviétique qui contenait un appel en faveur d'un règlement politique au Pakistan oriental, ce qui aurait inévitablement entraîné une cessation des hostilités. Le représentant de la Chine a empêché que soit adoptée une résolution qui aurait pu contribuer au règlement de la situation sur la péninsule indienne. La seule solution qui pouvait être apportée au problème était d'envisager un cessez-le-feu assorti simultanément d'un règlement politique au Pakistan oriental; or, ce règlement ne pouvait être mis au point qu'en tenant compte de la volonté exprimée par la population du Pakistan oriental. Une autre condition importante au règlement du conflit actuel était la création des conditions nécessaires au retour de l'Inde de tous les réfugiés du Pakistan oriental. Seules les nouvelles autorités désignées par les représentants légitimes de la population du Pakistan oriental et élues par celle-ci pourraient assurer ces conditions. Le projet de résolution de la Pologne (S/10453/Rev.1)

esquissait la méthode correcte à adopter et il préparait la voie à la solution du problème. En ce qui concerne les allusions du représentant de la Chine à la politique de l'URSS au Proche-Orient, le représentant de l'URSS a fait remarquer qu'il serait bon que la Chine accorde aux peuples du Proche-Orient, à ceux des pays arabes qui mènent une lutte légitime contre l'agresseur impérialiste, la même aide que celle que leur a accordée, que leur accorde et que leur accordera l'Union soviétique. On a cité à l'Assemblée générale des passages de déclarations faites par d'éminents hommes politiques arabes qui remercient l'Union soviétique pour l'aide énorme qu'elle accorde aux peuples arabes dans la lutte qu'ils mènent pour liquider les séquelles de l'agression israélienne. La Chine, pour sa part, s'est abstenue d'aider les peuples arabes. Le représentant de la Chine s'est refusé à participer aux consultations que les membres permanents du Conseil de sécurité ont tenues pour aider la mission du représentant spécial du Secrétaire général, l'ambassadeur Jarring, à régler le problème du retrait des troupes israéliennes des territoires arabes et à parvenir à un règlement pacifique de la situation.

559. Le représentant de la Pologne a dit qu'en présentant son projet de résolution (S/10453/Rev.1) sa délégation avait tenu compte de la nécessité d'une solution politique, de la cessation des hostilités, du retrait des troupes et, enfin, de l'élément humanitaire du problème.

560. Le représentant du Pakistan a rappelé qu'à trois reprises, au sein du Conseil, des résolutions concernant la question à l'examen avaient recueilli une majorité de 11 voix et que l'Assemblée générale avait d'autre part adopté sa résolution par 104 voix contre 11. Il était fort peu démocratique de la part d'une puissance quelconque de faire fi de la volonté de la majorité qui s'était exprimée de manière aussi claire et décisive. Le représentant de l'URSS avait passé sous silence l'invasion militaire commise par l'Inde, son ingérence dans les affaires intérieures du Pakistan, ses encouragements à la guerre civile et à la subversion, qui constituaient une intervention sans précédent.

561. Le représentant de l'Argentine a dit qu'une fois encore le Conseil avait entendu déclarer que le cessez-le-feu, le retrait des troupes et le règlement politique devaient être simultanés. Le règlement politique s'imposait, mais le Conseil ne pouvait demander à un pays de parvenir à un règlement politique alors qu'il était occupé par les forces d'un autre pays étranger pendant les négociations. Aucun Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies n'accepterait un tel règlement. Il était indispensable de parvenir à un règlement politique, mais il fallait tout d'abord qu'interviennent un cessez-le-feu et le retrait des troupes.

562. Le représentant de la République arabe syrienne a présenté le projet de résolution suivant (S/10456) :

"Le Conseil de sécurité,

"Gravement préoccupé par la situation dans le sous-continent indo-pakistanaï, qui constitue une menace immédiate à la paix,

"Notant la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 7 décembre 1971,

"1. Prie instamment le Gouvernement pakistanaï de libérer immédiatement tous les prisonniers

politiques de façon que les représentants élus du Pakistan oriental soient rétablis dans leur mandat;

"2. Décide :

"a) Un cessez-le-feu immédiat sur tous les fronts;

"b) Un désengagement de toutes les parties engagées dans les hostilités, y compris le retrait des forces armées placées sous les commandements respectifs de l'Inde et du Pakistan vers leur propre côté de la frontière et de la ligne de cessez-le-feu au Jammu et Cachemire;

"3. Prie le Secrétaire général de nommer un représentant spécial en vue :

"a) De veiller au déroulement ordonné des opérations susmentionnées;

"b) D'aider les représentants élus du Pakistan oriental et du Gouvernement pakistanaï à parvenir à un règlement global, compatible avec les principes de la Charte;

"c) D'établir les conditions propices au retour volontaire des réfugiés;

"d) De normaliser les relations entre l'Inde et le Pakistan;

"4. Prie le Secrétaire général de tenir le Conseil constamment informé de l'application de la présente résolution."

563. Le représentant du Royaume-Uni a présenté un projet de résolution (S/10455) au nom de son pays et de la France, en indiquant que cela représentait la position à laquelle les deux pays étaient parvenus en s'efforçant de trouver une formule acceptable pour toutes les parties. Il espérait que de nouveaux progrès seraient possibles mais aucun accord n'avait encore été réalisé, et c'est pour cette raison qu'il ne demandait pas au Conseil d'en débattre actuellement. Ce projet était ainsi conçu :

"Le Conseil de sécurité,

"Gravement préoccupé par la situation dans l'Asie du Sud, qui constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales,

"Conscient des responsabilités qui lui incombent en vertu des dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies,

"Reconnaissant la nécessité urgente de s'occuper de manière efficace des causes fondamentales du conflit actuel,

"Reconnaissant en outre que toute solution durable doit comprendre un règlement politique qui respecte les droits et intérêts fondamentaux de la population,

"Profondément affligé par les immenses souffrances humaines que cette région connaît depuis quelques mois et qui ont eu pour conséquence le déplacement global de millions d'habitants du Pakistan oriental,

"Vivement soucieux que toutes les mesures nécessaires soient prises pour assurer la sauvegarde des vies humaines et le respect des Conventions de Genève de 1949,

"1. Demande aux Gouvernements indien et pakistanaï de décider sans délai un cessez-le-feu immédiat et durable et de cesser toutes les hostilités dans toutes les zones de conflit sur le théâtre occidental des opérations, et de même demande un cessez-le-feu immédiat et durable et la cessation de toutes hostilités de la part de toutes les forces au

Pakistan oriental, toutes mesures qui resteront en vigueur jusqu'à ce que les opérations de désengagement conduisant au retrait aient été effectuées sur les deux théâtres d'opérations;

"2. *Demande* que soit conclu d'urgence un règlement politique global, conformément aux vœux de la population intéressée, tels qu'ils ont été exprimés par l'intermédiaire de ses représentants élus et reconnus, et conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies;

"3. *Demande* à tous les Etats Membres de s'abstenir de toute action qui pourrait aggraver la situation dans le sous-continent ou mettre en danger la paix internationale;

"4. *Demande* à tous les intéressés de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sauvegarde des vies humaines et le respect des Conventions de Genève de 1949 et d'appliquer pleinement les dispositions de ces instruments concernant la protection des blessés et des malades, des prisonniers de guerre et de la population civile;

"5. *Demande* à la communauté internationale de prêter son entière assistance pour soulager les souffrances des réfugiés et leur permettre de retrouver des conditions de vie normales et de rentrer en toute sécurité et dignité dans leurs foyers;

"6. *Invite* le Secrétaire général à désigner un représentant spécial chargé de prêter ses bons offices, notamment pour résoudre les problèmes humanitaires;

"7. *Demande* au Secrétaire général de rendre compte au Conseil de sécurité dans les meilleurs délais de l'application de la présente résolution."

564. Le représentant de la France a expliqué que le projet de résolution (S/10455) répondait aux obligations que ses auteurs estimaient avoir envers le Conseil, l'ONU et l'opinion publique mondiale et représentait un effort pour rassembler en un même texte les trois principaux points qu'étaient un cessez-le-feu, le retrait des forces armées et le règlement politique.

565. Le représentant de l'URSS a présenté un projet de résolution (S/10457) qui, a-t-il dit, mettait en relief les rapports entre la cessation des hostilités et le règlement politique. Le projet de résolution de l'URSS était conçu comme suit :

"*Le Conseil de sécurité,*

"*Gravement préoccupé* par le conflit dans le sous-continent indo-pakistanaï, qui constitue une menace immédiate à la paix et à la sécurité internationales,

"1. *Demande* à toutes les parties intéressées de prendre des mesures pour amener un cessez-le-feu immédiat et l'arrêt de toutes les hostilités sur les fronts oriental et occidental;

"2. *Demande* que soit conclu en même temps un règlement politique conforme aux vœux de la population du Pakistan oriental tels qu'ils ont été exprimés par l'intermédiaire de leurs représentants déjà élus;

"3. *Demande* à tous les intéressés de prendre toutes les mesures nécessaires pour sauvegarder les vies humaines et respecter les Conventions de Genève de 1949;

"4. *Prie* le Secrétaire général de tenir le Conseil rapidement et régulièrement informé de l'application de la présente résolution;

5. *Décide* de continuer à discuter des mesures ultérieures à prendre pour rétablir la paix dans toute la région."

566. Au début de la 1616^e séance, le 16 décembre, le Président a rappelé que le Conseil était saisi des projets de résolutions de l'Italie et du Japon (S/10451), de la Pologne (S/10453/Rev.1), de la République arabe syrienne (S/10456), de la France et du Royaume-Uni (S/10455) et de l'URSS (S/10457). En outre, le Conseil était saisi du projet de résolution de la Chine (S/10421) et de celui de l'URSS (S/10428), dont la mise aux voix n'avait pas encore été demandée.

567. Le Ministre des affaires extérieures de l'Inde a donné lecture du texte d'une déclaration du Premier Ministre de l'Inde selon laquelle, les forces armées pakistanaises ayant capitulé au Bangladesh et ce dernier étant libéré, il ne servait à rien de continuer le conflit. L'Inde avait ordonné à ses forces armées de cesser le feu sur le front occidental à compter de 20 heures (heure indienne) le 17 décembre.

568. Le représentant de l'Arabie Saoudite a dit qu'il espérait qu'il n'était pas trop tard pour que l'Inde, le Pakistan et des représentants d'autres pays d'Asie se réunissent dans un pays d'Asie désigné à cet effet et recherchent une solution réaliste.

569. Au commencement de la 1617^e séance, le 16 décembre, le représentant de l'URSS a dit que, compte tenu de la décision de l'Inde de cesser le feu tant sur le front oriental que sur le front occidental, les projets de résolution présentés auparavant avaient perdu leur raison d'être. Il a retiré le projet de résolution de l'URSS publié sous la cote S/10457 et a présenté un nouveau projet de résolution (S/10458) qui, a-t-il dit, contenait les éléments que l'URSS considérait comme utiles. Le texte en était ainsi conçu :

"*Le Conseil de sécurité,*

"Aux fins du rétablissement de la paix dans le sous-continent indo-pakistanaï,

"1. *Se félicite* de l'arrêt des hostilités au Pakistan oriental et exprime l'espoir que l'état de cessez-le-feu sera observé par les deux parties, ce qui garantirait un transfert immédiat et sans entrave des pouvoirs aux représentants légitimes de la population élus en décembre 1970 et un règlement adéquat des problèmes liés au conflit dans cette zone;

"2. *Demande* un cessez-le-feu immédiat et l'arrêt de toutes les autres hostilités tout le long de la frontière entre l'Inde et le Pakistan occidental et le long de la ligne du cessez-le-feu de 1965 dans le Jammu et Cachemire. Accueillant avec satisfaction, à cet égard, la déclaration du Gouvernement indien concernant sa décision de cesser le feu unilatéralement et de mettre fin à toutes les autres opérations militaires dans cette zone à compter du 17 décembre 1971 à 14 h 30 TU, il demande instamment au Gouvernement pakistanais de prendre sans tarder une décision analogue;

"3. *Demande* à tous les Etats Membres de l'ONU de contribuer par tous les moyens à l'arrêt des hostilités dans les meilleurs délais et de s'abstenir de toutes mesures pouvant entraver la normalisation de la situation dans le sous-continent indo-pakistanaï."

570. Le représentant des Etats Unis d'Amérique a présenté un nouveau projet de résolution au nom du

Japon et des Etats-Unis (S/10459), qu'il a modifié par la suite. Le texte révisé (S/10459/Rev.1) était ainsi conçu :

"Le Conseil de sécurité,

"Gravement préoccupé par la situation dans le sous-continent indo-pakistanaï qui constitue une menace immédiate à la paix et à la sécurité internationales,

"Prenant note de la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale en date du 7 décembre 1971,

"Prenant acte de la déclaration faite à la 1617^e séance du Conseil de sécurité par le Ministre des affaires étrangères de l'Inde, selon laquelle son pays ne nourrit pas d'ambitions territoriales,

"1. Exige qu'un cessez-le-feu immédiat et durable et la cessation de toutes les hostilités dans toutes les zones du conflit soient observés rigoureusement et demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'aient lieu des opérations de désengagement conduisant au retrait des forces armées de tous les territoires occupés;

"2. Demande à tous les Etats Membres de s'abstenir de toute action pouvant aggraver la situation dans le sous-continent ou mettre en danger la paix internationale;

"3. Demande à tous les intéressés de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sauvegarde des vies humaines et le respect des Conventions de Genève de 1949 et d'appliquer pleinement les dispositions de ces instruments concernant la protection des blessés et des malades, des prisonniers de guerre et de la population civile;

"4. Demande à la communauté internationale de prêter son assistance pour soulager les souffrances des réfugiés et leur permettre de retrouver des conditions de vie normales et de rentrer en toute sécurité et dignité dans leurs foyers, ainsi que de coopérer pleinement avec le Secrétaire général à cette fin;

"5. Invite le Secrétaire général à nommer un représentant spécial chargé de prêter ses bons offices, en particulier pour la solution des problèmes humanitaires;

"6. Prie le Secrétaire général de le tenir rapidement et régulièrement informé de l'application de la présente résolution;

"7. Décide de continuer à examiner les autres mesures à prendre en vue de rétablir la paix dans la région tout entière."

571. Par une lettre datée du 16 décembre adressée au Secrétaire général (S/10460), le représentant de la République arabe libyenne a fait part de la profonde inquiétude que son gouvernement ressentait devant l'effusion de sang et les destructions qui, disait-il, avaient été causées par l'agression lancée par l'Inde contre le Pakistan avec l'appui de l'URSS.

572. Par une lettre datée du 16 décembre adressée au Secrétaire général (S/10461), le représentant de la Chine a transmis le texte d'une déclaration de même date de son gouvernement, où celui-ci rappelait l'opinion de la Chine sur le conflit entre l'Inde et le Pakistan.

573. Par une lettre datée du 16 décembre adressée au Secrétaire général (S/10463/Rev.1), le représentant de l'URSS a transmis le texte d'une déclaration de même date du Ministre des affaires étrangères soviétique rappelant les vues de l'Union soviétique et de-

mandant le rétablissement rapide de la paix dans le sous-continent.

574. Au début de la 1621^e séance, le 21 décembre, le Président a présenté et mis aux voix un projet de résolution (S/10465) parrainé par l'Argentine, le Burundi, le Japon, le Nicaragua, la Sierra Leone et la Somalie, dont le texte avait été adopté après des consultations intensives avec les parties intéressées et représentait un compromis entre les nombreux projets de résolution qui avaient été présentés au Conseil. Il était conçu comme suit :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la grave situation dans le sous-continent, qui continue de poser une menace à la paix et à la sécurité internationales,

"Prenant acte de la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale, en date du 7 décembre 1971,

"Prenant acte de la réponse du Gouvernement pakistanais, en date du 9 décembre 1971,

"Prenant acte de la réponse du Gouvernement indien, en date du 12 décembre 1971,

"Ayant entendu les déclarations du Vice-Premier Ministre du Pakistan et du Ministre des affaires extérieures de l'Inde,

"Prenant également acte de la déclaration faite à la 1616^e séance du Conseil de sécurité par le Ministre des affaires extérieures de l'Inde contenant une déclaration unilatérale de cessez-le-feu sur le théâtre occidental des opérations,

"Prenant acte de l'acceptation par le Pakistan du cessez-le-feu sur le théâtre occidental des opérations avec effet au 17 décembre 1971,

"Notant que, en conséquence, un cessez-le-feu et l'arrêt des hostilités sont en vigueur,

"1. Exige qu'un cessez-le-feu durable et l'arrêt de toutes les hostilités dans toutes les zones du conflit soient strictement observés et restent en vigueur jusqu'à ce qu'intervienne, dès que possible, le retrait de toutes les forces armées sur leur territoire respectif et sur des positions qui respectent pleinement la ligne du cessez-le-feu au Jammu et Cachemire, contrôlée par le Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan;

"2. Demande à tous les Etats Membres de s'abstenir de toute action qui pourrait aggraver la situation dans le sous-continent ou mettre en danger la paix internationale;

"3. Demande à tous les intéressés de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sauvegarde des vies humaines et le respect des Conventions de Genève de 1949 et d'appliquer pleinement les dispositions de ces instruments concernant la protection des blessés et des malades, des prisonniers de guerre et de la population civile;

"4. Demande à la communauté internationale de prêter son assistance pour soulager les souffrances des réfugiés et leur permettre de retrouver des conditions de vie normales et de rentrer en toute sécurité et dignité dans leurs foyers, et de coopérer pleinement avec le Secrétaire général à cet effet;

"5. Autorise le Secrétaire général à désigner, si besoin est, un représentant spécial chargé de prêter ses bons offices pour résoudre les problèmes humanitaires;

"6. *Prie* le Secrétaire général de tenir le Conseil informé sans délai de tout fait nouveau touchant l'application de la présente résolution;

"7. *Décide* de rester saisi de la question et de la garder activement à l'examen."

Décision : *A la 1621^e séance, le 21 décembre 1971, le Conseil de sécurité a adopté le projet de résolution des six puissances (S/10465) par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions (Pologne et Union des Républiques socialistes soviétiques), en tant que résolution 307 (1971).*

575. A la suite du vote, le représentant de la Somalie a fait une déclaration au nom des auteurs pour expliquer certains aspects de la résolution. Il a dit qu'il souhaitait préciser que cette résolution avait été élaborée après des consultations intensives avec les deux parties et que ces dernières avaient souscrit en général à toutes les dispositions du texte. Au paragraphe 1 de la résolution, le Conseil exigeait de l'Inde et du Pakistan non seulement une stricte observation d'un cessez-le-feu et l'arrêt de toutes les hostilités dans les zones du conflit, mais aussi le retrait de toutes leurs forces armées sur leur territoire respectif. Sur le théâtre oriental des opérations, puisque les combats avaient cessé, les forces armées étrangères devaient être complètement retirées, aussitôt que possible. Sur le théâtre occidental des opérations, la résolution qui venait d'être adoptée exigeait que l'on amorçât le processus de désengagement, ce qui devrait amener sans délai le retrait des forces armées des deux parties. En résumé, les auteurs souhaitaient que les dispositions du projet de résolution relatives au retrait de toutes les forces armées soient interprétées dans ce contexte. Les auteurs de la résolution avaient noté la déclaration du Gouvernement indien qui avait dit n'avoir pas d'ambitions territoriales. Pour l'application de la résolution, les auteurs estimaient que les parties pourraient conclure les arrangements ou ajustements mutuellement acceptables qu'elles jugeraient nécessaires.

576. Expliquant son vote, le représentant de la République arabe syrienne s'est déclaré très heureux qu'on fût parvenu à un règlement à l'amiable mais a précisé qu'il n'avait voté pour le projet de résolution qu'avec de sérieuses réserves, particulièrement en ce qui concerne le paragraphe 1 du dispositif, parce que le retrait avait été prévu dans un avenir incertain.

577. Le représentant de la Chine a dit que, bien qu'il ait voté pour le projet de résolution, il n'en était pas du tout satisfait, parce que ce projet ne condamnait pas l'agression ouverte commise contre un Etat souverain par l'Inde aux visées expansionnistes, avec l'appui du Gouvernement soviétique, ni le démembrement qui en était résulté. Il a ajouté que la chute de Dacca n'était en aucune façon un prétendu "jalon" sur la route victorieuse des agresseurs mais un point de départ d'où ils iraient à leur défaite. L'occupation militaire du Pakistan oriental entraînerait un désordre et une insécurité plus graves dans le sous-continent sud-asiatique. Les agresseurs goûteraient certainement les fruits amers de leur propre entreprise et seraient condamnés par l'histoire.

578. Le représentant du Japon a exprimé sa satisfaction de ce que le Conseil ait pu se mettre d'accord sur une résolution qui avait de bonnes chances d'ouvrir la voie à une paix durable.

579. Le représentant de la Pologne a dit qu'il s'était abstenu lors du vote, parce que le deuxième alinéa du

préambule de la résolution mentionnait la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale.

580. Le représentant de l'Italie s'est félicité de la résolution, qu'il jugeait représenter un progrès positif; toutefois elle ne constituait qu'une première étape et le Conseil devrait examiner à nouveau la question ultérieurement.

581. Le représentant de l'Argentine a dit que la résolution, encore qu'elle ne fût qu'un compromis, représentait une étape positive.

582. Le représentant de la France a déclaré qu'il avait approuvé la résolution parce qu'elle était importante pour l'avenir. Il regrettait toutefois qu'elle eût été adoptée aussi tardivement.

583. Le représentant du Burundi a dit que sa délégation avait soutenu la résolution afin de jouer un rôle dans les efforts de conciliation entre l'Inde et le Pakistan.

584. Le représentant du Royaume-Uni a exprimé sa satisfaction de ce que le Conseil ait pu adopter une résolution principalement orientée vers l'avenir.

585. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que, même si cette résolution n'était pas parfaite, le Conseil n'était du moins pas resté inactif et avait pris position sur les problèmes importants du cessez-le-feu, du retrait des forces armées et de la sauvegarde des vies humaines.

586. Le représentant de l'URSS a dit que la résolution contenait des dispositions que sa délégation ne pouvait pas approuver; en particulier elle ne pouvait accepter que l'on mentionnât, au deuxième alinéa du préambule, la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale qui avait été votée le 7 décembre. Par conséquent, la délégation soviétique s'était abstenue lors du vote, encore qu'elle reconnût les aspects positifs de certaines dispositions figurant dans la résolution qui venait d'être adoptée. Le représentant de l'URSS a constaté que le monde entier avait été horrifié par la tragédie et les souffrances du Pakistan oriental, la mort de centaines de milliers de personnes, l'exode sans précédent de 10 millions d'habitants. Tous les membres du Conseil de sécurité, à l'exception d'un seul, ont mentionné cette tragédie. Un seul membre permanent du Conseil de sécurité, le Gouvernement de Pékin, est demeuré aveugle et sourd devant cette tragédie. Il s'est engagé sur la voie de l'appui inconditionnel, de la tyrannie, de la terreur et de la violence. Pékin n'a pas condamné les auteurs de ces méfaits, ni exprimé sa compassion pour les victimes; la dernière déclaration que le représentant de la Chine a faite au Conseil pousse et oriente à nouveau la péninsule indienne vers une aggravation de la situation.

587. Le représentant du Nicaragua a dit que sa délégation avait parrainé la résolution en question parce qu'elle était satisfaisante pour les deux parties directement intéressées.

588. Le représentant de la Belgique a dit que sa délégation avait voté pour le projet de résolution afin de témoigner de son intérêt pour une solution rapide et pacifique; toutefois, elle ne dissimulait pas sa déception devant l'inactivité et la paralysie dont le Conseil avait été atteint précédemment. Il conviendrait d'étudier les moyens de rétablir l'autorité du Conseil et d'accroître son efficacité.

589. Le représentant de la Somalie a dit que la décision prise par le Conseil au sujet de la résolution lui était une source de grande satisfaction mais qu'il

regrettait que le Conseil n'eût pas agi plus tôt. Il s'inquiétait aussi des actes de représailles et de vengeance signalés; s'ils ne cessaient pas, le Conseil devrait s'attaquer à ce problème.

590. Le représentant du Pakistan a dit que le fait que le Conseil de sécurité ait finalement adopté une résolution sur la situation dans le sous-continent indo-pakistanaï ne changeait rien au fait plus important qui était que le Conseil n'avait pas pu régler cette situation conformément aux principes de la Charte et qu'il avait même échoué de façon spectaculaire à cet égard. Placé devant une guerre ouverte sur le sous-continent et la perte d'un nombre incalculable de vies humaines, par suite de l'agression ouverte lancée contre le Pakistan, le Conseil n'avait rien pu empêcher ni arrêter par suite de l'emploi arbitraire du veto par l'un des membres permanents. Certes, il ne convenait pas de s'efforcer de modifier l'esprit de la résolution qui venait d'être adoptée, mais le représentant du Pakistan souhaitait signaler quelles étaient les dispositions de la résolution qui régissaient l'attitude de son gouvernement à son égard. En premier lieu, la résolution avait été adoptée par le Conseil dans l'exercice des pouvoirs qui lui étaient confiés aux termes du Chapitre VII de la Charte. Deuxièmement, elle ne pouvait être dissociée de la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale. Troisièmement, le mot "territoire", au paragraphe 1, ne pouvait désigner que les territoires nationaux tels qu'ils existaient lors de la création de l'Etat pakistanaï en 1947. Le paragraphe 1 signifiait que les forces armées de l'Inde devaient se retirer du Pakistan et retourner sur le territoire indien, tant à l'est qu'à l'ouest. Quatrièmement, la ligne du cessez-le-feu au Jammu et Cachemire était la ligne établie par l'Accord de Karachi du 27 juillet 1949, auquel les Gouvernements de l'Inde et du Pakistan et l'ONU étaient parties et qui avait été conclu dans le cadre des dispositions de la partie I de la résolution de la Commission des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan en date du 13 août 1948. Cinquièmement, c'était particulièrement à l'Inde, dont les forces armées occupaient la partie orientale du Pakistan, qu'il incombait d'observer les Conventions de Genève de 1949. Sixièmement, la désignation d'un représentant spécial du Secrétaire général chargé de prêter ses bons offices pour résoudre les problèmes humanitaires ne dépendait pas de l'accord des parties. Septièmement, la délégation pakistanaïe attachait l'importance qu'il méritait au paragraphe 7 et espérait que le Conseil ferait comme il disait et ne relèguerait pas la situation dans l'oubli. En outre, le Pakistan considérait qu'il serait absolument faux d'interpréter les explications du représentant de la Somalie comme établissant une distinction juridique quelconque entre le retrait des forces armées de l'Inde et du Pakistan sur le théâtre oriental et sur le théâtre occidental. Enfin, la résolution ne représentait pas en fait un règlement à l'amiable du conflit. Elle dénotait seulement un accord sur les principes du cessez-le-feu et du retrait des forces armées. Elle ne réglait pas les problèmes fondamentaux créés par l'agression indienne et ses auteurs ne se montraient pas conscients des conséquences de cette agression pour le Pakistan et le monde. Il ne pouvait pas y avoir de paix réelle entre l'Inde et le Pakistan tant que les forces armées indiennes ne se seraient pas retirées à la fois du Pakistan oriental et du Pakistan occidental et qu'un règlement équitable du problème du Jammu et Cachemire ne serait pas intervenu, con-

formément aux aspirations de la population de cet Etat.

591. Le Ministre des affaires extérieures de l'Inde a dit que sa délégation doutait qu'il soit pertinent de mentionner la résolution 2793 (XXVI) de l'Assemblée générale dans la résolution adoptée. L'Inde était disposée à négocier pour régler le retrait des forces armées et les autres problèmes. L'existence du Bangladesh et du Gouvernement du Bangladesh ne pouvait être méconnue. Les forces armées indiennes se retireraient du Bangladesh dès que cela serait possible, mais leur présence au Bangladesh était nécessaire pour protéger les troupes pakistanaïes qui s'étaient rendues et pour empêcher des représailles et autres risques du même ordre. Le Pakistan n'avait plus le droit de garder des troupes au Bangladesh et si le Pakistan s'efforçait d'entrer au Bangladesh par la force, cela créerait une menace pour la paix et la sécurité et compromettrait une fois de plus la paix et la stabilité. En ce qui concerne le théâtre occidental des opérations, la frontière internationale entre l'Inde et le Pakistan était bien définie mais certaines zones de l'Inde et du Pakistan étaient aux mains des forces opposées. L'Inde acceptait le principe du retrait des forces armées et souhaitait négocier et régler la question avec le Pakistan dès que possible. L'Etat du Jammu et Cachemire faisait partie intégrante de l'Inde. Toutefois, afin d'éviter les effusions de sang, l'Inde avait respecté la ligne du cessez-le-feu surveillée par le Groupe d'observateurs militaires de l'ONU. Il était nécessaire de procéder à des modifications de la ligne du cessez-le-feu, sujet que l'Inde débattrait et réglerait avec le Pakistan. L'Inde n'avait pas d'ambitions territoriales et aimerait entendre une déclaration du même ordre de la part du Pakistan.

592. Le représentant du Pakistan a rejeté de façon catégorique l'affirmation du représentant de l'Inde selon laquelle le Pakistan n'avait pas le droit de garder des troupes dans le soi-disant Bangladesh. Le Pakistan oriental faisait partie intégrante du territoire du Pakistan et le statut juridique et les droits inaliénables de la population du Pakistan ne pouvaient être modifiés de quelque manière que ce fût par un acte d'agression et d'occupation militaire. Le retrait des forces armées d'occupation ne pouvait dépendre de négociations. C'était seulement après ce retrait que les négociations pourraient réellement avoir lieu. Quant à la déclaration du représentant de l'Inde au sujet des ambitions territoriales, le Pakistan n'avait pas de revendications territoriales à l'égard du territoire indien mais considérait le Jammu et Cachemire comme un territoire contesté dont l'avenir devait être réglé par un accord conclu sous l'égide du Conseil de sécurité.

E. — RAPPORTS ET COMMUNICATIONS REÇUS ENTRE LE 21 DÉCEMBRE 1971 ET LE 15 JUIN 1972

593. Le 21 décembre (S/10466), le Secrétaire général a rendu compte de l'application de la résolution 2790 (XXVI) de l'Assemblée générale sous le rapport de l'application de la résolution 307 (1971) du Conseil de sécurité. Il a exposé les faits pertinents survenus au Pakistan oriental et les efforts humanitaires que l'ONU y accomplissait.

594. Dans un rapport en date du 22 décembre (S/10467), le Secrétaire général, conformément aux dispositions des paragraphes 1 et 6 de la résolution 307 (1971) du Conseil de sécurité, a exposé les renseignements récents reçus du chef du Groupe d'obser-

vateurs militaires des Nations Unies pour l'Inde et le Pakistan et il a souligné qu'il n'était pas en mesure de faire rapport au Conseil sur les autres zones visées par le paragraphe 1 parce que l'ONU n'avait pas de dispositif d'observation militaire dans d'autres parties du sous-continent. Dans les rapports ultérieurs de la même série publiés le 29 décembre 1971, le 4 janvier, le 29 janvier et le 12 mai 1972 (S/10467/Add.1 à 4), il a fourni d'autres détails reçus du Groupe d'observateurs militaires. En ce qui concerne ce Groupe, dans une lettre datée du 24 avril 1972 (S/10620 et Corr.1), le représentant par intérim du Pakistan a accusé l'Inde de ne pas laisser le Groupe s'acquitter de ses fonctions.

595. Par une lettre datée du 21 décembre 1971 (S/10468), le représentant du Pakistan a transmis au Secrétaire général le texte d'une lettre de son président contenant le texte d'un appel lancé par lui pour que des démarches soient tentées auprès de l'Inde afin de la convaincre de mettre fin aux tueries et aux atrocités au Pakistan oriental.

596. Dans une série de lettres dont la première était datée du 23 décembre 1971 (S/10472), le représentant du Pakistan a présenté au Secrétaire général des plaintes concernant divers types de violations du cessez-le-feu commises par les forces armées de l'Inde. Les lettres ultérieures sur le même sujet portaient les dates suivantes : 18 janvier (S/10516); 24 janvier (S/10524); 21 janvier (S/10529); 23 février (S/10545); 28 février (S/10555); 13 mars (S/10566); 15 mars (S/10567); 21 mars (S/10572); 25 mars (S/10575); 31 mars (S/10588); 27 avril (S/10623); 8 mai (S/10636); 18 mai (S/10655); 30 mai (S/10669); et 6 juin 1972 (S/10685).

597. Le 25 décembre 1971 (S/10473), le Secrétaire général a signalé qu'en application du paragraphe 5 de la résolution 307 (1971) du Conseil de sécurité il avait désigné M. Vittorio Winspeare-Guicciardi comme son représentant spécial et lui avait demandé de se rendre dans le sous-continent immédiatement. Par des rapports en date du 17 janvier (S/10512) et du 26 février 1972 (S/10512/Add.1/Corr.1), le Secrétaire général a informé le Conseil des activités du représentant spécial. Dans une lettre datée du 24 mars (S/10576), le représentant du Pakistan a apporté certaines modifications à la déclaration attribuée au Président du Pakistan dans le rapport du représentant spécial (S/10512/Add.1/Corr.1).

598. Dans des lettres datées du 24 décembre (S/10474) et du 28 décembre 1971 (S/10476), le représentant de la Chine a demandé que l'ONU prenne des mesures pour empêcher les troupes de l'Inde et les rebelles du Pakistan oriental de violer la résolution 307 (1971) du Conseil de sécurité en persécutant et en massacrant la population au Pakistan oriental.

599. Par une lettre datée du 27 décembre 1971 (S/10475), le représentant du Pakistan a transmis la réponse de son secrétaire des affaires étrangères à une lettre du Secrétaire général datée du 22 décembre transmettant le texte de la résolution 307 (1971) du Conseil de sécurité. Le Pakistan se félicitait de la résolution, mais soulignait que seul l'arrêt de l'agression indienne rétablirait la paix et la stabilité dans le sous-continent.

600. Par des notes verbales datées du 15 décembre (S/10485) et du 16 décembre 1971 (S/10486)

qui étaient adressées au Secrétaire général mais qui avaient été distribuées avec du retard, le représentant du Pakistan s'est plaint de certains "aspects déplora-bles" des actes commis par l'Inde contre le Pakistan. La première note accusait l'Inde de troubler les opérations de secours de l'ONU au Pakistan oriental et la seconde de bombarder les populations civiles.

601. Dans une lettre datée du 30 décembre 1971 adressée au Secrétaire général (S/10487), le représentant du Pakistan a signalé que son président avait entamé des entretiens directs avec le cheikh Mujibur Rahman au sujet d'un règlement politique au Pakistan oriental et il a dit que le Gouvernement pakistanais considérerait comme un acte hostile tout acte qui préjugerait l'issue de ces négociations ou leur nuirait.

602. Par une série de lettres dont la première était datée du 30 décembre 1971 (S/10488), le représentant de l'Inde a soumis au Secrétaire général des plaintes concernant diverses violations du cessez-le-feu commises par les forces armées pakistanaises. Les autres lettres de cette série étaient datées du 3 janvier (S/10493), du 7 janvier (S/10497) et du 12 janvier 1972 (S/10506).

603. Par une lettre datée du 31 décembre 1971 (S/10490), le représentant du Pakistan a fait part au Secrétaire général de l'inquiétude de son gouvernement devant les déclarations officielles de l'Inde rapportées par la presse et selon lesquelles on envisagerait un procès de hautes personnalités officielles gouvernementales et civiles du Pakistan oriental et des prisonniers de guerre par les "autorités du Bangladesh". Le représentant du Pakistan a demandé que l'ONU prenne des mesures à ce sujet.

604. Par une lettre datée du 10 janvier 1972 adressée au Secrétaire général (S/10501), le représentant de l'Inde a transmis certaines observations supplémentaires de son gouvernement concernant la résolution 307 (1971) du Conseil de sécurité. Sur le théâtre occidental des opérations, l'Inde était disposée à ouvrir des négociations bilatérales avec le Pakistan, et les troupes indiennes seraient retirées du Bangladesh, dès que les deux gouvernements estimerait que cela était possible. L'Inde se conformait aux Conventions de Genève de 1949 et était disposée à coopérer avec le représentant spécial du Secrétaire général.

605. Par une lettre datée du 14 janvier 1972 adressée au Secrétaire général (S/10510), le représentant de l'Inde a répondu aux lettres des 21, 27 et 30 décembre 1971 (S/10468, S/10475 et S/10487, respectivement) adressées au Secrétaire général par le représentant du Pakistan. Il a déclaré que les allégations selon lesquelles des atrocités et des meurtres en masse seraient commis au Bangladesh étaient inexacts et insoutenables. Diverses personnalités officielles de l'ancien régime militaire pakistanais au Bangladesh avaient, d'après les déclarations du Gouvernement du Bangladesh, commis des actes de répression, de brutalité et de génocide et seraient jugées dans les formes prescrites par la loi. Ces personnes n'avaient par le droit de bénéficier de l'immunité octroyée aux représentants du Comité international de la Croix-Rouge ou aux zones neutres organisées sous les auspices des Nations Unies ou prévue par les Conventions de Genève. Le Gouvernement du Bangladesh contrôlait effectivement l'ensemble du territoire

du Bangladesh et les forces indiennes se trouvaient au Bangladesh à la demande de ce gouvernement.

606. Dans une lettre datée du 24 janvier 1972 (S/10525), le représentant du Pakistan a demandé au Président de réunir d'urgence le Conseil pour examiner les violations du cessez-le-feu commises par l'Inde et la nécessité de poster sur le terrain des observateurs de l'ONU pour assurer l'application de la résolution 307 (1971).

607. Dans des rapports datés du 15 février (S/10539), du 28 avril (S/10539/Add.1/parties I et II) et du 31 mai 1972 (S/10539/Add.2), le Secrétaire général a continué à fournir des renseignements conformément à la résolution 307 (1971) du Conseil de sécurité et à la résolution 2790 (XXVI) de l'Assemblée générale concernant les efforts de secours de l'ONU en Inde et au Bangladesh.

608. Par une lettre datée du 8 mars (S/10558), le représentant de l'Inde a transmis le texte d'une déclaration faite le 14 février par le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh, ajoutant qu'à cette date 51 Etats avaient reconnu le Bangladesh. La déclaration attaquait comme mensongère la lettre datée du 30 décembre 1971 adressée au Secrétaire général par le représentant du Pakistan (S/10487).

609. Par une lettre datée du 10 mars 1972 (S/10560 et Corr.1), le représentant du Pakistan a présenté au Secrétaire général une plainte concernant une attaque menée par des gardes indiens contre des prisonniers de guerre pakistanais et qui, a-t-il déclaré, était une conséquence du fait que ces prisonniers continuaient à être détenus illégalement par l'Inde, en vue de contraindre le Pakistan. L'Inde avait obtenu du Pakistan la libération de ses propres prisonniers et utilisait les prisonniers pakistanais à des fins politiques en violation de l'article 188 de la Troisième Convention de Genève. Le représentant du Pakistan a présenté des plaintes similaires concernant les mauvais traitements infligés à des prisonniers de guerre pakistanais par les autorités indiennes dans des lettres datées du 25 mars (S/10574) et du 27 mars (S/10579). Dans une lettre datée du 5 avril (S/10589), il a prié le Président du Conseil de sécurité d'intervenir auprès de l'Inde pour empêcher toute tentative de la part des autorités du Bangladesh de juger des prisonniers de guerre pakistanais et prévoir leur retour prochain conformément aux Conventions de Genève et à la résolution 307 (1971) du Conseil.

610. Dans des lettres au Secrétaire général datées du 10 mars (S/10562 et Corr.1) et du 30 mars 1972 (S/10581), respectivement, le représentant de l'URSS a demandé que le texte de la Déclaration commune de l'Union soviétique et de la République populaire du Bangladesh (en date du 3 mars) et celui du communiqué commun soviéto-pakistanaï (en date du 19 mars) soient distribués comme documents officiels du Conseil de sécurité.

611. Dans une lettre datée du 15 mai (S/10648), le représentant de l'Inde a demandé que soit distribuée sa lettre du 12 mai au Secrétaire général dans laquelle il se référait à une lettre du 14 février par laquelle l'Inde s'était déclarée disposée à entamer des entretiens directs avec le Pakistan. Le représentant de l'Inde informait le Secrétaire général des progrès réalisés dans la voie de négociations directes entre les deux pays et joignait à sa lettre le texte de la déclaration commune publiée par les deux gouvernements à Rawalpindi le 30 avril. Dans sa lettre, le représentant de l'Inde soulignait en outre que son pays s'était abstenu d'envoyer des listes de violations du cessez-le-feu commises par le Pakistan car il était fermement convaincu que les négociations bilatérales directes étaient le meilleur moyen de parvenir à un règlement des différends dans un esprit de coopération. Le Pakistan avait allégué à maintes reprises que le cessez-le-feu avait été violé, mais sans mentionner le fait que nombre de ces incidents avaient été réglés de manière satisfaisante au cours de rencontres sur le terrain entre les chefs de secteurs locaux.

612. Dans une lettre datée du 5 juin 1972, adressée au Secrétaire général (S/10681), le représentant du Pakistan s'est référé au rapport du 12 mai du Secrétaire général (S/10467/Add.4), ainsi qu'à une lettre du représentant de l'Inde datée du 12 mai (S/10648), et a déclaré qu'il n'y avait pas eu de pourparlers entre les commandants militaires pakistanais et indiens au sujet d'incidents survenus le long de la ligne du cessez-le-feu dans le Jammu et Cachemire. Ce genre d'incidents devrait faire l'objet d'une enquête de la part des observateurs de l'ONU et des pourparlers devraient avoir lieu sous les auspices du Groupe d'observateurs militaires de l'ONU. De l'opinion du Gouvernement pakistanais, le fait d'utiliser le mécanisme du Groupe d'observateurs militaires de l'ONU du côté indien de la ligne du cessez-le-feu contribuerait à empêcher les incidents.

Chapitre 8

QUESTION RELATIVE AUX ILES ABOU MOUSSA, DE LA GRANDE-TUMB ET DE LA PETITE-TUMB

613. Dans une lettre en date du 3 décembre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10409), les représentants de l'Algérie, de l'Irak, de la République arabe libyenne et de la République démocratique populaire du Yémen ont demandé que le Conseil de sécurité se réunisse d'urgence pour examiner la dangereuse situation qui s'était créée dans la région du golfe Arabique en raison de l'occupation le 30 novembre, par les forces armées iraniennes, des îles d'Abou Moussa, de la Grande-Tumb et de la Petite-Tumb.

614. Par une lettre en date du 7 décembre 1971 (S/10434), le représentant de l'Irak a transmis au Secrétaire général le texte d'un télégramme adressé à son gouvernement par le souverain de Ras al-Khaima, daté du 30 novembre, dans lequel le souverain accusait les forces iraniennes d'avoir envahi les deux îles de Tumb, qui constituaient une partie inséparable du territoire de son pays. Le souverain priait l'Irak de prendre des mesures en vue de repousser les agresseurs et de saisir le Conseil de sécurité de la question.

615. A sa 1610^e séance, le 9 décembre, le Conseil de sécurité a inscrit la question à son ordre du jour et le Président, avec l'assentiment du Conseil, a invité sur leur demande les représentants de l'Algérie, de l'Irak, de la République arabe libyenne, de la République démocratique populaire du Yémen, du Koweït, de l'Iran et des Emirats arabes unis à participer au débat sans droit de vote.

616. Ouvrant le débat, le représentant de l'Irak a rappelé le télégramme que son gouvernement avait reçu le 30 novembre du souverain de Ras al-Khaima, dans lequel celui-ci déclarait que les îles de la Grande-Tumb et de la Petite-Tumb avaient été occupées par les forces iraniennes et qu'au cours de la résistance qui avait été opposée à l'invasion, quatre agents de police locaux avaient été tués et deux autres blessés. Le représentant de l'Irak a déclaré que l'invasion avait été effectuée par l'Iran en violation de la Charte et que c'était là non seulement une manifestation de la politique d'expansion de ce pays, mais aussi la preuve de la collusion existant entre l'Iran et le Royaume-Uni. La veille de cette occupation, l'Iran avait également occupé une partie de l'île d'Abou Moussa sous le prétexte qu'un prétendu accord avec le cheikh d'Al-Sharjah, du territoire duquel cette île faisait partie. Bien que l'Iran ait par intermittence revendiqué les îles en question, celles-ci avaient toujours relevé de l'autorité des Arabes. Pour ce qui était de leur importance stratégique, invoquée comme argument par l'Iran, le représentant de l'Irak a fait remarquer que les autres pays riverains du golfe considéraient eux aussi que les îles avaient pour eux, en tant que producteurs de pétrole, une telle importance. De plus, le golfe était le seul débouché sur la pleine mer qu'avait l'Irak pour son commerce. L'Iran ne pouvait donc prétendre être le seul Etat soucieux de la sécurité et de la stabilité de cette région, et ces conditions ne pouvaient être réalisées que par la coopération de tous les Etats en cause. Accusant l'Iran d'essayer d'établir son hégémonie dans la région, le représentant de l'Irak a rappelé que, en 1969, l'Iran avait abrogé unilatéralement le traité qu'il avait conclu en 1937 avec son pays. Quant au Royaume-Uni, alors qu'il était tenu aux termes de différents accords de préserver l'intégrité territoriale des Etats sous régime de traité, il avait renié ses obligations internationales. Le représentant de l'Irak a lancé un appel au Conseil de sécurité afin qu'il prenne les mesures nécessaires pour condamner l'Iran en tant qu'agresseur ainsi que la Grande-Bretagne son collaborateur, et pour assurer le retrait des forces iraniennes des îles.

617. Le représentant du Koweït a rappelé que son pays avait déployé de nombreux efforts pour aider les neuf Emirats de la région du golfe à constituer une fédération, mais que ces efforts avaient été contrariés par l'Iran, qui avait posé comme condition à son acceptation de la fédération sa mainmise sur les îles arabes de la Grande-Tumb, de la Petite-Tumb et d'Abou Moussa. Afin de diminuer les tensions, le Gouvernement du Koweït avait proposé la démilitarisation des îles relevant de la souveraineté des Emirats arabes. Toutefois, l'Iran avait rejeté cette proposition et avait procédé à l'occupation des îles sous prétexte que celles-ci étaient pour lui d'une importance vitale. Le représentant du Koweït a accusé le Royaume-Uni d'avoir manqué à ses responsabilités et a déploré que le Gouvernement britannique n'ait pas répondu à l'appel à l'aide qu'avait lancé le souverain de Ras al-Khaima.

Pour conclure, le représentant du Koweït a demandé que, étant donné cette situation, le Conseil invite instamment l'Iran à retirer immédiatement ses forces des îles arabes.

618. Le représentant de l'Algérie a déclaré que, au moment où l'Iran avait occupé les îles, le Royaume-Uni était encore obligé, aux termes des traités qu'il avait conclus, de protéger ces territoires jusqu'à ce que les Etats en question fussent en mesure de prendre eux-mêmes la défense de leurs intérêts. La question ne pouvait être réglée entre l'Iran et le Royaume-Uni; il fallait qu'une solution soit trouvée par toutes les parties intéressées.

619. Le représentant de la République démocratique populaire du Yémen s'est demandé quels étaient les objectifs à long terme que poursuivait l'Iran en occupant les îles, et a rendu responsable de la récente agression le Royaume-Uni, qui ne s'était pas acquitté de l'obligation qui lui incombait de défendre les territoires jusqu'à la fin de 1971. Le Gouvernement de la République démocratique populaire du Yémen affirmait énergiquement que l'Iran devait se retirer immédiatement des trois îles.

620. Le représentant de l'Iran a rejeté les accusations portées contre son pays comme dénuées de tout fondement et a déclaré que la question relevait essentiellement des affaires intérieures de l'Iran. Depuis les temps les plus reculés, la région était connue sous le nom de "golfe Persique". La politique iranienne avait pour but de créer des conditions de paix et de sécurité telles que les Etats riverains puissent agir ensemble dans un climat d'amitié et de coopération. Le représentant de l'Iran a nié que son pays eût des visées expansionnistes, ajoutant que, comme on avait pu le voir dans le cas de Bahreïn, l'Iran avait pour politique de régler les différends par la négociation. Bien qu'il ne fasse aucun doute que les îles d'Abou Moussa et des Tumb appartiennent à l'Iran, ce pays avait néanmoins essayé de trouver une solution pacifique au problème. Les îles Tumb n'étaient qu'à 17 et 22 milles, respectivement, du continent iranien, alors qu'elles étaient à environ 50 milles de Ras al-Khaima et à des milliers de milles de la Libye, qui, selon certaines informations, avait menacé d'envoyer ses troupes occuper les îles. Devant des menaces de ce genre, l'Iran ne permettrait pas qu'on viole son territoire ni qu'on porte atteinte en aucune façon à ses droits souverains sur les îles.

621. Le représentant du Royaume-Uni a rappelé la décision qu'avait prise son gouvernement, annoncée le 1^{er} mars 1971, de mettre un terme aux traités existant entre le Royaume-Uni et Bahreïn, le Qatar et les sept Etats sous régime de traité, et de retirer les forces britanniques au plus tard à la fin de 1971. Le souci premier du Gouvernement britannique avait été de veiller à ce que la stabilité soit maintenue dans la région par la création d'une fédération des Etats de la Côte sous régime de traité et par le règlement des principaux différends territoriaux qui existaient encore dans cette région. Cette politique avait réussi avec Bahreïn et le Qatar, qui étaient devenus Membres de l'Organisation des Nations Unies, et avec les Emirats arabes unis, qui également venaient d'être admis à l'Organisation. Quant à Abou Moussa, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que le 29 novembre l'Iran et le souverain de Sharjah avaient abouti à un accord qui représentait un compromis raisonnable permettant

de concilier des revendications opposées. Les efforts qu'avait déployés le Gouvernement britannique pour arriver à un règlement négocié en ce qui concerne les îles Tumb s'étaient soldés par un échec. Le Royaume-Uni avait essayé de maintenir l'équilibre entre les revendications divergentes des Etats voisins et les réalités de la situation et, bien que pour tous les problèmes les solutions concertées fussent préférables, le résultat d'ensemble constituait une base raisonnable et acceptable pour la sécurité future de la région.

622. Le représentant de la République arabe libyenne a fait observer que les délibérations passées du Conseil avaient montré que les grandes puissances faisaient tout ce qu'elles voulaient et que les petits Etats restaient toujours impuissants. L'occupation des îles par l'Iran avec la complicité du Royaume-Uni en était un exemple. Aussi, les petits Etats devaient-ils unir leurs efforts pour faire entendre leur voix.

623. Le représentant des Emirats arabes unis a vivement déploré l'action entreprise par l'Iran en occupant par la force les îles du golfe, car une telle action était contraire à la Charte et incompatible avec l'amitié traditionnelle qui unissait les peuples arabes et le peuple iranien. Le représentant des Emirats arabes unis a accusé l'Iran d'avoir rejeté toutes les solutions pacifiques et de n'avoir voulu accepter rien de moins que la souveraineté sur les îles. L'Iran avait même refusé de négocier avec les Emirats arabes unis et essayé d'empêcher la proclamation de l'indépendance de la nouvelle Fédération. Le représentant des Emirats

arabes unis a déclaré que son pays espérait que l'Iran reviendrait sur sa position et accepterait la possibilité de régler la question ainsi qu'il convenait entre voisins.

624. Le représentant de la Somalie, faisant observer que l'histoire était pleine de situations devenues complexes par suite de différends territoriaux non réglés, a déclaré que puisque les parties étaient toutes soucieuses du bien-être des populations de la région, il était essentiel qu'elles règlent leur différend à l'amiable de manière à faire régner dans cette région la paix, la sécurité et la stabilité. Le Conseil devait agir en tout de manière rigoureusement conforme à la Charte lorsqu'il s'agissait de questions aussi délicates, mais de l'avis du représentant de la Somalie il était prématuré à l'heure actuelle qu'il recommande un recours au titre de l'article 36, car des Etats ayant des relations amicales avec les différentes parties avaient engagé des contacts, au niveau gouvernemental en vue de permettre un rapprochement entre celles-ci. Par conséquent, la délégation somalie proposait que le Conseil remette à plus tard l'examen de la question de façon à ménager assez de temps pour que ces efforts de diplomatie discrète puissent donner leurs résultats. Si ces efforts échouaient, le Conseil pourrait alors reprendre l'examen de la plainte.

Décision : *Le Conseil a décidé sans opposition de remettre à plus tard l'examen de la question, afin de ménager assez de temps pour que les efforts soutenus entrepris par de tierces parties puissent donner leurs résultats.*

Chapitre 9

LA QUESTION DE CHYPRE

A. — COMMUNICATIONS ET RAPPORTS REÇUS ENTRE LE 16 JUIN ET LE 13 DÉCEMBRE 1971

625. Dans une lettre datée du 21 juin 1971 adressée au Secrétaire général (S/10230), le représentant de Chypre s'est plaint de déclarations qu'avaient faites récemment de hauts fonctionnaires du Gouvernement turc au sujet de la question de Chypre; ces déclarations étaient une cause d'inquiétude pour son gouvernement et ne sauraient guère contribuer au progrès des entretiens entre les deux communautés.

626. Dans une lettre datée du 24 juin adressée au Secrétaire général (S/10239), le représentant de la Turquie a rejeté les affirmations du représentant de Chypre comme étant inexactes et visant à dénier à la Turquie tout rôle dans les efforts déployés pour trouver une solution pacifique à la question.

627. Le 14 juillet, le Secrétaire général a lancé un appel (S/10268) aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées pour qu'ils versent des contributions volontaires en vue de financer la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre pour la période allant du 16 juin au 15 décembre 1971.

628. Le 30 novembre, le Secrétaire général a présenté au Conseil de sécurité son vingtième rapport (S/10401) sur l'Opération des Nations Unies à Chypre, exposant les faits nouveaux intervenus entre le 20 mai et le 30 novembre 1971. Le Secrétaire général a déclaré dans son rapport que la période consi-

dérée avait été marquée par une détérioration de la situation générale. La tension entre les deux communautés s'était accrue et plusieurs incidents s'étaient produits. La Force des Nations Unies avait réussi jusqu'alors à atténuer les tensions mais sa tâche s'était avérée de plus en plus difficile, et elle n'avait pu réaliser aucun progrès dans les domaines de la liberté de mouvement et de la cessation des affrontements. Le présent malaise était dû aux incertitudes qui caractérisaient les entretiens entre les deux communautés, lesquels avaient débouché sur une impasse. Les bruits qui avaient couru au sujet de la présence du général Grivas dans l'île et la reprise de la campagne en faveur de l'*enosis* avaient encore limité les perspectives de règlement.

629. Le Secrétaire général restait convaincu que le meilleur moyen de parvenir à une solution était de négocier un accord entre les deux communautés sur les aspects constitutionnels du problème de Chypre. Cependant, les entretiens entre les deux communautés étaient parvenus sous leur forme actuelle à une impasse dont on ne pourrait sortir que si l'on prenait un nouveau départ. C'est dans cet esprit que le Secrétaire général, dans un aide-mémoire en date du 18 octobre 1971, avait suggéré à toutes les parties intéressées que son représentant spécial à Chypre participe aux entretiens et que les Gouvernements grec et turc désignent chacun un spécialiste du droit constitutionnel qui participerait aux conversations à titre consultatif. Le Secrétaire général a ajouté que le rôle du représentant

spécial s'inscrirait dans le contexte des bons offices exercés en son nom. Ces suggestions étaient encore activement débattues avec les parties. Le Secrétaire général a émis l'opinion que le Conseil de sécurité devrait aider plus activement les parties dans la recherche d'une solution.

630. S'agissant de la situation financière de la Force des Nations Unies à Chypre, le Secrétaire général s'est déclaré de plus en plus préoccupé par l'absence d'arrangements rationnels et efficaces pour assurer un financement suffisant; le déficit avait atteint 16,4 millions de dollars. Il a réaffirmé les doutes qu'il éprouvait quant au financement de telles opérations au moyen de contributions volontaires. Etant donné la tension qui régnait actuellement à Chypre, le Secrétaire général a recommandé la prolongation du mandat de la Force pour une période de six mois, jusqu'au 15 juin 1972.

B. — EXAMEN DE LA QUESTION AUX 1612^e ET 1613^e SÉANCES (13 DÉCEMBRE 1971)

631. A la 1612^e séance du Conseil de sécurité, le 13 décembre, le rapport du Secrétaire général (S/10401) a été inscrit à l'ordre du jour. Les représentants de Chypre, de la Grèce et de la Turquie ont été invités, sur leur demande, à participer à la discussion, sans droit de vote.

632. Le Président du Conseil a fait savoir qu'à la suite des consultations qui s'étaient déroulées l'accord s'était fait sur le texte du projet de résolution ci-après (S/10441) :

"Le Conseil de sécurité,

"Notant que, selon le rapport du Secrétaire général, en date du 30 novembre 1971, la présence de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre demeure nécessaire dans les circonstances présentes si l'on veut que la paix soit maintenue dans l'île,

"Notant que le Gouvernement chypriote est convenu que, en raison de la situation qui règne dans l'île, il est nécessaire de maintenir la Force des Nations Unies en fonctions au-delà du 15 décembre 1971,

"Notant également la situation qui règne dans l'île, telle qu'elle ressort du rapport,

"1. Réaffirme ses résolutions 186 (1964) du 4 mars, 187 (1964) du 13 mars, 192 (1964) du 20 juin, 193 (1964) du 9 août, 194 (1964) du 25 septembre et 198 (1964) du 18 décembre 1964, 201 (1965) du 19 mars, 206 (1965) du 15 juin, 207 (1965) du 10 août et 219 (1965) du 17 décembre 1965, 220 (1966) du 16 mars, 222 (1966) du 16 juin et 231 (1966) du 15 décembre 1966, 238 (1967) du 19 juin et 244 (1967) du 22 décembre 1967, 247 (1968) du 18 mars, 254 (1968) du 18 juin et 261 (1968) du 10 décembre 1968, 266 (1969) du 10 juin et 274 (1969) du 11 décembre 1969, 281 (1970) du 9 juin et 291 (1970) du 10 décembre 1970, et 293 (1971) du 26 mai 1971, ainsi que les consensus exprimés par le Président à la 1143^e séance, le 11 août 1964, et à la 1833^e séance, le 25 novembre 1967;

"2. Prie instamment les parties intéressées de faire preuve de la plus grande modération et de poursuivre de manière accélérée et résolue leurs efforts concertés en vue d'atteindre les objectifs du

Conseil de sécurité, en mettant à profit de façon constructive le climat et l'occasion propices actuels;

"3. Prolonge à nouveau, d'une période prenant fin le 15 juin 1972, le stationnement à Chypre de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix, qu'il a créée par sa résolution 186 (1964), dans l'espoir que des progrès suffisants dans la voie d'une solution finale auront été accomplis d'ici là pour permettre le retrait de la Force ou une réduction substantielle de son effectif."

Décision : *A la 1612^e séance, le 13 décembre 1971, le Conseil de sécurité a adopté le projet de résolution (S/10441) par 14 voix contre zéro en tant que résolution 305 (1971).*

633. Le représentant de la Chine a dit que la question de Chypre était, fondamentalement parlant, une question héritée du régime colonial et impérialiste. Le Gouvernement chinois avait toujours soutenu que les pays intéressés devraient régler cette question d'une façon raisonnable par la voie de consultations tenues sur un pied d'égalité. Quant à la question de la Force des Nations Unies, le Gouvernement chinois avait toujours soutenu sa propre position fondée sur des principes. C'est pourquoi la délégation chinoise ne participerait pas au vote.

634. Le représentant de Chypre a dit que, dans l'ensemble, l'opération du maintien de la paix à Chypre organisée par le Conseil de sécurité avait été un succès en ce sens qu'elle avait permis d'empêcher la reprise d'un conflit plus important; cependant, elle n'avait pas réussi à établir la paix car, bien que Chypre eût été disposée à accepter le rapport du médiateur, l'autre partie ne l'avait pas accepté. L'Assemblée générale avait adopté au sujet de la question de Chypre une résolution qui n'avait pas été appliquée; les procédures de bons offices du Secrétaire général établies par le Conseil n'avaient pas été utilisées non plus. Chypre avait essayé, au cours des trois dernières années, de résoudre ses problèmes internes dans le cadre des entretiens entre les deux communautés, mais ces entretiens n'avaient donné aucun résultat jusqu'alors car il demeurerait des questions importantes sur lesquelles les parties ne pouvaient se mettre d'accord. Une solution réaliste du problème de Chypre exigeait que des principes fondamentaux touchant à la souveraineté, à l'indépendance et à l'unité de Chypre soient acceptés. Pour faciliter l'application de ces principes, le Secrétaire général avait suggéré que l'on relance les entretiens et que son représentant spécial y participe. Chypre avait exprimé des réserves sur la teneur de ces propositions, et plus précisément sur la question de la participation aux entretiens de spécialistes du droit constitutionnel de Grèce et de Turquie; Chypre était cependant prête à accepter cette initiative en tant que telle car elle désirait explorer tous les moyens permettant de réaliser des progrès. Chypre acceptait également la proposition du Secrétaire général tendant à ce que le Conseil s'engage dans la recherche d'une solution. Si les efforts déployés n'aboutissaient pas, au cours des mois à venir, aux résultats recherchés, Chypre demanderait au Conseil d'agir dans le sens des suggestions faites par le Secrétaire général.

635. Le représentant de la Turquie a déclaré que la communauté turque de Chypre continuait de faire l'objet de pressions et de vivre dans des conditions très difficiles, et qu'elle ne percevait pas sa juste part des revenus de l'Etat. Dans des conditions aussi pré-

caires, les Chypriotes turcs ne pouvaient relâcher leur vigilance. Les entretiens entre les deux communautés, a-t-il ajouté, avaient permis d'établir une communication et amené une diminution de la tension. Bien qu'ils n'aient pas donné de résultats concrets, ils offraient quelques raisons d'être optimiste. Le Gouvernement turc était convaincu que la poursuite des contacts des parties avec le Secrétaire général aboutirait à une reprise des entretiens. Selon le représentant de la Turquie, ce pays et la Grèce partageaient également la responsabilité de la recherche de la paix et de la stabilité. Le Gouvernement turc espérait que les parties laisseraient de côté les discussions futiles et s'efforceraient de trouver une solution aux problèmes véritables de sorte que la paix puisse régner bientôt.

636. Le représentant de la Grèce a dit que son gouvernement avait toujours été en faveur d'une solution pacifique. Il avait par conséquent accepté les propositions faites par le Secrétaire général dans l'espoir qu'une nouvelle étape des entretiens pourrait s'ouvrir rapidement. Son gouvernement appuyait également les propositions présentées par M. Clerides, qui pourraient constituer la base d'un accord concernant l'administration locale.

637. Le représentant de la Belgique a déclaré que le rapport du Secrétaire général reflétait les inquiétudes ressenties devant la détérioration de la situation à Chypre; la délégation belge avait cependant pleine confiance dans la capacité de la Force des Nations Unies à Chypre de maintenir le calme dans l'île. S'agissant des suggestions formulées par le Secrétaire général, le représentant de la Belgique a estimé que l'action du représentant spécial pourrait, à ce stade, contribuer plus efficacement à une reprise des entretiens qu'une nouvelle initiative du Conseil. Il s'est déclaré convaincu que la présence du représentant spécial offrirait une base réaliste pour que les consultations puissent aboutir à une solution acceptable pour les parties intéressées. La Belgique verserait à nouveau une contribution volontaire en vue de couvrir les dépenses de fonctionnement de la Force.

638. Le représentant du Japon a déclaré que sa délégation appuyait la prolongation du mandat de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, mais avec une certaine réticence en raison des critiques justifiées que suscitait sa prolongation apparemment indéfinie. Il s'est félicité des initiatives du Secrétaire général, dont il y avait lieu d'espérer qu'elles donneraient un nouvel élan à la conduite future des entretiens entre les deux communautés. Le représentant du Japon a formulé l'espoir que l'on trouverait une solution dans un esprit de compromis afin que les effectifs de la Force puissent être réduits.

639. Le représentant du Burundi a déclaré que sa délégation était convaincue que les deux communautés oeuvreraient de concert pour réaliser l'unité à Chypre; elle appuyait donc la recherche d'une entité politique que les deux communautés chypriotes pourraient édifier ensemble. S'agissant du rapport du Secrétaire général, le représentant du Burundi a dit qu'il faudrait profiter de l'accalmie actuelle pour mettre au point une solution définitive, qui devait être élaborée et appliquée par les Chypriotes eux-mêmes.

640. Le représentant du Royaume-Uni a fait observer que bien qu'un calme relatif ait été maintenu grâce aux efforts de la Force des Nations Unies à Chypre, la tension s'accroissait entre les deux communautés chypriotes. Ce qui était plus grave encore que

la détérioration de la situation était le fait que les entretiens entre les deux communautés en restaient au point mort. Le Gouvernement britannique continuerait à soutenir la Force des Nations Unies à Chypre, mais cet appui matériel ne saurait être tenu pour acquis ni être considéré comme indéfini. De l'avis du représentant du Royaume-Uni, on pensait de plus en plus qu'il était grand temps d'apporter une solution à ce problème. C'était, a-t-il estimé, dans cet esprit que le Secrétaire général avait suggéré que le Conseil joue un rôle plus actif en aidant les parties à trouver une solution. Néanmoins, il était prématuré pour le Conseil d'entreprendre un tel exercice, les entretiens offrant les meilleures chances de progrès. Il était toutefois essentiel de relancer ces entretiens. La délégation britannique appuyait donc l'initiative du Secrétaire général. Bien que le Royaume-Uni continuât de respecter les traités de 1960, il reconnaissait que, sur certains points, ils ne reflétaient peut-être plus les aspirations de toutes les parties. C'était précisément pour tenir compte des aspects internes que les entretiens entre les deux communautés avaient été amorcés, et c'était là encore une autre raison de les poursuivre.

641. Le représentant de la France a déclaré que l'utilité de la Force des Nations Unies, dans les circonstances qui prévalaient à Chypre, n'était guère discutée, mais que sa présence continue ne devait pas avoir pour effet de cristalliser une situation qui ne satisfaisait personne. Le Secrétaire général avait observé que la situation générale s'était détériorée, et il avait également fait des propositions nouvelles concernant la recherche d'une solution. L'absence de tout progrès dans les entretiens entre les deux communautés s'était accompagnée d'un accroissement des tensions. Le représentant de la France a accueilli favorablement les suggestions du Secrétaire général, qui méritaient l'appui du Conseil. Il a formulé l'espoir que les deux parties offrirait le témoignage de leur bonne volonté, et surtout de leur volonté de parvenir aux compromis et aux accommodements qui permettraient la reprise des pourparlers. Il appartenait évidemment aux parties elle-mêmes de trouver une solution définitive, mais le Conseil devait veiller à ce qu'on ne laisse passer aucune chance de parvenir à un règlement pacifique.

642. Le représentant de l'Italie a noté que le rapport du Secrétaire général, tout en soulignant les difficultés qui entravaient la recherche d'une solution, laissait entrevoir certaines perspectives positives. Il a appuyé les propositions du Secrétaire général et a espéré qu'elles donneraient un nouveau départ aux entretiens entre les deux communautés. Il a cependant mis en garde contre l'éventualité d'une détérioration de la situation si l'on ne prenait pas de mesures de précaution et si aucun progrès n'était réalisé dans la recherche d'une solution. La situation à Chypre devait être réglée de manière à garantir aux parties intéressées le respect de leurs intérêts propres dans le cadre de l'indépendance et de l'unité de l'île.

643. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a dit que la position de son gouvernement sur la question, telle qu'il l'avait déjà exposée, demeurait la même. Le problème devait être réglé par des moyens pacifiques, sur la base du respect de l'indépendance, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de Chypre, et sans aucune ingérence étrangère. Toutes les troupes étrangères devaient être retirées et les bases militaires liquidées. Le représen-

tant de l'Union soviétique pensait, comme le Secrétaire général, que les pourparlers étaient le meilleur moyen de rapprocher les positions divergentes, et que le Conseil lui-même devait participer de façon plus active à la recherche d'une solution. L'opération de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre ne pouvait durer indéfiniment; le moment était venu pour le Conseil d'étudier toutes les possibilités de règlement. C'est avec cette interprétation, et compte tenu également de la position qu'occupent sur cette question les parties intéressées et avant tout le Gouvernement de la République de Chypre, que la délégation de l'URSS ne soulève pas maintenant la question du retrait de la Force des Nations Unies hors du territoire de Chypre. La délégation de l'URSS ne s'est pas opposée à ce que le Conseil de sécurité adopte la décision tendant à prolonger le séjour de la Force des Nations Unies à Chypre jusqu'au 15 juin 1972, étant entendu que cette prolongation serait pleinement conforme aux dispositions de la résolution 186 (1964) et aux décisions subséquentes du Conseil de sécurité sur la question de Chypre, c'est-à-dire à condition que soient maintenus les fonctions actuelles de la Force et son mode de financement actuel, c'est-à-dire que ce dernier soit effectué sur une base volontaire.

644. Le représentant de l'Argentine a fait observer que le rapport du Secrétaire général ne permettait guère au Conseil d'envisager avec optimisme l'évolution de la situation dans l'île; sa délégation était donc favorable à la prolongation du mandat de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre. Le représentant de l'Argentine a ajouté toutefois que le moment était venu pour le Conseil de faire plus que se borner à prolonger la présence de la Force à Chypre. C'est pourquoi il appuyait les propositions formulées par le Secrétaire général.

645. A la 1613^e séance, le 13 décembre, le représentant de la Pologne a dit que sa délégation estimait que la situation ne pouvait être normalisée qu'en reconnaissant pleinement et en respectant l'indépendance et l'intégrité territoriale de Chypre; cette normalisation devait être fondée sur la compréhension mutuelle et l'accord de l'ensemble de la population chypriote, ainsi que sur la cessation de toutes les influences militaires impérialistes. La délégation polonaise espérait vivement que les conversations entre les communautés grecque et turque reprendraient prochainement.

646. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a déclaré que la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre avait joué un rôle inestimable en organisant une opération de maintien de la paix efficace et indispensable. Cependant, les succès enregistrés par la Force ne pouvaient pas se substituer à des progrès vers un règlement. Le représentant des Etats-Unis a regretté la détérioration de la situation et en particulier la tendance à commettre des actes d'agression et à refuser la coopération, apparemment dans le but de modifier le *statu quo*. Les meilleures chances de progrès résidaient dans la relance des conversations entre les deux communautés. La délégation des Etats-Unis se félicitait de la proposition faite par le Secrétaire général à cet égard. Elle faisait appel à toutes les parties pour qu'elles s'efforcent de progresser vers une normalisation des relations entre les deux communautés. S'agissant de la situation financière de la Force des Nations Unies à Chypre, le représentant des Etats-Unis a déclaré que son gouvernement avait

apporté un appui constant à la Force; il a invité instamment les autres Membres de l'Organisation à verser leur part, et il a fait savoir que son gouvernement avait entamé des consultations avec d'autres Etats pour trouver des moyens de résorber le déficit de la Force et de lui donner une base financière saine.

647. Le représentant de la République arabe syrienne a déclaré que l'absence de progrès dans les entretiens entre les deux communautés était due à la complexité des problèmes plutôt qu'à un manque de bonne volonté. Reprendre le dialogue était un devoir impératif; les conditions étaient propices à un rapprochement, et les suggestions du Secrétaire général pourraient faciliter les entretiens.

648. Le représentant du Nicaragua a dit que sa délégation avait voté pour la résolution dans l'espoir que, dans un proche avenir, la situation dans l'île ne nécessiterait plus la présence de la Force. Il a formulé le vœu que les deux côtés poursuivraient leurs entretiens dans un esprit de coopération.

649. Le représentant de la Somalie a estimé que lorsqu'une opération de maintien de la paix prévue pour trois mois avait duré pendant sept ans sans que la paix soit établie, l'heure était plus que venue d'éliminer le besoin de l'opération en question. La délégation somalienne se félicitait donc des suggestions du Secrétaire général tendant à élargir les entretiens entre les deux communautés. Toutefois, il ne convenait pas que le Conseil prenne une nouvelle initiative tant qu'il n'aurait pas été donné une chance de succès aux nouveaux entretiens entre les communautés. Si, après six mois, aucun progrès n'avait été enregistré, le Conseil pourrait alors envisager de nouvelles initiatives. Cependant, quelle que fût la solution retenue, Chypre devait conserver son statut d'Etat indépendant, souverain et unitaire. Pour ce qui était de cet objectif, le Conseil pouvait définir les modalités nécessaires au processus de réconciliation.

650. Le Président, parlant en sa qualité de représentant de la Sierra Leone, a déclaré que même si les efforts de maintien de la paix déployés depuis huit ans n'avaient toujours pas fait entrevoir une solution, il ne fallait pas laisser la situation se détériorer. Il a formulé l'espoir que l'on trouverait de nouveaux moyens de financer des activités de maintien de la paix aussi importantes. La délégation de la Sierra Leone estimait que les conversations entre les deux communautés étaient essentielles à tout progrès, et elle s'inquiétait de leur rupture apparente. Elle lançait donc un appel aux deux parties pour qu'elles reprennent le dialogue.

651. Après des déclarations faites par les représentants de Chypre et de la Turquie dans l'exercice de leur droit de réponse, le Président a lancé, au nom du Conseil, un appel aux parties pour qu'elles se mettent d'accord sur les modalités de la reprise des conversations, conformément aux suggestions formulées par le Secrétaire général.

C. — COMMUNICATIONS ET RAPPORTS REÇUS ENTRE LE 13 DÉCEMBRE 1971 ET LE 15 JUIN 1972

652. Le 18 février 1972, le Secrétaire général a lancé un appel (S/10547) aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées pour qu'ils versent des contributions volontaires en vue de financer la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre pour une nouvelle période allant jusqu'au 15 juin 1972.

653. Le 16 mars, le Secrétaire général a présenté au Conseil un rapport spécial (S/10564) sur les faits récents intervenus à Chypre, qui avait trait à l'importation par le Gouvernement chypriote, en janvier 1972, d'une certaine quantité d'armes, ainsi qu'aux efforts déployés par la Force des Nations Unies pour réduire les tensions qui s'étaient aggravées en conséquence dans l'île. Le Secrétaire général indiquait que les représentants de la Grèce et de la Turquie, ainsi que le Vice-Président de Chypre, M. Kutchuk, lui avaient fait des représentations à ce sujet, à la suite de quoi il avait exprimé son inquiétude au Président de Chypre, l'archevêque Makarios, et lui avait offert l'assistance de l'Organisation des Nations Unies pour résoudre les difficultés causées par cette situation. Le Secrétaire général avait également chargé son représentant spécial d'appeler l'attention du Gouvernement chypriote sur le fait que l'importation d'armes avait créé des difficultés à la Force des Nations Unies. Le 10 mars, le Ministre des affaires étrangères de Chypre et le représentant spécial du Secrétaire général avaient conclu un arrangement prévoyant l'entreposage des armes en lieu sûr et la possibilité pour le Commandant de la Force de les inspecter à tout moment. Le Gouvernement chypriote s'était engagé en outre à ne pas distribuer ces armes ou toutes autres armes importées. Le Secrétaire général informait le Conseil que le 15 mars 1972 le Commandant de la Force avait inspecté les armes au siège de la police chypriote.

654. Le 21 avril, dans un additif à son rapport spécial (S/10564/Add.1), le Secrétaire général a fait savoir que son représentant spécial et le Commandant de la Force avaient poursuivi leurs entretiens avec le président Makarios et M. Kyprianou, ministre des affaires étrangères, et que ces entreprises avaient abouti à un arrangement plus satisfaisant concernant l'entreposage des armes en lieu sûr et leur inspection. Aux termes de cet accord, les armes seraient entreposées dans un espace clos à l'intérieur du périmètre du camp de la Force des Nations Unies à Chypre. Le Secrétaire général a exprimé l'espoir que cet arrangement plus satisfaisant faciliterait la reprise des entretiens entre les deux communautés sur la base de son aide-mémoire du 18 octobre 1971.

655. Le 28 avril, dans un deuxième additif à son rapport spécial (S/10564/Add.2), le Secrétaire général a indiqué que l'arrangement plus satisfaisant concernant l'entreposage et l'inspection des armes était entré en vigueur mais qu'il n'avait pas encore été possible de démonter les détonateurs de certains des explosifs. C'est pourquoi on recherchait une solution de caractère technique qui donne satisfaction sur le plan de la sécurité.

656. Dans une lettre, datée du 1^{er} avril, adressée au Secrétaire général (S/10585), le représentant de Chypre a déclaré que les déclarations qu'avaient faites récemment le Premier Ministre et le Ministre des affaires étrangères de la Turquie concernant la possibilité d'une intervention militaire constituaient une menace à l'intégrité territoriale et à l'indépendance de Chypre et enfreignaient les dispositions des résolutions relatives à Chypre de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Par une lettre datée du 3 avril (S/10586), le représentant de Chypre a transmis au Secrétaire général le texte d'une déclaration faite par le président Makarios à la suite d'une suggestion formulée par le Premier Ministre de la Turquie selon laquelle les communautés chypriotes devraient remettre

à l'Organisation des Nations Unies, aux fins de désarmement, les armes qui étaient en leur possession. Le Président avait déclaré que ces recommandations étaient acceptables pour le Gouvernement chypriote, lequel était disposé à discuter de la réduction des forces armées et du désarmement général par étapes.

657. Dans une lettre, datée du 7 avril, adressée au Secrétaire général (S/10595), le représentant de la Turquie, en réponse à la communication du représentant de Chypre (S/10585), a déclaré qu'un nouvel exemple de la politique négative des Chypriotes grecs avait été donné par l'importation illégale d'armes, laquelle compromettrait non seulement la paix dans l'île mais aussi la reprise des entretiens entre les deux communautés, comme l'avait suggéré le Secrétaire général le 18 octobre 1971.

658. Dans une lettre datée du 15 avril, adressée au Secrétaire général (S/10610), le représentant de Chypre a déclaré, en réponse à la note du représentant de la Turquie (S/10595), que tout Etat indépendant avait le droit d'acquérir des armes pour sa sécurité. Il a rappelé que le président Makarios avait suggéré d'entamer des conversations tendant à un désarmement général par étapes, et a exprimé l'espoir que la reprise des entretiens locaux fournirait l'occasion d'une réconciliation.

659. Dans une autre lettre, datée du 19 avril, adressée au Secrétaire général (S/10613), le représentant de Chypre s'est plaint de ce que M. R. Denktash, interlocuteur chypriote turc dans les conversations entre les deux communautés, ait suggéré dans une entrevue que la Grèce et la Turquie devraient se charger d'assurer la sécurité intérieure à Chypre pendant un certain temps, mesure qui, était-il indiqué dans cette lettre, réduirait à néant les résolutions de l'Organisation des Nations Unies et ferait de Chypre un condominium gréco-turc.

660. Par une lettre datée du 21 avril (S/10618), le représentant de la Turquie a communiqué au Secrétaire général le texte d'un message du Vice-Président de Chypre, M. Kutchuk, dans lequel celui-ci disait que l'importation d'armes avait aggravé la tension dans l'île et avait retardé l'ouverture des entretiens élargis.

661. Dans une lettre datée du 27 avril adressée au Secrétaire général (S/10625), le représentant de Chypre, se référant au message de M. Kutchuk, a dit que l'arrangement conclu entre son gouvernement et la Force au sujet de l'entreposage et de l'inspection des armes avait créé une atmosphère propice à la reprise des entretiens élargis.

662. Dans une lettre datée du 2 mai (S/10629), le représentant de la Turquie a transmis au Secrétaire général le texte d'un autre message du Vice-Président de Chypre dans lequel le représentant de Chypre était accusé d'avoir, dans sa lettre du 19 avril (S/10613), cité la déclaration de M. Denktash hors de son contexte.

663. Dans une lettre datée du 12 mai (S/10650), le représentant de la Turquie a transmis au Secrétaire général le texte d'une lettre du Vice-Président de Chypre relative à la lettre du 15 avril (S/10595) du représentant de Chypre. M. Kutchuk y défendait la validité des accords de Zurich et de Londres et rappelait que ces traités avaient été librement négociés. Les allégations contraires de l'administration chypriote grecque visaient à justifier des tentatives en vue d'abroger la Constitution chypriote. M. Kutchuk

insistait sur l'importance de la question de l'importation illégale d'armes qui, disait-il, étaient destinées à être utilisées contre la communauté chypriote turque.

664. Par une lettre datée du 23 mai (S/10659), le représentant de la Turquie a transmis au Secrétaire général le texte d'une nouvelle lettre du Vice-Président de Chypre faisant réponse à la lettre du 27 avril (S/10625) du représentant de Chypre concernant la proposition de désarmement du président Makarios. M. Kutchuk y affirmait que la proposition, présentée peu après l'importation clandestine d'armes et de matériel de guerre, était une opération de propagande destinée à obtenir en définitive le départ de Chypre du contingent turc. Il ajoutait que, tant que l'administration chypriote grecque ne renoncerait pas à sa politique d'importation d'armes, il n'était pas réaliste de parler de désarmement.

665. Le 26 mai le Secrétaire général a présenté le 21^e rapport (S/10664 et Corr.1) sur l'opération des Nations Unies à Chypre qui portait sur l'évolution de la situation entre le 1^{er} décembre 1971 et le 26 mai 1972. Au sujet des entretiens entre les deux communautés et de ses bons offices, le Secrétaire général indiquait que la dernière rencontre entre les représentants des deux communautés avait eu lieu le 20 septembre 1971. Cependant, lorsque le Conseil de sécurité s'était réuni en décembre 1971, toutes les parties s'étaient déclarées intéressées à une reprise des entretiens sur la base de l'aide-mémoire de son prédécesseur en date du 18 octobre 1971. Le Secrétaire général avait donc poursuivi ses efforts en vue de parvenir à un accord et il avait demandé à ce propos au Secrétaire général adjoint aux affaires politiques spéciales de se rendre à Nicosie, à Athènes et à Ankara. A la suite de ces initiatives, un accord de principe était intervenu sur la reprise des entretiens entre les deux communautés sur la base de l'aide-mémoire du 18 octobre 1971 et suivant une formule proposée par l'ONU et applicable à toutes les parties intéressées. Le début des entretiens avait toutefois été retardé par certains événements dont le Secrétaire général avait rendu compte auparavant au Conseil, mais ces difficultés avaient été aplanies par la suite. Après de nouveaux contacts avec toutes les parties, le Secrétaire général avait soumis, le 18 mai, des exemplaires identiques d'un aide-mémoire aux représentants de Chypre, de la Grèce et de la Turquie et, le lendemain, au Président et au Vice-Président de Chypre et aux interlocuteurs dans les entretiens, M. Clerides et M. Denktash. Dans son aide-mémoire, le Secrétaire général avait lancé un appel à toutes les parties pour qu'elles reprennent les entretiens sans tarder et indiqué qu'il croyait comprendre que le désir de toutes les parties intéressées était que les entretiens se poursuivent sur la base de l'égalité de statut des représentants des deux communautés, qu'ils consistent à rechercher des moyens de résoudre les difficultés rencontrées et qu'ils se limitent à la situation interne de Chypre et aux questions constitutionnelles pertinentes. Après avoir été informé que les parties acceptaient de reprendre les entretiens, le Secrétaire général avait demandé à son représentant spécial de prendre des contacts pour convenir des dispositions pratiques à prendre à ce sujet.

666. Le Secrétaire général faisait, en outre, savoir au Conseil qu'à la suite d'une série d'événements politiques qui avaient considérablement accru la tension à Chypre, il avait été impossible de faire des progrès en ce qui concerne un relâchement de l'hostilité, la

liberté de mouvement, la coopération économique et la reprise rapide des entretiens entre les deux communautés. L'un des principaux facteurs du renforcement de la tension avait été l'importation d'armes par le Gouvernement chypriote au mois de janvier. Cependant, le gouvernement avait accepté que les armes soient stockées sous le contrôle de la Force et les efforts en vue de reprendre les entretiens avaient alors recommencé. Ces événements démontraient une fois de plus combien la situation était instable dans l'île. La méfiance et la suspicion régnaient encore; cependant, les parties n'avaient pas poussé leur désaccord jusqu'au conflit.

667. Le Secrétaire général estimait que l'accord de tous les intéressés en vue d'une reprise des entretiens avait ouvert de nouvelles possibilités de recherche d'un règlement, mais qu'il y avait encore de nombreux obstacles à surmonter. Il espérait que les entretiens se dérouleraient dans l'esprit de la Charte et des résolutions du Conseil et qu'ils aboutiraient à un relâchement de la tension et à une normalisation de la situation générale.

668. Au sujet de la situation financière, le Secrétaire général s'engageait à poursuivre ses efforts en vue d'assurer un financement rationnel de l'opération de maintien de la paix et de combler le déficit. Devant la persistance de la tension, le Secrétaire général recommandait de maintenir la Force à Chypre jusqu'au 15 décembre 1972.

669. Dans un additif à son rapport, publié le 8 juin (S/10664/Add.1), le Secrétaire général a fait savoir au Conseil de sécurité que la réunion d'ouverture marquant la reprise des entretiens selon une formule nouvelle avait eu lieu ce jour-là à Nicosie et qu'il y avait assisté.

D. — EXAMEN DE LA QUESTION PAR LE CONSEIL À SES 1646^e ET 1647^e SÉANCES (15 JUIN 1972)

670. Le rapport du Secrétaire général (S/10664 et Corr.1 et Add.1) a été inscrit à l'ordre du jour du Conseil à la 1646^e séance du Conseil de sécurité, tenue le 15 juin. Les représentants de Chypre, de la Turquie et de la Grèce ont été invités sur leur demande à participer aux débats sans droit de vote.

671. Le Secrétaire général, exposant les résultats de son récent voyage à Chypre, en Grèce et en Turquie, a exprimé l'espoir que lorsque les séances de travail des entretiens commenceraient, en juillet, les interlocuteurs pourraient s'attacher avec détermination et un sentiment d'urgence aux problèmes qui se posaient à eux. Bien que la reprise des entretiens soit un événement encourageant, la situation à Chypre était extrêmement inquiétante. L'absence de contacts entre les deux communautés sur le plan économique et social et la méfiance profonde qu'elles éprouvaient l'une envers l'autre engendraient un climat de tension qui était dangereux, eu égard au nombre important de personnes qui portaient des armes et compte tenu du cadre géo-politique plus large du problème. Cette situation ne pouvait durer; il fallait trouver le moyen d'aider les parties à parvenir à un règlement pacifique, juste et durable. Le Secrétaire général a dit que lors des entretiens qu'il avait eus à Nicosie, Ankara et Athènes avec les gouvernements et les parties en présence, ses interlocuteurs s'étaient montrés disposés à continuer à rechercher une solution pacifique. Il espérait

que le Conseil l'aiderait dans ses efforts en vue de parvenir à cette solution.

672. Le Président a indiqué qu'à la suite de consultations qui avaient eu lieu avant la séance, un accord était intervenu sur le texte du projet de résolution suivant (S/10699) :

"Le Conseil de sécurité,

"Notant que, selon le rapport du Secrétaire général, en date du 26 mai 1972 (S/10664), la présence de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre demeure nécessaire dans les circonstances présentes si l'on veut que la paix soit maintenue dans l'île,

"Notant que le Gouvernement chypriote est convenu que, en raison de la situation qui règne dans l'île, il est nécessaire de maintenir la Force des Nations Unies en fonctions au-delà du 15 juin 1972,

"Notant également la situation qui règne dans l'île, telle qu'elle ressort du rapport,

"1. Réaffirme ses résolutions 186 (1964) du 4 mars, 187 (1964) du 13 mars, 192 (1964) du 20 juin, 193 (1964) du 9 août, 194 (1964) du 25 septembre et 198 (1964) du 18 décembre 1964, 201 (1965) du 19 mars, 206 (1965) du 15 juin, 207 (1965) du 10 août et 219 (1965) du 17 décembre 1965, 220 (1966) du 16 mars, 222 (1966) du 16 juin et 231 (1966) du 15 décembre 1966, 238 (1967) du 19 juin et 244 (1967) du 22 décembre 1967, 247 (1968) du 18 mars, 254 (1968) du 18 juin et 261 (1968) du 10 décembre 1968, 266 (1969) du 10 juin et 274 (1969) du 11 décembre 1969, 281 (1970) du 9 juin et 291 (1970) du 10 décembre 1970, 293 (1971) du 26 mai 1971 et 305 (1971) du 13 décembre 1971, ainsi que les consensus exprimés par le Président à la 1143^e séance, le 11 août 1964, et à la 1383^e séance, le 25 novembre 1967;

"2. Prie instamment les parties intéressées de faire preuve de la plus grande modération et de poursuivre de manière accélérée et résolue leurs efforts concertés en vue d'atteindre les objectifs du Conseil de sécurité, en mettant à profit de façon constructive le climat et l'occasion propices actuels;

"3. Prolonge à nouveau, d'une période prenant fin le 15 décembre 1972, le stationnement à Chypre de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix, qu'il a créée par sa résolution 186 (1964), dans l'espoir que les progrès suffisants dans la voie d'une solution finale auront été accomplis d'ici là pour permettre le retrait de la Force ou une réduction substantielle de son effectif."

Décision : *A la 1646^e séance, le 15 juin 1972, le Conseil de sécurité a adopté le projet de résolution (S/10699) par 14 voix contre zéro, avec une abstention (Chine), en tant que résolution 315 (1972).*

673. Intervenant après le vote, le représentant de Chypre a dit que la visite du Secrétaire général à Nicosie, Ankara et Athènes avait été un geste de sagesse fait en vue d'aplanir les différends et de surmonter les obstacles. Il estimait que la politique consistant à empêcher les deux parties d'avoir des relations commerciales ou des contacts sociaux normaux avait des résultats négatifs et tendait à perpétuer le manque de confiance et d'esprit de conciliation. La reprise des entretiens selon une formule nouvelle ouvrirait des perspectives favorables et le Gouvernement chypriote ferait tout ce qui était en son pouvoir pour assurer

leur succès. Cependant, ces entretiens devaient s'accompagner d'efforts de la part de toutes les parties, qui devaient s'associer pour faire naître un climat de conciliation et de confiance. Le représentant de Chypre a donc insisté sur les progrès à réaliser en matière de coopération économique, de relâchement de l'hostilité et de désengagement militaire. Le Gouvernement chypriote avait pris une série de mesures destinées à pacifier les esprits et s'était montré disposé à appliquer les propositions de la Force en vue d'amener un relâchement de l'hostilité. De plus, le Président de Chypre avait proposé un désarmement des deux parties et la démilitarisation de Chypre. Le représentant chypriote a fait remarquer que si la Force était parvenue à maintenir la paix, cette opération n'allait pas sans difficultés. Il espérait que la reprise des entretiens ouvrirait des possibilités nouvelles en vue d'établir un Etat indépendant et unitaire sur une base solide, compte tenu des intérêts légitimes de tous les intéressés et du bien-être de la population de Chypre dans son ensemble.

674. Le représentant de la Turquie a dit que les entretiens que le Secrétaire général avait eus avec son gouvernement à Ankara sur des questions d'intérêt commun s'étaient déroulés dans une atmosphère constructive. Il a remarqué avec satisfaction que la période couverte par le rapport avait été l'une de celles où les incidents entre les deux communautés avaient été les moins nombreux; cependant, il a déploré l'absence de progrès vers une normalisation de la situation ainsi que le fait que la communauté turque continuait de mener une vie très difficile et de vivre dans le dénuement. C'était parce qu'il était décidé à favoriser une solution pacifique que le Gouvernement turc, avec celui de la Grèce, avait commencé à étudier la possibilité de reprendre les entretiens entre les deux communautés et avait accepté la proposition faite le 18 octobre 1971 par le Secrétaire général. La séance d'ouverture du 8 juin 1972, événement dont il convenait de se féliciter, aurait pu se dérouler quatre mois plus tôt s'il n'y avait pas eu l'importation illégale d'armes dans l'île par l'administration chypriote grecque. Pour difficile que soit le conflit politique à Chypre, des résultats positifs pouvaient être obtenus si toutes les parties abordaient le problème dans un esprit de conciliation et de bonne volonté. Le représentant de la Turquie espérait que Chypre ne serait plus une île où les communautés luttent en ennemis mais deviendrait un modèle de société à deux communautés et a assuré le Conseil de sécurité que son gouvernement n'épargnerait aucun effort pour parvenir à ce but.

675. Le représentant de la Grèce a dit qu'il était encourageant de constater que les deux parties estimaient qu'une solution ne pouvait être atteinte que par la négociation. Le Gouvernement grec avait accepté la mémorandum du Secrétaire général du 18 octobre 1971 demandant qu'un nouvel effort soit fait en vue de résoudre l'aspect constitutionnel du problème et, dans la logique de cette position, la Grèce avait également accepté la proposition faite par le Secrétaire général le 18 mai 1972. Le représentant de la Grèce estimait que l'ouverture de nouvelles négociations était de bon augure et il espérait que le calme qui avait prévalu dans l'île se renforcerait. Le Gouvernement grec ferait une nouvelle contribution pour financer la Force.

676. Le représentant de la Belgique a dit que la Force avait joué un rôle déterminant pour ce qui

était du maintien de l'ordre et que sa mission de pacification avait été particulièrement concluante pendant la dernière période considérée. La délégation belge avait accueilli avec satisfaction deux événements politiques majeurs survenus récemment à Chypre : les arrangements concernant l'entreposage des armes importées et la séance d'ouverture marquant la reprise des entretiens. Le représentant de la Belgique espérait qu'il serait possible d'aboutir à une solution assurant, dans le cadre d'un système constitutionnel, la sécurité des deux communautés. A propos de la situation financière de la Force, il a signalé l'étonnement de son pays devant le fait que seuls 4 membres du Conseil contribuaient à son financement. Pour sa part, la Belgique continuerait à verser une contribution, ce qui ne devait pas être considéré néanmoins comme un geste de routine.

677. Le représentant de la Chine a dit qu'il était regrettable que la question de Chypre soit demeurée sans solution pendant si longtemps. Il estimait que la dissension entre les deux communautés avait été fomentée par les impérialistes et que tout le problème était un héritage de l'ancienne domination coloniale. Il ne pouvait donc être réglé que si les impérialistes cessaient d'intervenir et qu'au moyen de consultations entre les parties intéressées se déroulant sur un pied d'égalité. Au sujet de la Force, la Chine avait une position de principe et s'était donc abstenue lors du vote. Elle soutenait le juste combat mené par la population de Chypre pour maintenir son indépendance et espérait que les deux communautés sauraient résoudre leurs différends dans un esprit d'amitié mutuelle.

678. Le représentant du Royaume-Uni a fait l'éloge des efforts diplomatiques du Secrétaire général, qui avaient amené la reprise des entretiens entre les deux communautés. C'était grâce à beaucoup de travail patient et de compréhension de la part de tous les intéressés que ce résultat avait pu être obtenu. Cependant, la reprise des entretiens n'était pas une fin en soi; de même, la présence de la Force à Chypre ne devait pas se substituer à des efforts visant à faire régner la paix. L'ONU pouvait aider à préserver le calme, mais seules les parties en cause pouvaient parvenir à un règlement durable. Passant à la situation financière, le représentant du Royaume-Uni a indiqué que son gouvernement continuerait à contribuer au financement de la Force. Cependant, le moment était venu où les membres devaient être plus nombreux à contribuer afin de donner une base saine au budget de l'opération.

679. Le représentant du Japon a dit que sa délégation avait voté pour la prolongation du mandat de la Force, mais non sans réticence ni réserves. Malheureusement, la tension entre les deux communautés et les risques d'affrontement avaient persisté et aucun progrès n'avait été fait sur ce point. Cependant, on pouvait trouver des signes encourageants dans le fait que les deux communautés s'étaient montrées disposées à coopérer avec la Force, comme le montrait l'accord sur le contrôle par celle-ci des armes importées. Cependant, l'événement le plus important avait été la reprise des entretiens. Le Japon espérait que ceux-ci donneraient des résultats positifs et que, de ce fait, la Force pourrait être réduite et des économies considérables réalisées. La Force pourrait alors être transformée en un groupe d'observateurs ou en un mécanisme de maintien de la paix de moindre importance.

680. Le représentant de l'Argentine a dit que bien que sa délégation n'ait pas hésité à voter pour la résolution, elle n'en était pas satisfaite, dans la mesure où il n'y avait guère eu de progrès vers un retour à la normale ou vers le règlement du problème. Se réjouissant de la reprise des entretiens entre les deux communautés, il espérait que, le mécanisme de négociations étant en marche, on progresserait vers une solution. Il fallait pour cela de la modération et un esprit constructif, le représentant de l'Argentine espérait que la participation du représentant spécial apporterait aux entretiens la vigueur et le sens de l'urgence qu'exigeait cette entreprise. Un Etat chypriote uni et indépendant constituerait la meilleure garantie pour ses habitants.

681. Le représentant de l'URSS a dit que l'Union soviétique suivait de près l'évolution de la situation à Chypre. A ce propos, il a rappelé que le Président du Présidium du Soviet suprême de l'URSS avait dit à Ankara, le 11 avril 1972, que l'Union soviétique était contre l'enosis et en faveur d'une solution du problème par des moyens pacifiques et sans ingérence extérieure. La délégation soviétique prenait note avec satisfaction de la reprise des entretiens entre les deux communautés et du rôle du Secrétaire général à cet égard. En tant que représentant d'un Etat comptant plus de 100 nationalités et groupes ethniques, organisés en une société fondée sur l'amitié et la fraternité et où toutes les nationalités jouissaient de droits égaux, le représentant de l'URSS a émis l'espoir que l'hostilité entre les Grecs et les Turcs à Chypre pourrait être éliminée et que des conditions propices à l'égalité nationale, au respect mutuel et à la coopération entre les deux communautés seraient créées. Le long maintien de la présence de la Force des Nations Unies dans l'île n'était pas un phénomène normal dans le contexte international actuel. Le Conseil devrait donc étudier la possibilité de régler le problème de Chypre afin de pouvoir retirer la Force de l'île. Cela étant entendu, la délégation russe ne s'était pas opposée à la résolution prolongeant la présence de la Force puisque, encore une fois, cette décision était fondée sur les dispositions de la résolution 186 (1964) du Conseil, en date du 4 mars 1964, et qu'elle maintenait les fonctions actuelles de la Force et son système de financement sur la base de contributions volontaires.

682. A la 1647^e séance, le 15 juin, le représentant de l'Inde a dit que la façon dont les intéressés avaient coopéré avec le Secrétaire général en vue d'une reprise des entretiens était un facteur d'optimisme. Il était encourageant de voir que la situation était restée calme sur le plan militaire et que la coopération s'était renforcée avec la Force pour ce qui était des projets de développement parrainés par l'ONU. L'Inde espérait que ces tendances seraient encore accentuées par la reprise des entretiens. Le moment était venu pour la population de Chypre de rechercher des solutions à ses problèmes dans un esprit de conciliation. L'Inde appuyait l'indépendance et l'intégrité territoriale de Chypre et estimait que des relations harmonieuses entre les deux communautés étaient indispensables pour assurer la paix dans la région.

683. Le représentant de l'Italie a dit que sa délégation avait accueilli avec satisfaction la visite à Chypre du Secrétaire général, grâce à qui les entretiens avaient pu reprendre. Un résultat positif, obtenu grâce à la formule proposée par l'ONU, serait à l'avantage de

la population de Chypre et de tous les pays et ouvrirait la voie au règlement définitif du problème de Chypre. L'importation d'armes avait retardé le processus de normalisation, mais la situation était actuellement stable et l'on pouvait espérer que les parties saisiraient l'occasion d'avoir des entretiens constructifs.

684. Le représentant de la Somalie a dit que sa délégation estimait que le problème de Chypre était un problème intérieur. En recherchant un règlement, il ne fallait pas essayer de modifier le statut de Chypre, Etat indépendant et souverain; il ne devait pas non plus y avoir d'ingérence extérieure. Dans la mesure où la simple adoption d'une résolution tous les six mois ne pourrait résoudre le conflit politique, le Conseil devait trouver des moyens pratiques d'aider les parties à trouver une solution durable, bien que la responsabilité à cet égard appartînt en définitive à la population de Chypre.

685. Le représentant de la Guinée a dit que le problème devait être résolu par des moyens pacifiques, sur la base de l'indépendance et de l'unité nationale. Le Gouvernement guinéen rejetterait toute tentative de violer la souveraineté de Chypre ou de résoudre la question au profit d'intérêts étrangers. Il fallait trouver le moyen de retirer progressivement les troupes étrangères de l'île. Le représentant de la Guinée espérait qu'à la fin du nouveau mandat de six mois il y aurait un changement positif dans la situation.

686. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a félicité le Secrétaire général et les parties aux entretiens entre les deux communautés pour leurs efforts diplomatiques, qui avaient mené à une reprise des entretiens, et il a lancé un appel aux deux parties pour qu'elles fassent tout ce qui était en leur pouvoir pour progresser vers un règlement. Il y avait eu moins d'échanges de coups de feu, mais aucun progrès n'avait été fait vers la normalisation, en particulier pour ce qui était du relâchement de l'hostilité, de la liberté de mouvement, du développement économique et de la réinstallation des personnes déplacées. Le représentant des Etats-Unis espérait que la reprise des entretiens ramènerait la confiance nécessaire pour parvenir à un accord sur des mesures de normalisation. La Force des Nations Unies avait prévenu de nouveaux troubles, mais le Conseil ne pouvait se permettre de prolonger son mandat indéfiniment. Les parties devaient donc progresser rapidement vers un règlement. Le représentant des Etats-Unis regrettait que les prévisions de dépenses touchant la prolongation du mandat de la Force aient augmenté d'environ 400 000 dollars et il espérait qu'une réduction pourrait être opérée, car aucun organisme des Nations Unies ne pouvait se permettre d'être en déficit. La délégation américaine était prête à soutenir les efforts du Secrétaire général en vue de redresser la situation financière.

687. Le représentant du Soudan a dit que Chypre devait être un pays uni et indépendant. La délégation soudanaise s'opposait à toute ingérence dans les affaires de Chypre et espérait que les relations entre les deux communautés seraient renforcées et que les buts des Nations Unies seraient atteints.

688. Le représentant du Panama a souligné que Chypre, en tant que Membre de l'ONU, avait droit à voir son indépendance respectée et que son intégrité et sa souveraineté territoriale ne devaient pas

être diminuées. La description que le Secrétaire général avait faite de la situation préoccupait la délégation panaméenne, qui espérait que la population de Chypre serait bientôt en mesure de jouir des libertés fondamentales auxquelles tous les hommes aspiraient.

689. Le représentant de la France a rappelé que sa délégation avait déjà déclaré que la prolongation du mandat de la Force ne devait pas être considérée comme un rite mais devait s'accompagner d'assurances précises quant à la recherche d'une solution. L'évolution de la situation indiquait que cet appel avait été entendu; il fallait donc se féliciter des efforts faits par les trois gouvernements intéressés et par le Secrétaire général. Passant en revue les événements de la période examinée, le représentant de la France a dit que la recherche d'une solution devait se poursuivre sans délai. Le premier pas avait été fait lorsque les entretiens entre les deux communautés avaient repris à Nicosie, mais tout retard supplémentaire pourrait déclencher une nouvelle crise. Etant donné les responsabilités du Conseil, celui-ci devait s'assurer qu'on ne laissât passer aucune chance de parvenir à un règlement et convaincre les parties de l'importance qu'il attachait à la poursuite des entretiens.

690. Le Président, prenant la parole en sa qualité de représentant de la Yougoslavie, a dit que la présence de la Force avait préservé la paix à Chypre, encore que cette paix soit fragile. Ce n'était pas là une réalisation négligeable. La Yougoslavie avait toujours apporté et continuerait d'apporter son ferme appui à la République de Chypre libre, indépendante, souveraine et non alignée, Membre à part égale de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'à son unité et à son intégrité territoriale. Le Conseil devait continuer à soutenir les efforts faits en vue de parvenir à une normalisation, donc à un règlement définitif du problème. La compréhension mutuelle et l'accord de toute la population de Chypre, de ses deux communautés, et le droit du peuple chypriote à décider de ses propres affaires intérieures, sans pression étrangère, devaient constituer la seule base d'une solution. Le représentant de la Yougoslavie, se félicitant de la reprise des entretiens, a souligné qu'aucun effort ne devait être épargné pour en assurer le succès, succès qui aurait des conséquences heureuses pour toute la région. Il a exprimé l'espoir que la Grèce et la Turquie pourraient également apporter une contribution importante à la solution des problèmes qui se posaient encore à Chypre. La délégation yougoslave pensait que le succès des entretiens permettrait de mettre fin aux fonctions de la Force dans l'île.

691. Le représentant de Chypre, prenant la parole dans l'exercice de son droit de réponse, a dit que Chypre, en tant que Membre de l'Organisation des Nations Unies, avait le droit inaliénable d'assurer sa sécurité nationale. Cependant, lorsque la question de l'importation d'armes s'était posée, le Gouvernement chypriote avait accepté des arrangements satisfaisants adoptés en coopération avec l'ONU. Le représentant de Chypre espérait que son pays constituerait un lien favorisant l'unité entre la Grèce et la Turquie et dans le reste du monde.

692. Le représentant de la Turquie, prenant également la parole dans l'exercice de son droit de réponse, a dit que, comme le représentant de Chypre, il estimait qu'il était urgent de revenir à une situation normale,

et il a souligné que la communauté turque était la principale victime de la situation actuelle. Il s'est dit satisfait de voir que de nombreux membres du Conseil

avaient reconnu l'importance de l'indépendance de Chypre et a reconnu lui aussi que Chypre devait être une passerelle de paix entre la Grèce et la Turquie.

Chapitre 10

EXAMEN DES QUESTIONS RELATIVES A L'AFRIQUE DONT LE CONSEIL DE SECURITE EST ACTUELLEMENT SAISI ET APPLICATION DES RESOLUTIONS PERTINENTES DU CONSEIL

A. — DEMANDE DE L'ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE (OUA) RELATIVE À LA TENUE DE SÉANCES DU CONSEIL DANS UNE CAPITALE AFRICAINE

1. — *Communications adressées au Conseil de sécurité et demande de réunion*

693. Par une lettre datée du 13 juillet 1971 (S/10272), le Secrétaire exécutif de l'OUA a communiqué au Président du Conseil de sécurité les textes d'un certain nombre de résolutions adoptées à la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA à sa huitième session, et notamment celle qui était intitulée "Tenue d'une session spéciale du Conseil de sécurité en Afrique consacrée aux problèmes de décolonisation". Cette résolution recommandait que l'OUA, par l'intermédiaire du Groupe africain aux Nations Unies, demande la convocation au début de 1972 d'une réunion spéciale du Conseil de sécurité en Afrique consacrée uniquement aux mesures à prendre en vue de la mise en application des diverses résolutions de l'Organisation des Nations Unies sur les questions relatives à l'Afrique.

694. Par une lettre en date du 23 décembre adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10477), le représentant de la Guinée a formellement invité le Conseil à tenir ses réunions à Conakry, offrant de mettre à sa disposition tous les moyens techniques et pratiques qui lui seraient nécessaires pour ses réunions et de couvrir les dépenses afférentes.

695. Par une lettre datée du 29 décembre (S/10480), le Secrétaire général a transmis au Président du Conseil de sécurité le texte de la résolution 2863 (XXVI) que l'Assemblée générale avait adoptée le 20 décembre 1971, appelant son attention, en particulier, sur le paragraphe 2 du dispositif, qui invite le Conseil de sécurité à examiner la demande de l'OUA portant sur la tenue de réunions du Conseil dans une capitale africaine.

2. — *Examen de la question aux 1624^e et 1625^e séances (11 janvier 1972)*

696. A sa 1624^e séance, le 11 janvier 1972, le Conseil de sécurité a inscrit à son ordre du jour un point intitulé "Demande de l'Organisation de l'unité africaine portant sur la tenue de réunions du Conseil dans une capitale africaine".

697. Le Président a déclaré que les consultations qu'il avait entreprises à titre individuel avec les membres du Conseil au sujet de la tenue de réunions du Conseil dans une capitale africaine avaient pris fin. Au cours de ces consultations, la majorité des membres avaient été d'accord sur les points suivants : a) que le Conseil fasse droit à la demande de l'OUA tendant à tenir une session en Afrique au début de l'année 1972, de préférence vers la fin du mois de janvier et le début du mois de février; b) que le Conseil se réunisse dans

une seule capitale et que la période affectée au séjour en Afrique ne dépasse pas sept jours ouvrables; c) que la capitale qui serait choisie soit en mesure de fournir des communications aériennes régulières et fréquentes, des télécommunications internationales satisfaisantes et des hôtels convenables; d) qu'il serait opportun que le lieu choisi soit l'un de ceux où la plupart des membres du Conseil ont une représentation diplomatique permanente; e) qu'en plus des capitales du Sénégal, de la Zambie et de la Guinée, comme lieu possible de ces réunions, il soit envisagé de tenir ces séances à Addis-Abéba, qui, outre les excellents services de conférence qui s'y trouvent, est également le siège de l'OUA et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA). Les premiers renseignements indiquaient que les services de conférence nécessaires seraient disponibles à Addis-Abéba du 24 janvier au 4 février. En prenant les dispositions relatives à la session projetée en Afrique, il a également été décidé que : a) le Secrétariat devrait veiller scrupuleusement à maintenir les frais des services de conférence au minimum absolu; b) l'interprétation consécutive ne serait pas demandée pendant cette période; et c) des services de conférence complets, dans toutes les langues, seraient nécessaires. Du fait que la demande de l'OUA pourrait susciter par la suite des requêtes d'autres organisations régionales tendant à ce que le Conseil tienne des sessions dans leur région, il serait opportun que le Conseil crée un comité, en vertu de l'Article 29 de la Charte et de l'article 28 de son règlement intérieur provisoire, afin d'élaborer des directives générales qui pourraient être appliquées dans toutes les situations semblables susceptibles de se présenter à l'avenir. Le Président a suggéré que le Comité se réunisse immédiatement après cette session du Conseil, afin d'examiner toutes les questions relatives à la visite projetée du Conseil en Afrique et présente son rapport au plus tard le 14 janvier. Il a instamment prié les membres du Conseil de décider immédiatement de faire droit, en principe, à la requête de l'OUA tendant à tenir des séances dans une capitale d'Afrique au commencement de 1972, de préférence à la fin du mois de janvier ou au début du mois de février, et de créer un sous-comité composé de tous les membres du Conseil.

698. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a affirmé qu'il était, en principe, en faveur de l'idée de tenir à l'occasion des sessions du Conseil hors de New York, mais que plusieurs points exigeaient un examen plus détaillé et que, pour cette raison, il appuyait la suggestion tendant à charger un comité plénier de présenter des recommandations au Conseil de sécurité. La Cinquième Commission de l'Assemblée générale avait estimé qu'une session du Conseil dans une capitale africaine reviendrait à 150 000-200 000 dollars. Avant que le Conseil ne prenne une décision définitive, il convenait de procéder à une étude plus détaillée et

de passer très soigneusement en revue tous les frais à prévoir, et en particulier de déterminer avec précision toutes les dispositions pratiques à envisager. Le représentant des Etats-Unis a fait remarquer également que toute délégation qui souhaiterait assister aux délibérations du Conseil pendant son voyage en Afrique devrait pouvoir le faire sans restrictions.

699. Le représentant du Soudan a dit que lorsqu'elle avait décidé qu'une session spéciale du Conseil de sécurité devrait avoir lieu en Afrique, l'Assemblée générale s'était montrée particulièrement consciente de la menace que faisait peser sur la paix du monde la présence colonialiste dans ce continent. Il fallait que les membres du Conseil sentent véritablement cette menace, puisque le Conseil avait la responsabilité principale du maintien de la paix dans le monde.

700. Le représentant de la Chine a déclaré qu'il était tout naturel que le Conseil, en Afrique, concentre son attention sur les problèmes importants qui se posent à ce continent, et notamment la question de la Rhodésie du Sud et des sanctions contre la Rhodésie du Sud, la question de la Namibie, la question de l'*apartheid* et de l'appui à l'indépendance nationale des peuples d'Afrique. On pouvait envisager de tenir ces réunions du Conseil dans l'un des quatre pays mentionnés comme lieu possible, mais Lusaka et Conakry paraissaient les plus indiqués. Les séances devraient se tenir entre la fin du mois de janvier et le début du mois de février.

701. Le représentant du Japon a affirmé que son pays souscrivait en principe à l'idée de tenir des séances du Conseil de sécurité en Afrique. Il convenait de préparer et d'étudier avec le plus grand soin tous les aspects pratiques de la question, tels que les incidences financières, les services de conférences et les communications, les hôtels, ainsi que le choix des points à inscrire à l'ordre du jour. Le Japon était partisan de la création d'un groupe de travail chargé d'étudier ces questions.

702. Le représentant du Panama a dit que son pays était en faveur de réunions du Conseil de sécurité en Afrique. Le Panama estimait qu'il serait rationnel que le Conseil se réunisse hors du Siège et qu'on devrait envisager la possibilité de réunions analogues en Amérique latine. A cet effet, le Panama était prêt à offrir sa capitale comme siège de ces réunions.

703. Le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré qu'en tenant des séances en Afrique le Conseil aurait la possibilité d'examiner les problèmes qui suscitent un intérêt particulier chez les peuples africains et qui affectent directement la décolonisation en Afrique. De telles réunions feraient beaucoup pour donner un regain d'activité au Conseil et lui permettraient de se familiariser davantage avec les préoccupations et les aspirations des peuples d'Afrique et d'entendre sans intermédiaire les vues de personnes qui pourraient lui présenter des renseignements importants et utiles et l'aider ainsi à mieux comprendre l'Afrique moderne. Au cours de ses réunions en Afrique, le Conseil devrait examiner les problèmes généraux du colonialisme, de l'*apartheid* et de la discrimination raciale, sans oublier que l'Organisation des Nations Unies avait reconnu le principe de la légitimité de la lutte des peuples pour leur libération et leur indépendance nationale, principe qui était devenu une norme reconnue. A cet égard, les tâches essentielles consistaient à éliminer le régime raciste minoritaire en Rhodésie du Sud pour transférer sans délai les pou-

voirs au maître légitime du pays, le peuple du Zimbabwe, à mettre fin à la politique inhumaine de l'*apartheid* en Afrique du Sud, à libérer le peuple de l'Afrique du Sud et le peuple de Namibie de l'oppression colonialiste, et à mettre fin à l'existence du colonialisme portugais. Le représentant de l'Union soviétique a appuyé la création d'un comité préparatoire mais a suggéré de fixer à ses travaux des délais très stricts : le Comité devrait en effet tenir compte du fait qu'une session du Conseil devait se tenir en Afrique et éviter tout retard. L'URSS était prête à se rendre à Conakry ou à Lusaka, villes qu'avait mentionnées le Président dans sa déclaration liminaire.

704. Le représentant de la Yougoslavie a déclaré que le moment était venu de tenir une session du Conseil en Afrique, continent auquel appartenaient de nombreux Etats Membres qui participaient et contribuaient de façon remarquable aux travaux de l'Organisation et dont les problèmes tenaient une place importante dans l'ordre du jour du Conseil. Les problèmes de la décolonisation, de la lutte contre l'*apartheid* et de la discrimination raciale en Afrique demandaient que le Conseil leur accorde toute son attention. Il n'y avait aucune raison de retarder indûment la première session du Conseil en Afrique. En se réunissant dans ce continent, le Conseil marquerait sa volonté politique collective et indiquerait qu'il était prêt à s'attaquer aux problèmes africains en terre africaine.

705. A la 1625^e séance, tenue également le 11 janvier, le représentant de l'Inde a affirmé, qu'en décidant de se réunir en Afrique, au début de 1972, le Conseil de sécurité réaffirmerait sa vive préoccupation devant les problèmes spéciaux qui affectent l'Afrique et soulignerait leur importance pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Un comité devait être chargé d'établir des lignes directrices de manière à créer une sorte de précédent, lequel ne serait ni ferme, ni définitif mais guiderait les travaux pour d'autres réunions en dehors du Siège. Il faudrait alléger la charge financière assumée par l'Organisation des Nations Unies, assurer le bon fonctionnement des réunions et, par-dessus tout, déterminer avec soin le lieu et le calendrier de ces réunions afin de refléter l'unité et la solidarité permanentes de l'Afrique devant les problèmes à examiner.

706. Le représentant de l'Italie a indiqué que son pays était prêt — non sans quelques réserves — à souscrire à la proposition tendant à tenir une brève session du Conseil dans une capitale africaine. Avant de prendre la décision de quitter le Siège il faudrait avoir une idée claire de la solution à apporter à certains problèmes juridiques, techniques et surtout financiers. Il faudrait notamment veiller à ce que le Conseil soit en mesure de faire face à une situation imprévue ou inattendue dans le monde, et, en même temps, il devait être assuré de pouvoir travailler en Afrique dans les mêmes conditions qu'au Siège. Etant donné la situation financière des Nations Unies, qui allait en se dégradant, tout devrait être fait pour limiter les frais des réunions et se borner au minimum de dépenses indispensable. Le Conseil ne devrait partir en Afrique qu'à la condition que ce minimum ne soit pas dépassé. Le Comité devrait accorder la priorité la plus élevée à l'établissement de l'ordre du jour des séances du Conseil en Afrique. Il paraissait douteux, s'il devait faire rapport dans les trois jours, qu'il dispose de suffisamment de temps pour recommander des direc-

tives générales applicables à toutes les séances du Conseil tenues hors du Siège. Il serait plus sage, pour le moment, de se concentrer sur les problèmes pratiques que posait la session prévue en Afrique.

707. Le représentant de la France a dit que son pays avait accepté bien volontiers le principe de la réunion en Afrique du Conseil de sécurité et participerait aux discussions sur la mise en œuvre de ce principe. Il approuvait la création d'un comité chargé de préparer cette session et insistait sur l'importance à donner à une préparation convenable, le succès de la réunion dépendant en grande partie des conditions techniques, administratives et politiques dans lesquelles elle aurait lieu.

708. Le représentant de l'Argentine a rappelé que c'était au continent africain qu'appartenaient la plupart des pays qui avaient acquis leur indépendance au cours des récentes années et que c'était de ce continent que provenaient le plus grand nombre des pays devenus Membres des Nations Unies. L'Afrique était le continent qui, avec l'Asie et l'Amérique latine, rencontrait le plus de difficultés en matière de développement économique et d'accession à l'indépendance pleine et entière. Il était logique qu'une réunion du Conseil de sécurité, la première qui se tiendrait en dehors du Siège depuis 1951, ait lieu en Afrique de manière à permettre un examen général des problèmes africains et de donner aux pays de ce continent le sentiment que le plus haut organe exécutif de l'Organisation était pleinement conscient de leurs problèmes et s'en préoccupait.

709. Le représentant de la Belgique a dit que son pays acceptait le principe d'une session du Conseil de sécurité en Afrique en 1972 et souscrivait à l'idée qu'un groupe de travail du Conseil devrait examiner les divers aspects et problèmes soulevés par cette réunion.

710. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré qu'il se rendait compte de l'importance que revêtent les problèmes africains pour l'Organisation des Nations Unies et souhaitait coopérer avec l'OUA quant à sa demande de tenir une session du Conseil de sécurité en Afrique. Cela soulevait cependant des problèmes difficiles. Il y avait la question du principe qui veut que le Conseil de sécurité soit organisé de manière à pouvoir exercer ses fonctions en permanence. Il devait être en mesure de faire face à des situations d'urgence et ne pouvait pas se permettre d'être paralysé. Certains incidents demandaient à ce qu'on agisse sans délai, et il y avait là un problème qu'on ne saurait méconnaître. Il convenait de formuler des principes directeurs valables pour la tenue de n'importe quelle réunion hors du Siège. Les règles fondamentales relatives à une session en Afrique, si elles étaient bien établies, devraient pouvoir être appliquées d'une façon générale. La question financière était importante, et le Conseil de sécurité devait se montrer à la hauteur de ses responsabilités les plus lourdes et ne pas gaspiller d'argent. Il ne faudrait prendre aucune décision au sujet de la tenue d'une réunion hors du Siège avant d'avoir entendu les conclusions du Comité chargé d'examiner la question.

711. Le représentant de la Guinée a dit que sa délégation souscrivait à l'idée d'établir un comité chargé d'étudier les divers aspects de la tenue de réunions du Conseil de sécurité en Afrique. Quelles que soient les conclusions auxquelles il parviendrait, la Guinée

réitérait son invitation au Conseil de venir à Conakry, siège du Sous-Comité de libération de l'Afrique de l'OUA et des mouvements de libération du PAIGC, et capitales d'un pays limitrophe d'une enclave portugaise où sévissait une répression sanglante et d'où provenaient de constantes menaces à la paix et à la sécurité de la Guinée et d'autres pays africains.

712. Le Président, avec l'accord du Conseil, a invité le représentant de l'Arabie Saoudite à participer sur sa demande à la discussion sans droit de vote.

713. Le représentant de l'Arabie Saoudite a déclaré qu'une réunion du Conseil hors de New York ne devrait pas constituer un précédent à moins que le pays ou le groupe de pays qui demanderait qu'ait lieu une autre session analogue soit prêt à acquitter intégralement la note. Il a suggéré que les membres non permanents contribuent aux frais des réunions tenues en Afrique au prorata de leur contribution au budget des Nations Unies, le reste devant être réparti au prorata entre les membres non permanents et les cinq membres permanents. Cette réunion en Afrique ne devrait pas créer de précédent. Elle pourrait être suivie d'une demande portant sur l'organisation d'une session en Asie, en Amérique latine ou en Extrême-Orient et le Conseil ne pourrait pas refuser. Il faudrait arriver à une décision sur le plan financier avant d'approuver une réunion hors du Siège.

Décisions : *A la 1625^e séance, le 11 janvier 1972, le Conseil de sécurité a décidé sans objection :* a) *d'accéder en principe à la demande qui lui était faite par l'Organisation de l'unité africaine de tenir des réunions dans une capitale africaine au début de l'année 1972;* b) *de tenir ces réunions de préférence entre le 20 janvier et le 20 février 1972; et c) de créer un comité composé de tous les membres du Conseil de sécurité et devant être désigné sous le nom de "Comité du Conseil de sécurité chargé de la question de la tenue de réunions du Conseil hors du Siège", qui examinerait le problème sous tous ses aspects et élaborerait des principes directeurs de caractère général susceptibles d'être appliqués à toutes les situations analogues qui pourraient se présenter à l'avenir.*

3. — Rapport du Comité du Conseil de sécurité chargé de la question de la tenue de réunions du Conseil hors du Siège

714. Le 18 janvier 1972, le Comité du Conseil de sécurité chargé de la question de la tenue de réunions du Conseil hors du Siège a présenté son rapport au Conseil (S/10514). Il avait tenu huit séances entre le 12 et le 18 janvier et avait décidé qu'il s'efforceraient de parvenir à des décisions unanimes sur toutes les questions dont il était saisi, mais que, si cela n'était pas possible, son rapport refléterait les positions adoptées par tous les membres. Il avait également décidé qu'il suivrait la pratique consistant à confier à tour de rôle la présidence à un membre différent chaque mois, comme c'est le cas pour la présidence du Conseil de sécurité, au cas où ses travaux se poursuivraient au-delà de janvier 1972, ainsi que l'on pouvait s'y attendre étant donné la tâche que le Comité avait entreprise d'essayer d'élaborer un projet de principes directeurs de caractère général pouvant être appliqués à l'avenir. Un chapitre du rapport avait trait à l'examen des questions administratives et techniques par le Comité et un autre à l'examen des questions juridiques et politiques. A l'annexe I du rapport figurait un docu-

ment de travail relatif aux prévisions de dépenses et à l'annexe II un document de travail sur les aspects juridiques des arrangements à prendre en vue de la convocation de réunions du Conseil de sécurité hors du Siège.

715. Le Comité a noté qu'à sa première séance, le Président avait indiqué qu'un questionnaire avait été soumis par le Président du Conseil de sécurité aux Gouvernements de l'Éthiopie, de la Guinée, du Sénégal et de la Zambie, qui s'étaient offerts à accueillir le Conseil en Afrique au sujet des services disponibles dans leurs capitales respectives pour que puissent s'y tenir des réunions du Conseil de sécurité.

716. Sur la demande du Comité, le Secrétariat lui avait fourni des données concernant la représentation diplomatique permanente actuelle des membres du Conseil de sécurité dans les quatre villes considérées, le nombre de réunions du Conseil de sécurité tenues hors du Siège par le passé, et le nombre de séances du Conseil consacrées, au cours des dernières années, à des questions concernant l'Afrique.

717. A propos du débat portant sur le temps que le Conseil devrait envisager de passer hors du Siège, plusieurs représentants avaient insisté sur l'importance du principe énoncé au paragraphe 1 de l'Article 28 de la Charte, qui stipule qu'étant donné la responsabilité principale qui lui incombe en ce qui concerne le maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de sécurité devrait être organisé de manière à pouvoir exercer ses fonctions en permanence. On avait signalé qu'il importait que tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies aient à tout moment accès immédiat auprès du Conseil, qu'il fallait pouvoir disposer aisément à tout moment de moyens de communication rapides, que des situations d'urgence imprévues pourraient obliger les membres du Conseil à regagner le Siège sans retard, et qu'il convenait d'assurer le succès des premières réunions que le Conseil devait tenir dans une capitale africaine.

718. A la lumière de tous les renseignements pertinents qu'il avait recueillis au sujet des dépenses à prévoir et des services disponibles dans chacune des quatre capitales considérées, le Comité avait décidé de recommander Addis-Abéba pour les réunions du Conseil, lesquelles devraient commencer le vendredi 28 janvier et se terminer au plus tard le vendredi 4 février 1972.

719. Le Comité avait en outre décidé de recommander au Conseil de prier le Secrétaire général d'ouvrir sans délai des négociations avec le Gouvernement éthiopien en vue de la conclusion d'un accord de conférence s'inspirant des principes définis par le document de travail.

720. Au sujet de l'ordre du jour provisoire des réunions du Conseil de sécurité devant se tenir en Afrique, tous les membres du Comité s'étaient accordé à penser que cet ordre du jour devrait être formulé en termes suffisamment généraux pour permettre à tous les participants de traiter de toutes les questions relatives à l'Afrique dont le Conseil de sécurité était saisi et qui avaient pour eux un intérêt particulier. Plusieurs membres avaient rappelé que l'OUA, dans sa résolution tendant à ce qu'une session du Conseil de sécurité ait lieu en Afrique, avaient exprimé le souhait que cette session soit consacrée à des problèmes africains déterminés, et un certain nombre de propositions avaient été formulées pour examen. Après des débats

détaillés et des consultations officieuses, le Comité était parvenu à un consensus dont le texte figurait dans le projet de résolution qu'il recommandait au Conseil de sécurité d'adopter.

721. Une autre question qui avait été posée était celle de la procédure à suivre au sujet de personnes qui, ainsi qu'on le prévoyait, demanderaient à prendre la parole devant le Conseil. Après un débat prolongé, le Comité avait convenu de recommander au Conseil de sécurité de créer, si besoin était, un sous-comité comprenant cinq de ses membres chargés d'examiner les invitations devant être adressées au titre de l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité ainsi que de faire des recommandations à ce sujet.

722. Enfin, le Comité avait décidé de remettre à plus tard ses travaux sur d'autres aspects de son mandat, en particulier en ce qui concerne la directive du Conseil selon laquelle le Comité devrait s'efforcer d'élaborer des principes directeurs de caractère général, susceptibles d'être appliqués à toutes les situations analogues pouvant résulter à l'avenir de l'application du paragraphe 3 de l'Article 28 de la Charte.

723. Les recommandations du Comité avaient été adoptées à l'unanimité, et notamment le projet de résolution suivant :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné, sur l'invitation de l'Assemblée générale, la demande de l'Organisation de l'unité africaine concernant la tenue de réunions du Conseil dans une capitale africaine [par. 2 de la résolution 2863 (XXVI) de l'Assemblée générale; S/10480],

"Rappelant les décisions qu'il a prises à sa 1625^e séance, le 11 janvier 1972,

"Rappelant en particulier la décision qu'il a prise d'accéder en principe à la demande de l'Organisation de l'unité africaine,

"Prenant note avec reconnaissance de l'offre des Gouvernements de l'Éthiopie, de la Guinée, du Sénégal et de la Zambie d'accueillir le Conseil de sécurité dans leurs capitales respectives,

"Ayant étudié le rapport du Comité chargé de la question de la tenue de réunions du Conseil hors du Siège (S/10514),

"Prenant note, en particulier, des états des prévisions de dépenses reproduits à l'Annexe I du rapport du Comité,

"Ayant présentes à l'esprit les recommandations formulées par le Comité au chapitre VI de son rapport,

"1. Décide de tenir à Addis-Abéba, du vendredi 28 janvier 1972 au 4 février 1972 au plus tard, des réunions consacrées à la question suivante : "Examen des questions relatives à l'Afrique dont le Conseil de sécurité est actuellement saisi et application des résolutions pertinentes du Conseil";

"2. Exprime sa gratitude au Gouvernement éthiopien pour s'être déclaré prêt à être l'hôte des réunions du Conseil de sécurité et à fournir certaines facilités sans frais pour l'Organisation des Nations Unies;

"3. Prie le Secrétaire général d'entamer immédiatement des négociations avec le Gouvernement éthiopien en vue de conclure un accord de conférence selon les indications énoncées à l'Annexe II au rapport du Comité."

4. — *Examen du rapport à la 1626^e séance
(19 janvier 1972)*

724. Le Conseil de sécurité a examiné le rapport du Comité chargé de la question de la tenue de réunions du Conseil hors du Siège (S/10514) à sa 1626^e séance, le 19 janvier.

Décision: *A sa 1626^e séance, le 19 janvier 1972, les recommandations contenues au paragraphe 29 du rapport du Comité (S/10514) et le projet de résolution recommandé au paragraphe 30 ont été adoptés sans objection comme représentant le consensus des points de vue exprimés par les membres du Conseil. Le projet de résolution a été adopté à l'unanimité en tant que résolution 308 (1972).*

725. A propos de la décision prise par le Conseil, des déclarations ont été prononcées par les représentants de la France, des États-Unis d'Amérique, de la Chine, de l'Italie, du Soudan, de l'URSS, de la Guinée, du Japon et de l'Inde, ainsi que par le Président, qui a pris la parole en qualité de représentant de la Somalie.

B. — SÉANCES TENUES PAR LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
À ADDIS-ABÉBA DU 28 JANVIER AU 4 FÉVRIER 1972

726. Conformément à sa résolution 308 (1972), le Conseil de sécurité a tenu 13 séances — 1627^e à 1639^e — à Addis-Abéba du 28 janvier au 4 février 1972. L'ordre du jour provisoire de ces réunions, tel qu'il avait été recommandé par la résolution 308 (1972), avait pour objet l' "examen des questions relatives à l'Afrique dont le Conseil de sécurité est actuellement saisi et l'application des résolutions pertinentes du Conseil". A cette occasion, le Conseil de sécurité a reçu des messages du Président de l'Égypte, du Premier Ministre de l'Inde, du Président du Soudan et du Président de la Yougoslavie. Le Président a donné lecture de ces messages dont le texte est reproduit dans les comptes rendus sténographiques de séance du Conseil de sécurité.

727. A sa première séance à Addis-Abéba, le Conseil a entendu l'Empereur d'Éthiopie, S. M. I. Hailé Sélassié I^{er}, et le Président de la Mauritanie, S. E. Moktar Ould Daddah, parlant en sa qualité de président de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA à sa huitième session. A la même séance, le Conseil a également entendu le Secrétaire général et le Secrétaire d'État aux affaires étrangères de la Somalie, qui a parlé en tant que président du Conseil.

728. L'empereur Hailé Sélassié, après s'être félicité de voir le Conseil se réunir en Afrique, dans la capitale de son pays, a déclaré que l'évolution récente de la situation en Afrique australe montrait que l'intensification de la répression entraînait une résistance accrue de la part des opprimés, ce qui créait un climat de violence et menaçait la paix. Le Conseil de sécurité avait donc le devoir d'adopter des mesures efficaces pour éliminer le danger que le colonialisme et le racisme faisaient peser sur la sécurité et la paix internationales; il servirait ainsi les intérêts durables de l'humanité.

729. M. Ould Daddah a déclaré que la décision du Conseil de sécurité de se réunir en Afrique pour y chercher les moyens pratiques de mettre en application ses nombreuses résolutions sur la décolonisation et l'*apartheid* était opportune, car les peuples d'Afrique commençaient à éprouver un sentiment de frustration

en constatant que l'Organisation des Nations Unies ne faisait pas de progrès vers la solution des divers problèmes africains qui lui étaient confiés. Il fallait aborder la question sous un angle nouveau et charger le Conseil de sécurité, notamment ses membres permanents, de veiller à ce que ses décisions soient pleinement appliquées. Dans le cas de la Namibie, par exemple, il faudrait qu'un comité du Conseil, composé principalement de ses membres permanents, trouve immédiatement les moyens d'assumer l'administration de ce territoire et de le conduire à l'indépendance.

730. Le Conseil de sécurité devrait aussi s'acquitter de sa tâche envers la Rhodésie. Prenant note de l'échec des "tentatives de règlement" entre le Royaume-Uni et le régime minoritaire de la Rhodésie, il devrait déclarer que l'accord qui les lie n'est pas valable. Il appartenait au Royaume-Uni d'entamer des négociations avec les véritables représentants du peuple africain du Zimbabwe pour instaurer un gouvernement par la majorité dans ce territoire. Il fallait également que le Conseil relève le défi lancé à son autorité par l'Afrique du Sud et le Portugal. Il était temps de suspendre la participation de ces pays à l'Organisation des Nations Unies. Une telle décision aurait le mérite d'être immédiatement exécutoire, contrairement aux sanctions économiques dont l'application était soumise aux aléas de diverses interprétations. C'était dans l'espoir que le Conseil pourrait remédier à la situation tragique de 30 millions d'Africains que la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA avait décidé d'inviter le Conseil de sécurité à se réunir en Afrique et lui souhaitait plein succès dans sa tâche.

731. Dans son allocution, le Secrétaire général a déclaré que la session du Conseil de sécurité en Afrique était un événement historique non seulement pour l'Afrique, mais aussi pour les Nations Unies. Pour la première fois, le Conseil s'était rapproché du théâtre des souffrances que le colonialisme et le racisme infligeaient actuellement au corps politique de l'Afrique. En une semaine, il ne pourrait peut-être pas guérir ces blessures mais il pourrait élaborer un plan de rétablissement et mobiliser dans toutes les parties du monde des forces qui aideraient à résoudre les problèmes de l'Afrique.

732. Le Président a dit qu'en acceptant l'invitation de l'OUA de se réunir en Afrique le Conseil s'acquittait d'une importante fonction, conformément au paragraphe 3 de l'Article 28 de la Charte et réalisait la coopération avec les organisations régionales prévue à l'Article 52 pour contribuer au maintien de la paix. Les problèmes africains qui se posaient actuellement au Conseil étaient tous des problèmes qui menaçaient directement la paix en Afrique et pouvaient compromettre la paix et la sécurité internationales. En décidant de se réunir en Afrique, le Conseil pourrait voir ces problèmes sous un jour nouveau et entendre les vues d'un échantillon plus large de l'opinion africaine. En outre, cette session du Conseil contribuerait à attirer l'attention mondiale sur les maux engendrés par le racisme et le colonialisme en Afrique australe. De la sorte, le Conseil pourrait, après avoir précisé les problèmes qui menaçaient la paix internationale, décider des mesures à prendre pour les résoudre.

733. A sa 1628^e séance, qui s'est tenue le même jour, le Président a attiré l'attention sur une note du Secrétaire général (S/10600) concernant la décision adoptée par trois organes des Nations Unies de désigner des représentants qui seraient chargés de prendre

la parole au Conseil en Afrique, puis il a invité, avec l'assentiment du Conseil, le représentant du Comité spécial de l'*apartheid*, le Président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, et le Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie. Avec le consentement des membres du Conseil, il a également invité, sur leur demande (S/10601), les représentants du Cameroun, du Congo, de l'Egypte, de l'Ethiopie, du Ghana, du Kenya, du Libéria, du Malawi, du Maroc, de Maurice, de l'Ouganda, de la République-Unie de Tanzanie, du Sénégal, de la Tunisie, du Zaïre et de la Zambie à participer aux débats sans droit de vote.

734. A la même séance, le représentant de l'Egypte a indiqué que son pays, qui avait également été victime de la doctrine de l'exclusivisme, savait fort bien que la philosophie raciale du "peuple élu" ou de la "supériorité des Blancs" était la principale raison des actes d'agression perpétrés en Afrique australe. Les autorités d'Afrique du Sud, de Rhodésie et des territoires occupés par le Portugal, qui collaboraient les uns avec les autres et bénéficiaient de l'appui d'intérêts économiques étrangers, avaient recours à des opérations militaires pour écraser les mouvements légitimes de libération. Dans ces conditions, il fallait que les Nations Unies réaffirment la légitimité de la lutte pour la libération et qu'elles prennent des mesures efficaces, conformément au Chapitre VII de la Charte, pour assurer le retrait de l'Afrique du Sud du territoire namibien et le transfert du pouvoir au peuple du Zimbabwe sur la base d'un gouvernement par la majorité. Il fallait également que le Conseil prenne des sanctions contre les Gouvernements sud-africain et portugais qui avaient, à maintes reprises, refusé d'appliquer les décisions du Conseil, enfreignant ainsi l'Article 25 de la Charte.

735. Le représentant de la Zambie a déclaré que les propositions britanniques de règlement en Rhodésie du Sud avaient soulevé l'indignation du peuple du Zimbabwe, dont la manifestation spontanée à l'encontre de la Commission Pearce montrait clairement qu'il les rejetait totalement. Il fallait, devant ce refus, que le Conseil demande au Royaume-Uni de rappeler la Commission Pearce et de réunir immédiatement une conférence constitutionnelle représentative de tout le peuple du Zimbabwe, qui serait chargée de déterminer l'avenir de ce territoire. Il fallait également que le Conseil exerce un contrôle direct et efficace sur le territoire de la Namibie en attendant le jour prochain où le peuple namibien exercerait son droit à l'autodétermination. Il était peut-être bon, à cet égard, de rappeler que le succès remporté par le peuple ovambo en Namibie était un pas important dans sa lutte pour l'indépendance. L'Organisation des Nations Unies, ses institutions spécialisées et tous les Etats qui en étaient membres devaient continuer à fournir toute l'assistance possible à ceux qui luttèrent contre l'*apartheid* et appuyer les mouvements de libération dans les territoires occupés par le Portugal. Il fallait que les alliés du Portugal à l'OTAN cessent de lui fournir une aide militaire qui était utilisée contre les peuples des territoires qu'il occupait.

736. Le représentant du Pakistan, parlant en qualité de président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie, a déclaré que les trois principaux organes de l'ONU, l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et

la Cour internationale de Justice, avaient proclamé que la présence de l'Afrique du Sud en Namibie était illégale et que l'Afrique du Sud était dans l'obligation de retirer son administration de ce territoire. Ils avaient en outre affirmé que l'Organisation des Nations Unies était directement responsable de la Namibie. Puisque cette responsabilité incombait à l'Organisation, il était du devoir de celle-ci de veiller à ce que la politique d'*apartheid* poursuivie par l'Afrique du Sud ne porte pas atteinte à l'intégrité du territoire. Le Conseil des Nations Unies pour la Namibie devait administrer le territoire jusqu'à son indépendance. Toutefois, son efficacité était gravement compromise par le fait qu'il n'avait pas bénéficié de l'appui de tous les membres permanents du Conseil. Par sa résolution 2781 (XXVI), l'Assemblée générale avait prié le Secrétaire général de s'entretenir avec les membres du Conseil de sécurité afin d'accroître l'efficacité du Conseil des Nations Unies pour la Namibie. Le représentant du Pakistan espérait que le Conseil de sécurité serait en mesure, pendant la session qu'il tenait en Afrique, de fournir au Conseil des Nations Unies pour la Namibie les moyens de s'acquitter pleinement de ses responsabilités à l'égard du territoire. Rappelant que 13 000 travailleurs namubiens étaient en grève depuis six semaines en dépit du système de travail sous contrat, il a indiqué que le Conseil de la Namibie avait demandé qu'il soit mis immédiatement fin à ce système et que toutes les sociétés étrangères exerçant leurs activités dans le territoire cessent de l'appliquer. La grève des travailleurs namubiens représentait la première fissure dans le régime de répression mis en place par l'Afrique du Sud, et il appartenait au Conseil de sécurité de veiller à ce que ce mouvement ne soit pas écrasé. Dans l'immédiat, le Conseil pouvait demander à tous les Etats Membres dont les ressortissants et les sociétés avaient des intérêts économiques ou financiers en Namibie de leur enjoindre d'abandonner le système de travail sous contrat et de refuser de devenir partie à tout accord avec l'Afrique du Sud visant à mettre fin à la grève. Le Conseil des Nations Unies pour la Namibie souhaitait également que le Conseil de sécurité examine un autre problème grave, celui du pillage des ressources naturelles de la Namibie durant l'occupation illégale de ce pays par l'Afrique du Sud. En conclusion, le représentant du Pakistan a déclaré que pour que l'Organisation des Nations Unies puisse s'acquitter de ses responsabilités envers la Namibie, le Conseil de sécurité ne devait pas hésiter à prendre les mesures voulues, conformément au Chapitre VII, afin d'obliger l'Afrique du Sud à se retirer du territoire avec son administration.

737. Le représentant de Trinité-et-Tobago prenant la parole en qualité de représentant du Comité spécial de l'*apartheid*, a rappelé que dans la résolution 182 (1963), le Conseil de sécurité avait déclaré que pour régler la situation créée par la politique d'*apartheid*, il fallait attribuer intégralement les droits de l'homme à tous les habitants de l'Afrique du Sud, sans distinction de race, de couleur ou de croyance. Au lieu de s'améliorer, la situation des non-Blancs empirait progressivement sous l'effet d'une législation de plus en plus répressive. Le Comité spécial avait à maintes reprises souligné que l'assistance militaire à l'Afrique du Sud avait pour seul effet d'accroître les moyens dont disposaient les milieux dirigeants de ce pays pour poursuivre leur politique de répression. En dépit des résolutions 181 (1963), 182 (1963) et 282 (1970) du Conseil de

sécurité relatives à l'embargo sur les armements, les violations continuaient. Les Membres des Nations Unies devaient accepter et exécuter les décisions obligatoires du Conseil. Le Comité spécial tenait beaucoup à ce que l'Afrique du Sud ne reçoive plus l'aide qui lui permettait d'accroître sa puissance militaire. A cet égard, il était bon de rappeler que l'Assemblée générale, dans sa résolution 2775 (XXVI), avait invité le Conseil de sécurité à prendre d'autres mesures pour assurer l'application intégrale par tous les Etats de la résolution 282 (1970) du Conseil relative à l'embargo sur les armements. L'Assemblée avait également invité instamment le Conseil de sécurité à examiner d'urgence la situation en Afrique du Sud en vue de prendre des mesures effectives, notamment celles qui sont prévues au Chapitre VII de la Charte.

738. A la 1629^e séance, le 29 janvier, le représentant du Kenya a indiqué que les prétendues propositions britanniques de règlement avec le régime illégal de Smith et la nomination de la Commission Pearce n'avaient donné aucun espoir à la majorité du peuple de la Rhodésie du Sud. Un référendum populaire ou des élections nationales organisées sous la surveillance des Nations unies auraient apporté une solution satisfaisante à la situation dans ce pays. Puisque, de toute évidence, la Commission Pearce ne pourrait pas arriver à des conclusions qui soient acceptables pour le peuple sud-rhodésien, il fallait que le Gouvernement britannique trouve une solution réelle aux problèmes de la Rhodésie du Sud. Par ailleurs, quand on serait parvenu à un règlement acceptable, son application devrait être garantie par la présence militaire britannique en Rhodésie du Sud.

739. Pour que le gouvernement par la majorité soit effectif, il était indispensable que les Africains soient représentés aux échelons supérieurs des forces armées rhodésiennes et de l'administration. Il fallait convoquer, sous l'égide des Nations Unies, une table ronde qui serait chargée d'élaborer un règlement équitable de la question de la Rhodésie du Sud. Passant à la question de l'Afrique du Sud, le représentant du Kenya a dit que, pour rompre son isolement, le gouvernement de ce pays avait proposé d'engager un dialogue avec des Etats africains libres. Mais cette offre n'était pas sincère, les autorités sud-africaines ayant rejeté toutes les solutions pacifiques. Au surplus, tout dialogue ne ferait que nuire au mouvement de libération et encourager non seulement les autorités sud-africaines mais aussi le Portugal et le régime illégal de la Rhodésie du Sud. En fait, le Conseil de sécurité devrait sérieusement envisager une intervention armée, conformément aux articles pertinents de la Charte des Nations Unies, puisque la situation en Namibie menaçait sérieusement la sécurité et la paix internationales. Le Kenya lançait également un appel aux alliés du Portugal à l'OTAN pour qu'ils n'apportent plus à celui-ci l'aide militaire qui lui permettait de conserver ses territoires en Afrique.

740. Le représentant du Cameroun a déclaré que le régime de la Rhodésie du Sud et le Portugal avaient pu garder leurs territoires en Afrique grâce à l'appui puissant dont ils avaient bénéficié. Par conséquent, le Conseil de sécurité devait, au cours de la session qu'il tenait en Afrique, prendre toutes les mesures adéquates pour rendre au peuple namibien son droit à l'autodétermination et pour mettre fin à l'*apartheid* en Afrique du Sud et à la domination coloniale dans les territoires

portugais d'Afrique. Il fallait en même temps s'efforcer de parvenir à une solution dans le Zimbabwe, en consultation avec les représentants de la majorité de la population de ce territoire.

741. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie, parlant en sa qualité de président du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, a dit que la situation continuait de se détériorer en Afrique australe et représentait une menace pour la paix et la sécurité internationales. C'était dans cette région de l'Afrique que plus de 18 millions de personnes restaient asservies à la domination coloniale et demeuraient privées des droits de l'homme les plus élémentaires. Cette situation était due à l'appui économique et militaire massif que les régimes en cause avaient pu recevoir en Afrique australe. Le Comité spécial avait déjà formulé un certain nombre de propositions concrètes en vue de remédier à la situation. Une fois de plus, il priait instamment le Conseil de sécurité d'élargir la portée des sanctions contre le régime illégal de la Rhodésie du Sud en déclarant obligatoires toutes les mesures énoncées à l'Article 41 de la Charte. Il faudrait également qu'il envisage sérieusement d'imposer des sanctions à l'Afrique du Sud et au Portugal et de prendre des dispositions en vue d'empêcher les livraisons d'armes au Portugal, car celui-ci se servait des armes en question, notamment de celles que lui fournissaient ses partenaires de l'OTAN, pour réprimer les mouvements de libération dans les territoires qu'il occupait. Le Conseil devrait demander instamment à tous les Etats de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le retrait immédiat de la présence sud-africaine en Namibie, ce qui permettrait d'appliquer intégralement la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale relative à ce territoire.

742. Le représentant du Sénégal a déclaré que si l'OUA avait invité le Conseil de sécurité à se réunir en Afrique, c'était surtout parce que le Conseil était saisi d'un nombre croissant de problèmes africains et que ses décisions concernant ces problèmes étaient appliquées avec lenteur. C'est ainsi qu'en dépit des condamnations sans équivoque formulées par le Conseil, et dont la dernière était reproduite dans la résolution 302 (1971) du 24 novembre 1971, le Portugal poursuivait son agression contre les Etats africains et refusait toujours d'accorder l'autodétermination aux territoires qu'il occupait. Les partenaires du Portugal à l'OTAN avaient contribué à renforcer cette attitude de défi de la part du Portugal puisque ce dernier ne pouvait à lui seul mener de front des guerres coûteuses en Guinée (Bissau), au Mozambique et en Angola. Mais tandis que le Portugal continuait à bafouer les résolutions du Conseil de sécurité, les mouvements de libération nationaux, dans les territoires placés sous le contrôle du Portugal, poursuivaient leurs efforts de libération et de reconstruction. Dans la partie libérée de la Guinée (Bissau), des tentatives étaient faites en vue de l'édification du pays et des élections nationales avaient lieu. Les Africains attendaient du Conseil qu'il appuie pleinement les mouvements de libération.

743. Le représentant du Congo a indiqué que les représentants de l'Afrique étaient contraints de formuler une nouvelle fois leurs accusations et leurs exigences car, en dépit des nombreuses résolutions du Conseil de sécurité, la situation n'avait pas changé dans les territoires d'Afrique occupés par le Portugal, en

Namibie, en Rhodésie du Sud et en Afrique du Sud. Il fallait donc absolument demander au Conseil qu'il redouble d'efforts pour remédier à cette situation et qu'il prenne des mesures pour libérer les territoires dominés par les régimes racistes et colonialistes. A cet égard, le Congo appuierait la proposition tendant à créer un fonds spécial pour aider les activités des mouvements de libération.

744. Le représentant du Maroc a déclaré que son pays souhaitait que le Conseil de sécurité prenne des mesures pratiques pour réaliser, dans les territoires d'Afrique sous domination coloniale ou opprimés par des régimes minoritaires racistes, les objectifs énoncés dans ses diverses résolutions. Il faudrait également que le Conseil rétablisse la légalité au Zimbabwe, c'est-à-dire fasse en sorte que son peuple ait un gouvernement par la majorité, doté des pleins pouvoirs. L'attitude de défi adoptée par le régime sud-africain avait atteint un point tel qu'elle menaçait l'intégrité territoriale des Etats africains voisins. Il fallait que le Conseil mette effectivement fin à la politique de discrimination suivie par l'Afrique du Sud et par le Portugal en Afrique.

745. A la 1630^e séance, le 31 janvier, le Président, avec l'assentiment des membres du Conseil et conformément à leurs vœux, a invité le représentant de l'Algérie (S/10601/Add.1) et les représentants du Burundi et de la Libye (S/10601/Add.2) à participer au débat sans droit de vote. Il a également attiré l'attention des membres sur une lettre émanant des représentants de la Guinée, de la Somalie et du Soudan (S/10602/Rev.1), dans laquelle il était demandé que les personnes dont le nom figurait dans ladite lettre soient invitées à prendre la parole devant le Conseil, conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire. Après une brève discussion de procédure à laquelle ont participé les représentants de l'URSS et des Etats-Unis d'Amérique et le Président, le Conseil est convenu, en principe, d'adresser une invitation, conformément à l'article 39 de son règlement intérieur provisoire, aux personnes mentionnées dans la lettre.

746. A la même séance, le représentant du Zaïre a déclaré que plus de la moitié des 28 millions d'êtres humains qui étaient encore sous la domination coloniale vivaient dans les territoires occupés par le Portugal. La plupart des autres puissances coloniales avaient accordé l'indépendance à leurs anciennes colonies africaines; par contre, le Portugal ne cessait de bafouer les objectifs et les principes de la Charte, ainsi que les diverses résolutions de l'Organisation des Nations Unies, en prétendant que ses colonies d'Afrique faisaient partie intégrante de son territoire. Par ailleurs, comme il ressortait des plaintes dont le Conseil avait été récemment saisi, le Portugal allait jusqu'à s'attaquer au territoire des Etats africains indépendants limitrophes. Le Zaïre portait une attention particulière aux mouvements de libération de l'Angola, un des territoires africains occupés par le Portugal. Il avait pris l'initiative de favoriser la réconciliation entre les deux mouvements de libération de ce territoire : le MPLA et le FNIA. Plus de 600 000 Angolais vivaient au Zaïre, faisant peser sur ce pays une très lourde charge économique. La seule issue possible était que le Portugal reconnaisse le mouvement de libération et négocie avec ses dirigeants le transfert des pouvoirs aux peuples des territoires.

747. Le représentant de l'Ouganda a estimé que la session du Conseil en Afrique avait pour principal

objet l'adoption de mesures visant à traduire dans les faits les résolutions des Nations Unies sur la décolonisation et l'*apartheid*. Par exemple, il était temps que toutes les résolutions du Conseil relatives à la Rhodésie du Sud soient pleinement appliquées, notamment la résolution 288 (1970) qui demandait au Royaume-Uni de prendre des mesures effectives pour mettre un terme à la rébellion illégale en Rhodésie du Sud. Il fallait donc que le Royaume-Uni exerce l'autorité dont il était investi en qualité de Puissance administrante et prenne des mesures pour octroyer une constitution qui rencontre l'agrément de la majorité de la population de la Rhodésie du Sud. En ce qui concernait la Namibie, le Conseil devait prendre des mesures efficaces pour faire appliquer l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, qui avait déclaré que la présence de l'Afrique du Sud en Namibie était illégale. Il fallait également qu'il mette en place un dispositif politique qui permette au peuple namibien d'accéder à l'indépendance par l'autodétermination. Le Conseil devrait dissuader les alliés du Portugal d'apporter à celui-ci une assistance militaire et économique, puisque le Portugal se servait de celle-ci pour réprimer les mouvements de libération. De même, si l'Afrique du Sud ne modifiait pas sa politique raciale, on assisterait inévitablement à un holocauste à caractère racial. Il était, par conséquent, de la plus haute importance que le Conseil, chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales, prenne des mesures efficaces pour faire cesser le début d'une guerre raciale en Afrique australe.

748. Le représentant de la République-Unie de Tanzanie a déclaré qu'il ne faisait pas de doute que le peuple de la Rhodésie du Sud avait rejeté les propositions britanniques de règlement. La seule voie sûre que le Royaume-Uni pût suivre était de rappeler la Commission Pearce et de prendre des mesures pour que le pouvoir soit transféré aux représentants de la majorité du peuple de la Rhodésie du Sud. En ce qui concernait la Namibie, les Nations Unies devaient assumer immédiatement l'administration de ce territoire, et il serait bon que le Conseil de sécurité prenne cette décision en sol africain.

749. Le représentant de la Chine a déclaré que l'héroïque peuple africain n'avait jamais cédé devant l'oppression impérialiste et colonialiste, qu'il avait lancé assaut après assaut dans sa résistance à l'invasion et à la domination impérialistes et colonialistes et qu'il avait ainsi écrit de brillants chapitres de l'histoire de la lutte des peuples du monde contre l'impérialisme et le colonialisme. Après la seconde guerre mondiale, la conscience politique du peuple africain s'était éveillée et le mouvement d'indépendance nationale sur le continent africain s'était développé comme jamais auparavant; les uns après les autres un grand nombre de pays avaient alors gagné leur indépendance. L'Afrique, que les colonialistes occidentaux avaient pendant longtemps appelée de façon calomnieuse "le continent noir", était maintenant devenue l'avant-poste où la lutte contre l'impérialisme faisait rage. La situation actuelle en Afrique était très favorable. Les pays qui avaient conquis leur indépendance luttèrent sans défaillance pour vaincre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme et pour développer leur économie et leur culture nationales, et ils remportaient des victoires continuelles. Un nombre toujours croissant de pays africains renforçaient leur union pour s'opposer ensemble à l'agression, à la sub-

version, à la mainmise, à l'ingérence et aux intimidations impérialistes, socio-impérialistes et néo-colonialistes. Les pays africains jouaient un rôle de plus en plus important dans les affaires internationales. Le mouvement de libération nationale en Afrique allait dans le même sens que ceux d'Asie et d'Amérique latine, transformant la lutte révolutionnaire en un puissant torrent qui battait en brèche la domination réactionnaire de l'impérialisme. L'évolution de la situation en Afrique prouvait de façon éloquente que, conformément au courant historique irrésistible du monde actuel, les pays voulaient leur indépendance, les nations leur libération et les peuples la révolution. L'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme n'avaient pas admis leur défaite en Afrique et essayaient d'effectuer un retour en force; le socio-impérialisme s'infiltrait activement en Afrique pour essayer de s'arroger des sphères d'influence au même titre que le colonialisme et le néo-colonialisme. Ces manœuvres et ces activités subversives menaçaient gravement l'indépendance et la sécurité des pays africains. L'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme aidaient les régimes racistes blancs d'Afrique du Sud et de Rhodésie et les autorités colonialistes portugaises pour venir à bout ensemble des luttes de libération nationale que menaient les peuples autochtones, afin de pouvoir poursuivre le pillage colonialiste de l'Afrique australe et exercer des menaces militaires et des provocations armées contre les pays africains indépendants voisins. Tous ces problèmes étaient des problèmes urgents auxquels l'Afrique faisait face à l'heure actuelle. Conformément aux buts et principes de la Charte des Nations Unies, l'Organisation devrait soutenir la juste cause des peuples africains qui s'opposaient à l'impérialisme, au colonialisme et au néo-colonialisme et qui tentaient de gagner et de sauvegarder leur indépendance nationale. Le Gouvernement chinois proclamait vigoureusement qu'il fallait mettre effectivement un terme aux manœuvres de l'impérialisme, du colonialisme et du néo-colonialisme destinées à saper l'indépendance et la souveraineté des pays africains et qu'il convenait de mettre fin immédiatement aux régimes racistes blancs d'Afrique du Sud et de Rhodésie ainsi qu'à la domination colonialiste portugaise, de façon que les peuples de l'Afrique australe, du Zimbabwe, de la Namibie, de l'Angola, du Mozambique, de la Guinée (Bissau), etc., puissent accéder à l'indépendance nationale sans aucune ingérence étrangère.

750. Le représentant de la Yougoslavie a déclaré que son pays, agissant de concert avec d'autres pays non alignés et dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies, avait lutté pour faire appliquer les principes de la Charte en Afrique et débarrasser ce continent des maux du colonialisme, de la discrimination raciale et de l'occupation étrangère. L'émancipation de l'Afrique avait d'ailleurs eu un résultat positif pour la communauté mondiale elle-même; en effet, ses dirigeants avaient contribué à la paix dans le monde et avaient préservé une grande partie de ce continent des rivalités entre les blocs politiques. A cet égard, il convenait de se rappeler que presque tous les problèmes africains inscrits à l'ordre du jour du Conseil étaient causés ou aggravés par des influences extérieures. C'était principalement en raison de leurs intérêts stratégiques et économiques que certaines puissances coloniales appuyaient le régime raciste d'Afrique du Sud et l'occupation illégale de la Namibie, le maintien de la situation en Rhodésie du Sud et la continuation de la domination

coloniale portugaise dans les territoires africains. Ces régimes racistes et coloniaux bénéficiaient de l'aide des monopoles dans certains des pays les plus industrialisés. Vu leurs répercussions mondiales, les problèmes africains exigeaient que le Conseil de sécurité prenne des mesures efficaces pour faire appliquer pleinement toutes ses résolutions relatives aux questions africaines. De l'avis de la Yougoslavie, la décision du Conseil de se réunir en Afrique montrait que celui-ci était décidé à poursuivre ses efforts jusqu'à ce que l'Afrique soit libérée du colonialisme et du racisme. De plus, en tenant des réunions en Afrique, le Conseil était à même d'entendre directement les véritables représentants de ce continent. L'Organisation des Nations Unies, qui reconnaissait depuis longtemps la légitimité du mouvement de libération en Afrique australe, lui avait ainsi apporté un appui supplémentaire en facilitant sa participation aux délibérations du Conseil de sécurité à Addis-Abéba. En même temps, il fallait que le Conseil comprenne que certaines de ses décisions, en dépit des obligations assumées par les Etats Membres en vertu de l'Article 25, avaient été violées et qu'il devait appliquer les Articles 41 et 42 de la Charte contre les régimes racistes et colonialistes d'Afrique australe, leur action constituant incontestablement une menace pour la sécurité et la paix internationales. Afin de suivre continuellement et convenablement l'application de ses propres résolutions sur les questions africaines, le Conseil pourrait envisager de recourir à une nouvelle procédure complémentaire, par exemple d'organiser des réunions périodiques, d'envoyer des missions sur place et de mettre au point des techniques spéciales de surveillance et d'établissement de rapports. Il pourrait aussi renforcer la coopération entre l'OUA et les divers organes de l'ONU s'occupant des questions africaines. L'Organisation des Nations Unies devait en fait devenir l'instrument le mieux à même de réaliser les objectifs du peuple africain.

751. Le représentant de l'Argentine a déclaré qu'à la base de toutes les questions africaines inscrites à l'ordre du jour du Conseil de sécurité on trouvait le problème de la décolonisation. Aujourd'hui, la colonisation était considérée comme une institution fortuite et répréhensible. Cette idée, toutefois, n'avait pas été universellement acceptée sans une lutte à laquelle son pays, ainsi que d'autres Etats latino-américains, avait activement participé. En fait, durant les premières années de l'Organisation des Nations Unies quand sa composition était très différente, les pays latino-américains avaient été à l'avant-garde du mouvement contre le colonialisme. L'attitude anticolonialiste de l'Argentine ne procédait pas seulement de la façon dont ce pays avait été créé; elle avait été encouragée par la présence, sur son territoire, des vestiges de l'impérialisme, comme le montrait clairement l'occupation étrangère des îles Malvinas. L'Argentine regrettait que certaines puissances coloniales n'aient pas encore compris le contexte historique des temps modernes. A cet égard, la délégation argentine estimait que les territoires sous administration portugaise, en Afrique australe, étaient un anachronisme et que ce n'était qu'au prix d'une indépendance totale que des liens fraternels pourraient se nouer entre le Portugal et les territoires d'Afrique. Presque immédiatement après son indépendance, l'Argentine avait pris des mesures législatives en vue de garantir une liberté totale à toutes les personnes vivant sur son territoire. Fidèle à cette tradition,

elle avait constamment répudié les politiques d'*apartheid* ainsi que toute autre forme de discrimination. Dans le même esprit, elle avait appuyé l'application intégrale des principes de l'autodétermination et de l'égalité des droits au territoire de la Rhodésie du Sud et s'était conformée aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité relatives à ce territoire. Elle ne voyait pour la Rhodésie d'autre avenir que celui d'une indépendance totale fondée sur le gouvernement par la majorité. L'Argentine, dont la position à l'égard du territoire namibien était conforme aux nombreuses décisions prises par les divers organes de l'ONU, considérait que la présence de l'Afrique du Sud en Namibie était illégale. Toutefois, en dépit des nombreuses résolutions adoptées par l'Organisation des Nations Unies et de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, les résultats obtenus jusqu'à présent n'étaient en aucune manière encourageants. L'Argentine, dont le seul objectif était de voir la Namibie devenir totalement indépendante et sauvegarder son intégrité territoriale, était disposée à redoubler d'efforts pour trouver une solution qui permette de réaliser cet objectif. C'était la raison pour laquelle, le 22 octobre 1971, la délégation argentine, en consultation avec les membres africains du Conseil, avait présenté le projet de résolution publié sous la cote S/10376/Rev.1.

752. A la 1631^e séance, le 31 janvier, le représentant du Panama a déclaré que son pays se félicitait de la pratique consistant à tenir des sessions hors du Siège et souhaitait que le Conseil envisage de se réunir dans un pays d'Amérique latine. Conformément à sa politique traditionnelle, qui était d'appuyer tous les efforts de coopération internationale, le Panama s'était associé à l'OUA, dans toute la mesure de ses ressources, pour aider cette organisation à atteindre ses objectifs régionaux. Le Panama avait toujours été opposé à toutes les doctrines fondées sur la supériorité raciale et avait condamné les politiques d'*apartheid*, qui portaient préjudice aux intérêts des grandes majorités nationales des peuples africains. De même, le Panama appuyait le peuple du Zimbabwe et les peuples des territoires administrés par le Portugal dans leur lutte pour établir leur droit à la libre détermination. En ce qui concernait la Namibie, le Panama était favorable à la proposition du Président de l'OUA, selon laquelle un comité composé de membres du Conseil de sécurité devait être chargé d'administrer la Namibie et de prendre toutes les mesures nécessaires pour que cette administration soit une réussite. Ce serait une faute de la part de l'Afrique du Sud d'essayer de maintenir le *statu quo*. Fermement persuadé de la nécessité de résoudre par un effort international tous les problèmes résultant du colonialisme, le Panama entendait également signaler la situation créée par la présence des Etats-Unis dans la zone du canal de Panama, qui constituait une enclave étrangère dans la juridiction nationale du Panama. En 1964, le Panama et les Etats-Unis étaient convenus d'une Déclaration qui mentionnait l'élimination des causes de conflit. Le danger d'un affrontement violent augmentait à mesure que le temps passait, mais le Panama estimait néanmoins que des négociations, dans le cadre du droit international, offraient le moyen le plus rapide de résoudre ce problème.

753. A la même réunion, le représentant de l'URSS a déclaré que la session du Conseil en Afrique avait permis de comprendre plus clairement les motivations

de ceux qui étaient effectivement responsables de la non-application des décisions du Conseil de sécurité et autres décisions des Nations Unies relatives à la décolonisation. Les déclarations que les Etats africains avaient faites devant le Conseil de sécurité lui avaient fourni des renseignements très détaillés et très convaincants au sujet de la lutte contre le colonialisme et le racisme. L'Union soviétique, comme d'autres Etats, avait toujours œuvré pour l'application des principes de la Charte touchant à l'éradication du colonialisme et du racisme dans le monde. La politique constante de l'Union soviétique en faveur de l'élimination totale, inconditionnelle et définitive du colonialisme et du racisme sous toutes leurs formes et dans toutes leurs manifestations est bien connue. Les peuples du monde entier connaissent le rôle de premier plan que l'Union soviétique a joué et continue de jouer dans la lutte de libération nationale des peuples coloniaux. Personne n'arrivera jamais à dénaturer la position de principe de l'Union soviétique sur les questions du mouvement de libération nationale, à éclipser le rôle de premier plan qu'elle a joué et continue de jouer dans la lutte contre l'impérialisme, le colonialisme et le néo-colonialisme et la contribution que l'héroïque peuple soviétique a apportée à la défaite des forces impérialistes les plus réactionnaires. Sur son initiative, l'Assemblée générale avait adopté la Déclaration désormais historique sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux. Au cours des années qui avaient suivi l'adoption de cette Déclaration, la lutte de libération nationale des peuples coloniaux avait abouti à des succès considérables et plus de 30 Etats souverains étaient devenus Membres de l'ONU. Malgré tout, un dangereux bastion colonial et raciste, qui servait également de tête de pont à des contre-attaques contre des Etats africains indépendants, s'était maintenu en Afrique australe. En Afrique australe, les agissements des régimes colonialistes et racistes faisaient peser une menace sur la paix et la sécurité internationales, comme il avait été reconnu à plusieurs reprises dans des résolutions des Nations Unies. En outre, par leurs actions, ces régimes avaient empiété sur le territoire et sur la souveraineté d'Etats indépendants voisins, et leurs attaques armées avaient été condamnées par le Conseil de sécurité. L'inefficacité des décisions du Conseil avait été critiquée à plusieurs reprises. Toutefois, la principale responsabilité à cet égard incombait à certains pays impérialistes qui pratiquaient une politique d'obstruction, et en particulier à ceux qui fournissaient une assistance aux régimes colonialistes et racistes de l'Afrique australe. On pouvait citer de nombreux exemples de cette assistance, par exemple l'Accord récent entre le Royaume-Uni et le régime illégal de Rhodésie du Sud, la reprise des livraisons d'armes du Royaume-Uni à l'Afrique du Sud, la décision des Etats-Unis d'importer du minerai de chrome de Rhodésie du Sud, et l'Accord entre les Etats-Unis et le Portugal sur les bases militaires des Açores et sur la fourniture au Portugal d'une assistance économique se montant au total à près de 500 millions de dollars. L'Union soviétique avait toujours condamné les régimes coloniaux et racistes et l'assistance économique et militaire qui leur était fournie. En même temps, elle avait accordé toute l'aide possible aux mouvements de libération nationale en se fondant sur le principe — réaffirmé par l'ONU — selon lequel les peuples coloniaux avaient le droit inaliénable de lutter pour leur liberté. L'Union soviétique avait également

appuyé les efforts entrepris par l'OUA pour libérer les territoires africains qui étaient encore soumis à une domination coloniale et raciste. Pendant sa session dans une capitale africaine, le Conseil pourrait entendre la véritable voix de l'Afrique et ce fait justifiait, à lui seul, l'organisation de la session. Compte tenu des résolutions qu'il avait adoptées dans le passé, et ayant entendu les déclarations de représentants du peuple africain, le Conseil devait prendre des mesures efficaces pour éliminer complètement le colonialisme et le racisme en Afrique. En ce qui concernait la Rhodésie du Sud, il devait réaffirmer que tout règlement devait reposer sur le principe du suffrage universel et le transfert du pouvoir, celui-ci étant fondé sur la règle de la majorité. A cet égard, le Conseil devait également veiller à ce que les sanctions qu'il avait prises contre le régime illégal de Rhodésie du Sud soient strictement respectées et étendre l'application des sanctions à l'Afrique du Sud, aux termes du Chapitre VII, afin de forcer ce régime à abandonner sa politique raciste. En outre, le Conseil devait prendre des mesures strictes pour mettre fin à la présence du Portugal sur le continent africain et pour faire cesser les guerres coloniales qu'il menait contre les peuples de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau).

754. Le représentant du Japon a dit que les problèmes examinés par le Conseil étaient importants, du point de vue de leurs rapports avec le maintien de la paix et de la sécurité internationales et sous l'angle des droits de l'homme et des libertés fondamentales. En outre, ils portaient sur des valeurs morales auxquelles souscrivait la communauté internationale tout entière et qui étaient foulées aux pieds en Afrique australe. Le Japon éprouvait, comme les pays d'Afrique, un sentiment d'horreur pour la discrimination raciale et préconisait son élimination totale. Il soutenait également le droit à la libre détermination et à l'indépendance des territoires africains encore soumis à domination coloniale. La décision la plus importante prise par le Conseil au sujet de la politique d'*apartheid* prévoyait un embargo sur les armes contre l'Afrique du Sud, embargo qui devait être strictement observé. Pour sa part, le Japon s'était scrupuleusement conformé à toutes les résolutions du Conseil de sécurité relatives à l'embargo sur les armes contre l'Afrique du Sud, avec laquelle le Japon n'avait aucune relation diplomatique. La politique sud-africaine vis-à-vis du territoire de la Namibie représentait également une négation du droit à la libre détermination. A cet égard, le Japon s'était félicité de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice, qui avait confirmé la validité de la décision prise par les Nations Unies de mettre fin au mandat de l'Afrique du Sud et d'assumer la responsabilité directe du territoire jusqu'à son indépendance. L'Afrique du Sud avait l'obligation de se conformer aux décisions du Conseil de sécurité dans ce domaine. Le Japon espérait également que le Portugal reconnaîtrait la nécessité d'accorder le droit à la libre détermination aux territoires de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau). La politique du Portugal dans ces territoires était contraire aux buts et aux principes de la Charte et représentait en outre une menace pour l'intégrité territoriale et la souveraineté des Etats africains voisins. Quant à la Rhodésie du Sud, le Japon pensait qu'une solution pouvait être trouvée à ce problème conformément au principe du gouvernement de la

majorité, sur la base du suffrage universel. Il estimait que les propositions dont le Royaume-Uni et le régime de Rhodésie du Sud étaient convenus ne garantissaient pas que le gouvernement de la majorité serait établi dans ce pays dans un avenir proche. Le Conseil de sécurité devait donc réserver sa position sur ces propositions et, entre-temps, les sanctions économiques qu'il avait décidées devaient être pleinement appliquées.

755. Le représentant de la Guinée a donné lecture d'un message du Président de la Guinée, qui se déclarait persuadé que le Conseil de sécurité prendrait des mesures efficaces pour assurer la liquidation des foyers de guerre sur le continent africain. De telles mesures étaient nécessaires pour restituer aux peuples des territoires sous occupation portugaise et aux peuples du Zimbabwe et de la Namibie leur droit à la libre détermination et à l'indépendance totale. Le peuple africain demandait au Conseil, à sa session en cours, d'assurer le renforcement de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en fixant une date limite à son application intégrale. Pour leur part, le peuple et le Gouvernement de la Guinée étaient déterminés à aider coûte que coûte les peuples encore soumis à des régimes coloniaux et racistes en Afrique à se libérer. Ils étaient également convaincus que, si tous les Etats africains s'unissaient, la défaite de l'impérialisme en Afrique était inévitable.

756. Le représentant du Nigéria a déclaré qu'en dépit des nombreuses résolutions adoptées par le Conseil de sécurité cet organe n'avait pesé d'aucun poids décisif dans le règlement des problèmes posés par le colonialisme et le racisme en Afrique australe. Il était donc impératif que le Conseil exerce effectivement son autorité conformément aux dispositions pertinentes de la Charte. Il ne faisait aucun doute qu'il continuait d'exister, en Afrique australe, une situation qui menaçait la paix et la sécurité internationales et à laquelle venaient s'ajouter les actes de violence perpétrés par le Portugal contre l'intégrité territoriale et la souveraineté d'Etats africains indépendants. Ainsi, au lieu de consacrer toute leur énergie à leur croissance économique, les pays africains se voyaient obligés de prélever sur des ressources déjà minces de quoi assurer leur défense contre les forces coloniales et racistes. Le Conseil devait prendre des mesures efficaces pour obliger l'Afrique du Sud à abandonner sa politique d'*apartheid* et à retirer son administration de Namibie. Il devait également demander au Portugal de s'efforcer de négocier un règlement avec les forces nationalistes africaines dans les territoires qu'il occupait. De même, il fallait inviter instamment le Royaume-Uni à apporter tout son concours aux efforts des Nations Unies visant à ouvrir au peuple du Zimbabwe, de manière juste et durable, la voie de l'autodétermination et de l'indépendance.

757. Le représentant du Ghana a déclaré que, dans toutes les questions africaines dont le Conseil de sécurité était saisi, le problème fondamental était celui de la race et des droits de l'homme. Malgré la façade de libéralisme et de progrès souvent assumée en Afrique australe, le fait demeurait que les Blancs y avaient des préjugés de race et qu'ils refusaient aux Noirs les droits de l'homme fondamentaux pour des raisons raciales. Une telle situation ne pouvait qu'aboutir à un conflit racial, et c'était là un danger que le Conseil de sécurité était tenu d'empêcher. Pour faire face à

cette situation, le Conseil devait prendre des mesures efficaces et coordonnées contre l'Afrique du Sud, le Portugal et le régime illégal de Rhodésie du Sud. Les mesures isolées ou partielles avaient déjà échoué. A cet égard, le représentant du Ghana a suggéré un certain nombre de dispositions que pourrait prendre le Conseil.

758. Le représentant de l'Algérie a fait observer que tous les efforts des Etats africains pour développer leurs ressources resteraient aléatoires tant que le continent africain continuerait de subir la domination coloniale, la ségrégation raciale et l'exploitation économique. Bien que l'opinion publique mondiale ait condamné à plusieurs reprises les politiques de colonialisme et de discrimination raciale, comme il ressortait clairement de nombreuses résolutions des Nations Unies, les initiatives prises par la communauté internationale étaient demeurées sans effet à cause du soutien fourni à l'Afrique du Sud, au Portugal et au régime illégal de Rhodésie du Sud par certains de ses membres. C'était grâce à ce soutien qu'un petit pays comme le Portugal pouvait non seulement maintenir sa domination coloniale mais commettre des actes d'agression contre des Etats africains indépendants. De même, ce n'était pas avec Ian Smith, chef du régime illégal de Rhodésie du Sud, que le Royaume-Uni pouvait conclure un accord satisfaisant, mais avec les hommes politiques africains et les représentants authentiques de la Rhodésie du Sud. Il n'était guère nécessaire de préciser que la lutte des peuples d'Afrique australe pour exercer leurs droits de l'homme fondamentaux se poursuivrait avec l'appui des autres Etats africains. Cette lutte devait être tenue pour légitime par le Conseil de sécurité et devait recevoir l'aide la plus large.

759. Le représentant du Sénégal a dit que le combat mené par les Africains contre les régimes colonialistes et racistes devait recevoir un soutien international. La création d'un fonds international destiné à renforcer les efforts des mouvements de libération, qui avait été suggérée par le Président de l'OUA, était une proposition opportune et susceptible de fournir à l'ONU les moyens d'appliquer ses résolutions. Le Sénégal appuierait une autre proposition de l'OUA prévoyant la création d'un comité formé de membres du Conseil de sécurité et chargé d'assumer l'administration de la Namibie et d'appliquer des mesures pour conduire ce pays à sa pleine souveraineté et à l'indépendance. Pour remplacer l'Accord conclu par le Royaume-Uni avec le régime d'Ian Smith, le Conseil devrait rechercher un cadre nouveau, de manière à garantir la liberté d'expression de toute la population de la Rhodésie du Sud.

760. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique, se référant à la déclaration du représentant du Panama, a dit que la situation dans la zone du canal de Panama n'avait aucune analogie avec la situation en Rhodésie du Sud, qui était issue du colonialisme, du racisme et d'une politique de refus du droit à la libre détermination et d'autres droits de l'homme fondamentaux. En outre, comme le représentant du Panama l'avait lui-même signalé, les négociations se poursuivaient en vue de régler les différends qui existaient entre le Panama et les Etats-Unis. Quant aux allégations de certains orateurs concernant la prétendue assistance fournie par les Etats-Unis aux régimes colonialistes et ra-

cistes, les Etats-Unis rejetaient catégoriquement ces accusations.

761. A la 1632^e séance, le 1^{er} février, le Président, avec l'accord du Conseil et conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire, a invité les personnes dont les noms figurent dans les documents S/10602/Rev.2 et S/10604 (tels qu'ils ont été modifiés oralement) à faire des déclarations.

767. Le représentant du Libéria a déclaré que l'Afrique du Sud le Portugal continuaient à défier le Conseil parce que celui-ci n'avait pas pris de mesures efficaces contre ces deux Etats. Il était donc essentiel que le Conseil, sans céder à des forces extérieures, relève le défi lancé à son autorité. En même temps, il devait assumer l'administration de la Namibie et, conformément au paragraphe 5 de l'Article 2 de la Charte, prendre des mesures pour contraindre l'Afrique du Sud à s'acquitter de ses obligations vis-à-vis de la Namibie. En Rhodésie du Sud, un plébiscite organisé sous des auspices internationaux et contrôlé de préférence par une commission nommée par le Conseil de sécurité permettrait de vérifier si les clauses du règlement anglo-rhodésien étaient acceptables par toute la population de la Rhodésie du Sud.

763. M. El-Bedewi, qui était la première personne entendue conformément à l'article 39, a déclaré que le Comité de coordination pour la libération de l'Afrique dont il était Président, avait été créé par l'OUA pour coordonner et harmoniser l'aide à la lutte de libération. Le Conseil devait demander expressément à tous les Etats Membres, en particulier aux grandes puissances, de n'accorder aux régimes colonialistes et racistes aucun appui, direct ou indirect, qui puisse servir à réprimer les mouvements de libération nationale. En outre, il fallait inviter tous les pays à accorder aux mouvements de libération reconnus par l'OUA toute l'aide morale et matérielle dont ils avaient besoin. Le Conseil devait également affirmer que tout règlement des questions dont il était saisi devait être négocié avec les représentants des mouvements de libération nationale. En conclusion, M. El-Bedewi a déclaré que son Comité l'avait prié d'inviter le Conseil de sécurité à envoyer une mission dans les zones libérées de la Guinée (Bissau), du Mozambique et de l'Angola.

764. M. Cabral a dit que la prétendue société multiraciale dont se vantait le Portugal n'était qu'une tentative flagrante pour perpétuer sa domination coloniale. Le Portugal, dont la puissance militaire était réduite, n'était en mesure de maintenir sa domination que grâce au soutien de ses alliés. Il était donc essentiel que l'ONU appuie pleinement le mouvement de libération et reconnaisse le parti de M. Cabral, le PAIGC, comme le seul représentant légitime de la population de la Guinée et des îles du Cap-Vert. Le Conseil de sécurité pouvait apporter son concours en fixant un délai dans lequel le Portugal devrait se retirer des territoires africains et, à cette fin, il devait entreprendre des négociations avec les représentants du mouvement de libération nationale.

765. M. Luvualo a déclaré qu'en raison de l'importance stratégique des territoires africains qu'il occupait le Portugal recevait une aide militaire de ses alliés de l'OTAN. La décision récente du Département d'Etat d'accorder un crédit de 400 millions de dollars au Portugal en échange de la reconduction de l'accord relatif à la base américaine de Lajas était un exemple de cette aide. Ce n'était pas par hasard que les Etats-Unis

aidaient le Portugal : en effet, ils s'efforçaient de réprimer le mouvement de libération en Indochine tout comme le Portugal le faisait en Angola, au Mozambique et en Guinée (Bissau). Malgré la répression, le mouvement de libération nationale en Angola (MPLA), que M. Luvualo représentait, et ceux de la Guinée (Bissau) et du Mozambique avaient progressé dans leur lutte contre le colonialisme portugais. Si le Portugal se préoccupait du rétablissement de la paix dans ces territoires, il devait entreprendre des négociations avec le MPLA, représentant authentique de la population angolaise.

766. M. Dos Santos a indiqué que, sous l'impulsion du Front de libération du Mozambique, mouvement de libération nationale, la zone de combat, au Mozambique, englobait plus d'un tiers du pays et que les zones libérées ne cessaient de s'étendre. Les colonialistes portugais s'efforçaient d'empêcher coûte que coûte que la libération ne s'étende à la province de Tete, où ils construisaient un grand barrage avec l'aide de l'Afrique du Sud et de certains pays d'Europe occidentale. Mais le Front de libération nationale du Mozambique avait progressé et opérait déjà à quelques kilomètres du chantier. Outre ses actions militaires contre les forces armées des colonies portugaises et de leurs alliés, le mouvement de libération nationale poursuivait une œuvre de reconstruction de grande envergure dans les zones libérées, dans les domaines de l'enseignement, des soins médicaux et de l'agriculture. Il convenait donc particulièrement qu'aucune assistance militaire ou économique ne soit accordée au Portugal, car elle aurait uniquement pour effet de permettre à ce pays de renforcer la répression contre le mouvement de libération nationale dans le territoire qu'il occupait encore.

767. A sa 1633^e séance, tenue le même jour, le Conseil de sécurité a décidé d'adresser, conformément à l'article 39 de son règlement intérieur provisoire, une invitation à M. Johnny Eduardo, pour donner suite à une demande publiée sous la cote S/10605.

768. A la même séance, le représentant de la République arabe libyenne a déclaré que, sur l'invitation de son pays, le Comité de coordination pour la libération de l'Afrique s'était réuni à Bengazi en janvier 1972 et la Libye avait alors réaffirmé qu'elle appuyait pleinement tous les mouvements de libération dans les différents territoires africains sous domination étrangère. La Libye entendait répéter que toute résolution adoptée par le Conseil n'avait aucun sens si elle n'était associée à une action énergique visant à assurer son application intégrale. A cet égard, les grandes puissances avaient une lourde responsabilité; elles devaient abandonner leur politique qui consistait à diviser le monde en zones d'influence et accorder tout leur soutien à l'application des résolutions du Conseil.

769. Le Conseil a ensuite repris l'audition de particuliers, conformément à l'article 39 de son règlement intérieur provisoire.

770. M. Mueshihange a observé qu'il n'était pas le premier représentant de la SWAPO à prendre la parole devant le Conseil de sécurité. Il a rappelé qu'en violation des décisions du Conseil, certains des principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud continuaient à fournir à cet Etat une assistance militaire qui lui permettait d'exercer une répression contre les Africains en Namibie et d'y protéger les investis-

sements étrangers. Bien que les Etats-Unis se soient déclarés disposés à appliquer la résolution 283 (1970) du Conseil de sécurité, des sociétés américaines continuaient à participer à l'exploitation de la richesse nationale de la Namibie. Cependant, les travailleurs africains en Namibie s'étaient soulevés et demandaient que l'Afrique du Sud se retire du territoire namibien. M. Mueshihange a dit que les sociétés étrangères opérant en Namibie continueraient de le faire à leurs risques et périls. Le Gouvernement sud-africain avait admis l'existence d'une révolte armée en Namibie et avait même menacé des Etats indépendants voisins d'une action militaire. Dans ces conditions, le Conseil devait prendre des mesures conformément au Chapitre VII de la Charte et renforcer le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, afin qu'il puisse s'acquitter de ses responsabilités, c'est-à-dire préparer la Namibie à l'indépendance.

771. M. Hamadziripi a cité le texte d'une lettre adressée au Conseil de sécurité par le Président de son parti, M. N. Sithole, qui était emprisonné pour son opposition au régime de Smith. Le Président du ZANU affirmait que le peuple du Zimbabwe avait rejeté le prétendu règlement entre le Royaume-Uni et le régime illégal Smith de Rhodésie du Sud, et avait demandé le retrait de la Commission Pearce. Le Zimbabwe African Trade Union et l'African National Council avaient fait la même demande. Le Conseil de sécurité devait inviter instamment le Gouvernement du Royaume-Uni à libérer tous les prisonniers politiques au Zimbabwe, à entamer des négociations avec les représentants authentiques du pays et à retirer la Commission Pearce.

172. M. Leballo a rappelé que, dès sa création, l'ONU avait examiné la question du refus du régime raciste sud-africain d'accorder les droits de l'homme fondamentaux aux peuples de l'Azanie. Or, selon le Pan Africanist Congress of Azania, dont il était le porte-parole, tous les efforts des Nations Unies pour remédier à la situation avaient été inutiles et l'oppression du peuple azanien s'était intensifiée. L'inefficacité des Nations Unies était imputable essentiellement à l'aide militaire et économique accordée à l'Afrique du Sud par ses alliés occidentaux. Il y avait également une tentative pour rompre l'unité du mouvement de libération, et elle était le fait de l'URSS par l'intermédiaire de l'Afro-Asian People's Solidarity Organization. M. Leballo lançait donc, au nom du Pan Africanist Congress, un appel à toutes les autres organisations, en particulier à l'African National Congress, afin qu'elles s'unissent pour combattre le régime raciste sud-africain. En même temps, il demandait aux Nations Unies d'accorder au mouvement de libération de l'Azanie tout l'appui politique, matériel et financier nécessaire.

773. M. Nzo a déclaré que la collaboration entre le régime raciste d'Afrique du Sud et l'impérialisme international avait permis à ce régime d'annexer la Namibie et de défier les Nations Unies. De l'avis de son organisation, l'African National Congress, la prétendue politique de "dialogue avec l'Afrique du Sud" n'aboutirait qu'à affaiblir l'OUA et le mouvement de résistance en Afrique du Sud. Le Conseil de sécurité devait donc prendre d'urgence des mesures pour assurer l'application intégrale de toutes ses décisions antérieures, et adopter des sanctions militaires contre l'Afrique du Sud. Ces sanctions seraient appliquées sous la stricte supervision du Conseil de sécurité.

774. M. Silundika a dit qu'il représentait l'Union du peuple africain du Zimbabwe (ZAPU), qui estimait que le Royaume-Uni avait délibérément créé une crise au Zimbabwe. Au lieu de condamner les agissements sanglants du régime illégal de Smith, le Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères du Royaume-Uni avait déclaré que son gouvernement ne pouvait pas mettre en cause le droit du régime rhodésien d'utiliser un minimum de force pour assurer l'ordre public. Compte tenu de cette déclaration, il était clair que le Royaume-Uni ne pouvait intervenir impartialement au Zimbabwe. La population de ce territoire avait rejeté les manœuvres du Royaume-Uni et le Conseil devait, lui aussi, rejeter la proposition constitutionnelle anglo-rhodésienne.

775. M. Diallo Telli, au nom du secrétariat de l'OUA, s'est félicité de voir le Conseil de sécurité tenir pour la première fois une session dans une capitale africaine. Il a ajouté qu'il ressortait des déclarations faites devant le Conseil que, pour agir efficacement, celui-ci devait se charger directement de l'application de toutes ses décisions. A cet égard, les membres permanents du Conseil qui, seuls, possédaient les ressources politiques, diplomatiques, économiques et militaires voulues, avaient une responsabilité particulière. Si le Conseil décidait de veiller à l'application de ses décisions, la confiance du peuple africain en son autorité serait rétablie. Pour le moment, il fallait que le Conseil de sécurité décide d'appliquer ses décisions. Il serait tragique, en particulier pour le Conseil, que la session tenue en Afrique n'atteigne pas son but, faute de volonté politique.

776. A la 1634^e séance, le 2 février, le Conseil a entendu M. Abdul Minty, le chanoine Burgess Carr et M. Johnny Eduardo, conformément à l'article 39 de son règlement intérieur provisoire.

777. M. Minty a déclaré qu'il avait été envoyé en Afrique pour y faire connaître les vues de l'International Defence and Aid Fund et du Mouvement anti-apartheid britannique, qui étaient d'avis que la principale conséquence de la politique des Etats-Unis, de la France et du Royaume-Uni en ce qui concerne les questions relatives à l'Afrique inscrites à l'ordre du jour du Conseil était de bloquer tous les efforts valables entrepris par le Conseil en vue de résoudre ces questions de façon satisfaisante. Il convenait donc de savoir si ces trois puissances occidentales étaient les alliées du Portugal et de l'Afrique du Sud ou du peuple africain. Si ces puissances voulaient s'engager aux côtés du peuple africain, le Conseil serait en mesure de commencer à assumer ses responsabilités. M. Minty a suggéré que le Conseil de sécurité crée un nouveau comité chargé d'examiner toutes les questions relatives à l'Afrique inscrites à son ordre du jour, en reconnaissant qu'elles constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales.

778. Le chanoine Carr a indiqué que la Conférence panafricaine des Eglises appuyait pleinement le rétablissement des droits fondamentaux de l'homme et du droit à l'autodétermination que demandaient 30 millions d'Africains auxquels on refusait ces droits. La Conférence faisait également sienne la position des gouvernements africains, à savoir que dans le contexte général de l'Afrique australe il fallait accorder la priorité à la situation en Namibie et en Rhodésie du Sud. En ce qui concernait la Namibie, le Conseil devait immédiatement prendre en charge son administration et désigner une commission de contrôle

comprenant les cinq membres permanents du Conseil, afin de préparer ce territoire à l'autodétermination et à l'indépendance. Pour ce qui était de la Rhodésie du Sud, le Conseil devait prier instamment le Royaume-Uni de réaffirmer qu'il était résolu à poursuivre des négociations dont le but devait être d'assurer le gouvernement par la majorité dans un avenir immédiat en Rhodésie du Sud.

779. M. Eduardo a dit que le territoire de l'Angola traversait une période de grands bouleversements et de violence, car le peuple de ce territoire avait pris les armes en vue de se libérer. Les puissances qui appuyaient encore le colonialisme portugais ne faisaient qu'accroître la menace qui pesait sur la paix et la sécurité internationales. Une lourde responsabilité incombait donc au Conseil, qui devait contribuer à la libération des territoires occupés par le Portugal. C'était là le message que M. Eduardo apportait de la part du Front national de libération de l'Angola (FNLA).

780. A la même séance, le représentant de la Tunisie a déclaré que l'action internationale contre les politiques de discrimination raciale et de colonialisme qui sévissaient en Afrique australe ne ferait que compléter l'action essentielle qui devait être entreprise par les populations directement touchées par ces politiques. C'est pour cette raison que la Tunisie estimait que les mouvements de libération dans ces régions menaient une lutte légitime et méritaient de recevoir l'appui de la communauté internationale.

781. Le représentant de la Belgique a déclaré que son pays avait depuis longtemps reconnu le droit inaliénable à l'autodétermination de la population des territoires placés sous l'administration du Portugal et avait également réaffirmé que la souveraineté et l'intégrité territoriale des Etats africains ayant des frontières communes avec les territoires occupés par le Portugal devaient être pleinement respectées. En ce qui concernait la Rhodésie du Sud, le Gouvernement belge estimait que l'initiative prise par le Royaume-Uni pour s'informer des désirs de la population de la Rhodésie du Sud devait être accueillie avec satisfaction et espérait que le Royaume-Uni, en tant que Puissance administrante, serait en mesure de préparer la voie à un nouveau régime fondé sur le principe du gouvernement par la majorité. Après avoir exprimé l'opposition de sa délégation à la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain, le représentant de la Belgique a déclaré que son gouvernement appliquait fidèlement la résolution du Conseil de sécurité relative à l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, mais qu'il n'était pas en faveur de mesures tendant à isoler ce pays, ce qui serait le cas si l'on appliquait les sanctions prévues au Chapitre VII de la Charte. La Belgique espérait également qu'il serait possible d'obtenir l'accord de l'Afrique du Sud sur des modalités qui permettraient au peuple namibien d'exercer librement son droit à l'autodétermination.

782. Le représentant de l'Italie a déclaré que son pays appuyait pleinement la demande des Etats africains indépendants en vue de la pleine réalisation du droit à l'autodétermination et des droits fondamentaux de l'homme, car ces principes étaient issus du patrimoine de la civilisation occidentale. C'est pour cette raison qu'il avait appuyé la requête de la population des territoires sous administration portugaise, qui voulait exercer son droit à l'autodétermination, ainsi que les mesures adoptées par le Conseil de sécurité

en vue de mettre fin au régime illégal de la Rhodésie du Sud. Malheureusement, ces mesures n'avaient pas eu les résultats escomptés. Dans ces conditions, les propositions du Royaume-Uni tendant à organiser un test d'acceptabilité pourraient fournir l'occasion de toucher des individus et des groupes dans toute la Rhodésie du Sud. Ce test ne pouvait cependant pas être considéré comme remplaçant l'exercice du droit à l'autodétermination et, par conséquent, l'objectif final des efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies vis-à-vis de la Rhodésie du Sud restait toujours la réalisation de l'indépendance fondée sur le gouvernement par la majorité. Quant à la Namibie, l'Italie avait accueilli avec satisfaction l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice et avait appuyé la résolution 301 (1971) du Conseil de sécurité, dans laquelle celui-ci réaffirmait que le territoire de la Namibie relevait de la responsabilité directe de l'Organisation des Nations Unies et que cette responsabilité comportait l'obligation de promouvoir les droits du peuple namibien à l'autodétermination et à l'indépendance. L'Italie appuyait également toutes les mesures prises par l'Organisation des Nations Unies en vue de contrecarrer les effets de la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain, y compris l'embargo sur la vente d'armes à l'Afrique du Sud. Pour la solution des problèmes qui se posaient en Afrique australe, on était d'accord en général sur les principes fondamentaux de la décolonisation et de l'égalité entre les races, mais il restait à savoir comment utiliser au mieux l'Organisation des Nations Unies pour faire appliquer ces principes. A ce propos, l'essentiel était que le Conseil soit uni lors de ses délibérations et que, par ailleurs, il aborde les problèmes avec souplesse. Aussi l'Italie avait-elle suggéré qu'on laisse la porte ouverte à des contacts avec le Gouvernement sud-africain et estimait-elle qu'à cet égard le projet de résolution présenté par l'Argentine (S/10376/Rev.1) pourrait être utile.

783. Le représentant de l'URSS a déclaré que les représentants des mouvements de libération nationale de l'Afrique australe qui avaient pris la parole en vertu de l'article 39 du règlement intérieur du Conseil avaient fort bien exposé leur lutte contre le colonialisme et le racisme dans leurs territoires respectifs, et la délégation soviétique était heureuse de noter qu'ils avaient apprécié l'appui que leur avait prêté l'Union soviétique. Cependant, une personne qui ne représentait qu'elle-même avait proféré des calomnies à l'égard de l'URSS. Elle avait répété des propos diffamatoires inspirés par les impérialistes et d'autres sources, l'objectif étant manifestement de provoquer une scission entre le front anti-impérialiste et anti-colonialiste des peuples et des Etats d'Afrique, d'une part, et les peuples et les Etats de la communauté socialiste, d'autre part.

784. A la 1635^e séance, le même jour, le représentant du Royaume-Uni a déclaré que l'objectif principal des délibérations du Conseil en Afrique devait être de permettre aux membres de mieux comprendre leurs points de vue respectifs touchant les questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil, de sorte que lorsque celui-ci reprendrait l'examen de ces questions à New York il pourrait le faire dans un esprit de dialogue constructif. Il y avait sans aucun doute des différences entre les méthodes que sa délégation souhaitait proposer et celles suggérées par d'autres délégations, et il était donc d'autant plus nécessaire que les

délégations comprennent leurs points de vue respectifs avant de prendre des décisions finales. Comme elles ne constatait aucune divergence quant aux objectifs des délibérations du Conseil, la délégation du Royaume-Uni soulignait l'importance du dialogue et de la négociation, lesquels offraient le meilleur moyen de résoudre ces problèmes. Elle insistait également sur la nécessité du développement économique, base d'une indépendance réelle. Le représentant du Royaume-Uni n'examinerait pas en détail toutes les questions relatives à l'Afrique inscrites à l'ordre du jour du Conseil, mais sa délégation tenait à commenter la situation en Rhodésie du Sud. En ce qui concernait ce territoire, le Gouvernement du Royaume-Uni souhaitait un règlement de nature à garantir le progrès sur la voie du gouvernement par la majorité et ce dans des conditions acceptables pour l'ensemble du peuple de la Rhodésie. Le 25 novembre 1971, il avait présenté au Conseil de sécurité les propositions qui étaient examinées à ce moment-là dans tous les secteurs de la communauté sud-rhodésienne et qui, à son avis, représentaient le meilleur moyen de se rapprocher de l'objectif commun, à savoir le gouvernement par la majorité. Pour connaître les désirs de la population sud-rhodésienne, il avait envoyé la Commission Pearce dans le territoire. Il n'était pas souhaitable de modifier cette ligne de conduite, et le Gouvernement du Royaume-Uni espérait que l'attitude d'autres gouvernements n'empêcherait pas la Commission Pearce d'accomplir sa tâche, c'est-à-dire d'enregistrer le véritable verdict de la population sud-rhodésienne.

785. Le représentant des Etats-Unis d'Amérique a dit que son pays, conformément à ses traditions, avait toujours défendu les principes de l'égalité raciale et de l'autodétermination, et avait appuyé les efforts entrepris par l'Organisation des Nations Unies en vue d'appliquer ces principes en Afrique australe. Cependant, il fallait souligner que l'Organisation n'était qu'un des instruments mis en jeu pour libérer l'Afrique australe de l'injustice raciale et coloniale. Le facteur principal dans cet effort de libération était la population même de l'Afrique australe. En outre, il fallait se rendre compte que, malgré l'accord existant sur certains principes, le Conseil de sécurité n'était pas unanime quant à la meilleure façon d'appliquer ces principes. Lorsque les résolutions avaient peu de chances d'être mises en œuvre, cela ne pouvait qu'affaiblir l'autorité du Conseil. Par ailleurs, l'importance des résolutions que celui-ci avait adoptées d'un commun accord ne devait pas être sous-estimée. Aussi les Etats-Unis avaient-ils pensé que les résolutions qui imposaient des sanctions n'apporteraient pas les changements souhaités. Dans le cas de la Namibie, par exemple, le Conseil pouvait examiner les moyens pratiques d'établir des contacts avec toutes les parties intéressées en vue de créer les conditions qui permettraient au peuple namibien d'exercer son droit à l'autodétermination. Cependant, il ne faisait aucun doute, comme l'avait déjà déclaré la Cour internationale de Justice, que l'Afrique du Sud, en persistant à demeurer illégalement en Namibie, était responsable de toute violation de ses obligations internationales ainsi que de toute violation des droits du peuple namibien. En ce qui concernait la Rhodésie du Sud, le Royaume-Uni avait raison d'envoyer la Commission Pearce dans ce territoire et de lui laisser terminer sa tâche en vue de connaître les vœux de la population sud-rhodésienne. Le droit à l'autodétermination devait également être

réalisé par les peuples des territoires tenus par le Portugal.

786. Selon le représentant de l'Inde, le voyage du Conseil de sécurité en Afrique était un pèlerinage expiatoire, et le peuple de ce continent avait témoigné de sa grandeur d'âme en accueillant le Conseil avec chaleur et hospitalité au lieu de marquer des sentiments d'hostilité à l'égard du monde extérieur. Les déclarations faites devant le Conseil par les représentants des Etats africains et des différents mouvements de libération avaient fait clairement ressortir que si des mesures efficaces n'étaient pas prises rapidement, il s'ensuivrait une intensification de la haine raciale et des conflits armés. S'étant réuni en Afrique et ayant pu bénéficier du témoignage des représentants africains, le Conseil, s'il voulait que sa session à Addis-Abéba soit une réussite, devait emprunter des voies nouvelles pour résoudre les problèmes qui se posaient à lui en Afrique australe. L'élément le plus important, à cet égard, était le Gouvernement blanc de l'Afrique du Sud. Ce gouvernement était responsable de l'extension prise par la politique d'*apartheid* et de la situation qui régnait en Rhodésie et en Namibie, et il permettait au Portugal de maintenir son emprise coloniale sur les territoires africains qu'il occupait. Le Conseil devait par conséquent prendre des mesures efficaces pour modifier l'orientation de la politique du Gouvernement sud-africain. Pour ce qui était des problèmes particuliers, le Comité des sanctions contre le régime illégal de la Rhodésie du Sud devait être invité à se montrer plus énergique et à rendre publiques toutes les violations de ces sanctions. Toutes les communications à destination et en provenance de la Rhodésie devaient être coupées et cet embargo devait s'étendre à toutes les activités culturelles, sociales, sportives ou religieuses. Il fallait prendre des mesures pour que l'armée sud-africaine se retire de la Rhodésie du Sud. Au sujet de la Namibie, le représentant de l'Inde a proposé que le Conseil des Nations Unies pour la Namibie fasse payer des impôts aux sociétés étrangères exerçant des activités en Namibie et que le produit de ces impôts soit versé à un fonds des Nations Unies qui serait utilisé au bénéfice de la population namibienne. Par ailleurs, il fallait envisager la possibilité de maintenir un navire hors des eaux territoriales de la Namibie, navire dont le capitaine serait habilité à délivrer des permis de pêche valables dans ces eaux territoriales et dans les eaux adjacentes. Davantage de publicité pourrait être orientée vers l'Afrique du Sud, y compris la diffusion de programmes radiophoniques et le largage aérien de brochures. En vue de mettre fin au colonialisme dans les pays occupés par le Portugal, le représentant de l'Inde a proposé que l'Organisation des Nations Unies déclare immédiatement que ces territoires sont des Etats indépendants. En concluant, il a dit que, par leur nature même, les problèmes qui se posaient en Afrique australe constituaient une menace pour la paix et la sécurité internationales, et que le Conseil de sécurité, qui assumait une responsabilité particulière à cet égard, devait adopter les mesures voulues pour remédier à la situation.

787. Le représentant de la France a déclaré que le Conseil de sécurité, grâce à la session qu'il tenait en Afrique, devait tenter de trouver de nouvelles voies pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouvait le processus de décolonisation depuis l'accession à l'indépendance de 16 Etats africains. Depuis 1960, le Conseil et l'Assemblée générale avaient adopté 128 résolu-

tions et créé de nombreux comités. Les résolutions étaient restées sans effet et les comités s'étaient épuisés. Cet échec pouvait en partie être attribué à l'immobilisme des gouvernements intéressés; mais il ne fallait pas oublier non plus que les résolutions des Nations Unies étaient restées sans effet principalement parce qu'elles ne pouvaient pas être appliquées. Cette situation avait clairement démontré que la décolonisation ne pouvait être menée à bien que conformément aux dispositions des Chapitres XI et XII de la Charte. En vertu du Chapitre XI, les puissances administrantes avaient accepté de faire évoluer les territoires sous leur administration vers l'autodétermination, et le Chapitre XII avait créé le régime de tutelle, qui avait permis à beaucoup d'Etats d'accéder à l'indépendance avec la pleine coopération des puissances administrantes. Il était regrettable que le Portugal n'ait pas suivi l'exemple des autres puissances administrantes. Il était généralement admis que les territoires africains sous contrôle portugais devaient exercer leur droit à l'autodétermination, qu'il fallait mettre fin au régime illégal en Rhodésie du Sud, que les politiques d'*apartheid* devaient être abandonnées et que la situation en Namibie devait être réglée. Cependant, si l'on voulait vraiment progresser dans toutes ces directions, la participation du Portugal et de l'Afrique du Sud était nécessaire, tout comme l'était la coopération du Royaume-Uni, Puissance administrante, dans le cas de la Rhodésie du Sud. Dans ce dernier territoire, des consultations étaient en cours et il fallait attendre leur résultat. Dans le cas de la Namibie, également, des consultations pouvaient jouer un rôle vital. Le nouveau Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, avec l'appui du Conseil de sécurité et en consultation constante avec ses cinq membres permanents, devait entamer immédiatement les démarches nécessaires pour créer les conditions qui permettraient au peuple namibien d'exercer librement son droit à l'autodétermination.

788. A la 1636^e séance, le 3 février, le représentant du Burundi a déclaré que, dans différents organes de l'Organisation des Nations Unies, et en particulier au Conseil de sécurité et à son Sous-Comité *ad hoc* pour la Namibie, sa délégation avait souligné le rapport entre racisme et colonialisme. A cet égard, sa délégation souhaitait proposer l'organisation d'une conférence mondiale sous les auspices du Conseil de sécurité en vue de la liquidation totale du colonialisme et des maux du racisme. Par ailleurs, l'OUA devait arrêter un plan pour une Afrique affranchie qui, une fois achevé, serait soumis au Conseil de sécurité. Celui-ci en resterait saisi jusqu'à ce que toutes les régions d'Afrique aient accédé à la pleine indépendance. Ce plan aurait également pour objectif l'élimination des politiques d'*apartheid*.

789. Le représentant de la Somalie a fait observer qu'il existait à l'Organisation des Nations Unies une tendance à déprécier les efforts de ceux qui exigeaient que la lutte contre le racisme et le colonialisme se poursuive sans relâche. Les critiques émises contre cette lutte provenaient invariablement des Etats dont les liens économiques et stratégiques avec les régimes minoritaires d'Afrique australe étaient une des raisons de l'inefficacité de l'Organisation. Ces Etats n'avaient offert aucune solution de rechange et il en résultait que le Conseil de sécurité n'était pas en mesure d'appliquer ses décisions. La question de Namibie était un exemple flagrant de ce malaise. Malgré l'avis émis par la plus

haute instance judiciaire du monde et la résolution adoptée ultérieurement par le Conseil de sécurité, l'Afrique du Sud maintenait sa présence illégale en Namibie. Il était donc temps que le Conseil de sécurité déclare que tout nouveau refus de l'Afrique du Sud de se retirer de Namibie constituerait un acte d'agression au sens du Chapitre VII de la Charte. En outre, le Conseil devait accorder l'assistance nécessaire aux forces de libération dans le territoire. A la suite de l'avis de la Cour internationale de Justice, tous les Etats Membres avaient l'obligation d'accepter et d'appliquer les dispositions de l'Article 25 de la Charte, et aucun d'eux ne pouvait se dispenser de se conformer aux résolutions du Conseil relatives à la Namibie. En ce qui concernait la Rhodésie du Sud, la population africaine de ce territoire avait catégoriquement rejeté les propositions de règlement du Royaume-Uni. Ces propositions n'avaient pas tenu compte d'un principe primordial, à savoir qu'il n'y a pas d'indépendance sans gouvernement de la majorité. En outre, elles avaient été mises au point sans que l'on ait consulté au préalable les représentants de la population africaine, en particulier les représentants des mouvements de libération. Il semblait que le seul but du Gouvernement du Royaume-Uni, en présentant les prétendues propositions de règlement, était de chercher à sauver la face et d'accorder légalement l'indépendance au régime minoritaire, contrairement à toutes les résolutions des Nations Unies. Eu égard à ces considérations, la Somalie, ainsi que la Guinée et le Soudan, présentaient le projet de résolution suivant (S/10606) concernant la situation en Rhodésie du Sud :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant entendu les déclarations de S. M. I. Hailé Sélassié I^{er} et du président Ould Daddah, président de l'Assemblée des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine,

"Gravement préoccupé par la situation politique dangereuse qui règne en Rhodésie du Sud et notamment les exécutions, les blessures et les mesures de détention dont de nombreux Africains ont été l'objet de la part des forces de sécurité du régime illégal,

"Notant ses résolutions 216 (1965) du 12 novembre 1965; 217 (1965) du 20 novembre 1965; 221 (1966) du 9 avril 1966; 232 (1966) du 16 décembre 1966; 253 (1968) du 29 mai 1968 et 288 (1970) du 17 novembre 1970,

"Notant également la résolution 2877 (XXVI) de l'Assemblée générale au 20 décembre 1971,

"Reconnaissant la légitimité de la lutte que mène le peuple de la Rhodésie du Sud pour s'assurer la jouissance de ses droits tels qu'ils sont énoncés dans la Charte des Nations Unies et conformément aux objectifs de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale,

"Notant avec une profonde préoccupation que les mesures prises jusqu'ici n'ont pas réussi à mettre un terme à la rébellion en Rhodésie du Sud,

Notant en outre avec une profonde inquiétude que certains Etats, contrairement aux résolutions 232 (1966) et 253 (1968) du Conseil de sécurité et aux obligations qui leur incombent aux termes de l'Article 25 de la Charte des Nations Unies, n'ont pas empêché le commerce avec le régime illégal de Rhodésie du Sud,

"Considérant l'opposition écrasante du peuple africain de la Rhodésie du Sud aux propositions en vue d'un "règlement" relatif à l'avenir du territoire de la Rhodésie du Sud décidées d'un commun accord entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le régime illégal de la Rhodésie du Sud,

"Réaffirmant que c'est au Gouvernement du Royaume-Uni qu'il incombe au premier chef de mettre le peuple du Zimbabwe en mesure d'exercer son droit à la libre détermination et à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies et à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale,

"1. Réaffirme que la situation actuelle en Rhodésie du Sud constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales;

"2. Regrette que le Royaume-Uni, en sa qualité de Puissance administrante, n'ait pas réussi à mettre fin à la rébellion de la Rhodésie du Sud;

"3. Condamne les exécutions, les blessures et les mesures de détention dont des civils ont récemment fait l'objet de la part du régime illégal de la Rhodésie du Sud;

"4. Demande au Royaume-Uni, en sa qualité de Puissance administrante, de prendre toutes les mesures voulues pour garantir l'existence et le bien-être du peuple africain de Rhodésie du Sud contre d'autres actes de brutalité et d'autres mesures répressives de la part du régime rebelle illégal;

"5. Demande instamment au Gouvernement du Royaume-Uni de renoncer de toute urgence à l'application des propositions de "règlement" adoptées d'un commun accord par le Gouvernement du Royaume-Uni et le régime rebelle illégal compte tenu de l'opposition écrasante de la population africaine à ces propositions;

"6. Est fermement convaincu que pour apporter une solution à la situation existant en Rhodésie du Sud il faut convoquer sans tarder une conférence constitutionnelle au sein de laquelle la population africaine, par l'intermédiaire de ses représentants authentiques, serait en mesure de participer à l'élaboration de nouvelles propositions en vue du progrès politique et constitutionnel de son pays;

"7. Engage le Gouvernement du Royaume-Uni à convoquer de toute urgence une conférence constitutionnelle de ce genre;

"8. Demande aux Etats Membres de prendre des mesures plus rigoureuses afin d'assurer la stricte application des sanctions et d'empêcher leurs ressortissants, les organisations, les sociétés et les autres institutions relevant de leur autorité de se dérober aux décisions prises par le Conseil de sécurité dans ses résolutions 232 (1966) et 253 (1968), dont toutes les dispositions demeurent pleinement en vigueur;

"9. Demande à l'Afrique du Sud de retirer immédiatement ses forces de police et ses forces armées du territoire de la Rhodésie du Sud;

"10. Décide de maintenir cette question à son ordre du jour pour prendre toutes autres mesures appropriées compte tenu de l'évolution de la situation."

790. Le même jour, à la 1637^e séance, le Secrétaire général a déclaré que la session du Conseil de sécurité en Afrique avait démontré de façon spectaculaire

l'utilité de l'Organisation des Nations Unies en tant qu'interprète des peuples pour lesquels elle avait été créée. Il espérait que l'Organisation serait également capable de prouver son utilité en trouvant des solutions aux problèmes dont elle était saisie. Si elle n'y parvenait pas, il faudrait mesurer la distance entre les aspirations et les droits des peuples et la valeur et l'efficacité de l'Organisation. Il ne suffirait pas d'ailleurs de condamner l'Organisation des Nations Unies; il faudrait analyser en détail les causes de cet état de choses.

791. A la même réunion, le représentant de la Guinée a présenté un projet de résolution (S/10607) concernant les territoires sous administration portugaise, et qui avait pour auteurs la Guinée, la Somalie et le Soudan; son dispositif tendait à ce que le Conseil de sécurité réaffirme le droit inaliénable des peuples de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau) à l'autodétermination et à l'indépendance, reconnu par l'Assemblée générale dans sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960, et reconnaisse la légitimité de la lutte qu'ils mènent pour jouir de ce droit; condamne le refus persistant du Gouvernement du Portugal de mettre en œuvre la résolution 1514 (XV) et toutes les autres résolutions pertinentes du Conseil de sécurité; réaffirme que la situation créée par la politique du Portugal tant dans ses colonies que par ses provocations incessantes contre les Etats voisins menace gravement la paix et la sécurité internationales; réitère sa demande urgente au Portugal tendant à : a) la reconnaissance immédiate du droit des peuples des territoires sous son administration à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale; b) l'arrêt immédiat des guerres coloniales et de tous les actes de répression contre les peuples de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau) ainsi que le retrait de toutes les forces militaires et autres utilisées actuellement à cette fin; c) la proclamation d'une amnistie politique inconditionnelle et le rétablissement des droits politiques démocratiques; d) des négociations fondées sur la reconnaissance du droit à l'autodétermination et à l'indépendance avec des représentants de la population des territoires afin d'assurer le transfert du pouvoir à des institutions politiques librement élues et représentatives des populations, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale; e) l'octroi, immédiatement après, de l'indépendance à tous les territoires qu'il administre, conformément aux aspirations des populations; demande à nouveau au Portugal de s'abstenir de toute violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats africains; demande à tous les Etats de cesser immédiatement d'offrir au Gouvernement portugais toute assistance qui lui permettrait de poursuivre sa répression contre les peuples des territoires qu'il administre, et de prendre les mesures nécessaires pour interdire la vente ou la fourniture d'armes et d'équipement militaire utilisés par le Gouvernement portugais à cette fin, y compris la vente et l'expédition d'équipement et matériel servant à la manufacture et à l'entretien des armes et des munitions et devant être utilisés par les territoires sous administration portugaise; invite tous les Etats ainsi que les institutions spécialisées et autres organisations des Nations Unies agissant en consultation avec l'OUA à apporter aux peuples des territoires sous domination portugaise, en particulier à la population des zones libérées de ces

territoires, toute l'aide morale et matérielle dont elle a besoin pour poursuivre sa lutte en vue de recouvrer son droit inaliénable à l'autodétermination et à l'indépendance; invite en outre instamment tous les Etats à prendre toutes les mesures voulues pour amener le Gouvernement portugais à se conformer aux dispositions de la présente résolution; et prie le Secrétaire général de suivre l'application de la résolution et de faire rapport de temps à autre au Conseil de sécurité.

792. Le représentant de l'Argentine a présenté une version modifiée (S/10376/Rev.2) du projet de résolution de sa délégation qui avait été initialement soumis au Conseil de sécurité le 20 octobre 1971. Il a expliqué que depuis le dépôt du premier projet sa délégation avait procédé à des consultations approfondies avec le groupe africain et d'autres parties intéressées, le Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et le Secrétaire général. En présentant le texte modifié, son seul but était de permettre au peuple namibien d'accéder dès que possible à l'autodétermination et à l'indépendance. Ce projet n'était nullement incompatible avec les résolutions déjà adoptées par le Conseil de sécurité, qui demeuraient pleinement en vigueur et avaient tout l'appui de la délégation argentine. Le dispositif du projet de résolution de l'Argentine tendait à ce que le Conseil de sécurité : 1) invite le Secrétaire général, en consultation et en étroite coopération avec un groupe du Conseil de sécurité dont la composition restait encore à déterminer, à se mettre en rapport dès que possible avec toutes les parties intéressées en vue d'établir les conditions nécessaires pour permettre au peuple namibien d'exercer, librement et dans l'observation rigoureuse des principes de l'égalité des hommes, son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies; 2) exhorte le Gouvernement sud-africain à coopérer pleinement avec le Secrétaire général dans l'application de la présente résolution; et 3) prie le Secrétaire général de faire rapport au Conseil de sécurité avant le 31 juillet 1972 sur l'application de la présente résolution.

793. A la même réunion, le représentant de la Yougoslavie a présenté un projet de résolution (S/10608) parrainé par la Guinée, la Somalie, le Soudan et la Yougoslavie et concernant la situation en Namibie. Le dispositif de ce projet de résolution tendait à ce que le Conseil de sécurité : 1) condamne énergiquement l'Afrique du Sud pour son refus de respecter les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité relatives à la Namibie; 2) réaffirme que l'occupation continue de la Namibie par les autorités sud-africaines est illégale et porte atteinte aux intérêts du peuple de la Namibie; 3) déclare que l'attitude de défi que l'Afrique du Sud oppose aux décisions du Conseil sape l'autorité des Nations Unies; 4) condamne énergiquement les récentes mesures répressives dirigées contre les ouvriers africains en Namibie, et demande au Gouvernement sud-africain de mettre immédiatement un terme à ces mesures répressives et d'abolir les systèmes de travail qui ne seraient pas conformes aux dispositions fondamentales de la Déclaration universelle des droits de l'homme; 5) demande à tous les Etats dont des ressortissants et des sociétés ont des activités en Namibie nonobstant les dispositions pertinentes de la résolution 283 (1970) du Conseil de sécurité de veiller à ce que la politique de recrutement des travailleurs namibiens par ces ressortissants et ces sociétés soit conforme aux dispositions fondamentales de la Déclaration uni-

verselle des droits de l'homme; 6) considère que l'occupation continue de la Namibie par le Gouvernement sud-africain en dépit des résolutions pertinentes des Nations Unies et de la Charte crée une situation préjudiciable au maintien de la paix et de la sécurité dans cette région et comporte des conséquences graves pour la paix et la sécurité internationales; 7) demande à l'Afrique du Sud de retirer immédiatement sa police et ses forces armées et son personnel civil du territoire namibien; 8) décide qu'au cas où le Gouvernement sud-africain ne respecterait pas la présente résolution, le Conseil de sécurité se réunirait immédiatement pour déterminer les mesures efficaces à prendre conformément aux chapitres pertinents de la Charte afin d'assurer l'application totale et rapide de la résolution; et 9) prie le Secrétaire général de faire rapport au Conseil de sécurité sur l'application de la présente résolution au plus tard le 31 juillet 1972.

794. Le représentant de l'Inde a présenté un projet de résolution (S/10609) concernant la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain. Le dispositif de ce projet de résolution, qui était parrainé par la Guinée, l'Inde, la Somalie, le Soudan et la Yougoslavie, tendait à ce que le Conseil de sécurité : 1) condamne le Gouvernement sud-africain, qui poursuivait sa politique d'*apartheid* en violation des obligations qui lui incombent aux termes de la Charte; 2) réitère son opposition totale à la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain; 3) reconnaisse la légitimité de la lutte du peuple opprimé de l'Afrique du Sud en faveur des droits de l'homme et de ses droits politiques tels qu'ils sont définis par la Charte des Nations Unies et par la Déclaration universelle des droits de l'homme; 4) demande instamment au Gouvernement sud-africain de libérer toutes les personnes emprisonnées, détenues ou soumises à d'autres mesures de restriction résultant de la politique d'*apartheid*; 5) invite tous les Etats à respecter strictement l'embargo sur les armes destinées à l'Afrique du Sud et à refuser au Gouvernement sud-africain toute coopération militaire; 6) engage les gouvernements et les individus à contribuer généreusement et régulièrement aux Fonds des Nations Unies destinés à aider, à des fins humanitaires et de formation, les victimes de l'*apartheid*; 7) félicite les organisations intergouvernementales et non gouvernementales ainsi que les particuliers qui contribuent à l'éducation et à la formation des Sud-Africains et invite instamment celles qui ne le feraient pas encore à commencer à prêter leur concours et celles qui l'offrent déjà à redoubler d'efforts dans ce domaine; 8) décide de créer un Comité du Conseil de sécurité chargé d'étudier les moyens permettant d'assurer l'application des résolutions du Conseil de sécurité sur cette question et de faire d'urgence rapport à ce sujet, et au plus tard le 30 avril 1972; et 9) prie le Secrétaire général d'accorder au Comité toute l'aide nécessaire pour s'acquitter de sa mission.

795. Le représentant de l'URSS a noté que les représentants africains qui avaient pris la parole devant le Conseil à Addis-Abéba avaient cité de nombreux faits témoignant que certains pays occidentaux et monopoles impérialistes apportaient aux régimes coloniaux et racistes d'Afrique australe la protection et l'assistance qui permettaient à ces régimes de défier les décisions de l'ONU sur la décolonisation. Les représentants de certaines puissances occidentales qui incitaient les peuples asservis à la patience faisaient égale-

ment fi des décisions qui reconnaissaient la légitimité de la lutte de ces peuples pour leur liberté et leur indépendance nationale. Le vote sur les projets de résolution dont était saisi le Conseil de sécurité et en faveur desquels la délégation soviétique allait voter montrerait à chacun qui étaient ses alliés et ses amis, puisque ce n'était qu'en adoptant ces projets et en les appliquant que le Conseil justifierait les espoirs et les aspirations qu'avait suscités son déplacement en Afrique.

796. Le représentant de la Chine a dit que dans leurs déclarations les représentants des Etats-Unis et du Royaume-Uni avaient fait leur possible pour créer l'impression que leurs gouvernements s'inquiétaient beaucoup des souffrances des peuples africains et qu'ils s'opposaient sans relâche au colonialisme et au racisme. Une rhétorique aussi hypocrite ne pouvait tromper personne. Le représentant de la Chine condamnait leurs prêches sur le pacifisme et la non-violence, en soulignant qu'ils avaient pour but de forcer les peuples africains encore sous le joug colonial à accepter avec soumission l'esclavage perpétuel du colonialisme.

797. Prenant la parole en tant que représentant du Soudan, le Président a déclaré que les longs débats consacrés par divers organes des Nations Unies à la situation en Namibie, l'adoption de nombreuses résolutions et l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice avaient nettement établi que la présence de l'Afrique du Sud en Namibie était illégale et que les Etats Membres étaient tenus de cesser tout rapport avec l'Afrique du Sud dès lors que le gouvernement de ce pays prétendait parler au nom de la Namibie. En outre, le Conseil de sécurité devait adopter des mesures énergiques en vue d'appliquer les résolutions de l'ONU. Comme l'avait proposé le Président en exercice de l'OUA, le Conseil devait être chargé de l'administration de la Namibie et prendre toutes les dispositions nécessaires à cet effet. En ce qui concernait la Rhodésie du Sud, les Etats africains ne pouvaient accorder de prétendues consultations qui seraient soumises aux restrictions imposées par le régime de Smith; la seule solution était en fait de réunir une conférence constitutionnelle. Cette façon de procéder, outre qu'elle répondrait aux vœux du peuple du Zimbabwe, serait en accord avec la position prise publiquement par le Royaume-Uni.

798. A sa 1638^e séance, le 4 février, le Conseil de sécurité a voté sur les cinq projets de résolution dont il était saisi. Sur la suggestion du Président, il a décidé de commencer par les deux projets concernant la situation en Namibie (S/10376/Rev.2 et S/10608).

799. Le représentant de la Chine a dit que le Gouvernement chinois avait défendu sans relâche le principe de l'octroi immédiat de l'indépendance nationale au peuple namibien, en dehors de toute intervention extérieure. Toutefois, ce principe fondamental n'apparaissait pas dans le projet de résolution S/10376/Rev.2. Si le Conseil de sécurité adoptait ce projet de résolution, il reviendrait en fait en arrière par rapport à sa position initiale sur la question de Namibie. Les autorités sud-africaines avaient constamment défié et enfreint toutes les résolutions adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité sur la Namibie. Dans ces conditions, si l'on confiait au Secrétaire général la mission d'engager le dialogue, l'ONU et le Conseil de sécurité risqueraient d'être à nouveau traités avec mépris et humiliés par les autorités sud-africaines.

Le représentant de la Chine a ajouté que, puisque la Guinée et trois autres pays avaient présenté un projet de résolution de portée relativement générale sur la question de Namibie, il se demandait s'il était vraiment nécessaire d'adopter l'autre projet de résolution. Par la suite, lorsque le projet de résolution a été mis aux voix, le représentant de la Chine a déclaré que, pour les raisons données ci-dessus, la délégation chinoise ne participerait pas au vote sur le projet de résolution.

800. Le représentant de l'Italie a proposé que le groupe mentionné au paragraphe 1 du dispositif du projet argentin (S/10376/Rev.2) soit composé des représentants de l'Argentine et de la Somalie. Le représentant de l'URSS a suggéré que les représentants de la Guinée, de l'Inde et de la Yougoslavie en fassent également partie. Le Président a ensuite annoncé qu'il avait été convenu, après consultations, que le groupe dont il était question au paragraphe 1 du dispositif du projet de résolution révisé de l'Argentine se composerait de l'Argentine, de la Somalie et de la Yougoslavie. Le projet de résolution a donc été modifié comme suit :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné plus avant la question de la Namibie et sans préjudice des autres résolutions adoptées en la matière par le Conseil de sécurité,

"Reconnaissant les responsabilités et les obligations particulières de l'Organisation des Nations Unies à l'égard du peuple et du territoire de la Namibie,

"Réaffirmant une fois de plus le droit inaliénable et imprescriptible du peuple namibien à la libre détermination et à l'indépendance,

"Réaffirmant également l'unité nationale et l'intégrité territoriale de la Namibie,

"1. Invite le Secrétaire général, en consultation et en étroite coopération avec un groupe du Conseil de sécurité composé des représentants de l'Argentine, de la Somalie et de la Yougoslavie, à se mettre en rapport dès que possible avec toutes les parties intéressées en vue d'établir les conditions nécessaires pour permettre au peuple namibien d'exercer, librement et dans l'observation rigoureuse des principes de l'égalité des hommes, son droit à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la Charte des Nations Unies;

"2. Exhorte le Gouvernement sud-africain à coopérer pleinement avec le Secrétaire général dans l'application de la présente résolution;

"3. Prie le Secrétaire général de faire rapport au Conseil de sécurité avant le 31 juillet 1972 sur l'application de la présente résolution."

Décision : *A la 1638^e séance, le 4 février 1972, le projet de résolution révisé présenté par l'Argentine (S/10376/Rev.2) a été adopté par 14 voix contre zéro, sans abstention et sans que la Chine participe au vote, en tant que résolution 309 (1972).*

801. A la même séance, le représentant de la Yougoslavie a présenté la version révisée du projet de résolution des quatre puissances concernant la Namibie (S/10608/Rev.1), qui tenait compte de certaines suggestions soumises aux auteurs au cours des consultations. Le projet de résolution révisé était libellé comme suit :

"Le Conseil de sécurité,

"Notant la déclaration du Président de la Républi-

que islamique de Mauritanie, en sa qualité de Président en exercice de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine,

"Notant la déclaration du Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie,

"Sérieusement préoccupé par la situation actuelle en Namibie et les mesures répressives du Gouvernement sud-africain après la grève des ouvriers contractuels africains et les larges manifestations accrues de l'opposition africaine à l'occupation illégale du territoire par le Gouvernement sud-africain,

"Convaincu que le Conseil de sécurité doit trouver d'urgence les moyens nécessaires pour mettre le peuple du territoire en mesure d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance,

"Conscient de la nécessité d'établir à cette fin une coopération totale entre les Etats Membres, en particulier les membres permanents du Conseil de sécurité et les partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud,

"Rappelant ses résolutions précédentes et celles de l'Assemblée générale relatives à la Namibie,

"Conscient des responsabilités particulières des Nations Unies à l'égard du peuple et du territoire namibiens,

"Conscient de la responsabilité qui est la sienne de prendre les mesures nécessaires pour faire respecter les obligations contractées par les Etats Membres de l'ONU, notamment en vertu des dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies,

"Réaffirmant les droits inaliénables du peuple de Namibie à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960 de l'Assemblée générale,

"Réaffirmant en outre le principe de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale de la Namibie,

"1. Condamne énergiquement l'Afrique du Sud pour son refus de respecter les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité relatives à la Namibie;

"2. Réaffirme que l'occupation continue de la Namibie par les autorités sud-africaines est illégale et porte atteinte aux intérêts du peuple de la Namibie;

"3. Déclare que l'attitude de défi que l'Afrique du Sud oppose aux décisions du Conseil sape l'autorité des Nations Unies;

"4. Condamne énergiquement les récentes mesures répressives dirigées contre les ouvriers africains en Namibie, et demande au Gouvernement sud-africain de mettre immédiatement un terme à ces mesures répressives et d'abolir tout système de travail qui ne serait pas conforme aux dispositions fondamentales de la Déclaration universelle des droits de l'homme;

"5. Demande à tous les Etats dont des ressortissants et des sociétés ont des activités en Namibie nonobstant les dispositions pertinentes de la résolution 283 (1970) du Conseil de sécurité d'employer tous les moyens disponibles pour s'assurer que la politique de recrutement de travailleurs namibiens par ces ressortissants et ces sociétés est conforme aux dispositions fondamentales de la Déclaration universelle des droits de l'homme;

"6. *Considère* que l'occupation continue de la Namibie par le Gouvernement sud-africain en dépit des résolutions pertinentes des Nations Unies et de la Charte crée une situation préjudiciable au maintien de la paix et de la sécurité dans cette région;

"7. *Demande* à l'Afrique du Sud de retirer immédiatement sa police et ses forces armées ainsi que son personnel civil du territoire namibien;

"8. *Décide* qu'au cas où le Gouvernement sud-africain ne respecterait pas la présente résolution le Conseil de sécurité se réunira immédiatement pour déterminer les dispositions ou mesures efficaces à prendre conformément aux chapitres pertinents de la Charte afin d'assurer l'application totale et rapide de la présente résolution;

"9. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport au Conseil de sécurité sur l'application de la présente résolution au plus tard le 31 juillet 1972."

Décision : *A la 1638^e séance, le 4 février 1972, le projet de résolution révisé soumis par la Guinée, la Somalie, le Soudan et la Yougoslavie (S/10608/Rev.1) a été adopté par 13 voix contre zéro, avec 2 abstentions (France et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), en tant que résolution 310 (1972).*

802. Le même jour, à la 1639^e séance, le représentant de la Yougoslavie a déclaré qu'il appuyait le projet de résolution des trois puissances (S/10606) sur la Rhodésie du Sud. Sa délégation ne pouvait souscrire à l'idée selon laquelle le peuple du Zimbabwe devait soit accepter les propositions en vue d'un règlement énoncées dans les accords Home-Smith, soit connaître l'horreur de l'*apartheid* sur son territoire. Il comprenait parfaitement que le peuple du Zimbabwe ne soit pas disposé à faire dépendre son avenir des conclusions de la Commission Pearce et de l'interprétation que le Gouvernement britannique et le régime de Smith donneraient à ces conclusions. Il a affirmé de nouveau que les Etats Membres avaient l'obligation de continuer d'appliquer des sanctions politiques, économiques et diplomatiques contre le régime raciste illégal de la Rhodésie du Sud jusqu'à ce qu'il n'y aurait pas été mis fin.

803. Le représentant de la Chine a déclaré que sa délégation faisait des réserves à propos des paragraphes 6 et 7 du dispositif du projet de résolution des trois puissances concernant la Rhodésie du Sud (S/10606), qui tendaient à ce que le Conseil demande au Royaume-Uni de convoquer une conférence constitutionnelle. La délégation chinoise estimait que le Royaume-Uni devait plutôt prendre des mesures immédiates pour mettre fin à la domination coloniale du régime raciste blanc. Le peuple du Zimbabwe luttait pour son indépendance, et le Conseil devait inviter les gouvernements et les peuples de tous les pays à lui apporter un soutien actif. En outre, le Conseil devait condamner les Etats-Unis et d'autres Etats, qui n'appliquaient pas les sanctions prévues contre la Rhodésie du Sud.

804. Le représentant de l'URSS a dit que le projet de résolution des trois puissances (S/10606) n'était pas satisfaisant : il présentait de nombreuses lacunes et en particulier omettait de mentionner que le Royaume-Uni était responsable de la situation en Rhodésie du Sud et du fait que le peuple du Zimbabwe n'avait pas obtenu le droit à l'autodétermination et à l'indépendance. L'Union soviétique était opposée à tout con-

tact entre le Royaume-Uni et le régime raciste de Smith qui avait usurpé le pouvoir en Rhodésie du Sud. Le Conseil devait donc adopter à ce stade les mesures les plus efficaces possibles en vue d'éliminer le régime raciste de Rhodésie du Sud et d'assurer le transfert du pouvoir au peuple du Zimbabwe. Toutefois, comme le projet de résolution considéré était soumis par trois représentants africains au Conseil de sécurité et qu'il avait reçu l'appui de la grande majorité des délégations africaines, la délégation soviétique voterait en sa faveur.

805. Le représentant du Royaume-Uni a déclaré que sa délégation avait espéré que le Conseil se rendrait compte que son gouvernement ne pouvait accepter de directives tendant à modifier sa politique alors que celle-ci était en cours d'exécution. Le projet de résolution des trois puissances (S/10606), outre qu'il préjugerait les résultats de l'enquête confiée à la Commission Pearce, compromettrait gravement les travaux de cette commission. Dans la mesure où le projet de résolution recommandait une ligne de conduite actuellement impossible à suivre, la délégation britannique ne pouvait l'accepter.

Décision : *A la 1639^e séance, le 4 février 1972, le projet de résolution des trois puissances présenté par la Guinée, la Somalie et le Soudan (S/10606) a été mis aux voix; il y a eu 9 voix pour, une voix contre (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) et 5 abstentions (Belgique, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie et Japon); le projet n'a pas été adopté, par suite du vote négatif d'un membre permanent du Conseil de sécurité.*

806. Le représentant de l'Inde a alors présenté un projet de résolution révisé (S/10609/Rev.1) parrainé par la Guinée, l'Inde, la Somalie, le Soudan et la Yougoslavie et concernant la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain; ce projet était libellé comme suit :

"Le Conseil de sécurité,

"Notant avec une grave préoccupation l'aggravation de la situation en Afrique du Sud, résultant de l'intensification et de l'élargissement continus de la politique d'apartheid et de répression poursuivie par le Gouvernement sud-africain,

"Ayant entendu les déclarations des personnes qui ont été invitées à s'exprimer devant le Conseil sur cette question,

"Prenant acte de la déclaration du représentant du Comité spécial de l'apartheid,

"Déplorant le refus persistant du Gouvernement sud-africain d'appliquer les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité en vue de favoriser une solution pacifique conformément à la Charte,

"Gravement préoccupé par le fait que la situation en Afrique du Sud trouble gravement la paix et la sécurité internationales en Afrique australe,

"Notant l'accroissement constant de l'arsenal militaire et le renforcement continu de la puissance militaire du Gouvernement sud-africain,

"Convaincu qu'il incombe au Conseil de sécurité d'adopter d'urgence des mesures pour assurer l'application de ses résolutions et de favoriser ainsi le dénouement de la situation grave qui règne en Afrique du Sud et en Afrique australe,

"1. Condamne le Gouvernement sud-africain qui poursuit sa politique d'apartheid en violation des

obligations qui lui incombent aux termes de la Charte;

"2. *Réitère* son opposition totale à la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain;

"3. *Reconnaît* la légitimité de la lutte du peuple opprimé de l'Afrique du Sud en faveur des droits de l'homme et de ses droits politiques tels qu'ils sont définis par la Charte des Nations Unies et par la Déclaration universelle des droits de l'homme;

"4. *Demande instamment* au Gouvernement sud-africain de libérer toutes les personnes emprisonnées, détenues ou soumises à d'autres mesures de restriction résultant de la politique d'*apartheid*;

"5. *Invite* tous les Etats à respecter strictement l'embargo sur les armes destinées à l'Afrique du Sud;

"6. *Engage* les gouvernements et les individus à contribuer généreusement et régulièrement aux fonds des Nations Unies destinés à aider, à des fins humanitaires et de formation, les victimes de l'*apartheid*;

"7. *Félicite* les organisations intergouvernementales et non gouvernementales ainsi que les individus de contribuer à l'éducation et à la formation des Sud-Africains et *invite instamment* celles qui ne le feraient pas encore à commencer à prêter leur concours, et celles qui l'offrent déjà, à redoubler d'efforts dans ce domaine;

"8. *Décide* d'examiner d'urgence les méthodes propres à dénouer la situation actuelle qui résulte de la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain."

Décision : A la 1639^e séance, le 4 février 1972, le projet de résolution révisé des cinq puissances (S/10609/Rev.1) a été adopté par 14 voix contre zéro, avec une abstention (France), en tant que résolution 311 (1972).

807. Le représentant de la Guinée a ensuite présenté une version révisée (S/10607/Rev.1) du projet de résolution concernant les territoires sous administration portugaise, dont les auteurs étaient la Guinée, la Somalie et le Soudan. Ceux-ci ont accepté de tenir compte au paragraphe 4, c, d'un amendement proposé oralement par le représentant du Japon. Ainsi modifié, le texte du projet de résolution révisé des trois puissances (S/10607/Rev.1) était libellé comme suit :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la situation dans les territoires africains sous administration portugaise,

"Ayant entendu les déclarations des personnes qui ont été invitées à prendre la parole devant le Conseil sur cette question,

"Prenant note de la déclaration du Président du Comité spécial sur l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux,

"Gravement préoccupé par le fait que le Gouvernement du Portugal continue d'appliquer ses mesures répressives lors de ses opérations militaires contre les pays africains de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau) afin d'empêcher les peuples de réaliser leurs aspirations légitimes à l'autodétermination et à l'indépendance,

"Déplorant le refus du Gouvernement du Portugal de mettre en œuvre les résolutions pertinentes

du Conseil de sécurité, adoptées sur la question des territoires sous administration portugaise, conformément aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies,

"Déplorant en outre la politique ainsi que les actions des Etats qui continuent à fournir au Portugal une assistance militaire et autre dont il se sert pour poursuivre sa politique colonialiste et répressive contre les peuples de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau),

"Sérieusement préoccupé par les violations répétées, de la part des forces armées du Portugal, de la souveraineté et de l'intégrité territoriale d'Etats africains indépendants,

"Profondément préoccupé par les rapports faisant état de l'emploi de substances chimiques par le Portugal dans les guerres coloniales contre les peuples de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau),

"Reconnaissant la légitimité de la lutte des mouvements de libération de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau) qui exigent l'autodétermination et l'indépendance,

"1. Réaffirme le droit inaliénable des peuples de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau) à l'autodétermination et à l'indépendance, reconnu par l'Assemblée générale dans sa résolution 1514 (XV) du 14 décembre 1960 et reconnaît la légitimité de la lutte qu'ils mènent pour jouir de ce droit;

"2. Condamne le refus persistant du Gouvernement du Portugal de mettre en œuvre la résolution 1514 (XV) et toutes les autres résolutions pertinentes du Conseil de sécurité;

"3. Réaffirme que la situation créée par la politique du Portugal tant dans ses colonies que par ses provocations incessantes contre les Etats voisins menace gravement la paix et la sécurité internationales dans le continent africain;

"4. Demande au Portugal :

"a) De reconnaître immédiatement le droit des peuples des territoires sous son administration à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

"b) D'arrêter immédiatement les guerres coloniales et tous les actes de répression contre les peuples de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau);

"c) De retirer toutes ses forces militaires actuellement employées pour des actes de répression à l'encontre des populations de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau);

"d) De proclamer une amnistie politique inconditionnelle et le rétablissement des droits politiques démocratiques;

"e) De transférer le pouvoir à des institutions politiques librement élues et représentatives des populations, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale;

"5. Demande à nouveau au Portugal de s'abstenir de toute violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats africains;

"6. *Demande à tous les Etats de cesser immédiatement d'offrir au Gouvernement portugais toute assistance qui lui permettrait de poursuivre sa répression contre les peuples des territoires qu'il administre, et de prendre les mesures nécessaires pour interdire la vente ou la fourniture d'armes et d'équipement militaire utilisés par le Gouvernement portugais à cette fin, y compris la vente et l'expédition d'équipement et de matériel servant à la manufacture et à l'entretien des armes et des munitions et devant être utilisées dans les territoires sous administration portugaise;*

"7. *Prie le Secrétaire général de s'assurer de la mise en œuvre de la présente résolution et de faire rapport périodiquement au Conseil de sécurité.*"

Décision : *A la 1639^e séance, le 4 février 1972, le projet de résolution révisé des trois puissances (S/10607/Rev.1) a été adopté par 9 voix contre zéro, avec 6 abstentions (Argentine, Belgique, Etats-Unis d'Amérique, France, Italie et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), en tant que résolution 312 (1972).*

808. Le Président a conclu la session du Conseil de sécurité à Addis-Abéba en faisant une déclaration que le Conseil a approuvée par consensus, dans laquelle il exprimait sa gratitude au pays hôte. Le Ministre des affaires étrangères de l'Ethiopie a pris la parole en réponse aux observations du Président et a assuré les membres du Conseil que le Souverain, le Gouvernement et le peuple de l'Ethiopie avaient considéré que c'était un privilège d'accueillir en Afrique une session du Conseil de sécurité qui ferait date dans l'histoire.

C. — AUTRES COMMUNICATIONS

809. Par une lettre datée du 27 janvier 1972 (S/10603), le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande s'est félicité de la décision du Conseil de se réunir à Addis-Abéba en vue d'examiner des moyens plus efficaces d'appliquer ses décisions relatives au colonialisme et au racisme en Afrique.

810. Par une lettre datée du 27 janvier 1972 (S/10528), le représentant de la Chine a communiqué le texte d'une lettre du Ministre des affaires étrangères de la Chine datée du même jour, accompagnée de quatre annexes et expliquant la position prise depuis le début par le Gouvernement chinois en faveur du peuple africain et contre le colonialisme et la discrimination raciale.

811. Dans une lettre datée du 7 février 1972 (S/10533), le représentant du Royaume-Uni, après s'être référé à la résolution 311 (1972) du Conseil de sécurité, adoptée le 4 février 1972 à Addis-Abéba, a déclaré que, bien que son gouvernement ait voté en faveur de cette résolution, la politique du Gouvernement britannique concernant la question mentionnée au paragraphe 5 de cette résolution n'avait pas changé. Il a rappelé qu'au moment de l'adoption de la résolution 191 (1964) le représentant permanent du Gouvernement britannique avait expressément formulé des réserves à propos de son interprétation. Des réserves analogues avaient également été faites récemment par le Gouvernement britannique, qui avait cependant encore limité volontairement l'éventail des armements qu'il était disposé à exporter.

Deuxième partie

AUTRES QUESTIONS EXAMINEES PAR LE CONSEIL

Chapitre II

ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES

A. — CANDIDATURE DE BAHREÏN

812. Dans une lettre datée du 15 août 1971 (S/10291), l'Emir de l'Etat de Bahreïn a présenté la demande d'admission de son pays à l'Organisation des Nations Unies et a joint à sa lettre une déclaration signée par lui-même, par laquelle il acceptait les obligations de la Charte des Nations Unies.

813. A la 1574^e séance, le 16 août, le Président du Conseil de sécurité a renvoyé la demande d'admission de Bahreïn à l'Organisation des Nations Unies au Comité du Conseil de sécurité pour l'admission des nouveaux Membres pour examen et rapport, conformément à l'article 59 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité.

814. A sa 1575^e séance, le 18 août, le Conseil de sécurité a examiné le rapport du Comité concernant la demande d'admission de Bahreïn (S/10294).

815. Le projet de résolution recommandé par le Comité, ainsi qu'il a été modifié sur proposition du représentant de la République arabe syrienne, se lit comme suit :

“Le Conseil de sécurité,

“Ayant examiné la demande d'admission de Bahreïn à l'Organisation des Nations Unies (S/10291),

“Recommande à l'Assemblée générale d'admettre Bahreïn à l'Organisation des Nations Unies.”

Décision : A la 1575^e séance, le 18 août 1971, le projet de résolution, tel qu'il a été modifié, a été adopté à l'unanimité, en tant que résolution 296 (1971)."

B. — CANDIDATURE DU QATAR

816. Dans une lettre datée du 4 septembre 1971 (S/10306), l'Emir du Qatar a présenté la demande d'admission du Qatar à l'Organisation des Nations Unies. Il affirmait que son gouvernement faisait siens les buts et principes de la Charte des Nations Unies et déclarait accepter les obligations qui en découlaient.

817. A la 1577^e séance, tenue le 14 septembre, le Président a envoyé la demande d'admission du Qatar à l'Organisation des Nations Unies au Comité du Conseil de sécurité pour l'admission des nouveaux Membres pour examen et rapport, conformément à l'article 59 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

818. A sa 1578^e séance, le 15 septembre, le Conseil de sécurité a examiné le rapport du Comité con-

cernant la demande d'admission du Qatar (S/10318) et a invité le représentant du Yémen, à sa demande (S/10316), à participer à la discussion. Dans son rapport, le Comité a recommandé au Conseil de sécurité d'adopter le projet de résolution suivant :

“Le Conseil de sécurité,

“Ayant examiné la demande d'admission du Qatar à l'Organisation des Nations Unies (S/10306),

“Recommande à l'Assemblée générale d'admettre le Qatar à l'Organisation des Nations Unies.”

Décision : A sa 1578^e séance, le 15 septembre 1971, le Conseil de sécurité a décidé d'avoir recours au dernier paragraphe de l'article 60 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité et a adopté à l'unanimité le projet de résolution figurant dans le rapport du Comité (S/10318), en tant que résolution 297 (1971).

C. — CANDIDATURE DE L'OMAN

819. A la 1574^e séance du Conseil de sécurité, le 16 août, le Président a renvoyé la demande d'admission de l'Oman à l'Organisation des Nations Unies présentée le 24 mai (S/10216), au Comité du Conseil de sécurité pour l'admission des nouveaux Membres, pour examen et rapport, conformément à l'article 59 du règlement intérieur provisoire.

820. Dans un rapport daté du 16 août (S/10294), le Comité a déclaré qu'à sa 36^e réunion tenue à cette date, il avait décidé de remettre l'examen de cette demande et recommandé sans opposition au Conseil de sécurité d'avoir recours à une date ultérieure au dernier paragraphe de l'article 60 du règlement intérieur provisoire.

821. A sa 1587^e séance, le 30 septembre, le Conseil de sécurité a examiné le rapport suivant du Comité, daté du 30 septembre, concernant la demande d'admission de l'Oman (S/10345). Le Conseil a invité le représentant du Yémen, à sa demande (S/10348), à participer aux délibérations. Le rapport du Comité contenait le projet de résolution suivant :

“Le Conseil de sécurité,

“Ayant examiné la demande d'admission à l'Organisation des Nations Unies présentée par l'Oman (S/10216),

“Recommande à l'Assemblée générale d'admettre l'Oman à l'Organisation des Nations Unies.”

Décision : *A sa 1587^e séance, le 30 septembre 1971, le Conseil de sécurité a décidé de se prévaloir des dispositions du dernier paragraphe de l'article 60 du règlement intérieur provisoire et a adopté à l'unanimité le projet de résolution figurant dans le rapport du Comité (S/10345), en tant que résolution 299 (1971).*

D. — CANDIDATURE DES EMIRATS ARABES UNIS

822. Dans une lettre datée du 2 décembre (S/10420), le Président des Emirats arabes unis a présenté la demande d'admission des Emirats arabes unis à l'Organisation des Nations Unies et a joint à sa lettre une déclaration signée par lui-même dans laquelle il acceptait les obligations contenues dans la Charte des Nations Unies.

823. A la 1608^e séance, le 6 décembre, le Président du Conseil de sécurité a renvoyé la demande d'admission des Emirats arabes unis à l'Organisation des Nations Unies au Comité du Conseil de sécurité pour l'admission des nouveaux Membres pour examen

et rapport, conformément à l'article 59 du règlement intérieur provisoire.

824. A sa 1609^e séance, le 8 décembre, le Conseil de sécurité a examiné le rapport du Comité (S/10430) concernant la demande d'admission des Emirats arabes unis, qui contenait le projet de résolution suivant :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la demande d'admission des Emirats arabes unis à l'Organisation des Nations Unies (S/10420),

"Recommande à l'Assemblée générale d'admettre les Emirats arabes unis à l'Organisation des Nations Unies."

Décision : *A sa 1609^e séance, le 8 décembre 1971, le Conseil de sécurité a décidé d'avoir recours aux dispositions du dernier paragraphe de l'article 60 du règlement intérieur provisoire du Conseil et a adopté à l'unanimité le projet de résolution contenu dans le rapport du Comité (S/10430), en tant que résolution 304 (1971).*

Chapitre 12

RECOMMANDATION EN VUE DE LA NOMINATION DU SECRETAIRE GENERAL DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

825. A ses 1618^e, 1619^e et 1620^e séances, tenues en privé les 17, 20 et 21 décembre 1971, respectivement, le Conseil de sécurité a examiné la question de la recommandation en vue de la nomination du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Décision : *A la 1620^e séance, le 21 décembre 1971, le Conseil de sécurité a adopté la résolution 306 (1971).*

826. La résolution se lit comme suit :

"Le Conseil de sécurité,

"Ayant examiné la question de la recommandation en vue de la nomination du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies,

"Recommande à l'Assemblée générale de nommer Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies M. Kurt Waldheim."

827. Par une lettre datée du 21 décembre 1971 (A/8496), le Président du Conseil de sécurité a fait part de la recommandation du Conseil au Président de l'Assemblée générale.

Chapitre 13

QUESTION RELATIVE A LA TENUE DE REUNIONS DU CONSEIL HORS DU SIEGE

828. Au cours de l'examen de la demande de l'Organisation de l'unité africaine concernant la tenue de réunions du Conseil dans une capitale africaine (voir le chapitre 10), le Conseil de sécurité a décidé à sa 1625^e séance, le 11 janvier 1972, de créer sous le nom de Comité chargé de la question de la tenue de réunions du Conseil hors du Siège, un comité comprenant tous ses membres qui aurait pour tâche d'examiner la question sous tous ses aspects et d'élaborer des principes directeurs de caractère général susceptibles d'être appliqués à toutes les situations analogues pouvant se présenter à l'avenir.

829. Le 18 janvier, le Comité chargé de la question de la tenue de réunions du Conseil hors du Siège a

présenté au Conseil de sécurité un rapport (S/10514) dans lequel il a rendu compte de toutes les questions qu'il avait examinées au cours de huit séances, y compris les incidences techniques, financières, juridiques et politiques de la recommandation que le Comité faisait au Conseil de se réunir à Addis-Abéba du 28 janvier au 4 février 1972. Le Comité déclarait qu'étant donné que le Conseil l'avait chargé d'étudier sous tous ses aspects la question de la tenue de réunions dans une capitale africaine et de présenter son rapport au plus tard le 17 janvier, il avait décidé de remettre à plus tard ses travaux sur les autres aspects de son mandat, notamment en ce qui concerne l'élaboration de principes directeurs de caractère général.

Troisième partie
LE COMITE D'ETAT-MAJOR

Chapitre 14

TRAVAUX DU COMITE D'ETAT-MAJOR

830. Pendant la période considérée, le Comité d'état-major a rempli ses fonctions sans interruption, comme il est prévu dans le projet de règlement intérieur, et a tenu au total 26 réunions sans examiner de questions de fond.

Quatrième partie

QUESTIONS PORTEES A L'ATTENTION DU CONSEIL DE SECURITE MAIS N'AYANT PAS ETE EXAMINEES PAR LE CONSEIL PENDANT LA PERIODE CONSIDEREE

Chapitre 15

COMMUNICATIONS CONCERNANT LA QUESTION DU CONFLIT RACIAL EN AFRIQUE DU SUD RESULTANT DE LA POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

831. Par une lettre datée du 25 juin 1971 (S/10243), le Secrétaire général a transmis au Président du Conseil de sécurité le texte de la résolution 1591 (L) du Conseil économique et social, intitulée "Politique d'*apartheid* et discrimination raciale" et adoptée le 21 mai, au paragraphe 1 de laquelle le Conseil économique et social priait le Conseil de sécurité de trouver les moyens de faire respecter rigoureusement ses propres résolutions par lesquelles il demandait à tous les Etats Membres de ne pas fournir d'armes à l'Afrique du Sud.

832. Par une lettre datée du 13 juillet, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10272), le Secrétaire exécutif de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) à New York a transmis au Conseil de sécurité, pour information, conformément à l'Article 54 de la Charte des Nations Unies, les résolutions adoptées par la huitième Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA, qui s'est tenue à Addis-Abéba du 21 au 23 juin. L'une des résolutions concernait la question de l'*apartheid* et de la discrimination raciale et l'OUA y réaffirmait son appui total et inconditionnel au peuple opprimé d'Afrique du Sud dans sa lutte légitime pour éliminer l'*apartheid* et pour réaliser le gouvernement de la majorité; dans une autre résolution figurait une déclaration sur la question du dialogue, dans laquelle l'OUA concluait qu'il n'existait aucune base pour un dialogue valable avec le régime minoritaire raciste d'Afrique du Sud.

833. Dans une lettre datée du 8 septembre, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10311), l'observateur permanent par intérim de la Suisse s'est référé à un passage de la lettre du Président du Comité spécial de l'*apartheid* (S/10190) datée du 7 mai en disant que ce passage pouvait laisser entendre que la Suisse continuait de livrer du matériel de guerre à l'Afrique du Sud. A ce propos, l'observateur rappelait qu'en décembre 1963 son gouvernement avait interdit l'exportation de matériel de guerre à destination de la République sud-africaine. Une société suisse avait agi à l'insu du gouvernement et, en violation de l'embargo, avait livré du matériel de guerre à l'Afrique du Sud, mais les responsables avaient été condamnés à des peines d'emprisonnement par la plus haute instance judiciaire suisse.

834. Par une lettre datée du 23 septembre, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10331), le Président de la neuvième séance de la Réunion commune du Comité spécial de l'*apartheid*, du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux et du Conseil des Nations Unies pour la Namibie a communiqué le texte d'un consensus adopté le 13 septembre.

835. Dans une lettre datée du 6 octobre, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10354), le Président du Comité spécial de l'*apartheid* a déclaré que le Comité avait appris qu'un accord avait été conclu entre l'Armaments Development and Production Corporation of South Africa, Ltd. et une société française d'aviation pour la fabrication en Afrique du Sud d'avions Mirage III et F-1. Le Comité spécial avait fait part de son inquiétude au Gouvernement français par l'intermédiaire du représentant permanent de la France et avait souligné que l'embargo sur les armes décrété par le Conseil de sécurité n'avait pas établi de distinction entre les armes destinées à la répression intérieure et les armes destinées à la défense extérieure. La position du Gouvernement français sur ce point avait été communiquée oralement au Président du Comité spécial et était exposée dans une annexe à sa lettre.

836. Le porte-parole de la délégation française rappelait que, le 7 août 1963, le représentant de la France avait annoncé la décision de son gouvernement d'interdire la vente à l'Afrique du Sud d'armes qui pourraient être utilisées pour des opérations de police internes motivées par des préjugés racistes et que, le 4 décembre 1963, la France avait informé le Conseil qu'elle interdirait également la vente d'équipement et de matériel pouvant servir à la fabrication de ces armes. En établissant la liste des armes interdites, la France s'était fondée sur la distinction essentielle entre les armes qui peuvent être utilisées pour des opérations antiguérilla et celles qui peuvent être utilisées pour défendre le pays contre des menaces extérieures. Selon la déclaration de la France, la distinction entre les différentes catégories d'armes selon leur emploi avait été implicitement reconnue par le Conseil de sécurité

dans sa résolution 181 (1963) et le Conseil avait ensuite pris note avec satisfaction des assurances données par les gouvernements dans le cadre de la résolution 181 (1963), y compris de celles de la délégation française, qui établissait une distinction entre les deux types d'armement. Le porte-parole de la France était fermement convaincu que la vente d'avions Mirage et l'autorisation de fabriquer ces avions sous licence en Afrique du Sud ne renforceraient pas le potentiel anti-guérilla de ce pays et ne l'aideraient pas dans d'éventuelles opérations de répression interne; en conséquence, toute critique formulée à cet égard à l'encontre du Gouvernement français était dénuée de fondement.

837. Le Comité spécial de l'*apartheid* a adopté son rapport au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale le 6 octobre (S/10366). Le rapport récapitulait les travaux du Comité depuis l'adoption de son précédent rapport, en septembre 1970, et comportait une annexe sur l'évolution de la situation en Afrique du Sud au cours de l'année écoulée. Il donnait aussi des informations sur les activités des institutions spécialisées et d'autres organisations dans la campagne contre l'*apartheid* et décrivait les travaux du Comité spécial, qui avait consulté des experts et participé à des réunions avec d'autres organes s'intéressant à son domaine d'activité. Le dernier chapitre du rapport contenait un résumé des recommandations du Comité spécial, dont la majorité étaient adressées à l'Assemblée générale. Toutefois, l'une d'entre elles, concernant l'embargo sur les fournitures d'armes à l'Afrique du Sud, était adressée à la fois à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité. Le Comité spécial déclarait que l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité devraient réaffirmer la résolution 282 (1970) du Conseil de sécurité et la résolution 2624 (XXV) de l'Assemblée générale, déplorer et condamner l'action des gouvernements qui avaient continué d'aider, sous une forme ou sous une autre, au renforcement des forces militaires du régime sud-africain, réaffirmer que les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale n'admettaient pas de distinction entre les armes destinées à la défense extérieure et les armes destinées à la répression à l'intérieur du pays et ne prévoyaient aucune exception à l'embargo sur les armes, déclarer qu'aucune justification de la poursuite de la coopération militaire avec l'Afrique du Sud, telle que des engagements au titre d'accords ou d'arrangements antérieurs avec le régime sud-africain, ne pouvait être acceptée, demander à tous les Etats d'exercer toute l'influence possible sur les puissances intéressées pour les dissuader de violer l'embargo sur les armes et lancer un appel solennel à toutes les organisations et à l'opinion publique pour qu'elles dénoncent toute collaboration militaire avec l'Afrique du Sud et appuient les efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies en vue d'appliquer un embargo efficace sur les fournitures d'armes au régime sud-africain. Le Comité spécial a en outre recommandé que le Conseil de sécurité déclare que l'embargo sur les armements décrété à l'encontre de l'Afrique du Sud était obligatoire.

838. Le Conseil de sécurité a examiné la question relative à la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain au cours de ses réunions hors siège, tenues à Addis-Abéba du 28 janvier au 4 février 1972. On trouvera plus haut un compte rendu de ces travaux dans le chapitre 10, section B.

839. Par une lettre datée du 9 février 1972 (S/10536), le Secrétaire général a transmis au Conseil

de sécurité le texte des résolutions 2775 A et F (XXVI) de l'Assemblée générale, adoptées le 29 novembre 1971, relatives à la question de la politique d'*apartheid* du Gouvernement sud-africain. Le Secrétaire général appelait l'attention sur le fait que l'Assemblée générale avait invité le Conseil de sécurité à examiner la situation à la lumière du rapport et des communications qui lui avaient été adressés par le Comité spécial de l'*apartheid* et de la résolution susmentionnés, en vue d'assurer l'application intégrale par tous les Etats de la résolution 282 (1970) du Conseil, et qu'elle avait recommandé au Conseil de sécurité d'examiner d'urgence la situation en Afrique du Sud et dans l'ensemble de l'Afrique australe en vue d'adopter des mesures efficaces contre l'Afrique du Sud, y compris celles que prévoit le Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

840. Par une note verbale datée du 17 mars, adressée au Secrétaire général (S/10568), la Mission permanente de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré, se référant à la résolution 311 (1972) du Conseil de sécurité et aux résolutions 2775 A à H (XXVI) de l'Assemblée générale relatives à l'*apartheid*, que l'Union soviétique appuyait l'élimination définitive et rapide des régimes coloniaux et racistes. En outre, l'Union soviétique, fidèle aux principes léninistes de politique étrangère, appuyait vigoureusement et sans relâche à l'ONU la juste et courageuse lutte des peuples africains pour la liberté et l'indépendance nationale et apportait à ces peuples une aide morale, politique, diplomatique et matérielle dans cette lutte.

841. Dans un télégramme daté du 27 mars 1972, adressé au Président du Conseil de sécurité et distribué sur ses instructions (S/10577), le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande a appelé l'attention sur une déclaration publiée par le Ministère des affaires étrangères à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, selon laquelle les décisions pertinentes des Nations Unies devaient être immédiatement mises en œuvre et respectées strictement par tous les Etats.

842. Dans une lettre datée du 5 juin, adressée au Secrétaire général (S/10680), le Président du Comité spécial de l'*apartheid* a demandé que soit communiquée au Conseil de sécurité une note sur les faits nouveaux récemment intervenus en ce qui concerne le renforcement des forces militaires en Afrique du Sud, qui permettrait au régime sud-africain non seulement d'intensifier sa politique raciste d'oppression contre les ressortissants non blancs de ce pays, mais aussi d'étendre cette politique à la Namibie et de violer l'intégrité des territoires voisins, ce qui constituait une grave menace à la sécurité des pays africains indépendants. Le Président ajoutait que l'évidence d'une expansion considérable de la fabrication d'armes, de véhicules militaires et de munitions en Afrique du Sud avec l'aide de gouvernements étrangers et de sociétés étrangères créait une situation nouvelle qui risquait de faire perdre tout son objet à l'embargo sur les armements. Le Comité a donc exprimé l'opinion que le Conseil de sécurité devrait envisager des mesures concrètes pour interdire le transfert à l'Afrique du Sud de techniques avancées et de renseignements militaires d'ordre scientifique que ce pays pourrait utiliser pour fabriquer des armes, etc.

Chapitre 16

COMMUNICATIONS CONCERNANT LA SITUATION DANS LES TERRITOIRES ADMINISTRES PAR LE PORTUGAL

843. Dans une lettre datée du 10 septembre 1971 (S/10312), le Président par intérim du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a fait tenir au Conseil de sécurité le texte d'une résolution (A/AC.109/383) adoptée par le Comité spécial le 9 septembre 1971. Au paragraphe 5 de la résolution, le Comité spécial appelait l'attention du Conseil de sécurité sur la nécessité urgente de prendre des mesures efficaces afin de mettre un terme à la grave situation créée par la violation persistante par les autorités, en Rhodésie du Sud, en Namibie et dans les territoires administrés par le Portugal, des obligations qui leur incombent en vertu de la Charte des Nations Unies, situation qui constitue une menace contre la paix et la sécurité internationales.

844. Dans une lettre datée du 14 septembre (S/10320), le Président par intérim du Comité spécial a communiqué au Conseil de sécurité le texte d'une résolution (A/AC.109/384) adoptée par le Comité spécial le 14 septembre. Au paragraphe 10 de la résolution, le Comité spécial a appelé l'attention du Conseil de sécurité sur la nécessité de prendre d'urgence toutes mesures efficaces, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies, afin d'assurer l'application par le Portugal de la résolution 1514 (XV) et des décisions du Conseil de sécurité concernant les territoires administrés par le Portugal, en particulier les résolutions 180 (1963) du 31 juillet 1963, 183 (1963) du 11 décembre 1963 et 218 (1965) du 23 juillet 1965.

845. Dans une lettre datée du 18 janvier 1972 (S/10521), le Secrétaire général a communiqué au Conseil de sécurité le texte de la résolution 2795 (XXVI) relative à la question des territoires administrés par le

Portugal, adoptée par l'Assemblée générale le 10 décembre 1971. Au paragraphe 14 du dispositif de cette résolution, l'Assemblée générale a attiré l'attention du Conseil, étant donné l'aggravation de la situation dans les territoires de l'Angola, du Mozambique et de la Guinée (Bissau) qui trouble gravement la paix et la sécurité internationales, sur la nécessité d'envisager d'urgence toutes mesures efficaces, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies, en vue d'assurer l'application intégrale et rapide par le Portugal de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale ainsi que des décisions prises par le Conseil de sécurité au sujet des territoires sous domination portugaise.

846. Dans une lettre datée du 16 avril 1972 (S/10624), le Président du Comité spécial a transmis le texte d'une résolution (A/AC.109/400) adoptée par le Comité le 13 avril 1972, ainsi que d'autres documents se rapportant à la Mission spéciale du Comité dans les zones libérées de la Guinée (Bissau). Au paragraphe 8 de la résolution, le Comité a décidé d'attirer l'attention du Conseil, pour une action appropriée, sur le sérieux de la situation qui règne dans le territoire.

847. Dans une lettre datée du 8 mai 1972 (S/10633), le Président du Comité spécial a transmis au Président du Conseil de sécurité le texte d'une résolution (A/AC.109/402) adoptée par le Comité spécial le 20 avril 1972.

848. Au paragraphe 10, le Comité spécial a attiré l'attention du Conseil de sécurité sur la nécessité urgente de prendre, en priorité, de nouvelles mesures efficaces pour obtenir l'observation par le Gouvernement portugais des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, particulièrement la résolution 312 (1972) du Conseil de sécurité.

Chapitre 17

COMMUNICATION DE MALTE

849. Par une lettre en date du 30 juin 1971 adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10246), le représentant de Malte a communiqué le texte d'une déclaration de son gouvernement concernant certains comptes rendus parus récemment dans la presse étrangère à propos des relations de Malte avec le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, les Etats-Unis d'Amérique et l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN).

850. Dans sa déclaration, le Gouvernement maltais niait l'accusation d'abrogation unilatérale de l'Accord

de défense de 1964, en faisant observer que cet accord n'était plus en vigueur; le statut des forces britanniques à Malte devait dorénavant être régi par de nouveaux arrangements. En ce qui concernait le statut des forces de l'OTAN, Malte déclarait que tout ce qui avait été accordé à cette organisation, c'était une autorisation provisoire et limitée. Quant à la VI^e flotte des Etats-Unis, aucun traité ou accord ne lui donnait le droit de s'abriter dans les ports maltais et le Gouvernement maltais n'estimait pas que les visites de cette flotte fussent pour le moment conformes aux intérêts de Malte.

Chapitre 18

COMMUNICATIONS EMANANT DE LA REPUBLIQUE KHMERE

851. Pendant la période considérée, le Gouvernement de la République khmère a adressé au Président du Conseil de sécurité cinq communications dans

lesquelles il se plaignait d'atteintes à sa souveraineté et à son intégrité territoriale commises par des unités armées des forces vietcongs et nord-vietnamiennes. Il

s'agissait dans la plupart des cas d'incursions armées sur son territoire, d'attaques contre des postes militaires khmers, d'accrochages avec les forces de défense khmères et de l'occupation de plusieurs points dans le pays. Ces attaques auraient provoqué la mort de dizaines de ressortissants khmers, tant militaires que civils, y compris des femmes et des enfants. Plusieurs moines bouddhistes auraient été tués et un grand nombre auraient disparu; des centaines de bâtiments auraient été incendiés et détruits. Dans certaines de ces lettres, il était indiqué que les forces d'invasion avaient été équipées d'armes modernes par des Etats étrangers qui entretenaient des relations amicales avec elles.

852. Dans toutes les communications, le représentant de la République khmère faisait part des vives protestations de son gouvernement contre les attaques et l'occupation illégales dont son territoire était l'objet et qui constituaient des violations flagrantes de la Charte des Nations Unies, du droit international et des Accords de Genève de 1954. Le Gouvernement de la République khmère tenait le Gouvernement de la République démocratique du Viet-Nam et le prétendu Gouvernement révolutionnaire provisoire du Viet-Nam du Sud pour entièrement responsables des conséquences très graves qui découlaient de ces actes et se réservait le droit de prendre les mesures voulues pour

défendre l'indépendance, la neutralité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République khmère.

853. On trouvera ci-dessous la liste des lettres que le représentant de la République khmère a adressées au Président du Conseil de sécurité entre le 16 juin 1971 et le 15 juin 1972 :

Lettre datée du 1^{er} juillet 1971 (S/10248), faisant état d'attaques et d'actes de harcèlement du 19-20 mai au 1^{er} juin.

Lettre datée du 23 août (S/10302) faisant état d'actes de persécution systématique à l'encontre de moines bouddhistes khmers le 6 décembre 1970, le 3 avril et les 8 et 30 mai 1971.

Lettre datée du 27 septembre (S/10349), accusant les forces vietcongs et nord-vietnamiennes du meurtre d'un moine khmer et d'autres personnes le 24 août.

Lettre datée du 8 décembre (S/10450), accusant les forces nord-vietnamiennes et vietcongs d'avoir employé des obus à gaz toxiques contre des positions khmères dans la province de Kong Thom les 29 et 30 octobre.

Lettre datée du 10 avril 1972 (S/10596), accusant les forces vietcongs et nord-vietnamiennes d'avoir commis des actes criminels contre la population civile et religieuse, du 1^{er} au 24 janvier 1972.

Chapitre 19

COMMUNICATIONS CONCERNANT LE VIET-NAM

854. Par une lettre datée du 30 novembre 1971 (S/10406), le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a communiqué le texte d'une déclaration soviéto-vietnamienne concernant "la fraternité indestructible de l'URSS et de la République démocratique du Viet-Nam", signée le 7 octobre 1971 par M. Podgorny, membre du Politburo du Comité central du parti communiste de l'Union soviétique, président du Présidium du Soviet suprême de l'URSS, chef de la délégation du parti et du Gouvernement de l'URSS, et par M. Le Duan, premier secrétaire du Comité central du parti des travailleurs du Viet-Nam, chef de la délégation du parti et du Gouvernement du Viet-Nam, à l'issue des entretiens qui ont eu lieu au cours de la visite de la délégation soviétique dans ce pays, du 4 au 8 octobre. Une partie du communiqué traitait de la situation au Viet-Nam et dans la péninsule indochinoise et condamnait les impérialistes des Etats-Unis qui prolongeaient, intensifiaient et étendaient la guerre d'agression en Indochine et enfreignaient les Accords de Genève de 1954 sur l'Indochine et les Accords de Genève de 1962 sur le Laos. Les deux parties exigeaient que le Gouvernement des Etats-Unis mette fin à son intervention et à son agression, qu'il retire entièrement ses troupes, ses conseillers et son personnel militaire du Viet-Nam du Sud, du Laos et du Cambodge, et cesse toute action militaire dans la péninsule indochinoise, de manière que chaque pays puisse régler ses propres affaires sans ingérence extérieure. En outre, les parties estimaient que les propositions en sept points du Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Viet-Nam du Sud offraient une base raisonnable et équitable pour le règlement du problème vietnamien. Ces propositions contenaient deux éléments fondamentaux, à

savoir : le Gouvernement des Etats-Unis devait mettre fin à sa guerre d'agression, retirer toutes ses forces du Viet-Nam du Sud, et liquider les bases militaires qui y sont installées et, d'autre part, cesser d'aider le régime fantoche à Saigon.

855. Par une lettre datée du 4 janvier 1972 (S/10494), le représentant de l'URSS a communiqué le texte d'une déclaration du Gouvernement soviétique en date du 30 décembre 1971, dans laquelle ce dernier accusait les Etats-Unis d'avoir récemment commis de nouveaux actes d'agression contre la République démocratique du Viet-Nam en envoyant des centaines d'avions militaires bombarder et mitrailler son territoire. Malgré leurs déclarations répétées concernant le "règlement pacifique" et la "réduction de la participation américaine" au conflit indochinois, les Etats-Unis continuaient à fonder leurs espoirs sur un règlement militaire de la question vietnamienne. L'Union soviétique condamnait la politique agressive des Etats-Unis en Indochine, appuyait entièrement la République démocratique du Viet-Nam et continuait à lui fournir l'aide nécessaire pour contrecarrer toute atteinte à sa souveraineté et à son indépendance.

856. Par une lettre datée du 24 février (S/10544), le représentant de l'URSS a communiqué le texte d'une déclaration du Gouvernement soviétique en date du 11 février, dans laquelle celui-ci se plaignait que les services de propagande des Etats-Unis avaient lancé une bruyante campagne au sujet des propositions de règlement en Indochine faites par le Gouvernement américain et connues sous le nom de "plan de paix en huit points". Aux termes de la déclaration, une analyse objective de ces propositions montrait clairement que Washington se refusait à fixer une date pré-

cise pour le retrait de toutes les troupes américaines du Viet-Nam du Sud et cherchait à forcer le peuple sud-vietnamien à accepter l'existence continue du régime fantoche proaméricain à Saigon et à éliminer le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la structure politique du Viet-Nam du Sud. La déclaration condamnait résolument l'agression américaine au Viet-Nam et réaffirmait que le Gouvernement soviétique continuerait à appuyer les peuples vietnamien, laotien et cambodgien dans leur lutte pour le règlement des problèmes de l'Indochine dans l'intérêt des peuples de cette région.

857. Par une note datée du 7 avril (S/10592), le Président du Conseil de sécurité a distribué le texte d'une lettre en date du 6 avril de l'observateur permanent de la République du Viet-Nam, à laquelle était joint le texte d'une proclamation de l'Assemblée nationale de ce pays, en date du 4 avril, concernant "l'invasion ouverte de la République du Viet-Nam par le Viet-Nam du Nord communiste" et un communiqué publié le 3 avril par le Ministère des affaires étrangères de son pays. Dans la proclamation, les communistes nord-vietnamiens étaient accusés d'avoir, au cours des derniers jours, envahi la zone frontalière de la République du Viet-Nam, en vue de s'emparer militairement du pays. L'Assemblée nationale de la République du Viet-Nam condamnait donc énergiquement cet acte d'agression ouverte commis par les communistes nord-vietnamiens en violation flagrante des Accords de Genève de 1954 et lançait un appel à l'Organisation des Nations Unies et aux peuples du monde pour qu'ils appuient leur lutte légitime d'auto-défense et pour qu'ils forcent les communistes nord-vietnamiens à arrêter leur invasion et à se retirer au nord du 17^e parallèle. Dans son communiqué, le Ministère des affaires étrangères de la République du Viet-Nam protestait contre l'attaque des postes avancés de la République dans la zone de démarcation et déclarait que cette attaque s'inscrivait dans le cadre de l'offensive de l'ennemi et de sa tentative d'occuper le territoire de la République du Viet-Nam au sud de la zone de démarcation. Il ajoutait que le Viet-Nam du Nord avait abandonné le couvert du prétendu "Front national de libération du Viet-Nam du Sud" et avait utilisé ses forces régulières pour attaquer le Viet-Nam du Sud. La République du Viet-Nam condamnait énergiquement la politique nord-vietnamienne d'agression armée et sa récente invasion et lançait un appel à tous les peuples et gouvernements pour qu'ils condamnent l'action des agresseurs communistes et exigent que le Viet-Nam du Nord retire immédiatement ses forces armées.

858. Par une lettre datée du 20 avril (S/10621), le représentant de l'URSS a communiqué une déclaration de l'agence Tass concernant les nouvelles attaques des avions militaires américains, qui avaient bombardé et mitraillé le port de Haiphong et la banlieue de Hanoi le 16 avril, faisant des victimes et causant de graves dommages matériels. L'agence déclarait que la population soviétique condamnait ces actes d'agression qui montraient que les Etats-Unis poursuivaient et intensifiaient leurs crimes contre le peuple de l'Indochine. Le seul moyen de trouver une solution au problème de l'Indochine était la négociation.

859. Par une lettre datée du 8 mai (S/10631), le représentant des Etats-Unis d'Amérique a communiqué le texte d'une allocution prononcée ce jour-là par

le Président des Etats-Unis concernant l'ordre qu'il avait donné aux forces des Etats-Unis de prendre, conjointement avec les forces de la République du Viet-Nam, des mesures supplémentaires, y compris le minage des accès aux ports nord-vietnamiens, pour réagir contre les récentes attaques armées lancées par le Viet-Nam du Nord. Il déclarait dans sa lettre que ces mesures de légitime défense collective allaient être portées à la connaissance du Conseil de sécurité, comme l'exigeait l'Article 51 de la Charte des Nations Unies. Aux termes de l'allocution du Président, cinq semaines auparavant, les armées du Viet-Nam du Nord avaient déclenché une invasion massive contre le Viet-Nam du Sud, invasion qu'avaient rendue possible les chars, l'artillerie et les autres armes offensives ultra-modernes fournies à Hanoi par l'Union soviétique et d'autres pays communistes. Afin de priver Hanoi des armes dont le Viet-Nam du Nord avait besoin pour continuer cette agression, le Président avait ordonné de miner l'entrée de tous les ports nord-vietnamiens, de manière à empêcher l'accès à ces ports et les opérations navales nord-vietnamiennes à partir de ces ports, et de prendre les mesures voulues pour interdire la livraison de fournitures. Le Président avait également annoncé que ces mesures n'étaient dirigées contre aucune autre nation et que les pays dont les navires se trouvaient à ce moment-là dans des ports nord-vietnamiens avaient déjà été prévenus que leurs navires auraient trois journées pleines pour appareiller en sécurité avant que les mines ne s'arment, et qu'à l'expiration de ce délai tout navire qui tenterait de quitter ces ports ou d'y entrer le ferait à ses risques et périls. Les mesures prendraient fin une fois que tous les prisonniers de guerre américains auraient été rendus à leur pays et qu'on aurait instauré un cessez-le-feu sous contrôle international dans toute l'Indochine. Dès que ces conditions seraient remplies, les Etats-Unis cesseraient tout acte de force dans toute l'Indochine et procéderaient au retrait complet de toutes les forces américaines du Viet-Nam dans un délai de quatre mois.

860. Dans une lettre datée du 11 mai (S/10638), le représentant de la Chine a déclaré que les nouvelles mesures concernant le Viet-Nam qui avaient été annoncées par le Président des Etats-Unis, y compris le minage des accès au port de la République démocratique du Viet-Nam, constituaient une nouvelle expansion de la guerre d'agression menée contre le Viet-Nam et une violation flagrante de la liberté de navigation internationale. Ces actes étaient absolument inadmissibles au regard du droit international et de la Charte des Nations Unies. La question du Viet-Nam n'avait rien à voir avec l'Organisation des Nations Unies; par conséquent, la demande du représentant des Etats-Unis tendant à ce que le texte de sa lettre et celui de l'allocution du Président des Etats-Unis soient distribués en tant que documents du Conseil de sécurité était dénuée de toute base juridique.

861. Par une lettre datée du 11 mai (S/10640), le représentant de la Yougoslavie a communiqué le texte d'une déclaration du Conseil exécutif fédéral de la République fédérative socialiste de Yougoslavie concernant les derniers événements survenus au Viet-Nam. Aux termes de cette déclaration, la Yougoslavie condamnait vigoureusement la décision prise par les Etats-Unis de miner tous les accès aux ports de la République démocratique du Viet-Nam et de bombarder intensivement ce pays, ce qui constituait une extension

de la guerre et de la destruction dans cette région, menaçait directement la paix et la sécurité internationales et risquait d'aboutir à un nouveau conflit mondial. Seul le retrait complet et immédiat des troupes américaines de l'ensemble de l'Indochine permettrait de résoudre le problème vietnamien.

862. Dans une lettre datée du 11 mai (S/10642), le représentant de Cuba a déclaré que le blocus illégal de la République démocratique du Viet-Nam par les Etats-Unis représentait une grave violation de la Charte des Nations Unies et des normes les plus élémentaires du droit international. Si les Etats-Unis avaient accepté les propositions formulées par la délégation du Gouvernement révolutionnaire provisoire du Viet-Nam du Sud, la paix aurait été garantie depuis longtemps au Viet-Nam. Le Gouvernement cubain rejetait l'idée que les Etats-Unis agissaient conformément à la Charte des Nations Unies en vertu du droit de "légitime défense collective" stipulé à l'Article 51 et condamnait énergiquement cette escalade de l'impérialisme.

863. Dans une lettre datée du 11 mai (S/10643), le représentant de l'URSS a déclaré, à propos de la lettre des Etats-Unis en date du 8 mai (S/10631), que le minage des accès aux ports de la République démocratique du Viet-Nam et les tentatives visant à empêcher les navires étrangers d'entrer dans ses eaux territoriales et intérieures constituaient une menace immédiate pour les navires et pour les marins des nombreux Etats qui transportaient des marchandises pour la population de la République démocratique du Viet-Nam. Cette mesure représentait une violation flagrante du principe universellement reconnu de la liberté de navigation. En outre, il était absolument injustifié d'invoquer l'Article 51 de la Charte des Nations Unies.

864. Dans une lettre datée du 12 mai (S/10644), le représentant de la Chine a communiqué le texte d'une déclaration publiée le 11 mai par le Gouvernement de la République populaire de Chine concernant les nouvelles mesures militaires annoncées par le Président des Etats-Unis. Selon cette déclaration, l'adoption de ces mesures constituait une violation flagrante de la liberté de la navigation et du commerce entre les nations, dénotait un mépris total de la Charte des Nations Unies et du droit public international et était une provocation non seulement contre le peuple vietnamien, mais contre les peuples du monde entier, provocation que le Gouvernement et le peuple chinois condamnaient énergiquement. Les Etats-Unis avaient décrit leur agression comme une résistance à une invasion nord-vietnamienne, mais le Gouvernement chinois appuyait la position prise par le Gouvernement de la République démocratique du Viet-Nam dans sa déclaration du 10 mai et réaffirmait que le peuple chinois apportait un soutien puissant au peuple vietnamien et que les vastes étendues du territoire de la Chine représentaient pour ce peuple des arrières sûrs.

865. Dans une lettre datée du 15 mai (S/10649), le représentant de l'URSS a communiqué le texte d'une déclaration du Gouvernement soviétique en date du 11 mai, concernant l'intensification des opérations militaires des Etats-Unis au Viet-Nam. Le gouvernement indiquait que l'Union soviétique considérait comme inadmissibles les actes des Etats-Unis, qui menaçaient la liberté de navigation et la sécurité de navires soviétiques et autres dans la région. Ces actes allaient à l'encontre du principe généralement reconnu de la liberté de la navigation et des Conventions de Genève de 1958 sur le droit de la mer, dont les Etats-Unis étaient l'un des signataires. Une nouvelle escalade des actes agressifs ne pouvait ni résoudre les problèmes de l'Indochine ni briser la volonté du peuple indochinois qui luttait pour sa liberté et son indépendance. Le seul moyen de régler le problème vietnamien était de respecter le droit du peuple vietnamien de décider lui-même de son sort, sans aucune ingérence de l'extérieur. Si les Etats-Unis étaient prêts à cela, ils devraient revenir à la table des négociations à Paris.

866. Dans une lettre datée du 2 juin (S/10676), le représentant de la République arabe syrienne a communiqué le texte d'une déclaration faite le 16 mai par un porte-parole officiel du Ministère des affaires étrangères de la République arabe syrienne, concernant les récentes mesures militaires prises par les Etats-Unis au Viet-Nam. Aux termes de la déclaration, cette agression était une violation flagrante de la Charte des Nations Unies et menaçait la paix non seulement en Asie, mais dans le monde entier. La République arabe syrienne condamnait cette agression contre la République démocratique du Viet-Nam, affirmait sa solidarité entière avec le peuple vietnamien et exigeait l'arrêt immédiat de l'agression américaine et le retrait de toutes les forces colonialistes impérialistes de cette région, de manière à laisser le peuple vietnamien choisir librement le régime qu'il souhaitait se donner.

867. Par une lettre datée du 13 mai (S/10651), le représentant de la Mongolie a communiqué le texte d'une déclaration publiée le 12 mai par le Gouvernement mongol, dans laquelle celui-ci accusait les dirigeants des Etats-Unis d'avoir à nouveau pris des mesures pour intensifier l'agression armée au Viet-Nam, aggravant ainsi encore la situation en Asie du Sud-Est. Il réclamait le retrait immédiat et inconditionnel des forces armées américaines et alliées et demandait que l'on donne au peuple vietnamien la possibilité de décider de son propre sort sans ingérence de l'extérieur. Il demandait également que les Etats-Unis rapportent toutes les mesures prises pour bloquer les côtes et bombarder les communications terrestres de la République démocratique du Viet-Nam, mettent fin à tout acte de guerre et respectent les engagements qu'ils avaient pris aux termes de traités internationaux et le droit à la liberté de la navigation et du commerce internationaux.

Chapitre 20

COMMUNICATIONS EMANANT DU LAOS

868. Par une lettre datée du 7 janvier 1972, adressée au Secrétaire général (S/10499 et Corr.1), le représentant du Laos a transmis une communica-

tion datée du 25 décembre 1971, adressée au Secrétaire général par le Premier Ministre, Président du Conseil des ministres du Royaume du Laos, pour lui

faire tenir copie de la lettre datée du même jour qu'il avait adressée aux coprésidents de la Conférence de Genève de 1972 sur le Laos. Le représentant permanent demandait que ces textes soient distribués, en raison de la gravité de la situation dans son pays du fait des attaques délibérées lancées contre les forces laotiennes par les troupes de la République démocratique du Viet-Nam, en violation flagrante des Accords de 1962. Dans la lettre jointe, adressée au Secrétaire général, le Premier Ministre du Laos déclarait que, depuis des années, le Gouvernement de Hanoï commettait de graves violations du droit international par ses attaques contre le Laos. Bien que rien n'ait été fait, alors que son gouvernement avait dénoncé la situation à l'ONU, le peuple du Laos était toujours convaincu que l'Organisation pouvait agir en faveur des peuples épris de paix et qu'il lui serait possible de trouver les moyens, conformément aux principes de la Charte, de promouvoir la paix. Dans la lettre qu'il adressait aux coprésidents de la Conférence de Genève de 1962, le Premier Ministre déclarait que, depuis le 17 décembre 1971, la plaine des Jarres était attaquée par trois divisions nord-vietnamiennes qui cherchaient à contrôler la plaine et il protestait très vigoureusement contre les nouvelles violations du territoire laotien

et l'escalade de la guerre au Laos. Il demandait instamment que toutes les mesures prévues par les Accords de 1962 soient mises en œuvre, et notamment que la Commission internationale de contrôle puisse vérifier les faits et arrêter l'invasion massive. Son gouvernement élevait en outre une protestation à l'ONU et ne considérait pas que le fait que le Viet-Nam du Nord n'était pas membre de l'Organisation constituait un argument valable à lui opposer. Les Accords de Genève et la Charte des Nations Unies offraient de multiples possibilités d'action si l'on voulait bien considérer les choses de façon équitable et faire preuve de respect pour la souveraineté des nations grandes et petites.

869. Par une lettre datée du 25 février, adressée au Secrétaire général (S/10548), le représentant du Laos a transmis un aide-mémoire sur la présence de troupes régulières du Viet-Nam du Nord au Laos et leurs récentes attaques contre des postes gouvernementaux en violation des Accords de Genève de 1962 sur le Laos. L'aide-mémoire indiquait en détail les effectifs des forces nord-vietnamiennes utilisées et les régions du Laos qui avaient été attaquées et investies pendant la période allant du 18 décembre 1971 au 21 janvier 1972.

Chapitre 21

COMMUNICATIONS CONCERNANT LE STATUT D'OKINAWA

870. Dans une lettre datée du 10 mai 1972 (S/10641), le représentant des Etats-Unis d'Amérique a informé le Secrétaire général que le 15 mai, les Etats-Unis renonceraient à toute autorité sur le territoire et les habitants des îles Ryû-Kyû et Daito, et que cette autorité serait assumée par le Japon en vertu de l'accord signé par les deux gouvernements le 17 juin 1971.

871. Dans une lettre datée du 20 mai, adressée au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité (S/10653), le représentant de la Chine a souligné que dans l'accord sur les îles Ryû-Kyû et Daito, signé le 17 juin 1971, les Gouvernements des Etats-Unis et du Japon avaient ouvertement inclus dans la "zone rendue" l'île Tiaoyu et d'autres îles qui font partie

du territoire chinois, et avaient ainsi commis une grave violation du territoire et de la souveraineté de la République populaire de Chine. Ces îles faisaient partie du territoire chinois depuis des temps lointains, et le transfert illicite de ces îles, auquel les Gouvernements des Etats-Unis et du Japon avaient procédé entre eux, était entièrement illégal, nul et non avenue.

872. Dans une lettre datée du 24 mai adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10661), le représentant du Japon a déclaré que les allégations du Gouvernement chinois relatives aux îles Senkaku (Tiaoyu et d'autres îles) étaient totalement dénuées de fondement. Ces îles avaient toujours fait partie du territoire japonais et ce fait n'avait jamais été contesté par aucun pays jusqu'à ces tout derniers temps.

Chapitre 22

RAPPORTS SUR LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES ÎLES DU PACIFIQUE, DESIGNÉ COMME ZONE STRATÉGIQUE

873. Le rapport du Conseil de tutelle sur le Territoire sous tutelle des îles du Pacifique, portant sur la période allant du 20 juin 1970 au 18 juin 1971, a été communiqué au Conseil de sécurité sous la cote S/10237 (*Documents officiels du Conseil de sécurité, vingt-sixième année, Supplément spécial n° 1*).

874. En application du paragraphe 3 de la résolution 70 (1949) du Conseil de sécurité en date du 7 mars 1949, le Secrétaire général a transmis le 18 mai 1972 aux membres du Conseil de sécurité le rapport (S/10652) du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur l'administration du Territoire sous tutelle des îles du Pacifique pour la période allant du 1^{er} juillet 1970 au 30 juin 1971.

**COMMUNICATION CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE
ET L'UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES**

875. Par une lettre datée du 2 juin 1972 adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10674), les représentants des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont communiqué le texte de deux documents concernant les négociations soviéto-américaines qui avaient eu lieu à Moscou du 22 au 30 mai lors de la visite officielle en Union soviétique du Président des Etats-Unis et de M^{me} Nixon. Dans le premier document, intitulé "Fondements des relations mutuelles entre l'URSS et les Etats-Unis", étaient exposés 12 principes dont étaient convenus les deux chefs d'Etat. Parmi ces principes il convenait de citer les points suivants : a) à l'âge nucléaire, la coexistence pacifique était la seule base sur laquelle il était possible de fonder leurs relations mutuelles, b) les deux Etats feraient tout leur possible pour éviter les affrontements militaires, prévenir le déclenchement d'une guerre nucléaire et régler leurs différends par des voies pacifiques. Ces tentatives d'obtenir, directement ou indirectement, des avantages unilatéraux aux dépens de l'autre partie sont incompatibles avec ces objectifs. Les conditions nécessaires au maintien et au renforcement des relations pacifiques entre l'URSS et les Etats-Unis sont la reconnaissance des intérêts de la sécurité des parties, fondée sur le principe de l'égalité, et la renonciation de recourir à la menace ou à l'emploi de la force; c) les membres permanents du Conseil de sécurité avaient une responsabilité particulière et devaient faire tout ce qui était en leur pouvoir pour éviter que surgissent des conflits ou des situations de nature à aggraver les tensions internationales; d) des efforts seraient poursuivis en vue de limiter les armements, y compris les armements stratégiques, tant sur le plan bilatéral que multilatéral. L'URSS et les Etats-Unis estiment que l'objectif final de leurs efforts est la solution du problème du désarmement général et complet et la réalisation d'un système efficace de sécurité internationale, conformément aux buts et aux principes des Nations Unies; e) aucun des deux Etats ne revendiquerait pour lui-même aucun droit ou avantage spécial dans les affaires mondiales et ne reconnaîtrait aucune exigence de ce genre de la part de qui que ce soit, car les deux Etats reconnaissaient l'égalité souveraine de tous les Etats et ne dirigeaient pas leurs relations contre des pays tiers et contre leurs intérêts.

876. Le deuxième document était un communiqué commun des Etats-Unis et de l'Union soviétique, qui comprenait les points suivants : a) les dispositions des "fondements" mentionnées ci-dessus ouvraient de nouvelles possibilités pour le développement de relations pacifiques et d'une coopération entre les deux Etats, qui avaient exprimé leur ferme intention d'agir conformément à ces dispositions; b) les deux Etats esti-

maient qu'un ralentissement de la course aux armements stratégiques contribuerait sensiblement à la réduction des risques de guerre nucléaire et attachaient une grande importance au Traité sur la limitation des réseaux de missiles antibalistiques et à l'accord provisoire qu'ils avaient conclu sur certaines mesures intéressant la limitation des armes stratégiques offensives; c) les deux Etats avaient l'intention de continuer à négocier activement en vue de la limitation des armes offensives stratégiques et de le faire dans un esprit de respect pour les intérêts légitimes de l'autre partie et d'observation du principe d'égalité de sécurité; d) les deux Etats prenaient note des éléments nouveaux favorables susceptibles de réduire les tensions en Europe et avaient l'intention d'accroître leurs efforts pour assurer à l'Europe un avenir pacifique, sur la base des principes de l'intégrité territoriale de tous les Etats du continent; e) ils citaient l'Accord quadripartite du 3 septembre 1971 sur les secteurs occidentaux de Berlin comme un exemple de coopération fructueuse et se félicitaient du Traité signé le 12 août 1970 entre l'URSS et la République fédérale d'Allemagne, qui était de nature à promouvoir la confiance parmi les Etats européens; f) les deux Etats étaient prêts à contribuer à l'évolution positive de l'Europe vers une véritable détente et à une coopération sur la base des principes de l'intégrité territoriale et de l'inviolabilité des frontières, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, de l'égalité des nations souveraines, de l'indépendance et de la renonciation à l'emploi de la force; g) ils s'accordaient à penser qu'une conférence sur la sécurité et la coopération en Europe devait être préparée avec soin et que des consultations en vue de cette conférence pouvaient commencer bientôt; h) ils réaffirmaient leur soutien à un règlement pacifique au Moyen-Orient, conformément à la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, et confirmaient leur désir de contribuer au succès de la mission du représentant spécial du Secrétaire général; i) chaque partie avait fait connaître son point de vue en ce qui concerne la guerre qui se poursuit au Viet-Nam et la situation dans la région de l'Indochine en général; j) les deux Etats étaient convenus de participer activement aux négociations destinées à élaborer de nouvelles mesures pour limiter la course aux armements et y mettre fin et indiquaient qu'une conférence mondiale du désarmement pourrait jouer un rôle, au moment opportun, dans la réalisation du désarmement général et complet; k) ils considéraient l'Organisation des Nations Unies comme un instrument destiné à maintenir la paix et la sécurité internationales, à prévenir les conflits et à développer la coopération internationale, et feraient de leur mieux pour soutenir les efforts de l'Organisation des Nations Unies dans l'intérêt de la paix internationale.

Chapitre 24

**COMMUNICATION CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE LES ETATS-UNIS D'AMERIQUE
ET LA POLOGNE**

877. Par une lettre datée du 9 juin 1972 (S/10693), les représentants permanents de la Pologne et des Etats-Unis d'Amérique ont transmis au Président du

Conseil de sécurité le texte du communiqué publié conjointement par les Etats-Unis et la Pologne à l'issue des entretiens qui ont eu lieu à Varsovie le

31 mai et le 1^{er} juin 1972 entre le Président des Etats-Unis et les dirigeants polonais.

878. Parmi les points soulevés dans le communiqué commun, il convient de mentionner les suivants : a) les deux parties sont convenues que la coopération pacifique entre les Etats doit s'appuyer sur les principes de l'intégrité territoriale et de l'inviolabilité des frontières, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, de l'égalité souveraine, de l'indépendance et de la renonciation à la menace ou à l'emploi de la force; b) elles ont affirmé que l'élargissement des relations entre tous les Etats intéressés à la sécurité européenne présentait une importance capitale pour la paix dans le monde et se sont félicitées de l'élargissement de la coopération dans l'ensemble de l'Europe; c) elles ont accueilli avec satisfaction le Traité entre la Pologne et la République fédérale d'Allemagne signé le 7 décembre 1970, y compris ses dispositions concernant les frontières, et ont relevé son importance pour l'établisse-

ment de la confiance entre les Etats européens; d) elles ont reconnu qu'une réduction réciproque des forces armées et des armements, avant tout en Europe centrale, aiderait à assurer la sécurité et la stabilité de l'Europe et favoriserait la réalisation de l'objectif d'un désarmement général et complet; e) elles se sont déclarées convaincues qu'une conférence européenne sur la sécurité et la coopération pourrait constituer un important pas en avant dans le processus de détente en Europe, qu'il fallait la préparer soigneusement, qu'il convenait d'engager sans trop attendre des consultations multilatérales à cette fin et qu'elles étaient disposées à coopérer à la réalisation de cet objectif; f) les deux parties ont exposé leurs positions sur la guerre au Viet-Nam et sur la situation en Indochine, positions qui étaient essentiellement divergentes, et ont pris note avec satisfaction de l'élargissement des liens entre la Pologne et les Etats-Unis, que les deux gouvernements encourageraient et appuieraient.

Chapitre 25

COMMUNICATIONS CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE L'IRAN ET L'IRAK

879. Dans une lettre datée du 18 avril 1972 (S/10615), le représentant de l'Irak a accusé l'Iran d'appliquer une politique de provocation et d'agression contre son pays depuis avril 1969. Il a signalé une incursion à la frontière qui aurait eu lieu le 11 avril 1972 et un échange de coups de feu qui se serait produit les 12 et 13 avril. Il a accusé l'Iran d'avoir unilatéralement et illégalement abrogé le traité conclu entre les deux pays en 1937 au sujet de la frontière et de nourrir des ambitions expansionnistes au préjudice du territoire irakien.

880. Dans une réponse datée du 1^{er} mai (S/10627), le représentant de l'Iran a opposé un démenti aux accusations de l'Irak, en déclarant que c'était ce dernier qui commettait sans cesse divers actes d'agression dans les régions frontières iraniennes. Les incidents de frontière survenus du 10 au 13 avril avaient été provoqués par des agents irakiens qui avaient pénétré en Iran et enlevé par la force trois gendarmes iraniens. Par la suite, des troupes irakiennes avaient attaqué des postes frontières iraniens pendant trois jours, utilisant des chars et de l'artillerie. Les provocations irakiennes n'étaient pas limitées à des activités subversives et à des incidents de frontière : l'Irak avait expulsé en masse des ressortissants iraniens qui avaient vécu pendant des générations en Irak en respectant les lois, affaire qui avait été examinée à fond par la Com-

mission des droits de l'homme à sa vingt-huitième session.

881. Dans une lettre datée du 10 mai (S/10645) le représentant de l'Irak a réitéré les accusations de son gouvernement contre l'Iran, en ajoutant que le 20 avril, une unité des forces armées iraniennes s'était infiltrée en Irak dans la province de Wasit et avait tenté d'attaquer un poste de police. Cet acte représentait une nouvelle menace à la paix et à la sécurité dans cette région et constituait une nouvelle violation flagrante des principes de la Charte. L'Iran avait présenté l'affaire de la prétendue expulsion massive de ressortissants iraniens hors d'Irak de façon tendancieuse; la Commission des droits de l'homme n'avait nullement critiqué les mesures prises en toute légitimité par les autorités irakiennes.

882. Dans une réponse datée du 22 mai (S/10657), le représentant de l'Iran a réaffirmé la position de son gouvernement face aux accusations irakiennes et a indiqué que l'Irak continuait à présenter une version déformée des événements, qui étaient dus à l'attitude hostile des autorités irakiennes envers l'Iran et aux provocations constantes des Irakiens le long de la frontière. Le représentant de l'Iran a fait remarquer que si la Commission des droits de l'homme avait décidé de reporter l'examen de la question de l'expulsion massive des Iraniens hors d'Irak, c'était par manque de temps.

Chapitre 26

COMMUNICATIONS CONCERNANT LES RELATIONS ENTRE L'OMAN ET LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE POPULAIRE DU YEMEN

883. Par lettre du 12 mai 1972 adressée au Secrétaire général (S/10647), le représentant de la République démocratique populaire du Yémen a communiqué, aux fins de distribution, une déclaration dans laquelle le Gouvernement de l'Oman et les forces militaires britanniques stationnées à Oman étaient

accusés de se livrer à des provocations militaires et à des infiltrations. Il ressortait de la déclaration que ces actes d'agression se poursuivaient depuis l'accession à l'indépendance de la République démocratique populaire du Yémen et s'étaient multipliés depuis la mi-avril 1972. Le dernier incident, survenu le 4 mai,

avait été une attaque contre les postes frontières des forces yéménites, qui avaient été soumis à un bombardement aérien et à des tirs d'artillerie et d'armes moyennes et légères.

884. Dans une lettre du 24 mai adressée au Secrétaire général (S/10658), le représentant de l'Oman

a accusé les forces de la République démocratique populaire du Yémen d'avoir envahi le territoire du Sultanat d'Oman et d'avoir détruit un poste frontière. Le Gouvernement d'Oman se voyait donc dans l'obligation de réagir en prenant toutes les mesures voulues pour protéger sa souveraineté et ses frontières.

Chapitre 27

COMMUNICATIONS CONCERNANT LE DESARMEMENT

885. Par une lettre datée du 23 juin 1971, adressée au Secrétaire général (S/10236), le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a transmis le texte d'une déclaration de son gouvernement sur la question de la convocation d'une conférence des cinq puissances dotées d'armes nucléaires, dans laquelle le Gouvernement soviétique proposait de réunir dans les plus brefs délais une conférence de l'URSS, des Etats-Unis d'Amérique, de la République populaire de Chine, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour étudier la question du désarmement nucléaire dans son ensemble. L'entente qui pourrait résulter des entretiens à la conférence en question pourrait porter soit sur l'ensemble des mesures de désarmement nucléaire, soit sur des mesures individuelles, qui permettraient de se rapprocher progressivement de cet objectif.

886. Par une lettre datée du 28 juin, adressée au Secrétaire général (S/10250), le représentant de l'URSS a communiqué le texte de la réponse du Soviet suprême de l'URSS au Sénat mexicain, datée du 4 janvier, au sujet de la question de la signature et de la ratification du Protocole additionnel II au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine. Dans cette réponse, le Soviet suprême déclarait que l'Union soviétique était disposée à prendre l'engagement de respecter le statut du Mexique en tant que zone entièrement libre d'armes nucléaires, à condition que les autres puissances nucléaires s'engagent à respecter ce statut; en outre, l'Union soviétique respecterait de la même manière le statut d'autres Etats latino-américains qui, suivant l'exemple du Mexique, convertiraient leur territoire en zone entièrement libre d'armes nucléaires.

887. Par une lettre datée du 6 juillet, adressée au Secrétaire général (S/10252), le représentant de la Tchécoslovaquie a communiqué le texte d'une déclaration que son gouvernement avait faite le 24 juin et dans laquelle il appréciait l'initiative qu'avait prise l'URSS de proposer la convocation d'une conférence des puissances dotées d'armes nucléaires qui débattrait des questions relatives au désarmement nucléaire, et espérait que celle-ci aurait lieu aussitôt que possible.

888. Par une lettre datée du 22 juillet, adressée au Secrétaire général (S/10275), le représentant du Mexique a communiqué le texte d'un mémorandum, dans lequel étaient résumées quelques données de base relatives au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et à son Protocole additionnel II. Ce mémorandum avait pour objet de récapituler les plus importantes des données de base relatives à ce traité et au Protocole additionnel II, afin de donner une perspective correcte de l'ensemble de la question, eu égard à la lettre de l'URSS publiée sous la cote S/10250 et en prévision de l'examen de la question par l'Assemblée générale à sa vingt-sixième session.

889. Par une lettre datée du 24 novembre, adressée au Secrétaire général (S/10397), le représentant de la Chine a communiqué le texte d'une déclaration publiée par son gouvernement le 30 juillet au sujet de la proposition de l'URSS visant à réunir une conférence des cinq puissances dotées d'armes nucléaires afin d'étudier la question du désarmement nucléaire dans son ensemble. Selon cette déclaration, le Gouvernement chinois ne pouvait accepter la proposition soviétique de réunir cette conférence parce qu'il se refuserait toujours à participer à des entretiens sur le désarmement nucléaire entre les puissances nucléaires derrière le dos des pays non dotés d'armes nucléaires. En fait, le Gouvernement chinois s'était constamment montré partisan de l'interdiction complète et de la destruction totale des armes nucléaires, il ne serait jamais le premier à utiliser les armes nucléaires et il avait toujours préconisé la convocation d'une conférence au sommet de tous les pays pour examiner la question de l'interdiction complète et de la destruction totale des armes nucléaires et pour arriver, à titre de première mesure, à un accord sur la non-utilisation de ces armes.

890. Par une lettre datée du 11 janvier 1972, adressée au Secrétaire général (S/10503), le représentant de la Chine a transmis le texte d'un communiqué de presse daté du 9 janvier dans lequel l'agence de presse de son gouvernement annonçait que la Chine avait procédé avec succès à une nouvelle expérience nucléaire le 7 janvier et réaffirmait que le Gouvernement chinois était favorable à l'interdiction complète et à la destruction totale des armes nucléaires.

891. Par une lettre datée du 25 avril, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10613), les représentants de la Pologne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Yougoslavie ont demandé la convocation d'une réunion du Conseil de sécurité pour examiner un projet de résolution joint à ladite lettre et relatif à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, que l'Assemblée générale avait accueillie avec satisfaction dans sa résolution 2826 (XXVI). Les représentants notaient dans leur lettre que la Convention avait été ouverte à la signature le 10 avril et avait déjà été signée par plus de 70 Etats. Aux termes du projet de résolution qui était joint — que les trois représentants signataires de la lettre avaient l'intention de présenter officiellement au Conseil —, le Conseil de sécurité se déclarerait prêt à examiner immédiatement toutes plaintes déposées en vertu de l'article VI de la Convention, à prendre toutes les mesures nécessaires pour enquêter sur une plainte et à faire connaître les résultats de l'enquête aux Etats parties à la Convention. Le Conseil demanderait en outre à tous les Etats parties à la Convention de coopérer aux fins de l'application des dispositions de la résolution.

COMMUNICATION CONCERNANT LA SITUATION CREEE PAR LA MULTIPLICATION DES CAS DE DETOURNEMENTS D'AVIONS COMMERCIAUX

892. Par note datée du 12 juin 1972 (S/10692), le Secrétaire général a fait distribuer le texte des télégrammes qu'il a échangés avec la Fédération internationale des associations de pilotes de lignes aériennes (IFALPA).

893. Dans un télégramme daté du 8 juin 1972, l'organe directeur de l'IFALPA demandait qu'une réunion du Conseil de sécurité soit convoquée le 16 juin au plus tard afin de déterminer les mesures à prendre en vue de mettre en œuvre les décisions antérieures de l'ONU et de l'OACI et, en particulier, les mesures de coercition contre les Etats qui offrent un asile aux pirates de l'air et aux saboteurs et qui n'engagent pas contre eux de poursuites. Faute de quoi, l'IFALPA donnerait suite à son projet d'arrêt total

des services aériens dans le monde pendant 24 heures au cours de la journée du 19 juin.

894. Le Secrétaire général, dans un télégramme daté du 11 juin 1972 et adressé en réponse au Président de l'IFALPA, a exprimé son inquiétude au sujet de la tendance alarmante à des ingérences de caractère illégal dans la navigation aérienne civile et a assuré l'IFALPA qu'il ferait tout son possible pour aider à résoudre ce problème. Il a informé l'IFALPA qu'il avait immédiatement transmis son message au Président du Conseil de sécurité et que les membres du Conseil procédaient à des consultations à ce sujet. Il a également proposé de s'entretenir avec des représentants de l'IFALPA des possibilités d'action utile qu'offre l'Organisation des Nations Unies.

Chapitre 29

COMMUNICATIONS CONCERNANT L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT DE LA SECURITE INTERNATIONALE

895. Par une lettre datée du 20 décembre 1971, adressée au Secrétaire général (S/10464), le représentant de la Pologne a transmis le texte d'une résolution du sixième Congrès du parti ouvrier unifié polonais soulignant l'importance de la consolidation de la paix, de la sécurité et de la coopération en Europe. La résolution préconisait la ratification rapide par la République fédérale d'Allemagne des traités conclus avec l'Union des Républiques socialistes soviétiques et avec la Pologne, et la conclusion favorable des négociations entre la Tchécoslovaquie et la République fédérale d'Allemagne, la convocation rapide d'une conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et l'édification d'un système paneuropéen de sécurité collective.

896. Par une lettre datée du 15 décembre, adressée au Secrétaire général (S/10469), les représentants de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont transmis le texte du communiqué publié par la Conférence des ministres des affaires étrangères des Etats parties au Traité de Varsovie. Selon ce communiqué, l'évolution favorable, qui indiquait un nouveau mouvement positif sur la voie de l'amélioration de la situation politique en Europe, permettait de conclure qu'il se créait une situation propice pour qu'une conférence paneuropéenne puisse avoir lieu en 1972 sur les questions de sécurité et de coopération. Des consultations préparatoires multilatérales seraient souhaitables, et à cette fin les Etats participants avaient décidé de désigner des représentants plénipotentiaires. Les Etats lançaient un appel aux gouvernements de tous les Etats européens, ainsi qu'aux Gouvernements des Etats-Unis et du Canada pour qu'ils entreprennent sans tarder la préparation pratique d'une conférence paneuropéenne, afin d'en assurer la convocation en 1972.

897. Par une lettre datée du 10 février 1972, adressée au Secrétaire général (S/10537), le représentant de la Tchécoslovaquie a transmis le texte d'une déclaration sur la paix, la sécurité et la coopération

en Europe, adoptée à la conférence du Comité consultatif politique des Etats parties au Pacte de Varsovie qui s'était tenue à Prague les 25 et 26 janvier 1972. Aux termes de cette déclaration, les participants notaient avec satisfaction les nouveaux progrès accomplis sur la voie de la paix et de la coopération en Europe. Ils souhaitaient que la question de l'admission de la République démocratique allemande et de la République fédérale d'Allemagne à l'Organisation des Nations Unies soit réglée sans plus tarder. Ils se prononçaient en faveur de la convocation dans les plus brefs délais d'une conférence paneuropéenne sur les questions de sécurité et de coopération, à laquelle participeraient dans des conditions d'égalité tous les Etats européens ainsi que les Etats-Unis et le Canada; ils préconisaient la reconnaissance et l'application des principes ci-après, qui devraient constituer le thème principal de l'ordre du jour de la conférence paneuropéenne : inviolabilité des frontières, non-recours à la force, coexistence pacifique, principes sur lesquels doivent se fonder des relations de bon voisinage et la coopération dans l'intérêt de la paix, relations mutuellement avantageuses entre Etats, désarmement, et soutien de l'Organisation des Nations Unies.

898. Par une lettre datée du 14 mars, adressée au Secrétaire général (S/10562), le représentant de l'Union soviétique lui a demandé de bien vouloir faire distribuer le texte de la Déclaration commune des Gouvernements de l'Union soviétique et de la République populaire du Bangladesh, publiée à l'issue de la visite du premier ministre cheikh Mujibur Rahman en Union soviétique, du 1^{er} au 5 mars 1972. Dans cette déclaration, les deux gouvernements, notant avec satisfaction que la coopération amicale entre l'Union soviétique et le Bangladesh se développait et se renforçait, sont convenus que des experts des deux pays se réuniraient prochainement pour élaborer des propositions concrètes concernant le développement futur de la coopération dans les domaines économique, culturel et autres. Les participants sont aussi convenus qu'un véritable règlement politique dans le sous-continent ne pouvait être réalisé que par

la voie de négociations entre les Etats directement intéressés, sans ingérence extérieure et eu égard aux réalités de la situation, sur la base des droits et intérêts légitimes des peuples. Les participants se sont déclarés convaincus qu'un véritable règlement politique faciliterait la normalisation de la situation dans le sous-continent et contribuerait notablement au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le Gouvernement du Bangladesh appuyait les efforts déployés par l'Union soviétique et les autres pays socialistes pour convoquer une conférence paneuropéenne sur la sécurité et la coopération en Europe, ainsi que la décision, prise par l'Assemblée générale de l'ONU sur l'initiative de l'Union soviétique, de convoquer une conférence mondiale du désarmement. Les dirigeants soviétiques avaient pris note avec satisfaction de la déclaration du Premier Ministre du Bangladesh, selon laquelle son gouvernement souscrivait entièrement aux principes et aux buts de la Charte des Nations Unies et acceptait toutes les obligations que la Charte imposait aux Etats. En conséquence, l'Union soviétique appuierait la demande d'admission à l'ONU de la République populaire du Bangladesh.

899. Le 31 mars, le Président du Conseil de sécurité a adressé aux membres du Conseil de sécurité

une lettre (S/10583) pour les informer d'une communication, datée du 25 février 1972, qu'il avait reçue du Secrétaire général au sujet de la résolution 2880 (XXVI) de l'Assemblée générale relative à l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale. Etant donné qu'au paragraphe 11 de cette résolution l'Assemblée générale priait le Secrétaire général de faire rapport sur les mesures prises en application de la Déclaration, le Secrétaire général précisait qu'il serait heureux de recevoir du Conseil de sécurité des renseignements sur cette question le 31 juillet 1972 au plus tard. Le Président déclarait dans sa lettre qu'après avoir consulté les membres du Conseil de sécurité il avait établi un résumé qui n'avait pas soulevé d'objections de la part des membres du Conseil. Dans ce résumé, il était dit que la question du renforcement de la sécurité internationale était d'une grande importance, qu'il fallait répondre à la lettre du Secrétaire général et que les membres du Conseil acceptaient que des mesures concrètes soient prises sur cette question sans préjuger la forme de la réponse à la lettre du Secrétaire général ni la procédure de son élaboration. Pour conclure, le Président déclarait que, conformément au résumé précité, la question devait faire l'objet d'un examen ultérieur de la part du Conseil.

Chapitre 30

COMMUNICATIONS RELATIVES A LA PRATIQUE SUIVIE POUR LA DISTRIBUTION DES DOCUMENTS DU CONSEIL DE SECURITE

900. Le 29 janvier 1972, le texte d'une lettre datée du 27 janvier, émanant du Ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande et adressée au Président du Conseil de sécurité, a été publié sous la cote S/10603 comme document du Conseil de sécurité. Une note de bas de page indiquait que le document était distribué sur les instructions du Président du Conseil de sécurité.

901. Des télégrammes datés des 6 et 27 mars, adressés au Président du Conseil de sécurité par le Ministre des affaires étrangères de la République démocratique allemande, ont été publiés respectivement les 13 et 28 mars sous les cotes S/10563 et S/10577 comme documents du Conseil de sécurité. Il était signalé dans des notes de bas de page que ces documents étaient distribués sur les instructions du Président du Conseil de sécurité.

902. Dans une lettre datée du 9 mai, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10637), les représentants des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont évoqué leur lettre du 29 septembre 1970 au Président du Conseil de sécurité (S/9974), par laquelle ils signalaient des cas où certains présidents du Conseil de sécurité avaient donné l'instruction au Secrétariat de distribuer des communications émanant des autorités de l'Allemagne orientale en tant que documents du Conseil de sécurité. A propos des cas les plus récents (documents S/10603, S/10563 et S/10577 mentionnés ci-dessus), les trois représentants ont à nouveau affirmé qu'à leur sens de tels documents

ne devraient pas être distribués sur l'ordre du président d'un organisme des Nations Unies agissant en cette qualité.

903. Dans une lettre datée du 23 mai, adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10660), le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques a déclaré que dans leur lettre (S/10637), les représentants des Etats-Unis d'Amérique, de la France et du Royaume-Uni avaient fait fi des principes de la Charte des Nations Unies et du principe de l'universalité de l'Organisation; ils avaient une fois de plus tenté de contester le bien-fondé de la distribution en tant que documents officiels du Conseil de déclarations officielles adressées à ce dernier par le Gouvernement de la République démocratique allemande. La distribution en tant que documents du Conseil, sur les instructions de son Président, de communications reçues d'Etats, y compris les déclarations d'un Etat souverain — la République démocratique allemande — était parfaitement conforme à la pratique établie et à la procédure adoptée par le Conseil de sécurité et d'autres organes de l'Organisation des Nations Unies, et notamment diverses commissions de l'Assemblée générale. Le représentant de l'URSS a également déclaré que le Président du Conseil de sécurité avait manifestement le droit de faire distribuer comme documents du Conseil les lettres émanant des gouvernements des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des Etats non membres, concernant des questions qui relèvent de la compétence du Conseil.

**COMMUNICATION CONCERNANT LA RESOLUTION 2787 (XXVI)
DE L'ASSEMBLEE GENERALE**

904. Par lettre du 3 février 1972 (S/10591), le Secrétaire général a transmis au Président du Conseil de sécurité le texte de la résolution 2787 (XXVI), adoptée par l'Assemblée générale le 6 décembre 1971 sur la question intitulée "Importance, pour la garantie et l'observation effectives des droits de l'homme, de la réalisation universelle du droit des peuples à l'autodétermination et de l'octroi rapide de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux".

905. Au paragraphe 8 du dispositif de cette résolution, l'Assemblée générale a demandé instamment au Conseil de sécurité, ainsi qu'aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres d'institutions spécialisées, de prendre des mesures efficaces en vue de l'application des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies sur l'élimination du colonialisme et du racisme, et de faire rapport à l'Assemblée générale lors de sa vingt-septième session.

APPENDICES

I.— Membres du Conseil de sécurité en 1971 et 1972

1971	1972
Argentine	Argentine
Belgique	Belgique
Burundi	Chine
Chine	Etats-Unis d'Amérique
Etats-Unis d'Amérique	France
France	Guinée
Italie	Inde
Japon	Italie
Nicaragua	Japon
Pologne	Panama
République arabe syrienne	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	Somalie
Sierra Leone	Soudan
Somalie	Union des Républiques socialistes soviétiques
Union des Républiques socialistes soviétiques	Yougoslavie

II. — Représentants, représentants adjoints, représentants suppléants et représentants par intérim accrédités auprès du Conseil de sécurité

Les représentants, représentants adjoints, représentants suppléants et représentants par intérim dont le nom suit ont été accrédités auprès du Conseil de sécurité pour la période qui fait l'objet du présent rapport :

<i>Argentine</i>	M. François de La Gorce
M. Carlos Ortiz de Rozas	M. Guy Scalabre
M. Ernesto de la Guardia	M. Paul Blanca
M. Julio César Carasales	<i>Guinée^b</i>
M. Gastón de Prat Gay	M. El Hadj Abdoulaye Touré
M. Carlos Augusto Massa ^a	M. Mamadou Diop
<i>Belgique</i>	<i>Inde^b</i>
M. Edouard Longestaey	M. Samar Sen
M. Michel van Ussel	M. N. P. Jain
<i>Burundi^c</i>	<i>Italie</i>
M. Nsanzé Térance	M. Piero Vinci
M. Félix Magenge	M. Alberto Cavaglieri
<i>Chine^d</i>	M. Giovanni Migliuolo
Avant l'adoption de la résolution 2758 (XXVI) de l'Assemblée générale	M. Massimo Castaldo
M. Liu Chieh	<i>Japon</i>
M. Chun-Ming Chang	M. Toru Nakagawa
Après l'adoption de la résolution 2758 (XXVI) de l'Assemblée générale	M. Motoo Ogiso
M. Huang Hua	M. Nagao Yoshida
M. Chen Chu	<i>Nicaragua^c</i>
M. Yu Pei-wen ^a	M. Guillermo Sevilla Sacasa
<i>Etats-Unis d'Amérique</i>	M. Guillermo Lang
M. George Bush	M. José Roman
M. Christopher H. Philipps	<i>Panama^b</i>
M. W. Tapley Bennett, Jr.	M. Aquilino E. Boyd
M. William S. Schaufele, Jr. ^a	M. Narciso E. Garay
<i>France</i>	M. Didimo Rios
M. Jacques Kosciusko-Morizet	<i>Pologne^c</i>
M. Louis de Guiringaud	M. Eugeniusz Kułaga
	M. Leszek Kasprzyk
	M. Zdzisław Ludwiczak

République arabe syrienne^c

M. George J. Tomeh

M. Rafic Jouejati

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Sir Colin Crowe

M. K. D. Jamieson

M. M. S. Weir

M. J. R. Freeland

M. P. C. Petrie

M. M. C. S. Weston

M. Alan H. Campbell^a*Sierra Leone^c*

M. Davidson S. H. W. Nicol

M. Ismael Byne Taylor-Kamara

M. Freddie B. Savage

M. Charles E. Wyse

Somalie

M. Abdulrahim Abby Farah

M. Hussein Nur Elmi

M. Hassan Kaid Abdulleh

Soudan^b

M. Mohamed Fakhreddine

M. Rahmatalla Abdulla

M. Salah Ahmed Ibrahim

M. Izzeldin Hamid

M. Omer Elsheikh

M. Osman Nafie^aM. Farouk Abdel Rahman^a*Union des Républiques socialistes soviétiques*

M. Yakov Aleksandrovich Malik

M. Aleksei Vasilyevich Zakharov

M. Viktor Levonovich Issraelyan

M. Vasily Stepanovich Safronchuk

M. Nikolai Konstantinovich Tarassov

Yougoslavie^b

M. Lazar Mojsov

M. Miljan Komatina

M. Cvijeto Job

^a Nommé pour les séances d'Addis-Abéba.^b A dater du 1^{er} janvier 1972.^c Jusqu'au 31 décembre 1971.^d Voir Introduction, par. 4 à 6.**III. — Présidents du Conseil de sécurité**

Au cours de la période qui fait l'objet du présent rapport, la présidence du Conseil de sécurité a été assurée successivement par les représentants dont le nom suit :

Chine^a

M. Liu Chieh (du 16 au 30 juin 1971)

*France*M. Jacques Kosciusko-Morizet (du 1^{er} au 31 juillet 1971)*Italie*M. Piero Vinci (du 1^{er} au 31 août 1971)*Japon*M. Toru Nakagawa (du 1^{er} au 30 septembre 1971)*Nicaragua*M. Guillermo Sevilla Sacasa (du 1^{er} au 31 octobre 1971)*Pologne*M. Eugeniusz Kulaga (du 1^{er} au 30 novembre 1971)*Sierra Leone*M. Ismael Byne Taylor-Kamara (du 1^{er} au 31 décembre 1971)

M. S. A. J. Pratt

^a Voir Introduction, par. 4 à 6.*Somalie*M. Abdulrahim Abby Farah (du 1^{er} au 31 janvier 1972)

M. Omer Arteh Ghalib

*Soudan*M. Mansour Khalid (du 1^{er} au 29 février 1972)

M. Rahmatalla Abdulla

M. Mohamed Fakhreddine

*Union des Républiques socialistes soviétiques*M. Yakov Aleksandrovich Malik (du 1^{er} au 31 mars 1972)*Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord*Sir Colin Crowe (du 1^{er} au 30 avril 1972)*Etats-Unis d'Amérique*M. George Bush (du 1^{er} au 31 mai 1972)*Yougoslavie*M. Lazar Mojsov (du 1^{er} au 15 juin 1972)**IV. — Séances tenues par le Conseil de sécurité entre le 16 juin 1971 et le 15 juin 1972**

<i>Séances</i>	<i>Objet</i>	<i>Dates</i>
1569 ^e	Plainte du Sénégal : Lettre datée du 6 juillet 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Sénégal (S/10251)	12 juillet 1971
1570 ^e	<i>Idem</i>	13 juillet 1971
1571 ^e	<i>Idem</i>	14 juillet 1971
1572 ^e	<i>Idem</i>	15 juillet 1971
1573 ^e	Plainte de la Guinée : Lettre datée du 3 août, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant	3 août 1971

<i>Séances</i>	<i>Objet</i>	<i>Dates</i>
	permanent de la Guinée (S/10280)	
1574 ^e	Admission de nouveaux Membres : a) Lettre datée du 24 mai 1971, adressée au Secrétaire général par le Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères du Sultanat d'Oman (S/10216) b) Lettre datée du 15 août 1971, adressée au Secrétaire général par l'Emir de l'Etat de Bahreïn (S/10291)	16 août 1971

<i>Séances</i>	<i>Objet</i>	<i>Dates</i>
1575 ^e	Admission de nouveaux Membres : Rapport du Comité d'admission de nouveaux Membres concernant les demandes d'admission de l'Oman et de Bahreïn à l'Organisation des Nations Unies (S/10294)	18 août 1971
1576 ^e	Plainte de la Guinée : Mission spéciale en République de Guinée, constituée en vertu du paragraphe 2 de la résolution 295 (1971)	26 août 1971
1577 ^e	Admission de nouveaux Membres : Lettre datée du 4 septembre 1971, adressée au Secrétaire général par l'Emir du Qatar (S/10306)	14 septembre 1971
1578 ^e	Admission de nouveaux Membres : Rapport du Comité d'admission de nouveaux Membres concernant la demande d'admission du Qatar à l'Organisation des Nations Unies (S/10318)	15 septembre 1971
1579 ^e	La situation au Moyen-Orient : a) Lettre datée du 13 septembre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la Jordanie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10313) b) Rapports du Secrétaire général (S/8052, S/8146, S/9149 et Add.1, S/9537, S/10124 et Add.1 et 2)	16 septembre 1971
1580 ^e	<i>Idem</i>	16 septembre 1971
1581 ^e	<i>Idem</i>	17 septembre 1971
1582 ^e	<i>Idem</i>	25 septembre 1971
1583 ^e	La situation en Namibie : a) Lettre datée du 17 septembre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de l'Algérie, du Botswana, du Burundi, du Cameroun, du Congo (République démocratique du), de l'Égypte, de l'Éthiopie, du Gabon, du Ghana, de la Guinée, de la Guinée équatoriale, de la Haute-Volta, du Kenya, du Libéria, de la Libye, de Madagascar, du Mali, du Maroc, de Maurice, de la Mauritanie, du Niger, du Nigéria, de l'Ouganda, de la République centrafricaine, de la République populaire du Congo, de la République-Unie de Tanzanie, du Rwanda, du Sénégal, de la Sierra Leone, de la Somalie, du Soudan, du Tchad, du Togo, de la Tunisie et de la Zambie (S/10326) b) Rapport du Sous-Comité <i>ad hoc</i> pour la Namibie (S/10330)	27 septembre 1971
1584 ^e	<i>Idem</i>	27 septembre 1971
1585 ^e	<i>Idem</i>	28 septembre 1971

<i>Séances</i>	<i>Objet</i>	<i>Dates</i>
1586 ^e	Plainte du Sénégal : Rapport de la Mission spéciale du Conseil de sécurité créée conformément à la résolution 294 (1971) [S/10308] Plainte de la Guinée : Rapport de la Mission spéciale du Conseil de sécurité en République de Guinée constituée en vertu de la résolution 295 (1971) [S/10309]	29 septembre 1971
1587 ^e	La situation en Namibie : a) Lettre datée du 17 septembre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de l'Algérie, du Botswana, du Burundi, du Cameroun, du Congo (République démocratique du), de l'Égypte, de l'Éthiopie, du Gabon, du Ghana, de la Guinée, de la Guinée équatoriale, de la Haute-Volta, du Kenya, du Libéria, de la Libye, de Madagascar, du Mali, du Maroc, de Maurice, de la Mauritanie, du Niger, du Nigéria, de l'Ouganda, de la République centrafricaine, de la République populaire du Congo, de la République-Unie de Tanzanie, du Rwanda, du Sénégal, de la Sierra Leone, de la Somalie, du Soudan, du Tchad, du Togo, de la Tunisie et de la Zambie (S/10326) b) Rapport de Sous-Comité <i>ad hoc</i> pour la Namibie (S/10330)	30 septembre 1971
1588 ^e	<i>Idem</i>	5 octobre 1971
1589 ^e	<i>Idem</i>	6 octobre 1971
1590 ^e	Plainte de la Zambie : Lettre datée du 6 octobre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de la Zambie auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10352)	8 octobre 1971
1591 ^e	<i>Idem</i>	11 octobre 1971
1592 ^e	<i>Idem</i>	12 octobre 1971
1593 ^e	La situation en Namibie : a) Lettre datée du 17 septembre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de l'Algérie, du Botswana, du Burundi, du Cameroun, du Congo (République démocratique du), du Dahomey, de l'Égypte, de l'Éthiopie, du Gabon, du Ghana, de la Guinée, de la Guinée équatoriale, de la Haute-Volta, du Kenya, du Libéria, de la Libye, de Madagascar, du Mali, du Maroc, de Maurice, de la Mauritanie, du Niger, du Nigéria, de l'Ouganda, de la République centrafricaine, de la République populaire du Congo, de la République-Unie de Tanzanie, du Rwanda, du	13 octobre 1971

Séances	Objet	Dates
	Sénégal, de la Sierra Leone, de la Somalie, du Soudan, du Souaziland, du Tchad, du Togo, de la Tunisie et de la Zambie (S/10326)	
	b) Rapport du Sous-Comité <i>ad hoc</i> pour la Namibie (S/10330)	
1594 ^e	<i>Idem</i>	14 octobre 1971
1595 ^e	<i>Idem</i>	15 octobre 1971
1596 ^e	Examen du rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale	19 octobre 1971
1597 ^e	La situation en Namibie :	19 octobre 1971
	a) Lettre datée du 17 septembre 1971, adressée au Conseil de sécurité par les représentants de l'Algérie, du Botswana, du Burundi, du Cameroun, du Congo (République démocratique du), du Dahomey, de l'Egypte, de l'Ethiopie, du Gabon, du Ghana, de la Guinée, de la Guinée équatoriale, de la Haute-Volta, du Kenya, du Libéria, de la Libye, de Madagascar, du Mali, du Maroc, de Maurice, de la Mauritanie, du Niger, du Nigéria, de l'Ouganda, de la République centrafricaine, de la République populaire du Congo, de la République-Unie de Tanzanie, du Rwanda, du Sénégal, de la Sierra Leone, de la Somalie, du Soudan, du Souaziland, du Tchad, du Togo, de la Tunisie et de la Zambie (S/10326)	
	b) Rapport du Sous-Comité <i>ad hoc</i> pour la Namibie (S/10330)	
1598 ^e	<i>Idem</i>	20 octobre 1971
1599 ^e	Plainte du Sénégal : Rapport de la Mission spéciale du Conseil de sécurité créée conformément à la résolution 294 (1971) [S/10308]	23 novembre 1971
1600 ^e	<i>Idem</i>	24 novembre 1971
1601 ^e	<i>Idem</i>	24 novembre 1971
1602 ^e	Question concernant la situation en Rhodésie du Sud :	25 novembre 1971
	a) Lettre datée du 24 novembre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (S/10396)	
	b) Quatrième rapport du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité (S/10229 et Add.1 et 2)	
1603 ^e	Plainte de la Guinée : Rapport de la Mission spéciale du Conseil de sécurité en République de Guinée constituée en vertu de la résolution 295 (1971) [S/10309]	30 novembre 1971
1604 ^e	Question concernant la situation en Rhodésie du Sud :	2 décembre 1971

Séances	Objet	Dates
a)	Lettre datée du 24 novembre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10396)	
b)	Quatrième rapport du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité (S/10229 et Add.1 et 2)	
1605 ^e	<i>Idem</i>	2 décembre 1971
1606 ^e	a) Lettre datée du 4 décembre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants permanents de l'Argentine, de la Belgique, du Burundi, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Italie, du Japon, du Nicaragua, du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Somalie (S/10411)	4 décembre 1971
	b) Rapport du Secrétaire général (S/10410)	
1607 ^e	a) Lettre datée du 4 décembre 1971, adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants permanents de l'Argentine, de la Belgique, du Burundi, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Italie, du Japon, du Nicaragua, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Somalie (S/10411)	5 décembre 1971
	b) Rapport du Secrétaire général (S/10410 et Add.1)	
	c) Rapport du Secrétaire général sur la situation le long de la ligne du cessez-le-feu au Cachemire (S/10412)	
1608 ^e	Admission de nouveaux Membres : Lettre datée du 2 décembre 1971 adressée au Secrétaire général par le Président des Emirats arabes unis (S/10420)	6 décembre 1971
	a) Lettre datée du 4 décembre 1971 adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants permanents de l'Argentine, de la Belgique, du Burundi, des Etats-Unis d'Amérique, de l'Italie, du Japon, du Nicaragua, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et de la Somalie (S/10411)	
	b) Rapport du Secrétaire général (S/10410 et Add.1)	
	c) Rapport du Secrétaire général sur la situation le long de la ligne du cessez-le-feu au Cachemire (S/10412 et Add.1)	
1609 ^e	Admission de nouveaux Membres :	8 décembre 1971

Séances	Objet	Dates	Séances	Objet	Dates
	a) Lettre datée du 2 décembre 1971 adressée au Secrétaire général par le Président des Emirats arabes unis (S/10420)		1622 ^e	Question relative à la situation en Rhodésie du Sud :	29 décembre 1971
	b) Rapport du Comité d'admission de nouveaux Membres (S/10430)		a)	Lettre datée du 24 novembre 1971 adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10396)	
	Question relative à la situation en Rhodésie du Sud :		b)	Quatrième rapport du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité (S/10229 et Add.1 et 2)	
	a) Lettre datée du 24 novembre 1971 adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10396)		c)	Rapport intérimaire du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité (S/10408)	
	b) Quatrième rapport du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité (S/10229 et Add.1 et 2)		1623 ^e	<i>Idem</i>	30 décembre 1971
	c) Rapport intérimaire du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité (S/10408)		1624 ^e	Demande de l'Organisation de l'unité africaine portant sur la tenue de réunions du Conseil dans une capitale africaine [par. 2 de la résolution 2863 (XXVI) de l'Assemblée générale]	11 janvier 1972
1610 ^e	Lettre datée du 3 décembre 1971 adressée au Président du Conseil de sécurité (S/10409) par les représentants permanents de l'Algérie, de l'Irak, de la République arabe libyenne et de la République démocratique populaire du Yémen (S/10409)	9 décembre 1971		Lettre datée du 29 décembre 1971 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général (S/10480)	
1611 ^e	Lettre datée du 12 décembre 1971 adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent des Etats-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10444)	12 décembre 1971	1625 ^e	<i>Idem</i>	11 janvier 1972
1612 ^e	Lettre datée du 26 décembre 1963, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de Chypre (S/5488)	13 décembre 1971	1626 ^e	Demande de l'Organisation de l'unité africaine portant sur la tenue de réunions du Conseil dans une capitale africaine [par. 2 de la résolution 2863 (XXVI) de l'Assemblée générale]	19 janvier 1972
	Rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies à Chypre (S/10401)			Rapport du Comité du Conseil de sécurité chargé de la question de la tenue de réunions du Conseil hors du Siège (S/10514)	
1613 ^e	<i>Idem</i>	13 décembre 1971	1627 ^e	Examen des questions relatives à l'Afrique dont est actuellement saisi le Conseil de sécurité et application des résolutions pertinentes du Conseil	28 janvier 1972
	Lettre datée du 12 décembre 1971 adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent des Etats-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10444)		1628 ^e	<i>Idem</i>	28 janvier 1972
1614 ^e	La situation dans le sous-continent indo-pakistanaï	14 décembre 1971	1629 ^e	<i>Idem</i>	29 janvier 1972
1615 ^e	<i>Idem</i>	15 décembre 1971	1630 ^e	<i>Idem</i>	31 janvier 1972
1616 ^e	<i>Idem</i>	16 décembre 1971	1631 ^e	<i>Idem</i>	31 janvier 1972
1617 ^e	<i>Idem</i>	16 décembre 1971	1632 ^e	<i>Idem</i>	1 ^{er} février 1972
1618 ^e	Nomination du Secrétaire général	17 décembre 1971	1633 ^e	<i>Idem</i>	1 ^{er} février 1972
1619 ^e	<i>Idem</i>	20 décembre 1971	1634 ^e	<i>Idem</i>	2 février 1972
1620 ^e	<i>Idem</i>	21 décembre 1971	1635 ^e	<i>Idem</i>	2 février 1972
1621 ^e	La situation dans le sous-continent indo-pakistanaï	21 décembre 1971	1636 ^e	<i>Idem</i>	3 février 1972
			1637 ^e	<i>Idem</i>	3 février 1972
			1638 ^e	<i>Idem</i>	4 février 1972
			1639 ^e	<i>Idem</i>	4 février 1972
			1640 ^e	Question relative à la situation en Rhodésie du Sud :	16 février 1972
			a)	Lettre datée du 15 février 1972 adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de la Guinée, de la Somalie et du Soudan (S/10540)	

<i>Séances</i>	<i>Objet</i>	<i>Dates</i>
	b) Quatrième rapport du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité (S/10229 et Add.1 et 2)	
	c) Rapport intérimaire du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité (S/10408)	
1641 ^e	<i>Idem</i>	24 février 1972
1642 ^e	<i>Idem</i>	25 février 1972
1643 ^e	La situation au Moyen-Orient :	26 février 1972
	a) Lettre datée du 25 février 1972 adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent du Liban auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10546)	
	b) Lettre datée du 25 février 1972 adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent par intérim d'Israël auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/10550)	
1644 ^e	<i>Idem</i>	27 février 1972

<i>Séances</i>	<i>Objet</i>	<i>Dates</i>
1645 ^e	Question relative à la situation en Rhodésie du Sud :	28 février 1972
	a) Lettre datée du 15 février 1972 adressée au Président du Conseil de sécurité par les représentants de la Guinée, de la Somalie et du Soudan (S/10540)	
	b) Quatrième rapport du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité (S/10229 et Add.1 et 2)	
	c) Rapport intérimaire du Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité (S/10408)	
1646 ^e	Lettre datée du 26 décembre 1963, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant permanent de Chypre (S/5488)	15 juin 1972
	Rapport du Secrétaire général sur l'Opération des Nations Unies à Chypre (S/10664 et Corr.1 et Add.1)	
1647 ^e	<i>Idem</i>	15 juin 1972

V. — Résolutions adoptées par le Conseil de sécurité au cours de la période allant du 16 juin 1971 au 15 juin 1972

<i>N° des résolutions</i>	<i>Dates d'adoption</i>	<i>Sujet</i>
294 (1971)	15 juillet 1971	Plainte du Sénégal
295 (1971)	3 août 1971	Plainte de la Guinée
296 (1971)	18 août 1971	Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies (Bahreïn)
297 (1971)	15 septembre 1971	Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies (Qatar)
298 (1971)	25 septembre 1971	La situation au Moyen-Orient
299 (1971)	30 septembre 1971	Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies (Oman)
300 (1971)	12 octobre 1971	Plainte de la Zambie
301 (1971)	20 octobre 1971	La situation en Namibie
302 (1971)	24 novembre 1971	Plainte du Sénégal
303 (1971)	6 décembre 1971	La situation dans le sous-continent indo-pakistanaï
304 (1971)	8 décembre 1971	Admission de nouveaux Membres à l'Organisation des Nations Unies (Emirats arabes unis)
305 (1971)	13 décembre 1971	La question de Chypre
306 (1971)	21 décembre 1971	Nomination du Secrétaire général
307 (1971)	21 décembre 1971	La situation dans le sous-continent indo-pakistanaï
308 (1972)	19 janvier 1972	Demande de l'Organisation de l'unité africaine concernant la tenue de réunions du Conseil dans une capitale africaine
309 (1972)	4 février 1972	La situation en Namibie
310 (1972)	4 février 1972	La situation en Namibie
311 (1972)	4 février 1972	La question du conflit racial en Afrique du Sud résultant de la politique d' <i>apartheid</i> du Gouvernement de la République sud-africaine
312 (1972)	4 février 1972	Question concernant la situation dans les territoires africains sous domination portugaise
313 (1972)	28 février 1972	La situation au Moyen-Orient
314 (1972)	28 février 1972	Question concernant la situation en Rhodésie du Sud
315 (1972)	15 juin 1972	La question de Chypre

VI. — Réunions d'organes subsidiaires du Conseil de sécurité au cours de la période allant du 16 juin 1971 au 15 juin 1972

1. — Comité d'admission de nouveaux Membres

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>
36 ^e	16 août 1971
37 ^e	14 septembre 1971
38 ^e	30 septembre 1971
39 ^e	7 décembre 1971

2. — Comité créé en application de la résolution 253 (1968) du Conseil de sécurité concernant la question de la Rhodésie du Sud

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>
59 ^e	16 juin 1971
60 ^e	6 juillet 1971
61 ^e	22 novembre 1971
62 ^e	29 novembre 1971
63 ^e	3 décembre 1971
64 ^e	13 mars 1972
65 ^e	15 mars 1972
66 ^e	16 mars 1972
67 ^e	20 mars 1972
68 ^e	22 mars 1972
69 ^e	24 mars 1972
70 ^e	27 mars 1972
71 ^e	29 mars 1972
72 ^e	30 mars 1972
73 ^e	3 avril 1972
74 ^e	4 avril 1972
75 ^e	5 avril 1972
76 ^e	6 avril 1972
77 ^e	7 avril 1972
78 ^e	10 avril 1972
79 ^e	12 avril 1972
80 ^e	13 avril 1972
81 ^e	17 avril 1972
82 ^e	18 avril 1972
83 ^e	19 avril 1972
84 ^e	19 avril 1972
85 ^e	20 avril 1972
86 ^e	21 avril 1972
87 ^e	24 avril 1972
88 ^e	24 avril 1972
89 ^e	25 avril 1972
90 ^e	25 avril 1972
91 ^e	26 avril 1972
92 ^e	27 avril 1972
93 ^e	28 avril 1972
94 ^e	28 avril 1972

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>
95 ^e	1 ^{er} mai 1972
96 ^e	1 ^{er} mai 1972
97 ^e	3 mai 1972
98 ^e	4 mai 1972
99 ^e	5 mai 1972
100 ^e	5 mai 1972
101 ^e	8 mai 1972
102 ^e	14 juin 1972

3. — Sous-Comité ad hoc pour la Namibie

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>
5 ^e	8 juillet 1971
6 ^e	9 juillet 1971
7 ^e	17 août 1971
8 ^e	1 ^{er} septembre 1971
9 ^e	8 septembre 1971
10 ^e	11 septembre 1971
11 ^e	14 septembre 1971
12 ^e	18 septembre 1971
13 ^e	20 septembre 1971
14 ^e	21 septembre 1971
15 ^e	22 septembre 1971
16 ^e	22 septembre 1971
17 ^e	23 septembre 1971
18 ^e	25 février 1972
19 ^e	4 avril 1972
20 ^e	10 mai 1972
21 ^e	22 mai 1972

4. — Comité chargé de la question de la tenue de réunions du Conseil hors siège

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>
1 ^{re}	12 janvier 1972
2 ^e	12 janvier 1972
3 ^e	13 janvier 1972
4 ^e	13 janvier 1972
5 ^e	14 janvier 1972
6 ^e	14 janvier 1972
7 ^e	17 janvier 1972
8 ^e	18 janvier 1972

5. — Comité d'experts créé par le Conseil de sécurité à sa 1506^e séance

Aucune séance dudit comité ne s'est tenue au cours de la période. La dernière (11^e) séance s'était tenue le 23 avril 1971.

VII. — Comité d'état-major : représentants, présidents et secrétaires principaux

A. — REPRÉSENTANTS DE CHAQUE ARMÉE POUR CHAQUE DÉLÉGATION

16 juin 1971-15 juin 1972

Délégation chinoise^a

Avant l'adoption de la résolution 2758
(XXVI) de l'Assemblée générale

Général Wang Shu-ming, Armée de l'air
chinoise

16 juin 1971 jusqu'au 25 octobre 1971

^a Voir Introduction, par. 4 à 6.

Contre-Amiral Hsiung Teh-shu, Marine chinoise	16 juin 1971 jusqu'au 25 octobre 1971
Colonel Hwang Hsiung-sheng, Armée de l'air chinoise, représentant par intérim de l'armée	16 juin 1971 jusqu'au 25 octobre 1971
Après l'adoption de la résolution 2758 (XXVI) de l'Assemblée générale	
M. Lin Fang, représentant de l'Armée chinoise et chef de la délégation	6 avril 1972 jusqu'à ce jour
M. Yang Ming-liang, représentant de la Marine chinoise et secrétaire	6 avril 1972 jusqu'à ce jour
M. Chi Shu-jiang, chef de délégation adjoint	6 avril 1972 jusqu'à ce jour
<i>Délégation des Etats-Unis d'Amérique</i>	
Général de corps aérien A. J. Russell, Armée de l'air des Etats-Unis	16 juin 1971 jusqu'à ce jour
Général de corps d'armée R. G. Stilwell, Armée des Etats-Unis	16 juin 1971 jusqu'à ce jour
Vice-Amiral A. F. Schade, Marine des Etats-Unis	16 juin 1971 jusqu'au 1 ^{er} septembre 1971
Vice-Amiral H. L. Harty, Jr., Marine des Etats-Unis	1 ^{er} septembre 1971 jusqu'à ce jour
<i>Délégation française</i>	
Général de brigade R. J. Pessey, Armée française	16 juin 1971 jusqu'au 25 septembre 1971
Général de brigade E. de Grasset, Armée française	25 septembre 1971 jusqu'à ce jour
Colonel J. Faberes, Armée de l'air française	16 juin 1971 jusqu'au 26 août 1971
Colonel M. J. Espieux, Armée de l'air française	26 août 1971 jusqu'à ce jour
Capitaine de corvette P. Andrieu, Marine française	16 juin 1971 jusqu'à ce jour
<i>Délégation du Royaume-Uni</i>	
Général de corps aérien sir John Lapsley, Armée de l'air britannique	16 juin 1971 jusqu'à ce jour
Contre-Amiral C. C. H. Dunlop, Marine britannique	16 juin 1971 jusqu'au 3 septembre 1971
Contre-Amiral W. D. S. Scott, Marine britannique	3 septembre 1971 jusqu'à ce jour
Général de brigade G. H. Mills, Armée britannique	16 juin 1971 jusqu'à ce jour
<i>Délégation de l'Union soviétique</i>	
Général de division V. S. Tovma, Armée soviétique	16 juin 1971 jusqu'à ce jour
Capitaine de vaisseau N. I. Roshchin, Marine soviétique	16 juin 1971 jusqu'à ce jour
Colonel V. I. Persverzev, Armée de l'air soviétique	16 juin 1971 jusqu'à ce jour

B. — PRÉSIDENTS DES SÉANCES

16 juin 1971–15 juin 1972

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>	<i>Présidents</i>	<i>Délégations</i>
679 ^e	17 juin 1971	Colonel V. S. Tovma, Armée soviétique	URSS
680 ^e	1 ^{er} juillet 1971	Général de corps aérien sir John Lapsley, Armée de l'air britannique	Royaume-Uni
681 ^e	15 juillet 1971	Général de corps aérien sir John Lapsley, Armée de l'air britannique	Royaume-Uni
682 ^e	29 juillet 1971	Général de brigade aérienne C. W. Coulthard, Armée de l'air britannique	Royaume-Uni
683 ^e	12 août 1971	Vice-Amiral A. F. Schade, Marine des Etats-Unis	Etats-Unis
684 ^e	26 août 1971	Général de corps aérien A. J. Russell, Armée de l'air des Etats-Unis	Etats-Unis

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>	<i>Présidents</i>	<i>Délégations</i>
685 ^e	9 septembre 1971	Général Wang Shu-ming, Armée de l'air chinoise	Chine ^a
686 ^e	23 septembre 1971	Général Wang Shu-ming, Armée de l'air chinoise	Chine ^a
687 ^e	7 octobre 1971	Général de brigade E. de Grasset, Armée française	France
688 ^e	21 octobre 1971	Général de brigade E. de Grasset, Armée française	France
689 ^e	18 novembre 1971	Capitaine de vaisseau N. I. Roshchin, Marine soviétique	URSS
690 ^e	2 décembre 1971	Général de brigade aérienne C. W. Coulthard, Armée de l'air britannique	Royaume-Uni
691 ^e	16 décembre 1971	Général de corps aérien sir John Lapsley, Armée de l'air britannique	Royaume-Uni
692 ^e	30 décembre 1971	Général de brigade G. H. Mills, Armée britannique	Royaume-Uni
693 ^e	13 janvier 1972	Vice-Amiral H. L. Harty, Jr., Marine des Etats-Unis	Etats-Unis
694 ^e	27 janvier 1972	Général de corps aérien A. J. Russell, Armée de l'air des Etats-Unis	Etats-Unis
695 ^e	10 février 1972	Colonel L. R. Follain, Armée française ^b	France
696 ^e	24 février 1972	Général de brigade E. de Grasset, Armée française ^b	France
697 ^e	9 mars 1972	Général de brigade E. de Grasset, Armée française	France
698 ^e	23 mars 1972	Général de brigade E. de Grasset, Armée française	France
699 ^e	6 avril 1972	Colonel V. I. Persverzev, Armée de l'air soviétique	URSS
700 ^e	20 avril 1972	Général de division V. S. Tovma, Armée soviétique	URSS
701 ^e	4 mai 1972	Général de corps aérien sir John Lapsley, Armée de l'air britannique	Royaume-Uni
702 ^e	18 mai 1972	Général de corps aérien sir John Lapsley, Armée de l'air britannique	Royaume-Uni
703 ^e	1 ^{er} juin 1972	Général de corps aérien A. J. Russell, Armée de l'air des Etats-Unis	Etats-Unis
704 ^e	15 juin 1972	Colonel G. M. Adams, Armée de l'air des Etats-Unis	Etats-Unis

C. — SECRÉTAIRES PRINCIPAUX

16 juin 1971–15 juin 1972

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>	<i>Secrétaires principaux</i>	<i>Délégations</i>
679 ^e	17 juin 1971	Colonel R. N. Soupriagin, Armée soviétique	URSS
680 ^e	1 ^{er} juillet 1971	Colonel C. H. M. Toye, Armée britannique	Royaume-Uni
681 ^e	15 juillet 1971	Colonel A. G. H. Jukes, Royal Marines	Royaume-Uni
682 ^e	29 juillet 1971	Colonel C. H. M. Toye, Armée britannique	Royaume-Uni
683 ^e	12 août 1971	Colonel A. A. Olson, Armée des Etats-Unis	Etats-Unis
684 ^e	26 août 1971	Colonel G. M. Adams, Armée de l'air des Etats-Unis	Etats-Unis
685 ^e	9 septembre 1971	Colonel Hwang Hsiung-sheng, Armée de l'air chinoise	Chine ^a
686 ^e	23 septembre 1971	Colonel Hwang Hsiung-sheng, Armée de l'air chinoise	Chine ^a
687 ^e	7 octobre 1971	Lieutenant-Colonel R. L. Follain, Armée française	France
688 ^e	21 octobre 1971	Lieutenant-Colonel B. E. Amiet, Armée française	France
689 ^e	18 novembre 1971	Colonel R. N. Soupriagin, Armée soviétique	URSS
690 ^e	2 décembre 1971	Colonel C. H. M. Toye, Armée britannique	Royaume-Uni
691 ^e	16 décembre 1971	Colonel A. G. H. Jukes, Royal Marines	Royaume-Uni

<i>Séances</i>	<i>Dates</i>	<i>Secrétaires principaux</i>	<i>Délégations</i>
692 ^e	30 décembre 1971	Colonel H. A. Caillard, Armée de l'air britannique	Royaume-Uni
693 ^e	13 janvier 1972	Capitaine de vaisseau B. T. Douglas, Marine des Etats-Unis	Etats-Unis
694 ^e	27 janvier 1972	Colonel A. A. Olson, Armée des Etats-Unis	Etats-Unis
695 ^e	10 février 1972	Capitaine de corvette P. Andrieu, Marine française ^c	France
696 ^e	24 février 1972	Colonel M. J. Espieux, Armée de l'air française ^c	France
697 ^e	9 mars 1972	Lieutenant-Colonel B. E. Amiet, Armée française	France
698 ^e	23 mars 1972	Colonel L. R. Follain, Armée française	France
699 ^e	6 avril 1972	Colonel R. N. Soupriagin, Armée soviétique	URSS
700 ^e	20 avril 1972	Colonel R. N. Soupriagin, Armée soviétique	URSS
701 ^e	4 mai 1972	Colonel H. A. Caillard, Armée de l'air britannique	Royaume-Uni
702 ^e	18 mai 1972	Colonel H. A. Caillard, Armée de l'air britannique	Royaume-Uni
703 ^e	1 ^{er} juin 1972	Colonel A. A. Olson, Armée des Etats-Unis	Etats-Unis
704 ^e	15 juin 1972	Colonel G. M. Adams, Armée de l'air des Etats-Unis	Etats-Unis

^b Ont assumé la présidence de ces deux séances en l'absence de la délégation chinoise et à la demande des autres délégations.

^c Ont assumé les fonctions de secrétaire à ces deux séances en l'absence de la délégation chinoise et à la demande des autres délégations.

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
